CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 9 à 12	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06	p. 06-76	p. 77-99

2022-2023

N°03

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Nouvelles lois .... p. 06

Séances .... p. 06-76

9e séance du mercredi 26 octobre 2022 p. 06-24

10e séance du mardi 8 novembre 2022 p. 25-35

11e séance du mercredi 9 novembre 2022 p. 35-70

12e séance du mardi 15 novembre 2022 p. 70-76

Questions au Gouvernement .... p. 77-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
18/04/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

Visite de travail du Secrétaire d'État du Saint-Siège

« Le Luxembourg et le Vatican entretiennent d'excellentes relations »

Le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'État du Saint-Siège (troisième à droite, première rangée), a été reçu à la Chambre par le Président et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Dans le cadre d'une visite de travail au Luxembourg, Son Éminence le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'État du Saint-Siège, était en visite au Parlement luxembourgeois le 6 avril 2023 pour un échange de vues avec les députés. La question des migrants et de leur accueil était un des principaux sujets discutés.

Face aux députés, le Secrétaire d'État de Sa Sainteté le Pape, qui revêt une fonction comparable à celle d'un Premier Ministre, a souligné la « grande qualité de l'accueil que le Luxembourg réserve aux migrants ». La question de la migration était en effet le fil rouge de la visite de travail du Cardinal Pietro Parolin au Luxembourg, au cours de laquelle il a notamment visité des structures d'accueil pour des demandeurs de protection internationale.

Le Secrétaire d'État du Saint-Siège a été accueilli à la Chambre des Députés par le Président, M. Fernand Etgen, et par le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Lors d'un échange de vues avec les membres du Bureau et de la commission prémentionnée, M. Etgen a constaté que « le Luxembourg et le Vatican entretiennent d'excellentes relations, voire même chaleureuses » – un message confirmé par la délégation du Vatican. Le Président de la Chambre des Députés a rappelé la récente visite du Premier Ministre et Ministre des Cultes, M. Xavier Bettel, auprès de Sa Sainteté, et la nomination récente du Cardinal luxembourgeois Jean-Claude Hollerich au Conseil des cardinaux – autant de preuves manifestes de ces relations intenses, selon M. Etgen.

Guerre en Ukraine : quel rôle diplomatique pour le Vatican ?

Différents députés ont saisi l'opportunité pour aborder le rôle diplomatique que le Saint-Siège pourrait jouer dans « cette guerre affreuse que la Russie mène en Ukraine ». Le Cardinal Pietro Parolin a confirmé la volonté du Pape François de se rendre à la fois à Kyiv et à Moscou. Malgré les difficultés inhérentes à cette mission, le Pape « n'a pas perdu l'espoir de pouvoir faire quelque chose », a affirmé le Secrétaire d'État du Vatican.

Un attachement commun au multilatéralisme, les défis liés au changement climatique et les relations entre l'Église et la sphère politique en général étaient d'autres sujets abordés au cours de l'échange de vues entre les députés et le Cardinal Pietro Parolin. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a également évoqué l'évolution des liens entre l'État luxembourgeois et les communautés religieuses ces dernières années, qui a mené, selon M. Etgen, à une « relation plus inclusive et égalitaire entre l'État et l'ensemble des cultes représentés au Grand-Duché ».

L'Administration parlementaire se dote d'un programme de travail

L'Administration parlementaire a récemment mis en place un programme de travail visant à définir et à guider l'action des quelque 150 agents qui la composent. L'objectif principal : être au service de l'institution, des 60 députés et de la démocratie.

Ce document stratégique, qui s'inscrit dans la gestion par objectifs des administrations et services de l'État, définit neuf objectifs stratégiques et 29 objectifs opérationnels avec 88 projets associés pour la période 2023-2025.

Mettre en avant les valeurs de l'Administration parlementaire

« Le programme de travail repose entièrement sur la participation des agents parlementaires », a expliqué le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, à l'occasion de la présentation du programme de travail au personnel de l'administration. « À travers son tout premier programme de travail établi dans une logique intégralement participative, l'administration souhaite mettre en avant ses valeurs d'impartialité politique, d'engagement et d'innovation, de respect et de solidarité, tout en s'inscrivant dans une vision stratégique pour la réalisation transparente d'objectifs clairement définis », a précisé M. Scheeck. Le Secrétaire général est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs au sein de l'administration. Celle-ci œuvre sous la supervision du Bureau de la Chambre des Députés qui s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel.

L'Administration parlementaire est une organisation dynamique qui cherche en permanence à se doter des moyens adéquats pour répondre au mieux aux défis qui se posent à elle. Quelques changements récents, tels que la réorganisation du service des technologies de l'information ou la création de nouvelles entités comme le service légistique et la cellule scientifique, peuvent être cités en exemple.

Retrouvez le document intégral du programme de travail de l'Administration parlementaire en scannant le code QR suivant :

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

Amélioration du transport des voyageurs au sein du Benelux

Les membres de l'Assemblée interparlementaire Benelux (AIB) se sont réunis les 17 et 18 mars 2023 à La Haye, aux Pays-Bas, pour discuter d'un sujet qui a un impact direct sur la mobilité des citoyens des trois pays membres, à savoir l'amélioration du transport ferroviaire des passagers au sein du Benelux. Dans son introduction, M. Herman Welter, expert ferroviaire, a fait valoir qu'au cours des dernières décennies, de nombreuses propositions ont été faites pour améliorer le transport ferroviaire de passagers mais que bon nombre de ces projets n'ont pas été réalisés. L'expert du rail a appelé les responsables politiques à définir une vision à long terme qui tienne compte des enjeux actuels.

De gauche à droite : M. Jean-Claude Meyer, Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du Luxembourg aux Pays-Bas, Mme Diane Adehm et Mme Josée Lorsché, membres effectives de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AIP, Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas et Mme Lydia Mutsch, membres effectifs de la délégation, et M. Raphaël Zumsteeg et M. Pierre Gierenz du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Ces enjeux ont ensuite été exposés aux parlementaires par Mme Vivianne Heijnen, Secrétaire d'État à l'Infrastructure et à la Gestion de l'eau (Pays-Bas), M. Georges Gilkinet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité (Belgique), qui a adressé un message vidéo aux députés, ainsi que M. Raphaël Zumsteeg, Chargé de direction « Chemins de fer » auprès du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (Luxembourg). Les intervenants ont tous souligné que les trois pays continuaient à investir de manière conséquente dans les infrastructures ferroviaires et qu'ils considéraient le train comme un moyen de transport durable et à part entière. Le train serait également de plus en plus prisé par les passagers pour leurs déplacements transfrontaliers. Cependant, pour continuer à fluidifier le trafic transfrontalier, il serait impératif de lever un certain nombre d'obstacles juridiques et techniques. Les organisations d'usagers des transports publics ont également été entendues et les députés d'autres régions européennes ont présenté les meilleures pratiques en matière de transport ferroviaire.

Le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et Président du Comité des ministres de l'Union Benelux, M. Wopke Hoekstra, a également participé à la session plénière pour présenter les priorités 2023 de la présidence néerlandaise de l'Union Benelux.

En outre, un débat sur le télétravail transfrontalier a été organisé le deuxième jour de la session. Les parlementaires ont par ailleurs adopté une déclaration dans laquelle le Parlement Benelux condamne résolument l'agression armée de la Fédération de Russie contre le peuple ukrainien. Dans la même déclaration, ils dénoncent la déportation illégale, par la Russie, d'enfants dans les parties occupées de l'Ukraine.

En mission pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

« Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil »

M. Paul Galles a rencontré Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, cheffe de l'opposition bélarussienne en exil en Lituanie.

Comment améliorer la situation des centaines de milliers de Bélarussiens contraints de fuir leur pays ? Dans le but de formuler des recommandations concrètes à l'adresse des gouvernements des 46 États membres du Conseil de l'Europe, dont le Luxembourg, M. Paul Galles s'est rendu en Pologne et en Lituanie pour une série de rencontres de haut niveau. Le 30 mars 2023, le député luxembourgeois et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est entretenu avec Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, cheffe de l'opposition bélarussienne, en exil en Lituanie.

« Les Bélarussiens en exil se trouvent dans une situation sans issue », a déploré M. Paul Galles. Négligés par les politiques européens et tombés dans l'ombre de la guerre en Ukraine, les réfugiés bélarussiens sont souvent assimilés aux Russes alors qu'ils font face à des problématiques spécifiques liées à la situation politique de leur pays. Depuis les élections contestées en août 2020 et l'instauration d'un « régime de la terreur » mis en place par le dictateur au pouvoir Alexandre Loukachenko, entre 200.000 et 500.000 personnes ont fui le Bélarus, qui compte désormais près de 1.500 prisonniers politiques, a expliqué M. Galles.

L'agenda du député en mission pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a été bien rempli pendant les quatre jours partagés entre la Pologne et la Lituanie, pays voisins le Bélarus qui hébergent un grand nombre d'exilés. Représentants du « Gouvernement en exil » et de la société civile, entrepreneurs exilés ou encore des membres du Gouvernement polonais comme le Secrétaire d'État aux Affaires intérieures, M. Bartosz Grodecki, ont figuré parmi les interlocuteurs du député.

L'objectif de M. Galles était de rassembler des bonnes pratiques concernant les problématiques qui touchent au statut des ressortissants bélarussiens, leur droit au regroupement familial ou l'accès au marché du travail. Une autre question importante a concerné l'accès aux documents comme des pièces d'identité. La Pologne a instauré certaines procédures considérées comme « exemplaires », a fait remarquer le député.

« La situation se dégrade »

Dans les semaines à venir, la mission devrait aboutir dans une série de recommandations formulées à l'attention des gouvernements de tous les pays membres du Conseil de l'Europe. Elles seront rassemblées dans le rapport de M. Galles intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil ». « La publication de ce rapport devient de plus en plus urgente, étant donné que la situation se dégrade », a affirmé M. Galles.

Il est prévu que le député luxembourgeois présente son rapport devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe réunie en séance plénière au mois de juin à Strasbourg. Il y parlera au nom de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, qui l'avait mandaté pour effectuer cette mission.

Déi iwwerschafft Verfassung op Lëtzebuergesch

Experte vun der Uni Lëtzebuerg goufe beoptraagt, déi iwwerschafft Lëtzebuerger Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft triede soll, vum Franséischen an d'Lëtzebuergescht ze iwwersetzen. De Chamberpresident krut den 31. Mäerz 2023 feierlech eng Kopie vun der lëtzebuergescher Versioun iwwerreecht.

Bei dëser Geleeënheet goufen d'Responsabel vum Projet vun der Universitéit, d'Professere Luc Heuschling, Herwig C. H. Hofmann a Jörg Gerkrath esou wéi de wëssenschaftleche Chercheur Michel Erpelding, an der Chamber empfaangen.

Recherche scientifique au Parlement

La conservation et l'exploitation de données à caractère personnel par les opérateurs du secteur des communications électroniques

La directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques consacre **le principe de la confidentialité des données relatives au trafic et des données de localisation générées par l'utilisation de services de communications électroniques**.

Cette directive crée des obligations pour les opérateurs, comme l'effacement ou l'anonymisation de telles données lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à la transmission d'une communication, ou encore le recueil du consentement des utilisateurs lorsque leurs données peuvent être traitées à des fins commerciales.

Cette protection peut toutefois être limitée. L'article 15, paragraphe 1 de la directive 2002/58/CE permet aux États membres d'adopter des mesures législatives restrictives de cette protection qui prévoient, par exemple, la conservation des données par les opérateurs.

La limitation doit toutefois constituer « **une mesure nécessaire, appropriée et proportionnée, au sein d'une société démocratique, pour sauvegarder la sécurité nationale – c'est-à-dire la sûreté de l'État –, la défense et la sécurité publique, ou assurer la prévention, la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales ou d'utilisations non autorisées du système de communications électroniques [...]** ».

La mesure de limitation, adoptée dans le respect des principes généraux du droit de l'Union européenne, doit être d'une durée limitée et justifiée par les motifs d'intérêt général mentionnés ci-dessus.

Dans un contexte de lutte plus accrue contre le terrorisme et la criminalité, les États membres ont été amenés à adopter de telles réglementations. Certaines de ces législations ont donné lieu à une jurisprudence récente et fournie de la Cour de justice de l'Union européenne précisant les exigences auxquelles elles doivent répondre, particulièrement l'exigence de proportionnalité.

La cour réaffirme **le principe de l'interdiction de la conservation généralisée indifférenciée et de l'exploitation des données de connexion**. Elle apporte des nuances à ce principe, en précisant aux autorités nationales qu'afin que leurs réglementations soient conformes **à l'exigence de proportionnalité** de l'article 15, paragraphe 1 de la directive, elles doivent **mettre en relation le niveau de gravité de l'ingérence avec le niveau de gravité de la menace qui la justifie**.

Cette analyse a ainsi conduit la cour à admettre, dans des conditions strictement définies, qu'une législation puisse imposer aux opérateurs de communications électroniques une conservation généralisée et indifférenciée des données de connexion lorsqu'elle poursuit des finalités de sécurité publique.

Ces arrêts rendus par la Cour de justice impliquent une **lecture renouvelée de l'article 15, paragraphe 1 de la directive 2002/58/CE** et exigent, en conséquence, des États membres d'adapter leurs législations afin de se conformer aux exigences clarifiées. C'est dans ce contexte que s'inscrit le « projet de loi relative à la rétention des données à caractère personnel et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ; et 3° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État » présenté le 25 janvier 2023 par Mme la Ministre de la Justice.

***Aperçu scientifique par Racha El Herfi : « La conservation et l'exploitation de données à caractère personnel par les opérateurs du secteur des communications électroniques »**, Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 3 février 2023.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Centre de données monégasque au Luxembourg

7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021

Le projet de loi n° 7957 vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la Principauté de Monaco au Luxembourg en donnant à Monaco les garanties appropriées au regard de la sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et ses données. Un contrat de location entre le Luxembourg et Monaco déterminera les obligations des parties au contrat. La mise en service du centre de données est prévue pour 2022. À l'image du centre de données de la République d'Estonie déjà installé au Luxembourg, l'installation d'un centre de données monégasque s'inscrit parfaitement dans la stratégie « Digital Luxembourg ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 25/01/2022
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

19/09/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/11/2022
Loi du 28 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 614, page 1

Règlement extrajudiciaire de litiges : homologation d'accords

7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation

L'unique objet du projet de loi amendé est d'introduire dans le Code de la consommation la possibilité pour une partie de demander l'homologation des accords issus de la procédure de règlement extrajudiciaire d'un litige traité par le Service national du Médiateur de la consommation afin de leur conférer force exécutoire.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 30/03/2021
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

07/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11/07/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/09/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/10/2022
Loi du 18 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 574, page 1

9e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 07**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 164 de Mme Tess Burton au sujet du Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 »** **p. 07**
   Mme Tess Burton | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
3. **7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation** **p. 08**
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Gusty Graas | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7796 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Interpellation de M. Guy Arendt au sujet du Plan d'action national d'inclusion numérique** **p. 09**
   Exposé : M. Guy Arendt (dépôt de la motion 1)
   Débat : Mme Diane Adehm | Mme Lydia Mutsch (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Marc Hansen) | M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation (interventions de Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Sven Clement et M. Gilles Roth) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen
   Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Gilles Roth | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Guy Arendt (intervention de Mme Nathalie Oberweis)
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Question élargie n° 164 de Mme Tess Burton au sujet du Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 »

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänke mat der erweiderter Fro Nummer 164 vun der Madamm Tess Burton iwwert den Aktiounsplang PAN-Bio 2025 un. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet sech d'Zil gesat, déi biologesch Landwirtschaft konsequent ze fërderen. Den nationale Bioaktiounsplang soll derzou bäidroen, dass bis 2025 20 % vun den Agrarflächen no de Reegele vun der Biolandwirtschaft bewirtschaft ginn.

Vu dass zu Lëtzebuerg e groussen Deel vun deene Fläche Gréngland ass, spillen d'Vermaartung vum Bioréndfleesch a vu Mëllechprodukter an deem Kontext eng besonnesch Roll.

De Bioaktiounsplang gesäit ënner anerem vir, dass d'Nofro u Bioprodukter gestäerkt gëtt. Sou solle bis 2025 50 % vun de Produkter, déi a Kantinne verschafft ginn, vu Lëtzebuerg kommen. Zwee Fënneftel dovunner solle Bioprodukter sinn. An enger éischter Etapp goufe Pilotprojete gestart an de Maison-relaisen an och an de Lycéeën.

Dozou wéilt ech dem Minister Claude Haagen haut hei follgend Froe stellen:

Wat ass d'Resultat vun deene Pilotprojeten? Wéi héich ass den Undeel u Bioproduiten an u Lëtzebuerger Produiten insgesamt an deene Kantinnen, déi fir d'Pilotprojeten ausgewielt goufen? Kënne si d'Zilvirgaben aus dem Bioaktiounsplang erreechen? Falls net, wat sinn d'Ursaachen dofir? A bei wat fir enge Liewensmëttel ass déi Lëtzebuerger Landwirtschaft an der Lag, d'Nofro vun de Kantinnen u Bioprodukter ofzedecken? A wéi héich ass am Schnëtt d'Präisdifferenz pro Menü fir d'Kantinnen, déi un de Pilotprojeten deelhuelen?

Voilà. An do soen ech Iech scho Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och der Madamm Burton fir déi Question élargie iwwert d'Pilotprojete par rapport zum PAN-Bio 2025. Et gëtt eng ganz Rei interessant Resultater par rapport zu deene Pilotprojeten an och, wat am Fong erreecht ginn ass, souwuel – Dir hutt et gesot – an de Lycéeën oder an de Crèchen an de Kantinnen.

Et ass och esou, datt mer hei net eng Definitioun oder eng Wouerecht hunn, well alleguerten déi Kantinne verschidden Eegeschaften hunn. Dofir hu mer eis och limitéiert um Ministère, wéi Dir et gesot hutt, am Kader vun deem Pilotprojet op dräi Kantinnen anzegoen. Zum Beispill, wivill datt do den Undeel vu Bioliewensmëttel ass an, domadder verbonnen, wat déi national Liewensmëttel sinn, wat déi regional Liewensmëttel sinn a wat de Bezuch ass zum Beispill beim Kaf vu Bioliewensmëttel an d'Politik am grousse Ganzen an deene Lycéeën oder an deene Kantinnen.

Et gëtt jo oft argumentéiert, datt Bioprodukter oder regional an national Liewensmëttel méi deier wieren. Bon, och do hu mer en État des lieux gemaach. Dir hutt et schonn deelweis an Ärer Fro ugeschwat. Wat ass de Budget an deene verschiddene Kantinnen, wann een zum Beispill Projete fir den Akaf mécht vun de Liewensmëttel, déi dann zur Verfügung stinn?

D'Resultater, dat hunn ech scho gesot, si vu Kantin zu Kantin verschidden, well d'Eegeschafte vun de Kantinne verschidde sinn. Dat hänkt zum Beispill vun der Gréisst vun der Kantin of. Et hänkt och dervun of, ob zentral oder dezentral gekacht gëtt an op wat fir engem héije Bioundeel d'Kantinnen, oder an deem Fall d'Kantin, déi analyséiert ginn ass, schonn ass.

Ech ginn op dräi Pilotprojeten an. Dat éischt ass de Lycée Ermesinde. Do ass den Undeel vun de Bioliewensmëttel op iwwer 80 % eropgeschrauft ginn. Wat dann doriwwer erausgeet, dat heescht, wat net a Bioqualitéit ass, déi reschtlech 20 % ginn da vun nationalen a regionale Produkter ofgedeckt. Mir schwätzen natierlech hei ëmmer par rapport zum Bezuch op den Akaf an Euro vum gesamte Budget, déi eng Kantin fir den Akaf vun de Liewensmëttel zur Verfügung hutt.

Wéi hu se dat kënnen erreeche beim Lycée Ermesinde? Do ass – do muss ech kucken, ee Moment – nieft enger Approche den Undeel vun deem Akaf direkt beim Produzent gesteigert ginn. Dat heescht, et geet een direkt bei de Produzent akafen an domadder kuckt en dann och, wat den Undeel ass vu méi deiere Komponenten, zum Beispill Fleesch oder anere Liewensmëttel, déi da par rapport zu deem erofgesat ginn. Do schwätze mer hei einfach vun der Preparatioun vun den Telleren, wéi dat mam Grammage gemaach gëtt an datt et dann eeben och méi op vegetaresch Menüen dann eriwwergeet.

Net méi spéit wéi gëschter, mengen ech, ass och ugeklongen an der Diskussioun, déi hei war iwwert de Bierger ...

(Interruption)

... voilà, datt 50 % vun de Molzechten, déi an de Lycéeskantinne sinn, vegan a vegetaresch sinn. Dat heescht, dat ass eng Evolutioun, déi kënnt, déi och weider kënnt, wat net nëmmen eis gréng Frënn dierft freëen, mee jiddwereen heibannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | An dofir spillt jo och déi Politik, déi mer zesumme mam Landwirtschaftsministère maachen, um Niveau vun der Regierung mam Educatiounsministère, Food4Future, och a puncto Restopolis eng Roll, op déi ech nach wëll kommen.

Am Kannerhaus vu Wolz ass den Undeel vu Bioliewensmëttel op 45 % eropgaangen. Do sinn déi national Produkter elo iwwer 70 % um Teller vertrueden. Hei hu mer festgestallt, datt et sech bei deene Menüen ëm 10 % verdeiert. Do huet de Landwirtschaftsministère an deem dote Projet, well et e Pilotprojet ass, och deen Differenzial opgeholl an och bezuelt.

Bei der Anne ASBL aus dem Grupp Elisabeth ass am Fong déi selwecht Approche gemaach gi wéi bei deenen anere Crèchen och. Hei ware Liewensmëttel am Menü mat engem héije Bioundeel vun 41 %. De Méipräis war 42 Cent bei engem Menü vun 3,85 Euro. Bei der Anne ASBL ass d'Zilsetzung esou formuléiert, datt an Zukunft op 30 % Bioliewensmëttel zréckgegraff gëtt an déi aner 70 % konservativ Liewensmëttel sinn, wat awer natierlech Repercussiounen huet. Déi gi genotzt fir den nationalen a lokale Marché.

Wat kënne mer dorauser festhalen? Mee et ass ganz einfach: Wann een d'Gestioun vu Kantinne mécht, da soll ee laut de Mesurë vum PAN-Bio 2025 dat einfach an de Cahier des charges schreiwen, dann ass et um Fournisseur, déi entspriechend Akafswënsch och ze erfëllen. Mir kucken dat an der Landwirtschaft mat engem Kaskadesystem. Dat heescht, Lëtzebuerger Bioprodukter, dann Ëmstellungswuer an national Produkter. An et ass schonn an der Froestellung ugeschwat ginn, datt mer hei en Undeel vu 50 % wëllen erreechen, wou zwee Fënneftel – dat sinn 20 % – dann och Bioprodukter sinn.

Restopolis hunn ech schonn ernimmt mat hirem Projet mam Educatiounsministère zesummen: Food-4Future. Do ass d'Analys gemaach ginn. A Restopolis wëllt bis d'Joer 2025 fir op d'mannst 50 % vun hirem Akaf vu Liewensmëttel op Lëtzebuerger Produiten zréckgräifen an dann natierlech och op zwee Fënneftel Bioprodukter, dat sinn dann 20 %, déi do wäerten als Bioprodukter mat afléissen.

Momentan si mer bei engem Undeel vun 12,38 % Biowueren. Ech mengen, dat war am Juni vun dësem Joer. An déi lokal Produite si bei Restopolis momentan mat 51 % present. Mir sinn also do op enger Trajectoire, déi et eise Bauere wäert erlaben, och op déi Produiten ze setzen, déi nogefrot ginn an deem dote Kontext.

Een anere wichtege Punkt wëll ech nach ënnersträichen, dat ass, datt mer als Ministère, als Landwirtschaftsministère, och Uspriechpartner si fir d'Kantinnen, fir Hëllefen ze ginn, wann do Problemer sinn. Mir hu mat enger Agence eng Formatioun ausgeschafft, déi zum Beispill Käch kënne maachen, fir eeben déi Ziler do ze erreechen, fir richteg anzekafen no deem Choix, deen eeben determinéiert ass, an och den Theema Gaspillage alimentaire esou ze traitéieren, wéi mir et och als Ministère ganz einfach prekoniséieren.

Dann hat Der nach gefrot, wat fir eng Liewensmëttel aus der Lëtzebuerger Landwirtschaft an der Lag sinn, d'Nofro vun de Kantinnen a Bioprodukter ofzedecken. Dat sinn haaptsächlech d'Mëllechproduiten, Eeër a Randfleesch, do ass kee Problem ze erwaarden, bei Uebst a Geméis ass nach Potenzial a Sputt an der Primärproduktioun no uewen.

An dann déi lescht Fro, mengen ech, déi Der hat, war: Wat ass d'Präisdeierecht pro Kantin, wann een un deene Pilotprojeten do matgeschafft huet? Do muss ech Iech soen ..., bon, nach eng Kéier, d'Kantinnen, do si verschidden Eegeschaften, dofir kann een dat net esou en bloc determinéieren. Mir hunn dat an deenen dräi Pilotprojete gesinn. Mee fir Iech eng Virstellung ze ginn: Mir hu festgestallt, datt d'Méikäschte bei deenen dräi Pilotprojeten en général tëschent 0 Cent an 42 Cent pro Plat sinn.

Ech mengen, dann hätt ech op Är Froen alleguerte geäntwert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

3. 7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 7796. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi, deen den 30. Mäerz 2021 deposéiert ginn ass, berout op enger Initiativ vum Service national du médiateur de la consommation.

Dësen neutralen an onparteiesche Service, deen 2016 gegrënnt ginn ass, huet an Tëschenzäit méi wéi seng Preuvë gemaach. De Médiateur de la consommation gëtt ganz vill solicitéiert a saiséiert.

Zejoert sinn zum Beispill 403 Demanden erakomm. Dovu waren déi allermeescht, nämlech 98 %, Ufroe vu Consommateuren an nëmmen 2 % vu Betriber.

Bei engem Drëttel vun deenen Demandë gëtt no Informatioune gefrot. Iwwer 60 Demandë sinn un aner zoustänneg Entitéite weidergeleet ginn, un den ILR, d'ACA oder d'CSSF. An a sämtlechen anere Fäll hëlleft de Service, fir aussergeriichtlech Léisungen ze fannen a spuert domadder béide Säiten Energie, Zäit a Geld.

Déi meescht Dossieren hate mam Bau a mam Onlinehandel ze dinn. An den Taux de réussite vun dësem Service ass exzellent. E louch zejoert bei 92,4 %, wou also en Accord fonnt gouf.

Souwäit zum Kader, Här President. Elo zum Projet vun haut. Dësen Text gesäit vir, datt esou Accorden, déi duerch de Service de médiation fonnt goufen, virum Bezierksgeriicht homologéiert kënne ginn. Et handelt sech heibäi ëm e Pilotprojet, dee just an exklusiv de Médiateur de la consommation betrëfft.

An enger éischter Versioun vum Projet de loi war nach eng Kompetenzerweiderung fir de Mediateur virgesinn. Et war a sech ugeduecht, datt och zwee Betriber Sträitfäll beim Mediateur vun der Consommatioun hätte kënne schlichte loossen, an zwar well de Service relativ vill solicitéiert gouf vu Betriber, déi zum Beispill Differenzen hate mat hire Fournisseuren, well d'Condition-de-paiementen net respektéiert goufen. En plus huet d'Pandemie verhënnert, datt e sëllege Litigë bäigeluecht goufen. De Médiateur de la consommation hätt an dëse Fäll kënnen aushëllefen.

Dës Iddi vun der Kompetenzerweiderung ass awer wéinst juristeschen Onkloerheete fale gelooss ginn. A sengem éischten Avis vum 30. November 2021 huet de Conseil d'État drop higewisen, datt et net d'Bestëmmung vum Médiateur de la consommation ass, fir tëscht zwou Entreprisen ze vermëttelen. An deem Sënn wier esou eng Kompetenzerweiderung just een Zousaz un Aarbecht, dee riskéiere géif, den Accès zu dësem wichtege Service méi schwiereg ze maachen.

Den 11. Juli 2022 huet d'Wirtschaftskommissioun dëse Bedenke Rechnung gedroen an den Text vum Projet de loi an deem Sënn amendéiert, datt d'Kompetenzerweiderung gestrach ginn ass.

D'ULC fir hiren Deel freet an hirem Avis, fir d'Méiglechkeet vun där Homologatioun vun den Accorden och op déi aner unerkannten aussergeriichtlech Mediateuren auszedeenen. Och d'Chambre des Salariés wielt dës Approche, grad ewéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers an engem gemeinsamen Avis. Och si géifen dat begréissen, wann d'Accorde vun anere Mediateure kéinten offiziell unerkannt gi viru Geriicht.

Dëse Projet de loi concernéiert, wéi gesot, awer exklusiv de Médiateur de la consommation.

De Staatsrot huet dunn a sengem Avis complémentaire vum 22. Juli 2022 festgestallt, datt d'Kommissioun all sengen Observatioune Rechnung gedroen huet. An am finale Projet de loi bleift deemno just nach den Article unique zur Homologatioun vun den Accorden iwwreg.

Fir méi Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn heimadder natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Francine Closener.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt e Merci un d'Madamm Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Projet ginn am Fong d'Rechter vun de Konsumente gestäerkt doduerch, datt mer eng nei Prozedur aféieren, wou deen Accord de médiation ka virun engem Geriicht homologéiert ginn, wat zur Rechtssécherheet an dem Caractère exécutoire vun déser Decisioun bäidréit.

Am initiale Projet war am Fong virgesinn, datt dat sech och géif op d'Relatioun zwëschent zwee Professionellen, also zwee Geschäftsleit, bezéien. Dat war e seriöe juristesche Feeler vun der Regierung, well de Code de la consommation ka sech just op eng Relatioun zwëschent engem Geschäftsmann an engem Konsument bezéien. An dofir huet de Staatsrot och mat Recht do eng Opposition formelle gemaach.

Déi Prozedur, déi mer elo hei aféieren, wéi gesot, ass eng Stäerkung fir d'Rechter vum Konsument. Si ass awer net nei, well mir hunn déi Prozedur och schonn am Nouveau Code de procédure civile de façon générale agefouert, wou eeben och do en Accord de médiation virum Zivillgeriicht kann duerch de Riichter homologéiert ginn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas.

Une voix | Ganz gutt!

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir liewen an enger Gesellschaft, wou natierlech ganz vill Streidereien ëmmer opkommen. An doweinst ass et och wichteg, datt een eng Institutioun wéi de Mediateur huet. Mir mierken dat jo a villen anere Beräicher, wéi wichteg datt déi Institutioun ass. Et sinn och ewell vill Gemengen, déi e Mediateur astellen. An dowéinst ass et gutt, datt mer op deem heiten Niveau elo och do legiferéieren. Et ass e klengt Gesetz, mee et ass awer keen onweesentlecht Gesetz.

Ech mengen, mir ginn hei e wichtege Schratt no vir. Eng Mediatioun, kann een ëmmer soen, verhënnert vläicht onnéideg Prozesser herno um Tribunal. An dofir si mir och der Meenung, datt dat heiten e gutt Gesetz ass.

An ech bréngen och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei, soen der Madamm Closener awer och nach Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Deputéiert, Här Minister, fir d'alleréischt e grousse Merci natierlech un d'Rapportrice fir de schrëftlechen, awer natierlech och fir de mëndleche Rapport.

Et ass schonn immens vill gesot ginn, mee trotzdeem wollt ech awer eng Kéier gäre soen, datt e Betrib net nëmmen ofhängeg vu senger Clientèle ass, mee natierlech ass en och ofhängeg vun engem gudde Fonctionnement. An dat kann nëmme geschéien, wann déi Relatiounen zwëschent Fournisseur a Betrib eeben an enger gudder, positiver Ambiance verlafen.

Dofir ass dëse Projet de loi sënnvoll, wéi och meng Virriedner dat scho betount hunn. Mir erlaben och heimadder, d'Ulafstell vum Médiateur national de la consommation weider ze stäerken. An natierlech stäerke mir och domadder d'Sécurité juridique dovunner.

Leider ass et esou, datt, wa bis e Konflikt oder e Litige mat engem Fournisseur de services entsteet, am allerschlëmmste Fall dëse Betrib riskéiert, faillite ze goen. Esou wéi an anere Beräicher ass eng Mediatioun meeschtens de Prinzipp vum Dialog zwëschent zwee Acteuren. A ganz oft ginn och séier Léisungen ugebueden. „Time is money", wéi et esou schéin heescht. Dofir ass et grad am professionelle Beräich immens wichteg, datt ee ka séier agéieren an, wéi ech scho virdru gesot hunn, och séier Léisunge ka fannen.

Dës Méiglechkeet ass ëmsou méi noutwendeg, well zënter der Covidkris musse mir eise Betriber, ob kommerziell, industriell, handwierklech, liberal oder landwirtschaftlech, déi néideg Opportunitéit ginn, fir flénk ze sinn, fir kënnen diligent ze reagéieren, fir esou e reegelméissegt Akommes, de sougenannte Cashflow, ze sécheren an ze garantéieren.

Merci fir d'Nolauschteren, an natierlech ginn ech och den Accord vun der gréng er Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Och der Madamm Closener e grousse Merci vun eiser Säit fir e ganz komplette Rapport. Ech mengen, mat hir an alle Virriedner sinn all d'Aspekter beliicht.

Also, et bleift mir just nach, den Accord vun der ADR ze ginn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, als Alleréischt emol villmools merci der Rapportrice fir hire ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dat heiten ass eent vun deene Beispiller, wou ee gesäit, datt d'Majoritéit och Kriticke kann eescht huelen a se dann och ëmsetzen an deem Gesetzesprojet. Well d'Extensioun vun de Kompetenzen hätte mir net kënne matstëmmen. Mee vu datt dat jo elo eraus ass, kënne mir ganz, ganz gutt domadder liewen. A mir sinn awer och der Meenung, wéi d'CSL an d'ULC, datt een un d'Homologatioun och op aneren Instanzen hätt kënne goen.

Mee bon, mir stëmmen dat hei awer mat. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e Merci un d'Rapportrice fir souwuel de mëndleche wéi de schrëftleche Rapport. Ech muss soen, datt ech mech net erënnere kann, datt mer, säit ech gewielt gouf, hei an der Chamber eng Kéier e Projet de loi haten, wou herno 80 % vum Contenu gestrach goufen.

Dat weist awer och, datt u sech seele Gesetzer esou aus der Chamber erauskommen, wéi se hei erakommen. Keng eng Beruffskummer, keen Interessevertrieder hat et eng gutt Iddi fonnt, fir déi Homologatioun, den Accès zum Mediateur, och fir Betriber opzemaachen. An ech mengen, et éiert eis, datt mer eis deem dunn och ugeschloss hunn an et elo op deem beloossen, wat u sech Sënn mécht a wat wichteg ass, nämlech, datt, wann d'Konsumente Sträit haten an dat mam Mediateur geléist hunn, dat homologéiert ka ginn, datt se dann och hir Saache kréien, ob dat Sue sinn, ob dat Entschiedegungen an anerer Form sinn, datt dat net iergendwou an engem Vide juridique herno hänkt.

Ech froe mech awer natierlech e bëssen, ob et net vläicht an Zukunft besser wär, bei esou Projeten d'Interessevertrieder en amont ze consultéieren an net als Éischt e Gesetz ze schreiwen, et an d'Chamber ze bréngen an dann 80 % erëm erauszesträichen. Mir hätten eis, mengen ech, Aarbecht kënne spueren, wann d'Regierung en amont eng aner Aarbecht gemaach hätt an d'Interessevertrieder direkt consultéiert hätt.

Mir ginn awer eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och merci der Rapportrice fir e ganz gudde Rapport.

Bon, et kann een effektiv – an dat ass eng Diskussioun – sech d'Fro stellen, ob Rapporten zwëschent Professionellen hei erageheieren oder net. Et gëtt beim Médiateur de la consommation munchmol Demanden, wou effektiv Betriber an engem Rapport mat engem anere Betrib sinn an do duerchaus Froen hunn, déi och dem Droit de la consommation ënnerleien.

Wann Dir ArcelorMittal sidd an Dir gitt e Staubsauger kafe bei en anere Betrib, da sidd Der an deem Rapport e Consommateur, da sidd Der do kee Professionnellen a keen Expert en la matière. An dat war aus deem Grond an deem Projet de loi.

Dat ass iwwerholl ginn aus dem franséische Recht an der franséischer Jurisprudenz, wou et do ganz vill Rechtsspriechung derzou gëtt. Dat heescht, dat kann ee ganz gutt novollzéien a ganz gutt justifiéieren. An där Beispiller gëtt et der eng sëllegen, soudass mer dat doten en fait just gestrach hunn, fir hei weiderzekommen, well déi allermeeschte Fäll effektiv zwëschent Consommateure sinn. Mee et gëtt awer nawell och eng ganz Rei där anerer.

Dat gesot, géif ech awer Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7796. Den Text steet am Document parlementaire 7796[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7796 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Paul Schaaf) et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Interpellation de M. Guy Arendt au sujet du Plan d'action national d'inclusion numérique

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Guy Arendt iwwert den nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un den Här Guy Arendt als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

Exposé

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Häre Ministeren, et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat dës Interpellatioun? Well déi digital Inklusioun wichteg ass, fir dass jiddereen un der digitaler Welt deelhuelen an dovunner profitéiere kann.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | D'Digitalisatioun kann engem am Alldag vill Zäit spueren, a mir hu wärend der Pandemie kënne feststellen, dass hire Stellewäert massiv zougeholl huet, zemools mat der Verbreedung vum Teletravail.

Mir gesinn als DP d'Digitaliséierung als eng Chance fir Lëtzebuerg a seng Bierger. D'digital Transitioun huet eis gewëss vill spannend Opportunitéite bruecht.

Leider hu mir awer och de Phenomeen, dass verschidde Leit nach keen Accès op déi digital Welt hunn, sech den Zougang net leeschte kënne respektiv net geléiert hunn, wéi ee kann dorunner deelhuelen.

Als DP si mir der Meenung, dass et der Politik hir Responsabilitéit ass, fir eng digital Kohäsioun ze garantéieren an den digitale Wandel esou ze gestalten, dass all d'Bierger dovunner profitéiere kënnen.

D'Technologie spillt eng ganz wichteg Roll an eisem Liewen an et mussen déi noutwendeg Rechter a Prinzippien agefouert an an de Politicken ëmgesat ginn am Sënn vun engem gerechten Accès fir jiddwereen op déi vernetzte Welt.

Jo, eng Gläichberechtegung beim Zougang op den Internet gesi mir als e Grondrecht fir jiddwer Bierger un. Mir kënnen net nëmmen op d'ekonomesch a sozial Kohäsioun kucken an eisem Land, och déi digital Kohäsioun spillt hautzudaags ëmmer méi eng wichteg Roll.

Schonn op der Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa gouf unerkannt, dass déi digital Kohäsioun komplementaresch ass zu der ekonomescher a sozialer Kohäsioun.

Wann ech vun digitaler Kohäsioun schwätzen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, denken ech och dorunner, dass all Bierger soll Zougang hunn zu enger gudder Internetverbindung an digitale Servicer, an dass déi digital Infrastrukture solle robust a resilient sinn.

Fir d'DP ass et och wichteg, dass déi digital Kohäsioun an allen Deeler vum Land, an net nëmmen no bei der Haaptstad, geférdert gëtt. Esou ass et mer net méi spéit wéi de leschte Weekend virkomm, datt ech bei engem vun eise Kolleegen an der Gemeng war, an do war et einfach net méiglech, fir kënnen ze telefonéieren oder E-Mailen ze verschécke mam Telefon. Dat heescht, déi „last mile" ass nach net iwwerall ukomm.

(Interruption)

Fir Iech e Beispill ze ginn: Et soll mat der Breetbandstrategie 2021–2025 erreecht ginn, dass jiddwer Bierger, egal a wéi engem Deel vum Land e wunnt, Zougang kritt op déi beschtméiglech Konnexioun. Och d'5G-Infrastruktur, déi am Moment opgebaut gëtt, gëtt ëmmer méi flächendeckend an all den Deeler vum Land. Mir mussen hei nach weider Efforte maachen, fir dëse Projet virunzedreiwen, fir dass all Haushalt gutt konnektéiert ka sinn.

Mir hu wärend der Pandemie déi immens Opportunitéiten a Stäerkte vun der Technologie gesinn. An awer gläichzäiteg, wéi mir déi technologesch Outile vill méi benotzt hunn, sinn och Schwächte vun der Infrastruktur an der digitaler Kultur an d'Liicht gefall an d'digital Spaltung ass ëmsou méi markant gi wärend där Zäit.

Si beschränkt sech och net op ee Secteur, mee ass bal flächendeckend an alle Secteuren ze gesinn, esou zum Beispill am Gesondheetssystem, wou dekonnektéiert Persoune wärend der Pandemie keen Zougréff op Onlineservicer oder e reduzéierten Zougang zu de rezentste Covidinformatiounen haten.

Dekonnektéiert Leit hunn et och ëmmer méi schwéier, u sozialen Initiativen deelzehuelen, déi online organiséiert ginn, an hir politesch Rechter auszeüben.

Nach e lescht Beispill wiere finanziell Servicer. An enger zouneemender „cashless" Gesellschaft verstäerkt sech och d'finanziell Ausgrenzung, an d'sozioekonomesch Spaltung gëtt méi grouss an enger Gesellschaft, wou déi eng dank technologesche Moyene kënnen à distance schaffen an déi aner net.

Fir d'DP ass et dofir immens wichteg, dass digital Inklusiounspolitik zesumme mat der ëffentlechecher Inklusiouns- a sozialer Kohäsiounspolitik aneneefléisst.

Mir sinn eis och zu 100 % bewosst, dass verschidde Bierger op d'Erausfuerderunge vun den technologeschen Apparater vun haut net virbereet sinn oder net wëllen un enger digitaler Biergerschaft deelhuelen, an dat esouguer, wa vill Progrèse gemaach ginn, fir d'Apparater méi accessibel ze maachen.

Esou kann een zum Beispill hautzudaags sech op engem Tablet den Text um Ecran virliese loossen oder et kann een eruzoomen, fir dass d'Schrëft méi grouss lieserlech ass. Mee mir sinn eis awer och bewosst, dass et verschiddene Leit wichteg ass, dass mënschlech Interfacen, zum Beispill bei de Guicheten, an de perséinleche Kontakt bestoe bleiwen, wéi zum Beispill ënner anerem an enger Bank oder bei enger ëffentlecher Verwaltung.

Déi Leit kënnen a wëlle mir och net zwénge matzemaachen an dat, wat ech déi „analog Alternativ" nennen, muss fir si garantéiert bleiwen. Et soll een och enger Vertrauenspersoun kënnen erlaben, administrativ Onlinedemarchen amplaz vum betraffene Bierger duerchzeféieren. Heizou lafe momentan Etüden, wéi een dës Iddi kéint ëmsetzen.

Jo, et gëtt och esou munch Erausfuerderunge bei der digitaler Inklusioun an eisem Land. D'Bierger musse sech haut e Liewe laang mat de Progrèse vun der Technologie auserneesetzen a mam Fortschrëtt matgoen, well wann een haut eens gëtt op sengem Telefon, dann heescht dat net, dass een an zwee Joer nach esou gutt zurechtkënnt mat engem Apparat vun enger méi rezenter Generatioun.

An d'Evolutioun vun den Technologië geet och ëmmer méi séier. Do ass ee séier hannendran a kënnt net méi no, wann ee sech net permanent um Lafenden hält.

Mir sollen och net aus den Ae verléieren, dass Projeten an Initiativen am Beräich vun der digitaler Inklusioun mat den neien Technologië mussen evoluéieren, fir kontinuéierlech qualitativ Informatiounen a Formatiounen unzebidden. Och besteet e grousse Besoin u Formatioune fir d'Ekippe vun den Associatiounen an aneren Acteuren, déi am Beräich vun der digitaler Inklusioun zu Lëtzebuerg aktiv sinn.

Eelere Leit feelt et bei deem séiere Wandel vun der digitaler Welt heiansdo u Motivatioun, awer och u Vertrauen an déi digital Apparater.

Dann héiere mir natierlech a leider rezent och vill an den Noriichte vu Cyberkriminalitéit. Do denke mir all un déi rezent Cyberattack op eng wichteg a bekannt Gesellschaft hei am Land. Och dëst kann Deeler vun der Bevëlkerung, déi eventuell net an der digitaler Welt doheem sinn, ofschrecken.

Leit, déi méi e schwaachen Niveau am Liesen a Schreiwen hunn, fille sech och gären éischter ageschüchtert vun Apparate wéi engem Computer zum Beispill. A Leit mat engem Handicap kënne mol séier un d'Grenze vun der Technologie stoussen, wa Problemer mat der Accessibilitéit sinn.

En anert Hindernis zu der Participatioun online ass d'Sprooch. An eisem Land hu mir zirka 170 Nationalitéiten a soumat och eng ganz grouss Villfalt u Sproochen. An d'Leit, déi an eist Land wunne kommen a keng vun den offizielle Sprooche kënnen, kënne sech séier online ausgegrenzt spieren. Och fir eis Frontalieren ass et wichteg, dass e Site an enger Sprooch ass, déi si verstinn. Mir wëllen dofir d'Méisproochegkeet online fërderen, fir dass méi Leit kënnen digital integréiert ginn.

Festzehalen ass, dass d'Hindernisser fir d'Digitaliséierung mat deenen d'Bierger konfrontéiert sinn, vu Fall zu Fall staark auserneeginn an datt d'Grënn, firwat d'Leit entscheeden, sech vun der digitaler Welt ofzegrenzen, oft ganz ënnerschiddlech sinn.

Ma et muss ee soen, et gëtt och scho vill gemaach um nationalen Niveau, fir d'Erausfuerderunge vun der digitaler Kohäsioun unzepaken. Stéchwuert: nationalen Aktiounsplang fir d'digital Inklusioun. Dësen Aktiounsplang, deen 2021 vum Regierungsrot ugeholl gouf, soll d'Opkomme vun enger digitaler inklusiver Gesellschaft vereinfachen an enger digitaler Spaltung entgéintwierken, déi der Gesellschaft kéint schueden.

D'Regierung huet sech engagéiert, en Aktiounsplang opzestellen, deen d'Inklusioun vu jiddwerengem an der digitaler Transformatioun vun der Gesellschaft soll garantéieren. Ee vum Ministère fir Digitaliséierung koordinéierten interministeriellen Aarbechtsgrupp gouf geschaaft, fir all d'Facetté vun der digitaler Inklusioun ze analyséieren an openeen ofgestëmmten Aktiounen anzeféieren, fir och op déi ermëttelt Besoinen anzegoen.

Doniewent huet de Ministère fir d'Digitaliséierung och eng ganz Partie net staatlech Acteure consultéiert, déi an dësem Beräich aktiv sinn, fir all d'Erausfuerderungen, déi d'digital Inklusioun mat sech bréngt, ze berücksichtegen a passend Léisungen ze fannen.

Den Aktiounsplang ass d'Resultat gi vun all deenen Diskussiounen a Consultatiounen, woubäi d'Regierung déi digital Transformatioun an den Zentrum vun hire Projete gestallt huet.

Et handelt sech ëm 40 Initiativen, opgedeelt op néng Ministèren. Déi dräi Piliere vum Aktiounsplang sinn: digital Kompetenzen ze entwéckelen, en Accès zu digitalen Technologien ze vereinfachen an d'Motivatioun fir d'digitaalt Vertrauen ze steigeren.

Nieft dem Aktiounsplang huet d'Regierung awer och nach vill aner Mesuren ëmgesat.

D'DP setzt sech an, fir den Internet méi accessibel ze maachen. An deem Kader geet et engersäits dorëms, den Developpement vun accessibelen Technologien ze fërderen, an och d'Technologië wierklech fir jiddwereen zougänglech ze maachen. Dobäi denken ech zum Beispill u gratis Internet an der Stad an op villen ëffentleche Plazen, an ëffentlech Kontakt- an Zougangstelle bereetzestellen op nationalem a kommunalem Niveau.

D'Regierung huet Aktivitéiten agefouert wéi den éischten nationalen Dag fir d'digital Inklusioun zu Lëtzebuerg. D'Zil ass et, méi Visibilitéit vun den Acteuren an de besteeënden Initiativen zu Lëtzebuerg am Zesummenhang mat der digitaler Inklusioun ze schafen. Dobäi gouf och e Concours lancéiert an et krute sechs Gewënner, déi derzou bäidroen, d'digital Spaltung ze ënnerbannen, jeeweils eng finanziell Ënnerstëtzung fir hir Pilotprojeten. Fir nëmmen ee Gewënner ze nennen: Autisme Luxembourg ASBL krut e Präis fir d'Schafe vun enger sozialer Plattform fir Leit mat Autismus. An dat ass nëmmen ee Beispill.

Jo, och un déi Leit mat engem Handicap musse mir denken. Et ass eis wichteg, d'Entwécklung vun Technologien ze fërderen, déi hinnen hëllefen, sech an der digitaler Welt besser zurechtzefannen. Esou huet guichet.lu notamment seng Offer un explikative Fichen an einfacher Sprooch erweidert. Eng kleng Parenthèse: Och fir Privatbetriber ass et ekonomesch interessant, accessibel Servicer online unzebidden. Et gëtt geschat, dass et an der EU ronn 100 Millioune Persoune mat engem Handicap gëtt. Dat ass also e grousse Marché, deen nach wäitleefeg onexploréiert ass.

Ech wëll nach op eng Rei staatlech, parastaatlech a privat Acteuren am Land agoen, déi sech fir d'digital Inklusioun asetzen. Iwwregens fënnt een eng Lëscht vun deenen Acteuren um Site zesummendigital.lu.

Et ass wichteg, defavoriséierte Bierger, deenen eng Marginalisatioun a sozial Ausgrenzung droen, Méiglechkeete fir eng Ëmschulung a fir d'Verstäerkung vun den digitale Kompetenzen unzebidden. Dobäi hëlleft notamment d'ADEM, déi Formatiounen an digitale Kompetenzen ubitt fir Leit, déi eng Aarbecht sichen. Eleng den Accès zu den digitale Kompetenzen an déi entspriechend Formatioune kënnen och zu enger Entwécklung vun der digitaler Motivatioun a vum digitale Vertraue féieren. An ëmmer méi Jobbe froen e Minimum u solche Kompetenzen.

No deem selwechte Gedanke gouf den Digital Learning Hub um Belval geschaaft, en neie Léierzentrum am Beräich vun der Formation professionnelle continue, dee Formatiounen ubitt am Coding, an der Cybersecurity, am Blockchain an am Design Thinking. Dëst koum als eng Reaktioun op déi steigend Demandë vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché am Beräich vun den digitale Kompetenzen.

BEE SECURE, eng Regierungsinitiativ, sensibiliséiert Kanner a Jugendlecher iwwer e sécheren, verantwortungsvollen a positiven Ëmgang mat den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Och um europäeschen Niveau setzt sech d'Regierung iwwert den Digital Services Act derfir an, sozial Netzwierker derzou ze bréngen, e gréissert Verantwortungsbewosstsinn ze entwéckelen an d'Interêten an d'Privatsphär vun de Benotzer ze schützen.

D'DP hält um Prinzipp fest, dass jiddweree soll gläich behandelt gi bei der Iwwerdroung vu sengen Donnéeën am Internet an en Zougang soll hunn, ouni diskriminéiert ze sinn.

Eng weider Aktioun, déi ech erwäne wollt, ass d'ErwuesseBildung ASBL, déi d'i-Stuff Convict mat Wifi-Zougang fir all Bierger geréiert. Mir kënnen op alle Fall houfreg sinn op déi vill Benevoll, wéi och nach zum Beispill d'Digital Inclusion ASBL, déi an dësem Beräich eng wonnerbar Aarbecht leeschten. Och den Digibus, deen uechtert d'Land fiert, fir Smartphone-, Tablet- a Computerbenotzer ze informéieren an ze beroden, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Am grousse Ganzen ass et fir d'DP wichteg, mat Hëllef vu sozialen Inklusiounsprojeten ze garantéieren, dass méi defavoriséiert Leit kënnen un ëffentlechen, sozialen an ekonomeschen Aktivitéiten deelhuelen. Ech hat virdru vum gratis Internet op ëffentleche Plaze geschwat. Jo, mir sëtzen eis och derfir an, dass vill Reklamm gemaach gëtt iwwer esou Mesuren, dass dat nach méi bekannt soll ginn.

Schlussendlech wëll ech kuerz op d'Digitaliséierung bei den ëffentleche Verwaltungen agoen. Wa mir d'Digitaliséierung weiderdreiwe wëllen an alle Secteuren, da muss dat och geschéien um staatlechen Niveau. Och hei ass natierlech déi richteg Planung a benotzerorientéiert Virgoensweis wichteg, fir déi digital ëffentlech Servicer fir eng gréisstméiglech Unzuel vu Leit accessibel an attraktiv ze maachen.

Et goufen iwwert déi lescht Jore vill Moossnamen ëmgesat, fir d'administrativ Vereinfachung an d'Digitaliséierung vun den ëffentlechen Déngschter virunzedreiwen. Dëst dréit direkt zu der ekonomescher Attraktivitéit vun eisem Land bäi. D'DP wëllt den ëffentlechen Déngscht an deem Sënn weider stäerken.

Mir kënnen och immens houfreg drop sinn, dass Lëtzebuerg déi drëtt Plaz kritt huet am eGovernment Benchmark 2022 vun der Europäescher Kommissioun. 2021 ware mir nach op der fënnefter Plaz an

2020 op der eelefter. Dëse Score spigelt d'Efforten erëm, déi d'Regierung gemaach huet, fir den digitalen Accès op Servicer auszebreeden.

Wat d'Offer un digitale Servicer vun den ëffentleche Verwaltungen ubelaangt, steet Lëtzebuerg gutt do am Verglach zu eisen europäeschen Noperen. E Beispill, wat ouni Zweifel e grousse Succès ass, ass den elektroneschen Identifikatiounssystem LuxTrust, dee ganz vill benotzt gëtt vun de Bierger, ëffentleche Verwaltungen an natierlech och der Regierung.

Och gouf eng nei Publicitéitscampagne fir GovJobs lancéiert mam Zil, Talenter unzezéien an de Leit Loscht ze maachen, sech an engem modernen an attraktiven ëffentlechen Déngscht ze engagéieren. Mat der Introduktioun vun der GouvID-App um Ufank vum Joer, kruten d'Bierger d'Méiglechkeet, hir Lëtzebuerger elektronesch Carte d'identité, eID, zesumme mat hirem Smartphone ze benotzen, fir sech op engem PC oder engem Tablet bei verschiddenen ëffentlechen Onlineservicer wéi zum Beispill dann dem myguichet.lu ze identifizéieren. D'GouvID erlaabt et och, Demarchen, déi eng elektronesch Ënnerschréft erfuerderen, op myguichet.lu ze ënnerschreiwen.

Da gouf och vum Digitalisatiounsministère d'Introduktioun, d'Aféierung, vun engem nationalen digitale Portmonni, also engem E-Wallet ugekënnegt. Soumat wäerten d'Bierger hir Carte d'identité oder hire Führerschäin elektronesch kënnen op hirem Smartphone consultéieren. Och wäert de Bierger an der Zukunft kënnen e Rendez-vous bei enger Verwaltung per Videokonferenz maachen.

Ech hunn elo eng zeg Mesuren erwänt, ma mir sinn eis awer och bewosst, dass mir eis net just kënnen zefridde gi mat deem, wat mir bis elo erreecht hunn. Et ass wichteg, d'Bierger an d'Betriber aktiv deelhuelen ze loossen un der administrativer Vereinfachung.

E Beispill vun enger Ëmsetzung heivun ass d'Initiativ „Zesumme Vereinfachen" mat der Plattform zesumme-vereinfachen.lu, déi vum Digitalisatiounsministère an d'Liewe geruff gouf. Do kënne Bierger e Feedback ginn an Iddien abréngen, wéi administrativ Prozeduren nach kënne méi einfach gestalt ginn. Well et ass keen, deen d'Effizienz vun de Prozedure besser beurteele ka wéi de betraffene Bierger selwer. Sämtlech Verwaltungsprozedure ginn deemno op hir Effizienz a Komplexitéit getest an e grousse Prozentsaz vun de Suggestioune vun de Bierger gëtt och ëmgesat. Esou ginn d'Prozeduren am Sënn vun de Leit ugepasst.

Ënnert de Suggestioune sinn zum Beispill de Wonsch, dass administrativ Dokumenter schonn am Viraus ausgefëllt si mat deenen Donnéeën, déi de Staat schonn iwwert de Bierger huet, oder d'Aféierung vun Chatbots um guichet.lu, fir de Bierger den Informatiounszougang ze erliichteren. Anerer wënsche sech e personaliséierten Zougang, jee nom eegene Profill, ob ee Student ass, visuell behënnert ass, eeler ass, Kanner huet.

En anere wichtege Punkt ass de Partage vun Donnéeën tëschent den ëffentleche Verwaltungen, déi mir musse virundreiwen, fir eng méi effikass Zesummenaarbecht tëschent hinnen ze garantéieren. Sou mussen an der Zukunft Bierger oder Betriber net déi selwecht Informatiounen onnéideg e puermol liwweren, wa méi Verwaltungen un enger administrativer Prozedur bedeelegt sinn.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Eng modern an effizient ëffentlech Verwaltung mat kuerze Weeër ass e weesentleche Bestanddeel vum Lëtzebuerger Erfollegsmodell an dréit zur Kompetitivitéit an Attraktivitéit vun eisem Land bäi.

Fir ofzeschléissen, bei der Accessibilitéit vum Web geet et net nëmmen ëm technesch Standarden, Webarchitektur an Design. Fir d'DP ass dëst eng Fro vu politeschem Wëllen a moralescher Verflichtung. Mir mussen entspriechend Moossnamen treffen, fir Leit mat enger Behënnerung an defavoriséierte Leit op gläiche Féiss mat aneren Zougang zu der digitaler Welt ze garantéieren.

Et ass fir ons eng Fro vun der Solidaritéit. Technologië sollen d'Bierger zesummeféieren an net vuneneen ofgrenzen. Jiddweree muss Zougang zum Internet, zu digitale Kompetenzen an zu digitalen ëffentlechen Déngschter hunn an och kënne vu gläichberechtegten Aarbechtskonditioune profitéieren.

Mir géifen d'Regierung wëllen opfuerderen, fir esou vill wéi méiglech an déi Richtung weiderzeschaffen a weider Efforten ze maachen am Sënn vun der digitaler Inklusioun. An dofir, Här President, géif ech Iech eng Motioun iwwerreechen, wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance de l'inclusion numérique pour la cohésion socio-économique de notre pays ;

– considérant les solutions déjà mises en place par le Gouvernement et les projets futurs visant à contrecarrer une fracture numérique ;

– considérant que l'accès à Internet relève des besoins primaires en vue de la participation à la société contemporaine ;

– saluant le mécanisme d'aide financière du « service universel abordable » introduit dans la législation luxembourgeoise par la loi du 17 septembre 2021 sur les réseaux et les services de communication électroniques ;

– considérant que ce mécanisme est sujet à déclenchement par l'Institut luxembourgeois de régulation ;

– considérant l'application du plan d'action national d'inclusion numérique visant à faciliter l'émergence d'une société numérique inclusive ;

– considérant la première organisation d'une journée nationale de l'inclusion numérique le 17 mai 2022 lors de laquelle une cérémonie de remise des prix « Inclusion numérique » s'est tenue ;

– soulignant le lancement du Digital Learning Hub à Belval proposant des formations professionnelles continues dans les domaines de la programmation, de la cybersécurité, du blockchain et du Design Thinking ;

– considérant les efforts menés autour de l'initiative « Zesumme Vereinfachen » avec la plateforme « zesumme-vereinfachen.lu » contribuant à l'image d'une administration publique efficace et orientée vers les citoyens et les entreprises ;

– saluant l'obtention de la 3e place dans l'eGovernment Benchmark de la Commission européenne 2022,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique, notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations ;

– à continuer de promouvoir l'égalité d'accès à Internet, la neutralité du réseau et les compétences digitales afin de contrecarrer la « précarité numérique » ;

– à maintenir et à renforcer sa collaboration avec la société civile proposant des formations pour les équipes des associations et autres acteurs actifs dans le domaine de l'inclusion numérique ;

– à poursuivre les efforts pour promouvoir une compréhension et un bon usage des nouveaux outils technologiques dans tous les secteurs ;

– à maintenir des alternatives « analogues » pour les parties de la société qui en sont dépendantes ;

– à promouvoir une communication multilingue sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique ;

– à promouvoir le développement de technologies accessibles ;

– à créer plus de visibilité pour les acteurs et initiatives existantes en lien avec l'inclusion numérique.

(s.) Guy Arendt, Diane Adehm, Gilles Baum, Yves Cruchten, Marc Hansen, Josée Lorsché, Lydia Mutsch.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Si ass bei alle Fraktiounen a Parteien zirkuléiert. Ech sinn och frou, dass d'Diane Adehm am Numm vun der CSV déi Motioun och mat ënnerschriwwen huet. Déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, kënnen dat selbstverständlech nach ëmmer maache respektiv herno d'Motioun mat unhuelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Guy Arendt.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, d'Coronakris war ouni Zweifel den Duerchbroch fir vill Beräicher an der Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft, vun der Schoul iwwert den Teletravail bis an d'Fräizäit eran, och bis hin zu ganz traurege Momenter, wou souguer stierweskrank Leit just nach iwwer Ecran mat anere verbonne waren.

Wichteg ass, dass d'Digitaliséierung weeder gutt nach schlecht vu sech aus ass. Et kënnt drop un, wéi se be- a genotzt gëtt. Well am Fong ass de Mënsch ..., si mir alleguerten analog Wiesen. Also muss déi digital Welt sech der analoger Welt vun de Leit upassen an net ëmgedréit, egal ob een „digital native" ass oder net.

A grad hei läit den Hues am Peffer. D'digital Welt dréit ëmmer méi séier. Vill Leit fille sech ofgehaangen. Fir si geet et einfach ze séier a si kommen net méi mat. Si leiden ënnert der sougenanntener „Fracture numérique".

Schonn am Joer 2001 huet d'OCDE d'Fracture numérique definéiert a si sot, dat wier u sech den Ecart zwëschent de Leit, den Entreprisen, den Espaces géographiques an Différences socio-économiques an do géif et u sech drëms goen, wéi en Accès dass si zu de sougenannten TIC hätten a wéi d'Kommunikatioun an d'Benotze vum Internet sech an hiren Aktivitéite géif erëmspigelen.

De Plan d'action national d'inclusion numérique, iwwert dee mir haut diskutéieren, ass d'Äntwert vun der Regierung op d'Fracture numérique hei zu Lëtzebuerg.

Mee wéi ass d'Situatioun dann hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich?

Am Joer 2019 war Lëtzebuerg am DESI, also am Digital Economy and Society Index vun der Europäescher Kommissioun op der 6. Plaz vun 28 mat 61,79 vun 100 méiglechen Punkten. Eise Klassement war gutt, fir net ze soen exzellent, mee d'Punktzuel war e Satisfaisant.

Ënnerdeelt ass dësen DESI a fënnef Indikatoren: Konnektivitéit, am Joer 2019 hate mer déi 2. Plaz

mat 73 Punkten; digital Kompetenzen, hei war et eng 3. Plaz mat 70 Punkten; d'Benotze vum Internet vun de Privatpersoune mat 62 Punkten an enger 6. Plaz; wat d'Digitaliséierung vun de Firmen ugeet an den elektroneschen Handel, do ware mir ënnert der EU-Moyenne mat 38,7 Punkten an enger 17. Plaz, a schlussendlech bei den digitalen ëffentleche Servicer war Lëtzebuerg 2019 mat enger 17. Platz an 59 vun 100 méiglech Punkten ënnert der EU-Moyenne. Dëst war, wéi gesot, am Joer 2019.

Haut si mir dräi Joer méi spéit. A wou sti mir dann haut an dësem Index? Ben, haut huet Lëtzebuerg am DESI-Index eng aachte Plaz mat 59 Punkten. Mir sinn also zréckgefall am Verglach zu 2019.

Mee kommt, mir kucken eis déi verschidden Indikatoren emol am Detail un. Wann een de Beräich vum ëffentleche Secteur hëlt, do hu mir eis op eng 7. Plaz verbessert mat 83 Punkten a mir leien haut iwwert der EU-Moyenne. An den eGovernment Benchmark vun der Europäescher Kommissioun bestätegt dës Verbesserung mat enger 3. Plaz fir d'Joer 2022.

D'Regierung huet eng Strategie ausgeschafft iwwert d'Gouvernance électronique fir d'Joren 2021 bis 2025. D'ganz Verwaltung soll digitaliséiert ginn an alles soll sech erëm ronderëm de Mënsch dréinen, kee soll ausgeschloss ginn, egal wéi en digitaalt Material en huet oder wéi eng digital Kompetenzen en huet oder wéi ee Background dass en huet.

Um Pabeier kléngt dat ganz gutt. Wichteg ass awer fir eis als CSV, dass d'Digitaliséierung kee Selbstzweck ass, weeder fir de Bierger nach fir de Beamten. Fir déi zwee mussen d'Liewen an d'Aarbecht méi einfach ginn an net méi komplizéiert duerch d'Digitaliséierung.

An och hei gëllt oder haaptsächlech hei gëllt: Näischt ersetzt de mënschleche Kontakt! Eng E-Mail-Adress op engem Courrier vun der Verwaltung ass gutt, mee et wéisst een als Bierger heiansdo gären, mat wiem dass een et dann an der Verwaltung ze dinn huet. An dëst ass besonnesch fir eeler Leit oder Leit, déi sech an eisem System net esou gutt auskennen, ganz wichteg. An och e Rendez-vous sur place ass oft eng grouss Hëllef a bréngt méi wéi e laangen Echange vun E-Mailen.

Gi mer op den zweete Punkt: d'Digitaliséierung vun de Betriber. Hei si mir mat enger 18. Plaz a 35 Punkte manner gutt wéi 2019. D'Digitaliséierung vun de Betriber ass enk verbonne mat der Digitaliséierung vum ëffentleche Secteur. Duerch besser Interaktioune mat der Administratioun, vereinfachten administrative Prozeduren a kloren a séieren Informatiounen iwwert de Status vun den Dossieren géifen d'Betriber wäertvoll Zäit spueren an et géif ville klenge Betriber hëllefen, hir Prozeduren ze optimiséieren. Well et si besonnesch kleng Betriber, déi net ëmmer déi néideg Ressourcen hunn, fir d'digital Transitioun duerchzeféieren.

Laut dem Baromètre de l'Économie, dee vun der Chambre de Commerce gemaach gouf, si méi wéi 60 % vun de Betriber der Meenung, dass d'Ofschléisse vun den administrativen Demarchen nach ze vill Zäit brauch. Am genannte Baromètre fir déi zweet Hallschent vun 2021 hu 34 % vun de Betriber d'Digitaliséierung vun den Aktivitéiten als eng vun den Erausfuerderunge fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun hire Geschäfter identifizéiert an dat direkt no dem Manktum u Main d'oeuvre, de Käschte vun der Aarbecht an dem Präis vun der Energie an der Matière première.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, d'digital Transitioun vun de Firme weider ze ënnerstëtzen an Investitiounen an d'digital Transitioun ze fërderen.

Ech erënneren an dësem Kontext och drun, dass meng Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth e Gesetzesprojet deposéiert hunn, eng sougenannte „Loi Rau reloaded", déi iwwer e Steierusaz oder Steierureiz a Form vun engem Abattement soll d'Privatpersoun encouragéieren, hir Suen a PMEen ze investéieren, déi nohalteg oder digital Aktivitéite bedreiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Den drëtten Indikator: Bei den digitale Kompetenze si mir och zréckgefall op eng 6. Plaz mat 58 Punkten. Mir leien awer nach ëmmer iwwert der EU-Moyenne.

Dëst Resultat ass erstaunlech: Am Juli 2019 hat den europäesche Conseil eng vu senge Recommandatiounen am Kader vum Programme national de réforme a vum Programme de stabilité geschriwwen, déi gesot huet, d'Investissementer an d'Digitaliséierung am Allgemengen an d'digital Kompetenze misste gefërdert ginn. Am Joer 2020 gouf dës Recommandatioun widderholl. Am Joer 2021 gouf erëm vum europäesche Conseil gefrot, fir d'Investissementer an d'ekologesch an d'digital Transformatioun weider ze fërderen.

Doropshin sinn an dësem Beräich an de leschte Jore ganz vill Initiative geholl ginn. Ech denken do zum Beispill un de Programm „Digital Skills", bei deem all Chômeur partiel e Bong vu 500 Euro kritt huet, fir eng Formatioun ze maachen am digitale Beräich. Eng 30.000 Leit hei am Land haten esou e Bong kritt. Mir wiere gespaant ze wëssen, wat dës Mesure bruecht huet. Wivill Chômeuren oder Chômeurs partiels hunn dann dëse Bong ageléist? A wéi huet sech hir Aarbechtssituatioun doduerjer entwéckelt?

Ech denken hei och un eis Schoulen, an deene ganz vill geschafft gëtt, fir eis Kanner fit ze maache fir d'digital Welt. Mir hunn op dëser Plaz d'lescht Woch iwwert d'„Digital Sciences" am Enseignement secondaire geschwat, d'Weiderféierung vum Coding, deen an der Grondschoul agefouert ginn ass. Dat Ganzt ass Bestanddeel vun der Approche „einfach digital", mat där d'Digitaliséierung am Klassesall eng Realitéit gëtt. D'Zukunft wäert eis weisen, ob dës Approche duergeet oder net. Mir si gespaant op d'Resultat.

Véierten Indikator, d'Konnektivitéit: Hei si mir zréckgefall op eng 11. Plaz mat 59 Punkten. An domadder si mir ganz liicht ënnert der EU-Moyenne. D'Regierung huet eng „Stratégie ultra-haut-débit" fir d'Joren 2021 bis 2025 ausgeschafft. Wou si mir mat där Strategie drun? Wéi gesäit et aus mat der Couverture vum 5G hei zu Lëtzebuerg?

Mir begréissen och, dass mam Gesetz vum 17. Dezember 2021 „sur les réseaux et services de communications électroniques" e Mécanisme d'aide financière du service universel abordable agefouert gouf, och wann dëst Gesetz u sech éischter eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass.

De fënneften Indikator, deen et 2019 nach gouf, nämlech d'Benotze vum Internet, dee gëtt et leider 2022 net méi. Mee de Statec huet awer Statistike gemaach a gesot, dass 99 % vun de Leit tëschent 16 a 74 Joer hei zu Lëtzebuerg konnektéiert sinn, dat heescht, si hunn Accès op Internet a si benotzen en och.

Gläichzäiteg publizéiert de Statec awer och Zuelen iwwer eis Alterspyramid hei zu Lëtzebuerg an aus där geet ervir, dass am Joer 2022 bal 70.000 Persounen am Alter zwëschent 65 an 79 Joer sinn an iwwer 25.000 Leit sinn iwwer 80 Joer al. Bei enger Bevëlkerung vu 645.000 Leit, sinn dat bal 15 % vun eiser Bevëlkerung.

Mee wéi steet et dann zu Lëtzebuerg ëm den Accès zum Internet an d'Benotze vum Internet vun dëse 15 % vun der Bevëlkerung, déi iwwer 75 Joer (veuillez lire: 65 Joer) al sinn? Hu si en Zougang zur digitaler Welt? Wéi een Zougang hu si? Wéi eng Kompetenzen hu si? A wat gëtt eigentlech konkreet fir déi eeler Leit gemaach, déi am Kapp ganz gutt sinn an eigentlech nach alles selwer maache kéinten, mee well eis Gesellschaft ëmmer méi digital gëtt an dës Leit aus iergendengem Grond och ëmmer den digitalen Uschloss verpasst hunn? Ech denken do zum Beispill u Banken. D'Guichete ginn ëmmer méi zougemaach a Pabeieriwwerweisunge musse bezuelt ginn.

Da liesen ech am Aktiounsplang vun der Regierung, dass iwwer eng digital Procuratioun nogeduecht gëtt. Eng digital Procuratioun ass schéin a gutt, mee déi eeler Leit wëllen awer selwer d'Kontroll iwwer hir Konte behalen. Bei aller Digitaliséierung solle mir d'Leit ouni digitalen Anschluss net aus den Ae verléieren. Si brauchen nach ëmmer analog Servicer an dat ass net nëmme fir eeler Leit de Fall. Et gëtt och vill Leit mat engem Handicap. A fir si ass eng digital Welt gläichzäiteg e Seegen an e Fluch.

Mir hunn hei am Joer 2019 e Gesetz gestëmmt iwwert d'Accessibilitéit vun den Internetsitten an de mobillen Applikatiounen am Allgemengen, awer och spezifesch fir Leit mat engem Handicap.

Här President, e Punkt, deen och ganz oft vergiess gëtt an dësem Kontext, ass d'Benotze vum Internet vu Meedercher a Fraen, esou wéi hir digital Kompetenzen. Hei ass de „Women in Digital"-Index, e wichtege Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Op der Basis vun dësem Rapport louch Lëtzebuerg am Joer 2019 op enger gudder 3. Plaz an der EU. Am Joer 2021 ass Lëtzebuerg an dësem Index op déi 6. Plaz zréckgefall, awer mir leien nach ëmmer iwwert der EU-Moyenne.

Erstaunlech ass an dësem Kontext – an do war ech wierklech perséinlech iwwerrascht, wéi ech et gesinn hunn –, dass mir bei de Fraen als eGovernment-User ënnert der europäescher Moyenne leien. Eng méiglech Erklärung kéint eventuell sinn, dass et e gewëssene Retard am eGovernment-Beräich gouf an dass dat heiten d'Zuel vun 2021 ass. Mee bon, dat ass déi eenzeg Erklärung, déi ech derzou fonnt hunn.

No dësem État des lieux vun der Digitaliséierung vun eisem Land, géif ech zréckkommen op den eigentlechen Nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun.

Et ass wéi esou oft bei Blo-Rout-Gréng – ech verweise just op de rezenten État de la nation – eng schéi Broschür mat schéine Wieder, awer mat wéineg konkreetem Inhalt. Et gi 40 verschidden Initiativen opgezielt, déi dräi verschidden Objektiver hunn: éischtens, d'Motivatioun eropsetzen an d'Vertrauen an dat Digitaalt erwächen, zweetens, den Zougang zur digitaler Welt vereinfachen an drëttens, d'digital Kompetenzen entwéckelen.

Bei den Ziler si mir eis alleguerten eens: Et geet ëm eng digital inklusiv Gesellschaft, also wou dat Digitaalt fir Kohäsioun a Matenee soll suergen, wou also Brécke solle gebaut ginn a keng Grief oder Gappe sollen entstoen.

D'Däitscht Institut fir Mënscherechter huet d'Inklusioun definéiert, andeems et gesot huet, dass kee Mënsch ausgeschloss, ausgegrenzt oder un de Rand vun der Gesellschaft däerf gedrängt ginn. An déi däitsch Aktion Mensch, déi och jiddwerengem heibannen dierft e Begrëff sinn, definéiert Inklusioun, andeems se seet, dass jidder Mënsch ganz einfach derzougehéiert. Mee et gi scho Klufte bei eis am Land am Sënn vum faméisen Digital Divide. Also musse mir séier Brécke bauen a mir mussen d'Leit do ofhuelen,

wou se digital stinn, an op kee Fall mam béisen digitale Fanger op si weise respektiv erofkucken.

Et geet net iwwert de Selbstlob vun der Regierungskommunikatioun, déi seet, datt dëse Plang géif eng zolidd Grondlag fir nohalteg Aktioune schafen an eng fërdernd Roll spillen, fir d'digital Technologien zu engem wirtschaftlech a sozial wierkungsvollen Instrument ze maachen.

Wat mir brauchen, ass eppes, wat ech géif digital Gerechtegkeet nennen, well déi sozial Schéier däerf net nach méi wäit auserneegoen a scho guer net duerch dat Digitaalt. Et ass och eng Fro vun Hardware, et ass eng Fro vu Software an et ass eng Fro vun Knowhow. Et ass och eng Fro vun der mënschlecher Software, der Educatioun. Well Fakt ass, den Zougang zu Internet, Hardware a Software ass leider ongläichméisseg verdeelt, och zu Lëtzebuerg.

Et däerf een d'Bedeitung vun der digitaler Inklusioun op kee Fall ënnerschätzen. An hei musse mir ganz gutt oppassen, well dat gëllt fir all Gesellschaftsschichten, och tëschent de Generatiounen. Lëtzebuerg däerf net eng Gesellschaft gi vun den Happy Few, déi alleguerten alles hunn – Smartphone, Tablet, Laptop, Smartwatch, Smartauto a wat soss nach alles smart ass –, an dann hu mer op där anerer Säit déi aner, déi materiell net méi kënne mathalen.

An am Schoulhaff, do geet et haut schonn un. Ouni Smartphone, wa méiglech deen neiste Modell, ass ee jo scho kee méi. An ouni Spillkonsol doheem kann een net matschwätzen an der Paus. An dat Digitaalt ass amgaang, ëmmer méi zu engem Statussymbol ze gi vum Derzougehéieren, an dat net nëmme bei eise Kanner a Jugendlechen, mee och bei eis Erwuessenen.

Déi digital Gerechtegkeet oder digital Kohäsioun gesinn ech duerfir als déi gréisste Erausfuerderung fir d'Zukunft. Oder: Wéi kréie mir d'Leit alleguerte mat an dat digitaalt Zukunftsboot? Mir brauchen, fir et ganz einfach ze soen, stabill Internet- a GSM-Verbindunge landeswäit. Dat ass bei Wäitem haut net iwwerall de Fall. Ech erënnere just drun, wa mir Kommissiounssitzung hunn, wësse mer ganz genee, dass verschidden Deputéiert mussen hir Kameraen ausmaachen, fir dass een iwwerhaapt versteet, wat se soen.

Jiddweree muss Zougang zu genuch Datevolumen hunn. Dat däerf keng Fro vum Portmonni sinn.

(Brouhaha)

Nee, et sinn der och, déi d'Kamera aushunn, mee et sinn der awer och, wa se sech d'Wuert froen, da maache se d'Kamera aus, well ee soss keng gutt Verbindung huet an et versteet een net, wat se soen.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! Fir et da ganz prezis ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléissen: Et ass nach ëmmer schwéier, eng laangfristeg Visioun vun allen Digitaliséierungsprojeten, déi d'Regierung an de leschte Jore lancéiert huet, opzeweisen. Och wa mir vill vun dëse Projete begréissen, wéi zum Beispill Fit 4 Digital oder Fit 4 Innovation, fir d'digital Inklusioun vun de Betriber ze fërderen, oder d'Schafe vum neie Fach „Digital Sciences" an der Schoul, dat lescht Woch hei an der Chamber laang a breet diskutéiert gouf, erkenne mir awer keng laangfristeg Strategie. Fir eis ass et u sech e Sammelsurium vu 40 verschiddenen Initiativen, déi an en nationalen Aktiounsplang zesummegefaasst gi sinn.

Zentral bei all Inklusioun ass, datt keen an där neier, schéiner digitaler Welt op der Streck bleift. D'Digitaliséierung ass kee Selbstzweck, fir sech op e Marketingfändel ze schreiwen. D'Digitaliséierung muss dem Mënsch déngen an him a sengem Alldag hëllefen, an zwar alle Mënschen.

Duerfir muss et fir alles nach ëmmer en net digitale Wee ginn, grad fir eeler Leit, déi näischt mat engem Computer, engem Smartphone oder generell mam Digitalen ufänke kënnen, awer och fir Leit, déi en Handicap hunn, oder Leit, déi einfach net genuch Suen hunn, fir kënne matzehalen. Duerfir muss och all digitale Service ronderëm de Mënsch opgebaut sinn, ouni Virkenntnisser ze verlaangen. An um Enn vum digitalen Dag däerfe mir och dat Digitaalt net technesch denken, mee mënschlech, well d'Technik ass ni d'Zil oder den Zweck. Deen ass a bleift ëmmer de Mënsch, d'Famill an all aner mënschlech Gemeinschaft.

Um Enn vum Dag geet et fir eis ëmmer ëm eng Verbesserung an eng Vereinfachung vum Liewe vun de Leit wéi bei all Politikberäich. Net de Mënsch muss sech der digitaler Welt upassen, déi digital Welt muss sech de Leit upassen. Si muss abannen an däerf net ausschléissen.

Onofhängeg vun all digitaler Inklusioun brauche mir hei am Land vill manner Bürokratie. Mir brauche vereinfacht Prozeduren an e Staat, deen no beim Bierger ass, soss gi mir enger mënschlech kaler Zukunft entgéint. An dat musse mir mat alle Mëttele vermeiden.

D'digital Welt muss mënschegerecht bleiwen, an duerfir soen ech et och nach eng Kéier: Mir brauchen eng digital Aktion Mensch, einfach gemaach a fir jiddwereen zougänglech.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Ofschléissend soen ech dem Guy Arendt Merci fir dës Interpellatioun an Iech soen ech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | „E soll super einfach ze benotze sinn!" Dat waren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Steve Jobs seng Wierder, wéi hien den 9. Januar 2007 der Ëffentlechkeet deen éischte Modell vum iPhone presentéiert huet.

Haut, méi wéi 15 Joer duerno, wësse mir, wéi eng Revolutioun dëse klengen Apparat lassgetréppelt huet. An engem gewëssene Sënn huet de Smartphone wuel eng grouss Kontributioun fir méi digital Inklusioun gemaach, eist Theema vun haut. An dofir och direkt mengem Kolleeg, dem Guy Arendt, e grousse Merci, dass hien dës Interpellatioun ugefrot huet.

D'Zil vun der digitaler Inklusioun soll et jo sinn, dass keen dobäi op der Streck bleift. De Smartphone erlaabt et effektiv ganz ville Leit, ëmmer en Internetaccès an der Boxentäsch oder an der Posch derbäizehunn. Mat der klenger Aschränkung, dass dëse klengen Apparat aleng schonn opgrond vu sengem stolze Präis net ouni Aschränkunge fräi zougänglech ass; een Aspekt, deen een, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, net ënnerschätzen dierf. Oder fir et ganz pragmatesch auszedrécken: Nieft alle Strategië ronderëm Benotzerfrëndlechkeet oder neien digitale Méiglechkeete muss een, fir online ze sinn, fir d'éischt emol an de Portmonni gräifen, an zwar zolidd.

Och hei am Land ka sech net jiddweree reegelméisseg deen neiste Laptop oder Smartphone leeschten, an dat huet eis grad d'Pandemie nach eemol ganz kloer virun Ae gefouert. „Bleift doheem!", huet et am Mäerz 2020 vun engem Dag op deen aneren op eemol geheescht an d'Schoule sinn zum Deel zoubliwwen. An do war net jiddwer Schüler oder Schülerin an der glécklecher Situatioun, iwwer en eegene Computer oder Tablet ze verfügen, fir seng oder hir Coursen op Teams vun doheem aus ze suivéieren.

Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt, wou eng elengerzéiend Mamm mat zwee Kanner als eenzegen informateschen Outil en Handy hat. Vun deem aus hunn d'Kanner dann ofwiesselnd Coursë verfollegt op engem klengen Ecran an ouni d'Méiglechkeet, eng Fiche fir d'Aufgaben doheem erauszedrécken. En dezente Revenu ass deemno eng Grondviraussetzung, wann een digital Inklusioun wierklech ustrieft.

(Interruption)

Duerfir wëlle mir als LSAP ënnersträichen, dass Inklusioun vläicht net ausschliisslech, mee an engem héije Mooss eng Fro vu Pouvoir d'achat ass.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dëst hat och schonn 2009 eng Resolutioun vum Conseil de l'Europe ënnerstrach, deen deemools sot, dass de Begrëff vun der sougenannter Fracture numérique net als Fracture, also e Broch, ze verstoe wier, mee éischter als gesellschaftleche Gruef, deen onofhängeg vun der Entwécklung vun den Technologien ëmmer méi ausgepräägt gëtt. Et sinn déi selwecht Mënschen, déi och haut nach riskéieren, um digitale Plang ausgeschloss ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, da kënnt een deemno net derlaanscht, och déi sozial Ënnerscheeder ze thematiséieren. Hei spillt de Bildungsniveau eng ganz wichteg Roll, dat och hei am Land, well mir haten elo zimmlech rezent Zuele vun enger Ëmfro, déi de Statec 2020 an Optrag ginn hat. An doraus ass ervirgaangen, datt 53 % vun de Leit, déi e méi héije Bildungsniveau hunn, de Site guichet.lu benotzen, wat a mengen Aen e ganz gudde Moossbarometer ass. Bei deenen, déi e mëttlere Bildungswee hunn, sinn et der 45 % a bei deene Leit mat engem méi niddrege Bildungsniveau si mer da just nach bei 23 %. Oder aneschters ausgedréckt: D'Leit mat engem méi héije Bildungsniveau benotzen de Site guichet.lu duebel esou oft wéi Leit mat engem méi niddrege Bildungsniveau.

An dat läit net nëmmen un de finanzielle Méiglechkeete vun dëse Leit. Eng Rei vu Leit si ganz einfach skeptesch oder och ängschtlech, fir Onlineformulairen unzefroen.

A Frankräich, wou de Phenomeen vun der Fracture numérique nach vill méi ausgepräägt ass wéi bei eis zu Lëtzebuerg, gëtt et en Term derfir, den „Illectronisme". Dat ass d'Schwieregkeet an a verschiddene Fäll souguer d'Onméiglechkeet, informatesch Outilen ze notzen, well et ganz einfach u Basiskenntnisser feelt oder eng Hemmschwell do ass, iwwert déi déi Leit net ewechkommen. Déi franséisch Regierung ass 2021 dovunner ausgaangen, dass 17 % vun der Populatioun vun där Problematik betraff wieren, e Phenomeen, deen een och bei eis net sollt ënnerschätzen, wann ee wëll, dass keen op der Streck bleiwe soll. An dofir ass dee Sujet vun haut och esou wichteg.

Zu Lëtzebuerg gehéiere mir, wat d'digital Couverture an Déngschtleeschtungen uginn, zum Peloton vun de Musterschüler. An dat begréisse mir ausdrécklech als LSAP, genee wéi och de Plan d'action national, deen

de Minister fir Digitaliséierung 2021 presentéiert huet a wou ganz wichteg a richteg Pisten an Aktioune fir d'Zukunft dra sinn, deen eis Zoustëmmung fënnt.

An dach hu mech e puer Zuelen, déi ech an der Dokumentatioun zu dësem Aktiounsplang gelies hunn, interpelléiert. Laut Eurostat gi 54 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg online ënnerwee sinn, un, dass si am Fong just elementär oder ganz wéineg informatesch Basiskenntnisser hunn. Dat weist, dass och bei eis nach Verbesserungsméiglechkeete bestinn. Wéi esou oft spillt och an dëser Thematik d'Schoul eng zentral Roll. Déi lescht Woch, dofir si ganz vill Referenzen op deen Debat och vu menge Virriedner gemaach ginn, hat meng Kolleegin Francine Closener an enger Heure d'actualité de Sujet vun der Medienerzéiung thematiséiert. Abee, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, da kënnt een net derlaanscht, dëse wichtege Volet ze thematiséieren. Dat Digitaalt huet ewell esou eng Wichtegkeet an eisem Liewe kritt, dass een d'Kanner dorobber muss preparéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Fir datt bei eis keen, egal mat wéi engem sozialen oder och sproochleche Background, muss fäerten, fir Dokumenter online unzefroen oder auszefëllen oder vun aneren Onlineservicer ze profitéieren, musse mir derfir suergen, dass dee Gruef, vun deem ech éineschters geschwat hunn, net besteet. Well och wa mir haut vu sougenannten Digital Natives schwätzen, dierfe mer eis net ieren. Et ass net, well eis Kanner schonn a jonkem Alter wëssen, wéi een e Selfie mécht oder e Video op TikTok eropluet, dass si spéider och mat administrativen Demarchen eens ginn oder Fakenews erkennen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et geet schonn domadder un, dass vill Kanner ni richteg mat Basisprogrammer, Schreifprogrammer oder Mise-en-pagen oder Onlinesecuritéit familiariséiert ginn, wat sech jo elo hei am Land amgaangen ass ze änneren. Duerfir och eis Fuerderung als LSAP, dass eng zolidd Offer un Informatikscoursen a Medienerzéiung fir jiddwer Schüler an alle Schoulen ugebuede muss ginn. Den Ufank ass gemaach. Dës Basisformatioun fir all Schüler ass eng vun de Grondviraussetzungen, fir dass keen op der Streck bleift.

D'Schoul ass net déi eenzeg Plaz, och wa se eng ganz wichteg ass, wou ee sech fir déi digital Inklusioun asetze muss. An do si mir ganz frou, dass am Plan national esou vill verschidden Initiative geholl gi mat konkreeten Offeren am ganze Land. Dat ass och noutwendeg, woubäi natierlech ëmmer de Risiko besteet, datt ee virrangeg déi Leit erreecht, déi et am Fong guer net méi esou néideg hunn.

Den Challenge besteet jo ëmmer doranner, fir un déi Populatiounen ze kommen, déi déi noutwendeg Kenntnisser nach guer net hunn oder net gutt eens ginn. Dozou gehéieren an eisen Aen och virrangeg déi eeler Leit. Well Medienerzéiung, och wann d'Wuert Erzéiung dran ass, ass net just en Theema fir jonk Leit. Dëst ënnersträicht och e Rapport mam Titel „L'ère du numérique? C'est aussi mon époque!", deen am Mäerz dëst Joer vum Conseil de l'Europe publizéiert ginn ass.

Dëse Rapport weist, wéi wichteg et ass, datt och eeler Persounen – an der Reegel sinn domat déi 65+ gemengt, fir déi, déi elo hei déi Fro an de Raum stellen – net vergiess ginn. An dësem Text gëtt eng Etüd zitéiert, déi 2016 an Europa duerchgefouert ginn ass. Deemools, dat war also nach virun der Pandemie, si Projeten ënnert d'Lupp geholl ginn, déi mat Medienerzéiung ze dinn haten an déi net an engem schoulesche Kader stattfonnt hunn. Insgesamt waren et der 145. Dorënner waren der just 7, déi sech mat Medienerzéiung vun eelere Persoune beschäftegt hunn.

Erfreelecherweis, ech soen dat direkt, steet och Lëtzebuerg op der Lëscht vun deene Länner, déi esou e Projet ugebueden hunn. Mee Dir hutt verstanen, wourobber ech erauswollt. Just 7 vun 145 Projeten hu sech un eeler Matbierger geriicht. Dat geet net duer! Medienerzéiung dierf sech net ausschliisslech u Kanner oder Leit am Beruffsalter riichten, si muss sech un déi gesamt Populatioun riichten.

Am Kader vun där Heure d'actualité, vun där ech elo grad geschwat hunn, hat d'Madamm Closener d'Beispill vu Cambridge Analytica ugeschwat. An deem Fall sinn d'Onlineprofiller vu Millioune vun amerikanesche Wieler analyséiert ginn, ouni dass si Kenntnis dovunner haten, an duerno sinn hinne Messagë geschéckt ginn, déi op si zougeschnidde waren, fir se derzou ze bréngen, fir e bestëmmte Kandidat ze stëmmen. Ech brauch Iech jo elo kee Bild ze molen. Déi selwecht Strategie soll iwwregens och a Grossbritannien am Kader vum Brexit ugewannt gi sinn.

Dat si Praxissen, déi eisen demokratesche Fonctionnement natierlech op eng schwéier Prouf stellen, a géint déi muss ee gewappnet sinn. Nach méi dramatesch kann et um perséinleche Plang sinn, wann een op Fakenews erafält, wéi se wärend der Pandemie leider zimmlech heefeg waren. A well et grad vill eeler Leit sinn, déi zu de vulnerabele Populatioune gehéieren, muss een heigéint virgoen, fir si virun esou Praktiken ze schützen.

Haut hunn an Europa ongeféier 20 % vun der Populatioun méi wéi 65 Joer. 2070 wäert et en Drëttel sinn. Dat ass eng sougenannte Megatendenz. Eng zweet Megatendenz ass natierlech déi informatesch Evolutioun. Konnektéiert Aueren, fir déi, déi eng hunn, stellen do eréischt den Ufank vun neie Méiglechkeeten duer. Dës zwou Megatendenzen, déi och als solch vum Conseil de l'Europe erkannt gi sinn, mussen antizipéiert respektiv begleet ginn. A mengen Aen hu mir déi moralesch Obligatioun, fir an Zukunft verstäerkt Environnementer ze schafen, déi inklusiv sinn. An do spillt, wéi gesot, Medienerzéiung eng zentral Roll.

A wien elo mengt, dee Problem géif sech vum selwe léisen, spéitstens wann déi Jonk vun haut, déi sougenannten Digital Natives, eng Kéier selwer al ginn, deen iert sech. Well d'Technologien evoluéiere jo dauernd an dat, wat een als Teenager haut als Sumum vun der Technolgie ugesäit, dat wäert a 60 Joer oder manner wéi dat, wann een da selwer Senior ass, total vereelzt sinn. An da wäert och hie riskéieren, sech net méi erëmzefannen, wann hien all déi Joren net bei der Staang bliwwen ass.

Wat kann een dann ënnerhuelen, fir déi digital Inklusioun vu virrangeg eelere Leit ze favoriséieren? Am Plan d'action national d'inclusion numérique sinn eng ganz Rei Initiativen opgelëscht, déi mir begréissen – dat ass ganz positiv –, Informatiounsseancen, déi sech un déi sougenannt Silver Surfer riichten, oder Formatiounen a Saachen E-Banking. A grad bei eelere Leit ass d'Angscht jo verstäerkt do, vun Onéierlechen duerch déi nei Technologië beduckst ze ginn oder vu Leit ugeschriwwen ze ginn, mat deenen een näischt wëll ze dinn hunn.

Dës Ängschten, déi jo leider net ganz onberechtegt sinn, mussen ofgebaut kënne ginn. Dofir ass all Initiativ, déi an d'Richtung vun Internetstuffen oder Workshoppen, déi an engem Senioreclub stattfannen, geet, ze ënnerstëtzen. Mee och do dierf et net just dovunner ofhängeg sinn, a wéi enger Gemeng ee wunnt an ob een d'Chance huet, fir esou eng Struktur ze hunn. Esou Méiglechkeete mussen idealerweis landeswäit bestoen, fir dass och hei keen op der Streck bleift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie huet eis awer net nëmme gewisen, wat net gutt fonctionéiert, mee och, wat gutt leeft. Et si glécklecherweis ganz vill Saachen, déi bei eis am Land ganz gutt fonctionéieren. Ech denken zum Beispill un déi vill Efforten, déi am Portal guichet.lu respektiv myguichet.lu ënnerholl gi sinn. Dëse Portal ass mat der Zäit e risege Reservoir u prakteschen Informatioune ginn. Hei gouf gutt Aarbecht geleescht. Datt dëse Luef net aus der Loft gegraff ass, weist d'Notzung vum Site. Ufroen an Demarchen, déi all Joer gemaach gi vun de Bierger, ziele sech mëttlerweil a Milliounenhéicht. Als Beispill d'Steiererklärung rezent, fir déi säit dësem Joer en Onlineassistent Hëllef ubitt, fir datt dach heiansdo méi kryptesch Formuléierunge besser verstane kënne ginn. An de Succès weist, datt een och do um gudde Wee ass. An all déi Efforte soll ee weiderféieren.

Wou och weider Efforten ze maache bleiwen, ass am Beräich vun der Sprooch. An domadder mengen ech net just Iwwersetzungen elo vun enger Sprooch an déi aner, mee virun allem de Gebrauch vun der sougenannter „Leichte Sprache". Dat ass jo en Theema, dee menger Kolleegin Simone Asselborn-Bintz besonnesch um Häerz läit. A si ass hei schonn oft dozou intervenéiert. Well e Site kann nach esou gutt opgebaut sinn, wéi e wëll, wann eng Persoun déi komplizéiert administrativ Sprooch net versteet, dann hëlleft dat hir net weider.

Dofir ass et fir eis fundamental, datt déi informatesch Opbereedung vun administrative Prozeduren och genotzt gëtt, fir se verständlech ze erklären. Mee bei allem Fortschrëtt ass a bleift et a mengen Ae ganz wichteg, dass och an Zukunft verschidden Déngschter traditionell op Pabeier ugebuede kënne gi respektiv an engem Guichet ofgewéckelt kënne ginn. Dofir ënnerstëtze mir de Fait, dass ee weiderhin e physesche Guichet.lu an der Stad huet, wou een eng ganz Rei Demarchë maache kann. Fir eis stellt sech an deem Zesummenhang d'Fro, ob een dee Service eventuell kéint erweideren an och nach op anere Plazen ubidden.

Här President, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wëll ech ënnersträichen, datt et gutt a richteg ass, wa mir a Saachen digital Inklusioun net just selwer bewäerten, mee och Expertis vu bausse siche ginn, zum Beispill wéi dat elo mam OECD-Rapport iwwert d'Digitalisatioun zu Lëtzebuerg rezent geschitt ass, wat mir als LSAP ausdrécklech begréissen.

Ech wollt net ofschléissen, ouni nach eng lescht Iwwerleeung mat op de Wee ze ginn. An der Suite vun deem, wat ech iwwert de physesche Guichet.lu gesot hunn, denken ech, dass et wichteg ass, dass mir eis och net digital Raim erhalen, Plazen, wou tëschemënschlech Echangen am Vierdergrond stinn.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass a bleift richteg, dass mir fir alles eng Onlineléisung virgesinn. Dat ass tipptopp. Allerdéngs kënnen an dierfe mir net verlaangen, dass just nach déi digital Léisungen ugebuede ginn.

Une autre voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dat ass extreem wichteg a puncto sozialen Zesummenhalt. Eis Gesellschaft huet eng Tendenz, sech a Richtung Individualiséierung ze beweegen. Do ass déi digital Entwécklung net de Grond derfir, mee si dréit och mat derzou bäi. Bei allem digitale Fortschrëtt dierfe mir net verléieren, ee mat deem aneren ze schwätzen. Da wier nämlech scho ganz vill gemaach a Saachen Inklusioun.

An ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft entwéckelt sech ëmmer méi schnell. E Liewen ouni Internet kënne mer eis haut guer net méi virstellen. Analyséiert ee säin Dagesoflaf, stellt ee fest, dass een ëmmer méi vernetzt ass. D'Tendenz ass och, dass ëmmer méi ëffentlech Servicer online ugebuede ginn.

Et ass awer esou, dass net jiddereen dee selwechten Zougang zum Internet huet an deemno och net zu dëse Servicer. Et gëtt Leit, déi sech informatescht Material guer net kënne leeschten, anerer beherrschen den Ëmgang domadder net. Duerfir ass et wichteg, esou ville Leit wéi méiglech ze hëllefen, Zougang zum Internet ze kréien, a gläichzäiteg awer och offline respektiv Netinternet-Alternativen oprechtzeerhalen, déi ouni Diskriminatioun kënne genotzt ginn. Et sinn ëmmer Leit, déi bei schnellen Entwécklungen op der Streck bleiwen, an dat gëllt et, mat alle Mëttelen ze evitéieren.

Opgrond vun där rasanter Entwécklung an der digitaler Welt gëtt déi digital Inklusioun duerfir ëmmer méi wichteg.

Wat heescht Inklusioun fir déi gréng? D'Gesellschaft als solch soll eng onkompliméiert an ondiskriminatoresch Participatioun vun all Eenzelne méiglech maachen. Dat heescht, datt eis Gesellschaft op ass fir Diversitéit, datt si jidderengem onofhängeg vu senger Fäegkeet eng Plaz an eng Wäertschätzung gëtt. Eist Zil ass deemno eng tolerant Gesellschaft nom Prinzipp vum Design for all, eng Gesellschaft, wou jiddereen ouni individuell Upassung oder besonnesch Assistenz ka barriärefräi liewen.

Bei der digitaler Inklusioun ass d'Zil deemno, all de Mënschen onofhängeg vun hire kulturellen, eethneschen, sozialen, mentalen oder physeschen Ënnerscheeder den Zougang zu der digitaler Welt ze erméiglechen. Dobäi ass et primordial, datt d'Ëmfeld sech un d'Leit adaptéiert an net ëmgekéiert.

Et muss een déi digital Inklusioun aus zwee verschiddene Bléckwénkele betruechten. Et geet engersäits ëm d'Inklusioun an der digitaler Welt, wou een, andeems een d'Mënschen an déi digital Gesellschaft inkluéiert, hir Chancëgerechtegkeet a Beräicher wéi Aarbechtsmaart, Bildung, sozial Bezéiung a Kultur verbessert. Anerersäits bezitt déi digital Inklusioun sech awer och op d'Inklusioun duerch déi digital Medien. Dat heescht, hei sinn déi digital Medien en Outil, fir all d'Mënschen an d'Gesellschaft anzebannen. Dozou gehéiert besonnesch hei zu Lëtzebuerg och, d'Sproochebarriären iwwerbréckt ze kréien. An eisem méisproochege Land ass et ëmsou méi wichteg, fir offiziell digital Offeren a ville Sproochen ze hunn. Jo, eng hallef Dose Sproochen an och eng Versioun a Leichter Sprache ass opwendeg an huet e gewëssene Käschtepunkt. Mee dat muss eis d'Inklusioun wäert sinn, och besonnesch wann et ëm ëffentlech Servicer geet.

Dir Dammen an Hären, déi gréng si sech der politescher Verantwortung bewosst, fir d'Leit optimal um Wee an d'Digitalisatioun ze begleeden. Mir begréissen duerfir, datt d'Regierung e Plan d'action national d'inclusion numérique ausgeschafft huet. Mir sinn och mat der Approche, wéi dësen Aktiounsplang ugepaakt ginn ass, averstanen.

Esou war 2019 an der Chamber en Débat de consultation iwwert d'Digitaliséierung, wou all Partei hir Positioune presentéiert huet, notamment zu der digitaler Inklusioun.

Ech hunn deemools scho gesot, datt déi gréng gradewéi d'Regierung d'Digitaliséierung als eng Chance fir Lëtzebuerg gesinn an datt mer Virreider an dësem Beräich solle ginn. Ech hunn awer och drop insistéiert, datt mer net coûte que coûte sollen iwwerall digitaliséieren, mee datt d'Digitalisatioun der Gesellschaft soll déngen an net d'Leit aus der digitaler Welt soll ausschléissen.

D'Digitaliséierung soll och net méi Problemer schafen, wéi se der behieft. Et ass also besonnesch wichteg, net just d'Vitess vun der Entwécklung ze kucken, mee och d'Effizienz an d'Resilienz vun der Infrastruktur an de Servicer, an dëst eeben am Déngscht vun alle Bierger.

D'Sécherheet an d'Nëtzlechkeet mussen am Zentrum vun den Digitaliséierungsefforte stoen. Nieft dem Débat de consultation ass och en interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, Questionnairen iwwer bestoend Initiative beim Staat sinn ausgewäert ginn, et ass sech mat net gouvernementalen Acteuren ausgetosch ginn an et sinn och Questionnairen iwwert d'Bedürfnisser an d'Erwaardunge vun der Zivillgesellschaft ausgewäert ginn.

Mir begréissen déi breet an transversal Approche, déi hei ugeholl ginn ass, an dass och vu virera besonnesch vulnerabel Gruppe respektiv hir Vertrieder proaktiv mat an d'Consultatioun agebonne goufen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da géif ech gären op den Aktiounsplang u sech agoen. Am Aktiounsplang sinn e puer Statistike genannt, déi ee muss méi genau analyséieren. Laut Statec hu 6 % vun de Leit Angscht ëm d'Sécherheet vun hiren Donnéeën. Laut TNS ILReS fäerten 33 %, datt den Internet hiren Alldag net vereinfacht. A laut Eurostat sollen awer just 8,3 % den Internet net bal all Dag benotzen. Et kann een also soen, dass trotz Ängschten an Zweifelen quasi jiddereen den Internet all Dag benotzt, wat e bësse widderspréchlech ass no de Statistiken, déi mer gesinn hunn.

Et kann een also soen, dass trotz Ängschten an Zweifele quasi jiddereen den Internet all Dag benotzt, wat e bësse widderspréchlech ass no de Statistiken, déi mer gesinn hunn.

Hei gesäit een eppes, wat meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard schonn d'lescht Woch op dëser Plaz gesot huet, wéi et ëm Mediebildung gaangen ass. Dat ass d'Feststellung, dass der Politik vill geholllef wär, wa mer besser Statistiken zu den digitale Kompetenze vun eiser Residentsbevëlkerung hätten. Dat ass sécher eng Pist fir d'Zukunft, fir méi geziilt nach Donnéeën heizou ze kréien. Den Här Minister kann eis vläicht dozou e puer Informatioune ginn.

An deem Kontext begréisse mer, och wann dat just en Deel vun der Digitalisatiounskompetenz ofdeckt, datt e Fuerschungsprogramm soll en place gesat ginn, dee sech mat der Benotzerfrëndlechkeet vun ëffentlechen digitale Servicer befaasst. Och hei kann eis den Här Minister eventuell Detailer ginn, wéini dëse Projet soll ulafen a wéini mat Resultater ze rechnen ass.

Interessant ass och, datt eng juristesch an technesch Machbarkeetsstudie soll vum Digitalisatiounsministère lancéiert gi fir eng méiglech Aféierung vun enger digitaler Vollmuecht, datt eng drëtt Persoun digital Behërdegäng am Numm vun engem Ugehéierege ka maachen. Hei wär et interessant ze wëssen, ob déi Machbarkeetsstudie schonn amgaangen ass.

déi gréng begréissen och all Initiativ, déi a Richtung Inklusioun vu behënnerte Persounen an eiser Gesellschaft geet. Duerfir si mer och besonnesch frou, dass deen Aspekt am digitale Kader nieft de sozialen a generationelle Considératiounen net vergiess gouf.

E weidere gudde Punkt am Aktiounsplang ass fir eis d'Ënnerstëtzung vun de Gemengen. Esou soll d'Entwécklung vu Plattforme mat engem sougenannten „universellen Design", déi inklusiv an accessibel sinn, fir de Staat a fir d'Gemengen entwéckelt ginn. Et ass wichteg, datt d'Biergerinnen a Bierger bei ëffentleche Servicer net mat x verschiddene Plattforme konfrontéiert sinn. Duerfir ass et absolutt sënnvoll, fir d'Gemengen, wou vill Demarchë gemaach ginn, mat ze plangen.

Da wollt ech awer och nach op eng gutt Initiativ vum Digitalisatiounsministère vun 2021 agoen. An zwar ass do déi éischte Kéier de Weltdag vun der Telekommunikatioun an der Informatiounsgesellschaft de 17. Mee an en nationalen Dag vun der digitaler Inklusioun ëmgewandelt ginn an et si Projeten aus dësem Beräich geéiert ginn. Meng Fro wär, ob dat just eemol geplangt war oder ob et soll méi reegelméisseg geschéien. Wa jo, wéini soll deen nächsten nationalen Dag vun der digitaler Inklusioun stattfannen? Ass do schonn eppes geplangt?

Wat eis am Aktiounsplang awer och opgefall ass, ass, datt net ëmmer kloer ass, wéi d'Zoustännegkeeten organiséiert sinn. Esou ass zum Beispill den Aspekt vun der Accessibilitéit allgemeng beim SIP vum Staatsministère ugesidelt. Deen huet nämlech laut Plang d'Kompetenz fir déi lafend Evaluatioun vun der Accessibilitéit vun ëffentleche Websäiten a mobillen Uwendungen. Donieft hunn awer och déi jeeweileg Ministèren an hire Beräicher déi Aufgab mol méi, mol manner explizitt am Plang.

Et ass sécher net schlecht, dass verschidden Acteure sech iwwert d'Accessibilitéit Gedanke maachen an d'Digitaliséierung ass per se en transversalen Dossier. Ech wollt awer de Minister froen, firwat déi Kompetenz net beim Digitalisatiounsministère läit.

Här President, wéi scho gesot, geet d'Entwécklung vun der Digitaliséierung enorm schnell weider. An och wann d'Majoritéit vu Leit trotz esou munch Bedenke se notzen an och dovunner profitéieren, sinn awer och nach ëmmer Leit do, déi net domadder eens ginn. Grad si musse mer esou encadréieren, datt och si vun der Digitaliséierung kënne profitéieren. Soulaang dat net méiglech ass, ass et eis Gréng extreem wichteg, dass analog Alternative bestoe bleiwen. Heirop haten och déi zivillgesellschaftlech Associatiounen insistéiert, déi beim Ausschaffe vum Inklusiounsplang consultéiert goufen.

Mir si frou, dass d'Regierung dee Besoin och unerkennt. Den Ombudsman ass a sengem Rapport vun 2021 och op dës Problematik agaangen. Si schwätzt vun enger Depersonalisatioun vun de Relatiounen tëschent den ëffentleche Servicer an de Bierger, déi op d'Digitaliséierung vun den administrativen Demarchen zréckzeféieren ass.

E Grupp vu Leit, déi hei besonnesch betraff sinn, si Leit, déi net gutt liesen a schreiwe kënnen. Dës Leit sinn am onperséinlechen digitale Kader oft nach méi vulnerabel a marginaliséiert wéi souwisou schonn. D'Wuert „literacy" an der „digital literacy" huet duerfir eng ganz grouss Bedeitung. Hei besteet deemno e grousse Besoin, fir nieft den digitale Servicer eng Alternativ ze hunn, wou de Leit, déi et brauchen, en direkten Austausch erméiglecht gëtt, fir dës Leit ze guidéieren an hinnen déi néideg Erklärungen ze ginn. Digitaliséierung däerf duerfir och kee Selbstzweck sinn!

déi gréng si wéi den Ombudsman och der Meenung, datt een net all Servicer kann digitaliséieren. Do, wou Fangerspëtzegefill an Empathie verlaangt ass, kann ee kee Computer dotëschent schalten. Duerfir ass et fir eis extreem wichteg, datt all Verwaltung eng Analys mécht, bei wéi enge Servicer d'Digitaliséierung net zilfürend ass a wou et besser ass, an den direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger ze trieden, fir déi besteeënd Problemer besser a méi schnell léisen ze kënnen. Och dat ass Deel vun enger Digitaliséierungsstrategie.

Da wéilt ech awer och nach op d'Fracture digitale agoen. A menger Ried zum Projet de loi 7632 zu de Communications électroniques hat ech schonn drop higewisen, datt den Aktiounsplang fir d'digital Inklusioun en Outil ass, fir do dergéint unzegoen.

Am Zäitalter vum Homeoffice an Homeschooling ass de garantéierten Accès op de schnellen Internet souzesoen iwwerliewenswichteg. D'Covidpandemie huet gewisen, datt doheem, an der Schoul an och an de Betriber den Internet awer net zu all Moment einwandfrei fonctionéiert huet. Wann een zum Beispill an der Schoul op de Wee vun der Digitaliséierung geet, dann huet de Staat eng Responsabilitéit, fir all Schüler déi selwecht Ausgangsbasis ze erméiglechen. Et geet net duer, jidderengem en iPad zur Verfügung ze stellen, et muss ee sech och iwwerleeën, wéi d'Schüler konnektéiert sinn, fir och doheem korrekt kënnen ze schaffen.

An da wéilt ech och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer nieft der Fracture digitale och d'Précarité numérique, dat heescht déi sozial Brochlinn am digitale Beräich, mussen am A behalen. Et geet ëm d'Fro, wéi ee soll virgoen, wann e Client seng Rechnung net ka bezuelen an e riskéiert, datt den Operateur ëm den Zougang zum Internet generell ofschalt, an dëst besonnesch virum Hannergrond vum Homeoffice a vum Homeschooling.

déi gréng si weiderhin der Meenung, wéi meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard et viru méi wéi engem Joer beim Projet de loi 7632 an der Kommissiounsaarbecht proposéiert hat, dass den Internetzougang an der haiteger Zäit och soll zur Grondversuergung gerechent ginn, wéi et beim Stroum oder beim Gas de Fall ass. Dat géif deemno nach e Schrëtt méi wäit goe wéi d'Notioun vum „Service universel abordable", wéi e säit leschtem Joer an eiser Legislatioun verankert ass. Mir kéinten eis eng änlech Prozedur virstelle wéi bei der Précarité énergétique, wann een, ouni et selwer verschëlt ze hunn, seng Rechnung net ka bezuelen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dir Dammen an Hären, zum Schluss wéilt ech nach op ee Beräich agoen, dee mir perséinlech am Kader vun der Digitaliséierung besonnesch um Häerz läit. Et geet ëm d'Digitaliséierung an der Santé an dorëm, jiddereen dovunner kënne profitéieren ze loossen. Just zwee Beispiller: 2023 soll de Paiement immédiat direct an eng nächst Phas goen. Eigentlech misst een et de „Paiement électronique immédiat direct" nennen, well dës Méiglechkeet fir de Patient, fir beim Dokter just seng Part patient ze bezuelen, déi fonctionéiert nëmmen, wann een digital konnektéiert ass, wëll soen, datt een e Smartphone huet.

Elo sinn awer grad eeler Leit, déi oft méi héich Dokteschrechnungen hunn, oder sozial schwaach Leit eebe grad net konnektéiert. Dës Leit mussen da weider hir Dokterrechnunge virfinanzéieren a kommen net an de Genoss vum Remboursement immédiat. Hei wär et ubruecht, un enger analoger Alternativ zum Paiement immédiat direct fir dës Persounen ze schaffen.

Da wéilt ech och nach op den Dossier de soins partagé, den DSP, agoen. Dëse soll et erméiglechen, datt d'Gesondheetsdonnéeën alleguer an engem elektronesche Patientendossier hannerluecht ginn. Fir datt de Flux vun den Informatioune gutt fonctionéiert, muss de Patientendossier awer vum Patient parametréiert ginn, zum Beispill muss hien definéieren, ween direkten Accès op säin Dossier huet – wéi een Dokter huet en direkten Accès, wéi een net?

Den DSP ass awer relativ komplizéiert opgebaut. Do muss ee bal IT-Spezialist sinn, fir e Parametrage kënnen ze maachen. D'Accessibilitéit op den DSP, souwuel vum Patient wéi och vum Dokter, muss onbedéngt vereinfacht ginn, wa mer wëllen, datt d'Gesondheetsdonnéeën aus deem Dossier komplett sinn, vun deene consultéiert kënne ginn, déi déi Informatioune brauchen, a fir méi effizient a schnell kënnen domadder ze schaffen.

Vereinfache mer dat net, wäerte vill Patienten, awer och vill Dokteren, net gewëllt sinn, aktiv mam DSP ze schaffen, wat mat sech bréngt, datt déi vum Notze vum elektronesche Patientendossier wäerten ausgeschloss sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, Dir gesitt, déi gréng sti ganz favorabel géigeniwwer dem Aktiounsplang fir déi digital Inklusioun.

Mir begréissen, datt e ganz breet diskutéiert ginn ass an datt en transversal organiséiert ass, soudatt all Ministère seng Responsabilitéit a sengem Beräich muss huele fir weiderzekommen. Och wann et op där enger oder anerer Plaz nach Froe gëtt, stëmmt d'Richtung awer ganz kloer. Interessant wär natierlech, wa mer an de verschiddene Kommissiounen driwwer kéinten diskutéieren, wat an de verschiddene Ministèrë geplangt ass, an iwwert d'Entwécklung informéiert kéinte ginn, soudatt mer ëmmer um neiste Stand sinn.

An da sollte mer och a reegelméissegen Ofstänn hei an der Chamber iwwert d'Entwécklung vum Aktiounsplang vun der digitaler Inklusioun schwätzen, fir datt och d'Biergerinnen an d'Bierger weider um Lafende bleiwen.

Ofschléissend wéilt ech dann nach Merci soe fir Är Opmierksamkeet an dem Guy Arendt Merci soen, dass hien déi Interpellatioun hei ugefrot huet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann och dermat ufänken, dem Här Arendt e ganz grousse Merci ze soen. Dat war wierklech eng ganz interessant Introductioun an en Dossier, dee mer awer u sech alleguer als wichteg empfannen, a wéi esou dacks an technesche Froen, wéi och dat heiten eng ass, si mer eis praktesch an allem eens.

A mir hunn hei eng Debatt, déi eigentlech soll dorobber hiféieren, datt jiddereen nach Iddie bréngt oder op Schwaachpunkten hiweist, fir datt mer kënne besser mat deenen neie Medien ëmgoen an datt mer eigentlech Iddie sammelen, wéi mer kënnen zesumme virgoen.

Dat heiten ass eigentlech kee Feld, wou mer eis politesch wierklech ënnerscheeden, et gëtt awer Punkten, op déi mir och als ADR wëllen opmierksam maachen. Mir si ganz op fir déi nei technologesch Weeër. Mir gesi grouss Méiglechkeeten a Chancen an der Digitaliséierung. An et muss ee soen, datt deen nationalen Aktiounsplang wierklech och ganz gutt ausgeschafft ass a vill interessant Piste weist. Et muss een natierlech och da kucken, wéi een dat kann an d'Praxis ëmsetzen.

Et ass kee Geheimnis, datt och bei den digitalen Technologië ganz vill Loft no uewen ass, wat d'Prozeduren ugeet, fir déi ze vereinfachen, den Accès och zu den Technologien ze vereinfachen. A mir denken alleguer hei un déi Leit, déi elo mat engem Handicap konfrontéiert sinn, d'Virriedner hunn dat och scho gesot.

A mir wéilten hei och op eis eege Verantwortung als Fraktiounen, als politesch Fraktiounen, opmierksam maachen an denken, datt mer och mussen ënnerenee méi driwwer diskutéieren, wéi mer als Chamber an als Fraktiounen eis eegen Internetsäiten an eis eegen digital Aarbecht kënnen esou nach verbesseren, datt méi Persoune kënnen dervu profitéieren. Besonnesch déi méi kleng Fraktiounen heibannen oder Gruppen, déi hunn elo net ëmmer déi Méiglechkeeten. Dofir denken ech, datt mer do sollten zesummeschaffen, fir dat awer och ze maachen.

Mir gi grondsätzlech dervun aus, datt ëmmer de fräie Choix vum Bierger muss bleiwen, ob e wëll op deen digitale Wee goen oder e Recht op en analoogt Liewe wëll behalen. An ech mengen, et ass scho wichteg, datt mer déi zwou Saachen ëmmer parallell denken. Dofir loosst eis vläicht fir d'éischt iwwert déi „paperless administration", déi Verwaltung ouni Pabeier, schwätzen.

Do muss ee selbstverständlech all Efforte maachen, de Leit Coursen offréieren an hinnen assistéieren, fir datt se och kënne Verwaltungsweeër um Internet maachen, wa se dat da wëllen. Déi Iddi, eng Vertrauenspersoun ze ernennen, déi hinnen dobäi hëlleft, ass eng interessant. Dat kann eng Aufgab fir d'Gemenge sinn zum Beispill, datt een op der Gemeng ka verschidde Saache maache mat engem vereedegte Beamten, deen do vläicht kann assistéieren, wat och eng gewësse Confidentialitéit deen Abléck ka favoriséieren.

Mee et sinn eng Rei Froe bei der Verwaltung ouni Pabeier, déi een awer muss uschwätzen. Dat eent ass d'Vertrauensfro, an dat ass besonnesch … Ech mengen, mäi Virriedner huet och iwwert deen Dossier de soins partagé geschwat. Dat ass kee groussen Erfolleg bis elo. An ee vun de Problemer ass, datt e ganz komplizéiert ass. Et ass komplizéiert, en opzemaachen, komplizéiert ze geréieren, komplizéiert och, en zouzemaachen. Och dat si Fäll, déi eis zougedroe goufen. Wann een deen Dossier net méi wëll aus iergendengem Grond, ass et och ganz schwiereg, dat zouzemaachen.

Mee virun allem bei esou sensibelen Donnéeë muss en absolutt Vertrauen an de System do sinn. An dofir muss een dorunner schaffen, datt eebe bei medezinneschen Donnéeën dat Vertrauen och do ass, an dann och Reklamm derfir maachen op eng kredibel Manéier.

Dat Zweet, wat mir als ADR awer wëllen ënnersträichen, ass: Mir wieren eis géint déi Iddi, datt Strofen iwwer Maschinnen ausgeschwat kënne ginn. Mir haten zum Beispill eng Diskussioun mat der Steierverwaltung. Do hunn d'Leit elo viru Kuerzem e Bréif kritt: „Wann Der Är Steiererklärung bis d'nächst Joer", oder bis elo, ech weess net, iergendeen Datum, „net ofgitt, da kritt Der 25.000 Euro Strof!" Dat an enger Situatioun, wou déi selwecht Steierverwaltung respektiv d'Finanzministesch gesot huet: „Dat schafe mer d'nächst Joer of. D'nächst Joer huet een Zäit bis den 31. Dezember, mee dëst Joer ass nach dee System, datt, wann een dat dann net bis e bestëmmten Datum eraginn huet, da kann een eng Strof kréien."

Do hu mer gefrot: „Ass dat dann nach sënnvoll?" An d'Äntwert war: „Jo, et ass automatiséiert." Jo, mir

denken awer als ADR, et kann net automatiséiert sinn, datt d'Leit eng Amende kréien oder iergendeppes iwwer eng Maschinn, iwwer e Programm, iwwer en Algorithmus. Dat kann net sinn! Do muss dann awer ëmmer e Mënsch do sinn, deen decidéiert, deen ënnerschreift, deen dat mécht mat enger Recoursméiglechkeet, wann esou eppes ausgeschwat gëtt, och wann et Delaie sinn, well et gëtt och Ursaachen, fir en Delai net ze respektéieren. Also de Grondprinzipp ass: Eng Maschinn ka keng Strof ausschwätzen.

Dat Drëtt, wat mer wëlle maachen, dat sinn d'Sproochen. Jo, mir hunn e Land, wou vill Sprooche geschwat ginn, awer fir eis ass de Grondprinzipp kloer: Lëtzebuergesch ass ëmmer derbäi. A Lëtzebuergesch ass net nëmmen derbäi, mee Lëtzebuergesch ass un éischter Plaz. Mir hunn e Sproochegesetz vun 1984, dat leet eng Nationalsprooch fest. Mir hunn den Androck, datt am Abléck d'Regierung dat net eescht genuch hëlt, zum Beispill beim Guichet.lu, eppes, wat jo awer ganz staark benotzt gëtt a wat och staark promouvéiert gëtt – wat och gutt ass. Mee och do misst fir eis déi Lëtzebuerger Sprooch un éischter Plaz stoen.

Dann d'Rechnungen an d'Formulairen ..., de Minister vun der Fonction publique ass jo hei. Ech mengen, ech wëll och keng Verwaltung nennen, mee ech mengen, mir kennen alleguer Beispiller heibannen, wou d'Formulairen einfach ganz schwéier verständlech sinn, souguer fir Leit, déi dat gewinnt sinn, wou een awer muss mat enger gewëssener Objektivitéit soen: Mäi Gott, wann een elo sou ee Formulaire heem kritt, versteet jiddereen dat? An ass et einfach genuch, kloer genuch? Do kënne mer wierklech ëmmer dru schaffen.

Oder och einfach Saache fir déi eeler Leit. Wann déi do Rechnungsnummere mussen ofschreiwen, zum Beispill wa se Rechnungen, déi se geschéckt kréien, wëllen elektronesch bezuelen, do sinn d'Rechnungsnummeren, déi se sollen ofschreiwen, 15 Stelle laang mat lauter Nullen. Da muss een emol zielen, wat dat ass an esou weider. Ech mengen, mir sinn all mat deene Problemer konfrontéiert, datt mer och dacks mat eelere Leit ze dinn hunn, deene mer dann dëst oder dat anert ofhuelen. Mee dat ass net praktesch. An do muss een einfach och an de Verwaltungen ëmmer Reklamm derfir maachen, datt dat soll einfach sinn a maniabel.

Mir wëlle keng Gesellschaft ..., wa mer och kënnen do mat op de Wee goen, datt mer d'Verwaltung méi digitaliséieren an engem gewësse Mooss, mir wëllen net d'Gesellschaft ouni Pabeier. Dat ass nach eppes ganz aneres: Mir géifen do e wäertvollt Kulturgutt a Fro stellen, nämlech d'Buch, iwwerhaapt de „support papier" a mir gesi jo och, datt d'Digitaliséierung – dat soe jo d'Experte ganz vill – derzou féiert, datt d'Leit sech dacks net méi kënnen op laang a méi komplizéiert Texter konzentréieren. Mir mussen also kucken, datt mer och d'Kulturgutt „Buch" an d'Kultur vum Liese bäibehalen an och favoriséieren.

A mir wëllen och net, datt alles iwwer Internet akaf gëtt. Mir sollten de Wäert vum Geschäft, vun der Librairie, mee och vun anere Geschäfter ... Et gëtt Leit, déi kafen ewell hiert ganzt Gezei iwwer Internet. Mee mir verléieren d'Geschäftswelt, mir verléieren d'Geschäfter. Dat sinn Aarbechtsplazen, dat si Steieren, déi bezuelt ginn.

Mir sollen dat erhalen, an dofir musse mer och kucken ... Et ass och gutt, déi Lëtzebuerger Geschäfter hu sech och elo zu enger Plattform zesummegeschloss. Dat ass eppes, dat kann een da favoriséieren. Dat ass eng Reaktioun op dat, wat mer international gesinn. Awer mir mussen de Wäert vum Geschäft ... Mir mussen och vläicht de Leit soen: „Wat Der hei am Land kënnt kafen, och wann et e bësse méi laang dauert, bis et geliwwert gëtt, bestellt Är Saachen an eise Geschäfter hei, net ëmmer automatesch op grousse Plattformen!", well et ass einfach wichteg, datt mer dee ganzen ekonomeschen Tissu an deem Sënn preservéiere mat sengen Aarbechtsplazen.

Bei de Bankfilialen an esou weider: Den E-Banking gëtt jo och staark favoriséiert, mee dat ass och e Problem. Post- a Bankfiliale bréngen Liewen an d'Dierfer, si sinn e wichtege Punkt vum sozialen Zesummesinn, d'Leit kënne berode ginn; alles dat ass iwwer E-Banking vill méi komplizéiert oder iwwerhaapt net méiglech. An och do wëlle mer dann also kucken, datt wuel natierlech Saachen, déi mussen elektronesch gemaach ginn hautzudaags, dat muss ëmmer méiglech sinn. Awer déi Rationaliséierung, déi mer am Abléck hunn, dat bal systematescht Aschränke vu Post- a Bankbüroen, dat muss awer en Enn fannen!

Borgeld däerf net a Fro gestallt ginn. D'Digitaliséierung däerf d'Borgeld net op d'Säit drécken, well d'Borgeld ass e wichtegen Deel vun der Fräiheet vun de Leit.

An och bei de Bankomaten: Mir gesinn, wa mer bei e Bankomat ginn als Lëtzebuerger, do, wou de Staat och Aktionär ass a Banken, steet da Franséisch als éischt Sprooch, wann een un e Bankomat geet. Firwat? Ech muss als Lëtzebuerger hei am Land, wann ech un e Bankomat ginn, dann drécken, ech wëll net Franséisch, mee Lëtzebuergesch. Dat ass, mengen ech, e falscht Signal! Mir sollten dach wéinstens bei eise Bankomate wéi an Däitschland Däitsch, Frankräich Franséisch Lëtzebuergesch als éischt Sprooch ubidden an net Franséisch! Näischt géint Franséisch, eng wonnerbar Sprooch, mee mir sinn hei zu Lëtzebuerg a mir sollten dach eis Nationalsprooch ëmmer un déi éischt Plaz setzen.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Sécherheet ass och natierlech e ganz wichtege Beräich an allem, wat digital ass. A mir hunn einfach mat Cyberkriminalitéit, mat Mobbing ze dinn. Dofir ass et och wichteg, datt mer eis Police esou opstellen, datt dee ganzen Dark Web – dat ass nämlech do, wou déi meeschte Kriminalitéit leeft –, datt dat och wierklech kann ugepaakt ginn.

Mobbing selbstverständlech, Phishing, dat gëtt och ëmmer méi raffinéiert. Et hu Leit mer Bréiwer gewisen, déi iwwer Internet zirkuléieren, do ass eng gefälscht Ënnerschrëft vum Polizeidirekter drop. Also dat ass schonn ..., wa Leit dann esou eppes kréien, da fale se vläicht drop eran – mat Numm an Ënnerschrëft!

Also dat si Saachen, do muss een awer vläicht eng Ulafstell hunn – oder wann et eng gëtt, da muss se propagéiert ginn, well ech perséinlech kenne se net –, fir datt d'Leit, wa se mat esou Bréiwer, wou se sech net sécher sinn, wann esou eng Phishingoperatioun leeft, direkt kënnen nofroen: „Wat ass dat? Ass dat vun Iech?", oder dat kënne virumailen an direkt eng Äntwert kréien: „Dat do ass richteg. Dat do ass falsch." Mee datt mer d'Leit besser protegéiere géint esou Phishing.

Gradesou wéi recycléiert Telefonen: Mir wëllen d'Telefone jo net ewechgeheien. Do si Rar Äerden dran. Mee et ass elektronesch relativ liicht, och wann d'Fichieren esou geläscht sinn, déi ee gesäit, awer an dem Gediechtnes vun den Telefonen da ganz villes erëm sichenzegoen an domadder d'Privatliewen vu Leit a Gefor ze zéien.

Vläicht zwou lescht Bemierkungen, Här President, well ech gesinn, datt d'Zäit schonn ofgelaf ass. Dir sot, Här Minister, Dir wäert ganz houfreg drop, datt mer eng drëtt Plaz kritt hunn als Lëtzebuerg an deem Ranking do iwwert d'Digitaliséierung. Wësst Der, wéi Der eng zweet oder eng éischt Plaz kënnt kréien? Sidd dach endlech d'accord, datt mer och e Referendum kënnen iwwer eng digitaliséiert Prozedur uféieren, ...

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... da kritt Der d'Goldmedail, op jidde Fall emol vun eis an och warscheinlech vun der Europäescher Kommissioun.

An een allerlescht Wuert, dat ass den Energiekonsum. Mir mussen oppassen, datt mer déi elektronesch Medien net als eppes duerstellen, wat elo terribel ëmweltfrëndlech wär. Et ass net esou. Et ass en terribelen Energiekonsum, deen domat verbonnen ass. A wann ee mengt, dat wär eng gutt Iddi, de Pabeier duerch Elektronik ze ersetzen, da muss ee soen, dat kann awer eng „fausse bonne idée" sinn. Och dat ass eng extreem Ëmweltbelaaschtung. E Beispill: Wann een ee Lidd streamt. Et ass ee Lidd, dat ass esou dacks gestreamt ginn, gëtt mer hei matgedeelt, esou dacks, datt dat 4.000 Transatlantikflich entsprécht. Also mir schwätzen hei wierklech iwwer eppes, wat awer substanziell ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéi ee Lidd war dat dann, Här Kartheiser?

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn haut also eng Interpellatioun op Demande vun der Majoritéit, fir iwwert deen nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun vun der Regierung ze diskutéieren. An ech soen dem Här Arendt dofir Merci. An och de Virriedner e grousse Merci fir dës interessant Debatt.

Jo, d'Digitaliséierung ass a relativ kuerzer Zäitspann iwwer eis komm a se geet weiderhi rasant virun. Net jiddweree kann oder wëll dësen Tempo awer mathalen. An do muss een tatsächlech gutt oppassen, dass net en déiwe Gruef entsteet an eiser Gesellschaft. An dofir kënne mir och déi meeschte Beméiunge vun der Regierung an deem Beräich ënnerstëtzen.

Wat eis awer e bësse feelt an deem Aktiounsplang, dat ass, wéi esou dacks och, d'Problemanalys. Fir d'éischt gëtt festgehalen, datt d'Grënn fir de sougenannten „éloignement du numérique" oft ganz ënnerschiddlech sinn a vu Fall zu Fall ganz staark auserneeginn. Da gi just eenzel Beispiller genannt an duerno ginn emol einfach pauschal e puer Gruppen opgezielt, déi dovunner besonnesch betraff sinn, ënner anerem eeler Leit a Mënsche mat enger Behënnerung, Aarbechter, Chômeuren a Migranten.

De Problem gëtt also relativ kategoriséiert. Ech fannen dat perséinlech e bësse wéineg als Problemanalys, wann een dee Problem wëll seriö ugoen.

Mech géif zum Beispill interesséieren, firwat dann een Drëttel vun de Leit fäert, datt den Internet hiren Alldag net vereinfacht, oder firwat datt verschidde Leit ganz wéineg Vertrauen hunn an déi digital Servicer, oder firwat datt verschidde Mënschen eng psychologesch Ofwierhaltung dergéint entwéckelen an näischt wëllen domadder ze dinn hunn, awer och virun allem wéi vill Leit einfach net déi materiell Viraussetzungen hunn a sech keen Internetuschloss kënne leeschten oder kee performant Gerät doheem hunn.

Ech mengen op alle Fall, datt bei där Problemanalys nach vill Sputt no uewen ass an dofir och de Katalog vun de Léisungsusätz vläicht net breet genuch gefächert ass.

Här President, fir eis ass et besonnesch wichteg, datt d'Participatioun un der digitaler Welt net zu enger Obligatioun gëtt. Egal wéi vill Efforten an dësem Beräich ënnerholl ginn, et wäerten ëmmer Mënsche ginn, déi net kënnen oder net wëllen op den digitale Wee matgoen. An do muss ee ganz gutt oppassen, datt d'Politik net nach méi Grief hei schaaft. Mir dierfe Mënschen net ausschléisse vum gesellschaftleche Liewen, well si net wëllen en „digitale Mënsch" sinn, wéi een dat nennt.

An ech muss soen, ech muss e bësse reagéieren op dem Här Hansen seng – ech mengen, en ass elo kuerz eraus, a nee, en ass do, pardon – Ausso vu virdrun, well Dir hutt jo gesot, dass elo vum nächste Joer un déi Leit, déi dann eeben digital konnektéiert sinn, just nach den Deel ze rembourséieren hunn, dee mer ze rembourséieren hunn an de Santésfraisen als Patient. An do soen ech: Mee dat ass jo dann awer u sech eng Benodeelegung vun deene Leit, déi net digital konnektéiert sinn. Wann dat esou ass, wär dat jo ... Mir schwätzen hei vun Inklusioun. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn – Dir kënnt elo reagéieren oder herno, dat ass egal –, ma da wär dat jo eigentlech eng Benodeelegung vun deene Leit, déi net konnektéiert sinn, par rapport zu deenen, déi konnektéiert sinn. Wëllt Der gär reagéieren?

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, ganz kuerz. Dat ass genau dat, wat ech gesot hunn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Dat ass awer problematesch, wa mer an enger Diskussioun sinn effektiv ..., also dat huet mech markéiert, well ech mer soen: Mir schwätzen iwwer Inklusioun an dat doten ass awer en zimmlech krasst Beispill, wann dat dann esou ass. Merci dofir.

D'Associatiounen, déi consultéiert goufen an dësem Prozess, déi hunn dorobber higewisen, datt et wichteg ass, dass een och weiderhi seng administrativ Demarchë kann iwwer e Guichet, iwwer Telefon oder iwwer e Postcourrier maachen.

D'Regierung seet och an hirem Dokument, se wéilt weiderhin en net digitalen Accès zu den ëffentleche Servicer garantéieren. An ech kann do och vu mir zielen. Ech zum Beispill ruffen ëmmer nach gäre bei den CFL um 2489 2489 u fir ze froen, wéini den Zuch da fiert an ob kee Chantier ënnerwee ass. Ech schwätzen ëmmer nach léiwer mat engem, wéi dass ech um Ecran kucken, muss ech ganz éierlech soen. A fir mech ass dat och ganz perséinlech eppes, wou ech mer soen: Ech wëll net, dass déi Mënschen duerch e Computer ersat ginn. An dofir ruffen ech ëmmer nach léiwer dohinner un.

D'Digitalisatioun soll also keen Endzweck u sech sinn. Si ass jo net derfir ...

(Interruption)

Si ass jo net derfir geduecht, ze digitaliséiere fir ze digitaliséieren, mee d'Digitalisatioun soll eis d'Liewe méi einfach maachen. An déi, déi eeben net kënnen oder net wëllen op dee Wee matgoen, fir déi mussen och aner Weeër opbleiwen. Dat ass wichteg an dat dierf och net niewebäi gemaach ginn. Well d'Fro ass, wéi deen Zougang dann duerno ausgesäit. D'Gefor ass nämlech, dass deen Zougang ëmmer méi mat zousätzleche Fraisen oder zousätzlechen Demarchen oder zousätzlechem Zäitopwand verbonne gëtt, zum Beispill wa regional Ulafstelle wéinst der Digitaliséierung mat der Zäit zougemaach ginn an dann op eemol just nach en zentrale Guichet an der Stad fir déi net digital Demarchen op ass oder wann op eemol dem Bierger dee méi groussen Aarbechtsopwand verrechent gëtt. Dat ass also fir eis op jidde Fall e Risiko, deen am Raum steet.

Donieft ass deen Usproch vun der Regierung, fir weiderhin en net digitalen Accès zu den ëffentleche Servicer ze garantéieren, och net esou vollstänneg, wéi et kléngt. Fir just e klengt Beispill ze ginn: Ascheinend brauch een elo zwéngend eng E-Mail-Adress, fir kënnen an ëffentleche Bibliothéike Bicher auszeléinen. Dat ass just e klengt Beispill, mee et weist awer, dass den net digitalen Accès lues a lues ausgehielegt gëtt. A wann d'Regierung dat serió mengt, da muss se och an deem Beräich eng handfest Strategie hunn an d'Inklusioun muss wierklech iewescht Zil sinn an däerf net just niewebäi gemaach ginn!

Ech wëll awer och nach méi allgemeng iwwert d'Vertrauen an d'Digitaliséierung schwätzen.

Wat mir als Lénk grondsätzlech problematesch fannen un der Approche vun der Regierung zur Digitaliséierung, ass, datt se virun allem Opportunitéite gesäit a keng oder wéineg Risiken. D'Digitaliséierung gëtt als eenzege Seegen duergestallt, deen eis glécklech Biergerinnen a Bierger nach méi glécklech mécht, a jiddwereen, deen net mat op dee Wee geet, ass awer e wéineg selwer Schold.

Et gëtt awer net just Opportunitéite bei der Digitaliséierung, mee och e ganze Koup Risiken. Ech wëll der hei just e puer opzielen.

D'Aarbechtsrecht gëtt vun der Digitaliséierung ausgehiewelt a muss dréngend ugepasst ginn. Dat geet vum Problem vun der Scheinselbstännegkeet, iwwert den Droit à la déconnexion, de Problem vun den Aarbechtszäiten, déi an der digitaler Welt net agehale ginn, bis hin zu ongeléiste Problemer mam Teletravail. Mir denken do och virun allem un d'Diskussioun, déi mer iwwert d'Plattformaarbecht haten.

Zweetens: D'Steiergesetzgeebung ass net un d'Digitaliséierung ugepasst, weeder um internationalen Niveau nach um nationalen Niveau. D'Staate verléieren doduerjer Recetten, och well se ënnert de Staaten nei verdeelt ginn.

Drëttens: de risege Stroumverbrauch, dee mat der Digitaliséierung verbonnen ass an deen ëmmer weider klëmmt an domadder de Klimawandel weider unheizt.

Véiertens: d'Fro vun der Protection des données an natierlech och d'Kommerzialiséierung vun dësen Donnéeën. Iwwerhaapt gëtt an der digitaler Welt mëttlerweil esou zimmlech alles kommerzialiséiert, wéi mer wëssen.

Fënneftens: déi quasi Monopolstellung vun e puer risege Konzerner an der digitaler Welt, déi doduerjer eng Muechtstellung anhuelen, déi aus demokratescher Siicht awer zimmlech problematesch ass.

Sechstens: Wat mer méi ofhängeg gi vun den digitalen Instrumenter, wat mer méi vulnerabel gi géigeniwwer vu Cyberattacken natierlech, mee net nëmmen. Et brauch ee sech just virzestellen, wat géif geschéien, wa fir eng Woch de Stroum géif ausfalen.

A siwentens: D'Digitaliséierung féiert an eisen Aen och zu engem ganze Koup Problemer am Beräich vum sozialen Zesummeliewen. Familljen, déi net méi kënne matenee schwätzen, well jiddwereen um Smartphone hänkt. Leit, déi net méi aus dem Haus ginn. Hatespeech an Desinformatioun an de soziale Reseauen. Dat si just e puer Beispiller fir Entwécklungen an eiser Gesellschaft, déi awer problematesch sinn an déi mat der digitaler Entwécklung Hand an Hand ginn.

Wéi gesot, dat si just e puer Beispiller. Mir wëssen alleguer, datt d'Digitaliséierung net nëmme Guddes mat sech bréngt. D'Regierung awer begräift d'Digitaliséierung an eisen Ae virun allem als e Mëttel, fir Käschten ze spueren a Geld ze maachen. An dofir ginn d'Risiken einfach ignoréiert a kommen an hirer Duerstellung net wierklech vir.

Sech domadder auserneenzesetzen, heescht jo net, datt een d'Digitaliséierung erëm wëll réckgängeg maachen. Dat soll also elo kee vun eis hei behaapten. Dat wär jo och guer net méiglech. Mee et muss een awer als Regierung déi Problemer uschwätzen a konkreet ugoen an net alles duerch e rosae Bräll kucken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här Président de séance. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Guy Arendt fir d'Ufroe vun der Interpellatioun an ech mengen, datt d'Digitalisatioun jo awer e grousst Theema ass. A wie „grouss" seet, dee mengt domadder meeschtens „wichteg". An et ass domadder och en Theema, wat eis alleguerten ugeet. Et ass keen Theema, iwwert dat een einfach nëmme schwätzt, well et gutt an den Agenda vun der Chamber géif erapassen, mee et ass en Theema, bei deem mer all Dag mierken, wéi ofhängeg mer sinn a wéi interkonnektéiert eis Welt awer hautdesdaags ass.

Am Alldag kënnt een als Bierger u sech net méi derlaanscht, an iergendenger Form eppes digital ze maachen. Sief dat Onlineshopping, och bei lokale Commercen, d'Sich no engem Restaurant oder d'Buche vu Servicer. An déi meescht vun eis, virun allem déi méi Jonk an digital Verséiert, profitéiere vun de Virdeeler vun der Digitalisatioun. Et mécht eis d'Liewen dacks méi einfach. E Klick hei, e Klick do a schonn ass eng Saach organiséiert, déi virdrun en Appell, zwee, dräi, vläicht och nach eng Kéier e Réckruff gebraucht hätt. Dëst gëllt awer net fir jiddereen. Vill Leit an eiser Gesellschaft sinn aus ganz verschiddene Grënn nach analog ënnerwee. Mir hunn alleguer bestëmmt schonn eng Kéier eng eeler Persoun begéint, déi nach net mat Smartphone, Internet a Co. vertraut ass: ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... de Bopi oder d'Bomi, déi hir Kanner oder Enkele musse froen, fir hinnen Informatiounen erauszesichen, e Rendez-vous ze fixéieren oder Änleches. Ech mengen, jiddweree vun eis erënnert sech un d'Buche vun den Impfrendez-vouse wärend der Covidpandemie, wou mer jo awer alleguerte warscheinlech fir Familljememberen aushëlefen hu missen. Dat heescht, déi Delegatioun, déi de Guy Arendt haut schonn ugeschwat huet an an de Raum geworf huet, ass héchstwarscheinlech eppes, wat mer dréngendst bräichten, eng Delegatioun, fir am Numm vu Familljememberen oder och vun Drëtten, déi eis vertrauen, Demarchë kënnen op MyGuichet ze maachen. Dat ass eppes, wat haut net méiglech ass, wat awer da mat sech bréngt, datt een eventuell op eemol awer e LuxTrust-Toke vun engem Drëtten uvertraut kritt, wat dann net onbedéngt am Interêt vun der Erfindung ass.

E Fait, deen awer och haut dacks unzetreffen ass, an allze dacks gär vu méi jonke Leit belächelt gëtt, ass eeben déi Vertrauensbasis, déi muss do sinn, well soss geet et net. Mee et sinn awer net nëmmen déi eeler Leit, déi net digital ënnerwee sinn. Et gëtt ganz ënnerschiddlech Gruppe vu Leit, déi keen Accès op digital Produiten hunn.

De Guy Arendt huet virdru vu 5G geschwat, deen net iwwerall disponibel ass. Also, …

(Interruption par M. André Bauler)

… net emol 5G … Also, mir hunn tatsächlech …, an ech kann e Lidd dovu sangen, wann ech ënnerwee si vun doheem fir an d'Chamber, da geet d'Verbindung mindestens eng Kéier, jee no Wieder och zweemol fort. Dat ass leider nach ëmmer de Fall an …

M. André Bauler (DP) | Dir kënnt och eppes sangen!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech weess net, ob ech esou haart sange kann, Här Bauler, datt ee mech géif bis an d'Chamber héieren.

Mee et falen awer och Leit drënner, net nëmme wéinst der Konnektivitéit, mee och Leit zum Beispill mat enger Behënnerung, déi dowéinst vun der digitaler Welt ausgeschloss sinn, well déi Saachen einfach net accessibel sinn. Oder Leit mat enger méi niddreger Qualifikatioun an dowéinst dacks engem méi niddrege Salaire. Well dat, maache mer eis näischt vir, geet meeschtens Hand an Hand. An och si si ganz dacks mat Problemer aus der digitaler Welt konfrontéiert.

Hinne feelt et allze oft un den néidege Grondkenntnisser a vu weiderféierende Kenntnisser emol guer net ze schwätzen. An do bäisst sech den Hond dann dacks selwer an de Schwanz. Opgrond vun hire méi niddrege Qualifikatioune schaffe se dacks a Beräicher, wou méi niddreg Salairë bezuelt ginn. Si selwer hunn doduerch net déi néideg finanziell Mëttel, fir u Formatiounen deelzehuelen. A grad a verschiddene Secteure wëllen d'Patronen oder mussen d'Patronen och net hir Mataarbechter an esou Formatioune schécken. Sief dëst aus Angscht, datt de Salarié sech duerno mat dem neie Wëssen eng aner Aarbechtsplaz géif sichen oder well hie kee Meerwäert fir säi Betrib an esou enger Formatioun gesäit.

An ech erënnere mech ganz gutt un eng Formatioun, déi eng Kéier offréiert gouf, fir Kompetenzen am Social-Media-Beräich ze kréien, wou ech d'Dozentin ganz gutt kennen. An déi huet mer du gezielt, wien dann déi Leit waren, déi an där Formatioun souzen. Et waren 2 Leit do vun 18, déi wollten do sinn, déi wollte sech weiderbilden. An da 16 vun deenen 18 ware Leit, déi vun hirem Patron wéinst engem Plan de maintien dans l'emploi oder wéinst engem Ofbau vun Aarbechtsplazen, wou Formatioune verhandelt goufen, dohinnergeschéckt goufen. Do war eng Persoun da vun 58 Joer, déi do dann op eemol an där Formatioun souz, fir sech zum Social-Media-Expert weiderzebilden.

Ech bezweifelen, datt dat där Persoun wierklech dat bruecht huet, wat se gebraucht huet, fir um Aarbechtsmaart ze bestoen. An ech mengen, dofir musse mer och, wann et Formatioune gëtt – an déi Formatioune maache meeschtens Sënn –, och oppassen, datt déi Formatioune Sënn fir déi Persoune maachen, déi se maachen. Well, just well d'Formatioun Sënn mécht oder d'Participatioun un enger Formatioun Sënn mécht, heescht dat net, datt béides ëmmer och op eng Persoun zoutrëfft.

Änlech, an ech wollt domadder e bëssen d'Bréck schloen, geet et och de Chômeuren. Dacks feelt et hinnen un digitale Grondkenntnisser, déi awer eng Viraussetzung fir vill Aarbechtsplaze sinn. Ouni dës wichteg Grondkenntnisser kënne se zwar probéieren, sech fir Plazen ze bewerben, mee mir wëssen hei, mengen ech, ganz gutt, datt se dann eng Ofso kréien, well d'Checkbox „Microsoft Word" oder „PowerPoint" oder soss iergendee Programm net ginn ass.

Awer och Demandeuren oder Beneficiairë vun der Protection internationale hunn dacks keng bis ganz wéineg Grondkenntnisser, zumindest, wann et drëm geet, op méi formalen IT-Programmer ze schaffen.

E Grupp vu Leit, deen an dësem Projet awer guer net virkënnt, sinn dann d'Sans-abrien. Si gi guer net consideréiert. An och do stellt sech d'Fro … Majo, och déi hunn e Besoin, fir digital ze participéieren. A grad do kéinte mer ganz vill administrativ Problemer léisen, wa mer se géifen digital inkludéieren. Well ech mengen, all déi Froe ronderëm de Courrier an esou kann een natierlech digital zu engem gewëssene Grad léisen, ouni datt een nach eng Boîte brauch, sous condition, datt Kompetenzen do sinn. Do musse mer och dru schaffen.

Natierlech zielen an éischter Linn wichteg Saache wéi en Ënnerdaach – Stéchwuert Housing First – an den Zougang zu medezinnesche Soinen, mee och den Zougang zu digitale Medien a Servicer däerfe mer net vergiessen. Schliisslech geet et jo hei laut dem Titel ëm eng digital Inklusioun. An och an der Einleitung heescht et, datt et drëms geet, fir – an ech zitéieren aus dem Projet –: „en Aktiounsplang opzestellen, deen d'Inklusioun vu jidderengem an der digitaler Transformatioun vun der Gesellschaft soll garantéieren." Do steet jo ganz däitlech dat Wuert „jidderengem" an net „jidderengem, deen eis geneem ass". Also jo, och Sans-abrie sollen hei net vergiess ginn, well och si hunn als eis Matbiergerinnen a Matbierger en Urecht op eng ganz Rei vu Servicer.

Här President, et gëtt héich Zäit, datt dës Problemer ugaange ginn. Et ass längst iwwerfälleg, datt endlech méi dofir gemaach gëtt, fir dës Problemer unzegoen an ze léisen. Mir bretzen eis dach dacks mat enger moderner Gesellschaft, vergiessen dobäi awer oft Randgruppen, déi net ëmmer an eist Bild oder an den Narrativ passen. Awer och si sinn en Deel vun eiser Gesellschaft an däerfen net vergiess oder ausgeschloss ginn.

A sech begréisse mir Piraten dëse Projet also ganz kloer, ass d'Digitaliséierung dach eent vun eise wichtegsten Theemen. A vill vun de geplangte Mesurë klénge à la base och ganz gutt. Mir fuerderen awer vehement, datt och wierklech keng Ënnerscheeder gemaach ginn tëscht de Regiounen. Et ass längst bekannt, datt grad – an do si mer erëm bei der Konnektivitéit – Norden an Osten dacks, ech wëll elo net zweetklassesch soen, mee awer zumindest net „au premier rang" mat anere Regioune stinn. Jo, esou kann een dann awer schonn nees bal vun Zweetklassegkeet schwätzen.

Loosst eis hei net nees den nämmlechte Feeler maachen. Wann et hei heescht, „jiddereen", da soll dat och fir jidderee sinn, an dat ouni, datt e Mënsch opgrond vu sengem Wunnuert benodeelegt gëtt.

Gläichzäiteg musse mer och verstäerkt derfir suergen, datt och wierklech jiddereen Zougang zu den entspriechende Geräter kritt. Net jidderee ka sech en deieren an neie Smartphone, Tablet oder Computer leeschten. Loosst eis net vergiessen, datt den Zougang zu esou Geräter déi éischt Viraussetzung ass fir d'Digitaliséierung.

D'Aféierung vun engem Programm, mat deem all sozial méi schwaache Menage hei am Land e Secondhandcomputer kéint zur Verfügung gestallt kréien, wier eng gutt Iddi. Gëtt et schonn, jo. Mee fir esou ee Computer ufroen ze kënne bei deem Veräin, deen eng exzellent Aarbecht mécht, Digital Inclusion, muss een eng E-Mail schécken. Jo, Dir héiert richteg: Fir e Computer unzefroen, muss een eng E-Mail schécken, an och soss ass de Kontakt just per E-Mail méiglech! Uruffe kann een do net, et gëtt keng ëffentlech zougänglech Telefonsnummer.

Elo sich iergendeen hei emol de Feeler, wéi dat da soll goen!

Obwuel d'Ëmsetzung vun enger ganzer Rei vun hei presentéierte Mesuren net am Detail duergeleucht gëtt, hoffe mer, datt déi ganz Mesurë séier an onbürokratesch ëmgesat ginn, well d'Digitaliséierung muss weider op de Leescht geholl ginn.

Vill Demarchë kann een nach ëmmer net online maachen. A wann, da meeschtens just mam LuxTrust-Produit oder mëttlerweil mat der GouvID, déi awer fir staatlech Administratioune limitéiert ass.

Mir brauchen endlech intelligent Servicer, déi op alle Plattforme fonctionéieren, an dat net just mat kommerzielle Produiten oder just ënner verschiddene Viraussetzungen. Dofir mussen d'GouvID-Applikatiounen endlech opgemaach gi fir net staatlech Prestatairen. Och wann dat Aarbechten un der Applikatioun bedeit, sou ass den Notze fir d'Populatioun dach ginn.

Lëtzebuerg muss endlech e puer Schëppe bäileeën, fir och eis staatlech Institutioune méi séier, performant a virun allem méi accessibel fir jiddereen ze maachen.

Nach de Moie gouf ech vun engem Kolleeg ugeruff, dee mech gefrot huet, ob et normal wär, datt säi Steierbüro him seng digital agereechte Steiererklärung zréckgeschéckt huet, well hie se aleng ënnerschriwwen hätt. Dobäi wär et jo awer eng Imposition conjointe mat senger Partnerin an deementspriechend missten zwou Ënnerschrëften drop sinn. Dat geet awer mat MyGuichet zum Beispill net. Wat muss de Kolleeg elo maachen? E muss seng Steiererklärung nach eng Kéier erausprinten, zu zwee ënnerschreiwen a se op den zoustännege Steierbüro schécken.

(Interruption par la présidence)

Dat ass also Digitaliséierung!

Här President, ech kommen zum Schluss. E lescht Beispill vläicht nach, wat weist, wéi digital Inklusioun kéint fonctionéieren. Wien d'Allocation de vie chère ufreet an de REVIS kritt, muss extra mat engem Formulaire noweisen, datt en de REVIS kritt, obwuel béides de Fonds national de solidarité ass, deen u sech scho weess, dass de de REVIS kriss, mee du muss et nach eng Kéier noweisen.

An en anert Beispill nach ganz zum Schluss, Här President, ass d'Gebuert vun engem Kand. Fir d'Allocation prénatale, d'Allocation de naissance an d'Allocation postnatale gëtt et dräi Formulairen, fir déi een aacht Stempele brauch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a wou de Formulaire och nach ënnerschiddlech strukturéiert ass op der éischter Säit, obwuel déi nämmlecht Donnéeën dräimol ofgefrot ginn.

Wie mer elo erkläert, datt d'Digitaliséierung schonn zu Lëtzebuerg ukomm ass, sollt sech vläicht déi Projeten als Alleréischt virhuelen, well domadder géife mer ganz ville Leit hëllefen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Minister Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Här President, léif alleguerten hei an der Chamber, ech sinn och ganz frou, dass mer haut de Mëtteg déi heiten Interpellatioun hunn. An et ass e puermol de Mëtteg opgetaucht, de Sujet vun der Digitalisatioun ass jo immens vast an immens komplex, soudass dat Ganzt sech net op déi ganz Digitalisatioun haut de

Mëtteg beschränkt, mee eebe just op de Plan d'inclusion numérique an dee ganz spezifesche Volet. Well iwwert d'Digitalisatioun, do, mengen ech, kann ee ganz vill Facetten erauskristalliséieren an dat dann och op dëser Plaz thematiséieren.

Well awer iwwert d'Digitalisatioun am Allgemenge geschwat ginn ass, wëll ech och op e puer Zuele vläicht agoen, fir Iech awer de Kader ze sëtzen, an deem mer eis beweegen.

Ganz vill vun den Demarchen, vun de Kontakter, déi d'Bierger an d'Betriber mam Staat hunn, lafen iwwert de Guichet.lu an de MyGuichet.lu, wat natierlech déi zentral Plattform ass fir ganz vill vun den Doleancë vun de Leit. Do sinn Dausende vun Demarchen a ville Sproochen thematiséiert a ganz vill vun deenen Demarchen, déi kënnen och iwwert deen Internetsite gemaach ginn.

An der Zäit vun der Pandemie goufen do 3,5 Milliounen Transmissiounen enregistréiert. An dëst Joer, wou mer net méi déi coronagelinkten Transmissiounen hunn, si mer elo scho bei 1,5 Milliounen där Demarchen.

Och d'Applikatiounen, fir e bëssen iwwert déi technesch Voleten ze schwätzen, déi mer hunn, sinn amgaang ze boomen. Mir hunn déi MyGuichet-App, do si mer bei 260.000, GouvCheck 100.000, d'GouvID, déi relativ nei ass, si mer bei 25.000 Downloade vun deene verschiddenen Applikatiounen.

Dee Kontext, dee steet. Ëmmer méi Betriber a Leit profitéiere vun deenen Demarchen. Wat awer ganz kloer ass ..., an dat verwonnert mech dann, wa mer haut de Mëtteg op eemol op de Constat wëlle kommen, wéi wann d'Regierung hei net wéilt bougéieren oder net géif genuch maachen. Eng vun de véier strateegeschen Achsen an dem neie Ministère ass d'Inclusion numérique. Eng ass fir dee méi technesche Volet, et ass eng fir den eGovernment an et ass eng ganz besonnesch fir d'Inclusion numérique. Dat ass scho symbolesch, dass mer déi och gewielt hunn, well dat eis wichteg ass, well mer hei wëllen agéieren a well mer eis dofir och ganz vill Moyene ginn, souwuel vu Leit, déi bei eis schaffen, wéi u finanziellen.

Et ass op dëser Plaz en Tour gemaach gi vun deene verschiddenen Etüden. Ech kann Iech soen, dass d'Welt virun der Covidpandemie eng aner ass wéi d'Welt no der Covidpandemie. Dat kann een u ville Facteure festmaachen. Dat muss ech Iech op dëser Plaz net erklären. Mee et kann een natierlech da vun den Etüde vu virun der Kris schwätzen a vun deene vun no der Kris.

Dat bescht Beispill – wat awer keng Etüd ass, mee dat ass de Fakt, an do hunn ech viru Kuerzem och driwwer geschwat –, dat ass den Teletravail, dee mer dorëmmer hunn. Als Minister vun der Fonction publique hunn ech elo en Accord gemaach mat der CGFP. Virun der Pandemie waren 160 Leit an engem Pilotprojet. Entre-temps si 15.000 Leit beim Staat eligibel, fir Teletravail ze maachen.

Wann op dëser Plaz geschwat gëtt iwwer Aarbechtsrecht an Evolutiounen, déi do musse geschéien. An deenen Accorden, déi ech elo gemaach hunn, an deene Reglementer, déi ech wäert huelen, steet den Droit à la déconnexion och dran, well dat de Mëtteg thematiséiert ginn ass an dat gëtt et net nëmmen an dem Beräich vun der Fonction publique, mee och an deenen Texter vun dem Privatsecteur steet den Droit à la déconnexion dran, soudass do natierlech och dorobber reagéiert gëtt.

Wann d'Etüden hei zitéiert gi vun dem DESI vun 2019, dann ass dat eng Etüd, déi dee Moment gemaach ginn ass, wou entre-temps d'Methodologie och geännert huet. An ech kommen dann awer och, well hei geschwat ginn ass, d'Regierung géif nawell gär mam Marketingsfändel sech bretze goen ... Abee, wann en eGovernment Benchmark gemaach gëtt vun den europäeschen Institutiounen a wann dobäi erauskënnt, dass Lëtzebuerg entre-temps op der drëtter Plaz ass, grad no der Pandemie, well dat gekuckt ginn ass, dann ass dat kee Marketingsfändel oder -outil, mee dann ass dat gekuckt ginn, éischtens mat de Leit um Terrain an am Verglach mat anere Länner, mat Leit hei zu Lëtzebuerg, déi déi verschidde Servicer benotzen. An ech mengen, da gëtt genuch gemaach. A wann ech soen, „genuch gemaach", dann ass dat schonn dee falschen Ausdrock, well et gëtt am Fong an deem heite Beräich ni genuch gemaach. Technologien evoluéieren esou séier, dass do ganz vill Changementer sinn an dass mer eis ni kënnen op deene Lorbeeren ausrouen, déi och a verschiddene Benchmarke stinn, well dat ass onwichteg.

An dann, Här Clement, kënnt Dir zwar soen, dass Dir elo zwee, dräi Appelle kritt hutt, wou emol effektiv nach Demarchen dobäi sinn, déi vläicht net optimal lafen. Mee ech kann Iech soen, et sinn awer Länner, alleguerten déi, déi vun der véierter Plaz bis hannen eran hannert eis sinn, an deene Länner ..., an dat ass jo awer e bësse méi eng global Vue, wéi déi dräi, déi Dir natierlech berechtegterweis zitéiere konnt. Et ass jo awer e bësse méi korrekt, wann ee seet: „Ma europawäit ass Lëtzebuerg", och mat deenen dräi, déi Dir elo ernimmt hutt hei, „verglach gi mat anere Länner a se sinn déi Drëtt ginn." Da kann een dat natierlech op déi eng oder op déi aner Aart duerstellen.

Mir schwätzen haut de Mëtteg iwwert d'Digitalisatioun, awer méi spezifesch iwwert de Plan d'inclusion numérique, wat eng vun eisen Haaptachsen ass. An ech wëll awer eng Kéier den Tour maachen, et ass jo emol net schlecht, et gëtt Marc Hansenen, déi effektiv gutt schwätzen.

(Hilarité)

An et huet dann haut de Mëtteg deen Deputéierten heibanne festgestallt an dat nach eng Kéier rappeléiert: Wéi mer de Plang gemaach hunn, fir heihinner ze kommen, do ass awer eng breet Debatt gemaach ginn och mat der Chamber. An da wär et, mengen ech, och vläicht net onwichteg, dass, wann deen Exercice gemaach gëtt – heibannen eng Consultatiounsdebatt, dobausse breet consultéiert –, e Plang elo do läit; d'Chamber also mat agebonne ginn ass a vill vun deene Saachen – an ech hunn dat nach eng Kéier ganz genee gelies vu virun e puer Joer –, déi hei thematiséiert gi sinn, an deem Plang dra sinn. Ech mengen, dat heiten ass, dee Plan d'inclusion numérique, net eppes, wat d'Regierung sech op iergende Fändel schreift, mee dat ass eppes, wat mer alleguerten zesummen och mat der Chamber queesch duerch verschidde Parteien hikritt hunn. An dat ass net onwichteg.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An da wëll ech soen ..., well jo gesot ginn ass: „Et gëtt kategoriséiert", oder: „Verschidde Leit si vergiess ginn." An den Här Clement – a pardon, wann ech Iech elo nach eng Kéier muss ernimmen –, wann Dir sot, d'Sans-abrien dierft een net vergiessen, abee, d'Consultatioun heiriwwer, iwwert dee Plan d'inclusion numérique, ass mat der Stëmm vun der Strooss gemaach ginn. Wat ass dat anescht, wéi och iwwert déi dote Sujeten an eisem Plang ze schwätzen?

An deem Plang si consultéiert ginn: d'ASTI, de CLAE, de Syvicol, Club-Senioren, Digital Inclusioun, fir déi eeben eng Kéier erëmzebréngen, déi haut de Mëtteg an der Thematik waren, WIDE, déi sech mat der Plaz vun de Fraen an der Digitalisatioun beschäftegen, déi sinn all consultéiert ginn, fir op där heiter Plaz zu engem Plang hinzekommen.

Nieft deem gouf et och eng Kéier eng ILReS-Etüd, déi ech an der Chamber presentéiert hat, an et gouf eeben intersektoriell an interministeriell consultéiert, fir op deenen heiten Donnéeën erauszekommen.

An dann, an dat ass dat wichtegst drun: Dat Dokument, wat hei läit, ass net figéiert! Et ass en dynamescht Dokument, wou och nach an der nächster Zäit wäert vill dru geschafft ginn, well een hei och ni kann ophalen an een der sécher vergiess huet a mer do natielech nach Loft no uewen hunn.

Et ass e Plang, deen am September 2021 am Regierungsrot war mat 40 konkreeten Initiativen. An do, Madamm Adehm, kënnt Dir awer elo net soen, dass et wéi esou dacks just en Ukënnegen ass vu 40 Initiativen. Dat si ganz konkreeter! An ech ernimmen Iech se hei. Déi si méi wéi konkreet, déi elo schonn ëmgesat ginn, soudass een also net kann heihinner kommen a soen: „Dat si just Etüden" oder: „Dat ass net um Terrain ukomm."

Wann ech bei deene 40 Initiative bleiwen, kommen ech mol bei déi, déi an dem Ministère vun der Digitalisatioun ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Diane Adehm Iech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Natierlech.

Mme Diane Adehm (CSV) | Här Minister, et ass net direkt eng Fro. Ech wéilt just soen: Ech hunn déi Saach net a Fro gestallt! Ech hu just gesot: „Et ass en Opziele vu 40 verschiddene Mesuren." Ech hunn déi domadder nullement kritiséiert oder a Fro gestallt. Ech hu just gesot: „Et ass en Opzielen."

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Dir hutt gesot: „Et ass wéi esou dacks bei där hei..."

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech wéilt dat hei preziséieren.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Dir hutt gesot: „Et ass wéi esou dacks bei där heiter Regierung", an Dir hutt d'Faarwen nach genannt, „wou et just en Opzielen ass vun Initiativen."

Et si konkreet Sujeten op där anerer Säit an net nëmme Punkten, déi an Zukunft wäerten ëmgesat ginn.

(Brouhaha)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wat wär da falsch gaangen, Madamm Adehm?

M. Sven Clement (Piraten) | Här Cruchten, faalt elo net ëm!

Mme Diane Adehm (CSV) | Hunn ech dann eppes falsch gemaach?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Hunn ech gesot, datt Der eppes falsch gemaach hutt? Ech hunn Iech just zitéiert, Madamm Adehm.

Une voix | O!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Da lauschtere mer dat no. Et ass jo digital méiglech, fir dat nozelauschteren. Dat ass jo kee Problem.

(Brouhaha)

A wa mer elo dorunner hänke bleiwen, da packe mer den Nomëtteg och nach, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen och.

(Hilarité)

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Déi konkreet Initiativen, déi an deem heite Plang dra sinn, ...

(Brouhaha)

... sinn, dass Formatiounen ugebuede gi fir grad déi verschiddenst Kategorien, déi haut de Mëtteg ernimmt gi sinn. Well ech soen net, dass et nëmmen Eelerer sinn, déi net kënnen domadder ëmgoen oder Leit, déi en Handicap hunn a verschiddene Sparten. Déi Initiativen, déi riichte sech un all méiglech Gruppen.

An dofir hu mer zesumme mat der ErwuesseBildung Modullen ausgeschafft, déi och reell op den Terrainen ukommen, wou „train the trainers"-Modülle gemaach ginn, wou eeben déi verschidde Leit, sief dat aus Jugendhaiser, sief et aus aneren Associatiounen, designéiert ginn, déi där Formatioune kënne maachen an déi dee Moment selwer zréckginn an hir Associatiounen an d'Leit kënne forméieren an deene verschiddenste Modüllen, sief et den Internetfürerschäin, sief et d'Kommunikatioun, sief et, wéi ee mat dem MyGuichet ëmgeet, sief et, wéi et an dem E-Banking ausgesäit, well dat war de Mëtteg och en Theema. An och do ass mat der ABBL an der CSSF e Modüll ausgeschafft ginn, wou gratis Coursen an dem E-Banking proposéiert ginn.

Et gëtt an deem Kontext dann och en Internetsite, den zesummendigital.lu, dee fonctionéiert a véier Sproochen zanter dem Februar vun dësem Joer, deen d'Acteuren an deem dote Beräich och kënne consultéieren a wou se dee Moment och all d'Informatioune kréien, wou se u Leit kommen, déi hinnen eng Hand kënnen upaken.

De Ministère huet och, an dat ass, mengen ech, ernimmt ginn de Mëtteg, en Appel à projets gemaach, fir de Finanzement vun Associatiounen ze maache vun digitale Projeten.

Bei der éischter Editioun waren 150.000 Euro agesat ginn, 29 där Projete koumen eran, 6 kruten der e Finanzement, an dat waren Associatioune wéi den Autisme Lëtzebuerg, d'Gemeng Diddeleng, GoldenMe fir eeler Leit, WIDE ANDCO, d'Stëftung Hëllef Doheem an d'Club Haus op der Heed, fir och e bëssen ze weisen, dass dat queesch duerch d'Land gemaach gëtt. Et ass net nëmmen, dass dat am Zentrum vum Land geschitt, mee dat ass op ville Plazen, wou déi Formatioune geschéien a wou Leit Ënnerstëtzung kréien.

Dir hutt gefrot, wéi et domadder virugeet. Dëst Joer waren et 150.000 Euro, déi mer konnten ausdeelen. Am Budget vum nächste Joer sinn 250.000 Euro virgesinn, wou mer kucken, fir dann och erëm aneren Associatiounen Ënnerstëtzung ze ginn, déi op deem Dag belount ginn an déi dee Moment natierlech och vun enger Jury ausgewielt ginn.

D'Fro ass haut de Mëtteg och gestallt ginn – ech mengen, wann ech schonn op Iech kucken –, wéi et ass, dass bei der Accessibilitéit de SIP deen ass, deen dat kontrolléiert an net de CTIE. Dat ass aus engem ganz einfache Grond eraus: Well de CTIE zum Beispill den Developpeur vun deene Sitten ass an en Developpeur och vu verschiddenen Appen. An dofir wëlle mer op där anerer Säit en Organisme de contrôle hunn, deen net dee selwechten ass wéi de Produzent dovunner. An dofir ass den Organisme de contrôle, dat gëtt jo och international gekuckt, de SIP.

D'Fro ass gestallt ginn: „Kuckt Der dann och genee op déi Leit, déi hei hannendru stiechen, also déi digital vulnerabel sinn? Hutt Der genuch Informatiounsmaterial?" Et leeft am Moment zesumme mat dem LISER grad eng Etüd, fir eeben iwwert d'Auswierkunge vun de rezenten digitalen Evolutiounen ze kucken op eeben déi Deeler vun der Bevëlkerung, déi net an der digitaler Welt doheem sinn oder Problemer domadder hunn a wéi déi domadder kënnen ëmgoen. Dat heescht, mir ginn elo net nëmmen iwwer eng representativ Etüd un d'ganz Bevëlkerung, mee mir hu mam LISER e Projet lancéiert, fir och ganz spezifesch bei déi Leit kucken ze goen, wéi do d'Suerge gelagert sinn. An ech ginn dervun aus, dass déi Etüd dann ugangs 2023 presentéiert gëtt.

Den 1. Dezember – an alleguerten déi, déi an de Gemenge si vun Iech, krute viru Kuerzem e Bréif – ass den éischte Forum zum Theema vun der digitaler Inklusioun. Dee fënnt am Alen Tramsschapp statt. Do sinn e ganze Koup Leit invitéiert, fir bei deem Forum mat derbäi ze sinn, fir do en Echange ze hunn. Dee soll zweemol am Joer stattfannen an do sinn déi verschiddenst Acteuren, déi dorunner kënnen deelhuelen, fir nieft där Journée vun der Inclusion numérique och am alldeeglechen Ëmgang ee mat deem anere kënnen ze schaffen.

Et ass de Mëtteg oft iwwert déi Procuration numérique geschwat ginn. An do huet den Här Clement zu Recht e Punkt ervirgehuewen, dass dat e Problem ass fir Leit, déi eeben digital net esou doheem sinn, dass dat awer dacks geschitt: Déi gi bei en anere säi LuxTrust-Token léinen. Dat ass keng Procuration numérique. Dat ass gutt gemengt, mee ech ka mech effektiv net fir en aneren an deem senger Plaz identifizéieren, andeems ech de LuxTrust-Token huelen.

Déi Procuration numérique hat ech an dee Plang geschriwwen. Do leeft och d'juristesch Etüd, an déi misst ech normalerweis bis Enn des Joers vun de spezialiséierte Juristen um Dësch leien hunn, wéi ee ka mat deem Sujet ëmgoen, well deen ass definitiv méi facettëräich wéi just, wa mer hei soen, engem de LuxTrust-Token ausléinen, well esou kann een natierlech net verfueren.

Vläicht nach een, zwee Punkte vun anere Ministèren aus dem Kontext geholl, wou ech selwer net op den Detail aginn, mee dat ass de Mëtteg ugeschwat ginn. Et gëtt ganz vill Initiativen an dem Ekonomiesministère an an dem Classe-moyennes-Ministère. Et gëtt natierlech och ganz vill där Initiativen an der Educatioun, well et do ugeet, an déi sinn natierlech och alleguerten an eisem Plang dran an déi sinn definitiv amgaang, ëmgesat ze ginn.

Ee Wuert iwwert d'Sproochen, och op de Sitten, déi mer benotzen. Mir hunn ee wichtege Volet, dat ass dee vun der Leichten Sprache. Well egal a wat fir enger Sprooch een dat Ganzt thematiséiert, et ass ëmmer komplizéiert a mir alleguerten hunn och vläicht méi Einfachheet, fir kucken ze goen, wann et an der Leichten Sprache thematiséiert ass. Fir verschidde Formulairë fir verschidden Demarchen awer an där Leichten Sprache ëmgesat ze kréien, brauch ee spezifesch Acteuren. Do sinn der net vill hei am Land, déi dat kënne maachen. Mir hu momentan 19 där Demarchen a Leichter Sprache, déi disponibel sinn. Mir schaffe kontinuéierlech drun, fir där méi ze maachen, mee där kritt een der awer just zwou oder dräi, vläicht véier am Joer ëmgesat, well déi Acteuren op där anerer Säit ..., dat ass net esou evident.

An ech kann Iech soen: Och wann Dir selwer, an ech selwer, eppes an der Leichten Sprache liesen, dat versteet een! Wou een et vläicht net ëmmer, sief et op Lëtzebuergesch, Franséisch, Englesch oder an iergendenger anerer Sprooch, onbedéngt versteet. An der Leichten Sprache ass et definitiv och fir eis alleguerte méi evident. Mee dat geet eeben net esou einfach. Do ginn et net vill Acteuren, mat deenen ee ka schaffen. Mee déi Efforten, déi gi gemaach.

Et ass haut de Mëtteg ganz dacks iwwert déi analog Dier geschwat ginn, déi nach soll bleiwen. Dat ass eis immens wichteg, och an deem dote Ministère. Et muss ëmmer e Wee ginn, fir nach kënnen op deen analoge Wee hinzegoen, mat senge Pabeieren enzwousch hinzegoen, seng Dossieren ze deposéieren an och en Echange ze hunn.

Vläicht ee Wuert, well dat de Mëtteg gesot gouf, iwwer eng Dezentraliséierung vun deem Guichet.lu, deen et och hei ënnen an der Ënneschtgaass gëtt. Doriwwer denke mer ganz kloer no, fir dat net nëmmen an der Stad ze hunn, mee fir dat och op anere Plazen ze maachen, fir dass een dat och op d'mannst op dräi, véier Plazen am Land huet, wou een da mat sengem Dossier kann higoen. Dat ass deen ee Volet. Déi Fro ass de Mëtteg hei gestallt ginn.

An op där anerer Säit ass et d'Geschicht vun dem Kontakt mat dem Beamten. Et si Leit, déi brauchen dee Kontakt net méi. Et geet deenen duer, wa se dat iwwer iergendwellech elektronesch Weeër maachen. Da gëtt et Leit, déi brauchen dat ganz vill, déi wëllen deen Echange hunn. An da gëtt et natierlech alleguerten déi dozwëschent. An do hu mer an eisem GovTech Lab eng Entwécklung lafen, fir eeben och virtuell Äre Beamten ze begéinen.

Dat heescht, esou wéi dat an der Kris war an och elo plazeweis dorëmmer eebe gemaach gëtt, esou wéi ee mam Dokter konnt eng Videokonferenz maachen, sou wäert et och an Zukunft kënne Méiglechkeete ginn, an dat gëtt grad entwéckelt, wou Der Rendez-vous hutt mat Ärem Beamten. A well Der Iech ageloggt hutt, well Der iwwert de Guichet zum Beispill Äre Rendez-vous gefrot hutt, gesitt Der déi Fra oder dee Mann, an dee kennt dee ganzen Dossier, deen huet dee scho viru sech an dee kann dann iwwer eng Videokonferenz mat Iech zesummen deen Echange hunn.

Esou e virtuelle Meetingroom si mer amgaang ze installéieren an auszeschaffen. Dat ass eppes, wou mer natierlech dru schaffen. Mee ech sinn der Iwwerzeegung, dass et och ëmmer wichteg ass, nach de Kontakt ze hunn. An et ass och net, dass mat der Digitaliséierung d'Kontakter, déi et mat Beamte gëtt, ganz ofgeschaaft ginn. Mee d'Vitess vun deene verschiddenen Demarchen, déi ass natierlech an d'Luucht gesat ginn.

E grousst Beispill, well ech dat ganz gutt kennen, dat sinn d'CEDIES-Bourssen. Dir erënnert Iech alleguerten, an et sinn der jo heibanne vill, déi domadder ze dinn haten an deene verschiddenste Fonctiounen, sief et als Studenten, Beamten, Leit, déi Kanner hunn, Leit, déi a Fonctioune waren hei an der Chamber oder déi Minister waren: An der Zäit war dat relativ komplizéiert! D'Leit hunn dat ageschéckt, da louchen d'Dossiere méintelaang do, dat ass digitaliséiert ginn. Dat geet hautzudaags – fir alleguerten déi Leit, déi dat matkréien – bannent e puer Deeg, wou dat dann digital ofleeft. Dat ass dann och e Virdeel fir de Student, deen am Ausland ass. Dat geet mat enger Rapiditéit, dat ass wierklech scho bal spektakulär, wéi dat geschitt!

Dat ass eppes, wat och net bannent engem Joer komplett digitaliséiert war. Dat hëlt natierlech och Zäit, fir dat gutt ze maachen. An et gëtt natierlech och do nach ëmmer Hicken. Mee esou eppes weist, dass och de Beamten op där anerer Säit et méi einfach gemaach kritt. De Bierger kritt et méi einfach gemaach, de Student kritt et einfach gemaach, d'Rapiditéit geet an d'Luucht. An dat ass sécher net gemaach, fir Geld ze maachen, fir iergendwéi domadder Geld ze verdéngen, mee dat ass, fir de Leit an de Bierger an de Betriber d'Saachen definitiv méi einfach ze maachen.

De Staat muss sech digitaliséieren, dat ass richteg. De Staat huet en enorme Retard iwwer Joerzéngten am Fong cumuléiert. D'Boursse sinn e gutt Beispill. Do ass eng ganz laang Zäit nogekuckt ginn, wéi dat schonn hätt kënnen digitaliséiert ginn. A wann dat da bis attackéiert gëtt, brauch et Joren, bis dat amgaang ass a ka gemaach ginn.

Et sinn am Moment 400 Prozesser, déi op dem Leescht si bannent den Administratioune fir ze digitaliséieren; esou ze digitaliséieren, dass net nëmmen eng Administratioun den Accès drop huet, mee dass parallell verschidden Administratioune kënnen drop schaffen. Dat heescht, se kënnen déi verschidden Dokumenter kucken, Äntwerte kënne parallell eragereecht ginn, fir eeben esou d'Saachen ze vereinfachen.

An dat bréngt mech da bei ee vun de Punkten, deen eeben och aus Inclusion-numériques-Grënn, an och aneren, de Mëtteg ernimmt ginn ass. D'Inclusion numérique kann natierlech am beschte fonctionéieren, wann d'Prozedure vereinfacht ginn. Och dofir hu mer en Internetsite geschaaft, den zesumme-vereinfachen.lu, wou mer grad all eis digital Toolen och enger Analys ënnerzéie vun deene Leit, déi se benotzen, aus alle méiglechen, verschiddenen, och digital vulnerabele Gruppen.

Ech ginn e Beispill: Mir hunn eis Appen, déi mer maachen, do a Workshoppen eraginn, wou Leit invitéiert ginn, fir déi kommentéieren ze komme fir ze soen: „Dat do sinn eis Erfarungen!" An op enger Journée vun der Inclusion numérique hate mer zum Beispill eeler Leit, déi mer geruff hunn, fir grad déi Appen ze analyséieren, fir eis matzedeelen, wat dann dorunner gutt ass, a fir eis och esou Saachen ze soen, wéi se de Mëtteg hei op d'Tapéit koumen: „Et ass ze kleng geschriwwen!", „Et ass ze grouss geschriwwen!" A fir op där anerer Säit natierlech an engems ze kucken, fir déi verschidde Prozeduren ze vereinfachen.

D'Digitaliséiere vun enger komplizéierter Prozedur mécht et zwar digital, mee dann ass et eng komplizéiert digital Prozedur. An dat ka jo net den Zweck sinn! Dofir och zum Beispill deen dote Site. Deen ass awer mat vill méi Opwand verbonnen, well dat natierlech och mat legislativen Decisiounen ze dinn huet, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn, wou eebe jiddwereе muss an alle Ministèren dru schaffen, fir d'Saache méi einfach ze maachen. Well och wa se digital herno sinn, hëlleft dat net onbedéngt, wann et komplizéiert ass, fir et dann hinzekréien.

Déi digital Inklusioun ass eis alleguerten immens wichteg. Dat hunn ech de Mëtteg och nach eng Kéier hei an der Chamber héieren. An dat ass eppes, wou ech och den Opruff dann nach eng Kéier maachen un Iech alleguerten. An dat, wat elo erëm eng Kéier gemaach ginn ass, do maachen ech et d'selwecht wéi bei der Consultatiounsdebatt vun deemools. Dat huele mir bei eis op.

Eise Plan d'inclusion numérique ass kee fixt Dokument. Alles, wat erakënnt u gudden Iwwerleeungen, kënne mer do mat aschaffen. Well dat digitaalt Boot, dat kann nëmme gutt fueren – dat huet de Mëtteg och heibannen en Deputéierte gesot –, wann Der esou vill wéi méiglech drasëtzen a wa mer alleguerten zesummeschaffen, fir dass mer kee vergiessen. Well dat ass ee vun den Atouten an eise Resultater, déi mer dann esou erauskréien: Dat ass, wann e Vertrauen do ass a wann d'Leit alleguerte mat an dat Boot geholl ginn, da bréngе mer et fäerdeg, och déi Inclusion numérique an iwwerhaapt d'Digitalisatioun ze packen!

D'Vertrauen ass mäi lescht Stéchwuert, well dat haut de Mëtteg och en Theema war. D'Vertrauen – an dat koum elo eraus bei der OECD-Etüd – ass hei zu Lëtzebuerg relativ héich par rapport zu anere Länner, well d'Vertrauen, an dat héiert elo vläicht net jiddwereen heibannen esou gär, hei am Land an d'Regierung an an d'Institutiounen héich ass. Dee Moment ass och Vertrauen an déi Offerten, déi gemaach ginn um digitale Plang, déi relativ appreciéiert gi vun de Leit. A par rapport zu anere Länner – an dat koum bei der OECD-Etüd eraus – ass et e gutt Stéck méi héich, an et ass méi einfach, fir Saachen ze digitaliséieren, wann dem Staat vertraut gëtt. An dat ass och ee vun den Atouten, dee mir bei eis als Constat konnte kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre nach fir den Här Gilles Roth.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Ech war nach net fäerdeg. Ech hat just gesinn ...

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gilles Roth, dee konnt et net erwaarden.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Mee wann awer den Här Roth elo direkt seng Interventioun wëllt maachen, solle mer net bis no dem Minister waarden. Vläicht ass et da vergiess oder net méi esou pertinent. Also, ech hu kee Problem, Här Roth, fir elo op dat anzegoen, wat Der wëllt froen.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här Minister. Dir hutt vu Vertrauen an d'Regierung geschwat. An dat huet mech interpelléiert, an duerfir wollt ech Iech eng konkreet Fro stellen.

Mir lafe ronderëm mat enger Carte d'identité, mat enger Carte de sécurité sociale, mat enger Kaart, wou de Fürerschäin drop ass. Ass et net méiglech zu Lëtzebuerg, 650.000 Leit, grad ewéi an den nordesche Länner, wou dat scho fonctionéiert, fir ee Biergerpass ze hunn, wou déi dräi Fonctiounen do drop sinn a wou déi jee no Kontroll kënne cibléiert ofgefrot ginn? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro ass déi: Gedenkt d'Regierung net, opgrond vun deene Schwieregkeeten, déi et gëtt um Niveau vun dem kommunale Secteur, notamment bei engem grousse Syndikat, fir eng méi enk Kollaboratioun virzegesinn zwëschent dem CTIE an der Informatik, déi op dem Gemengenniveau fonctionéiert?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Här President, ech géif elo ganz gär nach wäit wëllen aushuelen, dat féiert eis awer natierlech doriwwer eraus, well déi Sujeten do héich interessant sinn. Mee ech géif Iech awer gär äntwerten dorobber.

Dat Éischt mat dem Fürerschäin a mat der Carte d'identité a mat der Käertchen, wat mer amgaang sinn ze maachen ..., an ech mengen, et ass de Mëtteg ugeklongen. Ech kann Iech et e bëssen ëmräissen, well ech amgaang sinn, un engem Règlement grand-ducal ze schaffen, wat mer elo grad amgaang sinn, ze probéieren ëmzesetzen. D'Informatiounen, wat Äre Fürerschäin ugeet an d'Carte d'identité, déi hu mir als Staat, déi si bei eis. Mir sinn amgaang ze kucken, fir dass Der dat net als Käertche méi kritt, mee als digitale Support. Dann hutt Der dat zum Beispill an Ärem Handy. Dat heescht, Dir hutt de Fürerschäin an d'Carte d'identité an Ärem elektronesche Wallet. Dat gëtt herno eng Attestatioun vun der Carte d'identité oder vun dem Fürerschäin, – an elo ginn ech schonn e bëssen an eppes eran, wou mer dru schaffen, well ech mengen, dat ass och, wéi Dir et sot, eppes, wat jiddwereen interesséiert, an Iech alleguerten och – an dat wäert herno och esou kënne fonctionéieren, dass ech déi Dokumenter herno, wann ech dat wëll, wann ech gesot hunn, ech hätt se gär, da kann an den elektronesche Wallet sëtzen. Do wäert e QR-Code drop sinn.

Déi Leit, déi dat zum Beispill kontrolléieren, wéi d'Police, déi wäerten en extrae Lecteur hunn, deen dat da kuckt, déi kommen dann och direkt op déi richteg Donnéeën hannendrun. An da braucht Der herno Är Käertchen à la rigueur net méi mat derbäizehunn, also Är Carte d'identité oder de Fürerschäin – ech schwätzen iwwert déi zwee, well ech op deenen zwee schaffen –, mee dann hutt Der déi herno op Ärem Handy an dem E-Wallet, wéi Der elo vläicht Är Fligerticketen dran hutt, e Parkingsticket oder whatever. Dat dote si mer grad amgaang ze maachen. Dat ass natierlech elo méi vast wéi d'Inclusion numérique. Mee dat gëtt gefrot, dat gëtt et plazeweis och schonn, dat heiten.

An dann herno kënnt déi nächst Fro hannendrun, dat gëtt méi kniwweleg, fir dass dat och op europäeschem Plang fonctionéiert. Dat sinn europäesch Projeten, mee mir probéieren, dat elo mol schonn zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, dass et hei scho fonctionéiert, fir Fürerschäiner, déi hei zu Lëtzebuerg ausgestallt goufen, mol op jidde Fall. Dat heescht, bei all de Leit, déi e lëtzebuergesche Fürerschäin hunn oder hiren ëmgeschriwwe kritt hunn, bei deene wäert dat doten eng Kéier fonctionéieren. A bei de Carte-d'identitéë wäert dat mat e bësse Chance och fonctionéiere mat anere Carte-d'identitéen. Dorunner schaffe mer, well dat doten ass eppes ... An dann hutt Der et herno emol net méi op enger Kaart, mee vläicht just, esou wéi Der Är Kreditkaarte grad an Ärem Handy oder an Ärer Auer hutt oder wou Der se och hutt, hutt Der déi heiten och als Attestatioun dran, an déi kënnen dann och vun deene Leit kontrolléiert ginn, an déi géifen duerch e QR-Code dann och fonctionéieren.

Dat Ganzt, deen E-Wallet, wäert eis GouvID-App sinn. Doranner wäert dat stockéiert sinn. Mee dat ass awer en interessante Sujet. Do kéinte mer vill méi laang driwwer schwätzen. Ech wollt Iech awer elo just dorobber äntwerten.

Zweete Volet: SIGI, Syvicol, CTIE. Ech hat viru Kuerzem nach mat dem Kolleeg, dem President vun dem Syvicol, och en Echange iwwer verschidde Punkten, déi mir als CTIE scho kënne mat de Gemenge maachen. Et gëtt jo och scho vill gutt Zesummenaarbechten. Ech mengen, de CTIE schafft och gutt mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, wou e ganze Koup Punkten a Prozeduren och méiglech sinn. Ech war op dem Anniversaire vun dem SIGI, an ech hunn op dem Anniversaire vum SIGI gesot, dass déi Entitéiten nach vill méi intensiv missten zesummeschaffen, well dem Bierger dobaussen ass et wierklech egal, ob dee sech herno op d'Gemeng Mamer alogge geet oder op enger zentraler Plaz. An als eng zentral Plaz gesinn ech zum Beispill de Guichet.lu. Dat ass einfach eng Entitéit, déi iwwer Joren, Joerzéngten opgebaut ginn ass. Da muss do vill méi zesummegeschafft ginn.

Ech ginn awer elo net – a scho guer net hei op der Chamberstribün – méi an den Detail oder un d'Autonomie communale fréckelen, wie fir wie wat mécht. Ech hunn awer op alle Plaze gesot an ze erkenne ginn an ze verstoe ginn: De CTIE steet zur Verfügung! Et sinn och scho vill Gemengen, déi elo bei de CTIE kommen, aus diverse Grënn, fir vun deene Servicer ugebueden ze kréien, fir mat deenen zesummenzeschaffen. An do si mir ganz disponibel fir all méiglech Zesummenaarbechten – all méiglecher! –, fir ganz no zesummenzeschaffen, ganz no beieneenzeréckelen an de Support ze ginn, deen do gebraucht gëtt. Well ech fannen, an engem klenge Land, wéi mir et sinn, brauche mer net 20 informatesch Entitéiten à la rigueur, fir herno dat selwecht ze maachen. An de Bierger, dee versteet dat doten herno jo souwisou net. Deen hätt gär säi Certificat de résidence, säi Certificat de naissance, et j'en passe. An dorunner musse mer schaffen.

An dofir sinn ech frou, dass Dir och an déi dote Richtung Iwwerleeunge maacht op deenen do zwee Punkten. Dat ass genee dat, wat iergendeng Kéier muss an dësem Land alles geschéien.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Domadder géif ech deen dote Sujet digital Inklusioun, mengen ech, einfach ofschléissen a soen, dass et eis wichteg ass, dass mer dat aus ganz bewosste Grënn als véiert strateegesch Achs vun eisem Ministère gesat hunn, dass vill Efforte mussen dragesat ginn, dass mer an deem Plan d'inclusion national, vun deem mer haut geschwat hunn, nach weider Efforte musse maachen, am Echange mat der Société civile a mat jiddwerengem, dee sech do wëllt abréngen.

Well eis kann d'Digitalisatioun just reusséieren, wa mer dat mat alle Leit hei am Land maachen. Net nëmme mat deenen, déi Suen hunn, net nëmme mat deenen, déi konnektéiert sinn, mee och mat alleguerten deene Leit, déi e bësse méi schwaach sinn, also déi digital vulnerabel sinn, och mat deene musse mer d'Digitalisatioun zesumme maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem delegéierten Digitalisatiounsminister, dem Här Marc Hansen. Parole après ministre fir de Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt emol wollt ech dem Minister nach eng Kéier soen, datt ech net – an ech hoffen, en huet mech a menger Ried net esou verstan – gesot hunn, et géif näischt gemaach ginn. Déi éischte Kéier, wéi Der mech zitéiert hutt, huet et e bëssen esou geklongen. Ech hunn net gesot, et géif näischt gemaach ginn! Ech hu gesot, datt et net ëmmer duergeet. An natierlech, et kann een dee véiertbeschte sinn, mee „unter den Blinden ist der Einäugige König", seet een esou schéin op Däitsch. Wann all déi aner nach méi schlecht si wéi mir, heescht dat nach net, datt mir gutt sinn. Dat wollt ech, mengen ech, domadder soen. Mir kënnen nach däitlech besser sinn.

Wat d'Inklusioun grad mat de Sans-abrien ugeet, do hunn ech nach eng Kéier extra am Plang gekuckt. Ech hu wierklech nach eng Kéier nom Wuert „Sans-abri" gesicht. Ech hu probéiert, all méiglech Variatioun ze sichen. Ech hunn dat Wuert net fonnt.

Wann Der mer elo sot, Dir hätt mat der Stëmm vun der Strooss geschwat, da begréissen ech dat. Ech froe just, wou d'Retombée dovunner am Plang ass. Ech hu se net fonnt. Dir kënnt mer vläicht soen, wou se konkreet ass.

An da muss ech awer och nach e Feeler zouginn, deen ech virdru gemaach hunn. Ech hu virdru gesot, d'Allocation de naissance, d'Allocation prénatale a postnatale, dat wären aacht Stempelen. Ech hu mech geiert, et sinn 13 Stempelen. An dat bescht ass, deen drëtte Formulaire, dee kann een net emol als PDF eroflueden. Well wann ee bei der Zukunftskeess wëllt digital déi Demande maachen, do geet een dann hin, da seet een „Demande d'allocation postnatale", an da steet drënner, „Merci de remplir le formulaire ci-dessous". Da mengt een: O, exzellent! – „Vous recevrez le formulaire de l'allocation postnatale par voie postale à l'adresse indiquée." Bon, dat wollt ech just mat op de Wee ginn. Et gëtt och an deem Land, wat an deenen OECD-Rankingen esou gutt ofschneit, definitiv nach Demarchen, déi am Kader vun der Inclusion digitale numérique kéinte besser gemaach ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Also, Här Clement, ech wëll elo net hei alleguerten Är Feeler ervirsträichen, mee ech kéint direkt nach een nennen, well Dir hutt d'Beispill gi vun der Steiererklärung mam Assistent, dass een dat erausdréckt. Ech soen Iech et just, dat do ass ee klenge Volet vun der Geschicht: Déi Leit, déi allen zwee e LuxTrust-Certificat hunn, déi kënnen am neien Assistent dat digital maachen. Just fir Iech ze soen, dass dat fonctionéiert. Ech kennen net all Bréif vun der Administratioun, deen elo erausgaangen ass, duerfir sollte mer elo net ze vill an een eenzele Fall eragoen. Mee vun dem Prinzipp hier: LuxTrust-Certificat allen zwee, da kann dat am Assistent geschéien.

An da soen ech nach eng Kéier, an dofir hunn ech et jo gesot, heiansdo hunn ech hei d'Impressioun, an elo erëm, dass gesot gëtt: „Anerer sinn esou schlecht, dass mir besser sinn." Ma kommt, mir sinn emol einfach als Land eng Kéier houfreg op dat, wat mer kënnen an op dat, wat mer sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Wa mir an europäeschem Kontext op déi drëtt Plaz kommen an engem Benchmark, an do geet d'Digitalisatioun jo schonn iwwer Joerzéngten, an dat doten ass dat, wat herno erauskoum, ma da kommt, mir sinn och emol eng Kéier an der Chamber hei zefridden a mir soen elo mol eng Kéier: „Mir sinn déi Drëtt a mir sinn dat net, well mer immens schlecht sinn, well déi aner och esou schlecht sinn." Mee mir sinn einfach eng Kéier zefridden. Do si Leit, déi dorunner schaffen. An dat kéinte mer vläicht eng Kéier hei maachen amplaz ëmmer ze soen: „An dann ass nach ..."

Natierlech si mer do, an Dir sollt eis kontrolléieren. Duerfir ass dat heite jo och gutt. Mee eng drëtt Plaz op europäeschem Niveau kritt een net nëmmen, well all déi aner Dräibize sinn! Dat kritt een och, well ee gutt Leit bei sech schaffen huet an Efforte gemaach ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement freet nach eng Kéier d'Wuert a kritt et och.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, mee wann de Minister mer e Feeler ënnerstellt, da géif ech scho bieden, datt e mer dee richtege Feeler géif virhalen. Et ass nämlech definitiv esou, Dir hutt ganz clever elo grad gesot: „Fir déi Leit, déi den Assistent benotzen, geet et mat der duebeler Signature." Fir déi Leit, déi awer de PDF eroplueden – de PDF kann een op MyGuichet eroflueden, ausfëllen an eroplueden –, geet et net! Dat heescht, mir hunn hei eng Situatioun, wou et tatsächlech Leit gëtt, wou et net geet.

An iwwregens, ech wëll guer net iwwer Bréiwer vu Steierverwaltunge schwätzen, well dat muss een dann och luewen: Dee Beamte vun der Steierverwaltung, déi do betraff war, huet mäi Kolleeg nämlech ugeruff, fir en ze bieden, dat ze maachen, éier en e Bréif géif schécken. Dat huet da vläicht zwee Deeg an en Timber gespuert.

A mir hunn eeben eng aner Visioun, wéi d'Digitaliséierung an d'Inklusioun an der Digitaliséierung kéinten ausgesinn. Och dee quasi Monopol vu LuxTrust ass fir eis eppes, wat nach ëmmer net akzeptabel ass. Mir si frou, datt et elo GouvID gëtt. Mir bedaueren awer, datt et zum Beispill fir d'Betriber net méiglech ass, och op GouvID zréckzegräifen, fir zum Beispill digital Ënnerschréften un de Staat ze schécken. Och dat géif warscheinlech vill Demarchë vereinfachen. Dir schwätzt vill vu Facturation électronique, déi elo obligatoresch gouf. Do sinn eng ganz Rëtsch kleng Betriber, wou déi Leit, déi do schaffen, och elo Problemer mat der Inclusion numérique kréien.

Ech mengen, mir hunn nach vill ze maachen. Mir kënnen houfreg sinn, datt mer besser si wéi déi aner.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee mir sollten awer och net eis op deene Lorbeeren ausrouen, well wéi huet eng Kéier ee gesot „Lorbeeren, déi gehéieren op de Kapp an net dohinner, wou ee sech géif drop setzen!"

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Deen huet näischt méi zouzesetzen zu all deenen Diskussiounen, ...

(Brouhaha et hilarité)

... well dat féiert eis iergendwou hin an eng Diskussioun, déi kee Mënsch méi herno interesséiert.

(Brouhaha)

Ech mengen, den Tour vun de wichtege Sujeten, deen hu mer gemaach.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir mussen awer nach iwwert d'Motioun ofstëmmen, déi vum Här Guy Arendt deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wéilt och dem Här Arendt am Numm vun der ADR villmools Merci soe fir déi Initiativ. Et ass eng gutt Motioun. An ech soen him och extra Merci dofir, datt en eis d'Méiglechkeet ginn huet, se och matzedroen an ze ënnerschreiwen. Mir hu se och matzäit kritt de Moien. Dat ass bal virbildlech, géif ech mengen, well dacks ass et esou, datt mer eng Motioun kréien an der Sessioun selwer an datt mer eis dann net méi kënne concertéieren.

Mir hunn zwou Bemierkungen, wat déi Motioun ugeet. Déi éischt ass: „invite le Gouvernement à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique", do si mer d'accord, „notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations", do wäre mer frou, wa mer kéinten e Saz derbäisetzen, „en reprenant" oder „en respectant les principes de la protection des données". Ech mengen, de Partage vun den Donnéeën tëschent Verwaltungen ass am Prinzipp eng gutt Saach, mee dat muss awer u gewësse Konditioune gebonne bleiwen.

Op där anerer Säit hu mer awer och Diskussiounen hei gehat, wou mer gesinn hunn, datt den Dateschutz heiansdo ze wäit geet. Ech soen dat och a Presenz hei vum Här Minister. Dat kann en och gär mathuelen. Mir haten eng Diskussioun hei iwwert d'Jugendkriminalitéit, bei där mer gewuer gi sinn, datt d'Police judiciaire net kann déi Donnéeë kucke goen, wann eng Plainte gemaach gëtt op enger Polizeistatioun iergendwou, op engem Kommissariat, déi d'Police judiciaire direkt interesséieren. Dat kann d'Police judiciaire net kucke goen. Dat ass „à l'intérieur d'une seule et même administration" vun der Police. Do gëtt et Absurditéiten!

Also, heiansdo, mengen ech, iwwerdreiwe mer, an heiansdo, do, wou et néideg ass, musse mer awer op den Dateschutz oppassen. Also, do wäre mer frou, wa mer kéinten awer eng Bemierkung derbäischreiwen.

Déi zweet Bemierkung, déi mer wéilte maachen, dat ass, do steet: „à promouvoir une communication multilingue“, do si mer ganz d'accord, „sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique“. Do si mer komplett d'accord. Mir stëmmen dat dowéinst och mat. Mee et deet eis e bësse leed, Här President, vläicht wollten d'DP an hir Partner dat dann och nach dra schreiwen. Mee fir eis ass kloer, wa mer schreiwen „à promouvoir une communication multilingue“, dat wëlle mir och als ADR, awer fir eis misst eigentlech do stoen: „en privilégiant la langue luxembourgeoise“.

Voilà, villmools merci. Mir stëmmen dat hei mat a mir wäre frou, wann awer eisen zwou Bemierkunge kéint Rechnung gedroe ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech dem Här Gilles Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech kann elo wierklech ganz kuerz sinn, well ech dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, kann ënnerstëtzen an dass ee sollt derbäischreiwen: „dans le respect des réglementations relatives à la protection des données et des secrets professionnels“. Well nämlech beim Secret professionnel jo och dat vun de Steiere spillt. An ech mengen, opgrond vun der Informatisatioun vun den Donnéeën, déi d'Steierverwaltungen hunn, an den Transferten, déi gegeebenefalls bei d'Sécurité sociale gemaach ginn, do muss een och eng Kéier kucken, wat eriwwergeet a wat net eriwwergeet.

Eng Rei Kolleegen, déi Gemengemandater hunn, déi wëssen, zu wat fir enge Problemer dat aktuell féiert. Ech mengen, dat misst och eng Kéier spezifizéiert ginn, also eng Kéier d'Protection des données an zweetens och d'Reglementatioun, wat de Secret professionnel ass. Wann den Auteur, den Här Arendt, domadder d'accord wier – ech mengen, dat wier esou –, da géife mer dat gäre bäigesat gesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech nach der Madamm Oberweis d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, ech géif jo elo soen, se ass superfetatoire fir eis. Et steet vill dran, wat weider gemaach gëtt, weidergefouert gëtt an esou virun. Et ass awer ok, et ass näischt Schlechtes dran. Dat heescht, dann ënnerstëtze mir och Saachen, déi superfetatoire sinn, wa se gutt sinn. Mir ënnerstëtzen dat.

Par contre, dat Eenzegt, wat ech kéint bemängelen, ass, wéi ech virdru wierklech insistéiert hunn, dass déi analog Weeër méi eng Prioritéit kréien. Ech fannen, hei geet eigentlech relativ gutt doraus eraus, dass dat net esou eng staark Prioritéit ass. Dat ass eréischt de fënnefte Punkt, wann ech mech net ieren: „à maintenir des alternatives ‚analogues'“. Ech fannen dat relativ problematesch. Ech géif fannen, dat misst eigentlech wierklech vir stoen. Wa mer vun Inklusioun schwätzen, misst dat wierklech vir stoen, dass déi Weeër awer trotzdeem och nach ëmmer eng Prioritéit hunn, fir déi Leit mat eranzehuelen.

Mee, wéi gesot, mir ënnerstëtzen dat och esou a ginn dervunner aus, dass dat dann och esou ëmgesat gëtt. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn d'Motioun net mat ënnerschriwwen, mir wäerte se awer matdroen. Mir hu se net mat ënnerschriwwen, well zwou Saachen – jo, och zäitlech, mir krute se zwar haut de Moien –, zwou Ännerungen u sech, mer eis géife wënschen.

Et si kleng Ajoutten, ech soe se just eng Kéier. Am drëtten Invite gëtt geschwat vun: „et à renforcer sa collaboration avec la société civile“. Mir stellen eis vir, datt do u sech och de Secteur privé misst mat an d'Boot geholl ginn.

An dat Zweet ass, beim sechsten Invite, „à promouvoir une communication multilingue“, ech mengen, datt do och „et inclusive“ misst stoen. Well wa mer scho vun Inclusion numérique schwätzen, da sollte mer och vun enger inklusiver Sprooch schwätzen. Dat sinn zwou ganz kleng Ännerungen. Hätte mer de Moien net och nach aner Kommissiounssëtzunge gehat, déi bei klenge Sensibilitéiten awer heiansdo fir Aarbecht suergen, dann hätte mer déi och schrëftlech schonn un den Här Arendt erugedroen. Mee esou konnte mer se net mat ënnerschreiwen. Mir kënne se awer mat oder ouni eis Ännerunge matstëmmen, well et ass näischt dran, wat wéideet. Ech mengen, d'Ännerunge kéinte se nach e bësse besser maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un den Auteur zréckginn, den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Merci och de Kolleeginnen a Kolleege fir hir Commentairen. Vläicht just zu dem Nathalie Oberweis: Wou géift Der dann déi Alternatives „analogues“ wëllen hisetzen? Éischten, zweeten, drëtte Punkt?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Vläicht um éischten oder um zweete Punkt?

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Zweete Punkt, ok. Domadder, mengen ech, kéint een awer d'accord sinn, dass een deen als zweete Punkt géif eropsetzen. Dann: „promouvoir une communication multilingue“, do, Här Kartheiser, do géife mer einfach emol bei deem Text bleiwen, mengen ech.

(Hilarité)

Mee wou ech awer mat Iech d'accord sinn, ...

(Brouhaha)

... wou ech awer mat Iech kann ouni Problem liewen, an och mam Kolleeg Gilles Roth: „dans le respect du principe“ oder „des principes de la protection des données et des secrets professionnels“.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Ech mengen, dat kéint ee gäre bäiflécken. Dat ass keng Affaire. Ech mengen, fir de Rescht ... A jo, „promouvoir une communication multilingue et inclusive“, domadder kann ech och liewen.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Also, mat deenen Ëmännerunge géif ech dann d'Motioun zum Vott stellen.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Auteur. Kënne mer dann elo iwwert déi modifizéiert Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance de l'inclusion numérique pour la cohésion socio-économique de notre pays ;

– considérant les solutions déjà mises en place par le Gouvernement et les projets futurs visant à contrecarrer une fracture numérique ;

– considérant que l'accès à Internet relève des besoins primaires en vue de la participation à la société contemporaine ;

– saluant le mécanisme d'aide financière du « service universel abordable » introduit dans la législation luxembourgeoise par la loi du 17 septembre 2021 sur les réseaux et les services de communication électroniques ;

– considérant que ce mécanisme est sujet à déclenchement par l'Institut luxembourgeois de régulation ;

– considérant l'application du plan d'action national d'inclusion numérique visant à faciliter l'émergence d'une société numérique inclusive ;

– considérant la première organisation d'une journée nationale de l'inclusion numérique le 17 mai 2022 lors de laquelle une cérémonie de remise des prix « Inclusion numérique » s'est tenue ;

– soulignant le lancement du Digital Learning Hub à Belval proposant des formations professionnelles continues dans les domaines de la programmation, de la cybersécurité, du blockchain et du Design Thinking ;

– considérant les efforts menés autour de l'initiative « Zesumme Vereinfachen » avec la plateforme « zesummevereinfachen.lu » contribuant à l'image d'une administration publique efficace et orientée vers les citoyens et les entreprises ;

– saluant l'obtention de la 3e place dans l'eGovernment Benchmark de la Commission européenne,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique, notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations en respectant le principe de la protection des données et des secrets professionnels ;

– à maintenir des alternatives « analogues » pour les parties de la société qui en sont dépendantes ;

– à continuer de promouvoir l'égalité d'accès à Internet, la neutralité du réseau et les compétences digitales afin de contrecarrer la « précarité numérique » ;

– à maintenir et à renforcer sa collaboration avec la société civile proposant des formations pour les équipes des associations et autres acteurs actifs dans le domaine de l'inclusion numérique ;

– à poursuivre les efforts pour promouvoir une compréhension et un bon usage des nouveaux outils technologiques dans tous les secteurs ;

– à promouvoir une communication multilingue et inclusive sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique ;

– à promouvoir le développement de technologies accessibles ;

– à créer plus de visibilité pour les acteurs et initiatives existantes en lien avec l'inclusion numérique.

(s.) Guy Arendt, Diane Adehm, Gilles Baum, Yves Cruchten, Marc Hansen, Josée Lorsché, Lydia Mutsch.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 8. an 9. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.56 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère** p. 25
   M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Laurent Mosar)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre | Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 8 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/10/2022

8089 – Projet de loi relatif à la signature électronique des actes en matière administrative et portant modification de la loi du 25 juillet 2015 relative à l'archivage électronique

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 27/10/2022

8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 03/11/2022

8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03/11/2022

8093 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022

8094 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8092 – Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 07/11/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2510 – Demande de pétition publique : Offrir l'asile aux Russes contre la guerre

Dépôt : M. Sergei Kusheev, le 25/10/2022

2511 – Demande de pétition publique : Train à grande vitesse de Luxembourg à Bruxelles (en 2h)

Dépôt : M. Joao De Sa Ferreira, le 28/10/2022

2512 – Demande de pétition publique : Elteregeld amplaz vun institutionellen Ariichtungen

Dépôt : M. Luc Firmin Martiny, le 28/10/2022

2513 – Demande de pétition publique : Een obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours, fir kënnen den Fürerschäin ze maachen

Dépôt : M. Sebastian Pohl, le 28/10/2022

2514 – Demande de pétition publique : Mise en place d'actions préventives contre le harcèlement moral au sein des établissements scolaires et de sanctions disciplinaires plus sérieuses à l'égard des auteurs d'harcèlement

Dépôt : Mme Lidia Rahal, le 29/10/2022

2515 – Demande de pétition publique : Passer à l'heure d'été fin février 2023

Dépôt : Mme Mihaela Benea, le 29/10/2022

2516 – Demande de pétition publique : Contrôle technique vun de Gefierer all zwee Joer, wéi an deenen aneren EU-Länner och

Dépôt : M. Marc Detail, le 30/10/2022

2517 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de la maladie de la fibromyalgie

Dépôt : Mme Sabrina Reverberi, le 31/10/2022

2518 – Demande de pétition publique : Réduire le temps d'attente aux urgences hospitalières et augmenter leur efficience !

Dépôt : Mme Anne Goeres, le 01/11/2022

2519 – Demande de pétition publique : Abolition de la chasse type battue / Cette pétition a pour but de faire réagir face à ce type de chasse qui est une torture envers les animaux chassés

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 03/11/2022

2520 – Demande de pétition publique : Rennstrecke in Luxemburg

Dépôt : M. Sam Hardt, le 04/11/2022

2521 – Demande de pétition publique : Horaires plus flexibles de la Bibliothèque nationale de Luxembourg : des heures d'ouverture plus accommodantes pour des employés, fonctionnaires et étudiants

Dépôt : M. Carmine Ferraro, le 04/11/2022

2522 – Demande de pétition publique : Distribution du pain non vendu

Dépôt : Mme Margarita Krier, le 06/11/2022

2523 – Demande de pétition publique : Droit à sa propre information concernant sa santé

Dépôt : M. Henri Paul Klein, le 07/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren haut de Mätteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um internationale Plang huet d'Joer 2022 de 24. Februar ugefaangen: deen Dag, wou am fréie Moie russesch Panzeren iwwert d'ukrainesch Grenz gerullt sinn an déi éischt Missillen op

Kiew gefall sinn. Wat kee vun eis wollt wouerhunn, wat kee vun eis konnt gleewen, ass brutal agetraff: Europa sollt am 21. Joerhonnert trotz allen Efforte fir de Fridden awer nees Krich erliewen.

Natierlech gouf et an den 90er-Joren, wéi mer alleguerte wëssen, déi schrecklech Jugoslawiekricher. D'Nowéien an där Regioun spiere mer jo nach ëmmer haut. Et gouf och de Krich a Georgien an natierlech gouf et virum 24. Februar 2022 och de Februar 2014, wéi Russland ugesat huet, d'Krim ze annektéieren.

Mee mir sinn eis all am Kloren, dass de militäreschen Ugrëff, deen de 24. Februar declenchéiert gouf, a sengem Ausmooss, a senger Brutalitéit, a senge Konsequenzen alles iwwertraff huet, wat dëse Kontinent zënter dem Zweete Weltkrich kannt huet.

Eppes muss eis bewosst sinn: Hei ass et net nëmmen e Krich vu Russland géint d'Ukrain – et ass eng Konfrontatioun tëschent zwee politesche Systemer, tëschent zwou Weltvirstellungen. Et geet virun allem hei ëm Wäerter an et ass eis kollektiv Verantwortung, mengen ech, déi universell Wäerter vu Fräiheet, vun Onofhängegkeet, vu Gläichberechtegung a vu Mënschlechkeet héichzehalen.

Et hat ee gemengt, et kéint ni méi Krich an Europa ginn. Elo musse mer awer erëm alles drusetzen, ganz séier, datt dat déi leschte Kéier ass, wou d'Force vun dem internationale Recht ...

(Interruption)

... dem Onrecht vun der militärescher Force weeche muss.

Zanter Joren hat de President Putin konsequent all demokratesch Oppositioun a sengem Land ënnerdréckt a seng Muecht systematesch ausgebaut. Elo probéiert hien, seng Ideologie vum „Russki Mir" mat brachialer Gewalt duerchzesetzen – dee Modell, wou d'Leit de Bak ze halen hunn a wou de Regimm allmächteg ass.

Laang hu mer hei an eisem Deel vun Europa gegleeft, dass mer dem Putin säi Russland iergendwéi kéinten an eiser Wäertegemeinschaft an an eiser Sécherheetsarchitektur och abannen, oder et wéinstens esou un de Rescht vun Europa ubannen, dass ee friddlecht Zesummeliewen um europäesche Kontinent méiglech wier. Dat ass offensichtlech net de Fall.

De Putin wollt dëse Krich. D'Geschicht wäert beleeën, dass hien dëst scho virun engem Joer, also am Hierscht 2021 decidéiert hat. All Beméiunge bis an den Dezember d'lescht Joer eran – souwuel vun der Europäescher Unioun, vun der NATO, vum NATO-Russland-Rot, vun der OSCE –, fir dem Putin ze soen, dass de „Westen" – ënner Gänseféisercher – bereet wier, d'Vuë vu Russland a Saache Sécherheetsarchitektur ... hinnen nozelauschteren, de Russen, fir der Diplomatie eng Chance ze ginn an diplomatesch Léisungen ze fannen, waren alleguerten, wéi Der wësst, ëmsoss.

Allerdéngs weess een net, ob de Putin dës verbriecheresch Aktioun gemaach hätt, wann en deemools gewosst hätt – virum 24. Februar, also viru bal néng Méint –, wou e géif stoen, no néng Méint, politesch, wirtschaftlech a virun allem militäresch, no där Aktioun.

Russland tréppelt zanter elo méi wéi aacht Méint d'internationaalt Recht brutal mat Féiss. All déi Verbriechen, déi Russland begaangen huet an déi och vun der UNO verurteelt goufen, kënnen net ignoréiert ginn. An dësem Krich kann et dofir och keng Neutralitéit ginn. Russland net ze verurteelen, heescht Russland ze ënnerstëtzen, heescht ze akzeptéieren, dass dee Stäerkste Recht hätt.

Wann de Putin säi Krich géif gewannen, da wier dat net méi an net manner wéi d'Doudesurteel vun der internationaler Weltuerdnung, sou wéi mer se kennen, sou wéi mer se nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn.

De Krich an der Ukrain huet villes anescht gemaach. Et gëtt dacks vun engem Paradigmewiessel an der Geopolitik geschwat. De Krich, ënnert deem d'Leit an der Ukrain zanter bal néng Méint leiden, huet Konsequenzen op allen Niveauen: heiheem, an Europa, an der Welt.

D'Ukrain brauch all Hëllef, déi mer hir kënne ginn, fir sech ze verteidege géint déi mäerderesch Aggressioun vu Russland. Den Artikel 51 vun der Charta vun der UNO seet et kloer – an ech zitéiere se, wann Der wëllt, op Däitsch –: „Diese Charta beeinträchtigt im Falle eines bewaffneten Angriffs gegen ein Mitglied der Vereinten Nationen keineswegs das naturgegebene Recht zur individuellen oder kollektiven Selbstverteidigung, bis der Sicherheitsrat die zur Wahrung des Weltfriedens und der internationalen Sicherheit erforderlichen Maßnahmen getroffen hat. Maßnahmen, die ein Mitglied in Ausübung dieses Selbstverteidigungsrechts trifft, sind dem Sicherheitsrat sofort anzuzeigen; sie berühren in keiner Weise dessen auf dieser Charta beruhende Befugnis und Pflicht, jederzeit die Maßnahmen zu treffen, die er zur Wahrung oder Wiederherstellung des Weltfriedens und der internationalen Sicherheit für erforderlich hält."

Den Artikel 51 leet also de Fanger matzen op d'Wonn, déi de Krich an eis Weltuerdnung gerappt huet: Den UNO-Sécherheetsrot, an deem Russland eng Vetomuecht ass, wéi mer wëssen, ass fir de Moment total onfäeg, seng Roll fir de Weltfridden ze spillen. Dofir ass et un eis all ze handelen am Kader vum internationale Recht. Dat muss eis als engem méi klenge Land besonnesch um Häerz leien, well et jo fir déi méi kleng Länner liewenswichteg ass.

Lëtzebuerg huet direkt nom 24. Februar zesumme mat sengen europäeschen an internationale Partner séier an och defensiv reagéiert an ass zanterhier ferm engagéiert. Elo gëllt et, net verdrësslech ze ginn, net ze zweifelen, net midd ze ginn an eiser Ënnerstëtzung fir d'Ukrain. Wa mir si elo net resolutt géint d'Aggressioun stäipen, wuer géif de Putin oder och en anere Putin dann als nächst amarschéieren, Fragezeichen?

Mir hunn Decisioune geholl, heiheem an an der EU, déi virun e puer Méint nach ondenkbar gewiescht wieren. Och Lëtzebuerg huet, déi éischte Kéier a senger Geschicht iwwerhaapt, Waffen an e Krichsgebitt geliwwert. Lëtzebuerg huet bis elo Waffen a Material fir méi wéi 72 Milliounen Euro un d'Ukrain geliwwert. Dat entsprécht 16 % vun eisem Verdeedegungsbudget. Déi Waffen hëllefe mat, um Terrain en Ënnerscheed ze maachen.

Als Member vun der Europäescher Unioun leeschte mer och eise finanzielle Beitrag fir déi gemeinsam Efforten am Kader vun der europäescher Friddensfacilitéit, deen et, wéi Der wësst, bis elo erlaabt huet, sechsmol 500 Milliounen zur Verfügung ze stelle fir Waffeliwwerungen an natierlech och fir anert Material.

Et däerf een d'Equatioun, Här President, net opstellen, dass militäresch Hëllef fir d'Ukrain méi Krich bedeite géif an, ëmgedréint, dass keng militäresch Hëllef méi fir d'Ukrain de Fridde méi no bréngе géif. Dat ass e Feelschluss, deen am Fong dem Putin ee Blankoscheck ausstelle géif, fir d'Ukrain total ze zerstéieren. Jo, ouni militäresch Hëllef un d'Ukrain wier de Krich eriwwer, mam Resultat, dass et keng Ukrain méi géif ginn an Honnertdausenden ukrainesch Doudeger.

(Interruption)

Heiheem si séier nom 24. Februar déi éischt Leit, déi virum Krich hu misse fortlafen, ukomm. Och dës Kéier huet Lëtzebuerg Verantwortung iwwerholl an de Leit, déi aus der Ukrain geflücht sinn, direkte Schutz ugebueden.

Zanter Enn Februar vun dësem Joer hu mer ronn 4.500 Leit de Statut vun der temporärer Protektioun zougesprach: ronn 3.000 Erwuessenen a 1.500 Kanner. Am Ufank gülteg fir ee Joer, bis Mäerz 2023, ass de Statut elo ëm zousätzlech ee Joer verlängert ginn. Bis Mäerz 2024 kënnen also d'Mënschen, déi aus der Ukrain hu misse fortlafen, ënnert deem Statut an eisem Land wunnen, schaffen an hir Kanner an d'Schoul schécken – also e méiglechst normaalt Liewe féieren, souwäit dat méiglech ass, wann ee vum Krich aus sengem Heemechtsland verdriwwe gëtt.

Wann ee gesäit, wéi Russland säi brutale Krich géint d'Ukrain ëmmer weider eskaléiert, an elo, wéi mer gesinn, virun allem all Energieinfrastrukture viséiert, da kann et gutt sinn, dass nees méi Leit aus der Ukrain an d'Europäesch Unioun an op Lëtzebuerg och kommen. Dorop musse mer preparéiert sinn an dofir schaffe mer och weiderhin, fir relativ kuerzfristeg d'Zuel vun de Better nach emol eropzesetze bis den Ufank vum Joer 2023.

Dëst gëtt net nëmme gemaach fir d'Mënschen aus der Ukrain, mee och fir all déi Mënschen, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg ufroen. Och do gesi mer ee méi neien a méi groussen Afflux zënter dem Enn vum Summer 2022. Et kommen erëm vill méi Mënschen hei un. Ech verstoppen et net: Et ass eng grouss Erausfuerderung, där mer eis weiderhi mat all de concernéierten Acteuren a Partner stellen, fir de Leit beschtméiglech Konditiounen am Accueil ze bidden.

An deem Kontext wëll ech hei nach eng Kéier deene sëllegen Acteure Merci soen: als Éischt eise Matbierger, déi nach ëmmer – op fräiwëlleger Basis – ganz vill Leit bei sech ophuelen an opgeholl hunn; de Gemengen; de villen ONGen, virop der Croix-Rouge an der Caritas; de Ministèren all an den Administratiounen, mat deene mer enk zesummegeschafft hunn.

D'Mataarbechter vum Office national de l'accueil, dem ONA, hunn effektiv a Rekordzäit een neie parallellen Accueil am Hebergementssystem fir d'Leit, déi aus der Ukrain geflücht sinn, opgebaut. Den éischten Accueil – dat war e Guichet unique – ass jo organiséiert gi vun der Immigratioun. Dat war eng zentral Ulafstell, wou all d'Servicer – also d'Immigratiounsdirektioun, den ONA, d'Santé, d'Educatioun an d'Police – zesummebruecht gi sinn, fir d'Demanden esou séier wéi méiglech ze traitéieren. Déi staatlech Servicer hunn do gutt Aarbecht geleescht an eng grouss Reaktivitéit a Flexibilitéit gewisen, zesumme mat de Partner, déi d'Leit mam Statut vun der Protection temporaire an de Strukturen ze encadréieren.

Wéi een un der Gestioun vun der Ukrainkris gesäit, ass eng EU-koordinéiert Äntwert an der Migratiounspolitik an Europa méiglech. Mir hunn et a kierzter Zäit fäerdegbruecht, iwwer 6 Milliounen ukrainesch Flüchtlingen europawäit opzehuelen. Et war déi éischte Kéier, dass de Mechanismus vun der Protection temporaire vun der Europäescher Kommissioun aktivéiert ginn ass. A mir gesinn all Dag, wéi wäertvoll de Statut ass, well en erlaabt, onbürokratesch a séier a mënschlech ze handelen.

Zanter der Migratiounskris 2015/2016 huet d'Europäesch Unioun an deem Beräich, wéi mer wëssen, kee Bild vun Eenheet ofginn. Dës Kéier huet d'Europäesch Unioun glécklecherweis gewisen, datt, wann de politesche Wëllen do ass, och zesumme ka gehandelt ginn.

Dat heescht beileiwen net, dass ee kann een Ënnerscheed tëschent den ukraineschen an deenen anere Migrante maachen. Esou eng Distinctioun wier net akzeptabel! D'Europäesch Unioun muss eng Plaz bleiwen, déi verfollegte Leit Schutz bitt. Mir mussen iwwerall op der Welt astoe fir Solidaritéit mat deene Leit, déi hiert Heemechtsland musse verloosse fir ze iwwerliewen.

D'Flüchtlingsrecht ass zënter 1951 an der Genfer Konventioun verankert. Dorunner dierf net geréckelt ginn. Wann een awer verschidden EU-Länner am Zesummenhang mat net ukrainesche Flüchtlingen nolauschtert, géif ee mengen, si hätte vergiess, dass d'Recht op Asyl eng international Obligatioun ass an dass d'Ratifikatioun vun der Genfer Konventioun och eng vun de Konditioune fir e Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun war an och bleift.

De Krich an der Ukrain stellt effektiv och e Paradigmewiessel fir d'Europäesch Unioun duer – d'Enn vun enger Ära. 70 Joer nodeems hei zu Lëtzebuerg d'Europäesch Gemeinschaft fir Kuel a Stol hir Aarbecht opgeholl huet, ass e Land an eiser direkter Noperschaft Affer vun engem brutalen Iwwerfall ginn.

Dëst ass eng komplett nei Situatioun fir d'Europäesch Unioun. Déi russesch Aggressioun ass eng Attack op alles, fir dat d'Europäesch Unioun an der Welt steet: Fridden, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Multilateralismus, fir nëmmen déi ze nennen.

D'Europäesch Unioun als solch kann an dierf deem Konflikt also net gläichgülteg géigeniwwerstoen. Mir hunn hei déi moralesch Flicht, den Ukrainer zur Säit ze stoen an näischt onversicht ze loossen, fir dësem bluddege Krich en Enn ze setzen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dofir ass och séier reagéiert ginn: Zanter der Invasioun huet d'Europäesch Unioun hir Sanktiounen, déi schonn 2014 géint Russland am Kader vun der illegaler Annexioun vun der Krim geholl gi waren, a bis elo aacht, wéi Der wësst, successive Päck signifikativ verschäerft.

Mir hunn elo hei e Sanktiounsmechanismus opgebaut, deen et bis elo an dëser Form nach ni ginn ass, mam Zil, deenen, déi a Russland d'Soen hunn, d'Mëttel ze entzéien, fir dëse Krich weiderzeféieren! D'Objektiv vun de Sanktiounen ass, den Drock op Russland esou ze erhéijen, de Krich esou deier ze maachen, dass Russland d'Invasioun muss stoppen. Dat si mer den Ukrainer schëlleg. Dat si mer eis selwer schëlleg, fir kredibel ze bleiwen.

Dës Sanktioune sinn also kee Choix, mee et ass eng Noutwendegkeet. Mir kënne jo net einfach nokucken, wéi Russland un eise Grenzen d'Vëlkerrecht, d'Genfer Konventiounen an d'Mënscherechter mat Féiss trëppelt an esou schrecklech vill Misär uriicht. Déijéineg, déi dëst net gesinn oder déi op dem Putin seng verluere Propaganda erafalen, hunn net verstanen, dass et ëm vill méi geet wéi ëm ee Konflikt tëschen zwee Länner.

Mir dierfen houfreg sinn op déi Eenheet, déi d'Europäesch Unioun hei am grousse Ganzen no baussen dach demonstréiert huet. Mir dierfen houfreg sinn, dass mer an der Europäescher Unioun an dëser Kris zesummegeréckelt sinn, an net, wéi der vill gefaart haten a wéi de Putin gehofft hat, ausenanergedrift sinn. Et gouf ganz ënnerschiddlech Ausgangspositioune vun de verschiddene Memberstaaten. An et war net einfach, aacht Päck Sanktiounen unzehuelen a se och ëmzesetzen.

Mee mir bréngen et bis elo fäerdeg, hei dach gréisstendeels un engem Strang ze zéien. Eis Exportrestriktioune sollen dem russesche militäresch-industrielle Komplex d'Technologien an aner Mëttelen entzéien, déi hinnen erlaben, hir militäresch Fäegkeete weider ze entwéckelen.

D'Importrestriktioune maachen de Krich fir Russland vill méi deier. Déi, déi dee Konflikt finanziell oder materiell ënnerstëtzen oder dovunner profitéieren, ginn duerch déi finanziell Sanktioune fir hir Aktiounen zur Rechenschaft gezunn. Och déi perfid russesch Propagandamaschinerie ass duerch d'Medierestriktiounen, déi eis selbstverständlech a ganz Europa net liichtgefall sinn, awer zolidd ausgebremst ginn.

D'Europäesch Unioun huet hei bewisen, dass se a Rekordzäit decisiv a solidaresch handele kann, fir d'Sécherheet, fir d'Objektiver vun der Europäescher Unioun ze verteidegen.

Ech verstoppen net, dass besonnesch d'Haltung vum ungaresche Premier ganz oft net konstruktiv war an et och e puermol esou ausgesinn huet, wéi wann eis Unitéit a Schiebele géif goen. Bis elo hu mer awer zesummegeschafft, deelweis – mengen ech jiddefalls ze verstoen –, well kee sech getraut huet, als Eenzegen eis gemeinsam Politik opzehalen.

D'Unitéit heescht och, dass mir Konzessioune hu misse maachen, zum Beispill, wann een d'Hand hält iwwer verschidde Leit, déi onbedéngt missten ënner Sanktioune stoen. An ech denken do virun allem un de Patriarch Kyrill, deen dem Putin säi Krich glorifizéiert.

Elo huet de Premierminister vun Ungarn, wéi Der wësst, e Referendum ugekënnegt, an deem d'ungarescht Vollek gefrot gëtt, ob si d'accord wieren, dass d'Sanktioune schlecht fir Ungarn wieren. Dat ass e Meeschterstéck vu Populismus.

Fir den Impakt vun de Sanktiounen op Russland ze maximiséieren, koordinéiert d'Europäesch Unioun dëst enk mat hiren internationale Partner: mat den Amerikaner, de Kanadier, de Britten, de Japaner. Eng sëllege Länner hu sech jo bis elo deelweis oder komplett mat eise Sanktiounen alignéiert, a weiderer wäerten nokommen.

Mir wëssen, dass net all d'193 UNO-Memberstaaten dat maachen. Den Impakt vu Russland ass a ville Länner politesch, mee awer virun allem, wat d'Waffeliwwerungen ugeet, ganz grouss.

Wat d'Effikassitéit vun de Sanktiounen ugeet, sou sinn iwwer 17 Milliarden Euro bis ewell duerch d'Unioun agefruer ginn, dovunner iwwer 5,5 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg. Den interministerielle Kommitee fir de Suivi vun de restriktive Mesuren am Finanzberäich mécht hei eng exzellent Aarbecht, wat d'Ëmsetzung vun de Sanktiounen um nationale Plang ugeet. An zesumme mam Finanzministère, mam Wirtschaftsministère hu mer an der Handelskummer een Helpdesk opgesat, fir eis Entreprisen ze begleeden an och ze guidéieren an dësem neien Ëmfeld, an esou eng kohärent a komplett Ëmsetzung vun de Sanktioune sécherzestellen.

Deelweis huet do missen Neiland betruede ginn. A mir stinn natierlech och an enkem Kontakt mat der Kommissioun an och mat eise Partnerlänner, fir eng kohärent, eng robust Ënnerstëtzung an Ëmsetzung vun de Sanktiounen um nationale Plang sécherzestellen an och natierlech Contournementer ze verhënneren.

D'Sanktiounen hunn e konkreeten Impakt op de Kreml an op d'russesch Elitt, déi de Krich ënnerstëtzen oder guttheeschen. Trotz den héije Pëtrol- a Gasrevenuen, op déi Russland jo virun allem an de leschte Méint konnt zielen, erwaarden d'Weltbank an d'OCDE sech eng Rezessioun a Russland tëschent 4,5 a 5,5 % fir dëst Joer, tëschent 3,6 a 4,5 % fir 2023.

De russesche Finanzsecteur ass ausserdeem ganz zolidd getraff. Seng Capacitéit, d'Ekonomie an der Zukunft ze stäipen, ass däitlech zréckgaang. De federale Budget affichéiert zanter September en Defizit trotz den héijen Energierecetten.

Déi massiv Sanktioune wäerte weiderhin d'strukturell Stabilitéit vun der russescher Wirtschaft beaflossen. Honnerten auslännesch Firmen – iwwer 1.200 elo, huet eis Ambassade mer de Mueren nach gesot – zéie sech progressiv aus deem Land zréck oder si schonn eraus.

Domadder geet ganz vill Knowhow verluer an dat féiert zu engem grousse Produktivitéitsverloscht. Russland ka seng EU-Importer nëmme begrenzt duerch eege Produktioun oder Importer aus Drëttstaaten ersetzen, wat déi russesch Industrie massiv schwächt. Vill jonk a qualifizéiert Leit verloossen d'Land. Dat mënschlecht Kapital ass ganz schwéier ze ersetzen. Den Embargo op Pëtrol a Pëtrolsprodukter, deen am Dezember elo dëst Joer respektiv am Februar d'nächst Joer a Kraaft trëtt, wäert den Handlungsspillraum weider aschränken. Et wäert elo also nach méi schwéier ginn, de Krichseffort a Russland oprechtzeerhalen – dat, wat mer jo och wëllen.

Et geet hei net drëms, déi russesch Bevëlkerung ze strofen, mee déi, déi fir de Krich responsabel sinn, an hinnen hir Mëttele laangfristeg dann ewechzehuelen.

Lëtzebuerg war vun Ufank u bei deenen, déi sech derfir agesat hunn, iwwerluecht an och beduecht ze handelen. Mir hunn eis derfir agesat, dass mer déi Sanktiounen, déi mer huelen, och op Dauer kënnen oprechterhalen an dass se, wéi zum Beispill virun allem d'Persounesanktiounen, virun der Cour de justice vun der Europäescher Unioun standhalen.

Wa keen Alenke vu Russland kënnt, sinn awer weider Sanktiounen onëmgänglech. Wichteg wäert hei sinn, déi dach grouss Eenheet, déi mer bis ewell an der Europäescher Unioun haten, ech hunn et gesot, oprechtzeerhalen. Dat ass eigentlech eis richteg Stäerkt an déi däerfe mer net liichtfankeg op d'Spill setzen.

Lëtzebuerg huet sech och derfir agesat, d'Konsequenze fir onbedeelegt Drëttlänner esou kleng wéi méiglech ze halen. Der Europäescher Unioun hir restriktiv Moossname viséiere keng landwirtschaftlech Produkter an enthalen explizitt Ausnamen, besonnesch am Bezuch op den Transport vun esou Produkter. Et ass also falsch ze behaapten, dass d'Sanktiounen d'Liewensmëttelkris verursaacht hätten! Aleng dem Putin säi Krich ass Schold dorunner!

Esou, wéi et ausgesäit, wäerten d'Sanktiounen, déi mer geholl hunn, fir eng Zäit musse bestoe bleiwen. Et ass och schwéier, sech den Ablack virzestellen, dass mer nom Enn vum Konflikt bei all deene roude Linnen, déi iwwerschratt goufen, erëm einfach kéinten do weiderfueren an eise Relatioune mat Russland, wou mer opgehalen haten.

Hei dierf ee sech keng Illusioune maachen. Souguer wann de Putin a säi Regimm eng Kéier net méi do sinn, bleift Russland dat gréisste Land vun der Welt, um Globus, ee Land, mat deem mir de Kontinent deelen, wéi Der wësst.

Mir hunn eis an der Europäescher Unioun dergéint ausgeschwat, an dëst mat enger Majoritéit vu Memberstaaten, dass keng Visae méi u russesch Leit ausgestallt sollte ginn. Mir maachen dat weiderhi ganz geziilt un éischter Stell fir Familljen, déi a Russland an zu Lëtzebuerg liewen, fir déi kënnen zesummenzebréngen. Et gëtt och all Demande vu russesche Bierger, déi zu Lëtzebuerg Asyl froen, an eiser Prozedur zougelooss.

Mir sinn hei mat déifgräifende Verännerungen am Zesummeliewen op eisem Kontinent konfrontéiert. Et ass déi gréissten Ëmwälzung an Europa zënter 1989. An déi mëttel- a laangfristeg Konsequenze sinn nach net ofzeschätzen. Wéi esou dacks droen esou Entwécklungen derzou bäi, d'Tendenzen, déi et jo scho gouf, ze acceleréieren.

An dësem Fall wäerten déi tragesch Evenementer an der Ukrain derzou bäidroen, eis Ofhängegkeete vu Russland ofzebauen. Mir mussen an den nächste Méint alleguerte weider un engem Strack zéien, aus Solidaritéit mat der Ukrain, aus Solidaritéit mat deenen, déi un der Front fir hir Fräiheet an och fir eis gemeinsam Wäerter kämpfen.

Deejéinegen, déi mengen, dass et eng Alternativ zu de Sanktioune gëtt, wëll ech vläicht dat hei soen: Mat engem Land, dat sech esou zynesch a brutal géint dat internationaalt Recht, géint Mënscherechter went, mécht ee keng Geschäfter!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat wier géint eis Wäerter a géint alles, woufir mir als Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun stinn!

Mir sinn hei solidaresch a bereet, de Präis ze bezuelen, fir dass dëse grujelege Krich an dat uergt Leide vun der Bevëlkerung an der Ukrain e séiert Enn kritt. Et geet hei ëm esou vill méi wéi ëm eise Portmonni. Lëtzebuerg steet op der richteger Säit vun der Geschicht als verlässlechen, als glafwierdegen, als seriöe Partner an der internationaler Staategemeinschaft, dee bereet ass, seng Verantwortung ze iwwerhuelen, och a schwieregen Zäiten!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat ass, woufir eis Diplomatie steet, woufir och eis Regierung steet, an ech gesi wierklech, Här President, keng fundamental Differenze mat enger ganz grousser Majoritéit hei an der Chamber doran.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | D'Regierung hëlt hir Verantwortung, fir de Leit hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Äerm ze gräifen, fir mat der Inflatioun, der Deierecht, Energiepräisser an anere Konsequenze vum Krich eens ze ginn. Den aktuelle Konflikt huet och den europäeschen Energiemaart, wéi mer alleguerte wëssen, iwwert de Koup gehäit.

Russland, esou wéi virdrun och d'Sowjetunioun, ware jo eigentlech bis viru Kuerzem ...

(Interruption)

... en zouverlässegen Energieliwwerant, onofhängeg vun de Spannungen an den Differenzen, déi et iwwert déi verschidde Joerzéngte gouf. Dat louch och op der Hand, et brauch een nëmmen d'Geografie vun Europa a vu Russland oder der Sowjetunioun ze kucken.

Mee och an dësem Beräich si mer elo an engem Paradigmewiessel. Och an dësem Beräich ass d'Kris een Accelerateur, géif ech mengen, fir Changementer. Et gëllt elo, esou séier wéi méiglech onofhängeg vu russesche fossille Brennstoffer ze ginn. Eng Reduktioun vun eisem Energieverbrauch ass jo natierlech, wéi an alle Länner, déi éischt an déi bescht Léisung am Fall vun Energieenkpäss.

Kuerzfristeg kënne mer eis Gewunnechten upassen, wat d'Mobilitéit an och d'Hëtzen ugeet, doheem, op der Aarbecht. Mee laangfristeg musse mer massiv an d'thermesch Renovatioun vun de Gebaier investéieren, esou wéi och a méi effizient industriell Prozesser, déi net ofhängeg vu fossillen Energië sinn.

Lëtzebuerg huet sech fir déi europäesch Mesuren agesat, déi den Energieverbrauch reduzéiere wäerten. De „Save Gas for a Safe Winter" ass e Schlësselelement, fir déi aktuell Situatioun beschtméiglech ze léisen.

D'Kommissioun huet an deem Kader Mesuren a Recommandatioune proposéiert, fir ze versichen, eise Gasverbrauch koordinéiert, wéi Der wësst, ëm 15 % ze reduzéieren.

Lëtzebuerg setzt sech och op europäeschem Niveau fir en acceleréierten Deploiement vun erneierbaren Energien an, en ligne mat der Propos vun der Europäescher Kommissioun am Plang „REPowerEU".

Wa mer gesinn, dass elo de Gaspräis sech schéngt ze stabiliséiere respektiv esouguer fält, op alle Fall um Gasmaart, da weist dat, dass sech Beweegung am gudde Sënn ofzeechent. D'Europäesch Unioun wäert kollektiv Gas akafen an duerfir dann och e méi grousse Afloss op de Präis hunn. Alternativ Fournisseure goufe fonnt, LNG-Capacitéite ginn ausgebaut, d'Mechanisme vum Energie- a vum Stroummaart ginn op de Leescht geholl. D'Energiekris ass bei Wäitem nach net iwwerstanen, de Wanter steet virun der Dier, wéi mer wëssen, dee Wanter duerno awer och an och nach dee Wanter drop.

Mee Europa huet et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht, decidéiert ze handelen a Léisungen ze presentéieren. Et ass net ëmmer einfach. D'Resultat ass, wat zielt. Eng Rei Froe stinn nach op, wéi zum Beispill dee berüümte Gaspräisdeckel. Dat ass net einfach, hei ze tranchéieren, well deen internationale Maart seng eege Gesetzer huet. Flexibilitéit a Wäitsiicht schénge mer hei ubruecht.

Mee an e puer Joer kucke mer zréck a mir wäerte gesinn, dass d'Energietransitioun an Europa am Joer 2022 eigentlech esou richteg an d'Gäng komm ass.

Am Zesummenhang mat der Energiesécherheet wëll ech ënnersträichen, dass eng séier Adoptioun vu „Fit for 55", deem Pak, mat deem d'EU hir Klimaobjektiver wëllt ëmsetzen, eng vun den éischten Äntwerten op d'Klimakris an déi aktuell Energiekris ass.

Mir wëlle rapid en Accord fir dee Pak erreechen, fir dass en esou séier wéi méiglech den Impakt op eis Klimaziler fir 2030 kann hunn. Eng wichteg Zwëschenetapp ass de 27. Oktober geholl gi mam Accord iwwert d'Enn vun de Verbrennungsmotoren am Joer 2035. An ech wëll hei awer ënnersträichen, dass mer d'Qualitéit vum Pak net sacrifiéiere wäerten, fir just d'Verhandlung séier ofzeschléissen. Dëse Pak muss eng Äntwert op d'Klimaambitioun vun der Europäescher Unioun sinn an eng Ëmweltintegritéit garantéieren, déi irreprochabel ass.

An deem Sënn wäerte mer eis och asetze fir e staarkt Signal op der COP27, déi jo virgëschter zu Sharm El Sheikh ugefaangen huet. An en anere wichtege Rendez-vous hu mer direkt schonn am A: Dat ass de Rendez-vous vun der „Biodiversitéits-COP" am Dezember zu Montreal.

An deem Kontext – a spezifesch, wat de Kampf géint d'Deforestatioun ugeet –, hoffe mir, dass d'Wal vum President Lula a Brasilie virun e puer Deeg et erlabe wäert, besser op deene grousse Klimadossiere weiderzekommen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dem Lula seng Wal, och wa se ganz knapp war, méi knapp wéi erwaart, ass jo eng gutt Nouvelle fir de Rescht vun der Welt, well op där Welt gëtt et elo zumindest een Autokrat manner. An et ass och eng gutt Nouvelle fir den Amazonas a fir eise gemeinsamen Effort géint de Klimawandel.

An eisen Aen ass d'Atomenergie eng schlecht Léisung: ze geféierlech, ze deier, ze lues, virun allem net nohalteg an hirer Ëmsetzung, an eppes, woumat mer, dat ass fir mech mat dat Wichtegst, déi kommend Generatioune mam ongeléiste Problem vum Atomoffall ganz, ganz schwéier géife belaaschten!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Duerfir ënnerstëtze mir d'Klo vun Éisträich um Europäesche Geriichtshaff géint den delegéierten Akt vun der soi-disant „grénger Taxonomie".

Spéitstens zanter der Covidpandemie ass och d'Wichtegkeet vun eisem Europäesche Bannemaart, deen dëst Joer säin 30. Gebuertsdag feiert, erëm méi an den Zentrum vun der Opmierksamkeet geréckelt. Opgrond vun eise véier Grondfräiheeten ass de Bannemaart ouni Zweifel eng vun de fundamentaalste Viraussetzunge fir eis europäesch Eenheet zënter 1992 an e Garant vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg bannent Europa an dobaussen an der Welt.

Ech mengen, et kann ee soen, dass d'Wirtschaft an d'Politik dës Ausso gläichermoossen deelen. Mee déi ganz Wourecht ass, dass d'Potenzial vum Bannemaart nach ëmmer net ganz genotzt gëtt an eng weider Verdéiwung dréngend néideg ass.

D'Integritéit vun eisem gemeinsame Maart, deen an der Pandemie schwéier ënner Drock komm ass, an déi aktuell Stéierungen an de Wäertschëpfungsketten ënnersträichen d'Noutwendegkeet vun engem méi déiwen an integréierte Bannemaart ëmsou méi. Wa mer vu Resilienz vun eiser Wirtschaft schwätzen, da musse mer mam Bannemaart ufänken.

Déi speziell Situatioun vun eisem Land – geografesch, sozial, wirtschaftlech – mécht Lëtzebuerg traditionell zu engem vun de gréisste Verfechter vun engem richteg integréierte Bannemaart an Europa.

D'Entrepreneuren zu Lëtzebuerg an och an der Grossregioun si sech dem Potenzial vun de Grenzregioune bewosst a wëssen, wéi wichteg e Bannemaart ass, dee funktionéiert, fir de grenziwwerschreidenden Handel an och fir den Aarbechtsmaart. Besonnesch fir kleng a fir mëttelgrouss Betriber ass et een enormen Effort, mat 27 dacks ënnerschiddlechen nationale Gesetzer konform ze ginn. Lëtzebuerg setzt sech zënter Jore fir eng maximal Harmoniséierung a gläichzäiteg och eng Unerkennung an. Duerfir wëlle mir Effizienz a manner zousätzlech Käschten duerch manner national Derogatiounen, déi den Zougang zum Maart fir Liwweranten aschränken.

Am Kader vun eiser Benelux-Presidence dëst Joer setze mer eis och fir eng weider Ofsenkung vun den territoriale Limitatiounen, déi et nach ëmmer gëtt, vun der Offer am Bannemaart an. Mir wieren eis och zesumme mat anere Memberstaate géint déi ëmmer méi heefeg Versich, nei Hürden opzebauen. Bannent der Europäescher Unioun war Lëtzebuerg dat Land mat deem héchsten Undeel vun den Intra-EU-Exporter am Joer 2020: 80 % vum Lëtzebuerger Wuerenexport si bannent der Europäescher Unioun bliwwen.

Fir dass Europa op der internationaler Bün handele kann, brauche mer en oppenen, en nohaltege Wirtschaftsmodell, dee virun allem op engem staarken Netz vun internationalen Handelspartnerschafte baséiert an duerfir och op engem staarke Bannemaart. Nëmmen esou kënne mer d'Resilienz vun eiser europäescher Wirtschaft stäerken an eis Ofhängegkeet vu strateegesch wichtege Produkter reduzéieren.

Grad d'Coronakris huet bewisen, wéi vill mer als Unioun op eis selwer ugewise sinn, op e Bannemaart, dee funktionéiert, an op oppe Grenzen. Och eis grenziwwerschreidend Kooperatioun ass däitlech gestäerkt aus der Kris erauskomm a wäert och dës Kris meeschteren duerch Kooperatioun, Solidaritéit an dann och mam Wuelsi vun de Bierger am Mëttelpunkt.

Mir sinn den Ament op internationalem Plang mat enger Rei vun Entwécklunge konfrontéiert, déi de fundamentale lëtzebuergeschen Interessen zuwidderlafen. Do musse mer géigesteieren. D'Kris vum Multilateralismus, déi geopolitesch Spannungen, d'Versuchung vu wirtschaftlechen Ofkoppelunge bréngen de reegelbaséierten Handelssystem zanter e puer Joer a Gefor. D'Covid-19-Pandemie an hiren Impakt op d'Wäertschëpfungs- an d'Liwwerketten an natierlech de Krich an der Ukrain hunn dat just nach vill méi schlëmm gemaach.

Den Impakt, deen déi russesch Aggressioun op d'Liewensmëttelexporter aus der Ukrain huet, an d'Debatten iwwert d'europäesch Energieautonomie illustréiere perfekt d'Konsequenzen, déi Kricher op en internationalen Handelssystem hunn, deen d'Entwécklung vum internationalen Handel als Basis fir de Wuelstand vun den Natioune virgesinn huet. An deem Sënn si mer als Europäer ouni Zweifel e bëssen naiv gewiescht, well mer dru gegleeft hunn, dass och eis Partner rational géifen denken an handelen, zum Wuel vun hire Bierger an hiren Entreprisen.

Dat internationaalt Klima ass allgemeng an de leschte Jore vill méi rau ginn. Deem huet d'Europäesch Unioun sech missen upassen a reagéieren, fir eis Wirtschaft an eis Entreprisë besser schützen ze kënne virun den Acteuren, déi heiansdo net nëmmen no renge Wirtschaftsinteressen handelen. Am Kader vun hirer neier Handelspolitik wäert d'Europäesch Unioun also an Zukunft hir Interesse méi selbstbewosst virundreiwen.

Duerfir ass an der Europäescher Unioun e Kader geschafe gi fir d'Iwwerpréiwung vun auslänneschen Direktinvestissementer fir sécherzestellen, dass dës net d'Sécherheet an déi ëffentlech Uerdnung a Gefor bréngen. Aus deem selwechte Grond gëtt och en neit Rechtsinstrument geschaf, fir Zwangsmoossname vun Drëttstaaten ofzewenden an ze konteren.

Wat eisen nationale Projet de loi fir d'Iwwerpréiwung vun auslänneschen Direktinvestitissementer ugeet, sou gëtt den Ament nach de Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen. Den iwwerschaften Text wäert der Chamber deemnächst virgeluecht ginn an ech sinn iwwerzeegt, dass mer dann och kënnen an den nächste Wochen a Méint hei an der Chamber concluéieren.

Dës Initiative wäerten et méiglech maachen, eis Betriber an eis Wirtschaft besser ze schütze géint déi, déi den Handel als Waff géint eis Sécherheet wëlle benotzen oder eis hir Positioun wëllen opzwéngen.

Mir ënnerstëtzen net nëmmen dës Instrumenter, mee och d'Initiative vun der Europäescher Kommissioun, fir eng méi gerecht Behandlung vun den europäesche Firme vis-à-vis vun auslänneschen Entreprisen ze garantéieren, wann déi Entreprisë sech net un déi selwecht Spillreegelen halen, virun allem, wa se an eisem Bannemaart operéieren.

Mir ënnerstëtzen dës nei Approche, déi d'Transparenz an d'Diversifizéierung vun eise Liwwerketten assuréiert, andeems eis strateegesch Ofhängegkeeten och identifizéiert an och reduzéiert ginn. Dat setzt allerdéngs och viraus, dass mer gläichzäiteg eis international Handelspartnerschafte stäerken a weider ausbauen, virun allem mat deenen, déi wéi mir un dem reegelbaséierten internationalen Handelssystem festhalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nëmmen esou kënne mir eis wirtschaftlech Entwécklung weider garantéieren an d'Ëmsetzung vun der duebeler grénger an digitaler Transitioun weiderbréngen, fir déi mir jo wichteg Rohstoffer brauchen.

Lëtzebuerg setzt sech deemno derfir an, op EU-Niveau d'Versuergungssécherheet ze stäerken an eng technologesch Féierungsroll auszebauen, esou wéi dat zum Beispill mam europäeschen Chipgesetz ugeduecht ass. An dëser konstruktiver Demarche stäipe mir eis op déi staark Fundamenter, déi mir schonn an der Europäescher Unioun hunn, fir technologesch Exzellenz weider auszebauen an eis laangfristeg Widderstandsfäegkeet a sensibele Beräicher ze garantéieren. Et geet also drëm, en delikat Gläichgewiicht an dëser verännerter Welt ze fannen.

An der aktueller ugespaanter geopolitescher Lag brauche mir net nëmme sécher Liwwerketten, mee mir mussen och garantéieren, dass d'Produkter, déi um Bannemaart ugebuede ginn, nohalteg hiergestallt ginn. Si mussen net nëmmen eise Reegelen an Normen entspriechen, mee och mat eise Wäerter am Aklang stoen.

Duerfir huet Lëtzebuerg sech op dem EU-Niveau fir eng Stäerkung vun de Mënscherechter am Beräich vum internationalen Handel agesat. Et ass net zulescht wéinst eisem Engagement, dass mer elo endlech e Projet vun enger Direktiv iwwert d'Nohaltegkeetsflichte fir d'Entreprisen um Dësch leien hunn.

Negociatiounen zu dëser Direktivpropositioun lafen elo op Héichtouren zu Bréissel. Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un dësem Prozess a mir hu gemeinsam Positioune festgeluecht tëschent Ministèren, déi concernéiert sinn. An et ass mer wichteg, dass Lëtzebuerg hei net d'Geleeënheet verpasst, ambitiéis Ziler op dem EU-Niveau festzeleeën.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | D'Haaptlinne vun eiser Positioun sinn déi hei:

Éischtens: Mir engagéieren eis fir e Projet, dee sech esou wäit wéi méiglech op déi international Normen a Standarden alignéiert.

Zweetens: E Projet, deen en effektiven Accès zur Justiz garantéiert, beispillsweis duerch e Renversement vun der Beweislaascht zugonschte vun de méiglechen Affer. Mir wëllen also eng staark Protektioun vun den Affer!

Drëttens, Lëtzebuerg ass fir eng Kontroll en amont et en aval, also vun der ganzer Chaîne de valeur, mat engem Fokus do, wou d'Risiken am gréisste sinn.

Véiertens: De Spezifizitéite vum Finanzsecteur muss korrekt Rechnung gedroe ginn an der Direktiv. An deem Sënn froen eng Rei Länner, dass d'Fongen aus der Direktiv sollen ausgeschloss ginn. Mir ënnerstëtzen dës Positioun.

Fënneftens: Mir ënnerstëtze souwuel eng administrativ wéi och eng zivillrechtlech Responsabilitéit vun den Entreprisen.

Sechstens: Lëtzebuerg ass fir d'Designatioun vun nationalen – ech soen: nationalen! – Kontrollautoritéiten an d'Schafung vun engem europäeschen dezentraliséierte Koordinatiounsreseau.

A siwentens: Wat d'Zuel vun den Entreprisë betrëfft, déi vun der Direktiv viséiert sinn, ënnerstëtze mir d'Seuile vun der Kommissioun a mir sinn oppen an der Diskussioun.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An där selwechter Logik ënnerstëtze mir och d'Propositioun fir e Reglement, dat Produkter, déi duerch Zwangsaarbecht hiergestallt goufen, um europäesche Bannemaart verbidde wäert.

Heimadder wëlle mir och derzou bäidroen, eis Standarden dobaussen an der Welt ze promouvéieren an eis international Handelsbezéiungen op där Basis weider ze stäerken an auszebauen.

Mir sollten eis näischt virmaachen: Dës Initiative wäerten zwar den internationalen Handel besser encadréieren, mee et soll ee sech net erwaarden, dass Länner, déi eis Wäerter net deelen, hiert Verhalen iwwer Nuecht änneren.

Ech hoffen awer, dass d'Normen, zu deenen eis Betriber verflicht wäerte sinn an hire Relatioune mat auslännesche Länner – fir zréck op d'Suergfaltflicht ze kommen – sech verbreede wäerten, andeems se der Welt weisen, dass en aneren Handel och méiglech ass.

Wa mir eng Virbildfunktioun wëllen anhuelen, da musse mer eis och als Europäesch Unioun selwer déi fundamental Prinzippien a Rechter vun enger Demokratie ..., musse mer eis an de Spigel kucken. De Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet a vun eisen demokratesche Wäerter garantéiert d'Sécherheet an e friddlecht Zesummeliewen.

D'Europäesch Unioun ass e grousse Friddensprojet, an dat ass hir zentral Missioun. Wien d'Justiz, wien d'Press, wien d'Zivillgesellschaft un d'Kette leet, deen ass wäit ewech vun den europäesche Wäerter an dee seet un de Grondwäerter vun eiser gemeinsamer Unioun!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dëst geet eis alleguerten un a mir kënnen net einfach ewechkucken. Grad elo geet et drëms, keen Zweifel opkommen ze loossen, firwat mir an Europa stinn. Dat ass genee de Géigendeel vun deem, fir wat d'Russland vum Putin steet. Dat muss jidderee kloer gesinn an et dierf hei keng Ambiguitéite ginn, ...

(Interruption)

... néierens uechter Europa.

An deem Sënn goufe jo och, wéi Der wësst, an de leschte Joren Instrumenter ausgeschafft, fir fir de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet ze suergen. Mat der sougenannter „Artikel-7-Prozedur" – dat heescht, eng Prozedur, duerch déi e Land säi Stëmmrecht am Conseil des ministres kann ewechgeholl kréien – hoffe mer, dass Polen an Ungarn erëm op de richtege Wee zréckfannen, och wann een do vill, ganz vill Gedold muss hunn.

De Konditionalitéitsmechanismus vum Dezember 2020, fir den EU-Budget ze schützen, ass elo eng éischte Kéier an den Asaz komm am Fall vun Ungarn. Konkreet heescht dat, dass Ungarn riskéiert, den europäesche Finanzkrunn zougedréit ze kréien, wann et net d'Kéier kritt a Saache Rechtsstaatlechkeet.

Et kann net sinn, dass Suen a Memberstaate fléissen, déi d'Wäerter vun der Europäescher Unioun ignoréieren!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Hei huet Lëtzebuerg zesumme mat senge Benelux-Partner derfir plädéiert, dass d'Kommissioun konkreet Analysen zu den ugekënnegte Mesurë vun Ungarn maache wäert, fir dass mer gesinn,

wat Ungarn wierklech bereet ass ze maachen. Dat ass néideg, fir dat Vertrauen, wat an de leschte Jore verluer gaangen ass, erëm hierzestellen.

De Krich an der Ukrain huet och eng nei Dynamik an den EU-Erweiderungsprozess bruecht. Den 23. Juni 2022 kruten d'Ukrain an d'Republik Moldawien den EU-Kandidatestatus mat der Erwaardung, dass och eng Rei Reformprozesser natierlech séier mussen ëmgesat ginn. Georgien krut eng Perspektiv op den EU-Kandidatestatus, wann eng Rei Konditiounen erfëllt sinn.

Dëst sinn historesch Decisiounen, historesch Decisiounen! Heimadder sinn eng Kéier d'Weiche gestallt gi fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun a mir dierfen d'Bedeitung heivunner net ënnerschätzen.

Der Ukrain eng europäesch Perspektiv ze ginn, war jo e wichtegt an e richtegt Signal un d'ukrainesch Bevëlkerung, e Signal, dat a senger Symbolik net ze ënnerschätzen ass. Natierlech si mer eis bewosst, dass d'Ukrainer den Ament aner Suergen a Prioritéiten hunn an net vun haut op muer kënnen déi déifgräifend Reformen op de Wee bréngen, déi verlaangt sinn am Kader vum Adhesiounsprozess.

Mee trotz de schwieregen Ëmstänn schaffen d'ukrainesch Autoritéiten un der Ëmsetzung vun de Reformen a si kënnen derbäi op déi néideg Ënnerstëtzung och vu Lëtzebuerg zielen.

D'Krittären, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, si jo zanter Laangem bekannt a si fir all Kandidaten och déi nämmlecht. Et ass en transparente Prozess, deem seng Vitess vun de Regierungen an de Kandidatelänner gesteiert gëtt. Wat d'Reformen éischter ëmgesat sinn, wat een enger Memberschaft éischter méi no ka kommen. An deem Sënn war Nordmazedonien, muss ech hei soen, leider eng Ausnam. Obwuel all déi néideg Reformen ëmgesat waren, si si wéinst engem bilaterale Problem dru gehënnert ginn, fir Verhandlungen iwwer hiren EU-Bäitrëtt unzefänken. Dëst schuet der Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun an däerf net méi virkommen!

Lëtzebuerg huet sech duerfir agesat, dass d'Verhandlunge mat Nordmazedonien an Albanien lancéiert konnte ginn, a mir begréissen, dass endlech och déi éischt Regierungskonferenzen den 19. Juli 2022 zu Bréissel konnte stattfannen.

Lëtzebuerg wäert weiderhi säin Deel derzou bäidroen, fir d'EU-Wäerter a -Prinzippien am westleche Balkan ze verankeren. Mir ënnerstëtzen heifir d'Zivillgesellschaft an deene Länner. Mir wäerten och weiderhi virun allem déi jonk Leit, déi mat hire Länner an d'Europäesch Unioun wëllen, motivéieren. Esou hu mer och 2022 de Länner am westleche Balkan eis technesch Ënnerstëtzung a Form vu Formatioun an Expertis ugebueden, esou wéi d'Stipendie fir Studien am EU-Recht, zum Beispill. Mir hëllefen hinnen och bei der Aféierung an Ëmsetzung vum Acquis communautaire.

Wéi de rezente Rapport iwwert d'Erweiderung vun der Europäescher Kommissioun gewisen huet, bleiwen d'Fortschrëtter ënnerschiddlech an deene verschiddene Länner, virun allem, wat d'Ëmsetze vun de fundamentale Reformen ugeet. Hei wäerte mer eis fir e strikte Respekt vun de Krittären asetzen.

Mee och hei hu mer aktuell geopolitesch Situatiounen, déi net ausser Uecht gelooss kënne ginn. Mir dierfen net zouloossen, dass aner Acteuren, déi eis Wäerter net deelen, d'Fortschrëtter, déi an de leschte Jore gemaach goufen, a Fro stellen. An deem Sënn gouf och Bosnien-Herzegowina opgefuerdert, e kloert Signal ze setzen, fir dass d'Europäesch Unioun deem Land och de Status vum Kandidat kann zougestoen, hoffentlech nach virum Enn vum Joer.

Wat de Kosovo ugeet, e Land, mat deem mer jo eng besonnesch enk Partnerschaft hunn, ënnerstëtze mir d'Recommandatiounen, déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Visaliberaliséierung ze erméiglechen. De Kosovo huet gemaach, wat gefuerdert gouf, a mir sollten de Bierger vum Land e klore Message schécken, dass esou Ustrengunge sech och bezuelt maachen.

Et goufe vill Efforte gemaach am Kader vum EU-facilitéierten Dialog tëschent Serbien a Kosovo. Déi aktuell awer ganz geféierlech Spannunge ronderëm d'Autosplacke mussen ophalen a béid Säite sollte sech un dat halen, wat am Kader vun deem Dialog festgehale gouf. Virun allem déi lescht néng Méint hu kloer gemaach, wéi wichteg de Balkan fir d'Sécherheet vun Europa ass. Gläichzäiteg ass och ganz kloer, wat d'Europäesch Unioun vun de Kandidatelänner erwaart: eng integral Ausriichtung op der EU hir gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik. Wann d'Kandidate wëlle kredibel sinn a virukommen op hirem Wee an d'Europäesch Unioun, da féiert näischt laanscht en Alignement op der europäescher Aussepolitik, an dat gëllt natierlech och a Saache Sanktioune géigeniwwer Russland.

Déi nei Entwécklungen am Erweiderungsprozess bréngen eis an eng ganz aner Situatioun wéi nach virun engem Joer: Et gëtt elo zéng Länner – zéng! –, déi entweeder de Kandidatestatus hunn oder eng Perspektiv hunn, fir en ze kréien. Wat bedeit dat fir eng Europäesch Unioun mat potenziell 37 Memberstaaten? Fragezeichen! Wéi kann esou eng erweidert Unioun nach mat den aktuelle Reegele fonctionéieren? Grousst Fragezeichen! Hei muss an den nächste Joren no Léisunge gesicht ginn.

Mir mussen op alle Fall weiderhin op dat richtegt Gläichgewiicht tëschent dem EU-Erweiderungsprozess an dem EU-Integratiounsprozess oppassen, datt dat Horizontaalt mat deem Vertikalen ofgewie gëtt. Dat ass e kontinuéierleche Prozess, an deem mir eis et net leeschte kënnen, Ofkierzungen ze huelen.

Lëtzebuerg als Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun setzt sech derfir an, dass d'DNA vun der Europäescher Unioun erhale bleift. Zesumme mat eise Partner wäerte mer an den nächsten Etappen oppassen, eis Prinzippien a Wäerter net ze verwässeren.

D'Erfarungen aus de leschte Joren hunn eis gewisen, dass éischter méi wéi manner muss opgepasst ginn, wat d'Ëmsetzung an de Beräicher Rechtsstaatlechkeet, gutt Gouvernance, Onofhängegkeet vun der Justiz, Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit a Kampf géint d'Korruptioun ugeet.

Et stellt sech och d'Fro vun der Absorptiounscapacitéit vun der Unioun, d'Fro, wéi eng erweidert EU konkreet am Alldag fonctionéiert, wéi se fonctionéiere soll a wéi se weiderhin hir verschidde Politikberäicher finanzéiere kann.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dës Diskussioun muss gefouert ginn, wa mer wëllen derfir suergen, dass d'Europäesch Unioun weider esou effizient, wéi et geet, ka schaffen. Mir si prett, méiglech Upassungen ze ënnerstëtzen, déi am Interessi vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg sinn.

D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa huet hei eng Rei Virschléi ausgeschafft, mat deene sech elo wäert eeschthaft ausernanergesat ginn. E groussen Deel vun de Virschléi vun den europäesche Bierger kann op Basis vun de bestoenden Europäesche Verträg ëmgesat ginn. Och wäerte se geschwënn d'Theema vun enger europäescher Gesetzgeebung kënne sinn, wann de politesche Wëllen do ass.

D'Regierung ass net iwwerzeegt, dass en Europäesche Konvent, also Traitésännerungen unzegoen, an dësem Moment de beschte Wee wier. Ënnert deenen aktuellen Ëmstänn, wa mir d'politesch Situatioun an de Memberstaate kucken an d'Erausfuerderungen, déi de Krich an der Ukrain mat sech bréngt, sinn d'Risiken ze grouss, virun allem d'Gefor, dass dee Konvent net zu engem zefriddestellende Schluss kéim. Et gëllt, déi politesch Konsequenze vun deene successive Krisen zanter 2008, d'Finanzkris, d'Migratiounskris, d'Covidpandemie, net ze ënnerschätzen.

Mir kënnen net d'Aen zoumaachen, wann nationalistesch a rietsextreem Kräften nees an Europa erwächen. Dat si Realitéiten, déi mer net ignoréiere kënnen. Ass dat wierklech – meng Fro – de beschte Moment, fir europäesch Verträg opzemaachen? Mir dierfen hei den europäesche Besëtzstand net liichtfankeg op d'Spill setzen.

D'Fuerderung no engem Konvent stoung och net am Mëttelpunkt vun den Diskussioune mat de Bierger, deenen éischter u konkreete Verbesserungsvirschléi läit wéi un institutionellen Diskussiounen.

D'Bierger wëllen awer, dass d'Europäesch Unioun méi einfach kann Decisiounen huelen. An am Rapport vun der Konferenz gouf ënner anerem festgehalen, a verschiddene Fäll d'Modalitéite vun den Ofstëmmungen am Rot esou ze änneren, dass, amplaz vun engem eestëmmege Vott, e Vott mat qualifizéierter Majoritéit méiglech gëtt. Am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung ware mir eis am Prinzipp eens, dass Lëtzebuerg Ofstëmmunge mat qualifizéierter Majoritéit an der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik aktiv ënnerstëtze géif a mir sti weider zu där Propositioun.

D'qualifizéiert Majoritéit ass awer bei Wäitem keng Wonnerléisung an alle Beräicher. Dat hu mer och an de leschte Wochen a Méint an der Diskussioun op europäeschem Niveau am Energieberäich gesinn. Duerfir musse mir an dëser Diskussioun virsiichteg sinn an oppassen, dass aner Memberstaaten, zemools méi grousser, net probéieren, sech à la carte ze zerwéieren. Mir hunn dat gesinn an der Diskussioun ëm de Gaspräisdeckel. Dat heescht, wann et e Punkt vun essentiellem Interessi fir dat eent oder dat anert Land gëtt, da soll d'qualifizéiert Majoritéit nees an den Tirang geluecht ginn, fir d'Eestëmmegkeet nees amplaz ze setzen.

Als Grënnungsmember an als Land, dat sech déi europäesch Integratioun matzen op de Fändel geschriwwen huet, ass et wichteg, dass mer weiderhin d'EU-Integratioun als eppes fundamental Positives gesinn, ouni natierlech eis national Interessen als klengt Land an engem verännerten Ëmfeld ze vergiessen. An där Logik schaffe mer och weider aktiv un eiser Siègepolitik, fir Lëtzebuerg als eng vun den dräi Haaptstied vun der EU weider ze stäerken an ze entwéckelen.

Fir un de 70. Anniversaire vun der éischter Versammlung vun der Héijer Autoritéit vun der CECA ze erënneren, huet de Collège vun de Kommissären am Juli seng wéchentlech Reunioun zu Lëtzebuerg an an der Märei vun der Madamm Polfer a vun der Gemeng Lëtzebuerg organiséiert, an zwar genee an deem Sall vun der Stad Lëtzebuerg, an deem déi Héich Autoritéit sech viru 70 Joer versammelt huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Lëtzebuerg ass och houfreg, dass den Europäesche Geriichtshaff dëst Joer seng 70 Joer am Land feiert. 70 Joer! Den neien Europäesche Parquet spillt och eng zentral Roll bei der Verdeedegung

vun der Rechtsstaatlechkeet. Mir kënnen et nëmme begréissen, dass den europäesche Parquet dëst Joer weider héichspezialiséiert Personal rekrutéiere konnt. D'Cour d'appel an de Greffe vun der Juridiction unifiée du brevet, JUB genannt, wäerten d'nächst Joer derzou bäidroen, de juristesche Pilier zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Am Finanzberäich koum och déi gutt Nouvelle, dass de Global Green Growth Institute, GGGI, e regionale Büro zu Lëtzebuerg opmécht an doduerch eis Positioun un der Spëtzt vum Peloton fir nohalteg Finanze festleet.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Am drëtte grousse Pilier vun der Siègepolitik, dem digitale Beräich, huet den internationale Kommitee vum Roude Kräiz, de CICR, decidéiert, seng weltwäit alleréischt Delegatioun fir Cyberspace zu Lëtzebuerg opzemaachen.

Et ass wichteg fir eis, dass de franséisch-däitsche Motor gutt fonctionéiert an net un d'Houschte kënnt an et weiderhi fäerdegbréngt, déi néideg Impulser ze gi fir virunzekommen.

Et geet den Ament vill rieds dovunner, dass de Gravitéitszentrum vun der Europäescher Unioun amgaange wier, sech ze verlageren. A menger Erfarung war et ëmmer esou, dass déi Länner, déi konkreet Propose gemaach hunn, fir d'Europäesch Unioun als solch virunzebréngen, och déi waren, déi am meeschten Afloss haten.

An der Praxis bis elo waren et meeschtens Däitschland a Frankräich, mee och de Benelux – vergiesse mer dat net –, wou mer jo dëst Joer elo d'Presidence hunn, huet iwwer seng Geschicht oft eng Pionéierroll an deem Kontext bewisen.

Méi wichteg, wéi iwwert d'Gravitatiounsléier ze diskutéieren, ass sécherzestellen, dass mer an der aktueller Situatioun den Iddie vun de Grënner vun der Europäescher Unioun trei bleiwen a keng Kompromësser maachen, wat eis Wäerter ugeet.

Wann enges Daags d'Ukrain Member ass vun der Europäescher Unioun, an all d'Länner vum Balkan, dann ass et evident, dass de Schwéierpunkt sech an den Oste verlagert. Dat ass elementar Mechanik. Wat da wichteg ass, ass, dass d'Wäerter sech gradesou a Richtung Osten ausbreeden, fir keng zwou Zorten Europäesch Unioun ze kréien. Dem Rumsfeld seng Vue vun 2003, wou Der Iech kënnt drun erënneren, vum alen a vum neien Europa däerf duerch eng spéider Osterweiderung net méi legitiméiert ginn!

Déi aktuell europäesch Sécherheetsarchitektur ass eng iwwergräifend Konstruktioun, déi op den zéng Prinzippien opgebaut ass, déi 1975 mat der Sowjetunioun zesummen an der Schlussakt vun der Konferenz vun Helsinki am Kader vun der haiteger OSZE festgeluecht goufen. Zu deene fundamentaalste Prinzippie gehéieren och d'Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter. En Equiliber tëscht de Staaten ass nëmme méiglech, wann op Gewalt verzicht gëtt a keng Grenze verletzt ginn!

Geschwë kritt déi Schlussakt 50 Joer. Si bleift esou pertinent wéi den éischten Dag. Mat sengem Krich an der Ukrain huet Russland all eenzelne vun deenen zéng Prinzippie verletzt, ugefaange mat dem alleréischten, deem vun der souveräner Egalitéit vun de Staaten a vum Respekt vun de Rechter, déi d'Souveränitéit mat sech bréngt.

Zanter dem Ufank vu senger Invasioun huet Russland all Dag onschëlleg Liewen um Gewëssen a mécht irreparabele Schued. Russland huet bewosst den Equiliber, vun deem eis Sécherheet ofhänkt, fundamental iwwert de Koup gerannt. Eis Positioun zu Lëtzebuerg ass kloer: Mir kënne keng À-la-carte-Sécherheetsarchitektur akzeptéieren, wou déi mënschlech Dimensioun vun der Sécherheet ignoréiert géif!

Mir hunn iwwer Jore mat Russland un deenen dräi Piliere geschafft, op deenen eis Sécherheetsarchitektur gegrënnt ass: Sécherheet, Demokratie a Mënscherechter. Fir d'Sécherheetsfroe souze mer mat de Russen zesummen an der OSZE, genau wéi och am NATO-Russland-Rot, dee jo 1997 an d'Liewe geruff ginn ass. Do sollt Vertraue geschaaft ginn, do sollt Transparenz derbäi hëllefen, sech géigesäiteg net als Menace ze gesinn.

Fir d'Verdeedegung vun der Demokratie a vun de Mënscherechter souze mer zesummen am Europarot. Déi Zäite vu Kooperatioun si fir den Ament eriwwer, well Russland aus dem Europarot ausgetrueden ass. An der OSZE blockéiert Russland den normale Fonctionnement komplett, ugefaange beim Budget.

Russland huet all Kredibilitéit als Partner verluer an ass souwisou net bereet, seriö ze diskutéieren.

Do stellt ee sech d'Fro: Wéi soll dat weidergoen? Wéi gesäit d'Sécherheetsarchitektur vun Europa an den nächste Joren aus? Fir et kuerz ze maachen, als Äntwert mengersäits: Méi NATO a méi Europäesch Unioun!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat war schonn d'Äntwert an den 90er-Jore fir déi nei onofhängeg Länner aus Osteuropa. Dat ass och elo nees d'Äntwert fir ganz Europa. Mam Bäitrëtt vu Finnland a vu Schweden kënnt neie Wand an d'NATO. Virun e puer Joer nach hate mer d'NATO bal fir dout erklärt. Haut erlieft se scho bal eng nei Jugend. D'Diskussioun iwwert den Zweck an den Notze vun der NATO ass vum Dësch.

D'NATO ass am russesche Krich géint d'Ukrain keng Krichspartei. Si spillt eng wichteg Roll an der Ënnerstëtzung vun der Ukrain. Virun allem huet déi kollektiv Verdeedegung fir d'NATO-Alliéiert eng nei Wichtegkeet kritt. An Dir kennt de Bündnisfall ënnert dem Artikel 5: Also, wann e bewaffneten Ugrëff géint e Member vun der NATO geschitt, dann ass all Land vun der NATO ugegraff. Dësen Artikel 5 bleift déi fundamental Garantie, op déi mer eis kënne stäipen. Duerch de Krich an der Ukrain huet d'Europa vun der Verdeedegung bal noutgedronge méi Profill kritt. Strateegesch Autonomie ass keen Tabu méi. Et ass eng Necessitéit an der Verdeedegung, sou gutt wéi a ville wirtschaftleche Beräicher. Et gëtt aktiv u gemeinsamen europäesche Waffesystemer a Verdeedegungstechnologië geschafft.

Dat autonoomt Europa ass complementaire zur NATO. Dat huet dës Kris bewisen: D'NATO stellt d'Defense an d'nuklear Ofschreckung vun der Allianz sécher. D'EU mécht hirersäits wirtschaftlechen Drock op Russland a baut hir Verdeedegung sou op, dass d'NATO sech kann op d'Ofschreckung konzentréieren. D'EU ënnerstëtzt d'Ukrain militäresch, gradewéi humanitär an am Neesopbau a Beräicher, wou d'NATO keng Instrumenter huet.

Erlaabt mer kuerz e Saz, e Wuert ze soen iwwert déi nuklear Menacen, déi de Wladimir Putin jo ëmmer nees méi oder manner oppen ausschwätzt. Do muss eis ganz kloer bewosst sinn, dass de russesche Krich och e Geschäft virun allem mat der Angscht ass. Et ass eng Tentative, eis am Westen ausernanerzedreiwen a fäerten ze doen, fir esou eis Solidaritéit mat der Ukrain ze briechen.

An dësem Moment, wou Russland op der Front relativ schwaach dosteet a probéiert, mat alle Mëttelen iwwert de Wanter ze kommen, schéngt et och dréms ze goen, mat ëmmer weideren Eskalatioune Verhandlungen ze erzwéngen no Termen, déi Russland diktéiert, wat natierlech net kann akzeptéiert ginn.

Russland, mat deenen anere véier Nuklearmuechten aus dem UNO-Sécherheetsrot, huet eng Erklärung ugeholl, dass en nukleare Krich net ka gewonne ginn, vu kengem. Also däerf en och net gefouert ginn!

Mir mussen dervunner ausgoen, dass Russland sech un déi ongeschriwwe Gesetzer do hält, déi et hei tëschent den Nuklearmuechte gëtt. Um Terrain deit näischt drop hin – ech mengen, dat muss een de Leit kloer soen –, dass Russland amgaange wier, taktesch oder strateegesch Atomwaffe prett ze maachen. An och, wa mir déi Droung natierlech musse seriö huelen an d'NATO och zu all Moment op esou e Schlag muss preparéiert sinn, sou dierfe mir eis awer och net verschotere loossen.

De Putin hätt jo näischt léiwer, wéi wa westlech Regierunge géifen ophalen, d'Ukrain ze ënnerstëtzen, well hir Leit grouss Angscht virun de russeschen Atomwaffen hätten.

D'OSZE an den Europarot bleiwe wichteg Elementer vun der Sécherheetsarchitektur. Am Europarot musse Länner, déi sech fréier heefeg hanner Russland konnte verstoppen, elo kloer Faarf bekennen. Dës Kris schweesst Europa och an engem méi breede Sënn zesummen. Dat konnt een och feststellen um éischte Sommet vun der neier Communauté politique européenne, der Europäescher Politescher Gemeinschaft, de 6. Oktober zu Prag, an där 44 Länner aus Europa zesummekomm sinn, fir sech vu Russland ze desolidariséieren.

Zweck an Zil vun der CPE bleiwen an der Substanz nach relativ flou, mee dee Sommet huet eemol méi gewisen, wéi isoléiert Russland ass a wéi geschlossen de Kontinent dosteet, wann et zielt.

D'OSZE, ech hunn et gesot, ass fir de Moment relativ blockéiert an hirem Dagesgeschäft. An trotzdeem spillt se eng wichteg Roll, doduerch, dass de „Moskau-Mechanismus" aktivéiert ginn ass, fir déi fuerchtbar Mënscherechtsverletzungen an der Ukrain ze dokumentéieren. Dëse Mechanismus, deen et zënter 1991 gëtt, ass geduecht fir Fäll, wou d'Memberstaaten hir Obligatiounen am Beräich Demokratie, Rechtsstaat a Mënscherechter net respektéieren.

Änlech Efforte mécht den internationale Strofgeriichtshaff zu La Haye, wou de Procureur Khan eng Enquête opgemaach huet iwwert déi grav Verbriechen, déi Russland an der Ukrain Dag fir Dag mécht.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'CPI finanziell a mir kucken de Moment och, ob aner materiell Kontributioune méiglech wieren. Fridden ouni Justiz gëtt et net. Wann d'Zäit vum Fridden endlech kënnt, dann ass et ganz wichteg, dass mir prett sinn, déi zur Rechenschaft ze zéien, déi fir Krichsverbrieche responsabel sinn.

D'USA spillen traditionell jo eng wichteg Roll fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit an Europa. E puer Joer laang hu mer missen un deem transatlantesche Partner zweifelen. Zanter dem Amtsuntrëtt vum President Biden sinn déi transatlantesch Relatiounen nees zouverlässeg ginn. Virun allem am aktuelle Kontext mierkt een, dass d'Trump-Joren hannert eis leien. Hoffentlech bleift dat esou. Haut si jo déi sougenannte Midtermswalen, wou d'ganz Representantenhaus an een Drëttel vum Senat erneiert gëtt. An do kréie mer eng éischt Indicatioun, vläicht scho muer, ob an zwee Joer en Trump-Déjà-vu kéint nei erlieft ginn. En Trauma!

Fir de Moment kënne mer eis an Europa nees op eng seriö Partnerschaft mat den USA verloossen. Dat gëllt net just fir d'Verteidegung a fir d'Sécherheet a fir d'NATO, mee och an aneren Domänen an op ville multilaterale Sujeten, an et muss och fir den internationalen Handel gëllen, wou tëschent Amerika an Europa de Risiko vun neie Restriktioune besteet. D'USA sinn erëm bereet, Responsabilitéiten ze iwwerhuelen op globalen Dossieren. Dat ass eng gutt Saach. Allerdéngs ass net alles roseg an d'USA bleiwen ee staark, wéi mer gesinn, polariséiert Land, dat vill mat sech selwer beschäftegt ass. D'Europäesch Unioun steet op eegene Féiss a muss weiderhin drop hischaffen, als fiabele Partner zu globale Froen ze stoen.

Mir schwätzen zanter e puer Joer vun enger Kris vum Multilateralismus. Déi multilateral Zeen ass elo eng Plaz ginn, wou verschidden Narrativen, verschidde Weltbiller frontal openeestoussen. Eng Rei Länner probéieren, d'Grondrechter a Kategorien opzedeelen, déi ënnerschiddlech wichteg wieren, a behaapten, dass si déi politesch an zivill Mënscherechter eréischt respektéiere kéinten, wa se wirtschaftlech esou entwéckelt sinn, wéi mir an Europa oder zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg a seng Partner setze sech a fir d'Universalitéit – mir als Lëtzebuerg – vun de Mënscherechter, fir d'Inaliénabilitéit, fir d'Interdependenz a fir d'Ondeelbarkeet vun alle Mënscherechter. D'Mënscherechter sinn e Ganzt a si gëlle fir jiddereen, iwwerall, gläichzäiteg a gläichméisseg!

Fir vill Länner, déi traditionell gutt Relatioune mat Russland hunn oder haten, ass de Krich an der Ukrain eng Zerräissprouf. Si deklaréieren hir Ënnerstëtzung fir d'Wäerter an d'Prinzippien, déi an der Charte vun der UNO stinn, a fäerte gläichzäiteg, de laangen Aarm vu Moskau ze spieren an hire Liwwerketten, an hirer Verdeedegung oder an den Dossieren, fir déi si zum Beispill am Weltsécherheetsrot op déi russesch Stëmm ugewise sinn.

Beim leschte Vott vun der Vollversammlung vun der UNO iwwer eng Resolutioun géint d'Annexioun vun Deeler vum ukraineschen Territoire hu mir zu 143 Länner vun 193 d'Zoustëmmung kritt. Dat waren der 2 méi wéi am Mäerz beim éischte Vott.

Trotzdeem maachen déi Länner, déi sech enthalen, dorënner och grouss Acteure wéi och Partner, wéi Indien, eis Suergen. Et ass onbedéngt wichteg, dass d'Europäesch Unioun oppe bleift fir den Dialog mat deene Länner, hinnen nolauschtert an hir Situatioun eescht hëlt.

Verschiddener vun hinne sinn einfach ze vill gequëtscht tëschent Russland an eis. Et ass ze hoffen, dass se sech mat där néideger Zäit ëmstellen an hir Onofhängegkeet opbauen.

Ech denken elo zum Beispill un Zentralasien, wéi u Kasachstan, wou e grousse Reformprozess lancéiert ginn ass, oder och un de Kaukasus, wéi Armenien. Mir däerfe si net einfach, souzesoen, ofschreiwen. Natierlech ass dës Kris eng Geleeënheet, fir kloer ze gesinn, wien eis weesentlech Partner sinn. Gläichzäiteg muss d'Europäesch Unioun an dëser Kris Wäitsiicht beweisen a Länner net an en Tirang stiechen an hinnen eng Chance ginn, e Partenariat mat der Europäescher Unioun anzegoen.

Wann een, wéi de Kasachstan, méi wéi 7.000 Kilometer Grenz mat Russland huet, ass dat net esou einfach an et brauch Zäit. Et sief an dësem Kontext zum Beispill un de Partenariat oriental erënnert, deen eis Bezéiunge mat sechs fréiere Sowjetrepublicke reegelt. Nieft der Ukrain a Moldawien, déi jo Bäitrëttskandidate sinn, a Georgien, deem seng europäesch Perspektiv kloer widderholl gouf, sinn och Armenien an den Aserbaidjan Membere vum Partenariat oriental.

D'EU hat nom Bergkarabach-Krich vun 2020 eng wichteg Vermëttlerroll an dëser Géigend iwwerholl. Virun allem Armenien, en demokratescht, mee geschwächtent Land, dierfe mer net vergiessen. Ech begréissen an deem Sënn, dass d'Europäesch Unioun zanter dem Enn Oktober vun dësem Joer eng Observatiounsmissioun an Armenien op d'Grenz mat Aserbaidjan geschéckt huet.

Ënnert dem President Biden gouf et an den USA eng Réckbesënnung op de Multilateralismus an op d'Noutwendegkeet, global Problemer zesummen unzegoen. Wat d'Relatioune vun den USA mat China ugeet, gëllt awer weiderhin de Motto „America First". An d'Rivalitéit mat Beijing huet d'Iwwerhand. Dëst gëllt souwuel am internationalen Handel wéi och, wat d'global Sécherheetsstrukturen ugeet. D'USA gesi China als déi gréisste Menace, well China an de leschte Jore politesch, ekonomesch a militäresch en enormt Gewiicht weltwäit kritt huet. Dass China a Russland strateegesch Relatioune mateneen hunn, verschäerft déi Rivalitéit am aktuelle Kontext.

Vun Europa aus gesi riskéiert déi amerikanesch Politik vis-à-vis vu China allerdéngs, Russland a China nach méi no zesummenzebréngen, och wann et glécklecherweis nach ëmmer international Momenter gëtt, wou ee kloer gesäit, dass d'Relatioun tëschent China a Russland virun allem eng Zweckallianz ass. De Chineesen hir Haltung am Ukrain-Krich kann een als neutral pro-russesch bezeechnen. Bis elo gëtt et keng Unzeechen derfir, dass Beijing Moskau géif mat Waffen ënnerstëtzen.

Direkt chineesesch Ënnerstëtzung fir de russesche Krichseffort wier och komplett kontradiktoresch zu de chineeseschen Deklaratiounen, dass d'Onofhängegkeet an d'territorial Integritéit elementaire sinn.

A multilaterale Froen huelen d'Chineese Russland deelweis a Schutz, mee et ass duerchaus remarkabel, dass China net zu deene Länner an der UNO gehéiert, déi mat Russland stëmmen. Dat sinn der just e Grappvoll, dorënner Syrien an Nordkorea. China enthält sech meeschtens. China huet och Russland onmëssverständlech gewarnt, net mat Nuklearwaffen ze operéieren.

An all eise Kontakter mat der chineescher Diplomatie schwätze mir och de Krich an der Ukrain un, dee selbstverständlech och negativ Konsequenze fir China huet. Kuerzfristeg profitéiert China zwar vu verbëllegten Energieliwwerungen aus Russland, mee mëttel- a laangfristeg sinn de Krich an der Ukrain an déi global Onstabilitéit, virun allem am wirtschaftleche Beräich, net am Interessi vun der Volleksrepublik China.

Peking analyséiert de Konflikt an der Ukrain ganz genee a kuckt sécher och, wat eis Sanktiounspolitik kéint sinn, wa China eng militäresch Eskalatioun an der Taiwanstrooss sollt provozéieren.

Eis kloer Haltung am Ukrain-Krich ass e ganz wichtegt Element, fir och an der Weltpolitik zur Stabilitéit bäizedroen, net just an Europa, mee och an Asien. Mir plädéiere resolutt derfir, de Status quo an der Taiwanstrooss ze erhalen. China ass a bleift awer och e Partner a ville Beräicher, och wann et natierlech grouss Onstëmmegkeete gëtt, un éischter Stell natierlech iwwert d'Mënscherechter.

Ouni China kënne mir zum Beispill de Klimawandel net an de Grëff kréien. Schonn eleng aus deem Grond dierfe mer net zouloossen, dass et nees zu enger Blockmentalitéit kënnt, wéi mer se wärend dem Kale Krich erlieft hunn: Op där enger Säit de Westen, op där anerer Säit Russland a China, dat wier fir kee gutt a géif all déi Länner dertëschent an onméiglech Situatioune bréngen.

Lëtzebuerg an d'EU wäerte weider déi universell Mënschewäerter verdeedegen, och a China. Mir sichen op alle Sujeten de kriteschen, konstruktiven Dialog hei. Dëst Joer ass de 50. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen, also Lëtzebuerg mat China. An esou enger Relatioun muss iwwer alles kënne dialogéiert ginn, och natierlech iwwer schwiereg Sujeten.

Lëtzebuerg ass sech senger Verantwortung am Mënscherechtsrot zu Genève bewosst, wou mer jo zënter dem Ufank vum Joer Member sinn. Mir hunn och do déi Propositiounen engagéiert ënnerstëtzt, fir de Rapport iwwert d'Situatioun am Xinjiang ze diskutéieren. D'Situatioun am Xinjiang ass zudéifst beonrouegend an et ass eng Schan, dass de Vott am Mënscherechtsrot, dee jo just geduecht war, fir eng Diskussioun kënnen ze kréien an déi op d'Agenda ze setzen, negativ ausgaangen ass.

Wat Russland am Mënscherechtsrot ugeet, sou fuerdere vill Acteure schonn zënter e puer Joer, also scho virum Krich, d'Opsetze vun engem Mandat vun engem Spezialrapporter vum Mënscherechtsrot, fir d'Mënscherechtssituatioun a Russland ze dokumentéieren a se ze iwwerwaachen.

Mam Aggressiounskrich géint d'Ukrain ass d'Situatioun a Russland natierlech vill méi schlëmm ginn. Well d'Mënscherechtsverletzungen a Russland esou flagrant sinn, huet Lëtzebuerg d'Roll vum Penholder fir esou eng Resolutioun zu Genève iwwerholl an d'Aarbecht vun de 26 EU-Memberstaaten, déi Co-auteure waren, koordinéiert an den Text formell och op den Dësch geluecht.

Am Vott, Dir wësst et vläicht, ass dës Resolutioun mat 17 Stëmmen derfir, 24 Abstentiounen a 6 Stëmmen dergéint ugeholl ginn. Déi 6 Länner, déi dergéint gestëmmt hunn, si Bolivien, Kuba, Eritrea, Kasachstan, China a Venezuela, déi ëmmer géint Lännerresolutiounen am Mënscherechtsrot sinn. Och hei sinn et déi vill Abstentiounen, déi eis Suerge maachen an déi weisen, dass Moskau nach ëmmer ze vill Afloss huet.

D'Adoptioun vun dëser Resolutioun ass awer virun allem e grousse Succès, well et déi éischte Kéier ass, dass eng Resolutioun iwwert d'Mënscherechtssituatioun vun engem P5-Land, also vun engem Vetorechtsland am Sécherheetsrot, engem permanente Member also vum Sécherheetsrot, um Agenda vum Mënscherechtsrot stoung. Dat ass e staarke Message doriwwer, dass d'Mënscherechter iwwerall gëllen.

Deen neie Spezialrapporter wäert elo geschwë mat sengen Aarbechten ufänken an den éischte Rapport wäert am September 2023 presentéiert ginn, wou dann och säi Mandat ka verlängert ginn.

Respekt vum internationale Recht a Multilateralismus sinn existenziell wichteg fir kleng Staaten. Och duerfir setze mer eis esou staark an allen internationalen Organisatiounen derfir an, Russland esou wäit wéi méiglech ze isoléieren a fir déi fuerchtbar russesch Verstéiss géint d'internationaalt Recht unzeprangeren.

D'Kredibilitéit vum Multilateralismus a vun allen internationale Mechanismen, déi op der Kooperatioun berouen, hänkt dovunner of. Russland huet esou villes vun der internationaler Zesummenaarbecht futtigeschloen. Ech si fundamental dervun iwwerzeegt, dass Russland sech domadder selwer enorm schuet, vläicht fir Generatiounen. Sou laang, wéi Russland d'Aggressioun géint d'Ukrain oprechterhält, kënne mir keng Hand a Richtung Russland reechen.

De Moment vun der Diplomatie muss allerdéngs och nees erëm kommen a mir, d'Europäesch Unioun an d'NATO, mussen da prett sinn. Ech zielen drop, dass

d'UNO an de Generelsekretär Guterres eng grouss Roll ze spille kréien, wann et méiglech ass, iwwert e Waffestëllstand an en Enn vum Krich ze verhandelen. Dee Moment kënnt awer prinzipiell eréischt, wann déi russesch Panzeren zréck iwwert d'Grenz rullen.

Et kéint eng Chance kommen, jee nodeem, wéi d'Schluecht vu Cherson ausgeet, dass Russland net aus enger Position de force, mee, bien au contraire, aus der Defensiv eraus sech géif gezwonge fillen, sech un den Dësch ze sëtzen. Et ass kloer, dass all Initiativ an deem Sënn der Ukrain a kenger Form kann opgezwonge ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mam Konflikt an der Ukrain an all de Konsequenze vun der russescher Aggressioun behaapten elo verschidde Leit, dass d'Liewensmëttelkris d'Konsequenz vun de wirtschaftleche Sanktioune wier, déi d'EU an aner Länner géint Russland geholl hunn. Do verwiessele se bewosst de richtegen Ausléiser vun der Kris an d'Reaktioun dorobber.

D'Liewensmëttelkris huet, dat ass evident, en disproportionéierten Impakt op Länner, déi scho vulnerabel waren, a virun allem um afrikanesche Kontinent. De Krich war no der Pandemie fir vill Länner déi Dréps, déi d'Faass iwwerlafe gelooss huet, an déi sozial Konsequenze vum Impakt vum Krich kënnen dramatesch sinn. An all deene Länner falen déi Argumenter, de Weste wier un allem Schold, natierlech op oppen Oueren. An deem Kontext ass et immens wichteg, dass mer d'Eenheet an der Europäescher Unioun erhalen an dass eis Kommunikatioun glaskloer an iwwerzeegend ass, souwuel um multilateralen Niveau wéi och an de Relatioune mat de verschiddene regionale Gruppen.

An deem Kontext begréissen ech, dass et dem Generalsekretär Guterres mat Hëllef vun der Tierkei gelongen ass, de sougenannte „Grain Deal" hinzekréien an um Liewen ze erhalen. Dass Moskau an enger éischter Phas den Deal kippe wollt, muss engem awer ganz vill Suerge maachen. Dat Ofkommes huet et nämlech iwwert déi lescht Wochen erlaabt, Milliounen Tonne Kären aus den ukrainesche Spächeren eraus bei d'Leit an Nout ze bréngen. Des Weideren huet d'Ofkommes derzou bäigedroen, weltwäit d'Präisser vun de Liewensmëttelen erofzedrécken. Et ass also wichteg, dass d'Ukrain mat de Liwwerunge weiderfuere ka wéi virdrun. Méi wéi 10 Milliounen Tonne sinn zanter dem 3. August exportéiert ginn.

De Krich op eisem Kontinent däerf eis op kee Fall vergiessen doen, dass et op ville Plaze vun dëser Welt och aner Kricher gëtt, aler an neier, déi en enormen humanitären Impakt hunn, a fir déi d'Europäesch Unioun och gefuerdert ass, Léisunge matzesichen. Déi Wäerter, fir déi d'Ukrainer kämpfen, sinn déi selwecht Wäerter wéi déi, wéinst deene mir eis och uechtert d'Welt mussen engagéieren.

An Afrika hunn d'Liewensmëttelonsécherheet an d'Präisdeierecht humanitär Urgencen, déi et scho gouf, nach vill méi schlëmm gemaach. Dozou kënnt déi schlëmmst Dréchent zanter 40 Joer, zemools um Horn vun Afrika. Dës akut Erausfuerderunge komme bei albekannt Problemer a laang Konflikter derbäi: e Manktum un Demokratie, u Gouvernance, gradewéi Mënscherechtsverletzungen; an dat alles op deem Kontinent, deen eis jo am noosten ass.

Mir gesinn zanter e puer Joren eng nei Well vu Militärputschen a Westafrika, zemools an der Regioun vum Sahel, wou Lëtzebuerg jo traditionell ganz engagéiert ass, rezent nach am Burkina Faso. D'Toleranz, mat där déi Putsche vun der Bevëlkerung higeholl ginn, illustréiert och, wéi dramatesch de Verloscht u Vertraue bei der Bevëlkerung an hir Regierungen ass, well déi Regierungen ëmmer méi Terrain vis-à-vis vun de Rebellegruppen an Terroriste verléieren. D'Putschiste fëllen e Vakuum, dee just mat zolitter Gouvernance a konsequente Reformen ze fëlle wier, an doraus gëtt en Däiwelskrees.

Déi militäresch-politesch Situatioun am Mali huet sech weider verschäerft, elo wou déi franséisch Missioun „Barkhane" fort ass. „Barkhane" war jo déi franséisch Militäroperatioun, déi zanter 2014 am Mali fir all aner Militär- an Zivillmissiounen d'Sécherheet garantéiert huet. „Barkhane" ass d'Affer gi vun där zudéifst antifranséischer, antieuropäescher Haltung vun der malescher Junta, déi léiwer mat de russesche Séldner vun der Wagner-Grupp zesummeschafft.

Déi militäresch Iwwergangsregierung konnt zwar mat der Annonce vun engem konstitutionelle Referendum 2023 a Presidentschaftswalen 2024 seng regional an international Partner kuerzfristeg berouegen, mee dat heescht net, dass d'Land an enger gudder Verfassung wier: De Sécherheetschaos tëschent den terroristesche Gruppen, engem schlecht organiséierte Militär respektiv Séldnergruppen huet bal eng hallef Millioun Malier intern deplacéiert an an Nopeschlänner verdriwwen. Dozou kommen ëm déi zwou Millioune Mënschen an akuter Liewensmëttelonsécherheet. De Mali bleift also den Epizenter, kann ee soen, vun der Krisis an der Sahelzon.

An deem Kontext sinn ech uganks dës Joers déi éischte Kéier a Mauretanien gereest, e Land, dat souzesoen d'Bréck ass tëscht dem Maghreb an dem Rescht vun Afrika. Mauretanien ass onheemlech interessant a wichteg fir d'Sahelregioun, well et fäerdegbréngt, eng gewësse Konstanz a Saache Gouvernance a Fridden ze beweisen. Mir konnten eng Co-Akkreditatioun vun eisem Ambassadeur vun Dakar a Mauretanien an d'Weeër leeden an och rezent en Honorarkonsul, den Abderrahmane Sissako, nennen.

Mauretanien ass e Pol vu Stabilitéit an der Regioun, gradewéi och den Niger, wou de President Bazoum et mat gudder Gouvernance an demokratescher Regierungsféierung fäerdegbréngt, säi Land vun der Instabilitéit am Rescht vum Sahel ofzeschiermen.

Manner gutt Noriichte kommen, wéi ech gesot hunn, aus dem Burkina Faso, wou am Oktober den zweete Coup d'État dëst Joer war. Domadder goufen all international Efforte fir e Retour zu enger zivill gefouerter Regierung op null gesat. Wéi am Mali ass et och hei wichteg, trotz allem weider am Dialog mat den Autoritéiten ze bleiwen, fir de Burkina zréck op de Wee vun der Demokratie ze begleeden.

Et besteet natierlech de grousse Risiko, dass extern Acteure wéi Russland mat hirem simplisteschen antieuropäeschen Discours weider Uklang an der Bevëlkerung fannen. Als bilateralen, mee och europäesche Partner dierfe mer dem Burkina an dësen ongewëssen Zäiten net de Réck dréien. Do géif just d'Zivillpopulatioun, déi mir an eiser Entwécklungshëllef zanter Joren ënnerstëtzen, drënner leiden.

Op der anerer Säit vum Kontinent, um Horn vun Afrika, huet zwee Joer laang e komplizéierte Krich am Norde vun Äthiopien geherrscht. Honnertdausende Leit – Honnertdausende Leit! – sinn deem brutale Krich zum Affer gefall, dorënner ganz, ganz vill Fraen a Kanner.

D'Nopeschland Eritrea war vun Ufank u mat sengen Truppen an de Krich géint d'Regioun vum Tigré am Norde vum Land verwéckelt, mee och aner extern Acteuren. Glécklecherweis konnte sech béid Parteien, wéi mer wëssen, den 2. November a Südafrika wéinstens emol op e Waffestëllstand eenegen.

Et ass ze hoffen, dass dës wichteg positiv Etapp sech och an den nächste Wochen um Terrain verwierklecht, fir dass d'humanitär Hëllef endlech d'Populatiounen erreecht, déi drop ugewise sinn: Am Norde vun Äthiopien sinn haut 13 Millioune Mënschen ofhängeg vun der humanitärer Hëllef. Nieft der akuter Hongersnout ass a verschiddene Regiounen eng grouss Dréchent an op anere Plazen huet d'Reesaison Iwwerschwemmungen an ustiechend Krankheete mat sech bruecht: bei bal 200 Leit gouf mëttlerweil scho Cholera nogewisen.

D'EU muss sech och erëm méi aktiv an der Regioun abréngen an de Friddensprozess ënnerstëtzen. Ouni de Fridden an Äthiopien kann déi ganz Regioun net dauerhaft stabill sinn!

Am Iran, Här President, stinn zwou jonk Fraen, Niloofar Hamedi an Elaheh Mohammadi, ronn 20 Joer al, viru Geriicht a riskéiere liewenslängleche Prisong. Wat hu se verbrach? Si waren déi éischt, déi d'Geschicht vum Mahsa Amini erzielt hunn, enger jonker Fra vun 22 Joer. Mir kennen d'Geschicht, déi Tragedie: Si war zu Teheran mat hiren Elteren op Besuch, wéi d'Moralitéitspolice se festgeholl huet, den 13. September dëst Joer. D'Ursaach war fir dës Police, dass en Deel vun hiren Hoer ënnert dem Voile erausstoung. Mir kennen d'Suite: D'Mahsa ass dräi Deeg laang um Kommissariat zerschloe ginn, si ass an de Koma gefall an ass an d'Spidol transportéiert ginn, wou se de 16. September verscheet ass.

D'Revolt doropshin am Iran ass gewalteg, an d'Repressioun och: 300 Leit hunn zënterhier an deem Land – 300 Leit vu 85 Milliounen Awunner – hiert Liewe verluer. 14.000 – 14.000! – sinn der festgeholl ginn. Dovunner sinn déi meescht jonk Leit, Fraen a Meedercher.

„Fraen, Liewen, Fräiheet", op Kurdesch „Jin, Jiyan, Azadî", dat ass de Slogan vun der Protestbeweegung am Iran. Jonk Iranerinnen an Iraner hunn d'Gefill ze erstécken ënnert dem theokratesche Regimm vun de Mullahen. Virun allem déi jonk Frae wëllen endlech a Fräiheet an a Gläichheet mat hire männleche Kompatriote liewe kënnen. Hiren dagdeeglече Kampf verdéngt eisen déifste Respekt an déi brutal Repressioun vun den iraneschen Autoritéite muss ophalen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Den Iran ass nom Hoffnungsschimmer ënnert dem President Rohani an de Joren 2015 bis 2017 zu enger reegelrechter militärescher Tyrannie ginn. All berechtegt Kritikaktioune kréien als eenzeg Äntwert, schreift de „Monde" virun e puer Deeg: „À chaque contestation, la République islamique d'Iran n'a qu'une réponse : elle tue."

Als EU hu mer eis Orientatioune ginn, wéi mir d'Mënscherechtsverdeedeger uechtert d'Welt besser beschütze kënnen. Dës Orientatioune mussen elo konsequent appliźéiert ginn. De 17. Oktober huet d'Europäesch Unioun jo domat ugefaangen, eelef Persounen a véier Entitéiten op d'Sanktiounslëscht ze setzen. Den nächste Méindeg, am Conseil vun den Ausseministeren zu Bréissel, gëtt mat grousser Warscheinlechkeet eng weider Lëscht ënnert dem Mënscherechtsmechanismus adoptéiert. Derbäi kommen nach Sanktioune wéinst der Liwwerung vu Kamikaze-Dronen u Russland, wou den Iran jo elo zouginn huet, dass hie se de Russe géif zur Verfügung stellen.

Well no dësen Evenementer aus de leschte sechs Wochen net drun ze denken ass, nees Gespréicher iwwert d'Nuklearofkommes JCPOA opzehuelen, geschweige denn, se zu enger Konklusioun ze bréngen, musse mer der Realitéit an d'Ae kucken, dass dëse Regimm vun den Ayatollahen déi mäerdereschst

Waff, déi et gëtt, a kuerzer Zäit an den Hänn kann hunn, eng Tatsaach, där d'Welt sech ze stellen huet.

Och a Palästina gëtt d'Repressioun ëmmer méi schlëmm, virun allem duerch déi israeelesch Arméi an arméiert Siidler, mee och vun der palästinensescher Autoritéit am Westjordanland oder vum Hamas an der Gazasträif. D'Gazasträif, déi zënter 15 Joer ënner israeelescher Blockad steet, gouf dëst Joer op en Neits vun Israel bombardéiert.

Et kann een et net oft genuch widderhuelen: D'Awunner vu Gaza kënnen néierens hi flüchten. Si si gefaangen am gréisste Prisong ënner fräiem Himmel vun der Welt, an engem endlosen Zyklus vu Gewalt a vun Zerstéierung. D'Westjordanland ass drop an drun ze explodéieren an d'Gefor vun enger drëtter Intifada ass reell.

D'Zweestaateléisung ass de facto quasi onméiglech ginn. Nëmmen eng Zuel fir dat ze illustréieren: An den illegalen israeelesche Siidlungen am Westjordanland wunne 600.000 Leit – ongeféier d'Awunnerzuel jo och vun eisem Land – op deem Gebitt, wou eigentlech de palästinensesche Staat soll entstoen. Wann Dir mat de Jonken a Palästina oder och an Israel schwätzt, soe verschiddener – an et gëtt der ëmmer méi –, dass, wann et keng zwee Staate gëtt, dann eeben ee Staat, an deem jiddereen déi selwecht Rechter huet. Dat allerdéngs geet erëm net, well dann déi jiddesch Communautéit an engem binationale Staat net méi an der Majoritéit wier. A wéi Der wësst, huet Israel sech 2018 als jiddeschen Nationalstaat deklaréiert.

Also, mir sinn an engem Däiwelskrees: Et ka weeder zwee Staate ginn nach ee Staat. Wat iwwregbleift, ass eng éiweg Occupatioun. De facto een eenzege Staat, awer mat ongläiche Rechter fir déi eng a fir déi aner. Wouzou dat féiert, hu mer bei de rezente Walen an Israel gesinn, wou eng rietsextreem Partei drëttstäerkste Kraaft ginn ass an deemnächst Deel vun der israeelescher Regierung wäert sinn.

Am Israel-Palästina-Konflikt huet d'Europäesch Unioun just eng Chance, gehéiert ze ginn, wa se eng Positioun huet, keng zwou a keng dräi. An deem Sënn beméit Lëtzebuerg sech weiderhin a mécht sech staark fir d'Recht vun de Palästinenser op en eegene Staat. Dëst ass laangfristeg déi eenzeg nohalteg Léisung, fir dass Israel dauerhaft a Fridde liewe kann, Säit u Säit mat Palästina.

Loosst mech op dëser Plaz nach e puer Wuert verléieren iwwer zwee Konflikter, déi ëmmer méi a Vergiessenheet geroden, well se schonn esou laang daueren an esou aussiichtslos sinn: Syrien an de Jemen.

D'Situatioun am Jemen gëtt allgemeng als déi schlëmmst humanitär Katastroph op der Welt ugesinn. An dat heescht eppes, nodeems ech Iech déi fuerchtbar Situatioun am Tigré beschriwwen hunn.

A Syrien huet den Assad, fir sech um Pouvoir ze halen, mat Hëllef vu Russland dat ganzt Land zerstéiert. Déi russesch Bombardementer an déi iranesch Dronen, déi mir haut an der Ukrain gesinn, kommen net vun ongeféier: All dat hu mer zënter Jore schonn a Syrien an am Jemen beobacht. Si hannerloosse weider näischt wéi Misär an Zerstéierung. Dëst weist, wéi wichteg et ass, Krichsverbriecher iwwerall op der Welt zur Rechenschaft ze zéien. An der arabescher Welt gëtt et konkreet Unzeechen, den Assad ze rehabilitéieren an nees politesch salonfäeg ze maachen, ouni en zur Rechenschaft ze zéien.

A wa mer vun de Brigange vun dëser Welt schwätzen, dann däerfe mer och d'Situatioun an Afghanistan net aus den Ae verléieren. Contrairement zu deem, wat d'Taliban zougesot haten, wéi se am August 2021 nees un d'Muecht komm sinn, hu jonk Fraen nach ëmmer keen Zougang zur Educatioun iwwert d'Primärschoul eraus. Dat kann näischt Guddes fir dat Land heeschen. E Land, wat seng Populatioun ..., an deem 50 % vun der Bevëlkerung net méi däerf an d'Schoul goen, ass e Land, wat sech selwer zum absolutte Stëllstand verdaamt.

Une voix | Richteg!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Am Afghanistan gëtt et haut keng Perspektiv, guer keng, fir iergendeng Zukunft fir d'Leit a fir d'Kanner. Mir sëtzen eis weider derfir an, dass d'Situatioun vun de Meedercher a Fraen am Afghanistan sech verbessert. Mir kënnen net an de Buedem kucken an net d'Läpper hänke loossen. Mir mussen hoffen, dass och hei d'UNO eppes ka fäerdegbréngen, wat konkreet där Gesellschaft am Afghanistan hëlleft.

De Wanter um Hindukusch ass batter an d'Leit am Afghanistan leide weider, dëst no 20 Joer grousser, grousser Hoffnung. D'UNO ass och hei eleng an enger Positioun, fir Drock op d'Taliban ze maachen, fir dësen Diskriminatiounen en Enn ze setzen.

Den Afghanistan bleift eent vun deene Länner, wéi mer alleguerte wëssen, aus deenen déi meescht Leit bei eis flüchten. Am August 2021, wéi d'Taliban brutal un d'Rudder komm sinn, huet de Grand-Duché Lëtzebuerger Awunner vun afghanescher Hierkonft, wéi Der wësst, a Leit mat engem Lien zu onsem Land direkt evakuéiert. Drëttlänner, muss een och ënnersträichen, wéi virun allem de Katar, mee och Pakistan, hunn eis immens vill gehollef. Ouni déi hätte mer déi Evakuéierung net fäerdegbruecht, fir dann d'Departen an der Urgence vun den éischte Woche méiglech ze maachen.

Lëtzebuerg huet och zougestëmmt, afghanesch Staatsbierger opzehuelen, déi besonnesch a Gefor waren an hirer Heemecht. Insgesamt hu mir am Kader vun der humanitärer Evakuéierung aus Afghanistan eng 60 Leit opgeholl, an all déi Leit hunn zu Lëtzebuerg internationale Schutz kritt. Ënnert hinne sinn och Leit, déi fir d'NATO a fir d'Europäesch Unioun geschafft hunn, an och aner Leit, déi besonnesch bedrot waren, zum Beispill Riichterinnen an hir Familljen.

Gläichzäiteg hu mer zanter Mëtt August 2021 65 Afghanen en Titre de séjour fir Familljememberen ausgestallt, am Kader vun der Familljenzesummeféierung. Vun 2021 bis den 20. Oktober 2022 hunn insgesamt 263 Afghanen eng Demande fir internationale Schutz gestallt. An där selwechter Zäit kruten 210 Afghanen internationale Schutz zu Lëtzebuerg zougestanen, dorënner déi 60 Leit, déi am Kader vun der humanitärer Evakuéierung bei eis komm sinn. Och wann d'Joer 2022 staark duerch de Krich an der Ukrain gepräägt ass, dierfe mer awer d'Leit am Afghanistan an op esou villen anere Plazen net vergiessen!

Den Ament klëmmt de Migratiounsdrock – ech hunn et schonn e puermol gesot an och an Ärer Kommissioun – allgemeng erëm ganz staark, nodeems en zanter dem Pandemiejoer 2020 staark zréckgaange war. Am Mëttelmierraum, a virun allem an Italien, dat gesi mer all Owend op der Televisioun, mee och op Zypern, kommen zënter Ufank vun dësem Joer erëm méi Leit un. Och iwwert d'Westbalkanroute komme vill méi Leit an d'Europäesch Unioun. Op eise Baussegrenzen am Osten hate mer et jo mat enger Instrumentaliséierung vun der Migratioun duerch den autokratesche Regimm vum Lukaschenko aus Belarus ze dinn.

An der Europäescher Unioun leien d'Zuelen nach hannert deene vum Krisejoer 2015, mee se sinn awer vill méi héich wéi an deene leschte Joren. An et bleift fir mech kloer, dass mir eis dréngend nei Reegelen an der Unioun musse ginn, fir eng geuerdent, eng automatesch, eng obligatoresch Gestioun vun der Migratioun ze hunn.

D'Verhandlunge fir de Migratiounspak gi leider nëmme ganz, ganz lues, wann iwwerhaapt, virun, wat den Aspekt vun der Solidaritéit ugeet. Mir setzen eis och hei bei der UNO a fir dës Sujeten. Dëst Joer war Lëtzebuerg Cofacilitateur zu New York fir den International Migration Review Forum, deen den Tëschebilan gezunn huet vum Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, deen 2018 jo ugeholl gi war.

Zu Genf geet eisen Asaz fir d'Mënscherechter Hand an Hand mat eisem Asaz fir eng mënschlech Migratiounspolitik. Mir als Europäesch Unioun musse kloer Zeeche setzen. Mir brauchen eng gesond legal – ech ënnersträichen: legal! – Migratioun an Europa an och op Lëtzebuerg. 13 % – 13 %! – vun de weesentleche Beruffer ginn an Europa vun Drëttstaatler iwwerholl. Ech loossen Iech d'Rechnung maache fir Lëtzebuerg. Ouni dës Drëttstaatler hätte mer nach vill méi eng grouss Penurie a verschiddene Secteuren, wéi zum Beispill am ICT-Beräich.

D'Ophuele vu Flüchtlingen ass e staarkt Zeeche vu Solidaritéit, e Prinzipp, deen am EU-Recht, zumindest um Pabeier, groussgeschriwwe gëtt. Fir e Land wéi Lëtzebuerg ass d'Solidaritéit immens wichteg. Dat ass virun allem wärend der Pandemie kloer ginn. Mir waren ugewisen op d'Solidaritéit vun esou ville Partner, fir d'Kris ze meeschteren. Migratioun an Asyl sinn déi Beräicher, an deene mir eis Solidaritéit kënnen zréckginn, an dat maache mer och!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mir hunn eis an där Logik konstant solidaresch gewise mat anere Memberstaaten, andeems mer iwwer 100 Demandeurs d'asile am Kader vun de Relocations zanter 2018 aus der Mëttelmierregioun opgeholl hunn. Eréischt virun e puer Woche koume weider Flüchtlingen an deem Kader aus Italien um Findel hunn. Leider hunn zwee Drëttel – deux tiers! – vun den EU-Memberstaaten nach keng – keng! – Flüchtlingen iwwert d'Relokalisatioun opgeholl.

Dat ass ee vun de Grënn, firwat eng obligatoresch Solidaritéit innerhalb vun der Europäescher Unioun ëmmer méi indispensabel gëtt. Et kann net sinn, dass déi Länner, déi duerch hir geografesch Lag d'Zil an der Europäescher Unioun vu ville Flüchtlinge ginn a sinn, elenggelooss ginn! Do geet et net duer, dass vereenzelt Memberstaate sech solidaresch weisen an ëmmer vläicht e puer Migranten an Nout ophuelen.

Solidaritéit ass ee vun den absolutte Grondwäerter vun der Europäescher Unioun. Solidaritéit muss um Terrain a Wierklechkeet och Entlaaschtung kréien (veuillez lire: Solidaritéit muss um Terrain och eng wierklech Entlaaschtung bréngen). Solidaritéit geet net just an eng Richtung. Sougenannt „Pushbacks" op verschiddene vun eisen europäesche Baussegrenze sinn den absolutte Contraire vu Solidaritéit.

Solidaritéit gëtt et awer net nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun. Och international weist eist Land sech solidaresch an hëlt Responsabilitéit, virun allem vis-à-vis vun deene Leit, déi opgrond vu Krich a Gewalt hu missen hiert Land verloossen. Zanter 2014 goufen iwwer 350 Leit am Kader vun der Reinstallatioun opgeholl aus der Tierkei, aus dem Libanon, aus Jordanien an aus dem Niger.

Déi aktuell Ëmwälzungen erfuerderen och nach méi wéi an der Vergaangenheet, dass mer eis Funktiounsweis reegelméisseg iwwerpréiwen a sécherstellen, dass mer eis d'Mëttele ginn, déi mir brauchen, fir eisen internationale Responsabilitéite gerecht ze ginn

an eis Interessen esou gutt wéi méiglech an der Welt ze vertrieden. Dozou gehéiert och, dass mir eisen diplomatesche Reseau upassen, wann et néideg ass.

De Krich an der Ukrain huet der Sécherheetsdimensioun erëm e ganz anere Stellewäert ginn. Eis Sécherheet bleift garantéiert vun der NATO. An deem Kontext hu mer decidéiert, eis Vertriedung bei der Allianz zu Bréissel ze stäerken. De Lëtzebuerger Ambassadeur bei der NATO wäert sech an Zukunft mat senger Ekipp honnertprozenteg op eis Interesse bei der Allianz konzentréieren an net méi, wéi dat bis elo de Fall war, och fir eis Relatioune mat eise belsche Noperen zoustänneg sinn. Dëst erlaabt eis gläichzäiteg, och d'Relatioune mat der Belsch a besonnesch hire federalen Entitéiten – där hu se der jo e puer – méi effikass ze fleegen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dëse Schrack war scho laang iwwerfälleg an ass duerch de Krich an der Ukrain inevitabel ginn.

Ech hunn et uganks gesot: Mir mussen och eis Handelsrelatiounen iwwerdenken an nach méi enk mat deene Partner zesummeschaffen, mat deene mer déi selwecht Wäerter hunn. Eis Relatioune mat Südkorea hunn an de leschte Joren eng gewëssen Dynamik entwéckelt, a mir hunn dann decidéiert, eng Ambassade zu Seoul opzemaachen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dës aussepolitesch Ried, Här President, léif Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass déi 16., zanter dass ech 2004 duerft Ausseminister ginn. An ech soen: Firwat nëmmen déi 16.? Mir haten 2005 an 2015 d'Presidence, do war keng Ried. An am Joer 2013, et kënne vläicht Verschiddener sech erënneren, war eppes méi lass och hei an der Chamber.

Et war déi schwéierst Ried an der Preparatioun, well d'international Situatioun därmoossen opgewullt ass. Eng militäresch Aggressioun vun deem Ausmooss konnte vill sech – natierlech schléissen ech mech do an – natierlech op dësem Kontinent net virstellen. Wa mer de jonke Leit versicht hunn, Europa méi no ze bréngen, hu mer jo dacks vun deem grousse Friddensprojet geschwäermt, deen an de leschte 70 Joer geschaaft gouf. Net seelen huet een awer misse feststellen, dass déi Jonk an och déi manner Jonk vun haut mat deem Argument net méi wierklech vill ufänke konnten, well de Fridden eng Normalitéit gi war, eppes, wat ee sech guer net méi anescht konnt virstellen.

Zanter dem 24. Februar wësse mir, dass Fridden um europäesche Kontinent alles anescht ass wéi eng Selbstverständlechkeet, dass et Muechten an Acteure gëtt, déi an alen Denkscheemen hänkebliwwe sinn, déi eis Denkweis net deelen an déi net zécken ze probéieren, hir Ziler mat réier Gewalt duerchzesetzen. Mir hu misse feststellen, dass et de Fridden net fir näischt gëtt, dass et net duergeet, eng dauerhaft Friddensarchitektur an Europa ze schafen, mee dass dës och muss versuergt an ënnerhale ginn a virun allem resistenzfäeg, resilient, wéi een haut seet, gemaach ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An deem Sënn ass de 24. Februar e Paradigmewiessel. Et ass deen Dag, wéi alles anescht ginn ass. Deen Dag, wéi mer verstanen hunn, dass d'Nokrichsuerdnung an Europa a Fro gestallt ginn ass. Dat friddlecht Zesummeliewen ass unilateral opgekënnegt gi vum russesche President, mat all deem Leed a Misär, déi e Krich mat sech bréngt.

Mir wëssen elo nees, wéi wäertvoll an onverzichtbar de grousse Friddensprojet Europa ass. A mir gesinn, no de Balkankricher aus den 90er-Joren, nees mat absolutter Däitlechkeet, wéi sënnlos a schrecklech all Krich ass, wéi evident et ass, dass e Krich net ka gewonne ginn, jiddefalls net ouni sou enorm Verloschter, dass kee Krichszil domadder ze justifizéieren ass, net um Schluechtfeld, net an de Käpp a bestëmmt och net an den Häerzer vun de Leit.

Jidderee muss elo kucken, wou e steet, op wéi enger Säit vun der Geschicht e wëll stoen. Et gëtt keng Neutralitéit a keng Ambiguitéit, fir esou e Krich richteg anzeschätzen. D'Geschicht wäert jugéieren, ob een op där richteger Säit stoung.

Fazit: Mir mussen an Zukunft nach méi investéieren, fir de Fridden ze erhalen, fir eis ze schützen, eis Bierger, eis Aart a Weis fir ze liewen, eis Wäerter, eis Idealer vun Toleranz a Respekt géigeniwwer eise Matbierger.

Dës nei Situatioun ass och en Accelerateur, ech hunn et gesot, fir eng Rei Projeten, déi mer schonn op de Wee bruecht hunn, sief et d'Energietransitioun, d'Schafe vun enger méi grousser Resilienz an eiser Wirtschaft, d'Reduzéierung vun eisen Ofhängegkeeten, e bessere Schutz vun eisen Infrastrukturen an och leider den Ausbau vun eise Verdeedegungscapacitéiten.

All dat muss elo vill méi séier virubruecht ginn, wéi mer dat eigentlech geduecht haten. Dat kritt déifgräifend Konsequenzen op eist deeglecht Liewen, op eis Gesellschaften, op eis Wirtschaft. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass mir méi staark aus dëser Kris erauskommen, wa mer dëst ëmsetzen. Duerfir musse mir déi staark Eenheet, déi mir ewell an der Europäescher Unioun ënner Beweis gestallt hunn, onbedéngt bäibehalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nëmme gëeent kënne mer op der internationaler Bün déi Roll spillen, déi d'Europäesch Unioun am 21. Joerhonnert spille muss. D'Europäesch Unioun als Friddensprojet ass méi relevant wéi jeemools virdrun: eng souverän Unioun, déi eng direkt Responsabilitéit fir hir Noperschaft huet, déi Stabilitéit a Wuelstand propagéiert, mee déi och muss bereet sinn, strateegesch ze denken a sech ze wiere géint schiedlech Interferenzen an Aflossnamen.

D'Demokratie ass net alles, mee ouni Demokratie ass alles näischt, fir de Willy Brandt ze paraphraséieren. Mäi Message wier et, kee Milimeter Rechtsstaatlechkeet opzeginn, weeder bei eis zu Lëtzebuerg nach an der Europäescher Unioun!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Aus engem Milimeter gëtt séier e Meter, dann e Kilometer a schliisslech lant een do, wou Autokrate fräi Hand hunn, wou d'Géigegewiichter zur politescher Muecht eliminéiert sinn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech sinn zouversiichtlech, dass dem Putin säi brutale Krich an der Ukrain eis all opgerëselt huet a gestäerkt huet, fir d'Demokratie ouni Konzessiounen ze verteidegen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister.

Muer de Mëtte féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Aussen- an Europapolitik.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.16 heures.)

11e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana** p. 36
   Exposé : M. Dan Biancalana
3. **Débat sur la politique européenne et étrangère** p. 36
   M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Yves Cruchten (dépôt des motions 1 à 3) (intervention de M. Fernand Kartheiser) | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Mme Simone Beissel, M. Gusty Graas, M. Marc Goergen et Mme Nathalie Oberweis) (dépôt de la motion 4) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. Claude Wiseler, M. Sven Clement et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn) | M. Claude Wiseler (parole après ministre) (interventions de M. Gilles Roth) | M. le Ministre Jean Asselborn | M. Claude Wiseler (parole après ministre)

(interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Dan Kersch) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 4 : M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et M. Sven Clement) | M. Dan Kersch | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten (interventions de M. Dan Kersch et M. Sven Clement) | M. Sven Clement

Vote sur la motion 4 (rejetée)

4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement** p. 68

Exposé : M. Sven Clement

5. **7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021** p. 68

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7957 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Gudde Mëtteg, Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op. Eise President huet mech gebieden, hien zum Ufank vun der Sëtzung ze ersetzen.

An ech wollt direkt d'Fro un d'Regierung stellen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Här Ausseminister?

M. Jean Asselborn, Ministre | Entschëllegt, de Moment, Här President, ass näischt ze mellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Regierung mellt herno.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana

Dann hunn ech d'Demande vum Här Biancalana, fir eng Proposition de loi ze deponéieren. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, ech wollt hei am Numm vum Mars Di Bartolomeo a vu mir selwer eng Proposition de loi deposéieren, fir den 102 fräiwëllege Spuenie-Kämpfer, déi 1936 Lëtzebuerg verlooss hunn, fir an de Spuenie-Krich ze goen, à titre posthume déi offiziell Unerkennung als Resistenzler ze accordéieren. Si hunn hiert Liewe riskéiert. Verschiddener sinn och am Krich gefall. E puer vun hinnen hunn iwwerlieft. Haut, 83 Joer duerno, ass leider kee vun deenen 102 méi ënner eis.

Dir wësst, am generelle politeschen an historesche Kontext, de Generol Franco huet duerch säi Putsch a mat Hëllef vum Mussolini an Hitler déi jonk spuenesch Republik gestierzt. An effektiv sinn international Brigade vun 1936 bis 1939, an duerfir och déi aus Lëtzebuerg, dohinnergaangen, fir sech fir déi demokratesch Wäerter anzesetzen, an hu gekämpft fir d'Fräiheet, de Fridden an d'Justiz. Si ware Resistenzler vun der éischter Stonn, well se am Fong dem Faschismus an dem Naziregimm d'Stier gebueden hunn, an dat virum Ufank vum Zweete Weltkrich.

1997 kruten d'Spuenie-Kämpfer am Quartier Italien zu Diddeleng bei der Gare, do wou se fortgaange sinn, e Monument mam Numm „No pasarán" gestëft, mat Bezuch op Guernica.

2003 huet dëst Haus der Proposition de loi vum Alex Bodry a vum Mars Di Bartolomeo unanime Rechnung gedroen, fir d'Spuenie-Kämpfer ze rehabilitéieren a fir si esou definitiv juristesch aus hirem illegale Statut erauszehuelen, an dee se duerch d'Gesetz vum 10. Abrëll 1937 gesat goufen, dat Gesetz, dat d'Participatioun am Spuenie-Krich ënner Verbuet gestallt hat. 2021 kruten d'Spuenie-Kämpfer eng Plack bei der Gëlle Fra a sinn och an deen offizielle Programm opgeholl gi vun der Commémoration nationale.

Wat awer 2003 net erfollegt ass an net zréckbehale gouf, obwuel dat an der Proposition de loi stoung – an dat wëlle mer haut mat dëser Proposition de loi nohuelen –, dat ass, e Schratt méi wäit ze goen, an zwar eng Ausdeenung vum Champ d'application vum Gesetz vum 25. Februar 1967 virzehuelen, dat notamment de Statut vum Resistenzler definéiert. Et soll kee Régime spécifique ginn, d'Spuenie-Kämpfer solle mat deem Statut assimiléiert ginn. An aneren europäesche Länner goufen änlech Demarchë gemaach, notamment a Frankräich, wou se de Statut vum Ancien combattant och unerkannt kruten.

Dës Unerkennung, déi largement am Fong meritéiert a verdéngt ass, soll, wéi gesot, à titre posthume an ouni iergendeng materiell Entschiedegung erfollegen.

Merci.

8095 – Proposition de loi relative à la reconnaissance du titre honorifique de résistant aux volontaires de l'Espagne républicaine

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och, Här Biancalana.

3. Débat sur la politique européenne et étrangère

Da géife mer haut zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoen, dat heescht zu eisen Debatten iwwert d'Aussen- an d'Europapolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An den éischte Riedner, deen och scho prett ass, ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Dëst Joer ass et déi lescht Debatt iwwert d'Aussepolitik an dëser Legislaturperiod. Ech hunn och dowéinst e wéineg nogekuckt, wat säit 2019 gesot ginn ass a menge Rieden, am Ausseminister senge Rieden, och an anere Kolleegen hire Rieden an hu festgestallt, datt d'Welt säithier vill, total geännert huet an den Astellungen, an de Visiounen, déi mer hunn, an deem, wat mer ausdrécken, an de leschten Debatten, déi mer iwwert d'Aussepolitik haten. Mir sinn duerch zwou Krise gaangen, d'Covidkris an d'Ukrain-Kris, an déi hunn och eis Approche zur Aussepolitik fundamental geännert. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass awer: Et ass villes anescht, mee awer och villes net anescht. Villes vun deem, wat mer haut als eng grouss Menace gesinn oder wat anescht ass, louch schonn déizäit, an deene leschte Joren an deene Rieden, déi mer gehalen hunn, an deem, wat mer expriméiert hunn, och an der Loft, wat och zu engem Deel schonns kloer gesot ginn ass.

Ech war doriwwer erstaunt, wéi kloer heiansdo Saache scho waren, éier se geschitt sinn. Dee Ruff no der Independenz an no der Autarcie hutt ganz Diskussiounen hei gefëllt, Säite vun eisen Discoursen gefëllt an dësem Debat iwwert d'Aussepolitik, och d'Diskussioun iwwert d'Globalisatioun, iwwert d'Energieversuergung, iwwert d'Alimentatioun, déi scho Problemer gestallt huet virun zwee, dräi Joer. Och eis Verteidegungspolitik, wou mer gefrot hunn – ech ka mech erënneren u vill Rieden, déi ech hei gehalen hunn – fir méi Engagement, well et inakzeptabel ass, datt Lëtzebuerg am Kader vun der Verteidegungspolitik dee Leschten an der NATO-Klass ass; dat froe mer säit Joren.

Oder och nach d'Noutwendegkeet, fir déi aussepolitesch Decisiounen esou ze huelen, datt kee Blocage an der Europäescher Unioun kann entstoen, dat heescht, fir de Prinzipp vun der absolutter Majoritéit, oder der Unanimitéit, an Europa ze briechen, ass och eng Konstant a villen Discoursen heibanne gewiescht. An och déi Warnungen iwwer China, Russland, d'Tierkei ware Konstante vun eisen, vu mengen Discoursen am Numm vun der CSV heibannen an deene leschte Joren.

D'Welt ass weidergaangen. Si ass anescht weidergaangen, wéi mer geduecht haten. Déi Krisen, déi mer unthematiséiert hunn, sinn am Fong méi schnell komm a méi hefteg komm, wéi mer et an deene Jore virdru geduecht hunn. Mir waren eis de Gefore bewosst, mee mir hunn awer net als Lëtzebuerg an als Europa reagéiert, well mer selwer warscheinlech net esou dru gegleeft hunn, wéi mer hätte sollen dru gleewen.

Mir hu geduecht, mir hätten nach Zäit. Mee Zäit hunn ass ganz oft déi bescht Excuse, fir näischt ze maachen. Vun der Theorie, déi mer hei developpéiert hunn, an d'Realitéit ass et e grousse Schrëtt a vill Regierunge waren ageschlof. Si hunn d'Geforen zwar ganz kloer an däitlech gesinn, mee si hunn net richteg dru gegleeft oder si hunn net reagéiert.

Anescht gesot, d'Regierungen hunn d'Gefore kannt, mee waren net kapabel ze reagéieren. Mir hunn eis am Fong an eisem eegene Confort extreem wuel gefillt a mir haten net ëmmer de Courage, de Leit ze erklären, datt d'Virbereedung op d'Geforen an d'Efforten, déi do missten hannendru gemaach ginn am Kader vun eiser Verteidegung, am Kader vun eiser Autonomie, fir Stäerkt ze beweisen a fir Sécherheet ze garantéieren, noutwendeg wären.

An haut musse mer léieren, léiere mer draus a léiere mer op eng haart Aart a Weis draus! Elo gëtt et deier an elo muss et schnell goen, mee et muss awer evidenterweis sinn.

Wat ech elo hoffen, dat ass, datt mer aus deene Lektiounen, déi mer an deene sechs leschte Méint konnten aus der Geschicht zéien, eppes geléiert hunn an datt mer net aus Confortgrënn – well et méi einfach ass, well mer eis besser domadder fillen oder well et méi einfach ass, Rieden domadder ze halen –, aus Middegkeet virun der Ustrengung léiwer direkt opginn, mee datt mer eis weider derfir asetzen, déi Efforten ze maachen, déi eis erlaben, dat ze erhalen, wat eis zu Lëtzebuerg an eiser okzidentaler europäescher Gesellschaft wichteg ass. Dat war deen éischte Punkt, deen ech wollt als Introduktioun soen.

Deen zweeten, dat ass, datt ech och gemierkt hu säit 2019, datt ech nach ëmmer net weess, wellech Richtlinnen an der Lëtzebuerger Aussepolitik virherrschen. Wou gi mer hin? Wat wëlle mer? Wat sinn eis Prioritéiten? A firwat maachen a soe mer dat, wat mer soen?

Säit bal 20 Joer hunn ech d'Impressioun, datt d'Lëtzebuerger Aussepolitik e „Blindflug" ass, ouni Pilot, ouni Plang an ouni Zil, gedriwwe vun Interesse vun deem engen oder deem aneren, oder respektiv, wéi eng Zeitung et virun e puer Jore gesot huet, an ech zitéiere se: „Jiddweree kennt eise Minister, de Jean Asselborn, mee kee weess, wat seng Aussepolitik ass." An dat säit 20 Joer!

(Interruption)

Am Regierungsprogramm steet – a mir hunn dat all Joer gefrot –, datt mer sollen hei zu Lëtzebuerg eng Planification stratégique maachen, eng Matrice vun de Relatioune vun der Politique extérieure. Dat ass all Joer gefrot ginn, ëmmer erëm versprach ginn, et ass näischt gemaach gi bis elo, keng Richtlinnen an der Aussepolitik festgeluecht!

An anere Länner sinn esou Prinzippien, ass esou eng Doktrinn, ass esou eng Philosophie bekannt. Haut de Moien nach huet de President Macron an der Aussen- an Defensepolitik eng Rei vun de franséische Richtlinne virgestallt. D'EU huet sech och eng Boussole stratégique virun e puer Méint ginn. Déi ass elo do.

Mir hunn an deem leschten a virleschte Joer gesot kritt: „Mir waarden op déi europäesch Boussole stratégique, da kënne mir eis och besser festleeën." Ech stellen elo fest, datt déi europäesch Boussole stratégique do ass, datt mir awer nach ëmmer keng hunn!

Dofir ass d'Fro: Ass alles dat, wat an der Aussepolitik gemaach gëtt, och esou vun der Regierung honnertprozenteg gedeelt, ëmmer an der Regierung honnertprozenteg ofgeschwat? Zum Beispill déi absolutt Palästinenserfrëndlechkeet oder déi Anti-Israel-Politik, déi mer maachen, zum Beispill eis Votten an den Nations Unies, zum Beispill eis Presenz op der Durban-Konferenz an aner Beispiller, déi ech och nach kéint nennen.

Ech hunn haut d'Impressioun, datt d'Aussepolitik e Patchwork vun eenzelnen Interessen ass a keen Zesummenhang huet. An dat Eenzegt, wat se zesummenhält, an dat wëll ech och kloer an däitlech soen, dat ass d'Exzellenz vun eisem diplomatesche Corps, deen ëmmer an dauernd inventiv ass an déi richteg Intuitiounen huet, fir dat Ganzt zesummenzehalen a fir d'Lëtzebuerger Interêten esou gutt wéi et geet dobaussen ze verteidegen. Dofir hinnen e grousse Merci.

Ech wëll dann och, fir ze soen, wat ech praktesch domadder mengen, hei e puer Punkten uschwätzen, déi, mengen ech, an esou enger Matrix vun der Lëtzebuerger Aussepolitik absolutt wichteg wären. Wat fir e Kader musse mer eiser Aussepolitik ginn, wëssend, datt mer, wa mer Aussepolitik maachen, eis mussen op d'Realpolitik baséieren an net op Dreem, déi mer hunn?

Déi Zäit ass eriwwer, wou mer just no 1989 gemengt haten, de Westen hätt deen ideologesche Kampf gewonnen, Demokratie a Mënscherechter géife sech op der ganzer Welt duerchsetzen an eise Modell géif sech lues a lues weltwäit imposéieren. Haut ass dat do iwwerhaapt net méi d'Fro, eise Modell ze verbreeden. Déi Fro, déi mer haut stellen, dat ass ganz einfach déi: Wéi brénge mer et fäerdeg, eise Modell, dee mer hunn, e Modell, dee sech op Rechtsstaatlechkeet, op Mënscherechter baséiert, wéi bréngen mer et iwwerhaapt fäerdeg, deen als Modell hei an eisem Europa bäizebehalen? Wéi kënne mer liewe mat eisem Modell, andeems mer vun anere Modeller wëssen, déi sech op anere Kontinenter, an anere Géigenden duerchgesat hunn an och esoubal net do ewechzedenke sinn? Dat ass de grousse Changement, deen an deene leschten 20, 30 Joer an der Philosophie vun eiser Politik geschitt ass.

Ech wëll fënnef grouss Evolutiounen opzeechnen. Déi éischt huet an der Crimée ugefaange virun aacht Joer, wou mer gesinn hunn, datt et erëm méiglech wär, datt an Europa géif e Krich kommen. Et ass méiglech, datt et weidergeet, a mir waren eis bewosst, datt et och kéint weidergoen. A wéi Recht haten all déi, déi do virdru gewarnt hunn, wou mer elo vun der Geschicht beléiert ginn a vun deem, wat mer an der Ukrain an der leschter Zäit gesinn hunn!

Mir hu sengerzäit bei der Crimée nogekuckt. Mir hunn au fur et à mesure vun de Méint a vun de Joren akzeptéiert, wat geschitt ass. A wann een dat akzeptéiert, ass d'Léier vun der Geschicht, déi se eis gëtt: Da gëtt et ëmmer méi méiglech! Da kann et weidergoen! An dofir musse mir elo d'Léier draus zéien, datt et ëmmer méiglech ass, datt een also ëmmer virbereet muss sinn. An dat hate mer warscheinlech an deene leschte Joren tel quel vergiess.

Deen zweete grousse Prinzipp, dat ass dee vun de Vereenegte Staaten. Mir hunn do ënnert der Trump-Administratioun eng isolationistesch Politik gesinn, déi bei de Republikaner ganz oft normal war, mee hei sech op eng Aart a Weis duerchgesat huet, wéi mer se awer kaum virdru gesinn haten. En fin de compte war ënnert der Trump-Administratioun Europa net nëmmen egal, ech géif souguer soen, et war heiansdo nach méi schlëmm, mir sinn als Konkurrent an als Feind betruecht ginn! An et muss ee sech einfach bewosst sinn, wann ee kuckt, wat gëschter an haut an de Walen an an den Aussoen an Amerika geschitt ass, datt dat ëmmer kann erëmkommen.

D'Administratioun vum Joe Biden ass natierlech, wann een eleng Europa kuckt, besser fir eis, well d'Administratioun e Gefill fir Europa huet an och e Gefill hat, wéi ee kéint a sollt an där wichteger Ukrain-Kris reagéieren. Mee et muss een awer och gesinn, wat d'lescht Joer – an dat hu mer och schonn erëm bal vergiess – an Afghanistan geschitt war, wou dat amerikanescht Zréckzéie geschitt ass, ouni datt dat mat den Europäer ofgeschwat ginn ass, ouni datt eng aner Léisung en place war, mat der klorer Ausso, déi am Fong d'amerikanesch Aussepolitik, och ënner engem Joe Biden, deen ech duerchaus appreciéieren ..., mee trotzdeem, seng Aussoe soe ganz kloer, datt ëmmer nëmmen do Interventioune vun den USA gemaach ginn, wou den Interêt, de primordialen Interêt vun den USA um Spill steet. Dat musse mer einfach wëssen, wa mer eis Aussepolitik opbauen a wa mer an Europa déi noutwendeg Moossnamen huelen.

Mäin drëtte Punkt ass China, dat zur Weltmuecht ënnert dem Xi Jinping opwiisst, wou eng aner Politik ass wéi déi, déi ënner engem Hu Jintao oder engem Jiang Zemin gemaach ginn ass, wou Politicke ware virun zéng Joer, wou een am Fong konnt mengen oder wou vill Leit gemengt hunn, China géif sech opmaachen zur okzidentaler Welt, mir géife lues a lues e Partner a China kréien. Säit zéng Joer ass dat anescht. Mir hunn eng Muecht, déi militäresch, ekonomesch net ëmmer fair, mee kalbliddeg Muechtpolitik mécht.

De véierte Punkt ass Russland, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

De fënnefte Punkt ass déi absolutt Schwächt vun Europa, an där ware mer eis och virun 10, 20 Joer net an deem Mooss bewosst. Mee mir hunn intern mat eisen eegenen Demokratien a verschiddene Länner a mat eiser Rechtsstaatlechkeet grouss Problemer, déi mer heiansdo net wëlle gesinn, déi awer manifestement do sinn. Mir hunn och an deene leschte Méint kënnen e Rietsruck an Europa feststellen, wou mer deelweis mat deenen Aussoen, déi gemaach ginn, och eis Repèrë verléieren an där Iddiewelt, an där mer doheem sinn.

Mir hunn och eis Verteidegungsstruktur virun engem Joer a Fro gestallt. Ech erënneren un déi Diskussioun, déi mer iwwert d'NATO haten. Dat ass awer elo gottseidank erëm anescht ginn, säit den Ukrain-Krich d'Noutwendegkeet vun der NATO bewisen huet.

D'Konklusioun dovun ass, datt d'Gewiicht sech geännert huet, datt Europa an der Welt net méi dee Modell ass, dee mir ëmmer gemengt hunn, datt et wär, datt do, wou mir hëllefen, net nëmmen op eis gekuckt gëtt, mee och op aner Länner gekuckt gëtt, op China gekuckt gëtt, op Russland gekuckt gëtt, op d'Tierkei gekuckt gëtt.

Et geet net duer, am Ausland mat gudden Intentiounen e Wee wëllen ze weisen, deen déi wéinegst vun deenen, deene mer e weisen, wëllen oder kënne matgoen. Dat veriergert souguer heiansdo méi wéi et bréngt a mir ginn net ëmmer doranner seriö geholl. Mir mussen zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun eis Attitüd änneren. An der Europäescher Unioun ass dat schonn amgaang. Zu Lëtzebuerg musse mer nach dozou kommen.

Eis prioritär Missioun an der Aussepolitik ass evidenterweis, an Europa Europapolitik ze maachen an an der Europapolitik mol fir unzefänken, an dat ass mäin éischte Punkt iwwert d'Europapolitik, d'Lëtzebuerger Interêten ze verteidegen.

Ech weess net ëmmer, wou d'Koordinatioun zwëschent deene verschiddene Ministèren an der Lëtzebuerger Aussepolitik ass. Ech ka mech un déi Diskussioun virun e puer Woche erënneren iwwert de Präisdeckel vum Gas, wou mer op där enger Säit da soen: „Mir si géint e Präisdeckel", an dann duerno soen: „Mir si fir e Präisdeckel." En Hin an Hier, deen awer dat Bild, wat mer no bausse ginn, net als seriö empfanne loossen deet!

Dat Zweet ass en anert Beispill. Mir soen hei dauernd an alle Finanzkommissiounen an och vum Finanzminister aus, datt mer géife gär all d'Direktiven eent zu eent ëmsetzen. Mir stellen awer fest an der Realitéit, wa mer et da maachen, datt mer net ëmmer eent zu eent bei den Direktive sinn, mee datt mer heiansdo e sougenannte „gold-plating" derbäisetzen, wou deen een deem anere widderspréicht an den Aussoen, déi gemaach ginn.

An dann als drëtt Beispill dat, wat mech am meeschte schockéiert huet: Dat waren déi Aussoen, déi eisen Ausseminister gemaach huet iwwert den Här Putin, deen en am léifsten „eliminéiert" hätt. Op där enger Säit Aussoen, déi mer kritiséiert hunn, well mer fannen, datt een als Ausseminister net kann esou schwätzen. Mee dat, wat mech nach méi stéiert, dat ass dann, datt dee selwechten Dag, oder zwee Deeg, nodeem den Här Asselborn déi Aussoe gemaach huet, den Här Bettel den Telefon hëlt, fir dem Här Putin ze telefonéieren, fir mat deem eng laang Diskussioun ze féieren. Do muss ech soen, datt déi Kontradiktioun an der Regierung awer ganz schwéier ze erklären ass an datt déi am Fong och déi Politik, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, dobaussen absolutt lächerlech, amateurhaft an inkompetent ausgesi léisst. An dat ass fir mech e Riseproblem an der Lëtzebuerger Aussepolitik, déi Inkonsequenz, déi mer heiansdo zu Dag bréngen. D'Kohärenz, wéi gesot, ass eng Katastroph an eisen Aen.

En anert Beispill, dat ass dat vun dem Lëtzebuerger Interêt, fir esou kënnen an der EU-Politik demokratesch geholl Decisioune vum Europaparlament juristesch unzesichen. Dat ass mat Éisträich geschitt iwwert dat Taxonomiesreglement. An ech soen hei ganz kloer: Mir sinn och géint dat Taxonomiesreglement, esou wéi et elo besteet. Mir sinn dogéint! Eis Europadeputéiert, déi zwee vun der CSV, hunn dergéint gestëmmt. A mir hunn eis a multiple Reprisen och dergéint ausgeschwat.

Just, déi Wal hu mer net am Europaparlament gewonnen, déi hu mer demokratesch verluer. An ech sinn awer gewinnt, datt an enger Demokratie, wann een eng Wal an engem Parlament, an engem Europaparlament demokratesch verléiert, datt een dann net juristesch Moyenen hëlt, fir se awer nach ëmzekippen, well se engem net gefält. Do hunn ech d'Impressioun, datt et schiedegend fir Lëtzebuerg ass, well et an eisen Aen aus reng innepolitesche Grënn geschitt.

Da gëtt mer gesot: „Mee wann déi Decisioun awer net der Verfassung oder de Grondtexter vun der EU entspréicht, da musse mer se dach usichen!" Do soen ech Iech awer: Heiansdo hu mir och heibanne verschidden Decisiounen, déi d'Regierung geholl huet, als net verfassungskonform empfonnt. A mir hunn dat och heibanne gesot. Zum Beispill déi Decisiounen, déi sengerzäit iwwert d'Cour grand-ducale an iwwert d'Reglement geholl gi sinn, fir d'Cour grand-ducale ze reorganiséieren, do hu mir gesot: „Mir empfanne se net als verfassungskonform!" Zum Beispill och eng ganz Rei Moossnamen, déi an der Covidzäit geholl gi sinn, notamment an der Educatiounspolitik, wou mer konstant op dëser Tribün gesot hunn: „Mir fanne se net verfassungskonform, mir mengen, Dir leit do falsch!" Mir sinn iwwerstëmmt ginn doranner. Mir sinn awer net op den Tribunal gaangen, well et eng demokratesch Decisioun war, déi hei geholl ginn ass, a well mer se och esou ugeholl hunn!

Ech fannen dee Wee net gutt, deen d'Regierung hei gaangen ass, an eisen Aen aus innepolitesche Grënn. A wat ironesch bei der Geschicht ass, dat ass, datt och nach déi gréng Ministere d'Klo mat Éisträich gemaach hunn, engem Land, wat den Ausseminister net fäerdeg ginn ass an deene leschte Joren ze kritiséieren, ugefaange mam Här Kurz – mee deen ass jo net méi do –, mee awer och den Här Nehammer déi Zäit, wéi en Inneminister war. Den Här Asselborn huet en als populistesch vernannt an en huet em virgeworf, en hätt Sätz gebraucht, déi him géifen Angscht maachen. Ech fannen et e wéineg ironesch, datt mer da genau mat där Regierung, déi esou vum Här Asselborn attackéiert gëtt, dee Schrëtt op d'Juridictioun, déi europäesch Juridictioun ginn. Mir mengen, dat wär géint d'Lëtzebuerger Interêten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hätt dann och gär, an dat ass deen zweete Punkt, datt mer eis op Dossiere konzentréieren, déi fir eis wichteg sinn an Europa: zum Beispill déi Diskussiounen iwwert d'sozial Mindestsockelen, zum Beispill déi Diskussiounen iwwert den Ofbau vun der Bürokratie, zum Beispill déi Diskussiounen iwwert den Opbau vun enger gemeinsamer Ausse- a Sécherheetspolitik. Et ass an deenen Dossieren, wou mer kënne kredibel sinn, wou mer och sollen an deenen europäeschen Diskussioune Leadership weisen! Dat war mäin zweete Punkt.

A mäin drëtte Punkt, dat ass, datt mer och am Interêt vu Lëtzebuerg ganz gutt mussen eis Alliéiert sichen a se, wa mer se gesicht hunn a wa mer se fonnt hunn, och iwwert d'Jore fleegen.

Wie sinn eis Alliéiert? Dat sinn zum Beispill Frankräich, d'Belsch an Däitschland, ons Nopeschlänner, dat ass eng Evidenz. Ech mengen, dat mécht d'Regierung, dat mécht de Staatsminister ganz oft, dat musse mer och als CSV soen. Dat mécht den Ausseminister och, heiansdo. Just, wann ech déi Interviewe kucken, déi e mat där neier Aarbechtskolleegin, der Madamm Baerbock, heiansdo an der Zeitung huet, da fannen ech dat jo gutt, datt mer esou Relatiounen opbauen, mee wann ech natierlech den Artikel liesen, froen ech mech heiansdo: Ausser där Kommunikatiounsoffensiv, déi Der do maacht, wat sinn d'Inhalter, déi Der wëllt weiderginn? Mee dat ass awer dann nach eng aner Fro.

Ech fannen et prinzipiell gutt, datt esou bilateral Bezéiungen opgebaut ginn. Dat soll och konsequent ugaange ginn. An et ass och wichteg, datt et am Benelux ugaange gëtt, zum Beispill iwwert d'Accord-fiscallen, zum Beispill iwwert d'Gesondheetspolitik, zum Beispill iwwert d'Transportpolitik, wou och an der Aussepolitik eng ganz Rei Schrëtt kéinten, missten, sollte gemaach ginn.

Mee iwwert déi klassesch Länner vun den Nopeschlänner eraus ass et wichteg, sech och nach aner Alliéierter an Europa ze sichen. Déi fir eis evidentst sinn hei an engem Sënn Portugal – jiddwereе weess, aus wellechem Grond: well mer och reegelméisseg gutt Relatioune mat hinnen opbauen a well se kënnen e strateegesche Partner a ganz ville Punkte sinn – oder och nach Irland, wat e Land ass, wat duerch seng Finanzplaz ganz oft déi selwecht Froen, déi selwecht Problemer huet wéi mir a wat kann an Diskussiounen, déi an der Europäescher Unioun gefouert ginn, e ganz wäertvollen Alliéierte ginn. Ech erënnere just un déi ESMA-Diskussiounen, déi mer virun e puer Joer hei haten, wou mer frou waren, datt mer esou en Alliéierten haten. Dofir sinn ech och frou, datt elo endlech en Ambassadeur vu Lëtzebuerg an Irland ass, deen amgaang ass, déi Ambassade do opzemaachen. Ech mengen, dat hëlleft eis ganz vill an dat ass eng gutt an eng richteg Decisioun gewiescht.

Déi drëtt Zilgrupp, déi mer hunn an déi mer vläicht manner fleegen, déi, mengen ech, awer fir d'Zukunft gradesou wichteg ass, dat ass déi vun deene Länner am Osten an am Norde vun Europa. Dat ass keng esou Gewunnecht fir eis, fir diplomatesch ganz staark Relatioune mat hinnen ze hunn, well mir heiansdo aner Reflexer hu wéi si a si heiansdo anerer wéi mir. Mee esou Länner wéi Lettland, Litauen, Estland oder och nach Tschechien an d'Slowakei kënnen, wat hir Sujeten ugeet, wat hir Inhalter ugeet, heiansdo ganz wäertvoll Alliéierter fir eis sinn. Just, datt een dat muss diplomatesch extreem fleegen. Dat ass net esou sexy, wéi wa mer an der grousser Weltpolitik kënnen hin- an hierreesen, well dat ass eng Knachenaarbecht, fir déi Relatiounen do oprechtzeerhalen. Mee ech mengen, datt et absolutt wichteg wär fir d'Lëtzebuerger Aussepolitik. Well ech sinn iwwerzeegt, fir datt mer an där multilateraler Welt kënne gutt fonctionéieren, musse mer ganz gutt drop oppassen, datt eis bilateral Relatioune konkreet, prezis an effikass sinn an datt déi noutwendeg Hannergrondaarbecht och doranner gemaach gëtt.

Ech si fest iwwerzeegt, datt mer nëmme kënnen a groussen europäeschen Dossiere weiderkommen, wa mer kloer Positiounen hunn, an notamment, wa mer eis och kloer positionéieren an all deene Froen, déi am Kader vun der Konferenz fir d'Zukunft vun Europa opgeworf gi sinn. Ech wëll hei net meng Meenung iwwert déi Konferenz – wéi se entstanen ass, wéi se sech derouléiert huet, wat hir Effikassitéit war – nach eng Kéier widderhuelen, well mer dat schonn op anere Plaze gemaach hunn. Mee mir hunn elo d'Resultater dovunner. An déi Resultater sinn awer op enger ganzer Rei Punkte kloer an dofir musse mer eis och domadder beschäftegen.

Eng Saach, wou mer direkt domadder d'accord sinn, dat ass, datt mer eng gemeinsam Aussepolitik brauchen. Dat kënnt kloer an däitlech aus deenen Diskussioune vun där Konferenz eraus. Ouni gemeinsam Aussepolitik maache mer eis lächerlech dobaussen. Ech erënnere just un déi verschidde Pilgerfaarten, déi zéng, zwielef Ausseministeren op Moskau gemaach hunn, vu wou se alleguer ouni Resultat zréckkomm sinn a méi oder wéineger schlecht ausgesinn hunn. Mee dat war warscheinlech vu Moskau esou gewënscht. Oder och nach un déi Humiliatioun, déi den Här Borrell huet misse matmaachen, wéi e selwer zu Moskau war a wéi e kaum mat engem A bekuckt gi war. Dat war peinlech an dat däerf Europa net méi virkommen!

Dofir musse mer an enger gemeinsamer Aussepolitik kucken, datt mer déi noutwendeg Moyene kréie fir ze agéieren. An dat geet nëmme mat enger Verfassungsännerung, wou d'Majorité qualifiée festgehale gëtt.

An déi Diskussioune weiderzedreiwen, fir der EU e permanente Sëtz an dem UN-Sécherheetsrot ze ginn, dat ass och e Resultat, wat erauskomm ass aus där Konferenz, wat eis wichteg ass.

Den zweete Punkt, dat ass de Plädoyer fir d'EU-Accord-commerciallen, deen drasteet. Ech weess, datt heibannen allkéiers, wa mer vu kommerziellen Accorde schwätzen, ëmmer grouss Diskussiounen entstinn. Ech froe mech awer heiansdo firwat. Well mir brauchen – an dat hu mer gesinn an der Covidkris, dat hu mer och elo gesinn an der Energiekris – esou kommerziell Accorden, wa méiglech mat Länner, déi eis nostinn, well dat eis Approvisionnementer garantéiert, mee well et eis awer och d'Méiglechkeet gëtt, fir eng ganz Rei Punkten an esou Accorden eranzesetzen, déi an eisem Sënn sinn. Dofir verstinn ech net ëmmer déi Opreegung, déi heibannen ass, wa mer vun Accord-commercialle schwätzen.

Drëttens: Sécherheet garantéieren. Mee Sécherheet garantéieren ass net nëmmen déi militäresch Sécherheet, dat geet och, wa mer déi noutwendeg Schrëtt am Frontex-Dossier ënnerhuelen, wa mer bei Europol

d'Entwécklung ënnerstëtzen, wa mer och déi Diskussioun iwwert d'Unioun vun de Protection-civillen an Europa uginn a wa mer beim Zesummeschaffe vun eise Renseignementsservicer endlech prett sinn, seriö Schrëtt ze maachen.

Selbstverständlech gehéiert dann och de Militärbudget dozou. An ech wëll och soen, datt ech ganz frou sinn a sensibel dofir sinn, datt d'Regierung decidéiert huet, op 1 % eropzegoen. Mir hunn dat scho laang gefrot. Ech fannen dat eng fundamental richteg Diskussioun. Dat Eenzegt, wat mer elo brauchen, dat ass awer nach eng Diskussioun, wéi mer deen 1 % gebrauche respektiv wéi mer dee Budget, dee mer elo kréien, fir wellech Arméi – fir wellech modern Arméi – ausginn a wéi mer d'Arméi wëlle moderniséieren, wat e weesentleche Punkt ass. Déi Diskussioun musse mer nach heibanne féieren.

Dat selwecht gëllt fir de Santésberäich, den Ëmwelt- a Klimapolitikberäich, de sozialen Aspekt respektiv dat kompetitiivt Europa. Ech wëll net op déi Froen ze vill agoen, well mer soss einfach elo d'Zäit fortleeft.

Mir brauchen och, an dat seet déi Diskussioun iwwert d'Zukunft vun Europa ganz kloer, eng gemeinsam Äntwert iwwert d'Migratiounsfroen. An de Migratiounspak, deen um Dësch louch, muss och weider diskutéiert ginn. Den Här Asselborn sot richtegerweis, et géif „lues" domadder weidergoen. Ech soen: Et geet „ze lues" domadder weider! Well mir kommen zu kengen uerdentleche Konklusioune momentan. Déi gemeinsam europäesch Asylpolitik, déi mer absolutt brauchen, déi effektiv Reform vun den Dublin-Prozedure respektiv déi Diskussiounen iwwert d'legal a regulär Migratiounspolitik, déi onbedéngt an Europa musse geféiert ginn, sinn och Domänen, wou eis Positiounen, mengen ech, kloer sinn. Awer mir mussen och kucken, datt mer se dobausse verteidegen.

Mir brauchen och kloer Prioritéiten an institutionelle Froen. Zum Beispill si mer der Meenung, datt d'Pouvoire vum Europaparlament mussen op voll legislativ a budgetär Pouvoiren erausgoe respektiv op Pouvoiren, wou et kann e Contrôle vun der Europäescher Kommissioun maachen.

A wéi sti mer zu deenen transnationale Lëschten, wou d'Europaparlament eng Propositioun eraginn huet, déi nach muss diskutéiert ginn? Och do, mengen ech, misste mir am Parlament eng Kéier eng ganz seriö Diskussioun driwwer féieren, well dat huet Implikatiounen op dat, wat an deenen nächsten – vläicht nach net an deenen nächsten, mee sécherlech an deenen iwwernächsten – Europawale geschitt. An dat huet domat och Implikatiounen, wéi mir am Europaparlament als Land representéiert sinn. Doriwwer brauche mer kloer Positiounen.

Da wollt ech nach e Wuert soen iwwert déi ganz Fro, déi hannert där Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa opkomm ass, dat ass déi vun den Traitésännerungen. An ech hunn do dem Här Asselborn nogelauschtert, deen eng grouss Apprehensioun fir Traitésännerungen ausdréckt – wann ech Iech richteg verstanen hunn.

An ech muss soen, datt ech Iech Recht ginn doranner. Well ech hunn d'Angscht, wa mer eis elo Hals iwwer Kapp an eng Traitésdiskussioun lancéieren – well mir nach alleguer dee Souvenir hu vun deem, wat 2005 geschitt ass –, da si mer fir fënnef oder zéng Joer a gréisseren Diskussioune blockéiert. An dat an enger Zäit, wou mer awer wëssen, datt an Europa fundamental Decisioune musse geholl ginn a wou ee ganz gutt muss oppassen, datt een net mat esou Diskussiounen iwwer seng eegen Inhalter, iwwer säin eegenen Nuebel déi grouss Decisiounen, déi eis Positioun an der Welt festmaachen, derniewentsetzt respektiv net ordentlech diskutéiert kritt!

Dat ass deen éischte Grond. An deen zweete Grond ass, datt ech och eng gréisser Apprehensioun hunn, wann ech gesinn, wéi duerno, wa mer eng Traitésreform gemaach hätten an eis eens wären, wéi déi da misst an eenzelne Länner ëmgesat ginn, wëssend, datt eng Rei Länner elo scho gesot hunn, datt bei gréisseren Traitésännerungen e Referendum an hirem Land géif gemaach ginn. A mir wëssen, wéi dat a verschiddene Länner ka populistesch ausgenotzt ginn. A wann dat derniewentgeet, weess ech net, ob mer net méi falsch gemaach hunn, wéi mer richteg gemaach hunn.

(Interruption)

Dofir soen ech hei ganz kloer, datt mir der Meenung sinn, datt deen Traité, deen elo hei existéiert, net perfekt ass, sécherlech seng Lacunnen huet, mee eis awer géif erlaben, vill méi an der europäescher Politik ze maachen, wéi haut gemaach gëtt. An ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt sech elo hannert der Necessitéit vun enger Traitésännerung verstoppt gëtt, fir net dat ze maachen, wat mer awer scho kéinte maachen, wa mer et da wéilte maachen!

Dofir ass mäin Appell deen: Kommt, mir maachen elo mol dat, notamment an der Aussepolitik oder an der Defensepolitik, wat mer mat dësem Traité kënne maachen! A kommt, mir bremsen eis net selwer! A wann eng Traitésännerung muss gemaach ginn, da just op deene wichtegen, prezise Punkten, déi strikt delimitéiert sinn, fir eis net duerno an eng Situatioun ze beginn, wou mer selwer alleguer net méi erauskommen. Dat wëlle mer jo sécher net.

A mäi leschte Punkt heizou ass dann och déi kloer Positioun zur Rechtsstaatlechkeet, wou mer natierlech d'Regierung dran ënnerstëtzen, wa se seet, datt mer ouni Rechtsstaatlechkeet net weiderkommen an Europa. A woura mer se och ënnerstëtzen, dat ass, datt d'Rechtsstaatlechkeet sécherlech a verschiddenen Domänen eng Conditio sine qua non muss sinn, soudatt mer dofir d'Asetze vun der Artikel-7-Prozedur, da wa se noutwendeg ass, selbstverständlech ënnerstëtzen an och de Konditionalitéitsmechanismus, notamment am Fall Ungarn, fir richteg a fir äusserst wichteg empfannen. Dat ass och en Deel vun der Kredibilitéit an Europa, datt ee sech muss zur Rechtsstaatlechkeet an alle Fäll bekennen.

Och nach ee Punkt – éier ech Europa verloossen – ass deen iwwert d'Adhesiounen an d'Kandidaten, fir an Europa eranzekommen. Mir hu gesinn an deene leschte Joren, datt dat, wat mat de Memberschaftskandidate geschitt ass a wéi mer als Europa mat hinnen ëmgaange sinn, net ëmmer – a mengen Aen – ganz korrekt war. Ech hunn et net ëmmer flott fonnt. Europa versprécht, Leit an d'Unioun eranzehuelen, an dann huet een heiansdo d'Impressioun, datt alles oder villes gemaach gëtt, fir dat esou laang wéi méiglech viru sech hierzeschiben, well een et am Fong awer net esou richteg wëllt.

Am Westbalkan – dat hate mer 2003 versprach – hätte mer vläicht déi Länner och méi solle/missen ënnerstëtzen, fir datt se mat deenen noutwendege Schrëtt, déi natierlech musse gemaach ginn, och weiderkommen. Haut si mer a verschiddene Länner an enger Situatioun, wou se sech zu China, Russland oder zur Tierkei dréinen, well et do heiansdo méi schnell geet. An dat ass extreem schued! Dofir soen ech a bieden ech, datt mer wierklech deen Dialog sollen esou schnell wéi méiglech, esou fest wéi méiglech, esou kredibel wéi méiglech relancéieren.

Wat an Nordmazedonien an Albanie geschitt ass, wou, muss ech awer soen, eng peinlech Temporisatioun fir den Ufank vun den Diskussioune geschitt ass ... Mir wëssen alleguer, vu wat mer schwätzen, an ech wëll elo kengem d'Schold dohinnerwerfen, mee ech muss soen: Dat muss elo weidergoen! An ech war frou, wéi ech den Ausseminister héieren hunn, dee gesot huet, datt mat Hëllef vu Lëtzebuerg déi do Diskussiounen erëm lancéiert wären. Tant mieux! Well dat ass och en Deel vun eiser Kredibilitéit: Wa mer A soen, musse mer och iergendeng Kéier B soen an net dann de Contraire vun A erëm behaapten.

An d'Ukrain a Moldawien, déi hunn elo e Kandidatestatus kritt an d'Adhesioun versprach kritt. Mir wëssen alleguer a si wëssen et och, datt dat net direkt geet, datt do eng ganz Rei Schrëtt musse gemaach ginn, datt dat e ganze Parcours ass, éier ee bis an der Europäescher Unioun ass. Mee ech wëll just hei kloer an däitlech soen: Ech hoffen, datt déi Verspriechen, déi deenen zwee Länner elo gemaach gi sinn, keng eidel Versprieche gewiescht sinn! Datt mer och seriö dru schaffen an datt mer net an e puer Joer d'selwecht dostinn wéi am Westbalkan! Well ech soen Iech: Wann dat de Fall ass, kënnt natierlech e risege Frust op an da kann déi Frëndschaft, déi mer mat deene Länner hunn, mat der Ukrain, mat Moldawien, sech och mol an de Contraire changéieren, wa se d'Impressioun hunn, datt mer se net seriö huelen. Also, wa mer et soen, da soen ech, musse mer et och maachen! Och dat ass en Deel vun eiser Kredibilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | A wa mer gesinn, datt dat mat der Türkei net geet – well dat hu mer jo gesinn an deene leschte Joren, dat hu mer och scho méi wéi eng Kéier hei am Raum ugeschwat –, da solle mer dat och kloer an an aller Däitlechkeet no bausse soen!

Den Här Macron huet am Oktober eng Initiativ geholl, déi mech e wéineg erstaunt huet, well ech warscheinlech net Insider sinn: déi, fir d'Communauté politique européenne zesummenzeruffen de 6. Oktober zu Prag. An ech muss soen, ech hunn et am Fong eng ganz interessant Initiativ fonnt, fir iwwert d'EU eraus 44 europäesch Regierungs- a Staatscheffen zesummenzeruffen, ganz Europa ausser Russland a Belarus, well dat kloer gewisen huet, wou d'Grenze vun Europa haut sinn, well et eis ganz kloer delimitéiert huet a well et och deene Leit d'Gefill vun der Zougehéieregkeet vun de Kandidatelänner an anere ginn huet.

Mir musse just oppassen, datt dat net esou consideréiert gëtt als Ofstellgleis fir Kandidatelänner, déi mer domadder, well mer eng aner Struktur kreéieren, kënnen ausbremsen. Dat ass et sécherlech net. Dat däerf et och net ginn! A wann et dat net ass, da fannen ech, datt et e ganz positiivt Instrument ass, fir an engem Europa, dat e wéineg erweidert ass, seriö Problemer kënnen unzeschwätzen.

Mee Kärstéck vun der Diskussioun ass sécherlech haut d'Ukrain. An do ass eis Positioun och kloer. Ech mengen, ech brauch déi net méi am Detail ze widderhuelen, dat hu mer oft genuch hei gemaach. Mir mussen alles maachen, fir datt den Här Putin net gewënnt. En hält net op, wann en dee Krich hei gewënnt. An et ass e mënscheveruechtende Krich, mat massiv Doudegen, mat Massakeren, mat Vergewaltegungen, mat Bombardementer op d'Zivillpopulatioun, mat Krichstechnik, déi systematesch géint d'Populatioun agesat gëtt, fir se ze terroriséieren, a wou och d'Konsequenze vun enger Hongersnout an Afrika esouguer mat akzeptéiert ginn!

Mir hunn d'Regierung an allem ënnerstëtzt a mir stinn hannendrun. Mir hu se bei Sanktiounen ënnerstëtzt, mir hu se op Sanktioune gedréckt. Mir hu se bei de Waffeliwwerungen ënnerstëtzt. Mir hu se bei dem Accueil vun de Flüchtlingen ënnerstëtzt. Mir hu

se och ënnerstëtzt derbäi, nach méi Sanktiounen ze froen. Mir hu se och kontrolléiert an ënnerstëtzt beim rigouréisen Ëmsetze vun dëse Sanktiounen.

An do just eng kleng Klammer op: Ech si frou, datt d'Lëtzebuerger Regierung déi Sanktiounen ordentlech – oder hoffentlech ordentlech – ëmsetzt. Ech wär just der Meenung, et soll och an anere Länner kontrolléiert ginn, ob d'Ëmsetzung vun de Sanktioune gradesou geschitt, wéi dat hei zu Lëtzebuerg amgaangen ass ëmgesat ze sinn.

Mir stinn also do voll a ganz hannert der Regierung. De Fridden erhalen, dat ass haut, Stäerkt weisen, hëllefen, do, wou onschëlleg Länner ugegraff ginn, net zouloossen, datt an Europa d'Recht vum méi Staarke sech einfach duerchsetzt. Eis europäesch Geschicht huet eis méi wéi eng Kéier gewisen, zu wat dat féiert. Dat féiert just zu nach méi Krich an zu nach méi Leed an Ënnerdréckung.

An ech wëll dat och nach eng Kéier kloer soen: Fir all déi Parteien, déi sech hei an Europa dohinnerstellen a soen: „Mir sinn d'Partei vum Fridden. Mir wëlle sofort verhandelen an de Fridden hierstellen", zu deene soen ech, datt se am Fong genau de Contraire erreechen. Si liwwere fir d'éischt d'Ukrain an duerno aner Länner dem Putin, der Diktatur an der Ënnerdréckung aus, ouni mat der Wimper ze zucken, kalbliddeg a fir mech absolutt zynesch!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Eng Rhetorik, déi seet: „D'Sanktioune bréngen näischt", „Letal Waffe liwwere verlängert de Krich a kascht Liewen", oder „D'Ukrain ass keng richteg Demokratie, et ass e korrupte Regimm an dofir ass et net derwäert, datt ee sech esou derfir asetzt", dat ass eng Rhetorik, déi mënscheveruechtend Ugréffskricher letztendlech justifizéiert, de Putin faktuell a souguer a senger Kommunikatiounsoffensiv ënnerstëtzt, an et ass eng Rhetorik, déi d'Fräiheet, d'Sécherheet an d'Striewe no engem friddleche Liewe vun engem Land, dat sech der Aggressioun erwiert, einfach mat Féiss rennt!

Déi Parteien heibannen, wa se sech virstellen als konservativ Partei – well dat maache se jo –, da soen ech, datt déi aner konservativ Parteien an Europa, wéi déi englesch konservativ Partei oder déi konservativ Partei a Polen, PiS, déi ech net ganz gär hunn, mee déi awer kloer ass an hiren Aussoen, wéi souguer déi italieenesch Partei Fratelli d'Italia, souguer Vox a Spuenien, sech kloer an däitlech géint de Putin, géint déi Invasioun, fir Waffeliwwerungen absolutt kloer an däitlech ausgeschwat hunn an an aller, aller Däitlechkeet genau déi selwecht Positioun hu wéi d'CSV respektiv och d'Regierungsparteien heibannen: wichteg Fuerderung, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen, vigouréis Condamnatioun vu Russland an absolutt all Hëllef der Ukrain ginn!

Déi Eenzeg – an ech soen dat och, well dat mech richteg rose mécht –, déi d'Argumenter, déi Dir heibannen huelt, och nach an der Europäescher Unioun gebrauchen, dat sinn op där enger Säit de Rassemblement National mam Marine Le Pen, den Éric Zemmour, dat ass och nach d'AfD, dat ass och nach d'Aube dorée a Griichenland. Dat sinn déi, déi mat där Argumentatioun fueren, mat där Dir hei fuert. Oder wann ech op déi aner Säit vun dem Extreem kucken – mee do stellen ech Iech net hin –, dat ass d'Extrême gauche mam Här Mélenchon an der France insoumise, dat si Syriza a Podemos.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Sou, ech wëll just soen, et kann een ëmmer behaapten: „Mir si bei de Konservativen", mee wann ech déi Positiounen hei kucken, da stitt Der enzwousch anescht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wëll dat eng Kéier kloer an däitlech soen.

Mir ënnerstëtzen also d'Regierung, well mer der Meenung sinn, datt een haaptsächlech als klengt Land muss wëssen, wéi et sech ufillt, vum grousse Noper ënnerdréckt ze ginn, iwwerrullt ze ginn, wann ee frou ass, wann ee vun aneren dann Hëllef kritt. An natierlech, wa mir och wëllen, datt déi Friddensdiskussioune stattfannen, wa mer och der Meenung sinn, datt iergendzwousch eng Kéier muss verhandelt ginn, da soe mer awer kloer, datt et net elo an engem Moment ka sinn, wou mer géint d'Ukrain géifen déi Verhandlunge maache respektiv wou d'Ukrain an enger Schwächesituatioun ass, well domat kann ee keng uerdentlech Verhandlunge maachen.

Mir ënnerstëtzen also d'Regierung, mee mir soen awer och, datt heiansdo d'Regierung soll ophale mat verschiddenen naiven Aussoen, déi se mécht. Ech hunn dem Här Asselborn säin Interview vum 10. August 2022 am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou en dorop ugeschwat gëtt, datt den Här Lawrow e puer Deeg virum Iwwerfall an der Crimée dem Här Asselborn frëndschaftlech gesot hätt, datt et awer esou wär, datt d'Integritéit vun der Ukrain ni géif a Fro gestallt ginn. An e puer Deeg méi spéit war et esou. An den Här Asselborn ass gefrot ginn, ob en dann der Meenung wär, datt en ugelu gi wär vum Här Lawrow. An d'Äntwert vum Här Asselborn huet mech jo awer erstaunt: „Nee", sot en, „den Här Lawrow wousst et net." Also, come on! Sérieusement! Ausseministere si vläicht oft am Ausland a wëssen net ëmmer, wat am Land geschitt – Här Asselborn, do sidd Der net deen Eenzegen –, mee sérieusement, ech kann dat do ... Déi Naivitéit kann ech awer net ganz seriö huelen!

Iwwert d'Ukrain eraus musse mer wëssen, datt Russland och nach eng Gefor op anere Plazen ass, net ëmmer wéinst geografesche Conquêten, déi et mécht, mee och op anere Punkten, notamment, well et eis an der Energiefro natierlech ënner Drock wëllt setzen, dat ass absolutt evident. Dofir musse mer eis Energieindependenz drécken, sou schnell wéi méiglech, mat Alternativenergie, mat Waasserstoff, mat Biofuel oder mat Atomenergie – elo nach, an hoffentlech net méi ganz laang, mee elo nach an dësem Moment. Dat schéngt mer absolutt evident ze sinn.

Mee deen anere Kampf, dee geliwwert gëtt, ass och nach e Kampf géint d'Desinformatioun, wou mer och wëssen, datt systematesch agegraff gëtt vun de Russen an eisen Demokatien, fir a sech d'Vertrauen an de System ze huelen, fir Haass a Spaltung ze maachen. Och dat musse mer kloer soen, och dat musse mer als Politiker, als Aussepolitiker, bekämpfen.

A schlussendlech och d'Amëschen an d'demokratesch Systemer an an d'demokratesch Wale selwer. Mir wëssen, wat an Amerika geschitt ass. Mir wëssen och, wat d'Tentativen a Frankräich waren. Dofir wär et wichteg, datt d'Lëtzebuerger Regierung och dat géif thematiséieren, datt se et net nëmme géif thematiséieren, mee och déi noutwendeg Moyene sech ginn, fir sech dogéint ze wieren a fir sécherzestellen, datt mer prett sinn, fir dogéint unzekämpfen. Dat schéngt mer och eng Prioritéit ze sinn.

An da wësse mer och nach, datt Russland op anere strateegesche Felder doheem ass. Am Mëttleren Osten zum Beispill, mat enger direkter Interventioun a Syrien 2015, wou d'Ënnerstëtzung vu Russland et erlaabt huet, datt de Bashar al-Assad iwwerhaapt um Pouvoir bliwwen ass, an him natierlech d'Méiglechkeet ginn huet, zu Tartouse Base-maritimmen ze kréien an eng nei Base aérienne zu Lattaquié opzesetzen. Mir wëssen dat. Mir wëssen, datt mer militäresch dorobber musse virbereet sinn. A mir mussen och wëssen, datt déi Erpressung vun der Türkei a vun Israel, déi domadder ka gemaach ginn, datt Flüchtlingen aus Syrien heiansdo provozéiert gi vu Russland, datt dat eng extreem grouss Gefor ass, net nëmme fir d'Türkei, net nëmme fir Israel, mee fir ganz Europa. An dofir musse mer eis prett dofir maachen.

An dat selwecht gëllt an Afrika, wou mer wëssen, datt déi Truppe vum Wagner d'Fransouse schonn deelweis aus dem Mali erausgedréckt hu respektiv och am Burkina Faso, am Niger present sinn an datt Russland och an Algerie present ass, mat de Militärmanöveren, déi fir d'éischt vu Russland an Algerien zesumme gemaach ginn, och mat Waffeverkeef selbstverständlech. Dofir brauche mer do och eng kohärent Militärstrategie, déi muss iwwerkuckt ginn.

Dat Eenzegt, wat mech berouegt an deem Ganzen, an all deem, wat do geschitt ass, dat ass, datt sech an der Ukrain gewisen huet, datt déi russesch Arméi net déi Arméi ass, déi mer gemengt haten, datt se wär. Si ass schlecht preparéiert, si ass oneffikass a si ass och nach korrupt. Dat Eenzegt, wat hannendrun ass, dat ass, datt se d'Nuklearwaff hunn. An dat musse mer als Gefor extreem seriö huelen. Dofir war ech och frou, datt de chineesesche President zumindest iwwert d'Intervention nucléaire kloer Wierder fonnt huet.

Also als Resümmee a fir de generelle Kader ze soen: Eis Aufgab ass elo, éischtens, der Ukrain ze hëllefen, de Krich ze gewannen an illegal annexéiert Territoiren erëmzekréien, zweetens, Krichsverbriecher virun international Geriichter ze bréngen, drëttens, d'Ukrain erëm opzebauen, véiertens, de Kampf géint Desinformatioun unzegoen, fënneftens, eis energeetesch Independenz hierzestellen, sechstens, der Ukrain ze hëllefen, fir prett ze ginn, fir an enger Rei Joren och Member vun der EU ze ginn – dat ass nach e laange Wee, mee dat muss kommen –, a siwentens, op deenen aneren Theateren, wou Russland present ass, net naiv ze sinn, mee ze probéieren, notamment an Afrika, notamment am Mëttleren Osten, och an deene Länner, wou Russland present ass, an d'Spill ze kommen.

A China si mer an engem Dilemma, dee kloer ass. Mir wëssen op där enger Säit vun deene massive Mënscherechtsverletzungen, ob dat zu Hongkong ass, ob dat géint d'Uiguren ass, ech brauch se net ze beschreiwen. Mir wëssen awer op där anerer Säit och, datt mer ekonomesch net laanscht Russland, net laanscht China an deenen nächste Jore kommen.

An ech muss soen, et kann een also net naiv op där enger Säit an net naiv op där anerer Säit sinn, net, well ee wëllt Business maachen, soen: „Et ass alles gutt, wat a China geschitt." Dat ass et net! An et kann een awer och net soen, well ee gesäit, wéi a China d'Mënscherechter mat Féiss gerannt ginn: „Mir hunn an deenen nächste Jore strictement keng Relatioune méi mat China!" Dat ass och esou, wéi d'Welt momentan leeft, absolutt net méiglech an do muss ee realistesch un déi Saachen drugoen.

Wat ass eng realistesch Haltung fir drunzegoen? Ma dat ass evidenterweis, am Mënscherechtsrot seng Meenung iwwert déi Mënscherechtsverletzungen, déi a China geschéien, kloer an däitlech zum Ausdrock ze bréngen. Dat ass awer och, sech driwwer am Kloren ze sinn, datt ee muss wirtschaftlech Relatioune mat China hunn, mee awer och do eng Rei Grenzen ze setzen. An eng vun de Grenzen huet den Här Asselborn gottseidank richtegerweis ugeschwat, dat ass ze soen: Mir wëlle keng Produkter aus deene Géigenden, wou esou Mënscherechtsverletzunge geschéien, wéi am Xin..., wéi bei den Uiguren!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, voilà, Dir hutt mer do gehollef.

Dat ass fir eis natierlech absolutt an total inakzeptabel!

Mee da kënnt awer och hannendrun, datt mer strateegesch mussen oppassen, wéi mer virginn. Mir wëssen, datt China, wann et sech an d'europäesch Ekonomie eramëscht, dat net einfach esou mécht, mee dat mat prezisen Zilsetzunge mécht, datt et Entreprisen opkeeft, net well se ekonomesch interessant sinn, mee well se e strateegeschen Interêt hunn.

Dofir soen ech nach eng Kéier: Mir waren dergéint, fir enger chineesescher Gesellschaft Enovos zu 25 % ze verkafen. A mir hoffen, datt endlech deen Text kënnt! Ech hunn eng Proposition de loi gemaach an d'Regierung huet och en aneren Text ofginn, wou mer mat der Filterung vun den Investissementer aus drëtte Länner dann der Regierung Méiglechkeete ginn, fir déi ze blockéieren. Déi ass absolutt wichteg!

Wann ech kucken, wat haut nach geschitt ass, wou an Däitschland de Wirtschaftsminister – deen dat gutt gemaach huet, muss ech soen – souwuel ERS electronic wéi Elmos haut gestoppt huet a gesot huet: „Nee, d'Chineese kommen net an déi Betriber eran, well et strateegesch e Feeler wär, se eranzeloossen!", dat fannen ech eng couragéiert an eng richteg politesch Haltung. An ech verstinn net, soen ech als Klammer hannendrun, déi Decisiounen, déi zu Hamburg am Hafe geholl gi sinn, déi géint sechs Ministeren, déi géint och d'Sécherheetsservicer vun Däitschland respektiv géint d'EU-Decisiounen oder -Opinioune geholl gi sinn.

Wat d'Handelsofkommes mat China ugeet, ass et op Äis geluecht ginn. Mat Recht ass et op Äis geluecht ginn, well China sengerzäit eng ganz Rei Europadeputéiert sanctionéiert huet.

Mee ech soen awer och hannendrun: Vum Prinzipp hier ass och mat China en Handelsaccord ze considéréieren. Well ech menge wierklech, datt mir méi drun ze gewannen hunn, wéi mer drun ze verléieren hunn, wa mer kënne villes méi fair gestalten, wa mer méi Kontrolle kënnen aféieren a wa mer méi Ouverturë kënne maachen. All eis Diskussiounen, déi mer mat China féieren, mussen ëmmer a konstant als Prinzipp hunn, datt mer Reciprocitéit froen: Wann d'Chineesen eppes hei kréien, musse mir et och dohanne kréien. Dat muss de grousse Prinzipp vu sämtlechen Negociatioune sinn.

An de Prinzipp muss et och sinn, datt mer eis als Lëtzebuerg gemeinsam an eng China-EU-Politik aschreiwen. Dat klëngt elo einfach, just datt Lëtzebuerg et net gemaach huet virun zwee, dräi Joer, well mer als Land individuell en Accord ënnerschriwwen hunn, d'„Belt and Road Initiative", wou mer am Fong inhaltlech näischt kritt hunn, guer näischt kritt hunn! Et steet och net ganz vill dran an deem Accord, well et just e politeschen Accord ass, dee China erlaabt, ee Land méi op seng Lëscht vu Länner ze schreiwen, mat deenen et gutt Relatiounen huet, a wat d'EU a sech net wollt. Ech fannen et eng falsch Decisioun! Mir hunn dat déizäit ganz kloer gesot a mir soen et haut och nach an aller Däitlechkeet.

An de sechste Punkt ass, datt mer all déi Initiative mussen op EU-Säit ënnerstëtzen, déi doranner bestinn, datt mer europäesch Champione méiglech maachen, well soss hu mer géint amerikanesch respektiv géint chineesesch Betriber an Zukunft keng Chance méi.

An da soen ech och nach, datt mer an de Relatiounen, déi mer an der Chamber hu mat anere Länner, heiansdo mussen ophalen. Ech war erstaunt virun enger Rei Méint, wéi ech héieren hunn, datt de Chamberspresident virun enger Zäit eng Videokonferenz mam President vun der chineesescher Chamber hat, ouni datt mer als Chamberskommissioun informéiert gi sinn driwwer, a wou ech mech gefrot hunn: Wat fir eng Zilsetzung huet dann déi Diskussioun? Wat fir eng Messagë gi mir? Wat fir eng Konklusioune ginn dann do gezunn? Dat war just zu enger Zäit, wéi zwee Lëtzebuerger Europadeputéierter vun de Chineese sanctionéiert gi sinn. Do féiere mir esou eng Diskussioun als Lëtzebuerger Chamber! Firwat? A mat wat fir engen Ziler? Ech wëll déi Fro awer hei eng Kéier gestallt hunn, well se fir mech extreem sensibel ass.

An ech kommen duerno nach eng Kéier ganz kuerz op d'parlamentaresch Diplomatie zréck, déi fir mech net onwichteg ass.

E puer Wierder iwwert d'USA, wou ech virdru scho gesot hunn, datt mer zwou Zäsuren haten, déi vum Isolationismus vum Trump an déi vum Här Biden, dee sech awer méi konzentréiert op déi Gebidder, wou den direkten Interêt vun de Vereenegte Staaten um Spill steet. Mee fir mech ass et nach wie vor kloer, datt eng transatlantesch Relatioun fir eis weesentlech ass – absolutt weesentlech ass! –, datt mer just musse kucken, wéi mer se uginn. Mir si kee Vasall vun de Vereenegte Staaten. Mir hänken net vun de Vereenegte Staaten of. Mir wëllen en Alliéierte vun de Vereenegte Staate sinn, well mer mengen, datt mer eng ganz Rei Saache kënnen zesumme maachen, a well mer mengen, datt mer besser hunn, eng Sécherheetsstrategie mat den Amerikaner zesummen ze maachen.

Mir brauchen also an eisen Aen d'USA méi als Alliéierten, fir Sécherheet an Europa hierzestellen, wëssend awer, datt d'Sécherheet an Europa net d'amerikanesch Prioritéit an dësem Moment ass, mee datt si éischter drop fokusséiert sinn, Sécherheet am Indopazifik hierzestellen an hirem Suprematiekampf mat China, an datt net ëmmer Europa hir Prioritéit ass.

Mee dat heescht awer och, datt hir Prioritéit och net de Mëttleren Osten ass, Nordafrika an Afrika ass respektiv d'Türkei ass. An dofir ergëtt sech fir mech d'Konklusioun dorauser, datt mir verantwortlech sinn als Europäer fir eis eege Sécherheet, fir Sécherheetsfroe ronderëm Europa, fir Flüchtlingsfroe ronderëm dës Konflikter a fir de Liewensstil an d'Verteidegung vun eise Wäerter. Dat kënne mer u keen aneren delegéieren, déi Verantwortung musse mer scho selwer iwwerhuelen.

Mir brauchen och nach d'USA, net nëmmen an der NATO, net nëmme fir d'Verteidegung, mee sécherlech och nach a kommerzielle Froen, fir gemeinsam Reegelen opzestellen, fir den Accord vu Paräis anzehale respektiv fir Mënscherechter a Covidfroen an de Multilateralismus weltwäit. Ouni d'USA geschitt do net ganz vill. Dat musse mer wëssen! Mir si keen Unhängsel. Mir sinn onofhängeg a mir mussen eis d'Moyenen zu där Autonomie ginn.

An dat selwecht gëllt fir déi Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn oder wäit vun eis ewech sinn an déi awer wichteg sinn an deem ganze Concert vun demokratesche Länner, wéi zum Beispill Australien, wéi zum Beispill Kanada oder wéi zum Beispill, méi no bei eis, de United Kingdom oder Norwegen.

E puer Wuert och nach iwwert den Noen Osten. Dat ass ëmmer eng Fro, wou mer net op där selwechter Linn leien, Här Asselborn. Mee den Här Asselborn huet gëschter gesot, datt déi Zweestaateléisung, quitte datt se schwéier ze erreechen ass, awer nach ëmmer d'Zil ass. Ech sinn och absolutt domadder d'accord. Ech deelen d'ailleurs och seng Meenung, datt et momentan e schwieregé Wee dohinner ass, deen all Dag méi schwiereg gëtt. Bis dohinner si mer eis eens.

Mee wat ech net mat him deelen, wat mir net mat him deelen, dat ass dat, wat mir als eng absolutt eesäiteg Analys gesinn, fir d'Schold dorunner just op Israel ze drécken. Dat ass an eisen Ae sécher falsch, well dat berécksichtegt net déi Honnerte Rakéiten, déi op Israel heiansdo eriwwergeschoss ginn. Dat ass fir eis eng eesäiteg Approche, gëtt der Realitéit net gerecht, verhëlleft och an eisen Aen net zu enger Léisung. Well wann een eng Léisung an engem Konflikt wëll fannen, da muss een ëmmer mat deenen zwou Säite schwätzen. A wann een eng eesäiteg Haltung anhëlt, an dat ass déi vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, dann hëlt ee sech selwer aus dem diplomatesche Spill eraus an et gëtt een net méi seriö geholl an et kann een net méi an enger Diskussioun domat weiderfueren.

Ech maachen dat un e puer Beispiller ganz kloer fest. Dat éischt Beispill, dat ass d'Reaktioun vum Lëtzebuerger Ausseminister op déi sougenannt Abraham-Accorden, wéi se ënnerschriwwe gi sinn. Am Ufank ass do eng ganz grouss Retizenz ausgeschwat ginn, well déi Accorden tëschent Israel an aneren arabesche Länner ouni prealabel d'Palästina-Fro ze léise geschitt sinn. An dann ass meng Fro: Ass dat wierklech Lëtzebuerger Aussepolitik? Ass dat wierklech d'Lëtzebuerger Aussepolitik, fir ze soen, wann Israel Ofkommesse mat anere Länner mécht aus dem Moyen-Orient, datt dat net e positive Punkt wär? Mat där Ausso hu mer eis am Fong op déi selwecht Linn gesat wéi d'Türkei, wéi den Iran a wéi Russland. All déi aner Länner, och EU-Länner, hunn dat ganz positiv opgeholl!

A wann een haut kuckt, wat aus deenen Accorde ginn ass, da gesäit een, datt se wuel fonctionéieren, souwuel beim Tourismus wéi bei der industrieller Zesummenaarbecht.

Dat selwecht Onverständnis ass dann zum Ausdrock komm, wéi elo den 3. Oktober no zéng Joer endlech erëm e Conseil d'association zwëschent der EU an Israel zesummekomm ass. Ech hunn dat eng positiv Saach fonnt, datt erëm uerdentlech mateneen diskutéiert gëtt. Ech hunn awer héieren ... oder mengen Informatiounen no gëtt dat vun eiser Aussepolitik respektiv vun eisem Ausseminister net esou ënnerstëtzt, wéi et sollt ënnerstëtzt ginn.

An da mäi lescht Beispill, dat si verschidden UN-Resolutiounen, wou ech och en Onverständnis muss ausdrécke bei Votten an der UN, wou mer jo am Mënscherechtsrot sëtzen, zum Beispill bei deem Vott, wou mer Israel condamnéiere wéinst Verstéiss géint d'Fraerechter – an dat mat Saudiarabien, dem Jemen, Pakistan an dem Iran –, do stëmme mir eng Motioun (veuillez lire: eng Resolutioun), fir Israel wéinst Verstéiss géint d'Fraerechter ze condamnéieren!

(Interruption)

Do muss ech awer soen: Wat soll dat? Wat soll dat? Ass dat wierklech seriö gemengt? Fir mech, fir eis ass dat total onverständlech! A wann Dir sot, Här Asselborn, datt d'EU hei muss an där doter Politik aus engem Mond schwätzen, da fannen ech dat absolutt richteg. Mee wann een esou eng Positioun vertrëtt, wéi Dir se elo vertrueden hutt, ass et natierlech schwéier fir déi aner EU-Länner, mat Iech d'accord ze sinn!

Niewent de Froe vun Israel a Palästina gëtt et och nach eng ganz Rei aner Punkten an dem Moyen-Orient, déi wichteg sinn. Am Libanon ass extreem dramatesch, wat an deene leschte Joren, an deene leschte Méint do geschitt ass: d'Explosiounen am Hafen ... De facto hu mer kee Staat méi, dee

fonctionéiert, et ass e „failed state“ momentan an Israel (veuillez lire: am Libanon), wann ech dat vu Wäitem kucken.

(Interruption)

Säit e puer Deeg hu mer d'ailleurs och kee President méi, well dem Michel Aoun säi Mandat ofgelaf ass. Dat gesäit een, datt visiblement an enger Rei Gebidder am Libanon d'Hisbollah iwwerholl huet an hire Pouvoir do exercéiert. An déi gëtt selbstverständlech vum Iran finanzéiert, wat en absolutten Onstabilitéitsfacteur ass. Dofir fannen ech et dramatesch! An d'Fro ass: Wéini hëllefe mer deem Land, wat am Fong gewinnt en europanot Land war, wat amgaang ass ënnerzegoen a wat dem Iran ausgeliwwert ass?

A Syrien ass de Bashar-al-Assad-Regimm mat russescher Ënnerstëtzung um Liewe gehale ginn. Wann een awer kuckt, wat do amgaang ass, och ze geschéien, mat organiséiert vu Russland, wou iwwert déi Flüchtlingswaff, déi kalbliddeg ausgenotzt gëtt, Griicheland ënner Drock gesat gëtt, Zypern ënner Drock gesat gëtt, wou Flüchtlingen och duerno weider an Europa kommen, da misst hei konsequent Pressioun gemaach ginn, fir Griicheland an Zypern ze hëllefen, déi absolutt exposéiert sinn!

A wann ech dann iwwert den Iran nach e puer Wuert soen: Et ass natierlech den Iran de groussen Onrouherd an der Géigend, wou d'Mënscherechter – an dat hu mer an deene leschte Woche an aller Däitlechkeet gesinn – absolutt net respektéiert ginn a wou d'Populatioun amgaang ass ze revoltéieren. Mir hunn eng Motioun doriwwer, déi ech erabruecht hunn, hei an der Chamber virun e puer Woche gestëmmt. Mee maache mer eis keng Illusiounen: Et ass en totalitäre Regimm, deen all Oppositioun ouni Rücksicht wäert nidderknëppelen, sou wäit en et an esou laang en et fäerdegbréngt!

A wann d'Europäer momentan net esou vigouréis äntweren, wéi ech gemengt hätt, datt misst geäntwert ginn, dann ass et warscheinlech, well nach ëmmer d'Hoffnung besteet, datt den Nukleartraité, dee jo awer wichteg ass, zu engem gudden Enn gefouert gëtt. Mee ech woen awer dorunner och absolutt ze zweifelen an ech wëll do och virun all Naivitéit warnen!

Mir hätten hei normalerweis eng Motioun erabruecht. Ech hunn awer ..., well ech mam Här Cruchten geschwat hunn, deen den Noriedner elo ass, a weess, datt hien och eng Motioun erabréngt an deem Sënn, hu mer gemengt, et wär besser, ech géif déi mat ënnerschreiwen an da kéinte mer als Parlament eng gemeinsam maachen, quitte datt eis e wéineg méi vigouréis a méi hefteg war. Mee mir si jo och an der Oppositioun an Dir an der Majoritéit, da gehéiert dat warscheinlech derzou; mee de Sënn an d'Zil si jo awer déi selwecht gewiescht.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | De Mëttleren Osten ass also komplizéiert an et muss ee kucken, datt een Alliéierter fënnt, notamment wann ee kuckt, wat d'Roll vum Iran ass. An do kënnen aner sunnitesch Länner, och wa se engem net onbedéngt gefalen, respektiv Israel awer Alliéierter sinn, zumindest an där doter Problematik. De Mëttleren Osten ass komplizéiert, mee loosse mer eis näischt virmaachen: Et steet och hei direkt eis Sécherheet um Spill an dofir muss en eng absolutt Prioritéit hunn!

Iwwer Afrika wollt ech am Fong just ganz kuerz soen, datt mer do vill Kooperatiounspolitik maachen, déi mer och total hei ënnerstëtzen, mee datt mer och mussen an eiser Aussepolitik eis Efforten esou ëmwandelen, datt mer net nëmme Kooperatiounspolitik maachen, mee datt mer och ekonomesch Partner a strateegesch Alliéierter an deene Länner sichen a fannen.

Mir gesinn, wat aner Länner, wéi zum Beispill d'Türkei, wéi zum Beispill Russland, wéi zum Beispill China, fir en Asaz an Afrika hunn, ouni déi mënschlech Gedanken, déi mir ëmmer mat erabréngen, ouni déi Kooperatiounshëllef, déi a sech virun all Interêt vun eisem eegene Land geet, mee déi mat reellen – souwuel strateegeschen, militäreschen, wéi och ekonomeschen – Interêten a mat enger grousser Effikassitéit do eraginn. Däers musse mer eis bewosst sinn.

Dofir mengen ech, musse mer iwwer eis Kooperatiounspolitik erausgoen, kucken, datt mer déi weiderféieren, mee awer och wirtschaftlech a strateegesch Partnerschafte mat de Länner an Afrika méi systematesch schléissen a méi systematesch uginn.

Dann nach ee Wuert zu deene Konflikter, déi, well esou vill Konflikter elo an der Welt waren, awer heiansdo vergiess ginn. Dat sinn déi Konflikter, déi mer ënner anerem – mat enger anerer Natur – mat der Türkei haten, wou ech soen, datt d'Zilsetzung vun eiser Aussepolitik muss sinn, datt mer absolutt Zypern ënnerstëtzen, déi scho Schwieregkeete genuch hu mat där Trennung, déi se mëtten am Land hunn a wou se och Refugiéë vun den Türken iwwert déi „Green Line“, déi an hirem Land entstanen ass, eriwwergesat kréien a wou och Buerungen an hire Gewässer gemaach ginn. Respektiv muss och d'Zilsetzung sinn, datt mer eng voll an total Ënnerstëtzung Griicheland ginn, dat déi selwecht Problemer huet mat sengen Inselen a mat de Buerungen, déi op sengem Territoire gemaach ginn. Do däerf an Europa keen Zweifel opkommen, bei wiem mer stinn!

An deen anere Konflikt, dat ass dee vun Armenien am Nagorny-Karabach, deen nach ëmmer weidergeet, och wann en elo aus der Aktualitéit verschwonnen ass, wou d'Russe soi-disant de Krich gestoppt hunn, awer elo nach am Gebitt present sinn. Mee dat mécht eis Relatioune mat Armenien net ëmmer méi einfach.

Mee hei gesinn ech awer, datt et e Vollek ass, wat fir seng Fräiheet kämpft, wat vum staarken Noper iwwerrullt gëtt, wat vun anere Länner net onbedéngt ëmmer vill Hëllef kritt a wou de Westen och nach amgaang ass, mam Aserbaidjan ze verhandelen, fir seng Energieproblemer ze léisen, wat d'Situatioun jo net méi einfach mécht.

Mee ech mengen, an der Aussepolitik muss an eisen Aussoen zumindest ganz kloer sinn, op wat fir enger Säit mer stinn, an dat ass déi Säit vum Aserbaidjan, well déi Aggressioun geet ...

(Brouhaha et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Pardon! Merci. Dat ass déi Säit vun Armenien – honnertprozenteg an total! Ech kommen an deem Konflikt och schonn duerjerneen. Dat ass déi Säit vun Armenien. An dofir sinn ech der Meenung, datt d'Regierung déi soll total ënnerstëtzen, bilateral an och op EU-Säit, an datt mer och kucke sollen, well mer vun der Chamber dohinner invitéiert sinn, och aus symbolesche Grënn déi Rees an Armenien, déi mer solle maachen, unzehuelen, fir och ze weisen, op wat fir enger Säit mer stinn. An do ka keen Zweifel entstoen: Dat muss an dat kann nëmmen déi armeenesch sinn!

Ech sinn e groussen Unhänger vun der parlamentarescher Demokratie. An dofir, dat ass a sech da fir déi nächst Legislaturperiod, do mengen ech, datt mer eis als Parteien all zesumme missten eng Kéier dohisetzen a kucken, wéi mer d'parlamentaresch Demokratie – egal wien an der Regierung ass a wien an der Oppositioun ass – kënnen anescht organiséieren. Well mir kënnen als Parlamentarier heiansdo eng Diplomatie maachen, déi d'Regierung net ka maachen an déi eng ganz staark Symbolkraaft huet, well si d'ganz Populatioun kann ëmfaassen – well och d'Oppositioun kann derbäi sinn – a well ee kann iwwerzeegend Messagë weiderbréngen, déi d'Regierung net ëmmer ka maachen. An ech fannen, datt mer dat als Lëtzebuerger Parlament weesentlech méi systematesch kéinte maachen.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt d'Welt méi geféierlech ass, net nëmmen an der Ukrain, mee och am Mëttleren Osten, am Indopazifik, an Afrika, a Pakistan oder an Indien. Si ass och méi polariséiert. Den Theater vun den Operatiounen, déi eis eppes uginn, ass momentan weltwäit an dofir muss Europa suerge fir seng Verteidegung, fir seng Plaz a seng Wäerter, fir seng Wirtschaft a säi Wuelstand.

An dofir brauch Europa, brauch och Lëtzebuerg e klore Kompass an der Aussepolitik. Europa huet sech ee ginn, dat ass en theoreetesche bis elo. An der Realitéit mussen d'Länner sech och un dee Kompass, deen d'EU sech elo ginn huet, halen, a sech och konsequent drun halen. An ech hoffen, datt mer net dauernd wäerten elo vun deene 27 Länner Kriticken un deem Kompass kréien, datt déi eng heimadder net d'accord sinn, datt déi aner domadder net d'accord sinn, mee datt en och kann, ouni datt verschidde Länner hir Schlaumeierei erëm spille loossen, an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg huet sech nach keng esou eng Strategie ginn. Den Ausseminister wollt dat net, aus welleche Grënn och ëmmer. Ech sinn der Meenung, datt dofir eis Aussepolitik ganz massiv u Konsequenz verluer huet, well mer ganz oft just dann e Sammelsurium vu gutt gemengten Initiativen op de Wee bréngen, well mer vill Optrëtter an allméigleche Medie maachen, wou een awer net ëmmer gesäit, wat fir eng Linn dran ass, a well mer ganz oft just moraliséierend Lektiounen ausdeelen, wou aner Länner béis Fangere gemaach kréien, wat d'Problemer awer kaum léist.

Fir d'CSV geet et duer domadder. Mir brauche Kohärenz an der Aussepolitik. Mir brauchen eng Aussepolitik, déi d'Interête vum Land als éischt Zil huet. Mir brauchen eng Aussepolitik, déi net d'Kämpf vu gëschter bestreit, mee déi der Welt, den Erausfuerderungen an der Realitéit vun haut ugepasst ass. Oder, fir et einfach ze maachen: Mir brauchen eng Aussepolitik, déi dësen Numm verdéngt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Wiseler. Vu dass et eng ganz wichteg Diskussioun ass, déi mer de Mëtteg féieren, hunn ech och Fangerspëtzegefill bei der Riedezäit gelte gelooss.

An, wann Der mer erlaabt, just e Wuert zum Plädoyer fir d'parlamentaresch Diplomatie, wou ech ganz op der Säit si vum Här Wiseler a wou ech just wëll drop hiweisen, dass mer an deene leschte Joren enorm, enorm Efforten op deem dote Gebitt gemaach hunn, liicht ënnerbrach vun der Covidkris. Mee Dir kënnt Iech erënneren, dass mer bei deene puer leschte Rendez-vousen, déi mer haten, um Rand vun deem engen oder deem aneren Incident diplomatique waren, doduerch dass mer keng Langue de bois gebraucht hunn, mee Kloertext geschwat hunn. A ganz richteg, mir kënnen eis dat als Parlamentarier heiansdo erlaben.

Merci.

An da ginn ech direkt d'Wuert weider un de Gusty Graas, deen och prett ass.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Mënschheet ass gewinnt, mat Krisen ze kämpfen. Et vergeet kee Joer, wou mer an dësen Debatten net mussen iwwer Krise schwätzen a wou dës Debatt net och vun där enger oder anerer gréisserer Kris ganz kloer dominéiert gëtt. An deene leschten zwee Joer war dat de Covid, deen eis an Otem gehalen huet. Och wann dës Pandemie net ganz verschwonnen ass, sou ass awer nieft dem Klimawandel leider eng nei Kris opgetaucht zënter dem 24. Februar, déi eis ganz staark beonrouegt.

Mam Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain ass d'Welt ouni Zweifel eng aner ginn. Dat wat mir an Europa u sech net méi fir méiglech gehalen haten, ass erëm agetrueden, dat heescht, e Krich op europäeschem Buedem, e Krich, deen och e planetarescht Ausmooss krut entre-temps. Den Här Putin huet ouni Zweifel hei säi richtegt Gesiicht gewisen. Et ass kee sympathescht Gesiicht!

Une voix | Nee!

M. Gusty Graas (DP) | Et ass e Gesiicht, dat näischt Guddes verheescht. Haut wësse mer, datt den Här Putin e ganz geféierleche Personnage ass, deen zu villem fäeg ass. Haut regrettéiere mer och, datt mer 2014, wéi schonn déi illegal Annexioun vun der Krim iwwert d'Bün gaangen ass, déi net méi staark sanktionéiert hunn. Dat war ouni Zweifel e Feeler. An dofir musse mir, all d'demokratesch Länner, an där gëtt et jo glécklecherweis nach genuch, méi haart a méi determinant vis-à-vis vum Regimm a Russland virgoen. D'Verhältnis zu Russland wäert warscheinlech fir déi nächst Joren, ech woe bal ze soen, Joerzéngten, méi wéi gestéiert sinn.

1802 huet den däitschen Dichter a Philosoph Johann Gottfried Herder iwwer Russland geschriwwen: „Siehe die Weltkarte an: Wohin gehört Russland? Zu Europa oder zu Asien? Zu beiden. Dem größten Erdstrich nach zwar zu Asien; sein Herz aber liegt in Europa."

Ech mengen awer, zënter dem 24. Februar stëmmt dat elo net méi esou. Russland huet säin Häerz fir Europa verluer. An et wäert ganz laang daueren, bis datt erëm europäescht Blutt duerch d'russescht Häerz fléisst. Esou e Staat wéi Russland brauche mir och net an Europa.

Glécklecherweis mierke mer awer och an deene leschte Wochen, datt d'russesch Arméi dach och eng Rei Schwäche weist. D'Opgi vun der strateegesch wichteger Stad Lyman an d'Nidderlag am nordukrainesche Gebitt Charkiw si gutt Beispiller. D'Annexioun no engem Schäireferendum vun de véier ukrainesche Gebidder Cherson, Donezk, Luhansk a Saporischschja war eng gelongen Zirkusnummer, muss ee soen, déi och fir ganz vill Gelächter dobaussen – an zu Recht! – gesuergt huet.

An datt déi russesch Arméi u sech elo méi schwaach ausgesäit, dat ass virun allem doduerch ze erklären, datt d'ukrainesch Arméi massiv ënnerstëtzt gëtt, dat natierlech an éischter Linn virun allem vun den USA. Mee déi Solidaritéit, déi een um Niveau vun der NATO bis elo gesinn huet respektiv och um Niveau vun der Europäescher Unioun, ass ouni Zweifel och remarkabel. Och mir Lëtzebuerg hunn en Deel derzou bäigedroen. Bis elo hu mer ronn 72 Milliounen a militärescht Material investéiert, fir eise Frënn, kann ee scho soen, aus der Ukrain ze hëllefen.

De Wanter, dee jo elo zumindest dem Kalenner no virun der Dier steet, wäert awer och gären entscheedend ginn. An dowéinst riskéieren och d'Reegele vum Krich ze änneren. Dowéinst ass et och wichteg, datt mer deem Rechnung droen. Dofir musse mer och elo versichen, d'ukrainesch Arméi mat adaptéiertem Material nach méi ze ënnerstëtzen. Ech denken zum Beispill u Parkaen, ech denken u Polarhändschen. Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill 1941 – d'Operatioun Barbarossa – déi Däitsch, d'Wehrmacht de Krich praktesch do verluer hunn, eeben och duerch déi klimatesch Verhältnisser. Duerfir däerfe mer dat net ënnerschätzen.

Wichteg ass och, datt déi ukrainesch Zaldote forméiert ginn, datt se ausgebilt ginn. Et ass evident, datt d'ukrainesch Arméi sech net onbedéngt mat deem modernste Krichsmaterial auskennt. An duerfir begréisse mir och als Demokratesch Partei, datt am Moment eng ronn 15.000 Zaldoten ausgebilt gi vun Däitschland a vu Polen, dat an hirem Trainingscamp Nowa Deba. Dës Missioun, déi heescht jo EUMAM Ukraine an déi gëtt och duerch europäesch Fonge finanzéiert. Dat wäert e Kreditt sinn zwëschent ronn 50 a 60 Milliounen. An zënter Juni huet och Groussbritannie schonn änlech Formatioune gemaach mat der Hëllef vun europäeschen Arméien, sief dat vu Schweden, Holland oder Dänemark. Et ass also wichteg, datt déi Formatioun och an Zukunft nach méi koordinéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP kann d'Sanktiounspolitik vis-à-vis vu Russland nëmme guttheeschen. An all déi, all déi, déi mengen – an et sëtzen der leider och heibannen –, déi Sanktioune géifen näischt bewierken, déi ieren, déi iere wierklech! Déi mengen, mir sollten eis op de Putin zoubeweegen, déi maachen e schwéiere Feeler!

A muss een dann hei nach eng Kéier drun erënneren, un d'Konferenz vun 1938, wou e gewëssenen Här Hitler, ënnerstëtzt vun engem gewëssenen Här Mussolini, den Här Daladier an den Här Chamberlain invitéiert hat a wou déi zwee Hären heemkomm sinn an der Meenung, de Fridde wier gerett? D'Konsequenze kenne mer, op déi brauche mer net zréckzekommen. Dowéinst muss ee wierklech do virdru warnen, och vis-à-vis vun engem Här Putin! An ech trauen deem dat wierklech zou, datt en änlech géif reagéieren. Hu mer da wierklech näischt aus der Geschicht geléiert?

(Interruption)

Et ass kloer, déi Sanktiounen, déi di wéi, déi dinn och eis wéi. Mee da muss een awer déi kruzial Fro stellen: Wat soll priméieren? Eisen Egoismus oder de Fridden, de Fridden op der Welt? An ech wëll déi Fro wierklech deene Leit stellen an nach eng Kéier soen – et gëtt jo virun allem eng Partei heibannen, déi op engem anere Pad sech do beweegt –, da solle se och déi Fro beäntweren, ob se bereet sinn ze akzeptéieren, datt mir hei, wa mer géifen déi dote Schinn fueren, dem Putin géifen an d'Hänn spillen. Et ass jo just dorobber, wou den Här Putin waart! E waart jo nëmmen drop, datt déi Solidaritéit um europäesche Plang ufänkt ze zerbréckelen. Dat ass jo seng grouss Hoffnung.

A just dat wëlle mir jiddefalls emol als Demokratesch Partei guer net! An dowéinst gëtt et nëmmen ee Wee, fir dëse Konflikt fréier oder spéider – hoffentlech éischter fréier – geléist ze kréien, dat ass, déi Sanktiounen nach ze verstäerken, ganz, ganz kloer!

An ech fannen et schonn onverantwortlech, wa verschidde Leit, och aus elektorale Grënn virun allem, elo versichen, d'Leit e bëssen opzestëppelen, och hei zu Lëtzebuerg, géint dës Sanktiounen, fir de Leit dann d'Gefill ze ginn, datt déi Sanktioune hinne géifen eppes u Liewensqualitéit huelen. Dat ass e kuerzfristegt Denken. Dat ass e falscht Denken! E ass en elektoraalt Denken. A genau dat däerf een zu dësem Zäitpunkt op kee Fall maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An d'Regierung ass sech däers jo och bewosst. Firwat hu mer an deene leschte Wochen a Méint déi vill Decisioune geholl? Fir de Leit eeben dobaussen ze hëllefen, fir déi néideg Kompensatiounen och zréckzebehale fir eeben de Verloscht, deen de Leit heiheem an dobaussen entsteet. Awer nach eng Kéier, mir mussen un där Politik do ouni Zweifel festhalen.

Mir begréissen duerfir och als DP deen aachte Sanktiounspak, dee jo ënner anerem Präisdeckele fir Ulegimporter aus Russland oder weider Importbeschränkungen an Héicht vu 7 Milliarden Euro virgesäit. Ab dem 5. Dezember däerf jo dann och kee russesche Pëtrol méi an d'EU agefouert ginn. An d'EU soll all, all méiglech Pisten ausnotzen, wéi een der russescher Ekonomie, an ech soen dat elo mol ganz brutal hei, nach méi wéi kann dinn!

D'russesch Ekonomie muss esou wäit kommen, datt se muss un e Beootmungsapparat gehaange ginn, datt wierklech do bekannt gëtt, datt do wierklech awer d'Situatioun opkënnt an och d'Vollek mierkt, datt dee Krich hei irresponsabel ass an datt déi Autoritéiten aus deem Land de Moment amgaang sinn, e falsche Wee ze fueren, an datt si och hirem Vollek an dem Land wéidinn. Dowéinst musse mer, wéi gesot, op där Schinn ouni Zweifel weidergoen. An datt déi Sanktiounen och schonn hir Friichten droen, dat gesäit ee jo un enger Rei vu Beispiller. Ech denken un d'Aviatioun, zum Beispill. Ech denke speziell u cheemesch Grondstoffer, déi elo net méi kënnen a Russland geliwwert ginn. De russeschen Inflatiounstaux ass de Moment schonn op iwwer 13 % ugewuess, an dat seet jo genuch.

An ech mengen, den Här Ausseminister huet gëschter a senger ganz interessanter Ried ënner anerem gesot – an dat kann een nëmmen ënnersträichen –: „Et geet hei net dréms, déi russesch Bevëlkerung ze strofen, mee déi, déi fir de Krich responsabel sinn", an domadder ass alles gesot an et ass grad déi Positioun, déi ee muss anhuelen.

Natierlech, déi bescht Sanktiounen notzen näischt, wann net déi néideg effikass Kontrolle gemaach ginn. An och mat der Deelmobillmaachung vum Här Putin huet Russland ouni Zweifel e weidere Schrëtt a Richtung Eskalatioun gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der ganzer Diskussioun stellt sech natierlech dann och d'Fro vun dem Bäitrëtt vun der Ukrain zur NATO. Dat ass keng nei Diskussioun. Ech mengen, et ass schonn 2008 lancéiert ginn. À moyen terme misst dat och méiglech sinn. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt grad mir jo als Parlament hei eent vun deenen éischte waren, déi dat guttgeheescht hunn. An et muss een och der Ukrain, wéi gesot, déi Perspektiv ginn.

An natierlech, datt d'NATO de Moment och en zweet Fréijoer erlieft, dat ass bemierkenswäert. An ech wëll och all deene soen – dat ass net pejorativ, net schlecht gemengt –, déi sech den Numm Pazifist gäre ginn, datt och si sech sollen awer elo vläicht bewosst sinn, wéi d'Situatioun ass: Mir brauchen – leider muss een zwar soen, leider! – eng staark Verdeedegungsgemeinschaft, déi defensiv virgeet, net offensiv. Ech mengen, datt och dee Leschten dat muss elo agesinn hunn, och wann dat natierlech vläicht net ganz interessant kléngt.

Leider ass et an där ganzer Diskussioun ëm d'Memberschaft vun der Ukrain an der NATO elo engem Mann awer „ze verdanken" – ze verdanken zwëschent Guillemeten –, datt eeben dee Prozess vun der Memberschaft elo méi lues geet, dat ass den Erdoğan. Ech schwätzen natierlech elo vu Schweden a vu Finnland, datt hien hei nach ofbremst. An dat ass, wéi gesot,

net ganz korrekt. Et kann een nëmmen hoffen, datt et vläicht d'nächst Joer bei de Walen an der Türkei awer zu engem Wiessel dann och do um Niveau vum Presidenteposte kënnt.

D'Angscht, datt Russland och emol vläicht eng Kéier kéint Atomwaffen asetzen, ass leider net onbegrënnt. Ech beruffe mech hei op en Interview vum leschten 8. Oktober am „Lëtzebuerger Wort", an deem de Rüstungsexpert Hans Møller Kristensen behaapt, datt Russland sech géif an enger Endphas vun enger joerzéngtelaanger Moderniséierung vu senge strateegeschen an net strateegeschen Nuklearwaffe befannen.

Et gëtt geschat, datt Russland Ufank vun dësem Joer ongeféier 4.477 Nuklearsprengkäpp gehat hätt, ëm déi 1.588 strateegesch Sprengkäpp. An dat géif e Gesamtstand vu 6.000 Sprengkäpp ginn. Am schlëmmste Fall kéinte souguer domadder Honnerte vu Millioune Mënschen ëmbruecht ginn. Bon, ech wëll elo net ze vill en negativen Zenario hei molen, mee mir sollen eis där Situatioun awer bewosst sinn.

De Moment ass jo nach deen atomaren Ofrüstungsvertrag tëschent den USA a Russland bis 2026 a Kraaft. Dat ass dat sougenannt „New Start"-Ofkommes a mir musse just hoffen, datt eeben, wéi gesot, d'Situatioun sech awer wäert esou entwéckelen, datt dat awer kann dee Moment och verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ukrain-Krich, dee verännert awer ouni Zweifel och déi international Staategemeinschaft. Ursaach ass och do de Pëtrolspräis, dee jo zënter dem Ufank vun der Invasioun elo op iwwer 100 Dollar de Barrel geklommen ass. Wéi en am September ënner 80 Dollar de Barrel gefall war, dunn hat d'OPEC sech jo mam Diktator aus Russland gëeenegt, fir d'Produktioun vum Pëtrol ëm 2 Millioune Barrel pro Dag erofzesetzen.

Do muss ee scho bal soen, dat ass awer zum Deel – entschëllegt den Ausdrock elo, en ass vläicht net ganz diplomatesch gewielt –, mee et ass scho bal eng hannerlëschteg Roll vu virun allem och Saudiarabien. Do ass jo virun allem de Krounprënz Mohammed bin Salman – dee gëtt jo MBS genannt –, deen huet sech ganz kloer op d'Säit vum Putin gestallt an en huet domat och déi strateegesch Allianz mat den USA am Fong geholl staark hypothekéiert. An et muss een och drun erënneren, datt den Här Biden jo am Juli a Saudiarabie war an datt en do net onbedéngt ganz häerzlech empfaange ginn ass.

Wat méi schlëmm ass, datt et och Leit a Saudiarabie gëtt, déi haut behaapten, datt u sech déi Invasioun vum George Bush, muss ee soen, 2003 am Irak gläichzesetze wier mat dem Afall vum Putin an d'Ukrain. An da gëtt och dem Westen vusäite vu Saudiarabie virgehäit, déi israeelesch Besetzung a Palästina géif vum Westen akzeptéiert ginn. Jiddefalls ass net dermat ze rechnen, datt à court terme d'Distanz zu Moskau aus dem Noen Oste wäert méi kleng ginn (veuillez lire: datt à court terme den Noen Oste wäert op méi grouss Distanz zu Moskau goen), au contraire. Dat spillt natierlech och dem Putin an d'Hänn an däers musse mer eis och natierlech ëmmer erëm bewosst sinn.

Och dem Här Ilham Aliyev aus dem Aserbaidjan gëtt elo ërem e bësselche méi Opmierksamkeet geschenkt. D'Madamm von der Leyen huet jo duerchblécke gelooss, datt ee gegeebenefalls och kéint Pëtrol aus dem Aserbaidjan kréien. Europa fänkt natierlech elo un, e bëssen tëschent zwee Still sëtzen ze kommen. Elo kann ee soen, mir hunn d'Wiel zwëschent Pescht a Cholera. Et muss ee just oppassen, datt déi gutt Virsätz, déi mir als Europäer hunn, fir eis Wäerter no baussen ze exportéieren, hei net op eemol e bësselchen ënnert d'Rieder kommen. Well wa mir Saudiarabien an de Vereenegten Emirater d'Méiglechkeet ginn, elo erëm Waffen ze kafen, am Fong geholl zum Deel mat eise Suen, dann ass dat awer zumindest ze hannerfroen.

Duerfir ass et enorm wichteg, datt Europa esou schnell wéi méiglech erëm op eege Bee kënnt, virun allem och, wat déi wirtschaftlech Ofhängegkeet ubelaangt, net nëmme vis-à-vis elo vu Russland. Ech denken och natierlech u China, wou ech herno nach wäert drop zréckkommen. Et ass wichteg, datt Europa erëm déi Autonomie zréckkritt, wat virun allem d'Produktioun vun enger ganzer Rei Produiten ubelaangt. Den europäesche Bannemaart huet nach ganz vill Potenzial, do ass guer keen Zweifel. Ech mengen, och eis Liwwerkette musse méi sécher ginn. Mee wa mer dovunner schwätzen, da musse mer natierlech awer och iwwert d'Nohaltegkeet schwätzen. Ech mengen, eis Liwwerkette sollen awer ganz kloer an Zukunft nach vill méi wéi virdrun no nohaltege Krittäre fonctionéieren.

Fir d'Kapitel vum Ukrain-Krich awer elo ofzeschléissen, wëll ech nach drop hiweisen, datt jo och eng Kéier den Dag kënnt, hoffentlech séier, wou dat definitiv eriwwer ass. Eppes ass ganz kloer: Déi Leit, déi dat do verbrach hunn, déi musse virun en internationale Geriichtshaff gestallt ginn, e spezielle Geriichtshaff, wéi et dann och ëmmer ass, mee si musse responsabel gemaach gi fir dat, wat se verbrach hunn. An ech maachen hei e Lien zum Strofgeriichtshaff vun Den Haag, wou jo awer och d'Krichsverbriecher vum fréiere Jugoslawie-Krich hei verurteelt goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll aus Aktualitéitsgrënn kuerz op d'Resultater vun de Wale vun de Midterms agoen. Bon, mir kennen nach keng definitiv Resultater. Et schéngt jo e Kapp-u-Kapp-Rennen ze ginn. Et kann een nëmmen hoffen, datt et awer net zu enger Victoire vun de Republikaner kënnt. Mee dat, wat ee bis elo héieren huet, schéngt leider net ganz positiv ze sinn.

No der inakzeptabeler russescher Invasioun ass jiddefalls déi gemeinsam westlech Sécherheetspolitik erëm méi an de Fokus komm. Da stelle sech natierlech déi selwecht Froen, déi mer schonn oft gestallt hunn, dat ass och déi: Brauche mer net um europäeschen Niveau virun allem méi Unitéit an der Verdeedegungspolitik? Ech mengen, déi Fro muss ee ganz kloer mat Jo beäntweren.

Mir hunn de Moment, kann ee soen, en Embryo vun enger europäescher Arméi. Musse mer eng europäesch Arméi kréien? Iwwert déi Fro ass scho vill diskutéiert ginn. Déi soll op alle Fall nach ëmmer weider och als Diskussioun hierhalen. Mir hunn, wéi gesot, schonn Usätz do gemaach. Et ginn de Moment ganz vill gemeinsam Übunge gemaach. Et gëtt och zum Deel d'Material zesummen akaaft. Mee, wat wichteg ass: datt u sech awer hei nach vill méi koordinéiert gëtt. Well mir sollen eis leider kengen Illusiounen higinn: De Fridden op dëser Welt, zumindest à court terme, an och à moyen terme, fäerten ech, ass awer eng Utopie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Oktober 1922, dat ass also elo e bësse méi wéi 100 Joer hier, do huet e gewëssene Benito Mussolini mat sengem Marsch op Roum – et war zwar kee Marsch –, mee en huet et awer fäerdegbruecht, datt en d'Muecht iwwerholl huet mat engem Regimm, deen ënner „Faschismus" bekannt ginn ass. Elo, gutt 100 Joer méi spéit, ass eng Partei un d'Rudder komm, Fratelli d'Italia, a wann een déi éischt Aussoe vun där Cheffin kuckt, der Madamm Giorgia Meloni, da muss ee sech allerdéngs och seng Gedanke maachen. D'Madamm Meloni scheit sech net ze behaapten, datt den Här Mussolini e gudde Politiker war.

Ech wëll hei net ënnerstellen, datt Italien elo riskéiert, erëm an e System zréckzefalen, wéi dat virun 100 Joer war. Mee trotzdeem musse mer awer ganz vigilant sinn an Italien riskéiert jiddefalls elo, méi no riets ze réckelen. Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wat heescht dat fir d'Zukunft vun Italien? Mee wat heescht dat virun allem awer och fir d'Zukunft vun Europa? Mir riskéieren also, elo nieft Ungarn an nieft Polen en zousätzleche Member an der Europäescher Unioun ze kréien, deen nach wäert fir vill Onrou suergen.

Do stellt sech natierlech och d'Fro: Wéi ass et méiglech, datt et awer nach ëmmer Unhänger gëtt fir esou e mënscheveruechtende Regimm, wéi deemools de Mussolini awer een opgebaut hat? D'Fro, déi och muss gestallt ginn: Huet Italie vläicht seng Geschicht net definitiv opgeschafft? Oder wat méi schlëmm wär: wann eenzel Leit ëmmer méi géifen erkennen, datt de Faschismus eng Alternativ zur Demokratie wier.

Dat si ganz serië Froen, déi mir eis och hei zu Lëtzebuerg stelle mussen. Ech mengen, grad mir als Lëtzebuerg géife gutt dostoen a stinn och gutt do, fir u sech déi klassesch an onersetzlech Wäerter wéi Fräiheet, Toleranz a Respekt ze verteidegen. Duerfir muss een déi Entwécklung ganz eescht huelen an et däerf ee jiddefalls Europa net Orbán a Kompanie iwwerloossen.

Ungarn krut jo iwwregens – dat muss ee sech emol virstellen – de Statut vun enger Demokratie ofgeschwat vun dem Europäesche Parlament. An dat Parlament huet betount, Ungarn wier zu engem „hybride System vun der Walautokratie" verkomm. Dat sinn natierlech ganz haart, ganz schlëmm Wierder. Mee dat ass e Land, dat awer an der Europäescher Unioun ass. An et ass jo gewosst, datt Ungarn och reegelméisseg u sech de rechtsstaatleche Prinzipp ënnergrueft.

Et kann also och net sinn, datt d'Europäesch Kommissioun hei deem nokuckt. Do muss ouni Zweifel reagéiert ginn. An déi Länner däerfe kee Fräifaartschäi kréien, fir sech weider esou ze entwéckelen. Mir mussen duerfir derfir suergen, datt jiddefalls all Vertragsverletzung muss Konsequenzen hunn. Duerfir ass et och gutt, datt mëttlerweil méi haart vis-à-vis vun esou Länner reagéiert gëtt.

Da stellt sech natierlech an deem ganze Kontext d'Fro: Wéi soll d'Europäesch Unioun vu muer ausgesinn? Kierzlech hat jo den Här Emmanuel Macron op Prag invitéiert, fir u sech eng europäesch politesch Gemeinschaft ze schafen. Bon, do muss ee soen, dat ass natierlech och keng nei Iddi. Déi huet den Här François Mitterrand schonn 1990 a senger Neijoerschusprooch och no bausse bruecht, mam Resultat, wat mer kennen. Dat war en Echec deemools.

Et ass eng Propos, déi natierlech soll diskutéiert ginn, muss diskutéiert ginn. Allerdéngs muss een och d'Fro stellen, ob net scho besteeënd Institutioune solle vläicht valoriséiert ginn, déi awer och de Moyen hätten, schonn zum Deel déi do Aufgab ze iwwerhuelen. Ech schwätzen hei vun dem Conseil de l'Europe.

Et ass e bëssen ze bedaueren, datt de Conseil de l'Europe, dee jo awer ëmmerhi 46 europäesch Memberen de Moment zielt, de Conseil de l'Europe, deen ech perséinlech als esou e Precurseur vun der Europäescher Unioun gesinn, deen e Filter duerstellt: Wie kann an eng Europäesch Unioun kommen? Wie kann net kommen?, ... Sollt een net zu dësem Zäitpunkt éischter esou en Organ valoriséieren, ier mer vläicht erëm eng nei Struktur schafen? Mee ech hoffen, datt dat och an deem Sënn undiskutéiert gëtt.

Mir haten iwwregens gëschter hei eng ganz interessant Entrevue och mat der Madamm Calteux. A si huet – déi Fro war och hei ugeschnidde ginn – gesot, datt dat schonn ugeschnidde gi wier. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier, et ass awer net onweesentlech, datt ee sech eeschthaft Gedanken och mécht iwwert d'Zukunft vum Conseil de l'Europe.

Ech wëll eppes hei ënnersträichen: De Conseil de l'Europe huet eng Decisioun geholl, déi guer net esou evident war, well de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe war do e bësse méi retizent. Et ass ëm d'Russesch Federatioun gaangen. An d'Assemblée parlementaire huet et fäerdegbruecht, fir d'Russesch Federatioun, wéi gesot, aus dem Conseil de l'Europe, aus der Assemblée parlementaire vun dem Conseil de l'Europe eeben, wéi een dat esou gutt op Lëtzebuergesch seet, erauszegeheien. An dowéinst, wéi gesot, muss dat ouni Zweifel och an Zukunft nach méi duerchdiskutéiert ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt Lëtzebuerg d'Presidence huet vum Conseil de l'Europe vum November 2024 bis de Mee 2025. An et ass och gutt, datt mer do schonn eng éischt Reunioun hate fir d'Preparatioun vun där wichteger Presidence.

Da muss een natierlech an där ganzer Diskussioun hei och d'Fro stellen: Solle mer nach de Prozess vun der EU-Erweiderung weiderféieren? Ech soe ganz kloer: Jo! Et wier e Feeler, fir elo dee Prozess ze stoppen. Mir hu rezent Kandidaten, wéi Nordmazedonien, Albanien, déi prett sinn. Bon, mat Serbie gëtt scho méi laang verhandelt, dat bis elo ouni Resultat, et huet awer och seng Ursaachen. Eng Kéier war et, datt Griicheland, Frankräich, Bulgarie sech géint Nordmazedonien ausgeschwat hunn, Frankräich war net frou mat Albanien an esou weider an esou fort.

Mee wa mer deene Länner net eng Perspektiv à court terme ginn – à court terme! –, da brauche mer eis awer och net ze wonneren, wann déi Länner sech eng Kéier ëmdréien an hire Bléck an eng aner Richtung féieren. An do gesi mer jo, wat fir eng Länner do scho prettstinn, fir mat hinne vläicht éischter da Kontakter opzehuelen.

Duerfir, wéi gesot, musse mer do Signaler setzen, och vis-à-vis vun der Ukrain. Och d'Ukrain huet jo d'Demande gemaach, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn. Sécher muss ee realistesch sinn. Sécher kann dat net an der Vitess vun engem TGV geschéien. Och muss natierlech d'Ukrain elementar Krittäre vu Kopenhage respektéieren. Och d'Ukrain muss weisen, datt se rechtsstaatlech Prinzippie respektéiert. Mee mir mussen awer deem Land zu dësem Zäitpunkt – an dat ass eng wichteg Symbolik – och déi Hoffnung ginn, datt et zu engem gewëssenen Zäitpunkt eng Kéier kann an d'Europäesch Unioun kommen. Et krut jo de Kandidatestatus zesumme mat Moldawien op eisem Nationalfeierdag.

Da gëtt et nach e Land wéi de Kosovo. Ech mengen, den Här Ausseminister ass gëschter och drop agaangen. Ech mengen, mir als Lëtzebuerg hu jo do eng positiv Approche zum Kosovo. Ech wëll och soen, datt d'Lëtzebuerger Delegatioun an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe och u sech ënnerstëtzt huet, datt de Kosovo soll fréier oder spéider Member do kënne ginn. An dowéinst solle mer och do weider eng positiv Approche hunn.

Wa mer de Chaos, den aktuelle politesche Chaos, an England kucken, a Groussbritannie kucken, da stellt sech natierlech och ganz séier d'Fro zu Schottland. An deemno wéi do en nächste Referendum ausgeet, kann och déi Fro eng Kéier opkommen: Soll Schottland eng Kéier vläicht gegeebenefalls Member vun der Europäescher Unioun ginn? Ech mengen, dat wär eng Fro, déi manner schwéier ze beäntwere wär. Dat selwecht gëllt och fir de Montenegro. Ech mengen, och do sollen d'Bäitrëttsverhandlunge relativ séier ofgeschloss ginn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et awer ouni Zweifel ausgeschloss, datt d'Türkei à court terme et à moyen terme soll eng Kéier Member vun der Europäescher Unioun ginn, a virun allem soulaang och den Här Erdoğan do um Rudder ass.

An nach eng Kéier: Seng Haltung zu de Bäitrëttsdemandë vu Schweden a vu Finnland fir an d'NATO ass einfach irresponsabel. Och seng Menacë vis-à-vis vu Griicheland sinn intolerabel. An elo dee leschte Coup, fir et emol esou ze soen, deen e gelant huet, dat ass d'Ënnerschreiwen den 3. Oktober vun engem Protokoll mat Libyen iwwert d'Exploitatioun vu Gas a Pëtrol am Mëttelmier. An do si jiddefalls aner Länner, déi och Revendicatioune kënne stellen! Mee dat ass him egal gewiescht. An d'Griiche schwätzen op alle Fall och do där ganzer Diskussioun d'Legitimitéit of, fir eeben, wéi gesot, kënnen deen Accord ze ënnerschreiwen.

Och d'Europäesch Unioun huet iwwregens deen ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ech hunn hei näischt ze soen, also ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Graas, ech reagéieren, wann Der erlaabt?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann den Här Graas dat wëllt?

M. Gusty Graas (DP) | Fir mech ass et ëmmer eng intellektuell Erausfuerderung, wann den Här Kartheiser mer eng Fro stellt.

(Hilarité)

Déi ech awer net ëmmer meeschteren, wëll ech awer och soen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee. Dat heiten ass wierklech keng intellektuell Erausfuerderung, éischter vläicht eng politesch. A merci, Här President, datt Der mer d'Geleeënheet gitt, a merci, Här Graas, datt Der wëllt drop äntweren.

Ech wollt just op déi Fro vun der Tierkei agoen. Dir hutt elo eigentlech fir d'Demokratesch Partei gesot, datt kuerz- a mëttelfristeg d'Tierkei net ka Member sinn. Ech wollt just dorobber opmierksam maachen, datt d'Regierung nach ëmmer op där Linn ass, fir eeben de Bäitrëtt vun der Tierkei awer ze envisagéieren an d'Positioun ni geännert huet.

Duerfir wollt ech Iech froen: Koalitiounsintern, wéi stellt sech dat duer? Wéi ass dat, datt d'Regierung no baussen dann eng Positioun vertrëtt, déi awer eng – ech géif soen: déi gréisst – vun deenen dräi Parteien an der Koalitioun net matdréit?

Une voix | O!

Une autre voix | En huet dat jo guer net gesot.

M. Gusty Graas (DP) | Ben, Här Kartheiser, Dir iwwerrascht mech elo!

(Hilarité)

Awer wierklech! Ech gesinn absolutt guer keen Ënnerscheed zwëschent deem, wat ech gesot hunn, an deem, wat am Koalitiounsaccord steet. Fir mech heescht „à court, à moyen terme" op alle Fall net, datt d'Türkei ni eng Méiglechkeet hätt, eng Kéier der Europäescher Unioun bäizetrieden. Punkt! Voilà. An Dir hutt et verstanen? Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A, ganz gutt!

M. Gusty Graas (DP) | All Respekt.

(Hilarité)

Dann ass mäin Exercice mer jo da gelongen.

Bon, wéi gesot, wann d'Europäesch Unioun soll gutt fonctionéieren, da muss déi Achs Berlin–Paräis ouni Zweifel och stëmmen. Do gouf et jo an de leschte Wochen e puer Dissonanzen zwëschent deenen zwee Staatscheffen – nee, den Här Scholz ass Bundeskanzler, zwëschent dem Här Macron an dem Här Scholz. Bon, de leschte 26. Oktober hu se sech ausgeschwat. Ech verstinn och, datt d'Fransouse sech e bësselche brüskéiert gefillt hunn, wéi déi Däitsch e gewëssenen Alleingang gemaach hunn, wat d'Verdeedegungspolitik ubelaangt, well si wëlle jo e sougenannte „Rakéiteschëld" iwwer Europa spanen, dat zesumme mat 14 aneren NATO-Staaten.

Ech mengen, déi Däitsch musse sech och bewosst sinn, datt se sech keng Feeltrëtt däerfen erlaben um Niveau vun der Europäescher Unioun an datt den Term „europäesch Souveränitéit" u sech muss an Zukunft méi staark spillen. Mee ech sinn awer do gudder Déng, datt déi Dissonanzen net wäerten zu gréissere Problemer féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 2. November waren et 105 Joer hier, datt déi berüümt Balfour-Deklaratioun guttgeheescht gi war. An Experte gi jo dovun aus, datt déi u sech matverantwortlech ass fir den nach haitege Konflikt zwëschent de Palästinenser an Israel. Jiddefalls dierft et och no deene leschte Wale keng gréisser Hoffnunge ginn, datt et hei eng Kéier zum definitive Fridde kënnt. Ech wëll och nach eng Kéier hei drun erënneren a besonnesch och den Appell un Israel maachen: Si hunn 1993 d'Accorde vun Oslo ënnerschriwwen, wou ganz kloer drastoung, datt de Gazasträifen an d'Westjordanland sollen ënner palästinensesch Verantwortung kommen. Et wier inakzeptabel, wann elo retroaktiv illegal Kolonien op eemol legaliséiert géife ginn.

Den Här Netanjahu, dee jo elo mat der Ënnerstëtzung vun engem Rietsblock, enger Rietsallianz méiglecherweis dann erëm un d'Rudder kënnt, ass leider kee Garant, fir datt, wéi gesot, de Fridden do kann dauerhaft gefestegt ginn. Dës Regioun wäert ouni Zweifel och an Zukunft nach ëmmer e Polverfaass bleiwen. Dowéinst ass et immens wichteg, datt och d'Europäesch Unioun eng erausragend Roll um diplomatesche Plang do spillt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun Israel ass et och net schrecklech wäit bis an den Iran. Bon, et ass jo gewosst, datt an deem Land intern d'Mënscherechter net onbedéngt schrecklech grousseschriwwe ginn. Dee Staat zéckt jo guer net, fir ganz séier Gewalt anzesetzen, wann d'Bierger net esou fonctionéieren, wéi e sech dat virstellt.

An ech mengen, nom Doud vun der Madamm Mahsa Amini de 16. September, déi vun der Police festgeholl gouf, well se de Voile net ganz richteg gedroen huet, si jo eng ganz Rei bluddeg Onrouen ausgebrach. Dat huet sech souguer iwwert d'Haaptstad Teheran eraus ausgebreet. Bis elo si Schätzungen no 500 Leit ëmbruecht ginn. Et ass um Niveau vun den Universitéiten, wou natierlech ganz vill Onrou ass. Et däerf een net vergiessen, datt och Dokteren, Professeren, Ingenieure sech un deenen Onrouen do bedeelegen. Och an der helleger Stad Maschhad ass dat de Fall. An duerfir fannen ech et och gutt, datt mir als Lëtzebuerger Chamber eis deem Sujet do unhuelen. Mir hate jo och hei eng Resolutioun an deem Sënn schonn eng Kéier zréckbehalen.

Mee ech mengen, bei deem Protest, do geet et elo net méi eleng ëm den Doud vun der Madamm, esou tragesch en och ass, mee dat ass de Fonke gewiescht, fir u sech en allgemengen Opstand ze entfachen.

Well mat der neier Regierung ënnert dem President Raisi goufen nach méi streng Reegelen agefouert, u sech gouf d'Bevëlkerung nach méi ageengt an der Ausübung vun hiren elementare Rechter. An et däerf een och net vergiessen, datt virun allem déi jonk Leit am Iran keng Bezéiung méi hunn zur Revolutioun vun 1979. Dowéinst ass och d'international Communautéit hei immens gefuerdert an d'Europäesch Unioun wéi och d'UNO mussen hir Stëmm hei ouni Zweifel erhiewen.

Mee den Iran mécht sech de Moment och nach op eng aner Manéier negativ bemierkbar. An der Fachzäitschrëft „Military Watch Magazine" konnt een nämlech noliesen, datt den Iran Dronen u Russland liwwert. An den Här Selenskyj hat jo behaapt, dat wieren der 2.400 vum Typ Shahed-136 a Shahed-137. Den Iran huet dat am Ufank ofgestridden, huet awer elo déi lescht Deeg zouginn, datt en där Dronen u Russland geliwwert huet. An domadder beweist e jo, datt e sech um militäresche Plang och méi enk mat Russland zesummegedoen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro muss natierlech och gestallt ginn, wa mer e Bléck op déi international Entwécklung werfen, ob sech net leider en neie Kale Krich um Horizont ofzeechent, an dat zwar mat dem Räich vun der Mëtt, mat China. Munch Zeeche weise leider drop hin. Peking – an dat ass keen neit Phenomeen – ass jo amgaangen, sech ganz staark ze implantéieren iwwert de Planéit, sief dat ekonomesch, sief dat awer och politesch. A si verstoppen hir Hegemoniebestriewunge jo absolutt guer net.

A virun allem den Appetitt op Taiwan ass vill méi grouss ginn a spéitstens och no der Visitt vun der Madamm Pelosi am August 2022 ass dat erëm vill méi an de Fokus geréckelt. An de Staatschef, den Här Xi Jinping, dee jo och elo erëm kloer confirméiert ginn ass un der Spëtzt, huet jo keen Heel draus gemaach, datt en am Fong geholl léiwer haut wéi muer Taiwan géif direkt erëm u China annektéieren.

Ech wëll och hei drop hiweisen, datt zum Beispill zwëschent Amerika a China u sech do awer schonn 1972, wéi den Här Nixon do war, ofgemaach gi war, datt Taiwan scho sollt zu China gehéieren, allerdéngs dierft dat net mat Gewalt geschéien. An d'USA sinn natierlech elo an der Situatioun, wou ee sech muss iwwerleeën, ob déi Positioun nach ka bäibehale ginn, well do sinn awer Länner wéi zum Beispill Japan oder Singapur, déi wiere warscheinlech brüskéiert, wann d'Amerikaner net eng kloer Positioun géifen anhuelen, wat d'Situatioun vun Taiwan ubelaangt. An duerfir ass et och wichteg, datt d'Amerikaner hei eng kloer Positioun bäibehalen.

Wat och interessant ass an där neister Militärstrategie vun der US-Regierung: Do gesi se China als déi gréisst Gefor. De Verdeedegungsminister, de Lloyd Austin, deen huet nämlech gesot, China wier dat eenzegt Land, dat de Moment fäeg wier, déi international Uerdnung kënnen ëmzebauen, dat och dozou déi Kraaft hätt, a Russland géif just als akut Bedroung aklasséiert ginn. Duerfir, wéi gesot, sinn dat och Entwécklungen, déi ee ganz genee muss verfollegen.

Wa mer scho bei China sinn, kommen ech och nach eng Kéier ganz kuerz op den Här Olaf Scholz zréck, dee jo elo eng Rees a China gemaach huet. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi elo opportun war grad zu dësem Zäitpunkt, ob net grad zu dësem Zäitpunkt virun allem d'Europäesch Unioun muss méi eng Eenegkeet weise vis-à-vis vun der chineesescher Féierung. An ech bezéie mech och hei nach eng Kéier op eng Ausso, déi den Här Macron gemaach huet, datt Europa misst ophalen, e Supermarché fir China ze sinn. An dat ass effektiv esou an duerfir huet déi Rees vum Bundeskanzler natierlech op jidde Fall och fir vill Diskussioune gesuergt, well och do musse mer vill méi onofhängeg gi vis-à-vis vun deem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Brasilie sinn d'Walen och elo eriwwer. Elo kann ee soen, déi Wale si gutt ausgaangen, mee och dat muss ee relativéieren, well leider hat d'brasilianescht Vollek am Fong geholl nëmmen d'Wal zwëschent zwee Kandidaten, déi u sech verhaasst sinn. Deen een ass op där enger Säit verhaasst, deen aneren ass op där anerer Säit verhaasst.

Wat positiv ass, ass, datt den Här Luiz Inácio da Silva elo awer ganz kloer direkt ugekënnegt huet, datt d'Ofholze vum Amazonas géif ophéieren. „Desmatamento zero" huet en dat genannt. Dann hoffe mer, datt e sech och dorunner hält, datt et keng eidel Wierder bleiwen. Mee Brasilien ass ouni Zweifel e ganz wichtege Partner am Kampf géint de Klimawandel. An d'„Handelsblatt" huet zum Beispill kierzlech matgedeelt, datt d'Ofholzung am Joer 2012 bei 4.500 Quadratkilometer louch. 2021 waren dat der awer schonn 13.038. Duerfir ass och elo ze hoffen, datt zu Sharm El Sheikh, wou jo elo da Vertrieder vun iwwer 200 Staaten zesummekommen, déi COP27 awer och wäert zu engem positive Resultat kommen.

D'Diskussiounen iwwert de Mercosur wäerten och elo erëm opgeholl ginn an dat wäert eis natierlech och fréier oder spéider erëm hei an der Chamber beschäftegen.

Dat Eenzegt, wat elo ze hoffen ass, ass, datt den Här Bolsonaro awer elo net op déi Schinn vum Här Trump iwwersprëngt an déi Wale contestéiert, net akzeptéiert. Et ware jo schonn éischt Uläss do an dat wier natierlech inakzeptabel. A mir hoffen och, wéi gesot, datt e sech als méi e faire Verléierer erausstellt wéi de fréieren Amtsinhaber an den USA.

Et sinn eng Rei aner Konflikter, iwwert déi een elo hei natierlech nach kéint villes soen. Ech wëll dat awer elo net ze vill am Detail maachen. Awer een, deen hei och scho gëschter vum Minister ugeschwat ginn ass, och vu mengem Virriedner, dat ass Armenien/Aserbaidjan. Dat ass natierlech och e leidege Problem. Do war u sech eng Wafferou Mëtt September festgehale ginn, mam Resultat, wat mer kennen: Et koum elo awer erëm zu neien Opstänn, wou och dann dräi Armeenier dout gemaach goufen. Duerfir, hei ass d'Europäesch Unioun virun allem och gefuerdert, fir an deem Konflikt ze intervenéieren. A wéi gesot, et ass schued, datt hei bis elo keng Léisung fonnt ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Aussepolitik diskutéieren, da musse mer natierlech och iwwert de Volet Migratioun schwätzen. Grad d'Migratioun wäert eis an deenen nächste Joren nach vill méi beschäftege wéi bis elo, dat an éischter Linn natierlech och erëm eng Kéier duerch de Klimawandel, wat oft nach ënnerschätzt gëtt. Mee de Klimawandel wäert derzou bäidroen, datt eng ganz Rei Leit musse souguer hir Heemecht verloossen. A wou gi se prioritär hin? Natierlech an Europa.

Ech mengen, d'Situatioun huet sech elo an deene leschte Woche virun allem um Balkan zougespëtzt. Do gëtt geschwat vun 228.000 illegalen Areesen, déi an deenen éischten dräi Quartaler vum Joer registréiert goufen. Dat sinn der 70 % méi wéi am Verglach zum selwechten Zäitraum vum leschte Joer. An dann däerf een net vergiessen, da kommen nach 3 Milliounen ukrainesch Flüchtlingen derbäi.

Da si mer natierlech och séier bei Serbien, déi do natierlech och eng ganz speziell Roll spillen, virun allem wat hir Visaspolitik ubelaangt, well se u sech Leit, déi migréieren, éischter an déi Länner orientéieren, déi de Kosovo unerkennen, wat si jo natierlech net maachen. Dat huet als Konsequenz, datt elo Leit aus Indien, Kuba oder dem Burundi och an Europa kommen. Dowéinst – an dat muss ganz kloer sinn – muss Serbie seng Visaspolitik änneren. A besonnesch e Land, wat awer permanent un d'Dier vun der Europäescher Unioun klappt, muss sech awer bewosst sinn, datt et iwwert déi dote Manéier mat Sécherheet net kann eng Kéier bei eis opgeholl ginn. Well ëmmer nëmmen de Luussepätter spillen, dat geet och net! An dat gesäit ee jo och, datt se awer ëmmer erëm vis-à-vis vu Russland versichen, sech positiv duerzestellen. Dat ka jiddefalls net esou akzeptéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wa mer iwwer Migratiounspolitik schwätzen, da komme mer net derlaanscht, och e Wuert iwwer Frontex ze verléieren, d'Frontex, déi sech jo an deene leschte Méint net onbedéngt grad positiv duergestallt huet. Ech wëll just drop hiweisen, datt d'Europäescht Parlament elo bannent sechs Méint zweemol – zweemol! – de Budget vu Frontex refuséiert huet. Dat ass e Budget vu 754 Milliounen Euro. An och no der Demissioun vun hirem Chef, dem Här Fabrice Leggeri, schéngt sech d'Situatioun jiddefalls nach net verbessert ze hunn. Do ginn eng ganz Rei Virwërf gemaach, virun allem natierlech zu de Pushbacks, dann och aner Virwërf, op déi ech elo net wëll hei am Detail agoen. Dat sinn natierlech ënner anerem och grav Beschëllegungen an do musse Konsequenze gezu ginn.

Et ass inakzeptabel, datt esou eng wichteg EU-Institutioun, esou e Service am Fong geholl awer esou een Image entre-temps kritt huet. A bis 2027 soll jo de Personalbestand op 10.000 Leit steigen, also muss do, wéi gesot, awer och Remedur geschafe ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e Ministaat wéi Lëtzebuerg huet awer um internationalen Niveau seng Roll ze spillen. Dofir begréisse mir och, datt eise Premier, de Xavier Bettel, elo zu New York a senger Ried am September virun der UNO-Vollversammlung erëm eng Kandidatur gestallt huet, fir am Joer 2031 an 2032 nees Member am UNO-Sécherheetsrot ze ginn. Mir waren dat jo schonn 2013 an 2014 als net permanente Member vun dësem trotzdeem awer extreem wichtege Gremium.

(Interruption)

De Staatsminister huet jo och ugekënnegt, datt e sech fir eng Reform vun dem Sécherheetsrot géif asetzen, datt en zum Beispill méi representativ a méi effikass sollt ginn. Da setzt e sech och fir méi eng grouss Presenz vun den afrikanesche Länner an, vun de mëttelgroussen a klenge Staaten, och virun allem vun de klengen Inselstaaten. An eist Land gehéiert jo och zu deene méi wéi 100 Memberstaaten, déi zwou Initiativen an deem Kontext matdroen, engersäits déi franséisch-mexikanesch iwwert d'Suspensioun vum Veto am Fall vu massiven Atrocitéiten an och de Code de conduite iwwert d'Aktioun vum Sécherheetsrot géint Genoziden, Verbrieche géint d'Mënschlechkeet a Krichsverbriechen.

Här President, ech wëll ofschléissend am Numm vun der Demokratescher Partei awer och eisem Ausseminister e grousse Merci ausspriechen, dem déngschteelsten Ausseminister an der Europäescher Unioun. Här Minister, Dir bréngt nach wie vor dat néidegt Engagement mat, wat jo mat Sécherheet och net ëmmer esou einfach ass.

An ech deelen net, ech soen dat ganz kloer hei, ech deelen net d'Aussoen, déi vum CSV-Riedner hei gemaach goufen. Ech sinn och erstaunt, ech sinn erstaunt iwwert déi Aussoen, déi hei gemaach goufen, déi net stëmmen!

Une voix | Wou si se?

M. Gusty Graas (DP) | Jo, voilà! Wou si se? Jo!

A wann een hei vun Inkohärenz schwätzt um Niveau vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, da soll een och mat Beweiser kommen! An déi Beweiser, déi hei koumen, dat ware keng! A wéi gesot, mir gesinn dat ganz anescht. Mir sinn au contraire der Meenung, datt Lëtzebuerg eng gutt Aussepolitik mécht, datt Lëtzebuerg nach wie vor déi Renommee, déi mer an de leschte Joerzéngten ... An hei schléissen ech selbstverständlech all déi Regierunge vu virdru mat an, well dat wär onfair soss, déi schléissen ech mat an. Déi gutt Renommee, déi mir opgebaut hunn – an ech soen elo „mir“: praktesch all Parteien zesummen –, déi ass och an deene leschte Joren net ugegraff ginn.

Au contraire: Lëtzebuerg steet nach wie vor ganz staark dobaussen. Mir sinn héich unerkannt dobaussen. Ech mengen, dat huet ee gesinn un enger Rei Posten, déi mer an de leschte Joerzéngte kritt hunn. Lëtzebuerg gëtt gehéiert dobaussen. Dat ass dank ënner anerem och Ärem Engagement. An dowéinst, naja, fannen ech et awer trotzdeem erstaunlech, wann awer hei elo eng Kritik verbreet gëtt, déi esou einfach net stëmmt an och net kann akzeptéiert ginn.

Jiddefalls merci vun der Demokratescher Partei fir Ären Asaz! D'Demokratesch Partei steet hannert der Regierung hirer Aussepolitik, déi se als geschlossen ugesäit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | E bësse kuerz.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Keng Provokatiounen, wannechgelift!

(Hilarité)

M. Gusty Graas (DP) | Ech kann awer nach weiderfueren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Graas. An den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech kann eigentlech do enchaînéieren, wou den Här Graas elo just opgehalen huet: nämlech och mäi Merci un den Här Minister an och all seng Mataarbechter.

An ech wéilt och ganz kuerz soen, datt déi Kritik, déi de Vertrieder vun der CSV hei un der Lëtzebuerger Aussepolitik insgesamt gemaach huet, datt en net richteg wéisst wouhinner ... an de roude Fuedem an esou weider an esou fort ..., ech fanne grad de Contraire. Ech fannen, datt dee gewëssene Francparler, deen eise Lëtzebuerger Ausseminister huet, datt dee gutt ass an datt seng Positioun ëmmer kloer verständlech ass. Ganz anescht, muss ech soen, ass dat bei ville vu senge Confrèren. An duerfir gëtt hien hei am Land geschätzt, an net nëmmen hei am Land, mee och a ville vun eisen Nopeschlänner.

Här President, virun engem Joer louch de Fokus vu menger Ried zu der aussepolitescher Debatt um Theema Sécherheet, am eigentlech breede Sënn vum Wuert: Cybersécherheet, Versuergungssécherheet, awer och sozial Sécherheet. Deen Ament konnte mir eis nach net virstellen, wéi dramatesch sech d'Sécherheet an Europa an eigentlech an der Welt géif veränneren a wéi eng Auswierkungen dat op eist Liewe géif kréien.

De 24. Februar huet dem Wladimir Putin säin duerch näischt ze rechtfertegende brutalen Ugréffskrich op d'Ukrain eis an d'Welt schockéiert. Zanter elo 259 Deeg kämpfen d'Ukrainer ëm hiert Iwwerliewen als fräit an eegestännegt Land. Mee si kämpfen net nëmme fir hiert eegent Land, mee e Stéckwäit och fir eis Sécherheet an eis Fräiheet. Dat Eenzegt, wat si sech zu Schold komme gelooss hunn, wann een esou wëll, ass, sech fir eis demokratesch Wäerter entscheet ze hunn.

An dësen Zäiten, fannen ech, ass Haltung gefrot. Et steet een entweeder op där enger Säit oder op där anerer, eppes dotëscht gëtt et net. Dat betrëfft net nëmmen d'Verurteelung vum Krich, mee och d'Positionéierung zu de Sanktiounen an déi allgemeng aussepolitesch Haltung. Fir eis ass kloer, datt déi eenzeg Äntwert ka sinn, dem Wladimir Putin säi Krich op dat Schäerfst ze verurteelen, de russesche Regimm dofir ze sanktionéieren an eis mat den Ukrainer solidaresch ze weisen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Grad an dësen Zäite musse mir dach eis Wäerter héichhalen, well ouni Demokratie gëtt et keng Sécherheet an och keng Fräiheet. An de Wee dohinner, d'Aart a Weis, wéi mer eis musse fir eis Wäerter staarkmaachen, ass duerch Diplomatie, duerch Zesummenhalt an och duerch Multilateralismus, an awer och andeems mer deenen zur Säit stinn, déi eis Wäerter deelen.

Mir stinn an der Verantwortung, eis Stëmm ze hiewen, wann internationaalt Recht gebrach gëtt a wa Mënscherechter mat Féiss getréppelt gi wéi an der Ukrain, awer leider och a villen anere Regioune vun der Welt.

Lëtzebuerg huet fir d'éischte Kéier d'Geleeënheet, am UNO-Mënscherechtsrot Member ze sinn a sech iwwert dëse Kader fir de Schutz vun de Mënscherechter an de Respekt vum internationale Recht anzesetzen. A mir si frou ze gesinn, datt mir dës Geleeënheet och notzen. Un dëser Plaz wëll ech eisen Ausseminister an all seng Mataarbechter luewen, déi eis net enttäuschen an hir Aufgaben am Mënscherechtsrot mat vill Asaz uginn. Dat steet eisem klenge Land ganz gutt zu Gesiicht!

De Krich an der Ukrain, matzen an Europa, huet eis gewisen, datt mir net nëmmen de Fridden an Europa, mee och eis Fräiheet, eis wirtschaftlech Stabilitéit an eise Wuelstand net dierfen ëmmer fir selbstverständlech halen. Mir ginn drun erënnert, firwat Lëtzebuerg sech 1951 mat aneren europäesche Länner zesummegedoen huet: fir eebe Krich an Europa ze verhënneren a fir iwwert de Wee vu Multilateralismus e méi séchert, e méi staarkt an e méi gerecht Europa ze gestalten.

An dofir steet d'Europäesch Unioun och haut nach. Bei aller berechtegter Kritik, déi mer kënnen hunn un der Europäescher Unioun, well se vläicht nach net esou wäit ass, wéi mer eis dat eigentlech wënschen, sollte mer dach houfreg sinn op dat, wat mer zesummen als Europäer an de leschte Joerzéngten erreecht hunn.

Dës EU huet vill Pappen: De Jean Monnet an de Robert Schuman natierlech, De Gasperi, Spinelli, Weiss, Mitterrand a Kohl, awer och de Gaston Thorn, de Jacques Santer an de Jean-Claude Juncker hu grouss Meritten un deem, wat mer bis elo erreecht hunn.

(Interruption)

Jo, Lëtzebuerg huet déi EU, wéi mer se haut kennen, e gutt Stéckelche mat façonéiert. A mir brauchen eis net ze genéieren, fir dat och heiansdo ze soen.

(Interruption)

Haut bilden déi europäesch Institutiounen e komplexe System, dee versicht, op eng méiglechst demokratesch Aart a Weis eist Zesummeliewen an der Unioun an och d'Situatioun vun de Bierger an den eenzelne Länner ze verbesseren. Mir wëssen awer alleguerten, datt d'EU dacks net einfach ze verstoen ass.

Mir dierfen déi grouss Errongenschaften net vergiessen: déi véier Grondfräiheeten, méi Chancëgerechtegkeet, den europäesche Bannemaart, eng gemeinsam Wärung, besser sozial Netzer an och méi sozial Gerechtegkeet. Loosst eis och drun denken, wéi eng Stellung an Auswierkung d'EU an der Welt huet: Fridden, Stabilitéit, Verfechter vu Mënscherechter, awer och zouverlässegen Handelspartner. D'EU ass e Modell, dee vill aner Regiounen an der Welt inspiréiert huet fir sech zesummenzedoen, fir duerch Kooperatioun a Multilateralismus eng méi friddlech a méi sécher Welt ze gestalten.

Dat heescht awer net, datt d'EU perfekt ass. Villes, wat mer eis virgeholl hunn, hu mer och nach net erreecht. Ënner anerem d'Verspriche vu gemeinsamem Wuelstand fir jiddereen an dem Ëmsetze vu soziale Rechter sinn nach net all ageléist. Den europäesche Projet ass jo och net a Stee gemeesselt, mee en ass eigentlech eppes Lieweges. An et ass net ze iwwersinn, datt a verschiddene Beräicher Reformen néideg sinn.

Déi aktuell Krisen ënnerstraichen déi Drénglechkeet. Wa mer wëllen, datt d'EU och nach an der Welt vu muer an iwwermuer besteet an datt d'Generatiounen, déi no eis kommen, vun den europäeschen Errongeschafte profitéiere kënnen, mussen och Ännerunge gemaach ginn. Dofir war d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa, kuerz CoFE, en immens begréissenswäert Experiment, dat eigentlech keen Ament ze fréi koum.

Ech si frou, datt mir hei zu Lëtzebuerg an als Chamber dësen Exercice esou eescht geholl hunn a seriö ëmgesat hunn. Mir si bei d'Bierger gaangen an hunn d'Gespréich mat der Zivillgesellschaft gesicht. Wéi Der wësst, hu mir hei als Chamber eng speziell Souskommissioun an d'Liewe geruff, déi och haut nach ëmmer besteet. Mat enger Resolutioun hu mir eis als Chamber engagéiert ze préiwen, wéi d'europäesch Institutiounen de Suivi vun dësem eenzegaartegen Exercice maache wäerten.

An dat ass och immens wichteg, datt mir als nationaalt Parlament hannendrubleiwen. Et ass nämlech net ganz kloer, awéiwäit d'Revendicatioune vun de Bierger herno och wäerten ëmgesat ginn. Vis-à-vis vun de Bierger, déi sech abruecht hunn, déi vill Zäit an Energie an dësen Exercice gestach hunn, wier et nëmme richteg, wann hir Méi och e reellen Impakt hätt, zemools well d'EU-Institutiounen eeben op d'Vertraue vun de Bierger ugewise sinn.

Pour rappel, d'Resultat vun der CoFE war e Rapport mat 49 Proposen an 326 konkreete Moossnamen. Zu engem gudden Deel sinn déi grouss Projete vun der EU, wéi de Green Deal, den digitalen Agenda oder och déi europäesch Gesondheetsunioun, legitiméiert ginn. 13 Recommandatioune fuerderen awer och Ännerunge vun den Traitéen. Dozou zielen zum Beispill: europawäit Referenden, EU-Besteierung vu grousse Konzerner, Pouvoire vun der EU an der Gesondheetspolitik, eng europäesch Verfassung, Federaliséierung vun der EU, en Initiativrecht fir d'EU-Parlament, Reform vum europäesche Walrecht an Ofschafe vun der Unanimitéit.

Vill pertinent Proposen, déi et verdéngt hunn, datt mer eis domadder ausernanersetzen. Ech si ganz bei de Bierger, wann ech soen: Besonnesch d'Ofschafe

vun der Unanimitéit an der EU-Aussepolitik weist sech als ëmmer méi dréngend!

Wa mer vun der Zukunft vun Europa schwätzen, ass et evident, datt d'Unioun muss méi handlungsfäeg ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'EU muss kapabel sinn, séier op d'Aktualitéit ze reagéieren, séier Entscheedungen ze treffen an dës och séier ëmzesetzen. Mir kënnen eis net stänneg vun eenzelne Staate mat Partikularinteresse blockéiere loossen. Fakt ass, an der europäescher Sécherheets-, Verdeedegungs- an Aussepolitik ginn déi eenzel Memberstaaten den Toun un an net d'Europäesch Unioun.

D'Unanimitéit muss duerch e „qualified majority voting" ersat ginn. De Poids vun der qualifizéierter Majoritéit muss d'Positioun vun Eenzelnen iwwerweien. No bausse musse mir als Europäer mat enger Stëmm schwätzen. Dat ass menger Meenung no eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi mer den Ament an Europa hunn. An dës Hürd musse mer iwwerwannen, engersäits, fir eis gemeinsam europäesch Wäerter bannent der EU ze stäerken, déi leider schéngen a verschiddene Länner manner eescht geholl ze ginn, notamment an Ungarn. Anerersäits wëlle mer op der Weltbün als staarke Block wouergeholl ginn, wirtschaftlech, awer och politesch.

Leider gesi mer dëst Joer bannent der EU en Opschwong vu Populismus, Desinformatioun a rietsradikalen Iddien a Parteien. Si splécke Gesellschaften an dreiwen d'Mënschen auserneen. Grad a Krisenzäiten duerfe mir als iwwerzeegt Europäer dësen Agitateure keng Chance loossen. Elo si mir eigentlech op eisen Zesummenhalt ugewisen.

Här President, an der Urgence, kuerz nom Ausbroch vum Ukrain-Krich, huet d'EU esou zesummegehale wéi scho laang net méi. D'Gravitéit vun der Situatioun war bei allen Europäer ukomm. Esou war et méiglech, praktesch direkt de Statut de protection temporaire ze aktivéieren, fir de Leit aus der Ukrain, déi bei eis flüchten, séier an onkompliziéiert kënnen ze hëllefen. Stand Oktober hunn EU-wäit ronn 4,2 Millioune Mënsche kënne vun dësem Statut profitéieren. Mir kënnen op déi europawäit Solidaritéit mat den Ukrainer houfreg sinn.

En anere Punkt, wou wéinstens an den éischte Méint vum Krich grousse Zesummenhalt an Eestëmmegkeet bestoungen, waren d'Sanktioune géint de russesche Regimm a russesch Individuen. D'Sanktioune sinn, kann ee bal soen, vun historeschem Ausmooss. Nach ni ass e Land esou staark sanktionéiert gi wéi Russland. Aacht Ronne vu Sanktiounen huet d'EU schonns verhaangen. 1.239 Persoune mat 116 Entreprisë si vum „asset freeze" a vun den Areesbeschränkunge betraff.

Ech erënneren op dëser Plaz nach eng Kéier drun, datt d'Sanktiounen net déi russesch Populatioun viséieren. Duerfir goufe Secteure wéi Liewensmëttel, Landwirtschaft an de Gesondheetsberäich vun den EU-Sanktiounen ausgeholl. Sanktioune sinn en Instrument, dat Zäit brauch fir ze wierken. A mir gesinn elo: D'Sanktioune wierken! Si treffe Russland a si dinn do wéi, wou se sollen. D'Weltbank, den internationale Wärungsfong an d'OECD si sech eens: Déi russesch Ekonomie ass massiv duerch d'Sanktiounen impaktéiert!

Wann een op déi ekonomesch Eckdate kuckt, soll de PIB vu Russland tëscht 5 % an 9 % falen. Den Handel mat Russland ass massiv erofgaangen. Jee no Source ginn d'Exporter bis zu 31 % erof an d'Importer souguer ëm bis zu 35 %. An déi russesch Präisdeierecht soll der Weltbank no dëst Joer bis zu 22 % héich sinn.

Dat stännegt Widderhuele vun Eenzelnen, datt d'Sanktiounen näischt bewierken, ass deemno komplett widderluecht. An et gëtt och net richteg, wann een et stänneg an ëmmer erëm widderhëlt. Een Zil vun de Sanktiounen ass jo, d'Finanzéierung vum Krich esou schwiereg wéi nëmme méiglech ze maachen.

Wéi mer wëssen, huet de Putin missen op eng Deelmobiliséierung zréckgräifen. Déi huet intern a Russland fir Widderstand gesuergt an huet d'Populatioun och direkt mat der Realitéit an dem Putin senge Lige konfrontéiert. D'Russen hunn och Schwieregkeete beim Ravitaillement vun hirem militäreschen Ekipement, zum Beispill feelen Ersatzdeeler fir hir Militärfligeren. Och dat sinn Unzeechen, datt d'Sanktioune wierken.

Fir eis als LSAP ass kloer: Lëtzebuerg, d'EU an eis Partner mussen onbedéngt weider un de Sanktioune festhalen. Deemno wéi d'Situatioun sech entwéckelt, solle se deementspriechend och verschäerft ginn.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng Auswierkung vum Krich, déi mir hei zu Lëtzebuerg ze spiere kréien, ass d'Präisdeierecht. Déi ass allerdéngs, an dat wëll ech hei ganz kloer eng Kéier soen, déi direkt Konsequenz vun dem Putin senger Invasioun vun der Ukrain. Bei eis an Europa sinn et an éischter Linn d'Präisser vu Gas, Pëtrol, Diesel, Masutt a Stroum, déi massiv an d'Luucht ginn a sech dann op aner Beräicher auswierken. Dat ass eng Belaaschtung fir d'Privatleit an och fir d'Betriber, där eis Regierung mat de Solidaritéitspäck 1 an 2 probéiert, esou gutt wéi méiglech entgéintzewierken.

D'Leit verstinn awer och, datt dës aussergewéinlech Zäite sech op eist Liewen hei zu Lëtzebuerg auswierken. A falls et der nach sollt ginn, déi fannen, datt eis dee Krich do näischt ugeet, da muss een deene rappeléieren, wat an deene leschte Joren alles geschitt ass: de Kaukasus-Krich 2008 mat der russescher Besetzung vu Südossetien an Abchasien, den Iwwerfall op d'Krim 2014 mat kuerz drop dem Besetze vu grousse Deeler vun der Ostukrain, déi Russland entre-temps onrechtméisseg annektéiert huet. Et ass deemno kloer, datt sech den Här Putin net wäert domadder zefridde ginn an e wäert esou laang virufueren, wéi mir e gewäerde loossen.

Wie kënnt als Nächstes? Estland? Lettland? Litauen? Duerno Finnland? Firwat net e Stéck vu Polen? Wien also déi schaarf Sanktioune géint Russland kritiséiert, hëlt mat a Kaf, datt d'Grenzen an Europa frësch gezu ginn.

Déi eenzeg Kritik un de Sanktiounen, déi mer hei musse gëlle loossen, ass, datt se net scho vill méi fréi komm sinn a vill méi konsequent. Jo, dat wësse mer haut, et war e Feeler, net schonn 2008 respektiv 2014 mat aller Schäerft ze reagéieren. Dem Weste säi passiivt Nokucken huet de Regimm Putin just ermontert virunzefueren. All eis diplomatesch Beméiungen an eise Wonsch, duerch d'Schafe vu gemeinsame wirtschaftlechen a politeschen Interessien de Putin dozou ze bréngen, waren, op Lëtzebuergesch gesot, fir d'Kaz.

An da gëtt et dann och nach déi, déi mengen, mir, de Westen, wiere Schold um Krich, mir hätte Russland net genuch Sécherheetsgarantië ginn, déi béis USA, wéi ëmmer, hätten dee Krich provozéiert an d'EU géif blann hannendrulafen. Deene roden ech, dem Putin seng Ried vum 30. September ze lauschteren.

An dëser Ried léisst hien nämlech keen Zweifel drun, datt hire Feind net zu Kiew sëtzt, mee zu Washington, zu London an an der Europäescher Unioun. Hie seet kloer an däitlech, wat e vum Westen hält: nämlech näischt. Hie fabuléiert iwwert déi westlech Gendertheorien, iwwer Satanismus, Experimenter u Mënschen an natierlech iwwert de westlechen Neoimperialismus. Wien déi ganz Ried lauschtert, kënnt net derlaanscht festzestellen, datt hien eigentlech eng fundamental Krichserklärung un dee fräien an demokratesche Weste mécht.

Hien ass, wéi all d'Diktatoren, gedriwwe vun der Angscht, datt seng Bierger enges Daags a Fräiheet an an Demokratie liewe wëllen. Dem Putin seng Offensiv riicht sech deemno net nëmme géint d'Ukrain, mee virun allem och géint eise Liewensstil, eise fräiheetlechen demokratesche System an eigentlech och géint eis Wäerter.

Une voix | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eis Fräiheet an eis Sécherheet an Europa sinn net gratis a mir dierfe se och net fir selbstverständlech huelen. An dat maachen d'Europäer och net. Aus deem leschten Eurobarometer geet ervir, datt d'Majoritéit vun den Europäer der Meenung ass, datt eis Wäerter wéi Fräiheet an Demokratie mussen eng Prioritéit sinn, och wann dat en Impakt op d'Präisser an d'Liewenskäschten huet.

Och hei zu Lëtzebuerg sinn iwwer zwee Drëttel vun de Leit der Meenung, d'Verdeedegung vun eise gemeinsamen europäesche Wäerter steet iwwer enger Hausse vun eise Liewenskäschten. Dat ass eng Fro vun der Solidaritéit. An do sti mir als Europäer och net eleng. D'Vereenegt Kinnekräich war mat bei deenen Éischten, déi Sanktioune géint Russland ageleet hunn a massiv Hëllefen un d'Ukrainer geliwwert hunn. D'USA sinn hei natierlech och am éischte Peloton derbäi.

(Interruption)

De Krich huet eis drun erënnert, wien eis Alliéiert sinn, wann et ëm d'Verdeedegung vum internationalen humanitäre Recht geet. Dat trëfft natierlech och op d'NATO zou.

Här President, bei eise Militärausgabe gouf et dëst Joer e grousse Paradigmewiessel. Lëtzebuerg huet fir d'éischte Kéier Waffe geliwwert un e Land, dat onprovozéiert an onrechtméisseg ugegraff ginn ass. Dës Entscheedung ass net zustane komm, well mir eisen Asaz fir de Fridde vergiess oder eis Wäerter iwwer Bord geheit hätten, mee dës Decisioun huet eis Regierung getraff, well mer fir de Fridden an de Respekt vum internationale Recht sinn. An där Situatioun, an där mer sinn, war a bleift dat doten déi eenzeg richteg Entscheedung, well – ech widderhuele mech – d'Ukrainer kämpfen och fir eis Wäerter. Dofir weise mir eis solidaresch mat den Ukrainer an ënnerstëtze si net nëmme politesch, humanitär, mee och militäresch.

Als LSAP si mir keng grouss Verfechter vun der Militariséierung. Déi russesch Invasioun huet eis awer gewisen, datt Verdeedegungsbündnisser haut leider nach ëmmer noutwendeg sinn. Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken an eis bewosst ginn, datt eis Verdeedegung eis eppes kascht. Do huet d'Regierung e prezise Plang virgeluecht, deen duerleet, wéi mer bis 2028 no an no mat eisem Militärbudget op 1 Milliard Euro wäerten eropgoen.

Op dëser Plaz kann ee sech awer d'Fro stellen, wéi mir eis Aussepolitik ausriichte wëllen. Wourop leeë mer budgetär de Fokus? A wéi sollen d'Ausgabe fir d'Defense an d'Kooperatioun zueneen am Verhältnis stoen?

Fir d'LSAP ass op alle Fall kloer, datt eng Erhéijung vum Defensebudget net duerf op d'Käschte vun der Kooperatioun goen. Mir hale fest un deem 1 % vum

RNB. D'nächst Woch wäerte mer jo nach eng Debatt iwwer eis Kooperatiounspolitik hunn. Lëtzebuerg ass do weltwäit mat Schwede beispillhaft. An dat soll och esou bleiwen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Fait, datt mir eis Verdeedegungsausgaben héijen, ass awer ganz am Sënn vun eiser Verantwortung als NATO-Member, och fir méi no un déi faméis 2 % vum PIB ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Wichtegkeet vun dëser Allianz ass duerch de Krich an Europa, praktesch virun eiser Dier, ganz anescht beliicht ginn. Den Zesummenhalt an der NATO ass esou staark wéi zanter Laangem net méi.

D'Invasioun vun der Ukrain huet, wéi Der wësst, souguer Finnland a Schweden derzou beweegt, hire militäreschen „non-alignement" opzeginn a sech der NATO unzeschléissen. Leider ass hire Bäitrëtt nach net definitiv. All NATO-Member muss d'Bäitrëtter a sengem nationale Parlament ratifizéieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg grousse Wäert drop geluecht, dat esou séier wéi méiglech ze maachen. An ech soen hei nach eemol alle Parteien am Parlament Merci ...

(Interruption)

... fir d'Flexibilitéit an datt mir dat nach virum Summer ganz onkomplizéiert konnten unhuelen. Dat ass leider net de Fall fir all NATO-Member.

Eng zentral Roll an der NATO an domat och an eiser Sécherheetsarchitektur spillen d'USA. D'USA sinn hei eise Partner a mir solle weider staark transatlantesch Relatiounen halen, wirtschaftlech an och politesch.

Mir begréissen als LSAP och, datt d'EU weider op de Wee geet, fir mat den Amerikaner zesummen en zolitte rechtleche Kader fir d'Digitalisatioun en place ze setzen. Eis héich Standarde garantéieren, datt fundamental Rechter och am digitale Raum hir Plaz kréien. Dat ass net nëmmen eng ekonomesch Fro, mee virun allem eng Fro vun Dateschutz, Perséinlechkeetsrechter, Fräiheet a Sécherheet.

Mam Krich huet den Amerikaner hir Roll als Sécherheetsgarant an Europa och nees Opschwong kritt. Dat wëllt awer net heeschen, datt mir eis an der selwechter Konstellatioun befanne wéi virun e puer Joerzéngten an datt mer eis nëmme solle op d'Amerikaner verloossen, am Contraire. D'EU strieft, wéi gesot, weiderhin e staarkt Bündnis mat den Amerikaner un, mee als Europäer wëlle mer haut méi onofhängeg sinn, Stéchwuert: Strategic Autonomy. Wéi glafwierdeg ass d'EU, wa mer net amstand sinn, fir eis eege Sécherheet ze suergen?

Duerfir kënne mir als LSAP den europäesche Plang fir eng Rapid Deployment Capacity nëmme begréissen. Mat dësem Instrument ass d'EU schonn e Schratt méi no un engem flexibelen, robusten a séiere Mechanismus, fir eegestänneg a Krisesituatiounen ze intervenéieren.

Mir mussen awer och realistesch bleiwen an eis multilateral a bilateral Bündnisser weider stäerken. Et ass nun emol leider esou, datt net jiddereen eis Wäerter deelt. Mir mussen eis Relatioune mat deenen, déi eis no sinn, stäerken an eis Wäerter weider promouvéiere bei deenen, déi eis eebe manner no sinn.

De Franz Fayot, souwuel als Wirtschafts- wéi och als Kooperatiounsminister, huet an engem Interview gesot, mir missten eis Handelspolitik iwwerdenken. Lëtzebuerg verfollegt eng pazifistesch a feministesch Aussepolitik, déi sech staark mécht an all de Froe ronderëm d'Mënscherechter. An och eis Wirtschaftspolitik muss deem Rechnung droen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir eis Relatioune mat China. China bedreift weider eng aggressiv Aussepolitik, déi ganz op chineeseschem Pragmatismus berout. Zanter Februar huet d'Relatioun tëscht Russland a China sech verännert. Engersäits ass Russland méi ofhängeg gi vu China, nodeems seng Handelspartner am Weste wéinst dem Ukrain-Krich ewechgebrach sinn. Anerersäits kënne mer dervun ausgoen, datt China iwwert dee Krich iwwerhaapt net erfreet ass, well militäresch Ausernanersetzungen, Onstabilitéit an Onsécherheet si fir kee gutt. Och China probéiert also, en diplomatesche Spagat ze maachen tëschent der Situatioun mat Russland a senge Relatioune mam Westen. Wat dee Krich méi laang dauert, wat et fir China méi schwéier wäert ginn, dësen, loosse mer soen, onbequeeme Spagat laang ze halen.

Lëtzebuerg huet e relativ enken ekonomesche Lien zu China. An och wann et dacks schwiereg ass, ekonomesch a politesch Relatiounen ausernanerzehalen, well se ëmmer méi anenee verstréckt sinn, ass et wichteg, datt mir eng nuancéiert Siicht op China behalen. An dës ekonomesch Relatioune solle mer notzen, fir d'Problemer ze benennen, fir eise Positioune Gehéier ze verschafen, mat eise Wäertvirstellunge Standarden ze setzen an esou och e gewëssenen Drock ze maachen.

Här President, den Ukrain-Krich hat geopolitesch net nëmmen en Impakt op Europa, mee och op aner Länner a Regiounen, deenen hir Situatioun sech zanter dem Ausbroch vum Krich an der Ukrain deels dramatesch verschlechtert huet. D'Onstabilitéit, déi de Krich verursaacht huet, an de Blocage vun ukrainesche Liewensmëttelexporter hu bei ville scho virdru vulnerabele Populatiounen zu groussen Hongerskrise gefouert.

Virgëschter hunn eis Vertrieder vun den ONGe verzielt, datt den Ament eng 222 Millioune Mënsche weltwäit un akutem Honger leiden. Zemools d'Kärenexporter aus der Ukrain an aus Russland, déi a groussen Deeler ewechgebrach sinn, hunn derzou gefouert, datt an Indien, am Mëttleren Osten an a subsaharesche Länner d'Präisser duerch de Plaffong gaange sinn, an dat an enger Zäit, wou déi meescht Ekonomien nach amgaange sinn, sech vun der Pandemie ze erhuelen. Mee och déi eekeleg Spekulatioun, déi mat de Liewensmëttel bedriwwe gëtt, deet d'Präisser an d'Luucht schéissen, grad an deene Länner, wou sech der vill scho virdrun dat Néidegst net leeschte konnten.

Den Internationale Wärungsfong schwätzt och vun der gréisster weltwäiter Liewensmëttelkris zanter ville Joren. Hei ass um internationale Plang Solidaritéit gefrot. Eis Kooperatiounspolitik an humanitär Hëllef kënne sech international weisen. Ech wëll op dëser Plaz net der Debatt vun der nächster Woch virgräifen, ech wëll just soen: Mir mussen déi multilateral Plattformen notzen, fir eis och bei eise Partner fir méi Engagement a méi Solidaritéit staarkzemaachen.

Da kommen ech nach gär op d'Situatioun am Kaukasus ze schwätzen, déi besonnesch bedenklech ass. An där Regioun ass Georgien dat eenzegt Land, dat sech kloer fir eis fräiheetlech demokratesch Wäerter ausschwätzt. Dräi vu senge véier Nopere sinn autoritär Regimmer an zwou vu sengen eegene Regioune ginn nach ëmmer vu Russland besat. Georgien huet e grousst Potenzial, fir d'Regioun ze stabiliséieren. Dat ass allerdéngs keng einfach Aufgab, zemools well et och mat grousse Migratiounswellen aus Russland konfrontéiert ass, an d'Regioun ass alles an allem fragill.

De Konflikt tëscht Armenien an Aserbaidjan ass nees opgeflaamt. Et ass schlëmm, wéi den Aserbaidjan probéiert, elo wou d'ganz Welt op d'Ukrain kuckt, op en Neits säin Noper ze iwwerfalen. Mir kucken awer net ewech. An déi Motiounen, déi mer hei an der Chamber ewell gestëmmt hunn zu deem Konflikt, behalen all hir Bedeitung.

D'Situatioun an dëser Regioun huet och en direkten Impakt op Europa. D'EU huet d'Verantwortung, de Fridden a senger Noperschaft ze promouvéieren. Mir duerfen d'Aen net virun dësem Konflikt verschléissen, och well an der Perspektiv, energeetesch onofhängeg ze gi vu Russland, d'EU am Juli e Memorandum of Understanding mam Aserbaidjan ënnerschriwwen huet. Bis 2027 solle sech d'EU-Gasimporter aus dem Aserbaidjan op d'manst verduebelen an domat bei wéinstens 20 Milliarde Meterkibb pro Joer sinn. Un dës Importer musse mer och d'Fro vum Fridden an der Regioun Bergkarabach hänken.

D'Froe vun de Mënscherechter, dem Rechtsstaat an der Demokratie gehéieren och op den Dësch, wa mer mam Aserbaidjan schwätzen. D'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe mécht dat reegelméisseg. D'Europäesch Unioun muss dat och maachen. An ech mengen, den Här Gusty Graas als Vizepresident vun der Assemblée parlementaire, dee kann dat bestätegen.

Une voix | E gudde Mann!

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, den Här Graas ass e gudde Mann. Ech wëll him Merci soen an och all deenen anere Kolleegen aus der Delegatioun an der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, datt se sech aktiv asetze fir déi wichteg Institutioun an datt se iwwerall probéieren, déi Wichtegkeet ze ënnersträichen an ëmmer erëm ze rappeléieren, firwat déi Institutioun gutt ass, déi leider vill ze dacks bei eis am Weste vergiess gëtt! Dofir soen ech all de Kolleegen en häerzleche Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass evident, datt d'Memberstaaten esou séier wéi méiglech onofhängeg vu russeschem Gas musse ginn. Déi europäesch Ofhängegkeet vu russeschem Gas ass iwwert déi lescht Méint scho massiv erofgaangen: Virum Krich koumen nach ongeféier 40 % vum Gas aus Russland, haut sinn et nach knapps 10 %.

Mir wëssen och, datt d'Zouverlässegkeet vun der Gasliwwerung net méi ginn ass. De Putin huet d'Ofhängegkeet vun der EU instrumentaliséiert, fir eis ënner Drock ze setzen. Nord Stream 1 soll, well se ondicht ass, net funktiounsfäeg sinn. D'Attack op Nord Stream 2 war och e klore Message. Dës Attack, déi virun engem Joer nach onvirstellbar gewiescht wier, huet eis d'Realitéit awer nach eng Kéier méi no bruecht. Et ass nach net gekläert, wie fir dëst Attentat responsabel ass. Mee ënnert dem Stréch ass fir eis kloer: Europa muss an Zukunft ouni russesche Gas auskommen!

D'Strategie vun der Kommissioun ziilt op d'Diversifikatioun vun eise Quellen a gläichzäiteg op d'Reduktioun vun eisem Verbrauch. Well et ass net evident, Gasexportateuren ze fannen, déi a puncto Demokratie a Mënscherechter all eis Krittären erfëllen. D'Beispill Aserbaidjan hunn ech scho genannt. Mëttel- a laangfristeg ass déi eenzeg nohalteg Léisung, op erneierbar Energien ze setzen, aus politeschen, awer och aus ëmwelttechnesche Grënn. Dat verlaangt och eise Sënn fir Gerechtegkeet.

De Krich an der Ukrain a seng Repercussiounen ënnersträichen nach eemol d'Drénglechkeet fir eng global Energietransitioun. Bei allem Leed an deem ville Misär, deen de Krich mat sech bréngt, wäert en awer och derfir suergen, datt mir Europäer eis

Energietransitioun méi séier wäerte kënne realiséieren. Éischt konsequent Schrëtt huet d'Regierung jo schonn an d'Weeër geleet.

Här President, déi lescht siwe Joer waren déi wäermst Joren, déi jee gemooss gi sinn. De Sonndeg ass an Ägypten déi neist Editioun vun der gréisster Klimakonferenz ugaangen, d'COP27. Den Tenor vun de leschte Jore kann een och dëst Joer widderhuelen: Mir mussen zesummen un engem Strang zéien, fir esou séier wéi méiglech géint de Klimawandel ze kämpfen! Mee et dierf net bei eidele Verspriecher bleiwen. De Klimawandel ass scho längst do, an net nëmmen a wäit fort geleeëne Regiounen, mee och hei an Europa an hei zu Lëtzebuerg.

D'Haaptthema vun der COP27 si „mitigation, adaptation, finance and collaboration". An dat ass gutt esou, well et geet net duer, just iwwer Schadensbegrenzung an d'Reduktioun vun Zäregasemissiounen ze diskutéieren, och wann dat absolutt muss en Haaptthema bleiwen. Well wann een déi individuell Efforten an Ziler vun alle Länner weltwäit zesummerechent, geet d'Rechnung net op, fir ënner 1,5 respektiv 2 Grad Celsius ze bleiwen.

De Rapport „The Heat is On", dee vum United Nations Environment Programme publizéiert ginn ass, stellt fest, datt déi national Engagementer, fir d'Emissiounen erofzekréien, bei Wäitem net duerginn. Esou wéi et elo ass, mat deenen Engagementer, déi elo do sinn, ass eise Planéit um Wee fir eng Erhéijung vun der Welttemperatur vun 2,7 Grad. Do musse mer bedenken, datt och net jidderee seng Engagementer ëmmer anhält. An dësem Sënn ass och d'EU-Taxonomie e battere Réckschrëtt. An de Frackinggas, deen elo am Boom ass, féiert eis och net an déi richteg Richtung.

Dofir muss d'COP27 sech verstäerkt mat der Realitéit ausernanersetzen, wéi d'Mënschheet sech un de Klimawandel adaptéiere kann. De Global Goal on Adaptation war eent vun den Haaptresultater vun der COP26 zu Glasgow zejoert. Dëst Joer geet et drëms, all d'Parteien derzou ze beweegen, hir Engagementer ze materialiséieren an deen néidege politesche Wëllen un den Dag ze leeën, fir d'Klimaresilienz weltwäit ze verbesseren a sech mat aneren, méi vulnerabele Länner solidaresch ze weisen.

An a puncto Solidaritéit gi Rhetorik an eidel Verspriechen net duer. Et musse kloer definéiert Decisiounen an Engagementer um Niveau vun de Finanze getraff ginn. Déi 100 Milliarden US-Dollar pro Joer, déi fir Klimaschutzmoossnamen zu Kopenhagen decidéiert gi sinn, mussen endlech och geleescht ginn. Wa Länner Engagementer aginn, musse se och agehale ginn! An hei muss d'EU seng Virreiderroll ausbauen.

Ganz am Prinzipp vum Pollueur-payeur si Staaten an der Verantwortung, hiren Deel bäizedroen. Fir all Land kënnen ze responsabiliséieren, brauche mer e Plan de route iwwert d'Opschlësselung vun deenen 100 Milliarden US-Dollar. Et muss kloer sinn, wiem seng Responsabilitéit wéi grouss ass. Zousätzlech muss jiddereen eng Plaz um Dësch kréien. Et geet net duer, datt e puer Wéineger aus dem globalen Norden eppes ënner sech ausmaachen.

Ech rappeléieren, datt d'UN-Generalversammlung am Juli den Accès zu enger propperer a gesonder Ëmwelt zu engem universale Mënscherecht deklaréiert huet. An dat ass och ganz richteg esou, well de Klimawandel bedrot haut schonn d'Existenz vu ville Mënschen. Dacks si Populatioune betraff, déi opgrond vu Konflikter scho vulnerabel sinn. D'Konsequenze vu Klimawandel a Konflikter bedénge sech nämlech géigesäiteg – ee Grond méi, fir eis aktiv géint de Klimawandel a fir de Fridden op der Welt anzesetzen!

Här President, et ass nëmme verständlech, datt vill Mënschen, déi sech an dëse miserabele Situatioune befannen, decidéieren, aus hirer Heemecht ze flüchten, sech a Sécherheet brénge wëllen an hoffen, eng besser Zukunft fir sech an hir Famill ze schafen.

Ech vergiessen ni e Gespréich, dat ech 2015 op der tierkesch-syrescher Grenz an engem Flüchtlingscamp zu Kilis mat engem jonke Papp hat, e wäert ongeféier 30 Joer al gewiescht sinn. Dat war e puer Méint virun där grousser Flüchtlingswell. De Mann, mengen ech, war Dokter an e sot mer: „Wësst Der, mäi Liewen an dat vu menger Fra, déi si gelaf. Ech erwaarde mer näischt méi vum Liewen, mee op d'mannst wëll ech alles maachen, datt meng zwee Kanner d'Chance kréien, e liewenswäert Liewen ze féieren." Deen Ament huet déi Famill scho véier Joer an engem Zeltlager gelieft.

Als LSAP setze mir eis derfir an, datt d'Asylrecht no der Genfer Konventioun an eisen europäesche Gesetzer bedéngungslos respektéiert gëtt. Migratioun ass nämlech e Sujet, bei deem eng ganz Partie Memberstaaten hir Wäerter lénks leie loossen. Verschidde Parteie profitéieren ëmmer erëm vun dësem Theema, fir de Leit Angscht ze maachen an op eng subtill Aart a Weis Friemenhaass ze verbreeden, fir da populistesch Léisungen ze presentéieren.

Hei ass eigentlech a ganz Europa en Ëmdenken néideg: Mir brauchen eng gemeinsam europäesch Migratiounspolitik, déi op Evidenz a Fakte baséiert, net op Eenzelnen hiren Emotiounen. Mir wëssen, datt déi Securiséierung oder souguer Militariséierung vun eisen europäesche Baussegrenzen net funktionéiert! Wien ass responsabel fir den Doud vu Kanner, déi op den EU-Baussegrenze stierwen?

Et ass inakzeptabel, datt nach ëmmer Mënschen an europäesche Gewässer stierwen! Et ass inakzeptabel, datt eng Rei Memberstaate reegelméisseg op illegal Pushbacks zréckgräifen, fir onerwënscht Migratioun ze verhënneren! Et ass inakzeptabel, datt Flüchtlinge wéinst hirer Hautfaarf, hirer Originn, hirer Relioun, hirem Geschlecht oder hirer sexueller Orientéierung anescht behandelt ginn! An et ass och net ze verzeien, datt Flüchtlingen op hirem Wee geschloen a maltraitéiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jiddereen, deen op der Sich no Schutz ass an an d'EU flücht, muss d'selwecht behandelt ginn a seng Rechter kënne wouerhuelen. Mir musse Maueren ofbauen, amplaz pickegen Drot ze zéien. A mir musse legal a sécher Weeër schafen.

Här President, ech hunn elo vill vu Mënscherechter a menger Ried geschwat. Jo, mir sollen déi iwwerall no bausse promouvéieren an héichhalen. Mee wa mer als EU vu Mënscherechter schwätzen, da musse mer och mat eis selwer haart zu Geriicht goen. De Skandal ronderëm Frontex ass een, fir dee mir eis eigentlech musse schummen.

D'Demissioun vum fréieren Direkter Fabrice Leggeri war längst iwwerfälleg. Et kéint ee mengen, an der Leedung vu Frontex hätt kee verstanen, datt Frontex am Sënn vun de fundamentale Rechter sollt agéieren. Et ass confirméiert, datt Frontex am Zäitraum vu Mäerz 2020 bis September 2021 un illegale Pushbacks vun op d'mannst 957 Migrante bedeelegt war. An d'Leedung vun der Agence war informéiert. Ech sinn entsat driwwer, datt eng europäesch Agence hire Pouvoir an ëffentlech Gelder mëssbraucht, fir europäescht Recht esou massiv ze briechen an eklatant Gewaltdoten ze begoen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De schockéierende Rapport vun der Europäescher Administratioun fir Bedruchsbekämpfung, dem OLAF, identifizéiert nieft dem seriöe Feelverhale vun eenzelne Persounen awer och Schlësselproblemer. Sou gouf dem Fundamental Rights Officer den Zougang zu operationellen Informatioune bewosst verwiert an hie gouf net bei Berichter iwwer seriö Téschefäll mat Verstouss géint Mënscherechter matagebonnen. Dat Personal, dat seng Aarbecht gemaach huet, Verantwortung geholl huet, d'Prozeduren agehalen huet an dës schlëmm Téschefäll och gemellt huet, gouf einfach ignoréiert.

(Interruption)

Mir mussen dervun ausgoen, datt d'Struktur vun der Frontex ganz faul ass. Fir heivun ewechzekommen an no vir ze kucken, muss d'Europaparlament onzenséierten Accès zu den Informatioune vun dem OLAF kréien. Als LSAP kënne mir nëmme begréissen, datt d'Europaparlament refuséiert, de Budget vun der Frontex vun 2020 ze approuvéieren, bis dat Ganzt anstänneg opgeschafft ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Och als Chamberskommissioun wäerte mir dat weider suivéieren, dat verspriechen ech.

Eng nei Frontex muss ënnert dem kritesche Bléck vun der Ëffentlechkeet opgebaut ginn. An et duerf op kee Fall heeschen, datt mer a Migratiounsfroen allgemeng esou virufuere wéi bis elo. Och an der Migratiounspolitik mussen eis Wäerter am Vierdergrond stoen.

Eis Verantwortung beschränkt sech och net op d'Migratiounsbeweegungen an der EU an op eise Grenzen. Amnesty International huet am Summer e Rapport publizéiert, deen duerleet, wéi onmënschlech Flüchtlingen aus dem Afghanistan am Iran an an der Tierkei behandelt ginn. Och ee Joer no den Airlift-Evakuatiounen aus dem Afghanistan riskéieren d'Mënschen hiert Liewen, fir aus deem Land erauszekommen. Si flüchten dacks an den Iran a bis an d'Tierkei. Béid Länner gräifen am Ëmgang mat der Migratioun systematesch op brutal Gewalt zréck. Hei kënne mir net roueg nokucken.

Als Europäer stinn all d'Dublin-Staaten an der Flicht, déi legal Méiglechkeete voll auszeschëpfen, fir Afghanen d'Flucht ze erméiglechen, beispillsweis iwwert d'Familljenzesummeféierung fir d'Afghanen, déi schonns Famill an der Europäescher Unioun hunn. Mir si frou, datt, wéi den Ausseminister eis gëschter bestätegt huet, Lëtzebuerg hei seng Verantwortung hëlt.

Wa mer vum Iran schwätzen, féiert kee Wee derlaanscht, déi eklatant Gewalt vun de leschte Wochen ze thematiséieren. D'Protester am Iran an hir Dauer an hiert Ausmooss sinn historesch a schéngen och muer net ofzeklréngen. D'Vollek an zemools d'Frae sinn net méi bereet, sech de strenge Reegele vum Regimm ze ënnerwerfen. An de Regimm scheit net, fir brutal virzegoen, fir dës Protester ze ënnerdrécken. Iwwer 300 Doudeger an eng 14.000 Arrestatiounen, déi schwätze fir sech. D'Mënsche maache sech natierlech och d'sozial Medien zunotzen, mee de Regimm huet hinnen den Internetzougang limitéiert.

Op dëser Plaz wëll ech eist Matgefill an eis Solidaritéit mam iranesche Vollek a besonnesch mat den iranesche Fraen ausdrécken: Mir ënnerstëtzen Iech an Ärem Kampf fir „Fraen, Liewen, Fräiheet". Dëse Slogan dréit d'Iddi, datt d'Liberatioun vun de Fraen eng Viraussetzung ass fir déi universal Fräiheet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wéi Der wësst, verfollegt eis Regierung jo eng feministesch Aussepolitik, déi sech genee dofir asetzt. D'Entwécklungen am Iran weisen, wéi wichteg dës Perspektiv ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng feministesch Aussepolitik wierkt transformativ, si erkennt d'Geschlechtergerechtegkeet als zentral Viraussetzung fir Fridden a Sécherheet un. Do denken ech och un d'Fraen an d'Meedercher, déi ënnert dem Taliban-Regimm am Afghanistan liewen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei musse mer eis derfir staarkmaachen, datt et kee Gap tëschent der Theorie an der Praxis gëtt. Feministesch Aussepolitik muss sech an eisen Entscheedungen erëmspigelen. Dofir kënne mir als LSAP d'EU-Sanktioune géint Individuen an Entitéiten, déi fir uerg Fraerechts- a Mënscherechtsverletzungen am Iran responsabel sinn, nëmme begréissen.

An deem Kontext hunn ech eng Motioun ze deposéieren, déi d'Ënnerschréfte vu bal alle Parteien hei aus dem Parlament dréit. Ech soen all deenen, déi se ënnerschriwwen hunn, Merci. An déi Partei, déi se net matgedroen huet, déi wäert bestëmmt herno erklären, firwat.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– réitérant sa résolution du 28 septembre 2022, dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations, et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 17 octobre 2022 d'ajouter onze personnes et quatre entités à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives dans le cadre du régime existant de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran, en raison de leur rôle dans la mort de Mahsa Amini et de la réaction violente aux récentes manifestations en Iran ;

– constatant que la répression brutale par les autorités iraniennes continue sans cesse et a déjà causé la mort de 300 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, ainsi que la détention de 14.000 personnes ;

– considérant l'utilisation de drones iraniens par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 20 octobre 2022 d'ajouter trois citoyens iraniens et une entité iranienne à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives au motif qu'elles compromettent ou menacent l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine ;

– considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé à appuyer les défenseur-e-s des droits humains et à mettre un terme à l'impunité pour violations des droits humains ;

– considérant la déclaration sur la politique étrangère du Ministre des Affaires étrangères et européennes du 8 novembre 2022, dans laquelle il a souligné l'importance pour le Luxembourg et l'UE d'appuyer et de protéger les défenseur-e-s des droits humains en Iran, ainsi que de maintenir la pression sur le régime iranien,

invite le Gouvernement à

– poursuivre ses travaux au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en appui aux défenseur-e-s des droits humains en Iran et à travers le monde ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la répression violente en Iran dans le cadre du régime de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la fourniture de drones iraniens à la Russie ;

– soutenir toute autre initiative visant à amener les responsables iraniens à rendre des comptes pour leurs crimes et de veiller dès aujourd'hui à documenter ces violations des droits humains.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wéi ass et mat menger Zäit? O, ech muss scho bal … Elo muss ech villes ewechloossen.

Une voix | Du has eng Motioun.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hunn nach e puer Motiounen hei.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Jo, et geet nach. Et war och virdrun e bëssen iwwerzu ginn. Dir hutt nach Zäit.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech probéieren, nach e bësse virunzekommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Loosst Iech Zäit!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Da sprangen ech direkt duerno zur Konklusioun. Ech géif gären och profitéieren, fir eng weider Motioun anzereechen. Déi dréit d'Ënnerschréft vun alle Parteien hei am Parlament. Déi hate mer och schonn ugeschwat an eiser Chamberskommissioun. Do geet et ëm de Genozid, deen um Vollek vun de Jeside verbrach gëtt. Ech wär och frou, Här President, wa mer iwwert déi herno kéinten ofstëmmen.

Et ass Zäit, datt och Lëtzebuerg unerkennt, wéi dat jesidescht Vollek a Syrien an am Irak ënnert dem sougenannten „Islamesche Staat" massakréiert gouf. A mir fuerderen an där Motioun eis Regierung derzou op, sech an der UNO a besonnesch am Mënschrechtsrot derfir anzesetzen, datt de Genozid weltwäit unerkannt gëtt a virun den Internationale Geriichtshaff kënnt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

a) considérant les massacres et les persécutions spécifiques, systématiques et extrêmes subis par les Yézidis en Irak et en Syrie de la part du groupe terroriste « État islamique en Irak et au Levant » (EIIL) visant à éradiquer cette communauté ;

b) vu la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 ;

c) vu l'article 136bis du Code pénal luxembourgeois qui réprime le crime de génocide ;

d) vu le Statut de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998 que le Luxembourg a ratifié et qui prévoit que le crime de génocide doit être réprimé et est imprescriptible ;

e) considérant que la volonté de destruction systématique des Yézidis est constitutive du crime de génocide ;

f) considérant que des combattants terroristes étrangers ont participé aux attaques contre la communauté yézidie et qu'il est important de poursuivre les auteurs de ces crimes en justice et de fournir des réparations aux victimes ;

g) vu le rapport de la Commission d'enquête sur la Syrie des Nations Unies du 16 juin 2016 intitulé « Ils sont venus pour détruire : les crimes de l'EIIL contre les Yézidis », qui a constaté que le groupe terroriste EIIL avait commis le crime de génocide contre les Yézidis ;

h) vu la résolution du Parlement européen du 4 février 2016 sur le massacre systématique des minorités religieuses par le soi-disant groupe « EIIL/Daech » (2016/2529(RSP)) ;

i) vu la résolution 2170 (2014) du Conseil de sécurité du 15 août 2014 sur la condamnation des violations des droits de l'homme par des groupes extrémistes en Irak et en Syrie ;

j) vu la résolution 2388 (2017) du Conseil de sécurité du 21 novembre 2017 sur la lutte contre la traite des êtres humains en situation de conflit ;

k) considérant le rapport de l'équipe d'enquête des Nations Unies chargée de mettre en lumière les responsabilités concernant les crimes commis par le groupe terroriste EIIL (UNITAD) du 1er mai 2021 intitulé « Sixième rapport du Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Irak et du Levant à répondre de ses crimes » qui a recueilli la preuve claire et convaincante qu'un génocide a été commis par l'EIIL contre les Yézidis en tant que groupe religieux ;

l) vu les constatations de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Irak et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD), présentées le 10 mai 2021, qui font état de la preuve claire et convaincante qu'un génocide a été commis par le groupe terroriste EIIL contre les Yézidis ;

m) vu l'article 7 de la « Loi sur les survivantes yézidies », adoptée par le Parlement irakien le 1er mars 2021, qui reconnaît les crimes commis par le groupe terroriste EIIL contre les Yézidis et les communautés turkmène, chrétienne et shabake comme crimes de génocide et crimes contre l'humanité ;

n) vu le jugement du Tribunal régional supérieur de Francfort du 30 novembre 2021, et le jugement du Tribunal régional supérieur de Hambourg du 27 juillet 2022, qui ont reconnu des anciens membres du groupe terroriste EIIL coupables du crime de génocide contre les Yézidis ;

o) vu la doctrine de la responsabilité de protéger (R2P), adoptée à l'unanimité lors du sommet des Nations Unies de 2005, qui prévoit que la communauté internationale a la responsabilité d'empêcher le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité lorsque les autorités nationales ne le font pas ;

p) vu l'article 6 de la « Loi sur les survivantes yézidies », adoptée par le Parlement irakien le 1er mars 2021, qui prévoit des réparations pour les survivantes Yézidies et des autres communautés couvertes par la loi ;

q) considérant que la plupart des Yézidis n'ont toujours pas pu regagner leur foyer ;

r) considérant les conditions d'existence précaires de ces populations dans des camps de personnes déplacées dans le Kurdistan irakien, ainsi que dans le Sinjar ;

s) considérant la visite d'une délégation de survivantes yézidies au Luxembourg le 18-19 novembre 2021 et la visite subséquente du Ministre des Affaires étrangères et européennes en Irak du 29 mars au 1er avril 2022, lors de laquelle il a pu constater les conditions d'existence précaires des Yézidis dans les camps de personnes déplacées ;

t) considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé de mettre un terme à l'impunité pour les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale, tels que le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre,

I. reconnaît et condamne le crime de génocide perpétré par le groupe terroriste EIIL en Irak et en Syrie à l'égard des Yézidis à partir de 2014 ;

II. invite le Gouvernement à

1) reconnaître politiquement le crime de génocide perpétré par le groupe terroriste EIIL en Irak et en Syrie à l'encontre de la communauté yézidie à partir de 2014 ;

2) utiliser toutes les voies de droit interne et international pour s'assurer que le crime de génocide perpétré contre les Yézidis en Irak et en Syrie par le groupe terroriste EIIL ne reste pas impuni, à jouer dans ce cadre un rôle international de premier plan en œuvrant activement à la coopération entre les États membres de l'UE et d'autres États partageant les mêmes vues ;

3) militer activement, au sein des Nations Unies, pour l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une résolution prévoyant le renvoi de ces crimes devant la Cour pénale internationale ou la création d'un tribunal ad hoc ou hybride pour juger ces crimes ;

4) utiliser le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour souligner l'importance de la reconnaissance du génocide et de la mise en œuvre de la législation irakienne du 1er mars 2021 dite « Loi sur les survivantes yézidies » ;

5) encourager le Gouvernement irakien à adhérer à la Cour pénale internationale ou à déposer une déclaration conformément à l'article 12 (3) du Statut de Rome pour consentir à ce que la Cour exerce sa compétence à l'égard des crimes commis sur son territoire depuis le mois d'août 2014 par le groupe terroriste EIIL ;

6) contribuer au retour des Yézidis qui le souhaitent dans leurs villes et villages d'origine, notamment en demandant la mise en œuvre, en consultation avec la communauté yézidie, de l'accord entre le Gouvernement du Kurdistan irakien et le Gouvernement central de Bagdad et en proposant une supervision internationale de cet accord ;

7) encourager le Gouvernement irakien à mettre en œuvre la législation du 1er mars 2021 dite « Loi sur les survivantes yézidies » et à œuvrer au sein de l'Union européenne pour identifier des moyens d'appui au Gouvernement irakien ;

8) encourager le Gouvernement irakien à prendre des mesures concrètes pour libérer les femmes yézidies et leurs enfants toujours détenus par le groupe terroriste EIIL et à assurer que les fosses communes au Sinjar soient exhumées le plus rapidement possible.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, soulaang et Verstéiss géint Mënscherechter gëtt, musse mir eis mat ganzer Kraaft zesumme mat eise Partner mobiliséiere géint déijéineg, déi näischt vun eise Wäerter halen an internationaalt Recht mat Féiss tréppelen.

De Krich an der Ukrain huet eis mat immens dramatesche Biller ganz no gewisen, datt net jiddwereen eis Wäerter deelt. Staaten, déi eng aner Opfaassung dervun hunn, wéi Gesellschafte funktionéiere sollen: mat Gewalt, mat Zensur, mat deels totaler Iwwerwaachung an Ënnerdréckung. Esou Gesellschaftsmodeller verstousse géint eis fundamental Opfaassung vun der Dignitéit vum Mënsch.

De Krich an der Ukrain, dee mir eis virun engem Joer net konnte virstellen, huet eis dës Realitéit nach méi no bruecht. De Respekt vu Mënscherechter ass eng Garantie fir Stabilitéit, déi mer an dësen Zäite vun Ongewëssheet ustriewen.

Als europäesch Wäertegemeinschaft hu mir d'Verantwortung, eis fir Fridden, Gerechtegkeet a Sécherheet an Europa, an eiser Noperschaft an och an der Welt anzesetzen. Loosst eis eis demokratesch, friddlech an och diplomatesch mat aller Kraaft dofir asetzen!

Zu deene villen Theemen, déi ech ugeschwat hunn, wéi d'Mënscherechter, déi feministesch Aussepolitik oder och nach d'Konflikter an der Ukrain, d'Protester am Iran, hunn ech nach eng Motioun, déi ech gäre wéilt deposéieren an zur Ofstëmmung bréngen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– saluant l'engagement international du Gouvernement en matière de protection des droits de l'homme, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève ;

– se félicitant de l'adoption par le Conseil des droits de l'homme d'une résolution, tablée par le Luxembourg, portant sur la situation des droits humains en Russie ;

– considérant le soutien du Luxembourg à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et son engagement en faveur du droit naturel de l'Ukraine à se défendre contre l'agression russe conformément aux dispositifs de la Charte des Nations Unies ;

– notant les efforts continus du Gouvernement pour alléger le sort des populations civiles dans les pays en conflit ou en situation de détresse ;

– déplorant que dans un nombre croissant d'États, l'espace civique des défenseurs des droits humains est systématiquement restreint,

invite le Gouvernement

– à poursuivre l'engagement du Luxembourg au sein du Conseil des droits de l'homme, y compris sur les sujets impliquant les actions de la Russie ;

– à s'engager de façon déterminée afin que les responsables des violations des droits humains et du droit humanitaire dans les conflits armés, notamment en Ukraine, soient traduits devant la justice internationale ;

– à maintenir son action en faveur de la paix, du respect des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte d'autres conflits armés ;

– à continuer, dans l'esprit de la politique étrangère féministe ancrée dans l'accord de coalition, à renforcer l'égalité des genres dans les enceintes internationales et européennes et à promouvoir les droits des femmes ainsi que les droits des communités LGBTIQA+ partout dans le monde, y compris en Iran, en Arabie Saoudite, au Qatar et en Afghanistan ;

– à poursuivre son action sur la thématique du devoir de diligence en s'engageant notamment dans les négociations en vue d'une directive au sein des groupes de travail pertinents au Conseil de l'UE ;

– à soutenir, en collaboration avec ses partenaires internationaux, la société civile dans les nombreux États où le travail vital des ONG et des défenseurs des droits humains est entravé ou criminalisé ;

– à poursuivre son engagement en matière d'action humanitaire et de coopération au développement dans les endroits où la population civile est en détresse et à lutter contre la pauvreté, les objectifs de développement durable établis par l'ONU gardant toute leur pertinence ;

– à continuer à promouvoir la mise en œuvre de l'agenda 2030, qui préconise des standards sociaux et environnementaux et la durabilité, notamment dans la politique commerciale internationale.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Si dréit och, an dofir soen ech och Merci, d'Ënnerschréft vu bal alleguerten de Parteien hei, ausser enger Partei.

Ech soe Merci fir Äert Versteesdemech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass erëm déi Zäit vum Joer, wou mer hei stinn am Kader vun der aussepolitescher Debatt a wou mer versichen, e bëssen de Bilan ze maachen iwwert den Zoustand vun eiser Staategemeinschaft, a wou mer eis och doriwwer austauschen, wéi mir d'Roll vun eisem Land an deem Kader gesinn.

Mir sinn e klengt Land, eise Poids ass vläicht net ëmmer deen allergréissten. Mee mir sinn, mengen ech, ganz gutt doran, als klengt Land Allianzen ze initiéieren an ze bilden. A mir sollten de Poids vun engem klenge Memberstaat och net ënnerschätzen. Mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun, mir sinn e Member vum gréisste Bannemarché vun der Welt, mir sinn aktuell Member am UNO-Mënscherechtsrot a mir ware viru knapp zéng Joer ee vun den zéng net permanente Memberen am UN-Sécherheetsrot: Mir hunn also eng Stëmm a mir maache se geltend. Et ass net eisen Usproch, um Bord vum Spillfeld ze stoen a just nozekucken, wéi anerer hire Match maachen.

Ma wa mer haut ronderëm eis kucken an e bëssen den Topo maache vum Zoustand vun der Welt, da musse mer feststellen, dass mer virun Erausfuerderunge stinn, déi fir déi gesamt demokratesch Staategemeinschaft schier enorm sinn. Mir si wäit vun enger perfekter Welt ewech! Eng perfekt Welt ass vläicht och elo héich gegraff, mir wëlle jo och elo net ze vill verlaangen.

Mee stellt Iech just fir eng Minutt eng Welt vir, an där all d'Staate sech d'internationaalt Recht halen, an där et keng Autokrate gëtt, déi hir Gesellschaften a Geiselhaft huelen an d'Weltgemeinschaft destabiliséieren, an där all Land d'Chance huet, fir sech zu enger oppener Demokratie ze entwéckelen, ouni fäerten ze mussen, vun engem aggressiven Noper zur Raison gebommt ze ginn, an där Fraen, egal a wéi engem Land se op d'Welt komm sinn, fräi entscheede kënnen, ob se e Kappduch wëllen undinn oder net, an där se sangen an danzen dierfen, ouni eng Prisongsstrof ze riskéieren, an där se an d'Schoul dierfe goen an u gesellschaftleche Prozesser dierfen deelhuelen, ganz selbstverständlech, an an där Faschisten eng Saach vun der Vergaangenheet sinn a Leit, déi virun e puer Joer nach mat Hakekräizbänner duerch d'Géigend gelaf sinn, haut net hire Comeback an enger neier italieenescher Regierung dierfte feieren, ...

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... an där Acquisen aus der feministescher Aussepolitik net einfach iwwer Bord geheit ginn, soubal Rietskonservativer un d'Rudder kommen, an där d'Staategemeinschaft um Wee zur Emissiounsfräiheet un engem Strang géif zéien an eng COP an Ägypten net ënnert dem Doute ofgehale géif ginn, dass se am Endeffekt och eng Plattform fir en autoritäre Regimm ass, fir sech der Staategemeinschaft mat schéine Kulissen ze presentéieren. Eng Welt, an där mer net vun Autokraten ofhängeg sinn, fir eis Energieversuergung ze garantéieren, an där net Millioune vun Uiguren a chineesesche Lageren agespaart a gefoltert ginn, an där e Friddensnobelpräisträger net op eemol e Biergerkrich entfacht a bereet ass, seng Populatioun

carrement erhéngeren ze loossen, an där Palästinenser a Palästinenserinnen net joerzéngtelaang ënner miserabele Konditiounen an ouni Perspektiven an engem Open-Air-Prisong liewe mussen, an där net Millioune Leit aus hirer Heemecht fortlafe mussen, well Konflikter a Klimawandel hinnen all Liewensgrondlag geholl hunn. Eng Welt, an där Europa Flüchtlingen net forcéiert, fir d'éischt dem Doud am Mëttelmier an d'Aen ze kucken a Grenzen illegal ze iwwerwannen, fir iwwerhaapt kënnen eng Asyldemande ze stellen an hiert Recht op eng fair Asylprozedur geltend ze maachen, an där mer och net fir d'éischt jorelaang missten driwwer diskutéieren, ob et eisen Entreprisen iwwerhaapt zouzemudden ass, sech u Basismënscherechter ze halen!

Leider hu mer selwer net ëmmer alles an der Hand, fir dësen Ziler esou séier wéi néideg an esou schnell wéi méiglech méi no ze kommen. Mee et ass eis Aufgab als Land an als EU, eis ëm Fridden ze beméien, eis Wäerter ze verteidegen an alles an eiser Geschierkëscht ze benotzen, wat eis hëlleft, den aktuellen Tendenzen entgéintzewierken.

Mir wëssen, dass Demokratië vill manner d'Tendenz hunn, sech géigesäiteg ze bekrichen. Demokratie a Rechtsstaatlechkeet ze förderen ass also e Must, an dat net nëmme fir déi Mënschen, déi aktuell ënner autoritäre Regimmer musse leiden, mee och am Sënn vun enger méi friddlecher Weltuerdnung. Eng Gemeinschaft, déi op demokratesche Wäerter baséiert, notzt eis alleguer, well se suergt fir wichteg Stabilitéit. Si schützt eis viru Kricher, virun Onsécherheet, Flucht, Rezessioun an Angscht.

Mir mussen also aus de Feeler léieren, déi eis an eng Positioun bruecht hunn, an där mer oft zécken, fir dës Wäerter anzetrieden, aus Angscht, mir kéinten eis selwer virun allem wirtschaftlech ze vill domadder schueden. Ze laang hu mer a Richtung Russland duerch d'Fangere gekuckt, och well Energieimporter eis ze vill ofhängeg gemaach hunn.

De Präis, dee mer haut dofir bezuelen, fir der Ukrain bäizestoen, deen ass schonn däitlech spierbar, an awer hält e sech, relativ gesinn, nach a Grenzen. Géife mer nämlech vun engem Land wéi China schwätzen, da géif déi Saach ganz aneschters ausgesinn, och a grad well mer eis vu China immens ofhängeg gemaach hunn, ënner anerem, well mer wichteg Produktiounslinnen a China delokaliséiert hunn.

Zousätzlech huet China sech och clever a ville Beräicher a kritesch europäesch Infrastrukturen akaf. Esou si mir vu China ofhängeg, wann et ëm d'Energietransitioun geet, well mer kaum Produktioun vu Batterien a Solarpanels et cetera an Europa hunn. An et ass gutt, dass mer do amgaange sinn, den Hiewel ëmzeleeën, och am Beräich vun der Medikamenteproduktioun. Och do wiere mer ellen drun, wa mer China net hätten, well mer och do villes delokaliséiert hunn. Mir brauchen also China a ville Beräicher, och wa mer driwwer schwätzen, de Klimawandel an de Gréff ze kréien.

Kee wëll sech virstellen, wat géif passéieren, wann no Covidkris an Ukrain-Krich nach eng Taiwan-Kris géif derbäikommen, déi eis géif forcéieren, eng konsequent Äntwert dorobber ze formuléieren. Dobäi geet et an eisen Ae guer net drëm, vis-à-vis vu China e grousst Säbelrasselen ze veranstalten oder eis ofzeschotten. Mee et geet drëm, eis d'Fro ze stellen, ob mer de Warnschoss aus Russland verstanen hunn an ob mer bereet sinn, déi richteg Konklusiounen doraus ze zéien, nämlech eis ze schützen, eis aus verschiddenen Ofhängegkeeten erauszehiewen, wichteg Produktiounsschinnen erëm zréck an Europa ze kréien.

Wéi gesot, et geet net drëm, sech ofzeschotten. Scho guer net geet et drëm, den Dialog ofzebriechen. Dofir ass et och richteg a wichteg, dass Geleeënheete fir Visitten, fir Dialog wouergeholl ginn, virausgesat, dass dës kënne genotzt ginn, fir sech op Aenhéicht auszetauschen an zum Beispill och iwwert d'Roll vu China am Krich an der Ukrain ze schwätzen. Dialoger, an deenen awer och iwwert d'Mënscherechtssituatioun a China ka geschwat ginn, an deene mer eis Relatiounen notze fir ze soen, dass et muss méiglech sinn, iwwert d'Situatioun zum Beispill vun den Uiguren ze schwätzen. Et geet also ganz wuel drëm, eis China-Politik nei ze denken. „Business as usual" dierf elo net méi de Mot d'ordre sinn, ze vill steet do och fir eis um Spill.

An an deem Liicht betruechten ech dann och eng Visitt vum däitsche Bundeskanzler elo a China, déi fir eis als solch absolutt hir Legitimitéit huet: als wichtege Schrëtt, fir deen Dialog oprechtzeerhalen, fir d'Diplomatie schaffen ze loossen an och, fir e friddlecht Mateneen ze förderen.

Wéi eng Messagen den däitsche Bundeskanzler mat wéi vill Nodrock wärend där Visitt tatsächlech placéiert huet, dat wësse mir net. Par contre wësse mer, wéi ee Message en no dëser Visitt veröffentlecht huet, nämlech deen, dass Verlässlechkeet a Vertrauen zwou Valeure sinn, déi fir Däitschland a China eng wichteg Roll spillen. An do, muss ech soen, sinn ech mer dann awer manner sécher, ob mer do nach am Beräich vun engem selbstbewosste Message sinn oder éischter schonn am Beräich vun der Schönrederei. Well dat ass elo net onbedéngt de Genre vu Message, deen e selbstbewossten, konstruktiv-kriteschen Dialog erëmspigelt.

Dee Malaise gëtt eventuell och doduerch befeiert, dass dee selwechte Kanzler e puer Deeg virdru souguer de Koalitiounsfridden op d'Spill gesat huet, well e bal net dervunner ofzebrénge war, China eng operativ Bedeelegung um Hamburger Hafen, also enger kritescher Infrastruktur, zouzegestoen. Do freet ee sech dann, ob de Message vun der Wichtegkeet, eis kritesch Infrastrukturen ze schützen, tatsächlech scho bei jidderengem an iwwerall gesackt ass. Dass et och anescht geet a muss goen, weist jo elo déi ganz rezent Decisioun vum däitsche Wirtschaftsminister Habeck, de Verkaf vun enger däitscher Chipfabrick, also och héichsensibele Produktiounscapacitéiten, un eng Duechtergesellschaft vun engem chineeseschen Halbleiterkonzern ze ënnerbannen. Decisioune wéi dës si fir eis éischt wichteg Schrëtt a Richtung „aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren" a fir kritesch Beräicher effektiv ze schützen.

A wa mer bei de Feeler aus der Vergaangenheet sinn, déi eis haut staark beschäftegen, da si mer erëm bei deem onsägleche Krich, deen de Putin zënter Februar an der Ukrain féiert, an dat mat enger enormer Brutalitéit. E Krich, deen duerch eng riseg Desinformatiounscampagne begleet gëtt, op déi leider nach ze vill Leit erafalen.

Déi Desinformatiounscampagne presentéiert sech jiddefalls an alle Schattéierungen. Dat fänkt u bei dem Bezeechne vun deem Krich als einfach kleng „militäresch Operatioun", geet iwwert den Narrativ vum béise Westen, dee Russland zerstéiere wëll an duerch seng ganz Sanktiounspolitik elo fir eng weltwäit Narungsmëttelkris verantwortlech wier, bis hin zu esou abstruse Geschichten aus enger russescher Noriichtenagentur, laut deene mir aarm an hallef erfruere Lëtzebuerger eis elo an e russesche Kulturzentrum hei an der Stad kéinten opwierme goen, waarmen Téi do géife kréien an och eis Handye kéinten oplueden.

Wat fir déi meescht vun eis also ganz schnell als Staatspropaganda erkennbar ass, weist leider trotzdeem plazeweis Wierkung: Laut enger rezenter Etüd aus Däitschland gleewen ëmmer méi Leit an Däitschland prorussesche Verschwörungstheorien. Par rapport zu der selwechter Etüd aus dem Abrëll 2022 sinn alleguer d'Zoustëmmungswäerter gestigen, esou zum Beispill ware 40 % vun de Leit domadder d'accord, dass de russeschen Ugrëff eng alternativlos Reaktioun vu Russland war, dat op d'Provokatioun vun der NATO. 44 % si souguer iwwerzeegt, dass de Putin géint eng global Elitt kämpft, an dat sinn 12 % méi wéi nach am Abrëll.

A mir mussen do gutt oppassen, well an Zäite vu komplexe Krise verspriechen esou falsch Messagen einfach Léisungen a verbreeden esou demokratiefeindlech Narrativen. Duerfir brauche mer nach vill méi e breet Verständnis a Sensibiliséierung fir Propaganda an Desinformatioun, an och Strategië fir eisen Ëmgang domadder.

An an deem Kontext weisen ech och op e rezenten Artikel an eiser gréisster Dageszeitung hin, wou op eemol esou Narrativen ze liese sinn. Net dass et falsch wier, sech och mat deenen Analysen ze beschäftegen, mee wann ech awer do liesen, an ech zitéieren aus deem Interview mam Här Ganser: „Das Beste, was wir jetzt, nicht für die Ukraine und nicht für Russland, sondern für die Welt tun können, ist, eine nukleare Konfrontation zu vermeiden. Dann ist es besser, die Ukraine wird ein bisschen kleiner und Russland ein bisschen größer." Do bleift engem dann awer fir e puer Sekonnen d'Loft ewech!

Une voix | Yes!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Well wie sech fir Fridden asetzt, dee suergt derfir, dass Fridden net gläichzesetzen ass mat der Muecht vum Stäerkeren, dee gëtt net dem Aggresseur Recht an encouragéiert en net, och nach an Zukunft genau dat selwecht nach eng Kéier ze maachen, wann e gären e weidert Stéck vum Kuch hätt. Wou géifen esou Aggressiounen dann iwwerhaapt ophalen?

Eppes steet op alle Fall fest: Mir sinn net d'accord mat Entscheedungen, déi iwwert d'Käpp vun den Ukrainer solle geholl ginn, déi d'Recht vum Stäerkere legitiméieren an d'Souveränitéit vun engem fräien an onofhängege Land einfach a Fro stellen. Well wie gesäit, mat wéi enger Vehemenz de Putin déi ukrainesch Gesellschaft zermürbe wëll, wéi zivill Infrastrukture konsequent ugegraff ginn, d'Energieversuergung vum Land attackéiert gëtt, Fakereferenden organiséiert ginn a Kanner zu Dausende verschleeft ginn, dee gesäit, dass et hei ni drëm gaangen ass, russesch Interessen ze schützen oder d'Ukrain vun Nazien ze befreien.

Wien erkennt, dass de Putin Honger als Waff benotzt an d'Keelt an de Wanter elo als säi gréissten Alliéierte gesäit, dee muss erkennen, dass et vun Ufank u just drëm gaangen ass, Grenzen nei ze zéien a sech d'Ukrain ze ënnerwerfen. Mee dee Plang ass net opgaangen.

Mëttlerweil huet mussen op eng Deelmobiliséierung zréckgegraff ginn, déi gläichbedeitend ass mat Dausende vu Jonken a manner Jonken, déi kaum bis guer net ausgebilt a mat schlechtem Material ekipéiert als Kanounefudder benotzt ginn. Kee Wonner, dass vill Russe sech am Ausland a Sécherheet bruecht hunn a fortgelaf sinn. Mir schwätzen hei carrement vun enger Hemorragie vun hire Jonken, talentéierte Leit, vun enger ganzer zukünfteger Generatioun, déi verheizt oder verdriwwe gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat gekoppelt mam Fait, dass Russland ëmmer méi isoléiert ass an dass et kaum nach u Kapital an nei Technologië kënnt, bedeit, dass et am Beräich Innovatioun nach méi an d'Hannertreffe wäert geroden. Mir dierfen op alle Fall dovunner ausgoen, wann de Putin dat do richteg virausgesinn hätt, dann hätt en deen do Krich ni ugefaangen.

Mee en huet et nun emol gemaach an domadder derfir gesuergt, dass Milliounen Ukrainer hiert Land, hir Famillјen, Partner a Pappen hu musse verloossen. Fir si all ass et ganz batter de Moment a schwéier, d'Moral ze behalen. Si hate gehofft, virum Hierscht kënnen heemzegoen, a wëssen elo, dass et sécher nach de Wanter wäert daueren, bis dass si erëm heem bei hir Famillje wäerte kommen. Si sinn zwar hei a Sécherheet, si wëssen awer, dass hir Famillјen a Frënn doheem an engem kale Krichsgebitt mussen iwwerliewen.

Et war natierlech hei dat eenzegt Richtegt, all deene Leit, déi elo bei eis sinn, dee Schutz ze bidden. An ech wëll och jidderengem wierklech e grousse Merci soen, deen derbäi gehollef huet an nach ëmmer hëlleft, där Mammutaufgab gerecht ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech sinn och frou iwwert déi Informatioun, déi mer gëschter kritt hunn, dass hire Statut elo mol sécher bis de Mäerz 2024 geet.

Wa mer 5.000 Leit a kierzester Zäit ophuelen, da bedeit dat Ënnerbréngung a Strukturen oder bei private Leit, Aschoulungen, Sécurité sociale, ADEM, Sproochecoursen, Santé mentale – dat ass e risegen Effort, deen a ville Beräicher muss gestäipt ginn, an dat ass net selbstverständlech! A wéi gesot, gehéiert do all deene Leit, déi sech do engagéiert hunn, d'Strukturen esou einfach wéi méiglech ze maachen, eise grousse Merci, ...

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... besonnesch well mer wëssen, dass mer vir bäi an hanne widder sinn, souwuel wat d'Prise en charge ubelaangt, wéi och wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Grad um Kierchbierg, wou mer vun Honnerte Leit an engem Gebai schwätzen, ass et wichteg, dass d'Dignitéit vun de Bewunner an de Bewunnerinne grossgeschriwwe gëtt, dass et logistesch erméiglecht gëtt, a klenge Wunngruppen ze liewen, sech kënnen zréckzezéien oder Begleedung a Betreiung ze kréien.

Mir wëssen, dass si Traumatesches erlieft hunn a permanent mat Traumateschem aus hirer Heemecht och haut nach konfrontéiert ginn. Si hunn e grousse Besoin u psychotherapeutescher Hëllef an och spezifescher Traumahëllef. A mir wësse jo, wéi vill mer hei am Land an deem Beräich allgemeng scho struewelen. Et feelt u Spezialisten, déi déi Leit kéinten en Charge huelen a si opfänken. A mir mussen hei weider Efforte maachen an déi vill Ukrainer an Ukrainerinnen, déi momentan an eiser Mëtt liewen, ophuelen, se integréieren, se begleeden an hinnen Hëllefstellung bidden, wou se gebraucht gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Eis bleift also näischt aneres iwwreg, wéi weiderhin eist Bescht ze ginn, wuel wëssend, dass och eis gréissten Ustrengungen hiert Doheem an hir Famill net kënnen ersetzen.

Loosst mech elo iwwergoen zu deem, wat grad am Iran geschitt. Dat ass näischt manner wéi feministesch Weltgeschicht, déi hei geschriwwe gëtt. Wat d'Fraen am Iran den Ament beweisen, ass, dass den Drang no Fräiheet a Selbstbestëmmung näischt ass, wat hinne vu baussen oder vum Westen ënnergejubelt gi wier. Mir hu si laang genuch eleng gelooss, och andeems mer deem Regimm mat engem Sëtz am UN-Fraerechtsrot nach eng Legitimatioun ginn hunn!

Wat si haut maachen, dat ass, hiert Liewen op d'Spill setzen, fir fir sech a fir zukünfteg Generatiounen erëm eng Perspektiv jenseits vun der Oppressioun ze hunn. Si hu weltwäit eng riseg Well vu Solidaritéit lassgetréppelt an do ass och tëschemënschlech immens vill, wat grad passéiert, vun de Mënschen an Europa, déi sech solidariséieren, bis hin zu de Fraen an Afghanistan, déi och fir sech erëm e bësselchen Hoffnung doraus kënne schäffen an aus dëser Beweegung kënnen zéien.

Et geet awer wäit doriwwer eraus. Mir schwätzen hei net just iwwert de Kampf fir d'Fräiheet vun de Fraen. Mir schwätzen allgemeng vum Kampf fir e fräit Liewe fir déi ganz iranesch Gesellschaft. Dëst ass net den éischten Opstand am Iran. A bis elo si se alleguerte bluddeg néiergeschloe ginn. Mee Experte mengen, dass et dës Kéier anescht kéint sinn. Dës Kéier gi Männer mat de Fraen op d'Strooss, Jonk an Al, an dëse Protest zitt sech duerch all d'Gesellschaftsschichten, duerch all d'Regiounen am Land.

De Regimm selwer schwätzt vun 100.000 Leit, déi op de Stroosse sinn. Dat ass warscheinlech hoffnungslos ënnerdriwwen. Mee souguer, wann et der just 100.000 wieren, musse mer bedenken, dass et sech hei ëm Leit handelt, déi hiert Liewe riskéieren, wa se dat maachen. An eleng dass de Regimm zougëtt, dass et Opstänn gëtt, weist, dass en ënner Drock steet.

Déi Zuele schwätzen also fir sech a weisen, dass déi Atmosphär vun der Angscht an der Bevëlkerung de Moment scheinbar net méi dominéiert, an dat, obwuel de Regimm bereet ass, e Bluttbad unzeriichten. Dat gesi mer un de Biller, déi eis all Dag iwwer Ëmweeër erreechen. Eleng an de leschte Woche sinn ëm déi 250 Demonstranten an Demonstrantinne gestuerwen, bis zu 15.000 Leit festgeholl ginn an an de Prisong gestach ginn. Vill vun hinne riskéieren elo d'Doudesstrof.

Wat mir vun de Leit am Iran héieren, ass, dass si eis opfuerderen, hir Stëmm ze sinn, si ze héieren an hinnen ze weisen, dass mir solidaresch sinn. A mir héiere si a mir wëllen hir Stëmm sinn! Mee ech mengen, dass Wierder eleng de Moment net duerginn, fir de Mënschen am Iran ze hëllefen, dass si endlech a Fräiheet an hirem Land kënne liewen. Ëmmerhi sti si do engem Regimm géigeniwwer, dee mat senge Revolutiounswächter bis op d'Zänn arméiert ass. Ob si an dëser Revolutioun erfollegräich kënne sinn, hänkt och vun eis of an dovun, wéi vill politeschen an ekonomeschen Drock mir bereet sinn, op dee Regimm auszeüben.

D'EU an déi eenzel Memberstaate schwätze mat klore Wierder. Et gëtt vill Solidaritéitsbekundungen. Dat dierf een och net ënnerschätzen. Mir hunn d'Lëscht vun de Leit, déi op der Sanktiounslëscht stinn, schonn ausgeweit, awer just zaghaft, an ech mengen, eis Geschierkëscht géif och do méi hierginn. Méi schnell a méi konsequent Sanktioune wieren noutwendeg.

A mir hu jo elo eng gewëssen Erfarung am Afréiere vu Verméige vu Leit an Organisatiounen, déi fir d'Gewalt géint déi Protestéierend responsabel sinn. An do wollt ech froen: Ass dat eppes, wat aktuell och fir den Iran konkreet diskutéiert gëtt? Rezent hu mir jo och all d'Membere vun der Duma sanktionéiert duerfir, dass se d'Invasioun an d'Ukrain legitiméiert hunn. Sollte mer net dat selwecht maache mat all de Membere vum iranesche Parlament, déi elo dëse Sonndeg eng Motioun gestëmmt hunn, fir Protestéierender méi haart ze bestrofen, jo, dee Protest och mat der Doudesstrof ze aanden? Mir schwätzen ëmmerhi vun 227 vun 290 Parlamentarier, déi dëst gefuerdert hunn: d'Doudesstrof fir protestéierend Leit!

Wat ass mat weidere Sanktioune géint den iranesche Regimm? Wat ass mat Areesverbueter? Ausserdeem, wat ass mat de Mënscherechtsverletzungen, déi grad stattfannen an déi jo eigentlech missten duerch UN-Organisatiounen dokumentéiert ginn, fir dass et herno iwwerhaapt méiglech ass, déi Responsabel zur Rechenschaft ze zéien? U wat läit et, dass dëst bis elo nach net konsequent an Ugrëff geholl ginn ass?

Der iranescher Bevëlkerung hei bäizestoen ass eis Flicht! A wa mir zouloossen, dass och dës Revolutioun zerschloe gëtt, da wäerte vill Leit festgeholl an exekutéiert ginn.

Mir wëssen, dass esou e Regimm, dee senge Leit quasi d'Loft zum Ootmen hëlt, dee seng Jugend ëmbréngt a foltert, seng Fraen an d'LGBTIQA+-Communautéit monddout bis wuertwiertlech dout mécht, net op éiweg ka Bestand hunn. Mee wa mer wëlle verhënneren, dass et nach fënnef Uleef brauch a weider Joerzéngten, bis dass et endlech klappt, wa mer wëllen, dass dem Jina Amini säin Doud an dee vun allen aneren, déi an der Tëschenzäit zu Doud geschloe gi sinn, wierklech zum Symbol vu Fräiheet kënne ginn, da si mir elo gefrot! An deem Kader wollt ech froen, Här Minister, wéi eng ... Ech wollt net ënnerbriechen, pardon! ...

(Hilarité)

... wollt ech froen, wéi eng Initiativen diesbezüglech am UN-Mënscherechtsrot geholl gi sinn. A wéi enger Form huet dëse Gremium sech bis elo där Saach ugeholl?

Ee Message, deen Iraner an Iranerinnen, déi an Europa liewen, och un eis erugedroen hunn, ass nämlech Follgenden: Si wënsche sech, dass d'Welt unerkennt, dass d'Leit am Iran sech eng aner Regierung wënschen. Si kämpfen zënter iwwer 30 Joer fir hir Fräiheet. Si fille sech vum Westen an där Hisiicht och e bësse verlooss, well mir ze laang net op d'Mënschen am Iran gesat hunn, mee vun der Premiss am Fong geholl ausgaange sinn, dass dee Regimm net ze ännere wier an dass mer eis an deem Sënn misste mat em arrangéieren an hoffen, dat Schlëmmst eeben ze verhënneren.

D'Leit wëllen, dass mer gesinn an agesinn, dass den Iran och anescht kann, dass e Changement méiglech ass. Si brauchen eis net, fir hinnen ze soen, wat Demokratie ass. Si wëssen, wat Demokratie ass, a si hätten déi gär. Dat hei ass eng Bottom-up-Revolutioun, déi ganz déif an der iranescher Gesellschaft wuerzelt. A si erënneren eis drun, dass en Iran ouni dee Regimm eis ganz, ganz nei Perspektiven an der regionaler Sécherheetsarchitektur géif ginn: keng Atomwaffen, keng Ënnerstëtzung vun extremistesche Gruppéierungen, manner Interventiounen an der Regioun. Alles dat kéint Realitéit ginn, wa mer de Mënschen am Iran eng Chance ginn, sech a fräie Walen ze prononcéieren. Also, wat virun e puer Méint fir si nach geklongen huet wéi e ganz fernen Dram, kéint elo fir si – an am Endeffekt och fir eis – Realitéit ginn.

Zum Schluss wollt ech Iech, Här Ausseminister, nach eemol Merci soe fir Ären Asaz, Iech an all de Leit an all den Administratiounen, virun allem fir Ären Asaz fir de Respekt vun de Mënscherechter bei eis an iwwerall op der Welt.

Dir hutt eis gëschter eng laang Opzielung gemaach vu sämtlechen Erausfuerderungen, deene mer aktuell géintiwwerstinn. A vill Erfreeleches gouf et do leider

net ze berichten, mat e puer Ausnamen, wéi der Wal vum neie brasilianesche President, déi eis Grond fir Hoffnung gëtt, oder wéi och dem Waffestëllstand, deen elo fir Äthiopien ausgehandelt ginn ass an deen eis och hoffen deet, op d'mannst an deem Deel vun der Welt eng vun de gréissten humanitäre Krisen ze entschäerfen.

Ob mer dat, wat elo am Iran geschitt, kënnen op der positiver Säit verbuchen, mat Hoffnung op Verbesserung vun enger Situatioun, déi eis scho laang op internationalem Plang quäält, oder ob et just eng weider Kris ass, déi mer mussen op eis laang Lëscht derbäisetzen, dat wäerten déi kommend Wochen a Méint eis weisen. Mee och hei gëllt: Mir hunn net alles an der Hand, mee et dierf och net eisen Usproch sinn, just um Bord vum Spillfeld ze stoen an nozekucken.

Här Minister, mir deelen Är Aschätzung, dass et vu Joer zu Joer méi schwiereg gëtt, dës Debatt ze preparéieren. Dir hutt awer villes opgezielt, wat eis an eise Preoccupatioune verbënnt.

Ech verzichten dofir och drop, hei als weider Riednerin op sämtlech Punkten anzegoen an dat ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Mir deelen de Gros vun Äre Wierder eent zu eent. Just de Punkt vum Devoir de vigilance, engem Sujet, deen eis, wéi Dir wësst, och immens um Häerz läit, dee géif ech gäre weider developpéieren. Mee ech hale mer dat fir déi kommend Woch, wou ech am Kader vun der Kooperatiounsdebatt nach eemol gäre géif méi am Detail dorop agoen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir soen dem Här Asselborn och villmools Merci fir déi Erklärung, déi en eis gëschter ginn huet. Wéi et ze erwaarde war, war si virun allem duerch de Krich an der Ukrain markéiert.

Den Här Asselborn huet eng eesäiteg Ried gehalen. Am Kader vun der Ukrain huet hien d'Virgeschicht vum Konflikt net diskutéiert, net de Biergerkrich am Donbass an och net déi Problemer ronderëm d'Expansioun vun der NATO an och vill aner Saachen net.

Den Diplomat awer ass an der historescher Wourecht verwuerzelt a muss no Objektivitéit sichen. Seng wichtegst a vorneemst Aufgab ass déi, fir am Déngscht vun de Mënschen ëmmer de Fridden ze sichen an ze sécheren. Dofir sicht hien och den Ausgläich vun Interessien an hien entwéckelt Perspektiven. Dovu gouf et awer am Här Asselborn senger Ried keng. Mir hunn 100 Minutten e Requisitoire héieren an null Minutten iwwert déi zukünfteg Friddensuerdnung an Europa. Mir hunn 100 Argumenter fir Krich a Konflikt héieren, awer keent fir de Fridden. Dat war enttäuschend!

(Brouhaha et exclamations)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Haut a gëschter ass virun allem och geschwat ginn iwwert d'Onméiglechkeet – fir et emol esou ze soen –, fir am Abléck Friddensverhandlungen ze féieren. Mee ech muss soen, déi Leit, déi dat haut argumentéiert hunn, déi si scho vun der Geschicht iwwerholl.

Mir hunn an Amerika e Bréif vun 30 Deputéierte vun der Demokratescher Partei gesinn, déi sech fir Friddensverhandlungen ausgeschwat hunn. Si hunn dee Bréif zréckgezunn, mee dëse Weekend huet d'Administratioun Biden der „Washington Post" no den Här Selenskyj invitéiert, fir sech oppe fir Verhandlungen ze weisen. Dofir brauch ech also net an e konservatiivt Lager oder soss enzwousch kucken ze goen, ech brauch just d'Demokratesch Partei an Amerika ze kucken an d'Administratioun Biden selwer!

Den Här Macron huet virun zwee Deeg an Ägypten en Opruff gemaach: „Il faut retourner à la table des négociations." En huet just de Moment opgelooss. En huet gesot, et ass um Här Selenskyj, fir deen ze bestëmmen. Mee mir wëssen alleguer heibannen, déi mer e bëssen d'Politik kennen, datt den Här Selenskyj, deen esou ofhängeg ass vun anere Staaten, scho wäert gesot kréien, wéini hie soll mengen, datt den Abléck komm ass fir Friddensverhandlungen.

Mir hunn hei e Requisitoire héiere vun eise Kolleege vun der CSV, dee gesot huet: „Dës oder déi konservativ Parteie sinn op enger anerer Schinn wéi d'ADR." Dat ass ganz richteg! Dat ass ganz richteg: Mir hunn an der Famill vun eise Parteien heiansdo ënnerschiddlech Meenungen, an dëser Fro, och an aneren, mee villes méi verbënnt eis.

Ech wëll awer de Kolleege vun der CSV eppes anescht soen: Si hunn den „C" am Numm an hu bis elo net drop verzicht, dat obschonn et Diskussioune gëtt, ob net den „C" sollt „Zentrum" heeschen oder soss eppes, wat alles esou an der Geschicht vun der CSV do un Diskussioune geféiert gouf. Mee ech wëll hinne soen – fir déi, déi an der CSV nach iergendwéi e Bezuch zum „C" wéi „chrëschtlech" hunn –, datt de Poopst Franziskus genau déi Positioun vertrëtt, déi och mir als ADR wëlle vertrieden: nämlech den Opruff zum Fridden an zur Ausgeglachenheet!

(Brouhaha)

A genau dofir wëll ech Iech an anere soen, datt mir als ADR eise vorneemsten Optrag doranner gesinn, fir weider fir de Fridden ze plädéieren. An ech wëll all deene soen, déi dat net maachen, wéi katastrophal datt d'Bilanz vun hirer Politik ass!

Kuckt Iech dach un, kuckt Iech dach un, Dir alleguer, déi heibannen elo esou derfir geschwat hunn, ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Här Roth, hutt Der eng Fro?

M. Gilles Roth (CSV) | Ob Dir net emol an der DP waart?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach. Viru ville Joren. Wou ass den Zesummenhang, Här Roth?

(Brouhaha et interruption)

Wou ass den Zesummenhang?

M. Gilles Roth (CSV) | Ech hunn Iech d'„C"-Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt. Also, ech wëll probéieren, op den Niveau vun enger Diskussioun zréckzekommen, déi deen Numm verdéngt, Här Roth!

(Brouhaha et interruptions)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir sidd awer schäinhelleg!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll hei ganz kloer soen: Kuckt Iech emol un, kuckt Iech emol un, Dir alleguer, déi hei Friddensverhandlungen eigentlech zrécksetzen op iergendwéini, wat dach d'Resultat ass vun där Politik, déi bis elo geféiert gouf!

Am Februar hate mer d'Chance, wéi den Ugrëff war – dee mir all verurteelen, dat ass ganz kloer –, fir Friddensverhandlungen ze féieren, an déi haten och ugefaangen. A wann déi Presseechoe stëmmen – mir si jo och net am Geheimnis, mee wat iwwerall gesot gëtt –, da waren et Leit wéi den Här Johnson an anerer, déi hunn zum Här Selenskyj deen Abléck gesot, si sollen net verhandelen.

Zënterhier sinn Zéngdausende vu Leit gestuerwen. Zënterhier huet d'Ukrain e groussen Deel vun hirem Territoire verluer. Zënterhier ass dat Land ekonomesch zerstéiert ginn. Dat ass dach keng Politik, wou ee ka soen, déi ass esou gutt, datt mer se wëlle viruféieren! Et muss dach eis gemeinsam Verflichtung si fir ze kucken, datt mer e Fridden hierstellen, reparéieren, wat ze reparéieren ass, an eng nei Basis do fannen, fir deem Land och eng Chance an Zukunft ze ginn.

Dofir kann een net novollzéien – mat allem gudde Wëllen! –, datt hei einfach Schwaarzwäissmolerei gemaach gëtt, datt gesot gëtt: „Mir mussen onbedéngt do dee Krich viruféieren." Mee zu wéi engem Präis?! Ass dat dann net eng Politik op d'Käschte vun den Ukrainer schlussendlech? A solle mer dann net éischter d'Leit encouragéieren a se dobäi ënnerstëtzen, fir Léisungen ze fannen, déi eng Zukunft an déi Géigend bréngen, an domadder och vill Nout endlech ofwennen?

Dir kritiséiert eis, well mer géint Waffeliwwerunge sinn. Mir kënnen dat laang erklären: Jo, dat ass richteg, dat verlängert de Konflikt. Mir wëlle se jo a Friddensverhandlungen opléisen, et ass jo net, datt mer elo soen, wa mer keng Waffeliwwerunge maachen, da géife mer d'Ukrain ausliwweren – nee! Mir wëlle se a Friddensverhandlungen ënnerstëtzen an en neien Ufank erméiglechen.

Mee firwat kritiséiert Der eis, déi vun Ufank un, vum éischten Dag un eng Positioun vertrueden hunn, déi kohärent a friddensorientéiert ass, an net déi, déi am Walkampf gesot hunn a Walversprieche gemaach hunn, si géifen ni Waffe liwweren, an haut fir 72 Milliounen Euro Waffe scho geliwwert hunn? Déi hunn hiert Wuert gebrach! Mir als ADR hunn eng konsequent Linn vun Ufank u geféiert. An hätte mer dat gemaach, wat mir gesot hunn, wär deem Land a ganz villen anere Regiounen an Europa vill Misär erspuert bliwwen!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Amplaz als Affekot vu Krich opzetrieden, hätt eise Minister vläicht sollen ... Ech wëll och an deem Sënn ... Ech hätt dat elo bal gesot ... Mir hu selbstverständlech och eng Motioun virbereet – do kënnt Der all driwwer ofstëmmen –, wou mer froen, datt d'Regierung soll bei den héijen Autoritéite vun der Russescher Federatioun an der Ukrain intervenéieren, „fir datt si esou séier wéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden".

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Une voix | O!

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– den internationale Krich an der Ukrain ewell scho bal néng Méint dauert,

weist sech déif besuergt

– iwwer déi humanitär an ekonomesch Situatioun an der Ukrain, déi sech duerch de Wanterabroch an den nächste Wochen nach verschäerfe kéint,

fuerdert d'Regierung op,

– bei den héijen Autoritéite vun der Russescher Federatioun an der Ukrain ze intervenéieren, fir datt si esou séier

ewéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mir hätten eis gewënscht, datt eis Regierung déi lescht aacht Joer, wou mer gesinn hunn, datt d'Situatioun an der Ukrain sech progressiv deterioréiert huet, sech agesat hätt, fir d'Minsker Accorden ëmzesetzen, datt och eisen Ausseminister am Normandie-Format intervenéiert hätt bei Däitschland a Frankräich, fir datt sech méi seriö mat der Situatioun befaasst gëtt, datt mer net einfach nogekuckt hätten an eis desinteresséiert hätten iwwert déi Deterioratioun an der Ostukrain. Mir haten hei e puermol driwwer geschwat. Mir haten d'Situatioun evoquéiert, wéi mer iwwert déi Assoziatiounsofkommen tëschent der Ukrain an der Europäescher Unioun geschwat hunn. Et ass net esou, datt mer net gewosst hätten, datt e Konflikt do ass. Mee d'Regierung huet sech net engagéiert!

A wann den Här Asselborn haut seet: „Mir mussen hei elo eppes maachen!", an esou weider, dann ass awer eis Äntwert, och wann een dann der historescher Wourecht verflicht ass: Firwat hu mer déi lescht aacht Joer dann näischt gemaach, wéi mer nach déi Chance gehat hätten, mat aneren zesummen, fir dee Konflikt ofzewennen? A fir vläicht déi ze ënnerstëtzen, op déi geschoss gouf an der Ukrain, well se eng aner Sprooch schwätzen! Och dat ass en Deel vun der historescher Wourecht!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A wann haut hei gesot gëtt: „An der Ukrain gi Wäerter verdeedegt, dat sinn och eis." Ech zweifelen dorunner! Ech zweifelen dorunner. A wësst Der, firwat ech dorunner zweifelen? Ma well mer déi Mënscherechtsrapporten aus der Ukrain genau kennen an iwwert déi lescht Jore genau gelies hunn.

Kuckt Iech un, wat den Här Poroschenko gemaach huet a wéi déi international Rapporten doriwwer waren! Kuckt Iech d'Korruptioun un a wéi den Här Selenskyj nach viru Kuerzem an de „Pandora Papers" war! Kuckt Iech d'Situatioun vun der Oppositioun an der Ukrain un, scho virum Krich, an elo nach méi schlëmm, wou grouss Parteien einfach verbuede sinn! Kuckt Iech d'Mediefräiheet an der Ukrain un! Déi ass praktesch inexistent. Leit ginn do gefoltert.

Ech wëll net hei de Prozess vun der Ukrain maachen an deem Sënn, datt ech soen, et wär gerechtfertegt gewiescht, dat Land ze iwwerfalen. Dat war et sécher net! Mee ech wëll awer zu där Rhetorik, déi hei gemaach gëtt, als wär dat de Foyer vun der Demokratie a vun der Fräiheet an Europa, deen eis Wäerter verdeedegt, do wëll ech awer wéinstens soen: Kuckt Iech dat do emol un! An et ass eis Aufgab, géintiwwer der Ukrain a géintiwwer anere Länner esou opzetrieden, fir ze soen: „Ma respektéiert dach d'Mënscherechter! Respektéiert d'Fräiheet och bei Iech!"

Et ass net esou, datt do eis Wäerter verdeedegt ginn! Et ass „leider" net esou, muss ech soen – mir géifen eis jo och eng demokratesch a fräi Ukrain wënschen!

Mir hunn déi Sanktiounen, déi hei esou gelueft ginn. Jo, natierlech schuede se Russland, dat stellt kee Mënsch a Fro. Dat ass e Problem, technologesch an op vill aner Manéieren. Mee éischtens dauert dat ganz laang, wann et iwwerhaapt wierkt. Well, wann Der de Bilan kuckt vun enger Sanktiounspolitik op der Welt, dann hunn déi praktesch ni gewierkt. Den Iran, iwwert dee mer nach schwätzen hei, deen ass sanktionéiert. Vill aner Länner si sanktionéiert ginn. Et huet näischt bruecht! Dat eenzegt Beispill an der Literatur, wou ëmmer gesot gëtt, dat huet eppes bruecht, dat war Südafrika mat der Apartheid. An et huet do gewierkt, well déi ganz Welt – déi ganz Welt! – déi Sanktioune matgedroen huet. An d'Apartheid war a Südafrika scho kontestéiert, dat war schonn intern fragiliséiert. An dann huet et gewierkt, awer soss huet et ni gewierkt!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir mussen eis dat dach emol ukucken: Dat heescht, mir huelen eng Moossnam, vun där mer eigentlech wësse missten, datt se géintiwwer deem gréisste Land vun der Welt mat deene meeschte Ressourcen op der Welt net ka wierken, well et och nach ganz vill aner Länner ronderëm gëtt, déi him hëllefe wäerten, fir déi Sanktiounen ze ëmgoen.

Mir wëssen, datt d'Sanktiounen also hiert Zil net wäerten erreechen, awer si schueden eis. Si schueden eiser Populatioun. Si bréngen Inflatioun an engem héije Mooss. Si féieren derzou, datt an eise Länner, hei zu Lëtzebuerg, Leit an Energienout kommen an datt se finanziell, materiell, ekonomesch Problemer hu wéinst enger Politik, vun där mer wëssen, datt se déi Ziler net kann erreechen, déi se sech fixéiert huet.

Ass dat sënnvoll? Dir alleguer verdeedegt d'Sanktiounen. Erlaabt et der ADR dach, déi Fro ze stellen, ob dat eng sënnvoll Politik ass! Firwat solle mer eis Leit hei leide loosse fir eppes, wat den Effekt net erreecht? Firwat solle mer iwwerhaapt eppes viruféieren, wou et dach besser wär ze probéieren, e Fridden hierzestellen, wéi mer et elo hei proposéieren, ëmmer erëm proposéieren, amplaz e Krich virunzeféieren, deen de Leit Leed an Nout an Europa bréngt?

Mir hunn eng aner Politik. Mir schummen eis net derfir, well mer soen, mir stinn einfach ... Dir sot, Dir stitt op der richteger Säit vun der Geschicht. Ech bezweifelen dat. Mee mir stinn op där richteger Säit vun der Mënschlechkeet, an dat ass méi wäert!

Une voix | Très bien!

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Zäit leeft, dofir loosst mech e puer Wuert nach soen. Mir sinn net op der Säit vum Här Asselborn senger Politik a ville Punkten. Den Här Asselborn weess dat, mir haten dacks Geleeënheet, hei mateneen ze diskutéieren.

Am Noen Osten, Här Asselborn, dat wëll ech ganz kloer soen, datt mir déi Diaboliséierung vun Israel net matdroen. An d'Lëtzebuerger och net! Déi meescht Lëtzebuerger wënsche sech dach näischt anescht wéi e gerechte Fridden, wou souwuel Israel wéi och den zukünftege palästinensesche Staat kënne matenee liewen an enger géigesäiteger Unerkennung vum Existenzrecht. A soulaang mer dat net hunn, d'Unerkennung vum Existenzrecht, kann et dee Fridden net ginn. Maacht wannechgelift net méi déi eesäiteg Analysen. Mir musse géintiwwer deenen zwou Säiten och do en Affekot vum Fridde sinn, och géintiwwer de Palästinenser an hiren och méi radikalen Elementer, well dat ass deen eenzege Wee, wéi mer aus där Situatioun erauskommen.

Mat der UNO ..., wësst Der, Dir schwätzt vu „feministescher Baussepolitik". Ech wëll Iech eppes soen: Mir haten Iech gefrot – well dat ass awer ëmmer an der Diskussioun ënner Diplomaten –, ob Lëtzebuerg dach net matgestëmmt huet, fir datt den Iran ka Member ginn an der UNO-Kommissioun fir Fraerechter; well dat gëtt geschwat. A mir hunn Iech dat an enger Question parlementaire gesot, dann hätt Dir déi Decisioun nämlech geholl, Här Minister. Dir hutt eis gesot: „Dat kann ech net soen. Dat war eng geheim Wal, ech kann dat net confirméieren, net dementéieren."

Mee da sot eis awer elo, elo wou den Iran soll erausfléien aus där selwechter Kommissioun fir Fraerechter, ob Dir dat dann ënnerstëtzt. Well do héiere mer, datt e puer Länner dat ënnerstëtzen. Mee ënnerstëtzt Lëtzebuerg, datt den Iran elo ausgeschloss gëtt aus der UNO-Kommissioun fir Fraerechter? Well mir wären do derfir als ADR! Mir wären do derfir.

Mir hunn och, wësst Der – an dat ass och e wichtege Punkt –, eng ganz aner Positioun wéi Dir an der Migratiounspolitik. Net am Asyl! Well den Asyl ass eppes, wat wierklech eng Errungenschaft ass, eng mënschlech Errungenschaft, déi mer alleguer akzeptéieren. E Mënsch, dee verfollegt gëtt, dee soll kënne Schutz fannen. Awer wat mir ni akzeptéiert hunn zënter 2015, ass eng onkontrolléiert, ekonomesch Massenimmigratioun an Europa, déi eeben illegal ass. Dat hu mir ni akzeptéiert! A mir wëllen och do keng aner Léisungen, keng Automatismen an Europa. Mir wëllen dat net! Mir akzeptéieren dat net. Mir wäerten et bekämpfen. Mir wëllen déi Leit zréckschécken, déi kee Recht op Asyl hunn oder dat Recht net méi brauchen. Do hu mer eng fundamental aner Meenung.

A wat mir constatéieren, Här Asselborn, dat ass, datt ëmmer manner Länner an Europa dat do matmaachen. Am Ufank hat Der vläicht nach 18, 20 Länner. Am Abléck hutt Der eng Handvoll vläicht nach, déi dat matmaachen. Dir sidd geschwënn richteg eleng an Europa. A wann een dat ass, da soll ee sech dach Froe stellen, ob et dat ass!

Déi aner Länner, déi setze Krittären an der Immigratiounspolitik, déi soen: „Wie bei eis erakënnt, dee muss e gewëssene Qualifikatiounsniveau hunn, e muss sech kënnen integréieren, e muss eng Sprooch léieren, e muss hei, e muss do, e muss sech behuelen, e muss d'Gesetzer respektéieren!" Wat mir maachen, dat ass, mir huele jiddereen eran a mir bauen ee Foyer nom aneren, fir ëmmer méi Leit opzehuelen. Mee eis Opnamecapacitéiten ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Asselborn ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, direkt. Ech maachen de Saz fäerdeg, an da ganz gär. Ech sinn ëmmer frou, wann ech ka mam Här Asselborn diskutéieren.

Eis Opnamecapacitéiten, Här Asselborn, sinn iwwervoll. Eis Integratiounsméiglechkeete sinn iwwerschat ginn. Mir packen dat do net méi!

An elo äntweren ech Iech ganz gär op Är Fro oder Äre Kommentar, wann Der een hutt.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nee, Här Kartheiser, ech stellen Iech déi prezis Fro: D'lescht Joer, am August 2021, Dir wësst gradesou gutt wéi ech, wat geschitt ass am Afghanistan. Ass Lëtzebuerg ee Land, wat hëlleft, Leit, déi dem Doud an d'Ae kucken, wa se net aus dem Land erauskommen, ze hëllefen, fir se bei eis ze kréien, an net Konditioune stellt, mee hinnen d'Chance gëtt, fir en neit Liewen unzefänken? Éischt Fro!

Zweet Fro: Wat hätt ech da sollen anescht maachen? Wat hätt d'Regierung sollen anescht maache mat de Leit, déi aus der Ukrain an d'Europäesch Unioun komm sinn? Et waren 9 Milliounen e gewëssene Moment! Mir hunn zu Bréissel siwe Stonnen diskutéiert. Dir wësst, mir hunn dat fonnt mat der Protection temporaire. A Lëtzebuerg huet seng Dieren opgemaach, wéi vill Länner an Europa! Mee déi awer net hir Dieren opmaachen, wann et ëm d'Migrante geet, déi aus Syrien kommen oder déi aus Afghanistan kommen! An do ass de Problem an der Europäescher Unioun!

Sot mer net, et wieren nëmmen e puer Länner. Ech kennen d'Länner, ech kenne se! An ech wäert dem

Här Wiseler drop äntweren, wat eent vun deene Länner war, déi am meeschten dru gehënnert hunn, dass mer eng Solidaritéit kritt hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt, ech äntweren Iech. Villmools merci, Här Asselborn. Dir hutt ganz Recht, well ech hunn e ganz wichtege Punkt vergiess. Mir waren als ADR warscheinlech zäitlech, wann ech déi Rieden do vum 24. Februar oder 25. Februar hei rekapituléieren, déi hei an der Chamber gehale goufen, déi éischt Partei – déi éischt –, déi gesot huet: „Mir mussen d'Ukrainer ophuelen, ouni iergendwellech Restriktiounen." Do si mir Ärer Meenung. Mir hunn e bewaffnete Konflikt an Europa, enger Nopeschregioun, an et ass iwwerhaapt keen Zweifel – vun eiser Säit net, an ech si frou, och vun Ärer Säit net –, datt eis Diere fir déi Leit aus der Ukrain grouss op sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir maacht also do e kompletten Ënnerscheed tëschent engem bewaffnete Konflikt an der Ukrain an engem bewaffnete Konflikt an Afghanistan oder a Syrien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dee maacht Der.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo dann ... Ech verstinn, datt Der gespaant sidd op meng Äntwert, Här Minister, mee da gitt mer eng Chance, awer doriwwer ze schwätzen. Jo, natierlech maachen ech en Ënnerscheed, an zwar a villerlee Hinsicht. Dat Éischt ass, datt mer als Europa net jidderee kënnen ophuelen. Dat heescht, mir brauchen eng Politik, déi elo net nëmmen emotional argumentéiert ass – wéi dat, wat Dir probéiert –, mee mir mussen och rational kucken, wat mer maache kënnen an esou weider. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Mir mussen och d'Solidaritéit vun den Nopeschregioune kucken, zum Beispill a Syrien oder an aneren arabesche Staaten, wou mer dee Problem haten. Firwat huele Länner wéi Saudiarabien oder esou net Leit op vun hirer eegener Sprooch, vun hirem kulturellen Hannergrond, vun hirer Relioun? Firwat sollen déi an Europa kommen? Ech mengen, et ass och eng Saach vu Politik, fir déi Länner an deene Regiounen dann ze sensibiliséieren.

(Brouhaha)

Eng drëtt Saach ass: Mir musse ganz kritesch kucken, wat d'Asylgrënn sinn ...

Ech mierken eng gewëssen Onrou hei, ech verstinn zwar net firwat, well ech mengen, dat Argument ass ganz kloer: d'Solidaritéit vun den Nopeschregiounen.

Eng drëtt Saach: Mir mussen ëmmer ganz genee analyséieren, mat wéi engen Ursaache mer d'Leit ophuelen. Mir hunn zum Beispill Eritrea, ech weess, datt Der do ganz grousszügeg sidd mat den Eritreeër, déi desertéieren. Mee am internationale Recht ass d'Desertioun kee Grond fir Asyl! Dat muss een einfach ëmmer erëm soen. Dat heescht, wa mir vun Asyl schwätzen, beruffe mer eis op d'Asylrechtskonventioun vun 1951 – primordial, dat ass dat Éischt, déi éischt Referenz. Da gëtt et nach aner Rechtsinstrumenter, déi ee ka kucken. Mee de Sënn vum Asyl ass et net, déi national Legislatioun am Sënn vun der nationaler Sécherheet net ze respektéieren. Dat ass net am internationalen Asylrecht.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Da maache mer dat och mat der Ukrain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Da maache mer dat och mat de Mënschen aus der Ukrain, déi fortgelaf sinn?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat musst Dir mat der ukrainescher Regierung kucken, ob Dir Männer vun 18 bis 60 Joer hei wëllt ophuelen. Dat ass awer eng Regierungsdecisioun. Mee ech soen Iech just, wéi et am internationale Recht ausgesäit.

(Interruption)

Mee ech wollt nach weider iwwert déi eenzel Fäll do schwätzen. Mat Afghanistan: Afghanistan, wësst Der, mir hunn déi Biller alleguer an Erënnerung, dat war e katastrophalen Echec, e katastrophalen Echec vum Westen! Mir hunn déi Biller gesinn, wéi Leit um Flughafen an esou weider do gelaf sinn. Mee och do muss ech Iech soen: Selbstverständlech musse mer déi Leit ophuelen, déi fir Lëtzebuerg geschafft hunn oder déi e Lien mat Lëtzebuerg hunn, selbstverständlech! Ech mengen, dat steet jo guer net zur Debatt.

Mee wat awer wichteg ass, politesch am Kontext Afghanistan ze betounen, dat ass, datt mer och do zënter Jore woussten, datt eis Positioun net ze halen ass. Wéi dacks hu mer hei an der baussepolitescher Kommissioun, an der Verdeedegungskommissioun gesot: „Wat ass dann de Konzept fir Afghanistan?" An et ass ëmmer gesot ginn, jo, mir bleiwen do a mir verleeën eis Truppen op déi an déi Plaz a mir maachen esou an esou virun. Schlussendlech war et e Fiasko.

An dat ass dat, wann een an e Krich erageet ouni Konzept oder ouni zäitlechen Horizont, et ass och e bëssen dat, wat an der Ukrain ka geschéien: datt schlussendlech, amplaz eng séier Léisung oder eng negociéiert Léisung ze sichen, e Fiasko dobäi erauskënnt.

Dat si just véier Elementer vun enger Äntwert, déi méi laang géif daueren a méi komplex ass. Mee ech wëll Iech eppes nach eng Kéier soen, Här Minister: Wat dat Humanitäert ugeet, do si mer enger Meenung. Awer mir maachen eng rational Politik, baséiert op dat internationaalt Recht, wou mer eis eege Capacitéiten net iwwerzéien a wou mer eng Solidaritéit liewen, déi mer och kënne verdeedegen an déi net reng emotional argumentéiert gëtt.

Gutt. Ech komme vläicht zréck bei dat, firwat ech hei sinn, fir e bësse méi iwwer Aussepolitik ze schwätzen. Mir wëlle vläicht emol e Bléck werfen op de Bilan vun deem Krich, dee mer am Abléck hunn, a kucken, wéi dann d'Europäesch Unioun an deem Konflikt dosteet. Mir wëssen, datt d'Amerikaner gewonnen hunn. Mir wëssen och, datt d'Chineese gewonnen hunn. A well mer hei vu China ...

Här President, d'Auer, Dir hutt hei ..., mee ech hunn esou laang dem Här Asselborn geäntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech weess, jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Also, mir hunn eeben och déi Situatioun mat China. An och do hu mer haut héieren, datt vill Leit soen, ... an et ass och e bëssen déi Logik an der Europäescher Unioun, fir China als e Rival ze gesinn, mee mat enger, ech weess net, e bëssen enger Feindschaft doranner. Dat ass net de Wee! Et ass sécher eng konkurrenziell Supermuecht, mee mir musse China respektéieren an och mat China partnerschaftlech zesummeschaffen. Och hei gëllt, datt Kooperatioun besser wéi Konfrontatioun ass.

An dat ass och am Interessi vun der Sécherheetspolitik vun Taiwan, déi mer ni däerfen aus den Ae verléieren. Mir sollten derfir antrieden, datt Taiwan an internationalen Organisatioune kann op Expertsniveau zum Beispill oder och op aneren Niveauen optrieden, well doduerch gëtt China net méi aarm, et gëtt och net entéiert. Mee d'Welt gëtt méi räich u chineeseschem Wëssen, u chineesescher Erfarung, u chineesescher Expertise. A mir sollten dat och maachen tëschent Taipeh a Peking fir ze kucken, datt och do dee Konflikt sech kann op eng friddlech Manéier lues a lues opléisen. An dat ass eng Roll vun der Aussepolitik, fir konstruktiv do anzewierken, fir datt sech déi Situatiounen, déi elo konfliktuell sinn, kënne berouegen an net de Contraire.

Mee d'Europäesch Unioun, wat ass dann dovunner ze halen? Virun e puer Joer – o, virun e puer Joer? –, virun e puer Méint hu mer nach héieren: „D'Europäesch Unioun soll eng strateegesch Autonomie entwéckelen." Wat ass dann dovunner Rescht bliwwen? Et ass dach esou – loosse mer dach realistesch sinn! –, datt mer just nëmmen nach dat maachen, wat eis amerikanesch Partner vun eis verlaangen. Wou ass déi strateegesch Autonomie? Wéi kéinte mer déi artikuléieren? Wéi kéinte mer se iwwerhaapt formuléieren, definéieren? Wéi kéinte mer se duerchsetzen?

Eis Interessen als Europäer sinn net déi selwecht, net ëmmer déi selwecht, net deckungsgläich déi selwecht wéi d'Interesse vun den amerikanesche Partner. Da musse mer dach kënnen en Ënnerscheed maachen. Awer d'Chancen dovunner, déi hu mer am Abléck op jidde Fall verspillt. Och an der NATO hu mer gesinn, datt just eng Politik sech duerchsetzt, direkt ouni Problem: déi amerikanesch Linn.

Mee dat ass net deckungsgläich mat eisem Interessi! Mir deelen dëse Kontinent mat de Russen, och nach an 10 Joer, och an 20 Joer, och an 30 Joer. De Generol de Gaulle hat jo gesot: „L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural". Dat bleift! Dat bleift a mir musse kucken, datt mer kënnen och mat Russland eng nei Relatioun opbauen, well et an eisem laangfristegen Interessi ass. An eisem laangfristegen Interessi läit och net, datt mer vun amerikaneschem Frackinggas ofhängeg sinn oder mat Aserbaidjan musse Geschäfter maachen.

Dir, Här Minister, hat gëschter an Ärer Ried gesot, mir solle keng Geschäfter maache mat Länner, déi d'Mënscherechter net respektéieren. Mee et ass dach genau dat, wat mer maachen! Domadder hutt Dir Russland gemengt, an Dir gitt an den Aserbaidjan oder an aner Länner Gas akafen, déi d'Mënscherechter net respektéieren a Kricher ufänken. Wou ass do d'Logik?

Mir mussen, wa mer wëllen Europäer sinn, a mir als ADR sinn Europäer, ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... iwwerzeegt Europäer, just mat engem Ënnerscheed ...

(Interruption)

O jo, da kommt, mir schwätzen een Abléck iwwer Europa, schwätze mer een Abléck iwwer Europa! Mir hunn haut héieren, den Här Asselborn, och den Här Wiseler, si hunn an hire Riede gesot, mir sollen d'Traitéen net opmaachen, mir sollen elo kee Konvent maachen, well et politesch net passt. Den Här Asselborn hat erkläert, datt do Parteien an Europa wären ..., da géif warscheinlech net dat Resultat erauskommen, wat hie sech wënscht. Mee Demokratie besteet doranner, datt een och mat anere Leit ka schwätzen a muss en Interessenausgläich fannen, déi eng aner Meenung vertrieden!

Mir hu keng Angscht virun engem Konvent, fir d'Traitéen nei ze definéieren. Mir si bereet ze verhandelen an ze kucken, datt mer en Europa erauskréien, an deem Lëtzebuerger Interesse gewaart sinn an Europa insgesamt méi staark gëtt. An dee beschte Modell dofir ass en Europa vun den Natiounen.

Mir fäerten och net wéi aner Riedner heibannen, datt d'Resultater vun engem Konvent géifen engem Referendum virgeluecht ginn. Mir wäre frou doriwwer, well all déi, déi sech jo Demokraten nennen, sollen dach fir de Referendum sinn. A gitt net an Europa dat kritiséieren, wat Der hei am Land de Leit versprach hat an net gehalen hutt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, d'Madamm Beissel huet nach eng Fro fir Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ganz gär, merci.

Mme Simone Beissel (DP) | Här Kartheiser, eng prezis Fro. Dir hutt elo virdru gesot, Dir wäert Europäer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Simone Beissel (DP) | Dir schwätzt zwar vun engem Europa vun den Natiounen – doriwwer kann een diskutéieren. Wann Dir elo hei haart a fest sot, Dir wäert Europäer, kënnt Dir mir dann erklären, firwat Dir Iech mordicus dergéint gewiert hutt, dass Europa an déi éischt aacht Artikele vun eiser Verfassung ageschriwwe ginn ass?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Kënnt Dir mir den ... ech weess elo net méi den Artikel, kënnt Der mer dat do zitéieren, Madamm Beissel? Dat doten ass elo esou eng Fro, wësst Der, firwat ...

Mme Simone Beissel (DP) | Ma nee, mee d'Intégration européenne hu mer mat ganzem Konsens vun net nëmmen der Verfassungskommissioun, mee vun de meeschte Leit hei am Sall offiziell an d'Verfassung erageholl.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A jo, et ass gutt, jo.

Mme Simone Beissel (DP) | An Dir hutt Iech mordicus do dergéint gewiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hat och en Argument. An ech mengen, ech hunn natierlech ... Wësst Der, dat do ass déi Fro ...

(Interruptions)

Nee, nee, dat do ass déi Fro, wësst Der, da kënnt op eemol een an da seet en: „Wat hues de den 2. Juni 2004 moies um 8.00 Auer gemaach?", a weess et och net direkt.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, mee ech weess awer elo, ech weess awer elo ...

(Coups de cloche de la présidence)

Ech weess awer elo ongeféier, wat deen Artikel war. Ech hunn en awer net virleien. Ech sinn also virsiichteg an der Formuléierung, ech wëll Iech an der Richtung awer äntweren, souwäit ech mech erënneren.

Mir haten en Artikel an där neier Verfassung, do stoung dran, datt mer Member an der Europäescher Unioun sinn an esou weider. An dat Argument, wat mir bruecht hunn, dat ass, datt, wa mer ufänken, eenzel international Institutiounen opzezielen, et da ganz schwéier ass, fir dann den Ënnerscheed ze maachen: Firwat net an der NATO? Firwat net an der UEBL an esou weider an esou virun? An dofir hu mer gesot: Et ass besser, ...

(Interruption)

... dat ewechzeloossen, well soss, wann een e Choix mécht, dann ass dat ëmmer e Problem, well da privilegiéiert een déi eng international Organisatioun géintiwwer deenen aneren.

Mme Simone Beissel (DP) | Dat war awer net Ären Narrativ, wat Der eis haut erzielt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, ech weess ..., wéi gesot, mir kënnen d'Protokoller noliesen. Mee, wéi gesot, dat do ass eng Fro ... Mee dat doten ass ongeféier dat, u wat ech mech erënneren. Gutt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | ... Dir musst elo gläich zum Enn kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hunn zwar laang Interventioune vum Här Asselborn a vun der Madamm Beissel, wéi gesot.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da loosst mech vläicht ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat dat ganz a Betruecht gezunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, dat ass ganz fei vun Iech, Här President. Dat ass fein. Ech wollt awer elo vläicht nach, wann ech nach eng Minutt kann hunn, just iwwert déi Sanktioune schwätzen an d'Auswierkungen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Well dat ass eppes, wat eis gëschter awer frappéiert huet an, ech mengen, wat fir eis vu grousser ekonomescher Wichtegkeet ass.

Den Här Minister Asselborn huet gëschter gesot, datt an der Europäescher Unioun eng 17, eppes méi wéi 17 Milliarden Euro – equivalent russescht Kapital – agefruer gi sinn, wann ech mech richteg erënneren, dovunner 5,5 Milliarden zu Lëtzebuerg. Dat ass méi wéi e Véierel. Dat ass wäit méi wéi ee Véierel! A Lëtzebuerg ass net déi gréisst Finanzplaz an der Europäescher Unioun. Mir hu Paräis, Frankfurt, Dublin, mir hunn nach anerer. An da stellt ee sech awer Froen!

Wat maachen dann déi aner Länner an deem Kontext vun deene Sanktiounen? Mir héieren, datt Holland 91 Ausname gemaach hätt. Ech weess net, ob dat elo genee stëmmt oder wat och ëmmer. Mee si mir net déi an der Europäescher Unioun, déi schlussendlech eleng déi Sanktiounen ëmsetzen, an all déi aner huelen déi Amenagementer do? Dat wär dach, mengen ech, e Sujet, deem sech déi lëtzebuergesch Regierung sollt genee consacréieren, well mir hu jo awer och géintiwwer aneren ekonomesch Interessen. A wann anerer dat net respektéieren, mengen ech, sollte mer eis awer Froe stellen.

Ech maache vläicht eng Konklusioun, Här President, well mir sinn ...

M. Fernand Etgen, Président | Eng hallef Minutt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eng hallef Minutt. Mir si schrecklech ugegraff ginn hei vu verschiddene Riedner wéinst eisem Engagement fir de Fridden.

(Exclamations)

An ech soen Iech, ech soen Iech, léif Kolleegen, ech soen Iech, ...

(Brouhaha et interruptions)

... datt näischt eis méi houfreg mécht als ADR, ...

M. Gusty Graas (DP) | Nenne Ross und Reiter!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wéi datt mer ugegraff gi wéinst engem Engagement fir de Fridden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass en Engagement fir Russland, wat Der huelt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Oberweis huet nach eng Fro un Iech.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, Här Kartheiser, ech wollt Iech eng Fro stellen, wann Der erlaabt? Dir sot jo ëmmer, also Dir hutt elo erëm eng Kéier gesot, dass de Fridden am Noen Osten, deen Der Iech wënscht, vun der Reconnaissance mutuelle ofhänkt vun deenen zwee Staaten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wësst Dir dann, dass 1988 d'OLP Israel unerkannt huet an 1993 nach eng Kéier?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci. Ech hunn e gewëssent Wëssen an der Geschicht, ech wéisst awer näischt esou, datt zum Beispill eng Hamas dat gemaach hätt. Ech weess just, datt et einfach eng Spléckung gëtt an der palästinensescher Beweegung an datt mer e ganz grousse Problem hunn, net nëmmen, wat d'Demokratie ugeet – ausserjudiciaire Exekutiounen, Folter, alles dat si Realitéite bei der Palästinensescher Autoritéit –, mee leider hu mer och kee Konsens iwwert d'Existenzrecht vun Israel. Ech géif mer näischt méi wënsche wéi dat, a mir hunn et awer net.

A wann Dir zoufälleg déi Informatioun hätt, datt d'Hamas muer Israel unerkennt als dat, wat et ass, da wäre mer ganz frou. Sot et wannechgelift dem Här Netanjahu, dee wär och frou, dat ze héieren!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech géif nach kuerz reagéieren. Effektiv ass d'Hamas net de Representant vum Staat Palästina als solchem, éischtens emol. An zweetens kann ech Iech gären Informatioune weiderginn, wou hir Positioun schonn e wéineg geännert huet; ouni dass ech hire Porte-parole sinn, loin de là. Mee ech mengen, dass déi Positioun effektiv entre-temps schonn e wéineg geännert huet. Ech kann dat gär fir Iech nokucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An Dir hutt elo d'Wuert hei uewen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, beim Nolauschtere vum Ausseminister senger Ried gëschter krut ee gären a schnell Bauchwéi. Wann ee sech däers ganze Leed bewosst ass an der Ukrain an och uechtert d'Welt, well och déi aner Konflikter an der Welt si jo net verschwonnen, da kann ee schnell iwwerwältegt sinn.

Ech wëll dann och op dësem Wee direkt all deenen, déi haut am Iran an och an anere Länner op der Strooss sinn a géint autokratesch a mënscherechtsveruechtend Regimmer demonstréieren, eis Solidaritéit ausdrécken.

Ufänken awer wëll ech mam Ugrëffskrich vum russesche Regimm géint d'Ukrain, e wéineg wéi all déi aner Virriedner och. Et ass eng eenzeg Tragedie. Mir sinn alleguerten enger Meenung, mengen ech: Krich ass Haass. Krich ass Zerstéierung a Brutalitéit, Verzweiflung, onendlecht Leed a Misär. Krich ass Wansinn, ëmsou méi wéi dëse Krich jo zréckzeféieren ass op grouss Muechtfantasië vun enger klenger Clique vu Leit.

Iwwer 250 Deeg schonn dauert de Krich elo. All Dag ass een ze vill a mir fäerten, dass en nach Méint a Joren eventuell wäert undaueren. Déi massiv russesch Attacken op déi kritesch Infrastruktur an der Ukrain déi lescht Deeg weisen op eng weider Eskalatioun hin an et ass warscheinlech, dass et am Fréijoer zu enger

russescher Konteroffensiv wäert kommen. Schonn elo sinn Dausende Mënschen ëmkomm, Zéngdausenden hu misse flüchte mat traumateschen Erliefnisser.

Eng Léisung vum Ukrainkrich kann nëmmen op diplomateschem Wee erreecht ginn, dovunner si mir weiderhi fest iwwerzeegt. Vläicht kréie mir net all diplomatesch Initiativ mat, mee mir hu weiderhin d'Gefill, dass net alles probéiert gëtt op diplomateschem Wee, fir dëse Krich esou schnell wéi méiglech ze stoppen. Et ass extreem frustrant ze gesinn, dass et der internationaler Gemeinschaft nach ëmmer net gelongen ass, e Waffestëllstand ze erreechen.

A wann ech „international Gemeinschaft" soen, da mengen ech domadder net just déi sougenannt westlech Länner, mee sämtlech Länner op dëser Welt. Well et ass evident, wie bei dësem Konflikt d'Vëlkerrecht op senger Säit huet, an dofir mussen alleguerten d'Staaten op Russland awierken. An déi ambivalent Haltung vu China, Indien a villen anere Länner par rapport zur Ukrain an zu Russland weist awer och, wéi déif déi Grief sinn tëschent de sougenannte räiche Länner an de méi aarme respektiv Schwellen- oder Entwécklungslänner.

An dorunner si mir net onschëlleg. Et géif eis Europäer och emol guttdoen, e bëssen doriwwer nozedenken, well mir brauchen onbedéngt erëm e Multilateralismus, dee fonctionéiert, wa mer net wëlle vun deene risegen Erausfuerderungen, déi op eis waarden, déi virun eis stinn, iwwerwältegt ginn.

Här President, ech muss soen, dass ech meng Schwieregkeeten hu mat där Duerstellung vun Europa als Héichbuerg vun de Mënscherechter an dem Humanismus, dat quasi selbstlos op Partnerschaft a Multilateralismus setzt. Wa mer tatsächlech wëllen dëse Planéit zu enger besserer Welt maachen, da sollte mer vläicht emol mat e bësse Selbstreflexioun ufänken, well d'Wourecht ass, dass mir net bereet sinn, an enger multipolarer Welt ze liewen, wou mer op Aenhéicht mat deenen anere Staate sinn. Mir probéiere mat alle Mëttele weiderhin, eis ekonomesch a politesch Vormachtstellung vum Weste weiderzedreiwen.

Geneesou wéi aner Kontinenter a Länner probéiere mir och, eis Wirtschaftsinteressie knallhaart an der Welt duerchzedrécken. Mat ultraliberalen Handelsaccorde verschafen d'Europäer hire Multinationalle weiderhin Zougang zu de Rostoffer an den Ofsazmäert virun allem an de sougenannten Entwécklungslänner, déi mer weiderhin hemmungslos ausbeuten. Multinationallen, déi d'Liewensgrondlag vu ganze Populatiounen zerstéieren an hir Profitter iwwer Steieroasen erëm an den Norden exportéieren.

An deem Kontext ass et immens bezeechnend, dass mer beim Devoir de vigilance net weiderkommen, weeder um europäeschen nach um nationale Plang. Den Här Ausseminister huet et gëschter kloer gesot, datt hie sech derfir asetzt, dass d'Fongenindustrie net däerf ënnert déi Sorgfaltsflicht a Saache Mënscherechter kommen. Esou vill dann zu eise Wäerter, déi mir iwwerall verteidegen!

Europa huet déi gréisst historesch Schold um Klimawandel, kritt awer keng wierklech Reduktioun vun den Emissiounen hin a stellt awer Fuerderungen un déi aner.

(Interruption)

Mir verspriechе Finanzement fir d'Adaptatioun an halen eis Verspriechen net, genee wéi bei der Entwécklungshëllef, wou vill vun den europäesche Staaten nach ëmmer net esou wéi Lëtzebuerg iwwert deenen 0,7 % leien. A matten an enger Pandemie hu mir och eis Patenter vun de liewenswichtegen Impfstoffer geschützt an de Maart opkaf vun den Impfstoffer weltwäit.

Mir intervenéiere militäresch a Krise wéi am Mosambik, wou mer wëllen Äerdgas fërderen, a loosse Konflikter wéi an Äthiopien oder am Jemen lénks leien, do, wou et näischt ze huele gëtt. Mir ënnerstëtzen Autokraten, wa se eis an de Krom passen, a kucken op anere Plaze grousszügeg iwwer Mënscherechtsverletzungen ewech an erdeelen awer paternalistesch Lektiounen a Saachen Demokratie.

D'Profittgier vun de wirtschaftsliberalen Elitten an d'Duebelmoral an eiser Aussepolitik ass mat responsabel dofir, dass d'Liewensbedéngunge ronderëm den europäesche Kontinent sech weiderhi verschlechteren. An dat muss een am Hannerkapp hunn, wa mer iwwer eng zentral Erausfuerderung schwätzen, an zwar déi onfräiwëlleg Migratiounen, op déi ech mech wierklech wëll fokusséieren an dëser Ried. Mir kënnen et net oft genuch soen: Wien déi onfräiwëlleg Migratioune wëll begrenzen, dee muss op d'Ursaache kucken an net mat enger méi repressiver Politik just d'Symptomer bekämpfen.

Här President, natierlech migréiert een, wann een a sengem Land keng Perspektive méi huet. Natierlech geet ee fort vu sengem Land, wann dat ausgedréchent, erodéiert an net méi beackerbar ass. Natierlech verléisst ee säin Duerf, seng Stad a säi Land, wann ee keng Perspektiven huet. An natierlech mécht dat kee gären. Kee verléisst gär seng Frënn, säi Land, seng Repèren a seng Famill.

Ech wëll e bësse méi breet op dës Fro agoe vun der Migratioun, well se ee Gesiicht vun der Baussepolitik ass a well dës Mënschen net genuch gehéiert ginn. An déi sëllegen, déi um Migratiounswee ëmkommen, héiere mer natierlech am mannsten.

Eigentlech misste mer jo alles maachen, fir Mënsche virum Erdrénken ze retten. Eigentlech misste mer esou vill Rettungsbooter op d'Mëttelmier schécken, dass kee méi erdrénke muss. Mir misste Brécke bauen a sécher a legal Weeër erlaben.

Eigentlech misst eng Frontex an hirer Koordinatiounsroll vun de Rettungsaktiounen ëmmer direkt op Rettungsschëffer Bescheed soen. Leider ass dat net esou. Net nëmmen ass entre-temps gewosst, dass si fortkucken, mee och gewosst, dass si gär de libesche Garde-côtë Bescheed soen, amplaz den europäesche Rettungsbooter. An et ass dokumentéiert, dass dat och geschitt, wa Flüchtlingsbooter an europäesche Gewässer ënnerwee sinn an net a libesche Gewässer.

Do, wou d'Frontex eigentlech verflicht ass, d'Mënscherechter ze garantéieren, do huet den OLAF, d'EU-Antibedruchsagence, wéi den Här Cruchten et scho sot, elo rezent an engem Rapport festgestallt, dass d'Frontex keng Schrëtt ënnerholl huet, fir Mënscherechtsverletzungen ze verhënneren. Am Géigendeel, et sinn ëmmer erëm bewosst Moossnamen ergraff gi fir sécherzestellen, dass d'Mënscherechtsverletzungen net beobacht, net dokumentéiert an ënnersicht ginn. D'Frontexdirektioun huet och ëmmer erëm den interne Mënscherechtsdepartement a senge Méiglechkeeten ageschränkt an him allméiglech Informatioune verweigert. Jo, de Mënscherechtsscreening ass als Gefor wouergeholl gi fir eng wierksam Grenzkontroll.

Et geet rieds vu Pushbacks a Richtung Tierkei vu Griicheland aus mat Komplizitéit vu Frontex. Et geet rieds vu Pullbacks a Richtung Libyen, eeben och vum Mëttelmier aus. Déi Refoulementer sinn illegal a konträr zu de Mënscherechter an dem internationale Recht.

All Mënsch huet d'Recht ze migréieren, ze flüchten an d'Recht op Schutz. Dat Recht awer gëtt vun der EU-Agence Frontex systematesch violéiert. Temoignagë vun der OIM, der Weltmigratiounsorganisatioun, no, si mindestens 252 Mënschen am Mëttelmier am Kader vun dësen illegale Refoulementer erdronk. D'OIM schreift, dës Zuel wär éischter ënner- wéi iwwerschat. An dat ass eigentlech Mord!

Et ass e strukturelle Problem. Grenzschutz ass esou net mat Mënscherechter vereinbar. D'Recht op Liewen an d'Recht op Migratioun a Schutz kann een net esou vereinbar maache mat enger arbiträrer Kontroll an Zréckféierung. Et kann ee sech nëmme schummen, EU-Bierger ze sinn, well mat eise Steiergelder ginn dëser krimineller Agence hir Machenschafte weiderhin ënnerstëtzt.

Elo hu mer de Rapport vum OLAF, dee vernichtend ass, an et gëtt einfach gesot, Frontex hätt elo en neien Direkter, elo wär alles gutt! Nee, et ass eng strukturell Fro, et hänkt net just vum Direkter of. Et si strukturell Incompatibilitéiten an de Missioune vun der Frontex mat eise Mënscherechter. An ech wéilt de Minister och froen, fir drop anzegoen, wéi eng Konsequenzen hien aus dem OLAF-Bericht zitt.

D'lescht Joer sinn ech hei a menger Ried op d'Externalisatioun vun der Kontroll vun de Baussegrenzen agaangen. Ech hunn duergeluecht, wéi d'EU d'Kontroll vun hire Baussegrenzen un Drëttstaaten delegéiert respektiv wéi si un Drëttstaaten, sief et an Nordafrika, an de Sahelländer, d'Kontroll auslagert an domadder Drëttstaaten zu Handlanger vun der repressiver EU-Migratiounspolitik mécht.

An och ass et esou, dass elo, nom EU-Tierkei-Deal a Milliardenhéicht, virun enger Woch en neien Deal tëscht der EU mat Ägypten ënnerschriwwe ginn ass vun 80 Milliounen, fir dass och si d'Migrante besser geréieren a kontrolléiere kënnen. Dës Dealer si fir mech ganz kloer Ausdrock vun enger verzweifelter Politik.

D'Konsequenz vun enger verzweifelter a kuerzsiichteger Politik ass, dass elo an de leschte Méint dann nees méi Mënschen aus der Tierkei op Lëtzebuerg kommen, nodeems si jorelaang an der Tierkei bliwwe waren am Kader vum EU-Tierkei-Deal. Elo awer huet den Erdoğan keng Loscht méi, 5 Millioune Flüchtlinge bei sech ze halen, mee en huet annoncéiert, dass en 1 Millioun syresch Refugiéen erëm wëll zréck a Syrie schécken. Dës Leit wëllen natierlech net zréck a Syrien – evident! – a fänken un, zum Deel an Europa ze flüchten. Do hu mer et: Mat Autokraten zesummenzeschaffen, bréngt näischt ausser Problemer a Suergen!

Illegal Migratioun bekämpfen ... An iwwerhaapt, den Term „illegal Migratioun" muss ee sech dann awer och emol op der Zong zergoe loossen. Mir hunn eis esou u verschidden Expressioune gewinnt, dass mer keng Distanz méi dozou hunn. Wéi kann e Mënsch wannechgelift illegal sinn? Wéi kënnen e Mënsch a seng Würd contraire à la loi sinn? Wéi ka säi Recht ze migréieren, säi Recht ze flüchten, säi Recht op Liewen illegal sinn?

A wa mer vun eis behaapten, dass d'EU eng Terre d'asyle ass, e Kontinent, wou Mënsche kënne Protektioun ufroen – an ech mengen, dat maache mer jo –, wéi sollen dës Mënschen da bis dohinner kommen, wann et keng legal a sécher Weeër gëtt? Si sinn also gezwongen, zu sougenannten illegale Migranten ze ginn, bis se dann eventuell hei, wa se dee Periple iwwerliewen, kënne beweisen, dass si e Recht op Schutz hunn. Dat ass einfach nëmmen degelass!

Neen, de Feind ass net de Geflüchteten! De Feind ass net deen ouni Pabeieren. De Feind ass eigentlech e politeschen, ekonomesche System, deen d'Mënschen am Norden an am Süden zu Ressourcë mécht, déi et just nach am Endeffekt auszebeute gëllt. De Feind ass déi Gier no Muecht an no Profitt!

D'Konsequenz, wéi kéint et anescht sinn, vun dëser eurozentristescher a migratiounsfeindlecher Politik sinn natierlech Doudeger un eise Grenzen. Zu Dausenden an Zéngdausenden erdrénke se an erfréiere se un eise Grenzen, der OIM no zënter 2021 iwwer 5.500 Mënschen an zënter 2014 iwwer 29.000 Mënschen! Dës Zuelen eleng sinn en Opruff dozou, dass mer sécher legal Flucht- a Migratiounsweeër brauchen. All déi, déi dat net wëllen, huelen dës Doudeg mat a Kaf!

D'Zuele sinn erschreckend a si ginn an d'Luucht, der OIM no. D'Weeër ginn ëmmer méi geféierlech, wéi zum Beispill d'Route vu Westafrika a Richtung Kanaresch Inselen an och de Wee tëscht Griicheland an der Tierkei.

Et gëtt keng Wierder, fir esou vill Leed ze beschreiwen. Dofir bleiwen ech emol stoen, fir deene Mënschen ze gedenken, déi um Wee an Europa, um Wee vun hiren Dreem an der Hoffnung op e bessert Liewen, hiert Liewe verluer hunn.

(Mme Nathalie Oberweis respecte un moment de silence.)

Här President, wat ass dat fir e Kontinent, dee sech esou oppe gëtt a gläichzäiteg esou ofschott? Wat ass dat fir eng EU, déi esou vill op sech hält an op hir Wäerter a gläichzäiteg Mënscherechter un hire Grenzen an ausserhalb vun hire Grenze verletzt?

Et ass déi EU, där hire Baussebeoptraagten d'EU als Gaart an de Rescht vun der Welt als Dschungel duergestallt huet. Et ass genee dat Denken a Scheemaen aus dem 19. Joerhonnert. An och wann hie sech dofir entschëllegt huet, ännert dat näischt un deem, wat dës Ausso verstoppt, an zwar eng eurozentristesch Vue op d'Welt, wéi wa mir den Zentrum vun der Welt wieren.

Ech soen et kloer: Et ass eng Politik, déi op kolonialen a rassisteschen Denkscheemae baséiert! Migratioun erkenne mer un, wa se eis déngt, wa se eisen Interessien déngt, wa se Kompetenze matbréngen, déi mer brauchen. Fir all déi aner gëlle Maueren. Flüchtlinge kënnen erdrénken, erfréieren an erdiischteren!

(Exclamations et interruption)

Ben, dat sinn d'Fakten, pardon! Ech hunn d'Zuele virdru genannt.

(Interruption)

D'Geld an d'Wuere wëlle mer, d'Mënschen, déi d'Wuere gemaach hunn, net. Fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an Drëttstaaten, déi eis Kleeder bitzen, gëfteg Mineraien ofbaue fir eis Handyen, Ecranen an esou weider, gëlle weiderhi mënscheveruechtend Aarbechtskonditiounen.

Mir wëllen eng EU, déi mat sech kohärent ass, déi net dat eent seet an dat anert mécht, eng EU, déi Mënschen net virun der Dier erfréieren an erdrénke léisst, eng EU, déi oppen ass, d'Dieren opmécht fir d'Mënschen, egal vu wou se kommen an och wa se net déi perfekt Kompetenze matbrénge fir eisen Aarbechtsmaart, eng EU, an där all Land e bestëmmte Prozentsaz vu geflüchte Mënschen ophëlt. Net well et muss, mee well et eng nobel Tâche ass!

Jo, et ass eng nobel Tâche, Mënsche bei sech opzehuelen a säin Haus opzemaache fir dës Mënschen, déi am Besoin sinn, genee esou, wéi dëst Joer och vill Mënschen hei zu Lëtzebuerg an uechter Europa hir Diere fir Flüchtlingen opgemaach hunn.

Mir wëllen eng EU, déi sech an der internationaler Communautéit derfir engagéiert, dass mer eng solidaresch Welt schafen. Mir wëllen en internationale Mindeststeiersaz, e Steiersystem, deen endlech global geréiert gëtt, well och d'Wirtschaft global organiséiert ass. Mir brauchen en ambitiéist Liwwerkettegesetz, fir d'Entreprisë mënscherechtskonform ze maachen. Mir wëllen eng Handelspolitik, déi Südstaaten net méi just als Rostoffmäert ugesäit, déi et auszebeute gëllt, an Handelsmäert, an deenen net den Elefant an d'Maus an där selwechter Liga spillen, mee wou schwaach Staate sech kënne schützen, geneesou wéi mir dat och an der Zäit gemaach hunn, an hir eegen Ekonomie kënnen opbauen.

Mir wëllen eng Baussepolitik, déi op Wäerter an op Mënscherechter baséiert an net just op Wierder. Dem Wirtschaftsminister seng Ausso nom russeschen Afall an d'Ukrain ufanks des Joers, et misst een déi Doktrinn iwwerdenken, egal mat wiem Business ze maache wär ok, war ganz schnell nees vergiess.

Ech wëll him dat och nach gleewen, mee da soll e wannechgelift dat maachen oder d'Regierung soll dat maachen, wat se seet. Säitdeem, säit där Ausso, hu mir nees e Steierofkommes mat Äthiopien ënnerschriwwen, mat enger Regierung, déi sech massive Mënscherechtsverletzunge schëlleg gemaach huet. Mir si Partenariater am Ruanda agaangen, engem autokratesche Staat, deen Oppositioneller ënnerdréckt.

Dat ass et, wat eis midd mécht, wat vill Leit midd mécht a wat mécht, dass vill Leit net méi un d'EU gleewen an dass Mënschen der Politik de Réck dréinen, well se dat eent seet an dat anert mécht.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Bausseminister huet eis gëschter seng Linnen a seng Konklusioune vun deene leschten zwielef Méint presentéiert. An a sengem groussen Tour du monde, deen e glécklecherweis net huet komplett um Vëlo misse maachen, well soss wär en nach méi an d'Schweesse komm, ...

(Interruption)

... huet en eis awer trotzdeem gesot, datt et déi schwieregst Ried a senger Karriär gewiescht wier. An en huet Recht, déi lescht zwielef Méint waren alles anescht ewéi einfach. D'Mënschen an der EU fäerten erëm en Atomkrich. An ausserhalb vun der EU mussen d'Mënschen hiert Liewe gi fir hir Familljen an eis gemeinsam Wäerter.

Mir Piraten hunn et schonn oft op dëser Plaz gesot: Mir stinn hannert der Ukrain, hannert de Sanktiounen, hannert der Ënnerstëtzung, déi Lëtzebuerg der Ukrain zoukomme léisst a fir en Ophuele vu Flüchtlingen. Mir stinn derfir an, datt all Persoun, déi hiert Heemechtsland muss verloossen, hei zu Lëtzebuerg eng Chance op e BPI-Status kritt. Mir stinn och fir d'territorial Integritéit vun der Ukrain an a mir hoffen, datt d'Regierung och weiderhi bei där Positioun bleift.

Mir hoffen, datt och d'Positioun vun den Amerikaner no de Midterms, déi Stand elo nach ëmmer net ganz entscheet sinn, nach ëmmer wäert proukrainesch sinn. Finanziell hu mer mat der EU zesumme scho vill gehollef. Mee duerch déi vill Stroumausfäll, déi duerch d'russesch Attacken op d'Zivillinfrastruktur, déi absolutt inakzeptabel sinn, ausgeléist goufen, muss d'EU och kucken, wéi si hei kann a puncto Energieversuergung hëllefen.

Mir sinn och der Meenung, datt déi Leit, datt déi Familljen, déi Leit ophuelen, an dat waren der 2022 glécklecherweis enorm vill, vum Staat op d'mannst zum Deel sollte finanziell ënnerstëtzt ginn. De Merci, deen de Minister gëschter hei ausgeschwat huet, ass wichteg, mee e geet net duer. Misst den ONA all déi Familljen och nach ënnerbréngen, hätt de Staat nach e méi grousse Problem. Dofir ass hei eng kleng finanziell Ënnerstëtzung vläicht net vu Muttwëll an et ass och eng Demande, déi d'Associatioun LUkraine mat ënnerstëtzt.

De Staat an de Bausseminister stelle sech gären als Paradebeispill a puncto Flüchtlingsopnam duer. A jo, Lëtzebuerg ass do besser wéi déi meescht aner Länner. Mee wien A seet, muss dann och B maachen!

Déi Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten, waarde méintelaang op eng Decisioun op hirem Dossier. Verschidden afghanesch Matbiergerinnen a Matbierger kréie kee Status, se ginn awer gedult. Bon, dat ass besser wéi eng Ausweisung un d'Taliban. Esou kënnen déi Leit sech hei awer kee Liewen opbauen a virun allem och keng Zukunft. Dës Leit hunn eng schnell Entscheedung verdéngt, déi et hinnen erlaabt, sech hei am Land eeben déi Zukunft opzebauen. Dozou gehéiert och den Zougang zum Logement.

Et kann een als DPI net iwwert d'Grenz wunne goen, wann een hei säin Dossier lafen huet. Als BPI och net. Déi Leit kënnen net emol an d'Ausland auswäichen, wat leider haut vill Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger maachen; well mer de Logementsmarché kennen. Dat heescht net, datt et gutt ass, an d'Ausland auswäichen ze mussen. Och do ass d'Politik gefuerdert – mee mir sinn elo an der aussepolitescher Debatt an do geet et net ëm de Logementssecteur. Mee et dierf een hei awer virun allem net zwou Gruppe vu Leit, déi Hëllef brauchen, géinteneen ausspillen. D'Regierung huet derfir ze suergen, datt jiddereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp kann hunn.

Här President, gëschter krute mer vum Minister endlech och gesot, wat d'Positioun zur Liwwerkettendirektiv ass, déi scho bal néng Méint virläit. Mir fuerderen awer dann hei och nach eng Kéier op dëser Plaz formell, datt dës Positioun och schrëftlech ëffentlech gemaach gëtt.

Och a puncto Klimawandel a Mënscherechter stellt d'Regierung sech jo gären als Virreider duer, mee och op dës Annoncë follgen net ëmmer déi passend Doten.

An deene leschten zwielef Méint huet sech heirunner wéineg geännert. De Pensiounsfong huet nach ëmmer keng nohalteg Investitiounspolitik.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass fënnef Sekonne virun zwielef an eis Pensiounsgelder ginn nach ëmmer a Pëtrol an an autoritär Regimmer investéiert. Laut Joresrapport vun 2020 hat de Pensiounsfong 20 Milliounen u russesche Staatsscholden – wat déi haut wuel nach wäert sinn? – an nach eng Kéier 15 Milliounen, déi mer a Gazprom-Aktie stiechen haten, donieft nach Milliounen u Rubel, déi de Fong reegelméisseg keeft oder verkeeft.

D'Sanktioune géint Russland hu sech am Pensiounsfong déi éischte Kéier erëmgespigelt, wéi eng nei Liste d'exclusion am Juni, Enn Juni, de leschten Dag vum Juni, publizéiert gouf, well de Fong dat nëmmen zweemol d'Joer mécht. Do stellt ee sech dann d'Fro, ob e Krich an Europa net vläicht e Grond gewiescht wier, méi séier ze reagéieren.

Laut enger Studie vum FTSE Russell ass eng gréng Ekonomie scho säit 2014 méi sécher a méi rentabel wéi Investissementer a Pëtrol oder Gas. D'Resultater vun dëser Etüd ginn iwwregens vum UNFCCC – dat sinn déi, déi d'COP organiséieren – gedeelt. Mir schwätzen hei also vill iwwer gréng Finanzpolitik, ginn awer als Staat net ëmmer mam gudde Beispill vir. An och do: Wien A seet, muss B maachen!

Här President, beim Punkt Klimawandel dann nach zwee Sätz zur COP27. Mir Piraten hunn ewell eng Aktualitéitsstonn ugefrot, fir iwwert d'Resultater ze schwätzen, wa se eriwwer ass. Mee mir hoffe virun allem, datt een hei zu engem Accord kënnt, bei deem méiglechst vill Länner matmaachen – an och do, mengen ech, sinn d'Midterms an den USA dann awer erëm wichteg –, engem Accord, deen et eis duerch massiv Aspuerunge vun Zäregasen an all technologesch Moyenen erméiglecht, fir awer nach bei 1,5 Grad Celsius ze bleiwen.

Duerfir hei eisen Appell un d'Regierung, fir ambitiéis Accorden ze ënnerstëtzen a matzedroen a virun allem keng Mesuren ze ënnerstëtzen, déi just nach Greenwashing sinn.

Generell muss d'Regierung méi Kohärenz weisen, wat hir Aussoen op der nationaler Bün ugeet an dann d'Aktiounen duerno op internationalem Niveau. Mir kréien hei an der Chamber eng Ënnerstëtzung vum EU-wäite „gas price cap" versprach, fir dann e puer Deeg duerno ze liesen, datt mir eent vun deene Länner waren, déi do blockéiert hunn. Generell gëllt dat fir all Decisioun op EU-Niveau, wou d'Chamber an d'Medien heefeg vill ze mann Informatioune kréien. An dat ass net nëmmen an deene Conseilen, wou den Ausseminister sëtzt. Dat ass an all de Conseilen.

Mir wëssen oft net, wéi an de Conseilsgremien an eiser aller Numm ofgestëmmt gëtt, vu COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents des Gouvernements des États membres de l'Union européenne) bis hin zu de politesche Conseilen. Et ginn och keng Motiounen ugeholl, déi der Regierung e kloert d'Mandat géife mat op de Wee ginn. Et herrscht Intransparenz. Intransparenz, déi d'Akzeptanz vun de Mesuren, déi am Conseil geholl ginn, net bevirdeelegt. D'EU muss méi op Transparenz setzen, wa se EU-feindlech Stréimunge wëll ënnerbannen.

Nëmmen als eng staark a gëeent Unioun kënne mer eis autoritären Tendenzen aus Ungarn an anere Länner entgéintstellen. Nëmmen esou loosse sech Walresultater wéi an Italie verhënneren. Duerfir brauche mer Transparenz beim Conseil an en effektive Rechtsstaatlechkeetsmechanismus. Et gëtt iwwregens Länner, an déi goufen haut och schonn zitéiert, wou dat gang und gäbe ass: Éisträich, fir nëmmen eent ze nennen, wou virun all Conseil d'Regierung an den EU-Ënnerausschuss kënnt, fir e kloert Mandat mat an d'Verhandlungen ze huelen. Souguer Frankräich gouf haut schonn zitéiert, wou de President awer reegelméisseg, wann och net ëmmer, an den zoustännegen Ausschoss kënnt, fir do e Mandat matzehuelen.

Wéi de Minister gëscht jo och scho sot, sinn éischt Gelder an deem Kader vum Rechtsstaatlechkeetsmechanismus zréckgehale ginn, mee de Premier Orbán probéiert weiderhin, d'EU ze erpressen.

Ungarn huet, Stand gëschter, nach ëmmer net d'Bäitrëttserklärung vu Schweden a Finnland ratifizéiert. An ech hunn esou meng Doutten, datt se et haut gemaach hätten. Domat schuede se eis all, well mir brauche grad elo eng staark NATO. Dat dierf net sinn an d'EU muss hei Stäerkt weisen an Ungarn muss endlech agesinn, datt, wann een Deel vun eppes ass, een och muss säin Deel leeschten an eis Wäerter respektéieren an no bausse verteidegen.

Här President, d'lescht Joer op dëser Plaz hate mir Piraten déi polnesch Ofdreiwungsgesetzer kritiséiert, Gesetzer, déi a Pole scho méi wéi ee Liewe kascht hunn. Och d'Entscheedung vum Supreme Court an Amerika musse mir Piraten kritiséieren. Och an Amerika si Mënsche mat Gebärmutter elo erëm op archaesch a liewensgeféierlech Mesuren ugewisen, wa se net Mamm wëlle ginn. Och an den USA wäerte Fraen duerch dëst Urteel an déi Gesetzer, déi doropshi komm sinn, hiert Liewe verléieren.

Et huet een e Recht op seng eege Gesondheet. Et huet een d'Recht, selwer ze decidéieren, ob een e Kand wëll oder net. Dofir setze mir Piraten eis a ganz Europa an. D'Recht op Ofdreiwung ass e Recht op Gesondheet, et ass e Recht op Selbstbestëmmung.

D'Rechter vun de Frae sinn nach ëmmer weltwäit kontestéiert, wéi een och am Iran trauregerweis erëm muss gesinn. Leider hunn ech keng Zäit, fir op d'Situatioun am Iran an der Déift anzegoen. Ech wëll awer hei kloer soen, datt et schrecklech ass, datt d'iranescht Parlament elo all déi verhaften Demonstranten an Demonstrantinnen u sech esou sevère ewéi méiglech wëllt penaliséieren. An dat kéint bis zur Doudesstrof goen. Hei muss d'Weltgesellschaft elo séier reagéieren!

Här President, den Ausseminister ass och ganz kuerz op China agaangen, a mir begréissen et natierlech, datt d'Lëtzebuerger Representanten ëmmer erëm de Krich uschwätzen, wa se mat chineeseschen Homologe schwätzen. Dat selwecht sollt awer och fir d'Mënscherechtssituatioun a China gëllen a fir déi konstant Droungen, déi d'Land géint anerer ausschwätzt. Mir Piraten fuerdere jo, datt bei all Missioun vun engem Minister e Mënscherechtsbeoptraagten ageluede gëtt.

D'Situatioun a Xinjiang an d'Drounge géintiwwer Taiwan musse vun eis Europäer ëmmer an ëmmer erëm erwäänt ginn. Dës Theeme mussen op internationalem Niveau Gehéier fannen. Et ass eis Flicht als Demokratie, fir d'Uiguren Opklärung ze fuerderen an Taiwan de Réck ze stäipen.

China stellt sech gär als politesch neutraalt Land op internationalem Plang duer. Mee wéi de Minister richteg sot, ass am Fall vum Ukrain-Krich eng passiv Positioun u sech eng Positioun, déi Russland zeguttkënnt. Dat muss ee genausou soen an et muss een als Lëtzebuerg sech alt erëm froen, awéiwäit ee mat esou Länner nach weider wirtschaftlech Relatioune wëllt ausbauen. Dat gëllt fir de Lëtzebuerger Staat, dat gëllt awer och zum Beispill fir d'Chambre de Commerce, déi elo erëm eng Missioun gemaach huet.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, kommen ech awer nach zu engem weideren Theema, dat mir Piraten hei an der Chamber schonn op den Ordre du jour bruecht hunn. Et ass en europäeschen Dossier, an dat ass ChatControl. Mir Piraten kämpfen EU-wäit géint dës Propos, déi dorobber ofziilt, all eis Noriichten, Videoen a Fotoen ze scannen. Dëst ass fir eis eng kloer Mënscherechtsverletzung, déi net ze akzeptéieren ass. Eng generell Iwwerwaachung vun der Bevëlkerung ass eng Praxis vun autoritäre Regimmer, déi mer a China zu Recht kritiséieren, déi mir eis net uneegne sollten!

Bis ewell ass nach näischt vun der EU-Kommissioun ze héieren, datt de Projet ChatControl soll zréckgezu ginn. Néngmol ass awer elo schonn op Conseilsniveau iwwer ChatControl geschwat ginn, fir d'lescht nach den 3. November. D'Propos gouf elo dem EU-Parlament virgeluecht, wou am Oktober elo d'Aarbechten an der Kommissioun och schonn ugaange waren.

ChatControl wäert den Internet net méi sécher maachen. E wäert eis Kanner net virun Ausbeutung schützen. Dëst bestätegt iwwregens och elo rezent e Bericht vum Service scientifique vum Däitsche Bundestag. Dee bezweifelt, datt d'Propos vun der Kommissioun wäert derzou bäidroen, datt eis Kanner besser geschützt sinn. An e bezweifelt och, datt se virun dem Europäesche Geriichtshaff géif standhalen. En hält et fir eng disproportional Mesure, déi zu weideren Aschränkunge vu Fräiheeten an der EU kéint féieren, wa se bis ageféiert géif ginn.

Mir Piraten hu scho probéiert, hei an der Chamber iwwert d'Gefore vun ChatControl opzeklären. Eis Piraten-Kolleegen am EU-Parlament wäerten dat zu Bréissel weider maachen, an d'éisträichescht Parlament, vun deem ech virdru schonn eng Kéier geschwat hunn, huet als Parlament der Regierung eng kloer Resolutioun mat op de Wee ginn, fir e Mandat géint Chat-Control anzehuelen. Do hunn d'Regierungsparteien hire Ministere kloer gesot, wéi Éisträich sech op EU-Niveau positionéiere wäert.

Och wann eis Motioun deemools hei net matgestëmmt gouf, hoffe mir dach, datt d'Regierung hei Wuert hält a sech géint deen Text stellt. Méi wéi hoffe kënne mer net, eis kloer Motioun gouf jo ofgeleent.

An déi nämmlecht Kerb kann een u sech och schloen, wann een iwwert de rezente Leak vum EU-AI-Act wëllt schwätzen, e Reglement, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat u sech d'kënschtlech Intelligenz soll reglementéieren, wat am Endeffekt awer näischt anescht bedeit, wéi flächendeckend d'biomeetresch Kameraiwwerwaachung ze legaliséieren. A wann déi aktuell Propos vun der tschecheescher Rotspresidentschaft esou géif duerchgoen am Conseil, dann hu mer eng Situatioun, wou China quasi nach mënscherechtsfrëndlech eriwwerkënnt.

Och do musse mer an eiser Aussepolitik, an eiser Europapolitik kloer Faarf bekennen, datt mer eis eeben net inspiréieren u Länner, déi Mënscherechter mat Féiss trëppelen, mee datt mer eis fir Mënscherechter, fir d'Recht op Privatsphär, fir d'Recht op en dignet Liewen hei an Europa asetzen.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sot A. Mir als Chamber erwaarden, datt de B dann och ass, fir deen A ëmzesetzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat enger Informatioun. Et kéint eventuell haut e wichtegen Dag sinn am Ukrain-Krich, also am Krich an der Ukrain, well de Putin soll decidéiert hunn – ech hunn dat vun e puer Sourcen elo héieren –, fir déi russesch Truppen aus Cherson zréckzezéien.

Dat heescht, Cherson ass jo déi éischt Haaptstad, déi vu Russland occupéiert ginn ass an déi sech westlech vum Dnjepr, also vum Floss, befënnt. Dat ass also een immens grousse Réckschlag fir de Putin. An et kéint sinn, wann dat sech confirméiert a wann dat sech och amplifiéiert, dass dat kéint eppes sinn, wat de Putin zréck un de Verhandlungsdësch kéint zwéngen, net, ech soen et nach eng Kéier, aus enger Position de force, mee defensiv.

An ech wëll vläicht bei deem Punkt hei dem Här Kartheiser direkt äntweren. Ech mengen net, Här Kartheiser, dass an dësem Raum, an och net am Raum, wou d'Regierung taagt, et Affekote vum Krich gëtt. Ech ka mer dat net virstellen, och net an der Argumentatioun, déi mer hei elo an all deene Méint gefouert hunn. Dat ass falsch! An ech wëll Iech vläicht just soen, dass et a mengen Ae keng, awer nu keng Justifikatioun fir de Putin gëtt, fir dee Krich do ze féieren!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | A mir mussen oppassen, wann een argumentéiert, wéi Dir argumentéiert hutt, dass een do net iergendwéi um Pad ass vum Putin.

Wat seet de Putin? De Putin seet – dat sot Dir net –, de Putin seet: „Et si lauter Faschisten an der Ukrain, si hu kee Recht op hire Staat!" Dat seet de Putin. Dir sot, an Dir hutt dat hei minuttelaang argumentéiert, dass d'Ukrain keng Demokratie wier, ...

(Interruption)

... dass d'Ukrain keng Demokratie wier. Wann also d'Ukrain keng Demokratie ass, misst eigentlech no Ärer Logik dann alleguerten déi Hëllef, déi mer ginn – déi Sanktiounen, déi mer maachen, déi Waffen, déi mer hëllefen dohinnerzeginn, fir dass d'Leit sech kënne verteidegen an der Ukrain –, si gelooss ginn.

Ech wëll hei warnen, dass dat eppes ass, wat mer net héiere vun iergendengem Land – och net vun Ungarn! – an der Europäescher Unioun. An duerfir sinn ech zimmlech, zimmlech houfreg, dass an eiser Regierung an hei an der Chamber dat doten eng exklusiv Positioun ass.

Dann, d'Demokratie ass den Dialog tëscht der Majoritéit an der Oppositioun. Ech war 20 Joer hei an deem Parlament an ech sinn een, dee ganz vill op déi Dynamik do hält, well déi ass wichteg. An den Här Wiseler huet mer a senger Ried fir d'CSV e puer ..., jo, e puer Saachen dohinnergeluecht, op déi ech wëll agoen.

Fir d'éischt, Här Wiseler, soen ech Iech ganz éierlech, an ech soen dat wierklech éierlech: Ech si frou, dass Der sot, dass mer gutt Diplomaten an dësem Land hunn an dass deen, dee Minister ass, schlecht ass, schonn 20 Joer! Ech hunn dat d'léiwer, wéi wann Der de Contraire gesot hätt! Ech soen Iech dat.

(Hilarité)

Dat Zweet, dat ass: Dir hutt en Dadda! An allen Debaten zënter 2019 kommt Der mat Ärer Matrice! Ech weess net, ob Dir wësst, wat dat ass. Ech weess et net! Mee et kënnt nach ee Joer derzou, et kënnt nach ee Joer dozou!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir hutt et awer an de Regierungsprogramm geschriwwen.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Dir hutt ganz schlecht argumentéiert, wann Der sot, dat do wier déi lescht Deklaratioun gewiescht. D'nächst Joer ass selbstverständlech hei och eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik. Da kënnt Der Ären Dadda nach eng Kéier widderhuelen!

(Hilarité)

Elo zu der Saach.

M. Claude Wiseler (CSV) | Warscheinlech mam selwechte Resultat!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat Alleréischt, wat ech Iech wollt soen, Här Wiseler, ass zu Éisträich. Ee vun deenen éischte Sätz, déi Der hei gesot hutt, war: „Dir kritiséiert Éisträich, Dir kritiséiert de Kanzler Kurz." Mee ech soen Iech dat heiten: Et ass schued, dass ech deen Eenzege war an dass aus deem Veräin, wou Dir dra sidd, der EVP, keen Eenzegen de Bak opgedoen huet! Well dee Kurz, deen huet d'Solidaritéit a Saachen Immigratioun an der ganzer Europäescher Unioun kapottgeschloen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Duerfir soen ech Iech ganz éierlech: Wann Der esou Messagen un d'Leit gitt, da kuckt wannechgelift e wéineg, wat hannendrun ass!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Ech hunn d'Wuert. Herno kënnt Dir schwätzen!

Zweetens, wat ech wollt soen: Dir sidd, wann ech awer trotzdeem Iech richteg aschätzen – mir waren zesummen an der Regierung –, e Mënsch, deen normalerweis, géif ech soen, e sensibele Mënsch ass an deen net an iergendenger schwaarzer Ideologie do gefaangen ass. Duerfir, wann ech Iech kéint bieden – an ech soen Iech och elo gläich, firwat –: Kommt wannechgelift, wat Israel a Palästina ugeet, ewech vun Ären Astellungen! Déi si queesch! Déi si falsch, déi si baséiert op Referenze vun engem Typ, deen dacks Lieserbréiwer schreift. An ech soen Iech herno, firwat, an ech soen Iech och genee un engem Beispill, dass Der total nieft der Plack leit!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Israel ass 1947, mat de Stëmme vu Lëtzebuerg, e Staat ginn, dunn huet Israel säi Staat kritt, 1947. Dir Hären an Dir Damme vun der CSV, mir sinn elo 75 Joer duerno, 75 Joer duerno! An d'Weltgemeinschaft huet et net fäerdegbruecht, dass och d'Palästinenser hire Staat kréien. Doréms geet et: eng Zweestaateléisung!

A wat schlëmm ass, an dat musst Der dach eng Kéier agesinn, wann Der eng Kéier op d'Landkaart kuckt oder wann Der eng Kéier mat Leit schwätzt, déi eppes dovunner kennen: Eng Zweestaateléisung ass net méi méiglech! Ech soen Iech, firwat: Et wunne 600.000 Leit, israeelesch Leit, also Siidler, am Westjordanland. Dat sollt d'Land si vun de Palästinenser! Duerfir musst Der dach ophalen ze soen: „Den Asselborn mécht eng propalästinensesch an eng antiisraeelesch Politik!" Wien Iech esou eppes erzielt, a wann Dir gleeft, wat do geschriwwe gëtt – ech verstinn dat net! Ech soen Iech nach eng Kéier elo, firwat.

Dir hutt awer an Ärer ganzer Ried immens vill Guddes gesot!

Une voix | A!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir hutt gesot: „Mir sinn d'accord, wat de Balkan ugeet. Mir sinn d'accord, dass d'Traitéen net sollen opgemaach ginn. Mir sinn d'accord mat allem, wat Der maacht bei Russland an der Ukrain, mir sinn d'accord, mir ënnerstëtzen d'Regierung iwwerall do. Mir sinn d'accord mat de Filtragë vun Investissementer. Mir sinn eis eens, wat d'Evolutioun an Amerika ugeet. Mir sinn eis eens mat Armenien an Aserbaidjan", an esou weider an esou weider.

Elo soen ech Iech just ..., wat Der eis nach virgeworf hutt, vläicht och net mir eleng, mee dat mat der Taxonomie: Ma Här Wiseler, den 22. Mäerz – ech hunn dat nofroe gelooss – hunn 100 Europadeputéierter e Bréif geschriwwen un d'Kommissioun: „Wannechgelift, zitt deen Acte délégué zréck, well mir sinn net domadder d'accord." Ënnerschriwwen hunn zwee Leit vun der CSV, d'Madamm Wiseler an den Här Hansen. Firwat ass dann elo do eng Kritik un d'Regierung, déi weider näischt mécht, wéi hiert Recht ze notzen, wann d'Kommissioun dat net mécht, dass se dann dat mécht, wat se ka maachen, dass se virun en europäescht Geriicht geet a freet, dass hirer Positioun soll Rechnung gedroe ginn? Sou.

Dat Véiert, wat ech Iech wollt soen, wat mech wierklech rose gemaach huet a wat mer wéideet op eng Manéier – och well mer zesummen an enger Regierung waren –: dass Der op esou falsch Informatiounen an esou Verdréier erafaalt! Passt op! Et ass een, dee Lieserbréiwer schreift, deen huet e Virus, e ganz schlëmmen, deen huet deen erwëscht – et ass net de Covid, mee et kéint e sinn –, en huet de Verdréiungsvirus! Elo soen ech Iech emol, ...

(Hilarité)

... wat dat ass, wat Der do erzielt hutt.

Wat Der erzielt hutt, dat ass eng Resolutioun am ECOSOC zu New York, wou mir 2019 dra waren. Do war e Vott iwwer: „La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter". Här President, et deet mer leed, mee ech brauch elo e wéineg Zäit. Mat Jo hu gestëmmt 2019: Andorra, Angola, Armenien, Aserbaidjan, Belarus, Benin, Kambodja, China, Colombia, Dänemark, Ecuador, Egypte, El Salvador, Äthiopien, France, Ghana, Indien, Iran, Irland, Japan, Kenia, Lëtzebuerg, Mali, Malta, Marokko, Holland, Norway, Pakistan, Paraguay, Philippinnen, South Korea, d'Russen, Saint Vincent, Saudiarabien, Sudan, Türkei, Turkmenistan, Uruguay, Venezuela a Jemen. Dat ass dat, wat 2019 gestëmmt ginn ass! Wou kënnt Der mir dann elo virwerfen, ech géif eng Resolutioun maachen – dat war 2019, do hate mir am ECOSOC eng Resolutioun gemaach! –, déi géint d'Israeelie geriicht wier?!

Elo soen ech Iech de Clou dovunner: Déi nämmlecht Resolutioun ass gestëmmt ginn am Joer 2022, wéi Lëtzebuerg net am ECOSOC war. Vu wiem ass se gestëmmt ginn? Schreift Iech et op: Argentinien, Bangladesch, Belsch, Belize, Benin, Bolivien, Botswana, Bulgarien, Chile, China, Kolumbien, Kongo, Côte d'Ivoire, Dänemark, Finnland, France, Grèce, Indien, Indonesien, Italie, Japan, Kasachstan, Latvia, Libya, Mauritius, Mexiko, Montenegro, New Zealand, Nicaragua, Nigeria, Oman, Panama, Peru, Portugal, Südkorea, Russland, Thailand, Tunesien, Tansania a Simbabwe. Dat war d'Resolutioun, wéi mir iwwerhaapt net méi dra waren! Déi nämmlecht Resolutioun; wou Der eis hei wëllt un de Kapp geheien, mir géifen eppes stëmme géint d'Interête vun de Palästinenser! Ma dat mécht een dach net, dat do! Wann een dach esou eppes seet, da muss ee sech dach informéieren! An Dir kritt Informatioune vun eis, esou vill wéi Der wëllt, wat mer an der UNO maachen. Basta! Sou.

(Interruptions)

Nächste Punkt. Et ass schlëmm, dat do! Schlëmm vun enger grousser Partei hei zu Lëtzebuerg, déi esou verluge Saachen hei erzielt! Verluge Saachen!

(Exclamations, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler (CSV) | Et geet awer elo duer mat där Terminologie do!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, jo, jo!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... wat ech soen!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mierkt Iech dat do!

(Interruptions)

Mierkt Iech dat!

(Coups de cloche de la présidence)

Sou. Nächste Punkt, dat ass den Här Graas, ...

(Brouhaha)

... den Här Graas, deen hei natierlech eng ganz gutt Ried gehalen huet, ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här Graas, elo geet et Iech och nach un de Kolli!

(Interruptions et brouhaha général)

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes |... deen eng ganz gutt Ried gehalen huet hei.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Du bass dee Gudden déi aner Säit!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An ech si mat him eens.

Plusieurs voix | Aa!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech si mat him eens, dass a Saachen Immigratioun selbstverständlech vill, vill Problemer op eis zoukommen. An ech wëll vläicht him an deene Leit, déi och dovunner geschwat hunn, vu Frontex – ech mengen, och d'Madamm Oberweis an och anerer –, soen, dass mer effektiv jo elo grouss Efforte gemaach hunn an der Immigratioun, wat Frontex ugeet. Net eleng den Direkter ass net méi do, och de Sousdirekter net, déi alles do beweegt hunn. Also, et konnt nëmme besser elo goen. An duerfir hu mer um Niveau vum Management elo dräi Directeurs adjoints, déi operationell Aspekter, déi goufen nogebessert an och am Beräich vun de Grondrechter sinn elo 46 Moniteuren agestallt ginn, déi stinn zur Verfügung fir ze kucken, dass dat anescht zougeet. Frontex hat e Problem an huet e Problem, effektiv, mat de Verstéiss géint d'Mënscherechter, déi vun den nationale Grenzbeamte gemaach gi sinn.

Dann den Här Cruchten. Ech mengen, ech soen him virun allem Merci fir all déi Aarbecht, déi e mécht als President vun der aussepolitescher Kommissioun, wou mer duerch d'Bänk och anstänneg matenee fueren, wou op jidde Fall ech ëmmer bereet sinn, fir an d'Kommissioun ze kommen, och vis-à-vis vun der Oppositioun. An ech hoffen, dass mer awer wierklech erëm zu engem Geescht zréckkommen, deen eis et erlaabt, dat lescht Joer vun dëser Legislaturperiod och anstänneg iwwert d'Bün ze kréien, an dass net een deem anere Saachen dohinnergehäit, oder eis Saachen dohinnergehäit ginn, déi absolutt net wouer sinn an déi falsch sinn, fir eis Aussepolitik ze diskreditéieren.

Wësst Der, d'Aussepolitik ass eppes, wat d'Land betréfft, dat betréfft net e Match tëschent de Parteien hei!

Ech wëll och soen, dass d'Stéphanie Empain Recht huet, fir op den Iran hinzeweisen. Mir hunn do Sanktiounen den nächste Méindeg um Ordre du jour vun der Europäescher Unioun. An zweetens wëll ech och soen, dass mer am Mënscherechtsrot vun der UNO eng Initiativ mat de Kanadier hunn, fir do och eis Positioun géint déi vun den iraneschen Autoritéite festzehalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Der Madamm Oberweis ... Jo, also ech mengen, Dir hutt Recht, wann Der aus dem Häerz eraus esou total alles sot, wéi Der dat denkt. Ech wëll just soen zur Migratioun hei zu Lëtzebuerg: Mir hu 7.000 Better, fir hei zu Lëtzebuerg Migranten opzehuelen, bei enger Awunnerzuel vu manner wéi 700.000! Wann all Land dat hätt, wann all Land dat hätt a si hätten och de politesche Wëllen an all Land, fir do virunzekommen, da wier alles vill méi einfach! Mee dee Wëllen ass net do!

Mee Dir kënnt net Lëtzebuerg dann un de Kapp geheien, dass mir absolutt näischt géife maache fir d'Migratioun. Ech mengen, dat stëmmt net. Wou Der och Recht hutt, dat ass, dass mer legal Weeër brauchen. Mir brauche legal Weeër, déi mer net hunn. Also, déi musse mer onbedéngt ausbauen.

Da wëll ech schliisslech dem Här Clement soen, wat Afghanistan ugeet: Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun – dat eenzegt! –, wat nach keen afghanesche Matbierger, deen hei Asyl gefrot huet, heemgeschéckt huet. Et gëtt keen anert Land! A mir hunn dat elo net gemaach, mir hunn et och virdrun net gemaach. A mir maachen dat och weider. A mir sichen, fir mat deene Leit Weeër ze fannen, fir dass se kënnen a Sécherheet hei zu Lëtzebuerg hiert Liewe maachen. Natierlech musse mer eis awer och bei Afghanistan wéi bei allen anere Länner un d'Reegele vum Spill halen, wat d'Prozedur ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Parole après ministre fir den Här Kartheiser fir d'éischt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hu vläicht eng Fro, Här President, wann den Här Asselborn esou fréndlech wär, dorobber ze äntwerten. Mir sinn eis jo alleguer eens, op jidde Fall sinn ech voll iwwerzeegt dovunner, iwwert déi ausgezeechent Qualitéit vun deem Corps diplomatique, dee mer hunn. Dir hat dat kuerz evoquéiert, Här Minister, ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Maja.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... an ech sinn och frou, datt den Här Wiseler an aner Kolleegen dorobber opmierksam gemaach hunn. Mee ech wollt Iech froen, ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | En ass zwar net méi esou gutt, vun un dass Dir net méi do sidd, mee et geet awer nach.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat kënnt elo an dat gëllent Buch! Mee bon, ech gleewen dat zwar net. Mee ech wollt ...

(Hilarité)

Ech wollt allerdéngs am Interessi vun de Kolleegen aus dem diplomatesche Corps awer vläicht do eng Fro stellen.

Mir hunn elo héieren, datt déi Regierung, an där Dir sidd, jo och Steiere wëll ophiewen op Wunnengen, déi eidel stinn. Dat ass eeben an deem Kontext do gesot ginn, an ech wëll elo net op den Detail do agoen, Dir kennt dat esou gutt wéi mir alleguer. Mee d'Diplomaten, déi an d'Ausland ginn, behalen dacks hir Wunneng doheem, fir wa se mol an d'Vakanz kommen oder Familljesaachen hunn, oder wa se zréckgeruff ginn, fir mat Iech ze schwätzen oder fir eng Conférence diplomatique. Déi behalen déi Wunneng. An et sinn och vill Leit, déi fir eng Firma an d'Ausland geschéckt ginn, déi och an där Situatioun sinn, datt se eng Wunneng zu Lëtzebuerg behalen.

An do ass, souwäit mir wëssen, keng Ausnamereegelung virgesi fir Leit, déi am Interessi vun eisem Land oder eeben och vun enger Firma zäitweileg an d'Ausland ginn, déi dann hir Wunneng awer missten héich besteiert kréien, déi se awer brauchen, wa se zréckkommen.

An ech wollt Iech bieden, Här Minister, am Interessi vum diplomatesche Corps an der Regierung ze intervenéieren, fir datt do eng Ausnamereegelung ass fir Leit, déi vum Staat oder vun hirem Patron an d'Ausland geschéckt ginn aus déngschtleche Grënn, fir eng beschränkten Zäit, fir datt déi net musse Steieren op hir Wunneng bezuele fir déi Zäit, wou se fort sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ok. Ech maachen dat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll awer éischtens protestéiere wéinst der Aart a Weis, wéi den Här Asselborn een hei perséinlech ugeet. Dat ass net déi Aart a Weis, déi ech vun him gewinnt sinn.

M. Gilles Roth (CSV) | Och d'Partei!

M. Claude Wiseler (CSV) | An och wat eis Partei ugeet, dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer gewinnt sinn, mateneen ze schwätzen.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir si keng verluge Band!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech denken, datt dat zréckzeféieren ass op d'Emotiounen, déi dat Ganzt lassléist. Mee ech wëll den Toun elo rëm vereinfachen an an engem normalen Toun sinn.

Dat Éischt, dat ass, wann Der vun Ären éisträicheschen Aussoe schwätzt, do hunn ech net gesot – expressement net gesot! –, datt ech inhaltlech op enger anerer Linn wär. Ech hunn expressement gesot, an ech widderhuelen dat nach eng Kéier, datt ech fannen, datt Der als Ausseminister e Land wéi Éisträich net kënnt op déi do Aart a Weis ugoen. Dat huet beim Här Kurz gegollt an dat huet och beim Här Nehammer gegollt.

(Interruption)

Wann Dir deen offiziell, inklusiv an éisträicheschen Zeitungen, als Populist, deen Iech Angscht mécht, beschreift an änlech Wierder an de Mond huelt, dann dréit dat net zu enger normaler Relatioun bäi, déi ee muss mat engem Land wéi Éisträich hunn.

Elo kann ee mat Ministeren a Regierungen net d'accord sinn, mee et kann een a mengen Aen net déi do Aart a Weis hunn, fir mat Regierungen ëmzegoen. An en plus wësse mer, datt den Här Nehammer elo Kanzler ass. A wat vun eis d'Meenung ass, oder wat eist Bild an Éisträich ass, an der éisträichescher Press, an der éisträichescher Bevëlkerung, dat ass net positiv! Dat ass an eisen Aen also schiedlech fir Lëtzebuerg.

Déi zweet Remark, dat ass déi iwwer Israel an iwwer all déi Resolutiounen. Ech hu just festgestallt, datt iwwert d'Fraerechter eng Resolutioun gestëmmt ginn ass iwwer Israel an datt keng Resolutioune gestëmmt gi sinn iwwer aner Länner, wou d'Fraerechter weesentlech méi a Problemer waren, wéi dat hei de Fall ass. An ech fannen dat äusserst, äusserst problematesch.

Ech fannen och, datt aner Resolutioune gestëmmt gi sinn, wou ech fannen, datt Israel weesentlech méi un d'vordere Front vu Mënscherechtsverletzunge gesat gëtt wéi aner Länner, wou manifestement méi Problemer sinn. Domat entschëllegen ech net dat, wat an Israel geschitt, wou ech och ganz genau gesinn, datt eng ganz Rei Feeler geschitt sinn.

Den drëtte Problem, dat ass dee vun der Taxonomie. An do muss ech awer soen: Dat iergert mech awer och elo ganz e wéineg, wéi Der hei d'Saache verdréit doranner! Et ass e groussen Ënnerscheed, ob een als Deputéierten – als Europadeputéierten oder als Deputéierten – seet, ech si géint eppes, a wannechgelift, Kommissioun, zitt eppes zréck oder maacht eppes net, well dat meng Meenung ass. Dat hunn eis Europadeputéiert, notamment déi vun der CSV, gemaach. Si hunn dat ëmmer gesot. Si hunn dergéint gestëmmt a si hunn och duerno de Suivi dovunner ginn. Et ass awer eppes anescht, ob een als Deputéierten eng Regierung freet: „Wannechgelift, Regierung, maacht dat do net, well mer et schlecht fannen", oder ob een déi Regierung op d'Geriicht hëlt! Dir kënnt awer net soen, datt dat eent an dat anert genau dat selwecht wär an eis dann der Inkonsequenz accuséieren! Dat ass och net ganz korrekt an net ganz fair.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Bon, ech fänke beim drëtte Punkt un. Ech mengen, Här Wiseler, mir musse jo kucken, an der Substanz si mer hei esou: Mir wollten net, dass

et zu enger Positioun kënnt vun der Kommissioun, wou deen een e wéineg Gas kritt huet an deen aneren e wéineg Elektresch. Dat ass och am Europaparlament agesi ginn. An do ware mer jo net eleng, dat waren honnert Deputéierter! Et waren net nëmme Lëtzebuerger, et waren honnert Deputéierter, déi do geschriwwen hunn, wat ech och gutt fannen.

Sou, elo kréien déi net Recht. Mee an den Traitéë steet dran, och fir ënnert den Institutioune gëllt: Wann een net Recht kritt, huet een d'Recht, fir vläicht d'Recht ze siche virun der Cour européenne de justice. Dat ass jo awer keng Attack, weeder géint d'Kommissioun nach iergenden anert Land! An ech mengen, et ass awer konsequent, dass, wa mer déi Positioun do hunn, dass mer do bis zum Schluss versichen, Recht ze kréien.

Dat Zweet ass dat mat Israel a Palästina. Ech kann Iech éierlech soen, ech fannen et scho gutt, dass Der iergendwéi trotzdeem agesitt, dass dat doten e Punkt ass, wou mer awer musse versichen, als Europäesch Unioun matzehëllefen, dass mer 75 Joer, nodeem mer als Europäer virun allem eis agesat hunn, fir dass Israel säi Land kritt, awer och als Europäer eppes maachen, fir dass Palästina säi Land kritt.

A gleeft mer, haut sinn och Mënschrechtsverletzungen a Gaza oder an der Westbank! Déi gëtt et och, déi gëtt et net nëmmen an Israel. Mee ech kann Iech awer soen, wann Der kuckt, elo, wou den Netanjahu erëm do ass – bon, et ass eng demokratesch Wal –, do geschitt näischt! Dat heescht, mir bleiwen elo erëm eng Kéier x Joren an enger Occupatioun, ouni dass déi vill Leit – an dat si jo awer déi Leit, fir déi mer och als Europäer missten eist Häerz hunn, dat sinn déi kleng Leit, déi Leit, déi gebéckt do a Palästina liewen –, ouni dass déi awer eng Hoffnung kréien.

Dat ass dat, wat ech wëll soen. An ech mengen, Dir musst mech e wéineg verstoen. Ech setze mech duerfir an, zënter dass ech Ausseminister sinn. An ech mengen awer, wann Der gewosst hätt, oder Dir hätt mat mer geschwat iwwert déi Resolutioun do, da wiere mer zesummen eis eens ginn, dass dat net eng Resolutioun ass – an esou hutt Der dach gesot! – vu Lëtzebuerg. Et ass eng Resolutioun, déi am ECOSOC zu New York all Joer – all Joer! – zum Vott gestallt gëtt. All Joer! Wéi gesitt Der dann do, dass en europäescht Land wéi Lëtzebuerg sech kéint iwwerhaapt trauen, do dergéint ze stëmmen?

An dat ass de Punkt, wou ech Iech soen, dass et Leit gëtt hei am Land, déi ganz bewosst dat dote propagéieren an alleguerten déi Punkten, déi se kënnen do zesummeschären, huelen an da soen: Lëtzebuerg – oder den Asselborn – huet eng antiisraeelesch Politik! An ech hoffen, dass mer an engem Debat, dee seriö ass an dee mer a Rou kënne féieren, dorop hiweisen. Mee verstitt awer och, dass ech e wéineg rose gi sinn doriwwer, wéi Der dat hei gesot hutt!

Sou, an dann dat mat deem „verlugen", ok, gutt, ech verstinn dat. Ech war elo e wéineg an der Emotioun hei. Ech huelen dat och zréck. Mee ech wëll awer eent soen, ...

(Interruption)

... ech wëll awer eent soen, dat ass: Mir mussen awer oppassen, Här Wiseler, Dir sidd heihinnerkomm, Dir hutt Är Ried ugefaangen, zu engem Zäitpunkt, wou et wierklech an der Welt zimmlech komesch ausgesäit, a fir dann ze soen, een, deen elo 20 Joer Ausseminister ass, deen daacht näischt, awer mir hunn eng gutt Diplomatie ... Ech ginn domadder eens, Dir braucht net ze fäerten! Do gëtt et jo och nach aner Krittären an der am Land, déi vläicht eng aner Meenung hunn. Mee dat ass net de Punkt. Mee Dir hutt do en Einstieg gemaach, deen awer och provokant war a mech provozéiert huet, an esou hunn ech och drop geäntwert.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Wiseler, an duerno den Här Clement.

M. Claude Wiseler (CSV) | Kuckt emol, ech wëll Iech nach eng Kéier soen, Här Asselborn, Dir hutt elo iwwer Israel a Palästina gesot: „Dat gëtt näischt, well den Här Netanjahu do ass." Ech si kee Frënd vum Här Netanjahu, an et ass och net u mir, do an déi Saachen anzegräifen. Ech soe mer just: Et gëtt awer vläicht net nëmmen dowéinst näischt. Mee et gëtt och net eppes, well op där anerer Säit net Leit do sinn, déi vläicht och deen Dialog wëlle féieren. An dat, wat ech vun Iech gär hätt, dat ass, datt Der deen zweete Saz och ëmmer hannendru sot. Ma just, deen zweete Saz vergiesst Der ëmmer! An dat iergert mech dann.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ma gëschter hunn ech déi dräi Sätz beienee gesot!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat iergert mech dann.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Gëschter hunn ech der dräi beienee gesot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, et ass an der Rei.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Liest den éischte Saz!

M. Claude Wiseler (CSV) | Also ech verstinn, wat Dir sot, mee ech wëll awer och, datt dobausse kloer ass, wat ech wëll. Ech wëll, datt deen Equiliber do gehale gëtt, well déi eng, déi kreéiere Problemer an déi aner kreéieren der awer mindestens gradesou vill – oder loosse mer soen „gradesou vill", fir dat dann equilibréiert ze halen.

Dann hunn ech net gesot an der Ausso, datt den Här Asselborn näischt daacht. Ech hu just mech hei op Är Politik konzentréiert. An ech hunn an Ärer Politik keng Linn a keng Matrix erëmgesinn, déi Dir d'ailleurs an de Regierungsprogramm geschriwwen hutt. Dat kënnt jo net vu mir! Dir hutt an de Regierungsprogramm geschriwwen, Dir géift dëser Aussepolitik endlech eng strateegesch Orientatioun ginn, Dir géift eis eppes virleeën, wéi aner Länner, wou mer gesinn, wou Der hifuert. Just, Dir maacht et net! Et ass keng Iddi vu mir, Dir hutt se bruecht, Är Regierung huet se bruecht. Dir hutt se elo net ëmgesat.

Mee dat ass awer normal, absolutt normal, datt eng Oppositioun dat seet. An datt ech dat gär ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo.

M. Claude Wiseler (CSV) | ... an der Aussepolitik hätt, schéngt mer eng absolutt Logik ze sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ok. Gutt, et bleift do derbäi ...

M. Fernand Etgen, Président | Dorobber wollt nach den Här Kersch reagéieren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn dem Här Wiseler de Mëtte gutt nogelauschtert, an och Ären Erklärungen, déi Der elo ginn hutt. An ech sinn och frou, dass Der zesumme mam Ausseminister elo e bëssen en aneren Toun fonnt hutt, wéi dat de Mëtten an der Ried de Fall war.

Ech muss awer soen, Här Wiseler, ech hunn Iech de Mëtten ...

(Interruptions)

... esou verstanen, dass Der gesot hat, um Beispill vun där Resolutioun vun 2019, wou et ëm eng Verurteelung gaangen ass vun Israel wéinst Netbeuechtung vu Fraerechter an de besate Gebidder, dass Der dat als Beispill geholl hutt, fir ze argumentéieren, dass Lëtzebuerg sech a senger Aussepolitik géif isoléieren.

Esou hunn ech Iech de Mëtte verstanen. An ech mengen, et ass och vun Iech wuertwiertlech esou gesot ginn, dass ee sech dann net däerf wonneren, wann een isoléiert ass, wa Lëtzebuerg zesumme mat Saudiarabien a mat dem Iran esou eng Resolutioun géif stëmmen. Dir hutt ënnerschloen, dass eng ganz Rei vun anere Länner, ënner anerem notabel europäesch Länner wéi Frankräich, wéi Dänemark, wéi Irland, déi nämmlecht Resolutioun och matgestëmmt hunn. An Dir hutt gemaach, wéi wa Lëtzebuerg dat eenzegt europäescht Land wär, wat dat gemaach huet, wat offensichtlech net stëmmt.

Ech ginn dervun aus, dass Der dat zu deem Moment, wou Der dat gesot hutt, net wousst. Den Ausseminister huet eis dat de Mëtten nach eng Kéier kloergestallt an domadder wär dat och evakuéiert. Mee de Mëtten hunn ech Iech ganz kloer esou verstanen an ech mengen, dass de Wording dat och erëmgëtt. Wann dat net esou ass, dann hutt Der elo d'Geleeënheet, dat nach eng Kéier richtegzestellen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn dat gesot – merci, datt Der mer déi Geleeënheet gitt, Här Kersch –, wat ech nach ëmmer soen a wat ech virdrun och gesot hunn. Ech hu gesot, datt eis Politik absolutt eesäiteg ass an datt se net op déi zwou Säite kuckt. An dat ass déi Ausso, déi ech gemaach hunn, an zu där stinn ech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Sou, ech mengen, mir hunn nach d'Motiounen? Jo, ...

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech nach d'Wuert un den Här Clement fir Parole après ministre.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt u sech just eppes kloerstellen. De Minister huet mech virdrun nach eng Kéier zitéiert mat der Fro vun den Afghanistan-Flüchtlingen. Ech hunn zu kenger Sekonn a menger Ried contestéiert, datt mer d'Leit hei dulden. Ech hu gesot, dat wär gutt. Mee – an do ass dee grousse „Mee" an dee grousse Bemoll: Mir ginn hinne keng Zukunftsperspektiven. De Problem ass: Ouni Status ass et schwéier, vill méi schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen, wat heescht, vill méi schwéier, sech ze integréieren. Dat heescht: vill méi schwéier, fir op engem Wunnengsmaart Fouss ze faassen, vill méi schwéier, sech ze integréieren, laangfristeg.

Dat ass d'Kritik un där Politik. Ech verstinn, wou dat textuell, reglementaresch hierkënnt. Ech muss dat awer net gutt fannen, well d'Oppositioun ass och heiansdo do, fir drop hinzeweisen, datt Texter, déi haut a Kraaft sinn, vläicht muer anescht kéinte geschriwwe sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Däerf ech just äntweren?

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Also just nach eng Kéier, fir dass mer eis am Wuertlaut gutt verstinn, Här Clement: Ech gi kengem de Statut. De Statut kritt een um administrative Plang am Ministère. Do si Leit, déi weider näischt maachen, déi d'Leit enquêtéieren an déi da Jo oder Nee soen. Wann et Nee ass, ass et d'Geriicht, dat déi lescht Decisioun hëlt.

Et deet mer leed, dat ass de Rechtsstaat, wéi en zu Lëtzebuerg fonctionéiert. A mir kucken elo jiddereen, deen de Statut net kritt huet, fir dass mer e kënnen, wann en eng Méiglechkeet huet, fir schaffen ze goen, dass mer e kënnen iwwert deen Travailleurstatut huelen, fir dass e kann zu Lëtzebuerg bleiwen. Dat ass dat, wat mer maachen. Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech freeë mech drop, dann eng Proposition de loi hei ze deposéieren, wat dat ugeet.

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir hunn als ADR déi Motioun net mat ënnerschriwwen, well hei eng Vermëschung ass. Et ass eng Vermëschung do tëschent der Mënscherechtssituatioun am Iran, wou mer d'Meenung vun de Kolleege komplett deelen, an da kommen aner Elementer hei eran, déi net direkt eppes domadder ze dinn hunn. Dofir hu mer et net ënnerschriwwen.

Mir wëllen awer déi Motioun matstëmmen, och wa mer se net ënnerschriwwen hunn, awer mat där Bemierkung eeben, wéi gesot, datt mer wëlle géintiwwer den Autoritéiten am Iran e ganz klore Message maachen. Mir hoffen op eng Eestëmmegkeet fir dës Motioun, well mer einfach e Signal wëlle setze fir d'Mënscherechter, speziell eeben d'Fraerechter am Iran, déi a Gefor sinn. Mir bedauere just, datt hei aner Elementer matdrakomm sinn. Mir hätte léiwer gehat, dat wär separat behandelt ginn. Awer kloer, wéinst der Situatioun am Iran stëmme mer dat hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn. Nichtsdestotrotz – an ech hunn et virdrun an der Ried ugeschwat – feelt eis nach ee Punkt dran, dat ass d'Aktioun vun 227 Deputéierten am Iran dës Woch, wou se u sech d'Justiz opgefuerdert hunn, déi strengst Strofen – an dat kann am Iran bis zur Doudesstrof goen, wann dat als Terrorismus géif klasséiert ginn – op déi 14.000 Prisonéier, an et muss ee bal soe „politesch Prisonéier", ze applizéieren.

Ech géif dofir den Auteur an och d'Chamber froen, ob se averstane wären, fir hannert dem drëtten Tiret, „– constatant [...]", also wou déi 14.000 Prisonéier erwäänt ginn, e weidere Punkt anzefügen, dee sech kéint liesen: „– notant les rapports de presse que 227 députés iraniens demandent aux instances judiciaires iraniennes l'application de peines sévères aux 14.000 prisonniers".

Ech hu bewosst net „prisonniers politiques" gesot, well mer och net genau ... Also et ass alles am Flou, mir wëssen och net, wat d'Parlament konkreet gefuerdert huet. D'Iwwersetzunge sinn do, muss ech ganz éierlech soen, ganz ënnerschiddlech: Déi eng soen, et wär e Bréif gewiescht, deen un d'Justiz gaange wär, déi aner soen, d'Parlament hätt e Vott geholl. Sou ganz gutt ass mäi Persesch och net, fir dat kënnen nozevollzéien, ...

(Brouhaha)

... soudatt ech mech dann drop baséieren, fir wéinstens awer Nott dovunner ze huelen, wat d'Press doriwwer geschriwwen huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech muss soen, den Här Clement huet et eigentlech elo gutt erkläert. Et ass effektiv esou, mir hunn eis allen zwee e bëssen de Kapp zerbrach. Déi Noriicht, déi ass komm, déi gëtt awer effektiv ... Bon, mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi speziell Situatioun, mir liesen däitsch Noriichten, mir liese franséisch Noriichten, mir liesen och nach vläicht englesch Noriichten, an iwwerall war d'Geschicht e bëssi aneschters gezielt ginn.

Dofir fannen ech och seng Formulatioun, déi e proposéiert, eigentlech richteg, nämlech: „notant les rapports de presse [...]". Ech fannen, nodeem déi Strofe gefuerdert gi fir alleguerten déi Leit, ech fannen, dat gehéiert hei derzou. D'Madamm Empain hat et och an hirer Interventioun gesot. Ech ka mat där Proposition de texte absolutt averstane sinn an ech géif dann och d'Kolleege bieden, déi Motioun an deem Sënn ofzeänneren an unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– réitérant sa résolution du 28 septembre 2022, dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations, et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 17 octobre 2022 d'ajouter onze personnes et quatre entités à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives dans le cadre du régime existant de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran, en raison de leur rôle dans la mort de Mahsa Amini et de la réaction violente aux récentes manifestations en Iran ;

– constatant que la répression brutale par les autorités iraniennes continue sans cesse et a déjà causé la mort de 300 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, ainsi que la détention de 14.000 personnes ;

– notant les rapports de presse que 227 députés iraniens demandent aux instances judiciaires iraniennes l'application de peines sévères aux 14.000 prisonniers ;

– considérant l'utilisation de drones iraniens par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 20 octobre 2022 d'ajouter trois citoyens iraniens et une entité iranienne à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives au motif qu'elles compromettent ou menacent l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine ;

– considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé à appuyer les défenseur-e-s des droits humains et à mettre un terme à l'impunité pour violations des droits humains ;

– considérant la déclaration sur la politique étrangère du Ministre des Affaires étrangères et européennes du 8 novembre 2022, dans laquelle il a souligné l'importance pour le Luxembourg et l'UE d'appuyer et de protéger les défenseur-e-s des droits humains en Iran, ainsi que de maintenir la pression sur le régime iranien,

invite le Gouvernement à

– poursuivre ses travaux au sein du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies en appui aux défenseur-e-s des droits humains en Iran et à travers le monde ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la répression violente en Iran dans le cadre du régime de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la fourniture de drones iraniens à la Russie ;

– soutenir toute autre initiative visant à amener les responsables iraniens à rendre des comptes pour leurs crimes et de veiller dès aujourd'hui à documenter ces violations des droits humains.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Grass, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

Wien d'accord ass, fir iwwert déi ofgeännert Motioun à main levée ofzestëmmen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass dann domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Da kënne mer och iwwert dës Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Erlaabt mer just, zwee Wierder zu där Motioun ze soen. Also am November d'lescht Joer hunn ech zwee vun deene jonke Jesiden aus dem Irak hei empfaange gehat an ech sinn dann dunn och am Mäerz op Duhok gaangen. Dat ass am Norde vum Irak. An ech hunn dunn déi jonk Leit erëmgetraff, déi ganz Schreckleches matgemaach hu vum Islamesche Staat an déi do nach ëmmer a Refugiéscampe liewen.

Déi zwee Meedercher, déi virun allem mat mer geschwat hunn, heeschen Hala a Salwa. Do ass eng immens Trauregkeet, well do ass et net méi guttzemaachen: Si hunn hir Elteren an hir Geschwëster verluer. Si si virun hiren Aen erschoss ginn. A si hunn nach eng immens Kraaft. Si reesen och uechtert d'Welt a gi keng Rou. Ech mengen, et gëtt keen hinnen hir Heemecht erëm, mee si wëllen nach eng Kéier zréck an de Sinjar. Duerfir ass et, mengen ech, immens gutt, dass dës Chamber haut dës Motioun – a wann et méiglech ass, eestëmmeg – unhëlt an de Jesiden am Irak an och a Syrie weist, dass dat effektiv an eisen Aen och Vëlkermord ass. An duerfir géif ech Iech e grousse Merci soen, wann Der dat géift maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Asselborn. Kënne mer iwwer dës Motioun och à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien ass d'accord mat dëser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och d'Motioun Nummer 2 eestëmmeg ugeholl.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Et sinn eng Rei Punkten dran, déi mer wierklech och gutt fannen. Mir hunn der haut och eng ganz Rei dovunner diskutéiert. Mee op där anerer Säit solle mer hei eng Regierungspolitik ënnerstëtzen, déi mer op enger Rei vu Punkte kritiséieren.

Just ee Beispill: Zum Beispill den Devoir de diligence, dat ass eppes, d'Liwwerketten an esou weider, wat eis Entreprisë betrëfft. An den Här Asselborn huet do gëschter gesot, wéi seng Positioun ass, notamment zum Beispill de Renversement de la charge de la preuve a lauter esou Saachen, wou mir awer skeptesch sinn, well mer mengen, datt dat eng ganz Rei vu rechtsstaatleche Problemer kann opwerfen.

Also do wéilte mer awer elo kee Blanc-seing gi fir eng Regierungspolitik. Mee wéi gesot, et sinn och vill gutt Saachen hei dran. Mir wäerten eis also als ADR doweinst enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kéinte mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est adoptée par 55 voix et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also mir wäerten – dat wäert elo déi wéinegst Leit erstaunen – déi Motioun hei net matstëmmen. Mir wäerten och keng Motioun hei stëmmen, déi primär russesch Interesse vertrëtt, well genau dat ass et.

Am Moment gëtt et een, deen um Réckzuch ass, an een, deen am Moment awer gutt Chancen huet, un Terrain erëm guttzemaachen, an dat ass d'Ukrain. Russland weist all Dag mat senge barbareschen Akten, sief dat ... A mir däerfen net vergiessen – Butscha a Co. ... –, do weess ech net, wéi am Moment eng Friddensverhandlung kéint ausgesinn. Ech wéisst och net, mat wiem een dee géif verhandelen, wiem een iwwerhaapt nach traue kéint, well genau dat ass de Problem: Wann een nämlech verhandele wëll, da brauch een och e Partner, zumindest e Verhandlungspartner, deem een och traue kann, datt e seng Engagementer hält. Minsk I: Russland huet se net gehalen. Minsk II: Russland huet se net gehalen. D'Ofkommes fir d'nuklear Ofrüstung an der Ukrain: Russland huet se net gehalen.

Also ech mengen, mir kënnen do weidergoen, mir kéinte souguer elo nach Armenien an d'Dëppe puchen, wou Russland seng Sécherheetsgarantien net an deem Mooss gehalen huet, wéi et versprach hat. Also am Moment kann ee Russland net als Verhandlungspartner trauen. Also bleift just, datt d'Ukrain dee Krich hei gewënnt, andeem se hiren Territoire zréckerobert. An dofir kann ech déi Motioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen, datt d'Motioun an haaptsächlech och d'Ried vum Här Kartheiser am Fong just sengem Credo trei bliwwen ass, wat am Fong eng kalbliddeg a russlandfrëndlech Politik ass. An ech mengen och, dat, wat hei an der Motioun steet, an dat, wat gesot ginn ass, dat ass am Fong a mengen Aen engem Vollek an de Réck gefall, dat sech fir seng Fräiheet wiert, andeem ee seet: „Dir sollt keng Waffe liwweren", andeem ee seet: „Keng Sanktioune géint Russland", andeem ee seet: „Et ass keen demokratescht an och nach e korrupt Land."

A fir dann d'Administratioun Biden an den Här Macron ervirzesträichen an ze soen, déi hätten elo gär direkt Friddensverhandlungen ... Mee déi hunn natierlech awer och nach e puer Sätz hannendrugesot, wou se am Fong soen, d'Friddensverhandlunge kënnen awer nëmmen da sinn, wann d'Ukrainer mat op de Wee gi vun de Friddensverhandlungen a wa mer an enger Positioun vu Stäerkt sinn.

„Mir stinn op der Säit vun der Mënschlechkeet", sot den Här Kartheiser. Mech stéiert deen Typ vu Wierderverdréiunge fundamental! Dat, wat Dir sot, dat heescht am Fong, e Vollek der Diktatur ausliwweren an dësem Moment. Dat heescht, datt Der e Vollek virun de Choix stellt, entweeder sech ënnert den Deckel vum russeschen Totalitarismus ze beginn oder sech massakréieren ze loossen – wann Der hinne keng Waffe wëllt liwweren. Dat ass de Choix, deen Dir hinnen heimadder gitt. An Dir setzt och nach, andeem Der dat dote sot, d'Sécherheet vu Moldawien a vun de baltesche Staaten änlech a Gefor. Dat ass Är Politik. Déi kënne mer absolutt net matdroen an dofir wäerte mer déi am Fong hypokritesch Motioun, déi hei virläit, sécherlech net matstëmmen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Also ech wéilt der ADR soen ... bon, ech mengen, mir hunn dat schonn oft gesot: Mir wënschen eis esou schnell wéi méiglech e Waffestëllstand – natierlech! Mir gesinn awer och, dass Lëtzebuerg keng ganz neutral Positioun huet, well Lëtzebuerg Waffe liwwert un eng Partei. A mir mengen dofir, dass et éischter un der UNO ass respektiv un der EU, fir Initiativen ze huelen, wat elo Fridden, wat Waffestëllstand ugeet. Dofir kënne mir dat esou net matdroen. Mir denken eeben éischter, dass d'Initiativ misst vun der UNO kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt mech hei dem Här Wiseler an och dem Här Clement uschléissen. Ech mengen, dass et fir d'alleréischt emol un der Ukrain selwer ass, dat do ze decidéieren. Et ass hiert Land. Et ass hiert Land, wat besat ass. Et ass hiert Land, wat am Krich ass. Et sinn hir Leit, déi stierwen. Et sinn hir Fraen, déi vergewaltegt ginn. Mir hate jo schonn eng Kéier en Echange doriwwer, Här Kartheiser, ech wëll dat net méi alles widderhuelen.

Mee Dir fuerdert hei, dass mer sollen dann och bei der Ukrain intervenéieren, fir a Friddensverhandlungen anzetrieden. Dir wësst, dass ech virun net allze laanger Zäit zu Kiew war, an do hunn ech iwwert dat dote mat Regierungsvertrieder geschwat an déi hu mer kloer gesot: „Mee mat wiem solle mir da schwätzen?" A si hu Recht! Si hu Recht, wa se sech dat froen, well op där anerer Säit vum Dësch – dat verlaangt Der jo hei –, do sëtzt e Mann, deen eis nach den 23. Februar gesot huet, dass en net wäert mat der Ukraine Krich ufänken an an d'Ukrain afalen. Den Dag drop huet e säi Wuert gebrach an den Dag drop huet e genau dat gemaach!

Et ass also e Mënsch, deem mer net méi traue kënnen, dee responsabel ass fir Morden a Groussbritannien an an Däitschland, also hei bei eis an Europa, fir Morde bei sech am Land géint politesch Géigner a Journalisten, déi em net bequeem sinn. E Mann, deem seng Söldnertruppen duerch d'ganz Welt, an Afrika an an Asien, fir déi schlëmmste Verbrieche responsabel sinn an – dat hu mer jo och gesot – deem säi Land am Moment Territoiren a Georgie besetzt an eebe grouss Deeler vun der Ostukrain. An ech mengen net, dass mir dat heite kënnen deelen.

Selbstverständlech, an dovu sinn ech iwwerzeegt: 60 Deputéierter heibannen an och déi ganz Regierung, jiddwereen wënscht sech, dass dee Krich séier ophält an dass séier d'Waffe rouen! Mee dat heiten, dat kënne mer awer net matdroen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci. Et ass elo net jiddereen, deen eis nokuckt, dee weess, wat hei drasteet. Ech wëll et ganz kuerz nach eng Kéier resuméieren: Mir weisen eis besuergt iwwert déi humanitär an ekonomesch Situatioun an der Ukrain a mir froen eigentlech just d'Regierung, datt se soll bei deenen zwou Regierungen „intervenéieren, fir datt si esou séier ewéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden."

Et ass erstaunlech, wéi dat hei interpretéiert gëtt. Et ass jo ganz kloer, datt, wa mer dat net maachen, datt

dee Krich virugeet. Ech mengen, den Här Minister huet elo gesot, datt d'Russe sech aus enger Haaptstad do, Cherson, zréckzéien. Dat heescht jo awer net, datt de Krich eriwwer ass. Dat ass eng taktesch Decisioun, an da musse mer kucken, wéi et virugeet. Ech hunn ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Gelift?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Et ass awer eng wichteg Defaite, well dat war déi éischt Stad, déi de Putin geholl huet an der Ukrain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also wësst Der, Här Minister, ech sinn Offizéier vun der Arméi. Et ass eng Moossnam, déi ee kann huelen. Wann e Secteur iwwert de Wanter besser ze verdeedegen ass, da gëtt een Terrainen op. Mee ech kann Iech soen, dat heescht awer net, datt dat eng Defaite am Krich ass. Dat ass eng aner Diskussioun.

Mee ech mengen, de russeschen Etat-major kann Iech vläicht déi Erklärung ginn, a mir. Ech weess jo net, wat d'Intentioun dohannert ass. Mee wat ech Iech wëll soen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hutt de Kontakt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wat ech Iech awer wëll soen am Kontext vun dëser Resolutioun (veuillez lire: vun dëser Motioun), dat ass dat hei: Mir hunn hei eng Alternativ. Entweeder mir intervenéiere fir de Waffestëllstand a fir de Fridden. An dat heescht net, datt mer d'Ukrain géife sech aleng iwwerloossen, mee a Verhandlunge kann een op hirer Säit sinn. Et kann ee kucken, datt ee se ekonomesch ënnerstëtzt. Et kann ee villes maachen, fir e Land, dat esou zerstéiert ass an esou vill Misär erleit, ze ënnerstëtzen, fir datt et sech erëm kann erkréien. Oder mir ginn an déi aner Richtung, an et ass, mengen ech, dat, wat hei ënnert dem Mantel vun der Kritik un dëser Motioun propagéiert gëtt: De Krich geet virun! Bis den Här Selenskyj oder anerer fir hien decidéieren, datt et elo duergeet. An dat ass awer d'Garantie vu Leed, vun Doud, vu Misär, vun Zerstéierung!

Dofir hunn ech Problemer nozevollzéien, wann déi eng oder aner hei d'ADR kritiséiere mat deem heite Wee. Mir wëllen d'Ukrain net faleloossen. Mir sinn op der Säit vum ukrainesche Vollek fir en neien Ufank, wou mir do sinn. Awer mir brauche Fridden an Europa. De Krich schuet der Ukrain. De Krich schuet eis. E schuet all deene jonke Leit, déi an deem Krich stierwen. An dofir maache mir weider dësen Appell.

Et ass schued, datt mer am Abléck hei nach net vill Ënnerstëtzung hunn, a mir hoffen, datt dat sech geschwënn ännert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Kartheiser, souguer wa mer Ärer Logik géife follgen, wat soll dann d'Positioun vun der Ukrain, déi jo do misst mat um Dësch sëtzen, fir déi Friddensverhandlunge sinn? Soll déi unerkennen, dass d'Russe virun enger gewëssener Zäit d'Krim annektéiert hunn? Soll dat d'Unerkennung sinn, dass d'Russen elo e groussen Deel vun der Ostukrain erobert hunn a sech dat wëllen averleiben? Solle se dat unerkennen an domadder Fridde kréien?

Ech mengen, dass dat eng falsch Optik ass, déi, sou wéi eise Fraktiounspresident et och scho virdru gesot huet, net akzeptabel ass, dass mir als Lëtzebuerger Parlament dem ukrainesche Vollek esou eppes géifen hei operleeën.

An ech wëll och e Verglach maache mat deem, wat hei zu Lëtzebuerg war. Virun 80 Joer ware mer an enger änlecher Situatioun. Do hate mer och de Choix, entweeder eis dem Diktat vun enger faschistescher Regierung ze erginn oder ob mer eis géife wieren. Eis Pappen a Mammen, eis Bopen a Bomen hunn deemools decidéiert, dass se sech géife wieren. A mat wéi engem Recht géife mer haut dem ukrainesche Vollek dat virenthalen, wat eis Pappen a Mammen deemools fir eis gemaach hunn, fir eis Fräiheet gemaach hunn?

Dat ass jo eng Fro, déi een awer eng Kéier muss beäntwerten. An Dir hutt weeder op déi eng Fro, nämlech, wat dann d'Positioun wär, déi Friddensproositioun, vun där Der ëmmer schwätzt, mat där esou Verhandlunge sollte gefouert ginn, nach zweetens, mat wéi engem Recht mir géifen dem ukrainesche Vollek virschreiwen, dass et sech net méi dierf wiere géint den Aggressor ... Dorop hutt Der bis elo nach ni eng Äntwert ginn.

A fir mech ass et och – wann ech de Verglach nach eng Kéier maachen dierf mam Lëtzebuerger Widderstand – u sech eng posthum Beleidegung vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg gottseidank Widderstand geleescht hunn. An dat Recht solle mer och dem ukrainesche Vollek loossen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Just ee Saz, fir dem Här Kartheiser ze erklären, firwat mer seng Motioun esou interpretéieren, wéi mer se interpretéieren: Mee dat ass, well mer Ärer Ried nogelauschtert hunn a well do d'Intentiounen alleguer dra waren! An dofir fanne mer se hei hypokritesch an zynesch.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert nach eng leschte Kéier zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech krut Froe gestallt, Här President, vum Här Kersch. Jo ... Also op dem Här Wiseler seng Bemierkung ginn ech net an. Ech hunn ze vill Respekt virum Här Wiseler, fir op esou en Niveau erofzegoen. Mee de Problem ass elo, den Här Kersch huet zwou ganz pertinent Froe gestallt.

Déi éischt ass: „Wat wären d'Positiounen?" Dat ass natierlech un der Ukrain, fir déi ze definéieren, dat kënne mir net. Awer ech soen Iech, Dir sot: „Solle se unerkennen, datt déi Territoiren do annexéiert gi sinn?" Ech halen et – an et ass meng déifst Iwwerzeegung –, ech halen et fir extreem onrealistesch, datt déi Territoirë kënnen zréckeruewert ginn. Russland huet déi zu nationalem Territoire erkläert an déi hunn eng Doktrinn, Dir wësst dat, ...

(Brouhaha)

... Dir wësst dat, datt se och net ausschléissen, nationalen Territoire – dat ass an der russescher Nukleardoktrinn – och mat esou Waffen ze verdeedegen.

Ech halen et fir ganz onwarscheinlech, mee dat ass eng privat Meenung, déi ech do hunn. Dofir denken ech, datt déi territorial Froen, déi do an deenen Negociatioune mussen diskutéiert ginn, bestëmmt mat déi schwieregst sinn iwwerhaapt, niewent e puer aneren Aspekter, wéi dem Statut vun den nationale Minoritéiten an esou weider.

Déi institutionell Architektur vun der zukünfteger Ukrain ass eng aner grouss Problematik. Mir haten hei eng Vizebausseministesch op Besuch, deen Abléck wou den Här President mam Här Selenskyj geschwat hat, a mir haten duerno eng Entrevue mat hir an der zoustänneger Chamberskommissioun. An ech hat hir d'Fro gestallt, wat dann d'Perspektiv vun der Ukrain wär, fir déi national Reconciliatioun. An déi Damm huet geäntwert: „No reconciliation."

Bon. Dat ass eppes ..., dat si Problemer. An ech mengen, dat gi ganz schwiereg Verhandlungen. Dat ass awer kee Grond, fir keng ze féieren.

Dir hutt dann dee Verglach gemaach mat virun 80 Joer. Dee Verglach, deen hält d'Strooss net, well all Konflikt huet seng eege Geschicht a Virgeschicht. An der Ukrain ass et nun emol esou, ech weess, dat gëtt an der politescher Diskussioun dacks ausgeklamert, datt déi Internationaliséierung vum Konflikt de 24. Februar, déi mer och verurteelen, datt déi awer eng Virgeschicht huet vun aacht Joer Biergerkrich an der Ukrain. An dat sinn eeben och Aspekter, déi ee muss matkucken: de Sproochestatut, d'Rechter vun den nationale Minoritéiten. An ech mengen, datt een dowéinst déi zwou Situatiounen net ka vergläichen. Lëtzebuerg huet ni déi däitsch Minoritéit hei am Land an eng Situatioun bruecht wéi d'Ukrain déi russeschsproocheg Minoritéit ënnert dem Här Poroschenko, dem Här Selenskyj a sou weider.

Une voix | Ganz interessant!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz interessant. Dat entspriecht einfach den Tatsaachen, den historeschen Tatsaachen. Kuckt d'Rapporte vun der OSZE. Kuckt all déi Rapporte vu Spezialbeoptragten an esou weider. Mir hate leider an deenen aacht Joer Biergerkrich an der Ukrain iwwer 10.000 Doudeger.

A wann Der wëllt Konflikter vergläichen, Här Kersch, et kann een alles an der Geschicht probéieren ze vergläichen, mee et muss een awer kucken, datt een net Äppel a Bire matenee vergläicht. An de Konflikt an der Ukrain huet nun emol eng dramatesch Virgeschicht, wat net d'Internationaliséierung en tant que tel justifiéiert, mee et kann een et awer och net ausblenden. Wann een d'Analys mécht a probéiert, a Friddenskategorien ze denken, da weess een, datt de Statut vun den nationale Minoritéiten an de Statut vun de Sproochen essenziell Froe sinn, fir d'Problematik an der Ukrain ze verstoen, an dowéinst och, fir Friddensléisungen ze sichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wa mer scho bei de Sprooche sinn ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, mir mussen d'Anlag hei kontrolléieren: Ech gesinn den Här Kartheiser schwätzen, mee dat, wat ech héieren, dat ass Radio Moskau. Dat, wat en hei gesot huet, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... dat ass eigentlech PDG: „Pech, domm gaange" fir d'Ukrain. An dat, wat Der eigentlech elo gesot hutt, wéi Der gesot hutt, Dir gleeft net drun, dass déi Territoiren iergendwann eng Kéier kënnen zréckeruewert ginn, domadder fuerdert Der eigentlech d'Kapitulatioun vun der Ukrain. An domadder kënne mer net averstane sinn!

(Interruptions)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da freet den Här Sven Clement nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, nee, pardon, ech wollt virdrun net drop agoen ... Den Här Kartheiser huet jo virdrun e längert Argument gemaach, firwat d'Ukrain esou korrupt wär an datt do dann och de

President an iergendwelleche Papers erwäänt gouf. Also ech géif als Chef vun enger Sensibilité politique, wou eege Memberen an de Panama Papers erwäänt goufen, vläicht esou Argumenter net onbedéngt ervirbréngen.

Une voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 kommen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 4 est rejetée par 4 voix pour, 53 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), MM. Georges Mischo, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Da géife mer zum Depot vun enger Proposition de loi vum Här Sven Clement kommen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dat bewosst net virum Debat maachen, well ech fonnt hunn, datt et wichteg wär, datt mer deen Debat als Éischt géifen a Serenitéit iwwert d'Bün bréngen.

Wéi mer alleguerte wëssen, fënnt am Moment an Ägypten d'COP27 statt. An ech wollt an dësem Kontext d'Geleeënheet haut notzen, fir Iech eng weider Gesetzespropos vun de Piraten ze presentéieren, un där mer elo zanter méi wéi engem Joer geschafft hunn.

Et geet bei dëser Propos drëm, e weidere Bäitrag géint d'CO_2-Emissiounen an der Atmosphär a soumat och géint d'Äerderwäermung ze leeschten. Et ass onbestridden, datt d'Energiewend e Schlësselelement ass, fir d'CO_2-Emissiounen erofzekréien. D'Elektrifizéierung an d'Effizienzoptimiséierung vun eisen Energiequelle fir Mobilitéit a Wäermeproduktioun leeschten dee gréisste Bäitrag, fir eis Wirtschaft an eng CO_2-neutral Zukunft ze leeden a se och nach nohalteg klimaneutral ze halen.

Allerdéngs huet sech an deene leschte Joren e breede wëssenschaftlechen Accord fonnt, datt d'CO_2-Aspuerungen aleng net méi duerginn, fir eist Klimazil vu maximal 1,5 °-Äerderwäermung ze erreechen. Parallell zur Reduktioun vun den Zäregase mussen elo schonn Ustrengungen ënnerholl ginn, fir de besteeënden CO_2, deen an der Atmosphär ass, erauszekréien. Mir schwätzen heibäi vum sougenannte Carbon Capture.

Dëse Carbon Capture maache mer duerch sougenannt negativ Emissiounstechnologien. Dës Technologien hunn als Zil, fir de Kuelendioxid aus der Loft ze filteren an duerno an anere Forme festzesetzen. Ab deem Moment dréit den CO_2 dann net méi zur Äerderwäermung bäi. D'Festsetze vum CO_2 kann ënner verschiddene Forme sinn: a Steeschichten oder och a Baumaterialie wéi Bëton. Doduerch datt den CO_2 net méi an der Atmosphär ass, dréit en dann och net zum Zäregaseffekt bäi, deen d'Äerderwäermung bekannterweis provozéiert. Et ass e bësse wéi beim Pëtrol, deen nach ëmmer ënnert der Äerd rout. D'Festsetze vum CO_2 an nohaltege Materialie gëtt och Storage genannt.

Et existéiert awer dernieft och d'Méiglechkeet vum Carbon Capture fir d'Hierstellung vu sougenannten E-Fuels. E-Fuels sinn Dreifstoffer, déi, änlech wéi de Waasserstoff, duerch Elektrolys produzéiert ginn a wou den CO_2 aus der Loft genotzt gëtt. Dës Dreifstoffer sinn dann am Endeffekt op d'mannst CO_2-neutral an eegne sech, fir nach eng Kéier d'Part vun de fossillen Dreifstoffer kuerz- a mëttelfristeg ze reduzéieren.

Doduerch reduzéiere mer also nach méi schnell d'Emissiounen, well mer nieft dem agefaangenen CO_2 och nach eng Aspuerung vu fossillen Dreifstoffer hunn. Déi meescht Airlines an och Schëffsreeder sinn och ewell un Demarchen amgaangen, fir nohalteg Dreifstoffer ze notzen. Mir sollten den Elan notzen an dat Praktescht mam Néidege verbannen.

Schonn 2018 huet nämlech den IPCC geschriwwen, datt keng Weeër laanscht Carbon Capture méi féieren, wa mer eis Klimaziler bis 2050 nach wëllen erreechen. Ech zitéieren aus dem Rapport: „All pathways that limit warming to 1.5 °C use carbon dioxide removal. […] Unless affordable and environmentally and socially acceptable CDR becomes feasible and available at scale well before 2050, pathways to 1.5 °C will be difficult to realize."

Wat proposéiere mir Piraten also konkreet? Eis Gesetzespropos handelt dorëms, Investissementer an de Carbon Capture auszebauen. Eiser Meenung no muss de Staat derfir suergen, datt negativ Emissiounstechnologien esou schnell wéi méiglech op grousser Skala asazbereet sinn, fir de Carbon Capture am grousse Stil weltwäit anzeféieren.

Mir hunn et bei der Fotovoltaik gesinn: Wat eng Technologie sech méi entwéckelt, wat d'Produktiounskäschte fir all weider produzéiert Unitéit méi erofginn. Huet eng Kilowattstonn Stroum aus enger Solaranlag an de 70er-Joren nach iwwer 100 Euro kascht, esou si mer haut bei engem Käschtepunkt am niddregen eestellege Centberäich. Den Experten no kënne mer änlech Economies of scale och bei den negativen Emissiounstechnologien erwaarden. Mee dofir muss een ufänken. A wéi bei ville groussen Erfindunge muss de Staat d'Viraarbecht leeschten. D'Entwécklung vum Carbon Capture muss virun allem am Deploiement subventionéiert ginn.

Mir proposéieren dofir en Aspeisetariff, deen änlech wéi am leschte Stroumgesetz weidergefouert gëtt, fir d'Subventioun vu Projeten, déi an negativ Emissiounstechnologien investéieren. Dëse Subventiounsprogramm soll Lëtzebuerg zu engem Virreider an dësem Beräich maachen. Zousätzlech zum PNEC soll dëse Programm Lëtzebuerg nach méi schnell zur Klimaneutralitéit bréngen.

Fir d'Finanzéierung vum Projet kënne mer de Klimafong spille loossen, wou aktuell nach net all d'Ressourcë genotzt ginn an dee jo dofir geschaaft gouf, fir eise Bäitrag zur Klimakris ze leeschten.

Weider Informatioune souwéi éischt Rechnunge fannt Der am schrëftlechen Deel vun eiser Propos, déi ech dann och elo hei deposéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Ech hoffe vun deene meeschten Deputéierten, datt mer eng konstruktiv Aarbecht op deem Dossier kënne maachen an datt mer esou der Klimaneutralitéit mat grousse Schrëtt méi no kommen.

Ech soen Iech Merci.

8096 – Proposition de loi créant une aide financière pour les investissements dans des projets de technologies à émissions négatives

M. Marc Goergen (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

5. 7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7957, en Accord mat Monaco iwwert den Hosting vun Daten a vun Informatiounssystemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet approuvéiere mir haut en Accord – ech gi mol dovun aus – tëscht Lëtzebuerg a Monaco, fir en Datazenter fir confidentiel Donnéeën aus der Principautéit hei bei eis am Land ze etabléieren.

De Projet de loi à article unique ass de 25. Januar 2022 vum Ausseminister deposéiert ginn. De Staatsrot huet de 15. Juli (veuillez lire: de 5. Juli) säin Avis ofginn. Den 1. August huet och d'Chambre de Commerce hiren Avis eragereecht an de Projet de loi begréisst. D'aussepolitesch Kommissioun ass den 19. September zesummekomme, fir de Gesetzesprojet ze analyséieren an d'Avisen am Detail ze kucken. An dëser Sëtzung sinn ech och als Rapportrice genannt ginn. An hirer Reunioun vum 10. Oktober huet d'aussepolitesch Kommissioun de Rapport ugeholl.

Den Accord, dee mat dësem Projet de loi approuvéiert gëtt, huet, wéi gesot, d'Zil, hei zu Lëtzebuerg en Datenzenter respektiv eng digital Ambassade fir d'Principautéit vu Monaco ze etabléieren. Et handelt sech dobäi ëm den zweeten Datazenter vun dëser Zort, deen hei zu Lëtzebuerg installéiert gëtt. 2015 war eng éischt digital Ambassade fir Estland hei zu Lëtzebuerg schonn en place gesat ginn.

Bei den digitalen Ambassaden handelt et sech ëm en neien Usaz an eiser Diplomatie. Déi sougenannt digital Ambassaden, och E-Embassies genannt, sinn effektiv en innovatiivt Konzept. Déi zentral Aufgab vun enger E-Embassy ass den Hosting vu sensibelen Donnéeën aus engem Partnerland, an dësem Fall zu Lëtzebuerg. Deen Ament gëllen och bestëmmte Reegelen a Prinzippien, fir d'Onverletzbarkeet an d'Sécherheet souwuel vun de Raimlechkeete wéi och vun den Donnéeën, déi do gespäichert ginn, ze garantéieren.

Trotzdeem kann een awer dësen Datazenter net als klassesch Ambassade qualifizéieren, weeder aus juristescher nach aus diplomatescher Siicht. Deen Term ass nämlech iwwert d'internationaalt ëffentlecht Recht definéiert, notamment an der Wiener Konventioun vum 18. Abrëll 1961. D'Dispositioune vun der Wiener Konventioun gëllen also net fir eng E-Embassy an och net fir den Accord, dee mir haut ratifizéieren, och wann d'Wiener Konventioun awer als Grondlag gedéngt huet, fir eng Rei vun Immunitéiten a Privileegien am Zesummenhang mat de gespäicherten Donnéeën ze definéieren. Natierlech Persoune genéissen awer keng speziell Privileegien oder Immunitéiten, wéi et bei traditionellen Ambassaden de Fall ass.

D'Konzept vun den E-Embassies schreift sech och ganz gutt an eis Strategie „Digital Luxembourg" an. Mat dëser Strategie, déi 2014 lancéiert ginn ass, setzt Lëtzebuerg sech aktiv fir eng digital Transitioun an. Lëtzebuerg verfüügt iwwer zwee essenziell Virdeeler, déi an der Ëmsetzung vun digitale Projete vun zentraler Bedeitung sinn. Éischtens: eist Telekommunikatiounsnetzwierk, dat optimal mat de primären auslänneschen Internetzougangszentere vernetzt ass. Dat bestätegt och den Digital Economy and Society Index, kuerz DESI. A puncto Vernetzung hu mir 2020 iwwregens europawäit déi drëtt Plaz beluecht.

Zweetens: Eist Land huet ganz vill Erfarung um Niveau vun der Cybersecurity. Duerch all eis Efforten iwwert déi lescht Jore si mir haut féierend am Beräich vun den Tier-IV-zertifizéierten Datenzenteren. Dat ass och de Sécherheetsstandard, deen am Fall vum Datenzenter fir d'Donnéeën aus Monaco virgesinn ass.

Den Accord, Här President, fir dësen Datazenter bei eis ze etabléieren, ass de 25. Juli (veuillez lire: de 15. Juli 2021) zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Den Accord selwer ass just en Deel vum Projet, fir deen Datenzenter ze erméiglechen. De Projet besteet nämlech aus zwee Voleten. Deen éischten ass technescher Natur a gëtt vum Centre for Information and State Technologies en charge geholl, selbstverständlech an enker Zesummenaarbecht mat der monegassescher Contrepartie. Hei gëtt och d'Sécherheetsnorm „Tier IV constructed" festgeluecht. An dësem Sënn wäert och e Locatiounsvertrag opgesat ginn, deen all Detailer reegelt.

Den zweete Volet betrëfft déi juristesch Aspekter. Dozou gehéiert niewent dem genannten Accord eng Déclaration d'intention vun den zwou Parteien, der Principautéit an dem Grand-Duché also, fir e bilateralen Accord ofzeschléissen an den Datazenter ze etabléieren. Dës Déclaration d'intention gouf de 6. Dezember 2018 vum Kommunikatiouns- a Medieminister ënnerschriwwen.

Zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech drop hiweisen, dass et wichteg ass a gutt, wa mer dëse Projet de loi haut stëmmen an domadder erméiglechen, dass déi nei E-Embassy schnellstméiglech bei eis am Land en place gesat ka ginn.

An ech soe Merci a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, merci. Just, fir et ganz kuerz ze maachen: Och merci der Madamm Mutsch fir hir Rapporten. An ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir eng Kéier sinn ech och mat der CSV d'accord. An ech kann déi selwecht Wierder gebrauche wéi den Här Wiseler. An ech soen dann och der Madamm Mutsch villmools Merci fir hir verschidde Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da wier et un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och mir soen der Rapportrice e grousse Merci. Si huet alles gesot, wat ze soe war. An ech ginn domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt elo eng hallef Stonn schwätzen, wann d'Kolleegen d'accord sinn, ech fannen de Sujet wichteg.

(Brouhaha et hilarité)

Nee, ech wollt och der Madamm Mutsch Merci soen. An ech wollt awer dem Här Asselborn vläicht eppes mat op de Wee ginn, an dat ass dat heien: Ech mengen, mir hu lo där elektronescher Ambassaden e puer zu Lëtzebuerg, mee mir hunn eng Rei Ambassaden opgemaach an deene leschte Joren an anere Länner, an do ass awer d'Reciprocitéit nach net do. An dat si richteg Ambassaden, also mat Gebaier a Leit an esou weider. Mir hunn eng Ambassade an Indien. Mir hunn eng a Brasilien. Dat si Länner, déi sech et och kéinte leeschten, och hei present ze sinn. An ech wollt dem Här Minister just vläicht mat op de Wee ginn ze probéieren, fir och déi Länner ze iwwerzeegen, eng resident Ambassade an eisem Land opzemaachen.

Dat gesot, gi mer natierlech den Accord vun der ADR. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Dir kënnt Iech et vläicht denken, mir ginn net esou chaud mat där Strategie vun der Regierung, fir esou elektronesch Ambassaden op Lëtzebuerg ze bréngen. Éischtens, well esou Ambassaden awer och vill Stroum a Waasser verbrauchen, Ressourcen, déi mer net am Iwwerfloss hunn. An zweetens wësse mer net wierklech, wéi eng Donnéeë mer domadder heihinnerbréngen. Dat heescht, mir sinn do e bësse skeptesch an halen eis léiwer zréck a wäerten dëst och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt och e grousse Merci un d'Rapportrice fir den ausgezeechente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si ass, mengen ech, op d'Fakten agaangen. Den Accord ass 2018 ënnerschriwwe ginn. An et ass haut dann un der Chamber, fir och dat Ganzt a Musek ëmzesetzen.

An domadder kënnen dann, wa mer dat da gestëmmt hunn an de Staatsrot d'Dispens ginn huet an alles publizéiert ass, d'Monegassen hir wichteg vertraulech Dokumenter zu Biisse stockéieren. Dës Dokumenter dierfen net perquisitionéiert oder saiséiert ginn. An et ass awer wichteg ze soen: Dëse Schutz gëllt fir d'Donnéeën, fir d'Software an d'Hardware, awer net fir eventuell Persounen, déi do schaffen. Dat ass vläicht och e bëssen ënnerschiddlech zu traditionellen Ambassaden, woufir et dann och eng E-Ambassade ass.

Mir Piraten sti fir en dezentralen Dateschutz a mir verstinn, firwat Länner wéi Monaco an Estland op dëse Wee ginn. Et misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, ob Lëtzebuerg am Kader vu sengem Disaster-Recovery-and-Resilience-Plang net och misst Demarchen ënnerhuelen, fir déi wichtegst Donnéeën am Ausland an net nëmmen innerhalb vum Land ze stockéieren.

Mir schützen nämlech heimat d'Datenzwillinge vun eise Partnerlänner. Estland fäert virun allem Attacke vu Russland. An datt d'Ukrain haut handlungsfäeg ass, ass u sech enger, kann ee soen, cleverer Planung oder dem glécklechen Zoufall ze verdanken, datt zwee Deeg virun der russescher Invasioun d'Migratioun vun hirer IT an d'Cloud fäerdeg war. Wann dat net gewiescht wär, wäre ganz vill Administratiounen an der Ukrain ab dem Dag vun der Invasioun vu Russland net handlungsfäeg gewiescht. Datt d'Ukrain haut nach ëmmer Päss, Füerschäiner, Studiebescheinegungen et cetera pp. kann ausstellen, läit dorunner, datt se hiren Datenzwilling am Ausland stockéiert hat.

A Monaco, jo, déi fäerten, mengen ech, elo keng Invasioun, déi fäerten awer d'Naturgewalten. An och Lëtzebuerg leeft ëmmer méi Gefor, wat d'Naturkatastrophen ugeet. Eis Archive goufe mëttlerweil jo dann och nogerüst, mee honnertprozenteg Garantië gëtt et am Fall vun Naturkatastrophen ni.

Ech hunn awer ee klenge Bemoll nach, deen net Deel vum Text ass, mee wou ech awer e bëssen e Geschmäckle fannen. Mir autoriséieren hei eng E-Ambassade, déi schlussendlech vun enger gréisserer amerikanescher Firma, laut Presseberichter vun enger gréisserer amerikanescher Firma mat Siège hei zu Lëtzebuerg soll exploitéiert ginn. Eng Firma, déi soss keng Datenzenteren hei zu Lëtzebuerg exploitéiert bis elo. Do muss ee sech dann och d'Fro stellen, wéi deen Deal zustane koum, a virun allem, wéi dat praktesch herno och fonctionéiert an inwiefern mir deenen an och d'Monegassen hinne vertrauen. Bref, fir hir E-Ambassade ass dat hir Verantwortung. A wa si hinnen trauen, da kënne mir do och net vill dergéint maachen.

Mir sinn der Meenung, datt et en interessante Projet ass an datt hei Partnerschaften entstinn, déi och fir Lëtzebuerg laangfristeg kënne vun Notze sinn. An dofir wäerte mir dëse Projet matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, ganz kuerz. Also ech mengen,

dat hei ass elo déi Drëtt. Et ass kee Land, well mir hu jo Estland a mir hunn ...

(Interruption)

Nee, den CICR, an dann elo Monaco. Duerfir merci der Madamm Lydia Mutsch fir dee Rapport. Ech mengen, dat steet eis gutt zu Gesiicht.

A wat den Här Kartheiser gesot huet mat den Ambassaden, wou mir sinn a si net hei sinn: Dat maache mer permanent! Mee dat huet elo net direkt eppes ze di mat der E-Ambassade. Do musse mer jo kucken, dass se och physesch dann heihinner kommen, wéi zum Beispill d'Inder.

Sou. Merci op jidde Fall fir d'Vertrauen op deem Punkt do.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7957. Den Text steet am Document parlementaire 7957[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7957 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7957 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 15., 16. a 17. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.15 heures.)

12e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 70**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour** **p. 70**
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire** **p. 70**
   M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Franz Fayot, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Franz Fayot, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Kooperatiounsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, léif Deputéiert, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech d'lescht Joer hei op dëser Tribün meng Deklaratioun iwwert d'Kooperatiounszesummenaarbecht an d'humanitär Aktioun gemaach hunn, hunn ech gesot, dass mir géife Liicht um Enn vum Tunnel gesinn. Liicht um Enn vum Tunnel, well mer lues a lues amgaange waren, aus der Pandemie vum Covid-19 a senge Konsequenzen erauszekommen. Mir hate gehofft, dass mer déi Réckschléi, déi mer a Saachen Aarmut, Ernierung, Educatioun a Sécherheet erlieft hunn, erëm kéinte séier iwwerwannen.

Dat ass awer leider net de Fall. Säit dem 24. Februar ass d'Welt eng aner. An haut ass déi Luucht um Enn vum Tunnel bei ons, mee insbesonnesch op ville Plazen an der Welt leider erëm e bësse manner hell.

D'Konsequenze vun dem inakzeptabele russeschen Aggressiounskrich sinn iwwerall op der Welt ze spieren. D'extreem Aarmut geet erop, an d'Liewensmëttelonsécherheet geet och erop. D'Situatioun ass dramatesch a riskéiert, sech nach weider ze verschlëmmeren.

Wéi d'Weltbank virun engem Mount gemellt huet, gëtt et ëmmer méi schwéier, onst Zil ze erreechen, d'extreem Aarmut bis 2030 auszemäerzen. Si prognostizéiert, dass bis 2030 nach ëmmer 574 Millioune Leit, also 7 % vun der Weltbevëlkerung, mat manner wéi 2,15 Dollar am Dag iwwerliewe mussen, déi meeschten dovunner an Afrika. Duerch de russeschen Aggressiounskrich an der Ukrain a seng Konsequenze gëtt d'Erreeche vun onsen Ziler nach méi schwéier.

Mee wann dëse Krich munch Problemer an der Welt nach verstäerkt huet, sou huet e se awer natierlech net all ausgeléist. Liewensmëttelonsécherheet an Aarmut, extreem Wiederphenomeener als Konsequenz vum Klimawandel, Dréchenten an Iwwerschwemmungen, ekonomesch Instabilitéit, Präisdeierecht a ganz héich Staatsverschëldung, allgemeng Onsécherheet, dat sinn alles Phenomeener, déi mir säit Laangem kennen an déi sech géigesäiteg verstäerken. All dës Krise sinn amgaang, nee, hu sech schonn zu enger globaler Polykris forméiert.

Wéi den David Beasley, den Directeur exécutif vum Welternärungsprogramm, dem PAM, seet, si mir an engem „perfect storm on top of a perfect storm". E perfekten – heftegen – Stuerm, ausgeléist vu Covid, Konflikter a Klimaschocken. D'Welt brennt! An dofir kann an däerf ons Äntwert sech net just op d'Reaktioun op déi aktuell Situatioun beschränken. Déi Erausfuerderungen, virun deene mer stinn, sinn enorm.

Wann een un déi sëlleg humanitär Krisen denkt, da kënnt engem natierlech direkt dat schrecklecht Leed an der Ukrain an de Kapp. D'Konsequenze vun deem Krich si gewalteg, genausou wéi d'Besoinen. Déi aktuell Schätzunge soen, dass eleng fir den Erëmopbau vun der Ukrain 349 Milliarden US-Dollar wäerte gebraucht ginn. Deen Opbau wäert ganz laang daueren. An och mir wäerten hei zu Lëtzebuerg do ganz sécher onsen Deel derzou bäidroen.

Säit dem Ugrëff de 24. Februar huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun iwwer véier Millioune Euro a Form vu finanzieller humanitärer Hëllef fir d'Ukrain mobiliséiert. Zousätzlech zu dëse finanzielle Kontributiounen

hu mir och materiell Done gemaach, wéi déi 700.000 Covidschnelltester oder och déi 50 Tonne Feierläschekipementer a Medikamenter, déi Lëtzebuerg geliwwert huet.

Mee mir musse méi maachen! De Wanter steet virun der Dier, an domat ginn d'Besoine weider erop. Dofir wäerte mer elo nach zousätzlech véier Milliounen Euro deblockéieren an eis Hëllef domat fir de Wanter verduebelen. Mir mussen eis op e laangwierege Rekonstruktiounsprozess vun der Ukrain astellen. A soubal d'Situatioun et zouléisst, musse mer prett sinn, zu engem nohaltegen Erëmopbau bäizedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Fir esou e Mammutprojet wäert de Kooperatiounsbudget awer natierlech net duergoen. A mir mussen dann ënner anerem och op déi makrofinanziell Systemer an op de Privatsecteur zréckgräifen.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Krich an der Ukrain huet natierlech net just Konsequenzen op ons zu Lëtzebuerg an an Europa. De Krich an der Ukrain huet en Impakt op der ganzer Welt, an insbesonnesch op déi Schwächst. En huet d'Liewensmëttelonsécherheet op der Welt nach verschäerft.

Dir wësst, dass ons Kooperatioun säit laange Joren an deem Beräich aktiv ass. An déi aktuell Situatioun weist ons, wéi wichteg a richteg et war a bleift, sech verstäerkt deem Theema ze widmen. Ech soen „deem Theema", mee et ass net just een Theema. Liewensmëttelsécherheet ass un der Schnëttstell vu ganz ville Phenomeener a betrëfft ganz vill Beräicher.

Se betrëfft dat Humanitäert, well et kuerzfristeg selbstverständlech dorëms geet, den akuten Honger ze bekämpfen. Mee se betrëfft och d'Entwécklungszesummenaarbecht, well et wichteg ass, d'Ernärungssystemer laangfristeg esou resilient ze maachen, dass mir d'Ernärungssécherheet kënne garantéieren.

Mee et geet wäit doriwwer eraus. Et betrëfft d'Klimapolitik an de Klimawandel, well d'extreem Wiederphenomeener wéi Dréchenten oder Iwwerschwemmungen natierlech en Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet hunn. Se huet och en Impakt op d'Sécherheet an onse Partnerlänner an doriwwer eraus, well d'Ernärungsonsécherheet zu Verdeelungskämpf féiert. An dës féieren zu Konflikter an zu enger ëmmer méi grousser Onsécherheet, déi hirersäits zu grousse Flüchtlingsstréim féiert.

Ech konnt dat mat mengen eegenen Ae gesinn, wéi ech am Juni mam Premier am Niger de Flüchtlingscamp vun Ouallam südwestlech vun Niamey besicht hunn. Do liewen Dausende Fraen, Männer a Kanner zesummegepercht op enger Plaz, wou et wéineg Waasser an Ernierung gëtt, just well se an hirem Duerf net méi sécher si géint Attacke vun Terroristen.

D'Fro vun der Liewensmëttelsécherheet spillt also eng zentral Roll an der Bekämpfung vum Honger a vun der Aarmut.

Wéi seriö mir dee Sujet huelen, gesäit een un onsen Aktiounen an deem Beräich. 2021 hu mer 10 % vun onser Enveloppe, onser APD, aleng fir Projeten am Beräich vun der Agrikultur, der Agroekologie an de Basisnarungsmëttel investéiert. 10 % vun onser APD, dat si gutt 40 Milliounen Euro.

2022 wäerte mer dës 10 % mat viraussiichtlech iwwer 60 Milliounen Euro wäit iwwerschreiden. Dee gréissten Deel dovunner ass an d'landwirtschaftlech Entwécklung an onse Partnerlänner gaangen, well Ernärungssécherheet – an ech hunn et virdru gesot – muss ee laangfristeg garantéieren. An dofir muss ee sech och laangfristeg engagéieren.

Am Mali setze mer dofir op de Programme d'appui aux filières agropastorales, an dat zesumme mat der Schwäiz. Iwwert dee Programm ënnerstëtze mer Familljebauerebetriber a kleng Betriber, andeems mer d'Produktiounskette vun der Mëllech an de Grompere stäerken.

Am Niger ënnerstëtze mer de Programme d'appui au développement agricole durable an der Dosso-Regioun. Hei geet et ënner anerem ganz konkreet drëms, Jonken eng beruffflech Chance ze ginn am Beräich vun der nohalteger landwirtschaftlecher Entwécklung.

Am Burkina Faso dréit onse Projet vun der Zréckgewënnung vu staark degradéiertem Land derzou bäi, de Buedem, deen duerch d'Dréchenten an Erosioun staark gelidden huet, erëm fruchtbar a fir d'Landwirtschaft notzbar ze maachen.

Dat si just e puer Beispiller, wéi mer kucken, nohalteg a laangfristeg d'Liewensmëttelversuergung ze stäerken.

Och déi innovativ an inklusiv Finanz spillt am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet eng kruzial Roll. Iwwer kleng a Mikrokreditter, iwwer Prêten u Kleng- a Familljebaueren, doduerch, dass mer d'Mikrofinanzinstitutioune stäerken, déi hirersäits mat de Baueren zesummeschaffen, droe mir derzou bäi, dass sech d'Ernärungssécherheet erhéicht.

Ronn 1,7 Milliarden Erwuessener op der Welt hu keen Zougang zu Finanzinstrumenter. 1,7 Milliarden! Déi Finanzinstrumenter sinn awer weesentlech, fir et deene klenge Bauerebetriber ze erlaben ze iwwerliewen. A wann ech vu klenge Bauerebetriber schwätzen, da sinn dat Familljebetriber, déi hei an éischter Linn viséiert sinn.

Si brauchen Zougang zu Kreditter, fir sech kënnen déi absolutt néideg Maschinnen ze kafen. Si brauchen Zougang zu Assurancen, fir sech kënnen ze versécheren, wann eng Recolte ausfält. An dat passéiert, wéi Der wësst, an de betraffene Länner a Géigende leider allze oft. Déi meescht vun deenen 1,7 Milliarden Erwuessener, déi keen Zougang zu Finanzinstrumenter hunn, wunnen a rurale Géigenden. Et ass awer grad do, wou den Honger, d'Aarmut an d'Ernärungsonsécherheet am gréisste sinn. An dofir ass et esou wichteg, do ze intervenéieren an d'Klengbaueren ze ënnerstëtzen.

Dat maache mir iwwer e Projet wéi den SSNUP, de Smallholder Safety Net Upscaling Programme, e Programm, deen op zéng Joer ugeluecht ass a vun der ONG Appui au développement autonome, der ADA, ëmgesat gëtt. Et geet hei eebe just drëms, geziilt d'Klengbaueren ze ënnerstëtzen, d'Liewensmëttelstandarden eropzesetzen an doduerch och d'Liewenskonditioune vun der Bevëlkerung am ländleche Raum ze stäerken.

Och e Projet wéi den ABC Fund, den Agri-Business Capital Fund, dee mir zesumme mat der Europäescher Kommissioun an dem Internationalen Agrikultur-Entwécklungsfong, dem FIDA, gegrënnt hunn, setzt geziilt drop, vulnerabel Persounen a rurale Géigenden ze stäerken, Aarbechtsplazen am Beräich vun der Agrikultur ze schafen a soumat géint d'Liewensmëttelonsécherheet virzegoen.

All déi Projeten am Beräich vun der inklusiver Finanz droen derzou bäi, dass d'Liewensmëttelsécherheet an deene Länner laangfristeg gestäerkt gëtt. D'Semaine européenne de la microfinance – déi aktuell Editioun ass fir de Moment um Kierchbierg amgaang – wäert dowéinst d'nächst Joer op de Sujet vun der Sécurité alimentaire agoen.

Iwwert déi mëttel- a laangfristeg Äntwerten eraus stellt sech d'Fro vun der Liewensmëttelsécherheet leider och ëmmer méi ganz direkt. Laut de Vereenten Natioune befanne sech am Moment 50 Millioune Mënschen am Afghanistan, an Äthiopien, a Somalia, am Südsudan an am Jemen an enger Situatioun vun akuter Hongersnout. Derbäi kënnt d'Zuel vun den 828 Millioune Mënschen, déi all Dag hongereg an d'Bett ginn. Dës Zuel huet sech an deene leschten dräi Joer verdräifacht.

Mënschen op der ganzer Welt si ganz akut op Hëllef ugewisen. A wa mer net matzäiten agéieren, da wäerte mir eng Katastroph erliewen, wéi et se scho säit enger Generatioun net méi gouf. Dofir hunn ech dëst Joer och entscheet, zousätzlech zu den éiinescht genannte Projeten, déi mir maachen, an den Hëllefen, déi mer ginn, nach eng Kéier weider 20 Milliounen Euro just fir d'Bekämpfe vum akuten Honger an onse Partnerlänner ze deblockéieren. Mir schaffen hei ënner anerem mam Welternierungsfong, dem PAM, mee och mat lokalen Acteuren zesummen.

Zousätzlech dozou hu mer fir ons ONGen en Appel à projets gemaach, déi ganz kuerzfristeg derzou bäidroen, fir deene Schwächsten op der Welt direkt ze hëllefen. 13 ONGen hunn op déi Aart a Weis hir Expertis an hir lokal Netzwierker kënnen asetzen, fir séier an effikass op dës Kris ze reagéieren a Projeten an der Héicht vun insgesamt 2,2 Milliounen Euro ëmzesetzen. Hei geet et em Projeten a Länner wéi dem Südsudan, dem Somalia, dem Niger, dem Bangladesch, Haiti, dem Burkina Faso oder och nach dem Senegal.

Här President, léif Deputéiert, Exzellenzen, laut der UNO sinn 274 Millioune Mënschen an 63 Länner op humanitär Hëllef a Schutz ugewisen. Dat sinn 274 Millioune Mënschen, déi viru Kricher fortlafe mussen, déi hiert Doheem verloossen a viru Gewalt flüchte mussen. 274 Milliounen Mënschen, déi net wëssen, wou si hi sollen a wouhier si muer eppes z'iesse kréien. 274 Millioune Mënschen, deenen d'Krisen an d'Konflikter, de Klimawandel an d'Dréchent keng Perspektiv a keng Liewensgrondlag bidden.

Mir mussen op déi Situatioun reagéieren. An dofir hu mer dëst Joer eng nei Strategie fir humanitär Hëllef ausgeschafft a virgestallt, déi aus 6 strateegesche Prioritéiten, 6 horizontalen Thematiken a 50 Aktiounspunkte besteet. Mir wäerten doduerch nach méi geziilt schaffen an ons nach méi strateegesch opstelle kënnen.

Laut dem leschte „Globalen humanitären Iwwerbléck" vun der UNO ginn am Moment 50 Milliarden US-Dollar gebraucht, fir dass de multilateralen humanitäre System op déi verschidde Krise weltwäit reagéiere kann. Dat sinn aacht Milliarde méi wéi nach am Ufank vum Joer ugekënnegt, wat schonn deemools en absolutte Rekord duergestallt huet.

Et ass ons Flicht, prett ze sinn, fir an den akute Krisen ze hëllefen. An dofir engagéiere mer ons och am Kader vun der neier Strategie, fir op d'mannst 15 % vun eise finanzielle Mëttel fir humanitär Zwecker ze benotzen an esou eise Bäitrag ze leeschten, fir op all déi Krisen an dat mënschlecht Leed ze reagéieren. Onse Budget, dee mir fir d'humanitär Hëllef virgesinn, geet dofir konstant an d'Luucht. Aktuell läit e fir 2022 bei 65 Milliounen Euro, a fir d'nächst Joer hu mer 80 Milliounen Euro virgesinn.

Déi fënnef gréisst Krise weltwäit sinn och ganz uewen op onser Prioritéiteleschte: Afghanistan, Syrien, Jemen, Äthiopien a Sudan. Donieft verfollege mer natierlech awer ganz genau, wat am Sahel geschitt, a probéieren och sou gutt et geet, op aner Krisen ze reagéieren, wéi zum Beispill am Pakistan, wou mir kierzlech zousätzlech eng Millioun Euro deblockéiert hu fir Nouthëllef engersäits a fir de fréien Erëmopbau anerersäits.

Donieft stelle mir och Nouthëllef zur Verfügung fir déi sougenannt méi „vergiesse“ Krisen, wéi op Haiti, a Palästina, a Libyen, an der Demokratescher Republik Kongo, och am Myanmar – fir der nëmmen e puer ze nennen –, well mer trotz dem Krich an der Ukrain dës Konflikter an dat mënschlecht Leed, dat doraus uechtert d'Welt entsteet, eben net wëlle vergiessen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Fir bei Krisen an Naturkatastrophen am Ausland eng nach méi effikass an nach besser koordinéiert humanitär Hëllef ze erméiglechen, hunn ech wëlles, zesumme mat de concernéierte Kolleegen aus der Regierung an anere staatlechen Acteuren eng national Koordinatiounsplattform opzestellen. Éischt Gespréicher an déi Richtung lafen, mam Zil, dass mer déi Plattform am Laf vum nächste Joer stoen hunn, fir esou nach méi effikass a séier kënnen am Krisefall ze reagéieren.

Laangfristeg wëlle mir Lëtzebuerg och als Standuert fir den humanitäre Secteur weider stäerken. E gutt Beispill heifir ass d'Delegatioun vum CICR, dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz, fir de Cyberspace, déi mir iwwermuer hei zu Lëtzebuerg wäerten aweien. Et ass déi éischt Delegatioun vun där Zort weltwäit a se huet dowéinst en historeschen a strateegesche Charakter. Mat dëser neier Delegatioun fir de Cyberspace ka Lëtzebuerg sech als humanitären Acteur um internationale Plang weisen a beweisen. Mir hunn hei eis Stäerkten am Beräich vun der Digitaliséierung a vun der Cybersécherheet an den Déngscht vun enger innovativer humanitärer Infrastruktur gesat, wéi et se weltwäit nach net gëtt.

Ons Expertis ass och an anere Beräicher gefrot. UNDAC ass de Service vun der UNO, deen derfir zoustänneg ass, bei enger akuter Kris spezialiséiert Ekippe vun der UNO an national Experte bannent Stonnen op den Terrain ze schécken. Si maachen op der Plaz eng éischt Evaluatioun vun de Besoinen an ënnerstëtzen d'Koordinatioun vun den Hëllefsefforten. UNDAC huet ons gefrot, se beim Ausschaffe vun hirer neier Strategie fir d'Joren 2023 bis 2026 mat onser Expertis ze ënnerstëtzen an Deel vum Strategy Development Working Group ze sinn. Dat weist dat grousst Vertrauen an och déi grouss Unerkennung um internationale Plang fir d'Aarbecht vun onse Leit.

Mir kréien och ëmmer méi Ufroe vun eisen humanitäre Partner, déi eis ëm eis Ënnerstëtzung froen, fir se bei der Entwécklung vun innovative Solutiounen a Servicer ze ënnerstëtzen. Dofir geet et elo drëms, d'Erfarungen, déi mir duerch emergency.lu gesammelt hunn, ze notzen an nei Projeten ze entwéckelen, andeems mer Techniker, Experten an Acteuren aus verschiddene Secteuren an Disziplinnen zesummebréngen.

Aus deem Grond hunn ech decidéiert, d'nächst Joer zesumme mam Welternärungsprogramm en internationale Programm an d'Liewen ze ruffen, mam Zil, nei Solutiounen auszeschaffen an ze testen, soudass se séier um Terrain kënnen agesat ginn. Mir ënnerstëtzen hei d'Recherche an d'Innovatioun, fir Léisunge fir déi akut humanitär Erausfuerderungen ze fannen. Déi éischt Editioun vum Humanitarian Innovation Accelerator – esou heescht dee Programm – wäert Enn Juni d'nächst Joer zu Lëtzebuerg stattfannen.

Léif Deputéiert, nieft der akuter humanitärer Hëllef an der Suerg sécherzestellen, dass d'Mënschen op der Welt sech kënnen ernären, ass et awer genausou wichteg, och d'Gesondheet ze stäerken. Dofir musse mir eis Efforten an deem Beräich héichhalen. An Dir wësst, dass mer do eng Traditioun hunn. Mir wäerten, zesumme mat onse multilaterale Partner, preventiv d'Gesondheetssystemer stäerken an ons weider fir eng universell Gesondheetscouverture asetzen.

Mir hunn dëst Joer dofir ons Kontributioun un de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ëm 30 % eropgesat, op elo 11,7 Milliounen Euro. A mir iwwerhuelen och ons Responsabilitéit bei der Gouvernance vun deem Fong: Ab dem Summer 2023 wäerte mer fir zwee Joer ons Circonscriptioun am Verwaltungsrot vum Fonds mondial vertrieden.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Mir schaffen an dësem Beräich och weider mat der OMS an Organisatioune wéi der CEPI, der Coalition for Epidemic Preparedness Innovations, oder der Global Polio Eradication Initiative zesummen. A mir ënnerstëtze weiderhin d'ONUSIDA bei hiren Efforten, d'Objektiver 10-10-10 vun hirer globaler Strategie géint den Aids ze erreechen.

Doriwwer eraus hu mir och ons Kontributioun un de gemeinsame Programm vun der Unicef an dem Bevëlkerungsfong vun der UNO fir d'Eliminatioun vun de Mutilations génitales féminines fir 2022 bis 2025 verduebelt, an dat op 2,4 Milliounen Euro.

Här President, léif Kolleegen, Excellences, léif Nolauschterer, ech hu virdru vill vun der Liewensmëttelsécherheet geschwat an dovun, wéi mir kuerz-, mëttel- a laangfristeg probéieren, drop anzewierken, fir d'Situatioun ze verbesseren. Mee déi Moossnahmen eleng ginn net duer. An dofir ass et esou wichteg, sech net just op punktuell Mesuren ze konzentréieren, mee d'Situatioun a hirer gesamter Komplexitéit ze erfaassen. Do spillt d'Kohärenz vun onse Politicken eng kruzial Roll.

Kee Ministère an och kee Land kann déi haiteg Erausfuerderungen eleng upaken. An ech hat d'lescht Woch nach d'Geleeënheet, mat der Secrétaire adjointe vun der UNO, der Madamm Amina Mohammed, zesumme mam Krounprënz doriwwer ze echangéieren, wou mer gesinn hunn, dass d'Erreeche vun den SDGen an eng ëmmer méi wäit Distanz réckelt. Mee mir mussen do alleguerten zesummeschaffen.

D'Zesummenhäng tëscht Ëmwelt a Klima, der Sécherheetssituatioun, Gender-Ongläichheeten, wirtschaftlechen a soziale Froe musse systematesch betruecht ginn. Eist Verhalen hei zu Lëtzebuerg, an Europa, an insgesamt an der sougenannter „entwéckelter Welt“ huet en Afloss op d'Mënschen an eise Partnerlänner a ganz besonnësch op déi Vulnerabelst. An dowéinst musse mer sécherstellen, dass dat, wat mir an der Kooperatioun maachen, och duerch dat ënnerstëtzt gett, wat mer an anere Beräicher maachen. Mir musse mat ons selwer kohärent a konsequent sinn.

Mat der OECD an dem Ëmweltministère si mer dofir amgaang, eng Analyse ze maache vun onsen institutionelle Mechanismen am Kontext vun der Kohärenz vun de Politicken an dem Erreeche vun den Objektiver vun der nohalteger Entwécklung, kuerz SDGs. D'OECD ass amgaang, hire Rapport dozou ze preparéieren. Mir erhoffen eis dovunner, dass mer op Grondlag vun deem Rapport nach besser zu Lëtzebuerg zesummeschaffe kënnen, fir d'nohalteg Entwécklungsziler ze ereechen.

Wann ee vu Kohärenz vu Politicke schwätzt, da schwätzt een och vum Impakt vun den Aktivitéite vum Mënsch op de Rescht vun der Welt, sief dat am Beräich vum Klimawandel, dem Verloscht vun der Biodiversitéit, der Desertifikatioun oder nach der Ëmweltverschmotzung.

De Klimawandel ass iwwerall ukomm, och bei eis, mee en ass wierklech dramatesch an den Entwécklungslänner, déi – an dat ass déi ganz grouss Ongerechtegkeet – jo am mannsten derfir kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Am Niger, am Senegal, am Mali, am Burkina Faso, iwwerall gesinn ech, dass d'Desertifikatioun rasant weidergeet. Am Cabo Verde reent et säit véier Joer bal iwwerhaapt net méi.

Wéi ech d'lescht Joer am Senegal war, war et och erschreckend ze gesinn, wéi d'Land am Plastik ënnergeet. Wa mir elo do am Senegal eisen neie PIC identifizéieren, ass et mer och wichteg, déi Problematik unzegoen.

De Klimawandel ass eng global Erausfuerderung mat extreeme Konsequenzen uechtert d'Welt, déi global Solutioune brauch. Och dës Woch gëtt nach op der COP27 an Ägypte verhandelt, fir d'Engagementer am Beräich vum Klimawandel ze verstäerken. An och mir hunn d'lescht Joer d'Klimaambitioune vun eiser Kooperatiounspolitik eropgeschrauft an eng nei Ëmwelt- a Klimastrategie ausgeschafft. Mir wäerten op där enger Säit méi klimafokusséiert Projeten ëmsetzen an op där anerer Säit d'Dimensioun vu Klima an Ëmwelt systematesch an all ons Projeten integréieren.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, d'Covidpandemie an den Ukrainkrich hunn ons wäit zeréckgeworf beim Ereeche vun den nohaltegen Entwécklungszieler a si hunn déi Vulnerabel, d'Fraen an déi Jonk, am heftegste getraff. Duerch de Klimawandel gëtt dësen Impakt nach verstäerkt. An et si grad oft d'Fraen, déi am meeschten un de Konsequenze vum Klimawandel leiden.

Mee grad si spillen awer och eng extreem wichteg Roll beim Erreeche vun onsen Ziler: als Acteure vum Wandel, bei der Mobilisatioun vun de Communautéiten oder bei der Ëmsetzung vu Strategië géint de Klimawandel – fir just e puer Beispiller ze ginn. Sief et an der Konfliktpräventioun a bei der Promotioun vun engem nohaltegen an inklusive Fridden, iwwerall do, wou d'Frae méi impliziéiert si, geet et virun. Dofir ënnerstëtze mer och grad am Afghanistan, wou et am Moment besonnesch schwéier ass ze schaffen, eis Partner, déi sech weiderhin derfir engagéieren, dass och Fraen a jonk Meedercher eng fair Chance hunn, sech ze verwierklechen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Sech fir d'Gläichheet tëschent de Geschlechter anzesetzen, heescht, sech derfir anzesetzen, ons Ziler ze erreechen, de Klimawandel ze bekämpfen, d'extreem Aarmut auszemäerzen an d'Sécherheet op der Welt ze verbesseren. Mir wäerten ons Ziler net erreechen, wa mer d'Hallschent vun der Mënschheet ignoréieren.

An dofir loosse mir déi Dimensioun, ganz am Sënn vun onser feministescher Aussepolitik an der Ëmsetzung vun eiser neier Genderstrategie, verstäerkt an transversal an ons Projeten afléissen. Mir wäerten eis fir eng Verstäerkung vun der wirtschaftlecher Emanzipatioun vun de Fraen asetzen, wéi och fir de Schutz vun hirer sexueller a reproduktiver Gesondheet an hir Rechter. A genausou setze mir ons och fir d'Bekämpfung vu sexueller a genderspezifescher Gewalt, notamment a Konflikter, an.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, d'Acteure vun der Entwécklungszesummenaarbecht si sech eens, datt ëffentlech Gelder net duerginn, fir d'Objektiver vun enger nohalteger Entwécklung bis 2030 ze erreechen.

Aktuell Schätzunge ginn dervunner aus, datt zousätzlech bis zu véier Billiounen – dat si 4.000 Milliarden – US-Dollar gebraucht ginn, fir dës Ziler ze erreechen, an zwar pro Joer. Et steet also ausser Fro, datt ëffentlech Gelder an ëffentlech Acteuren net eleng fir dës Zomme kënnen opkommen.

Mee och Suen eleng ginn net duer. Fir déi gewalteg Erausfuerderungen unzegoen, musse mer nei Weeër goen: Mir mussen innovativ a kreativ sinn. Mir mussen all Méiglechkeeten notzen, déi sech ons bidden, a mir kënnen an däerfe keen d'office ausschléissen, wann et dréms geet, nei Äntwerten ze fannen op déi Froen, déi sech ons stellen.

Dat gëllt och fir de Privatsecteur, well et ass grad de Privatsecteur an onse Partnerlänner, deen Aarbechtsplaze schaaft an domat och eng Zukunft fir déi Jonk erméiglecht. Mir mussen d'Innovatioun an d'Dynamik, déi ouni Zweifel vum Privatsecteur ausgeet, fir ons Zwecker notzen.

D'Business Partnership Facility ass e gutt Beispill derfir, wéi d'Zësummenaarbecht vun Entreprisen aus dem Norde mat deenen aus dem globale Süde kann ënnerstëtzt ginn. Iwwert déi Business Partnership Facility ginn Aarbechtsplazen an onse Partnerlänner geschaaft an den Transfert vun Technologien ënnerstëtzt. Op der Basis vun den Erfarungen aus de viregten Editiounen hu mer dëst Joer d'Business Partnership Facility moderniséiert an un d'Besoine vum Privatsecteur, awer och vun eise Partnerlänner ugepasst.

Doriwwer eraus schaffe mer och dorunner, mat onser bilateraler Kooperatiounsagence, der LuxDev, déi néideg Instrumenter opzestellen, déi et erméigleche sollen, Projete mam Privatsecteur an onse Partnerlänner nach besser kënnen ze ënnerstëtzen, ëmmer mam Objektiv, ons nohalteg Entwécklungsziler ze erreechen.

Och d'Digitaliséierung spillt beim Erreeche vun onsen Ziler eng ganz wichteg Roll. Wärend der Pandemie huet de Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien net nëmme bei ons, mee och an onse Partnerlänner e grousse Schratt no vir gemaach. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Expertis an deem Beräich a mir mussen dorop opbauen, fir d'Efforten an onse Partnerlänner weider ze ënnerstëtzen.

Dofir hu mer och op europäeschem Niveau zur Grënnung vun enger globaler Plattform bäigedroen, dem Digital for Development Hub. A grad ewéi um nationale Plang setze mir zum Beispill och an der Entwécklungszesummenaarbecht an an der humanitärer Hëllef verstäerkt op Projeten an der Cybersécherheet. Ee Beispill dovun hunn ech scho genannt: Dat ass d'Cyberdelegatioun vum CICR. Mee och Projete wéi LuxWays, wou mer mam SnT vun der Uni Lëtzebuerg am Burkina Faso an am Senegal Doktorande forméieren, hunn d'Zil, d'Kapazitéiten an onse Partnerlänner am Beräich vun der Cybersécherheet ze stäerken.

Där Projete wäerte mer an Zukunft nach méi maachen, well d'Digitaliséierung et erlaabt, op ville Gebidder d'Etappen ze iwwersprangen: am Accès zu Bankservicer, an der Mobilitéit, an der Gesondheet an esou weider.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, Excellences, léif Nolauschterer, ee Wuert zum Space. Dëst ass e weidere Secteur, an deem Lëtzebuerg sech international duerch Innovatioun en Numm gemaach huet. An och wa „Space for Development" vläicht à première vue wäit hiergeholl kléngt, ass awer de Contraire de Fall. D'Innovatioun huet och an dësem Beräich d'Potenzial, nei Äntwerten ze fannen op d'Erausfuerderungen, déi sech ons haut stellen.

D'Konnektivitéit, wéi iwwer emergency.lu, am eLearning oder an der Telemedezinn iwwer SATMED, d'Observéiere vun an d'Adaptatiounen un d'Konsequenze vun Naturkatastrophe wéi Iwwerschwemmungen oder Dréchenten, d'Iwwerwaache vun der Entwécklung vun enger Recolte am Sahel oder och nach d'Moosse vun der Biodiversitéit an nohalteg geréierte Bëscher an Zentralamerika, dat sinn nëmmen e puer Beispiller fir konkreet Uwendunge vum Space for Development, wéi de Space eis och an eiser Entwécklungszesummenaarbecht zeguttkomme kann. Dëst wäert och e feste Bestanddeel vun eiser neier, nohalteger Spacestrategie ginn, déi ech elo deemnächst wäert an de Regierungsrot ginn.

Mir wäerten dofir och an dësem Domän weider schaffen, zesumme mat den Acteuren aus dem Secteur, fir d'Innovatioun hei fir ons Entwécklungszwecker ze notzen.

Dir Dammen an Dir Hären, et geet net méi duer, mat Bëton Schoulen oder Spideeler ze bauen, och wann dëst weiderhi ganz wichteg ass. Mir mussen anescht un d'Problemer erugoen, fir eng méi resilient Welt ze schafen. De „build back better and greener" ass an Entwécklungslänner oft e „build forward better and greener". Et ass kloer, dass mer méi Efforte musse maachen, fir insbesonnesch Afrika an eiser direkter Noperschaft ze entwéckelen, an nei Weeër musse goen, ouni dass mir déi Feeler maachen, déi mer an Europa oft gemaach hunn.

Dës Innovatioun gëtt et net ouni Recherche. An zu Lëtzebuerg hu mer d'Chance, en exzellenten an dynameschen Ekosystem an dësem Beräich ze hunn. Dofir si mer amgaang, zesumme mam FNR a mam Héichschoul- a Fuerschungsministère e gemeinsaamt Finanzéierungsinstrument fir d'Fuerschung auszeschaffen, eng Zort Research Partnership Facility. Hei geet et dréms, Chercheuren aus dem Norde mat deenen aus dem sougenannte „globale Süden" zesummenzebréngen, fir innovativ Fuerschungsprojeten ze férderen, déi Äntwerten op déi gewalteg Erausfuerderunge fannen.

Här President, léif Deputéiert, ech wëll hei nach zwee Punkten ënnersträichen, déi mer ganz wichteg sinn, wa mer iwwert d'Kooperatioun mam Privatsecteur schwätzen.

Deen éischten ass am Fong eng Evidenz. Et geet dréms, de Privatsecteur a wirtschaftlech Filièren an eise Partnerlänner ze entwéckelen, net eise Privatsecteur. De Privatsecteur am Süde soll wuessen a sech entwéckelen, Aarbechtsplaze schafen an eng Zukunft fir déi Jonk erméiglechen. Dofir wäert d'Lëtzebuerger Kooperatioun weider – natierlech! – dem Prinzipp vun der Aide non liée verflicht sinn, fir ons Partner am sougenannte „globale Süden" ze ënnerstëtzen.

An zweetens: D'Lëtzebuerger Kooperatioun ass wéi keen aneren Acteur zu Lëtzebuerg besuergt, der Suergfaltsflicht vun eise Betriber, dem Schutz vun de Mënscherechter, der Promotioun vu gerechte Sozialstandarden an dem Schutz vun der Ëmwelt Rechnung ze droen. Fir eis kënnt just eng Zesummenaarbecht mat engem responsabele Privatsecteur a Fro.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dofir hu mer bei onsen Instrumenter d'Exigenze vun der Due diligence verstäerkt, fir dass héich Standarde respektéiert musse ginn, ier eng Kooperatioun an d'A gefaasst ka ginn.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dir Dammen an Hären Deputéiert, et ass mer och wichteg, dass dat, wat mer maachen, analyséiert gëtt an evaluéiert gëtt op der Basis vu wëssenschaftlech verifizéierte Methoden. An et ass do wichteg, iwwert den eegene lokalen an nationalen Tellerrand erauszekucken, well dat ass eng Fro, déi sech iwwerall stellt. Mir mussen e Bléck vu baussen op d'Kooperatioun werfe fir ze gesinn, wat d'Projete bréngen, déi mir Länner am Norden zesumme mat de Länner aus dem globale Süden ëmsetzen. Hu mer déi richteg Approche? Sinn ons Instrumenter déi richteg? Ginn ons Projete genuch op d'lokal Gegeebenheeten Uecht an äntwere se op d'Besoinen an onse Partnerlänner?

An och hei kann d'Recherche ons weiderhëllefen, fir méi wäit ze goen a fir méi déifgräifend Analysen ze féieren, dat mam Zil, d'Wëssen an d'Verständnis vun deenen déiwen a komplexen Ursaache vun der Persistenz vun der Aarmut ze verbesseren.

An deem Sënn hunn ech dëst Joer en Accord mam LISER ënnerschriwwen, fir an deem Beräich méi enk zesummenzeschaffen. Hei hu mer wëlles, mam Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, kuerz J-PAL, zesummenzeschaffen, dee säin Europabüro op der Paräisser Wirtschaftsschoul huet an dee vun der Nobelpräisdréierin an der Ekonomie, der Madamm Esther Duflo, geleet gëtt, déi ganz vill an deem Beräich gefuerscht huet. Ech wëll, dass d'Resultater vun dëser Aarbecht dann op enger Konferenz zu Lëtzebuerg presentéiert ginn, déi Wëssenschaftler, Experten an Decideuren aus dem ëffentleche Secteur zesummebréngt.

Donieft wäerte mer 2023 och de Forum international francophone de l'évaluation zu Lëtzebuerg organiséieren, ëmmer mam Zil, d'Evaluatioun am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht ze verbesseren.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, och wann ech haut als Éischt – an Dir verstitt firwat – op d'Liewensmëttelsécherheet an der Welt an op ons Efforten an deem Beräich agaange sinn, bleift déi bilateral Entwécklungszesummenaarbecht e weesentlechen, dee gréissten Deel vun onser Kooperatiounspolitik an et ass bei Wäitem net ëmmer deen einfachsten. Ech hunn et uganks gesot: D'Situatioun a ville vun onse Partnerlänner ass fragill, an dat präägt ons Kooperatioun an deene Länner.

Am Sahel gesäit ee ganz extreem d'Resultat vum Zesummespill vun all deene Krisen, vun deenen ech uganks geschwat hunn. D'Resultat ass eng wuessend Onsécherheet an en ëmmer méi onstabille Gronn fir Entwécklungszesummenaarbecht.

Am Burkina Faso huet en Deel vun der Arméi am September bannent néng Méint fir d'zweet dëst Joer geputscht. Eis éischt Prioritéit war a bleift natierlech d'Sécherheet vun eise Leit um Terrain. Fir si sinn esou Situatioune bei Wäitem net einfach. D'Lag zu Ouagadougou war ufanks méi wéi oniwwersiichtlech, an den Ausseministère, zesumme mat der d'Ambassade an der LuxDev op der Plaz, huet d'Situatioun enk suivéiert a geréiert.

D'Cellule de crise op der Plaz an och ons Sécherheetsmesuren hu gutt funktionéiert, soudass ons Leit déi Situatioun gutt gemeeschtert hunn, wouriwwer ech natierlech immens frou sinn. Et weist awer och, wéi wichteg et ass, onse Sécherheetsdispositif ëmmer erëm op de Leescht ze huelen, fir ons Leit beschtméiglech ze schützen, a wéi wichteg och d'Sécherheetsformatioune sinn, déi mer ëmmer erëm fir ons Leit organiséieren.

Duerch deen éischte Putsch am Januar dëst Joer konnte mer leider net, wéi virgesinn, en neie PIC mam Burkina Faso ënnerschreiwen. D'Besoine sinn awer weiderhin immens grouss. An dofir hu mer, genau wéi och am Mali, d'Decisioun geholl, dass mer d'Bevëlkerung an eisem laangjärege Partnerland

grad elo net am Stach loossen a weider ënnerstëtzen, an dat op der Basis vun enger Transitiounsstrategie.

Dofir hu mer weeder de Budget fir d'Aktivitéite vun den ONGen nach dee vun onsen multilateralen oder bilaterale Programmer reduzéiert. Allerdéngs hu mer decidéiert, dass eng Rei vun deenen Aktivitéiten, déi do virgesi waren, direkt vun der LuxDev ëmgesat ginn an net méi iwwer zentral Fongen, déi mir zesumme mat der Regierung geréiert hunn. Eis Positioun ass do enk mat eisen europäeschen an aneren – wéi ee seet – „like-minded" Partneren ofgestëmmt.

Och am Mali huet sech déi kompliziéiert Situatioun am leschte Joer nach verschlechtert. Déi politesch Instabilitéit an d'Verschlechterung vun der Sécherheetslag, virun allem am Norde vum Land, hunn déi scho ganz schwiereg humanitär Lag nach verschäerft. Wéinst der katastrophaler humanitärer Situatioun a fir d'Kontinuitéit vun eisem laangjäregen Engagement am Mali sécherzestellen, hu mer ons Transitiounsstrategie do ëm zwee Joer, bis Enn 2024, verlängert, och fir der Bevëlkerung weiderhin eng Perspektiv an Hoffnung ze ginn.

Am Niger hu mer 2021 en neie PIC ënnerschriwwen. Dat ass mat 145 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer dee gréisste vun onse bilaterale Kooperatiounsprogrammer. Dat si grouss Zommen, mee et muss ee soen, dass d'Erausfuerderungen am Niger och gewalteg sinn.

Grad an dësem Land gesäit een d'Konsequenze vum Klimawandel ganz extreem. Dowéinst ass och fir d'éischt Kéier d'Action humanitaire e feste Bestanddeel vun dësem Programme indicatif de coopération, dat ganz am Sënn vun enger Nexus-Approche an der nohalteger Vernetzung vun onser Entwécklungszesummenaarbecht mam Humanitären.

Wéi ech am Februar zu Niamey war an och am Juni nach eng Kéier zesumme mam Staatsminister, konnt ech mer e Bild vun der Situatioun op der Plaz maachen. Et huet sech erëm bestätegt, wéi néideg ons Interventiounen do sinn. A menge Gespréicher mam President Bazoum an och mam Ausseminister Massoudou hu si ganz kloer d'Wichtegkeet vun onse Projeten ënnerstrach, dëst net nëmmen am Beräich vun der Educatioun an der Beruffsausbildung oder och dem Waasser, wou mir laang Jore Chef de file waren, mee och am Domän vun der inklusiver Finanz, wou mer d'Roll vum Chef de file wäerten iwwerhuelen. Hei wäerte mir ons Expertis kënnen abréngen, fir insbesonnesch Jonken a Fraen eng ekonomesch Perspektiv ze ginn.

Am Niger, genausou wéi am Mali, am Burkina Faso an um Cap Vert, hu mer dëst Joer och nach zousätzlech Mëttel zur Verfügung gestallt am Kampf géint d'Ernärungsonsécherheet. Déi sinn Deel vun deenen zousätzlechen 20 Milliounen Euro un Hëllef an deem Beräich, vun deenen ech uganks geschwat hunn.

De Senegal bleift, trotz der wuessender Instabilitéit an der Regioun vum Sahel, en zouverlässege Partner, mat deem mer op eng laangjäreg Kooperatioun vu bal 30 Joer zréckkucke kënnen. Mir hunn onse Programme indicatif de coopération do bis Enn 2023 verlängert an och eist finanziellt Engagement ëm 13,3 Milliounen erhéicht.

D'Resultater vun der Revue à mi-parcours vum PIC, déi mer dëst Joer mat onse Partner gemaach hunn, wäerten elo afléissen an d'Identifikatioun vum neien, deem fënnefte PIC, deen 2024 wäert ulafen.

De Cabo Verde, als klengen Inselstaat, ass de Konsequenze vum Klimawandel ganz besonnech ausgesat a gläichzäiteg extreem ofhängeg vun Importer. D'Präisdeierecht vun de Liewensmëttel als Konsequenz vum Ukrainkrich huet de Cabo Verde ganz haart getraff. D'Regierung huet Enn Juni eng Situation d'urgence économique et sociale do ausgeruff. Als Reaktioun dorobber huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun dräi Milliounen Euro zousätzlech bereetgestallt, fir d'Schoulkantinnen ze finanzéieren, an dat och an de Vakanzen. Hei hëllefe mer 89.000 Kanner, ëmgerechent 20 % vun der Bevëlkerung, sech ze ernären.

Dëst schreift sech och an eis global Ënnerstëtzung vun der School Meals Coalition an. Dat ass eppes, wat mer besonnesch um Häerz läit, well et hei dorëms geet, grad deene Jéngsten a Schwächsten ze hëllefen, déi am meeschten um Honger leiden.

Dës Kris weist awer och, wéi wichteg a richteg d'Ausriichtung vun eisem aktuelle Programme indicatif de coopération mam Cabo Verde ass. Nohaltege Wirtschaftswuesstem, eng energeetesch Transitioun, Zougang zu Drénkwaasser a Klimapolitik stinn hei am Mëttelpunkt vun eiser Aarbecht, déi mer an enger Approche-pays mat de Kolleege vum Ëmweltministère an Energieministère ëmsetzen.

An Asien si mer haaaptsächlech an zwee Länner aktiv, dat am Laos, onsem prioritäre Partnerland, an an der Mongolei, engem vun onse Projetslänner.

Mam Laos markéiere mer dëst Joer de 25. Gebuertsdag, souwuel vun eisen diplomatesche Bezéiunge wéi och vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. D'lescht Joer hu mer hei en neie PIC ënnerschriwwen, deen 2023, also d'nächst Joer, ulafe wäert.

Ufanks Dezember wäert ech elo zesumme mam Grand-Duc dohinner fueren, fir ons e Bild vun onser Entwécklungszesummenaarbecht op der Plaz ze maachen. An deem Kader wäert ech och déi néideg Accorden ënnerschreiwen, fir déi eenzel Programmer, déi mer am Laos ëmsetzen, ze lancéieren.

Am Juli dëst Joer war ech elo och an d'Mongolei, dat ënner anerem fir den 20. Gebuertsdag vun onser Entwécklungszesummenaarbecht an deem Land. Ons Projeten an de Beräicher vun der Telemedezinn a vun der kardiovaskulärer Medezinn droen e groussen Deel zur Verbesserung vun der gesondheetlecher Lag vun de Leit an der Mongolei bäi, inbesonnesch an ofgeleeëne Géigenden. Zesumme mat hirem Finanzminister hunn ech en neien Accord iwwer fënnef Joer ënnerschriwwen, fir d'Mongolei mat fënnef Milliounen Euro weider an dëse Beräicher ze ënnerstëtzen.

Am Kader vu menger Visitt hunn ech och dem FNUAP, dem Bevëlkerungsfong vun der UNO, ons Hëllef an der selwechter Héicht zougesot fir hir Projeten an den Domäner vun der Eliminatioun vun der Mammen- a perinataler Stierflechkeet. A mir wäerten och kucken, fir d'Unicef an der Mongolei an dësem Beräich ze ënnerstëtzen.

Ech hat dëst Joer och d'Geleeënheet, direkt zweemol an de Kosovo ze goen. Mir hunn hei en neie Kooperatiounsaccord ënnerschriwwen an och en MoU an der Héicht vu 35 Milliounen Euro, deen de Kader setzt fir ons Zesummenaarbecht fir d'Joren 2023 bis 2025. Mir wäerten do weiderhin an de Beräicher vun der Gesondheet an der Formatioun aktiv sinn, mat engem staarken Accent op Digitalisatioun an erneierbar Energien, dat mam Zil vum Schafe vun Aarbechtsplazen an der Verbesserung vun der ekonomescher Situatioun vun de Leit am Kosovo.

Wéi ech am Juli do war, hat ech och d'Geleeënheet, d'Manifesta 14 mat ze eréffnen. D'Kultur spillt eng ganz wichteg Roll bei der Entwécklung vun enger Gesellschaft, net just am Sënn vun der Formatioun vu Jonken an dem Schafe vun Aarbechtsplazen, mee besonnesch och am Zesummebrénge vu Gesellschaften, haaptsächlech a Kontexter wéi dem Kosovo, wou dat oft gespléckt ass. An dofir wëll ech kucken, wéi mir och soss an onse Partnerlänner Projeten am kulturelle Beräich verstäerkt ëmsetze kënnen.

Well och meng Visitt am September an de besate palästinensesche Gebidder huet gewisen, wéi wichteg d'Kultur, d'Musek an den Danz fir déi Jonk sinn, déi ënnert dem Noostkonflikt leiden. Wärend menger Missioun konnt ech déi vill Erausfuerderunge gesinn, mat deenen d'palästinensesch Bevëlkerung konfrontéiert ass, déi an der Westbank an zu Ostjerusalem wunnt. Déi weider Verschlechterung vun der Sécherheetssituatioun, dorënner eng wäitverbreete Gewalt, arméiert Afäll a Flüchtlingslageren, souwéi Restriktioune vun der palästinensescher Beweegungfräiheet a vun hirem Zougang zu Land, Ressourcen, Servicer a Beschäftegung, hu ganz grav negativ Konsequenzen op hir kierperlech a mental Gesondheet, wéi och méi breet gesellschaftlech Auswierkungen.

Geleet vun humanitäre Prinzippie leescht Lëtzebuerg humanitär Hëllef an de besate palästinenseschen Territoiren a mir setzen ons fir de Respekt vum internationalen humanitäre Recht an.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Zesumme mat onse Partner wäerte mer eis Efforten a puncto Entwécklungshëllef weiderféieren, andeems mer ausschliisslech d'Zivillgesellschaft an de besate palästinensesche Gebidder verstäerkt ënnerstëtzen, an dat a Secteure wéi der ländlecher a landwirtschaftlecher Entwécklung, der Gesondheet, dem Kampf géint Korruptioun an der psychosozialer Ënnerstëtzung.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Léif Deputéiert, Dir Dammen an Dir Hären, den Nicaragua ass zanter dësem Joer kee prioritäert Partnerland méi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Wéi Der wësst, hate mer schonn 2019 mat onser direkter bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht an deem Land opgehalen. An der Suite vun de Wale vum leschte Joer, déi alles anescht wéi fräi waren, an och der ëmmer weiderer Verschlechterung vun der Mënscherechtssituatioun op der Plaz, hu mer am Januar vun dësem Joer ons physesch Presenz, also d'Büroe vun der Ambassade, zougemaacht.

D'Regierung zu Managua ass ëmmer méi op Isolatiounskurs. Si huet d'Ambassadeure vun der EU a vun Holland aus dem Land gehäit respektiv zu Personae non gratae erkläert. All dat mécht d'Aarbecht an deem Land natierlech net méi einfach.

Mir wäerten awer weiderhi kucken, fir d'Populatioun an d'Zivillgesellschaft am Land iwwer Projete mat multilateralen Agencen an och mat ONGen ze ënnerstëtzen an ze stäerken, sou wéi mer dat och am Myanmar iwwer humanitär Projete maachen.

Am Salvador lafen ons Programmer och aus a mir musse kucken, wéi mer ons Kooperatioun do zukünfteg opstellen, fir der Bevëlkerung och do esou gutt wéi méiglech ze hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, d'Situatioun an onse Partnerlänner ass oft net einfach. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer ons méi breet opstellen. Wéi ech d'lescht Joer gesot hunn, reorientéiere mir ons an Zentralamerika deelweis nei a mir wäerte mat enger Rei Länner an Afrika méi enk zesummeschaffen.

Am Nicaragua, hunn ech elo just gesot, hu mer d'Büroe vun der Ambassade am Januar zougemaach. Et ass awer wichteg, dass mer an der Regioun present sinn, present bleiwen, eng Regioun, an där mer säit den 90er-Joren aktiv sinn.

Op der Basis vun de Resultater vun Iwwerleeungen, déi mer d'lescht Joer lancéiert hunn, hu mer wëlles, an Zentralamerika déi regional Zesummenaarbecht verstäerkt ze ënnerstëtzen. Et geet ons drëm, eng méi inklusiv an nohalteg regional Integratioun ze fërderen. Mir hunn dofir wëlles, méi verstäerkt mam Costa Rica zesummenzeschaffen.

Firwat de Costa Rica? Ee Grond dofir ass, dass de Costa Rica e stabillt Land ass, e Pôle de stabilité an der Regioun. Dir wësst och, dass mer iwwert den FCCF, de Forestry and Climate Change Fund, scho säit Joren do aktiv sinn, wierklech e Projet, dee Succès huet.

Doriwwer eraus ass och de Costa Rica un der Stäerkung vun der regionaler Zesummenaarbecht am Sënn vun enger Coopération triangulaire interesséiert. Dat heescht net, dass de Costa Rica elo e prioritäert Partnerland vun der Kooperatioun wäert ginn. Mir sinn natierlech weiderhin op déi mannst developpéiert Länner konzentréiert.

Mee de Costa Rica soll als eng Plattform, en Hub, fungéieren, als Basis fir ons Kooperatioun an a mat de Länner aus der Regioun, wéi och aner EU-Memberstaate wéi Frankräich, gradesou wéi d'Europäesch Unioun selwer dat mécht, well si organiséieren och hir Kooperatioun an der Regioun vu San José aus. Mir wäerten dofir och ons Ambassade aus dem Nicaragua an de Costa Rica transferéieren.

Am Februar dëst Joer war ech och am Benin, engem Nopeschland vum Burkina Faso an dem Niger um Golf vu Guinea. De Benin steet op der Lëscht vun der OCDE vun deene sougenannten „am mannsten entwéckelte" Länner op der Welt. Bei där Geleeënheet hu mer eng Lettre d'entente ënnerschriwwen, fir ons Zesummenaarbecht ze verstäerken a Secteure wéi der berufflecher Ausbildung an der inklusiver an nohalteger Finanz.

Zesumme mat der Belsch wäerte mer ënnert anerem e Projet ëmsetzen, deen zum Zil huet, eng nohalteg a lokal Landwirtschaft ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dobäi wäerte mer och a Beräicher wéi der Gouvernance an dem Rechtsstaat an och der Ëmwelt an dem Klimawandel aktiv sinn. Fir dës Zesummenaarbecht kënne méi effikass ëmzesetzen, wäerte mer 2023 och hei e Büro opmaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Ruanda gehéiert genausou wéi de Benin zu deene sougenannten am mannsten entwéckelte Länner op der Welt. E war wärend laange Joren e Partnerland vun der Kooperatioun an eng Rei vu Lëtzebuerger ONGe sinn haut am Ruanda aktiv, ënner anerem an der Educatioun, an der Beruffsausbildung, an der Gesondheet an an der Preventioun vu Konflikter.

Ons Kooperatiounsagence, d'LuxDev, huet am September hei e Büro opgemaach zu Kigali, fir ons Zesummenaarbecht och mat onsen europäesche Partner sur place ze verdéiwen. Esou wäerte mer zum Beispill och hei mat der Belsch e grousse Projet ëmsetzen, fir nohalteg an inklusiv Landwirtschaft ze ënnerstëtzen an domat zu der Ernärungssécherheet am Ruanda bäizedroen.

Ech war d'lescht Joer op d'Plaz, genausou wéi am Juni dëst Joer zesumme mam Staatsminister. D'Besoinen genau wéi d'Potenzial am Ruanda si grouss. A gläichzäiteg muss ee selbstverständlech och am Hannerkapp behalen, dass do, wéi an enger Rei vun onsen anere Partnerlänner, net alles perfekt ass, bei Wäitem net. Et däerf een op kee Fall d'Ae verschléisse virun de Problemer, déi et och hei a puncto Rechtsstaat a Respekt vun de Mënscherechter gëtt.

Dofir hunn ech dat och bei menge Visitten d'lescht Joer an och am Juni dëst Joer ganz direkt ugeschwat an ech hu bei menge Gespréicher, sief dat mam Ausseminister oder mam Finanzminister, e ganz oppent Ouer derfir fonnt. Ech kann Iech och soen, dass mer bei eiser Entrevue mam President vum Ruanda och en oppent Ouer fir déi Theeme fonnt hunn.

Mir ass et wichteg, dass mir ons an deene Länner, an deene mer present sinn, fir d'Verbessere vum Respekt vun de Mënscherechter an dem Rechtsstaat asetzen. Dat kënne mer awer just maachen, wa mer sur place sinn, wa mer déi Saachen eeben uschwätzen. Et kann een entweeder d'Situatioun ignoréieren an de Kapp an de Sand stiechen oder et kann ee Problemer, déi et gëtt, aktiv ugoen a probéieren, eppes ze änneren an d'Situatioun ze verbesseren. Ech wäert ëmmer zu där zweeter Kategorie gehéieren.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | D'ekonomesch Dimensioun ass sécher eng wichteg Dimensioun vun der Entwécklung vun engem Land, mee et ass an däerf net déi eenzeg sinn. An dofir wäerte mer verstäerkt Projete maachen, déi ganz prezis dorop hinzilen, de Schutz vun de Mënscherechter ze verbesseren. An deene Länner, an deene mer aktiv sinn, wäerte mer en Deel vun onsem Budget dorop verwennen, fir Projeten ëmzesetzen, déi zum Zil hunn, ganz spezifesch de Respekt vun de Mënscherechter ze stäerken. A mir wäerte weiderhi sougenannt Défenseurs des droits humains ënnerstëtzen, wéi mer dat zum Beispill mat der ONG Front Line Defenders maachen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Excellences, léif Nolauschterer, an engem Mount wäerte mer op den Assisen och d'Geleeënheet hunn, fir iwwert dat Theema ze schwätzen. Nieft der Sécurité alimentaire wäerten d'Mënscherechter als zweet Haapttheema op den Assisen ugeschwat ginn. Ech hätt do gären e breeden Austausch zu deem Theema, fir nei Iddien an deem Beräich ze diskutéieren an duerno ëmzesetzen.

An ech si frou, dass mer no dräi Joer endlech erëm kënnen d'Assisen en présentiel halen. Et ass wichteg fir d'Kooperatioun zu Lëtzebuerg, deen Austausch ze hunn. An et ass och gutt, dass de Cercle des ONG erëm bereet ass, en Deel vun den Assisen ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësen onsécheren Zäiten ass et indispensabel, sech kënnen op staark Partner ze stäipen, fir ons Ziler ëmzesetzen. A gläichzäiteg ass et wichteg, dass mer selwer, selwer e verlässleche Partner um internationale Plang sinn. Dofir ass a bleift ons multilateral Kooperatioun en elementare Bestanddeel vun onsen Aktivitéiten.

D'Ofkommessen, déi mer d'lescht Joer mat verschiddenen UNO-Agencen ënnerschriwwen hunn, hu mir dëst Joer duerch eng Rei weider Partenariater ergänzt. Ech sinn houfreg, dass mer am Juli eisen éischte Partenariat mat UN Women fir 2023 bis 2025 konnten ënnerschreiwen. Dëse setzt e kloert Zeeche fir eng nach méi enk Zesummenaarbecht fir d'Rechter an d'Autonomie vun de Fraen a Meechercher op der ganzer Welt.

Donieft hu mer am Ufank vum Joer och en neit Partenariat iwwer véier Joer mat der Internationaler Organisatioun fir d'Aarbecht, der OIT, ënnerschriwwen. D'Covidkris huet gewisen, wéi wichteg sozial Schutzsystemer sinn, fir d'Mënsche virun alldeegleche Risiken, systeemesche Krisen a Schocken ze schützen. An dorop wäerte mer mat der OIT schaffen.

Ons Entwécklungszesummenaarbecht schreift sech selbstverständlech och weiderhin an eng gemeinsam europäesch Approche an. D'Zesummenaarbecht vun der Europäescher Unioun ass iwwert déi lescht Joren ëmmer méi enk ginn an huet am Team Europe säin Ausdrock fonnt.

Ob am Kontext vun der Covidpandemie oder och bei der aktueller Ernärungskris, d'Team Europe huet bewisen, dass mer zesummen als Europäer séier an effikass kënnen hëllefen. Duerch eng effizient Koordinatioun ënner europäesche Partner konnte mer zum Beispill zesummen zousätzlech 600 Milliounen Euro mobiliséieren, fir géint den Honger an Afrika, der Karibik an dem Pazifik virzegoen.

Mir wäerten ons um europäesche Plang weider fir ons Valeuren a Prioritéiten asetzen an insbesonnesch derfir, dass och déi europäesch Entwécklungszesummenaarbecht sech weiderhin op déi Länner konzentréiere soll, wou d'Besoinen am gréisste sinn, an deene Mënschen hëllefe soll, déi am meeschten an der Nout sinn.

Déi nei Strategie vun der EU, de Global Gateway, ass e wichtegt Instrument fir den Engagement mat Drëttstaaten. Bei der Ëmsetzung vun där Strategie dierfe mer als Europa op kee Fall eis fundamental Visioun, eis fundamental Valeuren a Prinzippien aus den Ae verléieren: D'nohalteg Entwécklungsziler, d'Geschlechtergerechtegkeet an eng ambitiéis Mënscherechtspolitik mussen eis éischt Prioritéite bleiwen.

Mir sinn, dat wësse mer alleguer, net dat gréisste Land op der Welt mat deene meeschte Moyenen. Mir brauchen ons europäesch an international Partner, ouni déi mer ons nohalteg Entwécklungsziler net kéinten ëmsetzen. Dofir ass dës Zesummenaarbecht ëmsou méi wichteg an ech si frou, dass mer se weiderféieren an nach verstäerke konnten. Mee net nëmmen op europäeschem an internationalem Plang brauche mer staark Partner.

Fir eng modern an innovativ bilateral Kooperatioun ëmzesetzen, brauche mer och eng effikass, kompetent an engagéiert Agence d'exécution, déi bereet ass, nei Weeër matzegoen. Mir brauchen eng Agence, déi gutt opgestallt ass fir ze hëllefen, ons bilateral Kooperatiounspolitik ëmzesetzen, an enk mat ons zesummeschafft, sief dat hei an der Capitale, wéi mer soen, oder um Terrain.

Zu deem Zweck hu mer an de leschte Wochen a Méint och déi néideg Ännerungen an der Gouvernance vun onser Agence, der LuxDev, gemaach. Mir hunn nei Statuten, en neie Conseil d'administration an en neien Directeur général en place gesat, dat alles mam Zil, eng méi effikass an eng méi innovativ Kooperatiounspolitik wéi virdru kënnen ëmzesetzen.

Ech erwaarde mer dovun eng besser an eng méi enk Zesummenaarbecht, fir ons Projete méi séier a méi effizient ze formuléieren an duerno um Terrain och ëmzesetzen. An ech muss soen, dass ganz vill Leit vun der LuxDev, déi ech reegelméisseg op menge Visitten a Reunioune begéinen, eng exzellent Aarbecht maachen a motivéiert sinn, déi nei Weeër och mat anzeschloen.

En anere wichtege Partner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sinn d'ONGen. Si hunn eng ganz wichteg Roll an onser Kooperatioun ze spillen. Si sinn um Terrain, si schaffe ganz enk mat lokale Partner zesummen a si kennen d'Besoine vun de Leit.

Wéi ech elo am Juli a Palästina war, konnt ech mer e Bild maache vun der schrecklecher Situatioun op der Plaz a vun de schwieregen Ëmstänn, an deene vill Kanner liewen oder, besser gesot, iwwerliewe mussen. An ech konnt op en Neits erëm gesinn, wéi eng wichteg Aarbecht d'ONGen op der Plaz maachen, zum Beispill am Beräich vun der psychologescher Ënnerstëtzung vun de Kanner, déi ënnert dem Konflikt an der Oppressioun leiden.

E Projet wéi den Teacher Creativity Center zu Bethlehem ass kruzial, fir d'Kanner opzefänken an hinnen ze hëllefen, fir mat hirem Leed, dat se dagdeeglech an de besatene palästinensesche Gebidder erliewen, fäerdegzeginn.

91 Lëtzebuerger ONGen hu beim Ministère en Agrement. Si setzen insgesamt ronn 16 % vun onser Entwécklungshëllef ëm. Aktuell finanzéiert de Ministère 23 Entwécklungs-accord-cadren, 2 Accord-cadren am Konsortium an 93 Entwécklungsprojeten, déi vu 60 ONGen ëmgesat ginn.

D'ONGe bleiwe vun de weltwäite Verwerfungen an der domat verbonnener Präisdeierecht natierlech net verschount. Mee ech hunn et d'lescht Joer gesot, an et ass mer wichteg, et hei nach eng Kéier ze ënnersträichen: An Zäite vu Covidpandemie a vun enger Baisse vun eisem RNB hate mer onsen Engagement an ons Ënnerstëtzung fir d'ONGe konstant ganz héich gehalen. Et ass zu kengen Aspuerungen oder Aschnëtter bei den ONGe komm. Am Géigendeel: De Ministère huet sech a Covidzäite ganz flexibel gewisen an huet senge Partner et erlaabt, Budgeten ëmzeverdeelen, do wou se am meeschte gebraucht gi sinn.

An dat ass och an der aktueller Situatioun net anescht. Dofir hu mer och derfir gesuergt, dass an de Budgete vun de Projeten déi néideg Flexibilitéit genotzt ka ginn, fir op déi aktuell Situatioun ze reagéieren. Do wou nach Sputt no uewe war am Kader vun de virgesinne gesetzleche Limitten, konnten d'ONGen zousätzlech Ënnerstëtzung ufroen.

Mee mir ass et wichteg, dass d'ONGen déi essenziell Aarbecht, déi se an der Entwécklungszesummenaarbecht leeschten, och weiderhi kënne maachen. An dofir wäerte mer hinnen eng zousätzlech Ënnerstëtzung bei hire Frais administratifs ginn. Mir wäerten also de Plaffong, dee bei der Berechnung vun de Frais administratifs réels geholl gëtt, fir d'Ënnerstëtzung vum Staat ze rechnen, erëm vu 14 % op 15 % eropsetzen. Dat heescht ganz konkreet, dass mer déi Moossnam, déi 2016 decidéiert gi war, erëm réckgängeg maachen, fir domat ons ONGen an hirer Aarbecht ze stäerken.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Wéi ech d'lescht Joer ugekënnegt hat, leeë mer e verstäerkten Akzent op d'Sensibilisatioun an d'Entwécklungseducatioun, woubäi d'ONGen e wichtege Partner sinn. Dofir hu mer dëst Joer och déi finanziell Mëttelen op där Budgetslinn staark an d'Luucht gesat, vun 2,7 Milliounen Euro 2021 op 4 Milliounen Euro dëst Joer. A mir hunn zwee Mandater fir de CITIM, de Centre d'information Tiers Monde, a fir Rethink Your Clothes verlängert. Dat ass e Projet, dee mir och als Ekonomiesminister ganz staark um Häerz läit. Et geet hei drëms, d'Leit doriwwer ze sensibiliséieren, wou hir Kleeder hierkommen, wéi se produzéiert ginn, an e Bewosstsinn dofir ze schafen, wéi wichteg eng nohalteg Produktioun an d'Benotze vu Kleeder sinn, an eis och ze weisen, wou se landen.

An ech géif all déi, déi dat nach net gesinn hunn, invitéieren, sech dat ukucken ze goen an de „Lët'z Refashion"-Shop, deen um Roude Pëtz ass, wou eng ganz androcksvoll Expositioun ass vun enger ONG aus dem Ghana, déi eis weist, wou eis Fast Fashion konkreet lant. An där Beispiller gëtt et natierlech eng sëlleger an eise Gesellschaften.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Léif Deputéiert, nieft der Ënnerstëtzung fir ons ONGe gi mir och all Joer jonken Unis- oder BTS-Absolventen d'Méiglechkeet, sech am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der Action humanitaire ze engagéieren. Se kënnen esou éischt berufflech Erfarungen um Terrain sammelen, sief dat als Junior Professional Officer oder Volontaire bei den UNO-Agencen, als Assistants techniques juniors bei der LuxDev an de prioritäre Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun oder an enger EU-Delegatioun als Jeunes experts bei der EU-Kommissioun oder beim Auswäertegen Déngscht vun der Europäescher Unioun.

Här President, d'Finanzministesch huet et virun engem Mount gesot, wéi se de Budget fir 2023 virgestallt huet: D'Zeeche vun der wirtschaftlecher Entwécklung sinn net esou positiv, wéi mer ons dat géife wënschen. Trotzdeem wäert ons APD duerch déi wirtschaftlech Entwécklung 2022 dëst Joer viraussiichtlech fir d'éischte Kéier iwwer 500 Milliounen Euro leien. An d'Regierung wäert, wéi och déi Jore virdrun, un hirem Zil festhalen, 1 % vun onsem Bruttonationalakommes fir d'Entwécklungs- an d'humanitär Hëllef opzewenden.

Well mir sinn net eleng op der Welt an e Stuerm bei onsen Noperen huet ëmmer och Konsequenzen op ons. D'Nout an der Welt gëtt net méi kleng, an dofir ass et selbstverständlech, dass mir alles maachen, fir dergéint unzekämpfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dës Ried dëst Joer dem Ann Kemmer a senger Famill widmen.

D'Ann Kemmer, ons jonk Chargée d'affaires am Niger, ass leider virun e puer Woche ganz onerwaart verstuerwen. D'Ann war eng extreem kompetent, engagéiert a léif Persoun, déi sech bei ons säit Laangem ganz staark fir d'Entwécklungszesummenaarbecht agesat huet. An onser Kooperatiounsfamill an doriwwer eraus huet d'Ann e grousst Lach hannerlooss a mir wäerten et ni vergiessen.

Ech wëll op dëser Plaz awer och dem Raymond Bausch gedenken, dee vill ze fréi vun ons gaangen ass an dee mat ganz vill Engagement ee Joer laang de Conseil d'administration vun der LuxDev geleet huet.

Zum Schluss wëll ech jiddwerengem Merci soen, dee sech mat eis zesummen asetzt, fir iwwert d'Kooperatioun an d'humanitär Hëllef d'Welt dobaussen zu enger besserer ze maachen, sief dat bei der LuxDev oder bei den ONGen, déi esou eng wichteg Aarbecht hei zu Lëtzebuerg an um Terrain leeschten, oder och bei onsen internationale Partner bei der EU oder bei den UNO-Agencen, mee awer och menge Leit am Ministère an op den Ambassaden, ouni déi mer dat alles net kéinten ëmsetzen an déi dat ganzt Joer esou engagéiert a motivéiert schaffen. Ouni Iech all kéinte mer ons Ziler net erreechen.

An et ass just zesummen, an enger globaler Solidaritéit, wéi mer déi grouss Erausfuerderunge kënne meeschteren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Kooperatiounsminister Franz Fayot. Ech ginn dem Här Kooperatiounsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.43 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Brûleurs diesel	6719	Fred Keup	77
Cyberattaque sur le groupe Encevo	6724	Sven Clement	77
Hausse du prix du gaz	6750	Gilles Roth	78
Prix de l'électricité sur les bornes de recharge	6752	Marc Goergen	78
Production d'armes	6767	Mars Di Bartolomeo	79
Incidence de l'inflation sur les coûts des hôpitaux	6799	Gilles Baum, André Bauler	79
Égalité entre hommes et femmes dans le domaine du sport	6800	Carole Hartmann, Claude Lamberty	79
Marquage routier fluorescent	6801	Marc Goergen	80
Affichage d'informations sur les bornes de recharge	6804	Marc Goergen	80
Taux d'occupation des lits en soins intensifs	6807	Jeff Engelen	80
Plan de délestage en cas de coupure de gaz naturel	6811	Max Hahn	81
Amende pour un réseau social	6817	Mars Di Bartolomeo	81
État de la N7 entre « Këppenhaff » et « Fridhaff »	6819	André Bauler	81
Contrôle à distance de la température par le « Smartmeter »	6824	Fred Keup	82
Accusations envers la présidente du conseil d'administration de Cargolux	6829	Sven Clement, Marc Goergen	82
Risque d'un retour de la poliomyélite	6830	Josée Lorsché, Marc Hansen	82
Stratégie dans le domaine des crypto-actifs	6831	Laurent Mosar	82
Réforme du cadre budgétaire européen	6832	François Benoy	83
Plainte contre la taxonomie verte de l'UE	6833	Fred Keup, Fernand Kartheiser	84
Expulsions d'élèves	6834	Fred Keup	84
Développement durable dans la coopération	6835	Fred Keup	85
Contrat-type d'agrément des médecins libéraux	6836	Laurent Mosar	85
Populations de poissons	6837	Fred Keup	86
Mise en berne des drapeaux nationaux	6838	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	86
Réserves pétrolières nationales	6839	Fred Keup, Fernand Kartheiser	86
Changement d'horaires des trains de la ligne 10	6840	André Bauler	87
Réglementation des engrais	6841	Martine Hansen	87
Résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation	6842	Laurent Mosar	88
Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	6843	Fernand Kartheiser	88
Plateforme d'échange de données nationale	6844	Fernand Kartheiser	88
Ligne scolaire A05 entre Niederwampach et Clervaux	6845	Jeff Engelen	89
Chauffeurs d'autobus	6846	Jeff Engelen	89
Information des communes des changements d'horaires des transports publics	6847	Marc Lies	89
Pannes d'électricité	6849	Marc Spautz	90
Changement d'horaires des trains de la ligne 10	6850	Martine Hansen	90
Santé mentale	6851	Max Hengel	91
Initiation des chauffeurs du service Adapto	6852	Martine Hansen	91
e-Bichelchen	6853	Martine Hansen	92
Exclusion de Taiwan de l'« International Civil Aviation Organization »	6854	Fernand Kartheiser	92
Moyens des offices sociaux	6855	Léon Gloden	92
Aides financières pour l'Ukraine	6857	Fernand Kartheiser	93
Prise de rendez-vous pour un test tuberculine auprès de la Ligue médico-sociale	6858	Carole Hartmann	93
Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	6859	Laurent Mosar	94
Étiquette d'oreille pour bétail	6860	Martine Hansen	94
Directeur général de lux-Airport	6861	Gilles Roth, Serge Wilmes	94
Droit à l'accompagnement du patient	6862	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	94
Distribution de l'huile de cannabis	6864	Sven Clement	95
Prime énergie pour l'année 2022	6865	Myriam Cecchetti	95
Allocation de vie chère et prime énergie	6866	Marc Goergen	95
Mise à disposition de voitures de leasing	6867	Léon Gloden	95
Prêts immobiliers contractés par des acquéreurs de logements réalisés par les promoteurs publics	6868	Nathalie Oberweis	96
Lutte contre le travail forcé	6869	Fernand Kartheiser	96
Impact de la baisse du taux de la TVA pour les entreprises	6870	Roy Reding	97
Investissements dans les « start-up »	6871	Roy Reding	97
Attractivité de la place financière	6872	Roy Reding	97
Vaccins périmés	6873	Sven Clement	97
Jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant la conservation des données	6874	Gilles Roth, Laurent Mosar	98
Parking du Lycée technique agricole Gilsdorf	6876	Martine Hansen	98
Session ordinaire 2022-2023			
Licenciements chez Husky Technologies	7847 urgente	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	99

Brûleurs diesel | Question **6719** (26/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi d'Regierung an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6042 schreift, ginn am Fall vun enger Gasknappheet de Wanter fir d'éischt déi grouss Betriber ofgeschalt. Wéi haut am „Quotidien" ze liese war, kéinte vill Betriber hiert Gasspuerpotenzial erhéijen, wann si méi staark op Dieselaggregater zeréckgräifen. Eng Rei Betriber halen sech sou Apparater als Reserveinfrastruktur, fir de Fall vu gréisseren Aarbechten un hirem Gasequipement. Weider war am „Quotidien" awer ze liesen, datt d'Autorisatioun fir den Asaz vun esou Generatoren d'Limitatioun op eng prezis Unzuel u Stonne pro Joer virgesäit.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung sech virstellen, am Fall vun enger Gasknappheet kuerzfristeg provisoresch Autorisatiounen ouni zäitlech Asazlimitt fir Dieselaggregater auszestellen, fir de Betriber an der Noutsituatioun eng méiglechst onbürokratesch Ëmstellung ze erméiglechen?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Dieselaggregater, esou wéi se zum Beispill als Noutstroumaggregater agesat ginn, brauche keng Autorisatioun vum Ëmweltminister, et brauchen dohier och keng provisoresch Autorisatiounen ausgestallt ze ginn.

Dieselaggregater brauchen awer ab enger bestëmmter Gréisst eng Geneemegung vum Aarbechtsminister op Basis vum Kommodosgesetz. Dës Geneemegunge gesinn allerdéngs keng zäitlech Asazlimitt vir.

Cyberattaque sur le groupe Encevo | Question **6724** (26/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 22. Juli gouf et eng Cyberattack op den Energiekonzern Encevo, bei deem leider vill perséinlech Donnéeë vu Clientë geklaut goufen. Betraffe Clientë

kruten elo ee Bréif, an deem se op méiglech Phishing-Tentative prepareiert ginn a wou gebiede gëtt, dësen op kengem Fall nozekommen.

Ënnert deenen Donnéeën, déi geklaut goufen, fannen sech och d'Bankdonnéeë vun de Clienten, wat et den Hackere kéint erlaben, ee SEPA-Direct-Debit-Mandat ze initiéieren, wëssend, dass dëst Mandat komplett digital agereecht ka ginn an d'Kontroll, ob Ënnerschrëfte vun de Clienten tatsächlech virleien, nëmmen ex-post ka gemaach ginn, nodeems de Client reklaméiert an eng Transaktioun annuléiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Waren d'IBAN-Donnéeën, déi bei der Fuite vum 22. Juli bei Encevo geklaut goufen, verschlësselt? Falls jo, wéi eng Verschlësselungsmethod gouf hei agesat?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi potenziell Affer vu Bedruch duerch d'Bréiwer vun Encevo genuch gewarnt goufe viru méiglech falschen Ofbuchungen?

3. Firwat gouf net op dem Client säi Recht ënnert den SDD-Reegelen higewisen, fir frauduléis Domiciliatioune wärend 180 Deeg réckofwéckelen ze loossen?

Réponse (10/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Op Nofro huet de Grupp Encevo informéiert, dass d'IBAN-Donnéeë vun hire Clienten, déi an hire Systemer respektiv Base-de-Donnéeë stockéiert sinn, duerch appropriéiert technesch an organisatoresch Mesurë securiséiert sinn, déi den héchste Standarden an de beschte Praktiken an deem Beräich gerecht ginn. Déi Systemer sinn den 22. Juli net attackéiert ginn, mee verschidden aner Fichieren, déi IBAN-Nummeren enthalen hunn, si bei der Attack illegalerweis extrahéiert ginn. Doropshin huet Encevo de potenzielle Risiko analyséiert, dee besteet, wann een IBAN-Nummeren zesumme mat anere perséinlechen Donnéeë probéiert ze mëssbrauchen. D'Resultat dovunner ass, dass ausser „phishing" et eigentlech net méiglech ass, mat deenen Donnéeë frauduléis Transaktiounen ze maachen, well d'Banke mëttlerweil eng Zwee-Facteur-Identifikatioun verlaangen, fir kënnen online Iwwerweisungen ze maachen. Dem Kenntnisstand vun Encevo no si bei der Cyberattack keng Donnéeën iwwer Kreditkaartennummeren oder Passwierder piratéiert ginn.

ad 2. Encevo huet iwwer d'Cyberattack mat Hëllef vu verschiddene Medien informéiert, sou wéi déi legal Virschrëften dat virgesinn. Nieft der Notifikatioun un d'CNPD huet Encevo iwwer d'Medie mat Hëllef vu Pressecommuniquéen informéiert mam Zil, sou vill wéi méiglech Leit ze erreechen. Do dernieft huet Encevo een dediéierten Internetsite opgemaach (https://www.encevo.eu/en/encevo-cyberattack) an eng Telefonsnummer en place gesat, fir hire Callcenter ze kontaktéieren, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, ee Maximum vun Informatiounen iwwer d'Cyberattack an de Klau vun Donnéeë kënnen ze kréien.

Wa Clienten identifizéiert gi sinn, déi duerch d'Attack concernéiert waren, dann hunn déi Clienten eng detailléiert Notifikatioun a Bréifform kritt, sou wéi den Artikel 34 vum GDPR dat virgesäit. D'CNPD huet den Inhalt vun deene Kommunikatioune matgedeelt kritt an hat keng weider Kommentaren oder Demandë fir ze änneren. An deene Bréiwer huet Encevo genee erkläert, wéi eng Donnéeë betraff waren a wéi ee potenzielle Risiko a Konsequenzen aus deene Fuitte kéinte resultéieren. Weiderhi sinn och nach verschidde méi konkreet Recommandatioune gemaach gi fir ze verhënneren, dass déi geklauten Donnéeë frauduléis oder abusiv genotzt kënne ginn.

ad 3. Encevo selwer hätt keng Informatiounen a wier och net vu Clienten oder vun hire Banken an deem Sënn kontaktéiert ginn, dass Bankdonnéeën op onéierlech oder frauduléis Manéier iergendwéi benotzt gi wieren, och net fir frauduléis Domiciliatiounen oder Versich vu sou frauduléisen Domiciliatiounen. D'Absicht vun de Bréiwer, déi betraffe Cliente geschéckt kruten, wier gewiescht, fir hinne prezis Recommandatiounen ze ginn, besonnesch fir hir Bank ze kontaktéieren an iwwert den Dateklau ze informéieren an an nächster Zäit besonnesch gutt ze kontrolléieren, ob ongewéinlech Beweegungen op hirem Bankkonto stattfonnt hunn.

A Consideratioun vun de bestoende Sécherheetsreegelen am Bankeberäich, dorënner déi fir SEPA Direct Debit (SDD), wier Encevo zur Schlussfolgerung komm, dass et net noutwenneg wier, fir de betraffene Clienten ze recommandéieren, fir hir Bankkontoen zouzemaachen.

Hausse du prix du gaz | Question **6750** (31/08/2022) de **M. Gilles Roth** (CSV)

An engem Communiqué huet Enovos Detailer ginn zu der Hausse vun de Gaspräisser vum 1. Oktober un. Deemno hätt en Duerchschnëttshaushalt vu véier Leit mat engem duerchschnëttleche Joresverbrauch vun 3.300 Kubikmeter an Zukunft Gaskäschte pro Joer vu 5.400 Euro. Dat si ronn 2.400 Euro méi, wéi aktuell fir déi selwecht Quantitéit muss bezuelt ginn. Dës an aner Präishaussë bei Energieträger wäerten e substanziellen Impakt op de finanzielle Spillraum vu ville Menagen hunn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Wéi ass déi aktuell Gewiichtung vu Gas, Heizungsmasutt, Stroum a Carburant (Bensinn an Diesel) am Index-Wuerekuerf?

– Wéi misst déi Gewiichtung opgrond vun den aktuellen a kommende Gaspräisser (vum 1. Oktober un) ugepasst ginn?

– Wat wier den Afloss op d'Declenchéiere vun enger nächster Indextranche, wann een der reeller Gewiichtung – i. e. eng Gasrechnung, déi par rapport zum leschte Joer 2.400 méi héich ass – géif Rechnung droen?

Réponse (10/10/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

D'Gewiichtung vun den eenzele Positiounen am Indice des prix à la consommation national (IPCN) gëtt all Joer iwwert e Règlement grand-ducal fixéiert. Dësen Tableau gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Gewiichtung vum Stroum, Gas, Heizungsmasutt, Diesel a Bensinn am IPCN fir d'Joer 2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

De „règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation" gesäit a sengem Artikel 2 vir, dass:

« la liste des positions de référence de l'indice des prix à la consommation et de leur pondération est révisée annuellement pour tenir compte des modifications dans les habitudes de consommation ».

E gesäit zousätzlech vir, dass:

« les révisions annuelles de la liste des positions de l'indice et de leur pondération font l'objet de règlements grand-ducaux à prendre chaque année [...] ».

Dës annuell Revisioun vum Gewiichtungsscheema gëtt am Kader vun der „Commission Indice des prix" an am Conseil économique et social (CES) aviséiert. D'Beruffschambere ginn och am Kader vun der järlecher Revisioun vum Gewiichtungsscheema consultéiert.

D'Gewiichtungsscheema gëtt gemengerhand vum Privatkonsum vun de Stéit aus den Nationalkonte vum virleschte Joer (t-2) ofgeleet, an op d'Präisser vum leschte Joer (t-1) aktualiséiert, ënnert der Hypothees, dass strukturell Ännerungen am private Konsum iwwert déi Period limitéiert sinn.

Duerch d'Covidkris ass d'Konsumstruktur zanter 2020 awer staark beaflosst ginn, an eng einfach Präisaktualiséierung geet net méi duer, fir d'Representativitéit vum Gewiichtungsscheema ze garantéieren. Am Aklang mat de methodologeschen Empfeelunge vun Eurostat[1] berout d'Gewiichtungsscheema 2023 dofir op de leschte verfügbaren Donnéeën an deckt d'Period vum véierte Quartal 2021 bis zum drëtte Quartal 2022 of, op d'Präisser vun Dezember 2022 aktualiséiert. Well dës Donnéeën eréischt am Januar 2023 wäerte verfügbar sinn, kann zum aktuellen Zäitpunkt nach net gesot ginn, wéi d'Gewiichtung vun den eenzele Positiounen am Verbraucherpräisindex IPCN fir 2023 wäert ausgesinn.

Prix de l'électricité sur les bornes de recharge | Question **6752** (01/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op RTL gëtt den Enovos-Direkter an engem Artikel zu den héije Gaspräisser vun haut (31. August) zitéiert. Laut dem Direkter wier dëst Joer de Präis vum Stroum ëm 2,5 % an d'Luucht gaangen, fir d'nächst Joer misst ee mat „signifikanten" Haussë vun 30 % bis 40 % fir Privatpersoune rechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wäerten d'Präisser vum Stroum op den Elektroborne méi deier ginn? Wa jo, ëm wéi vill?

2. Wann d'Präisser an d'Luucht ginn, wäert d'Regierung hei Hëllefe fir d'Konsumenten ubidden, fir dass dës duerch den Ëmstig op en Elektroauto net bestrooft ginn an d'Kafe vun esou engem Auto attraktiv bleift?

Réponse (10/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass schwéier, pauschal ofzeschätzen, wéi héich dës Hausse wäert sinn, well et gréisstendeels dovun ofhänkt, wéi déi eenzel Bornebedreiwer hire Stroum akafen. Dobäi ass ze bemierken, dass den Endpräis op de Borne sech net eleng aus den Energiekäschten zesummesetzt, mee och aus dem Netztariff, den Taxen an de Käschten, fir d'Borne selwer ze amortiséieren. Do dernieft ass bei den ëffentlech zougänglech Luedstatiounen den Endpräis och ofhängeg dervun, wéi de Luedservice-Provider (Fr: fournisseur de service de charge) eng Präishausse op seng jeeweileg Tariffstruktur (Präis pro geluede Kilowattstonn, Abonnementspräis, ...) appliziéiert.

ad 2. D'Regierung huet am Kader vun der Tripartite eng Stabiliséierung vun de Stroumpräisser fir Haushaltsclienten op den Niveau vun 2022 decidéiert.

[1] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/10186/10693286/Guidance-on-the-compilation-of-HICP-weights-incase-of-large-changes-in-consumer-expenditures.pdf
https://ec.europa.eu/eurostat/documents/10186/10693286/Derivation-of-HICP-weights-for-2022.pdf/

Dëst kënnt domadder och de Leit zegutt, déi hiren Elektroauto doheem lueden. D'Regierung ass och amgaangen ze kucken, wéi eng Mesurë sënnvoll an noutwenneg si fir d'Notzer vun den ëffentlech zougänglechen Elektrobornen.

Production d'armes | Question **6767** (05/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Grand-Duché de Luxembourg n'étant pas producteur industriel d'armes, des holdings et des fonds opérant au Luxembourg sont régulièrement cités dans la presse en relation avec des entreprises internationales fabriquant des armements.

– J'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre des Finances quelle est, en l'absence d'une production d'armes, l'importance de notre place financière dans ce domaine, ceci en matière d'actionnariat respectivement de financement sur le plan international.

Réponse (10/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert de l'importance de l'actionnariat et du financement de notre place financière dans le domaine de la production d'armes, sur le plan international.

Le Ministère des Finances ne dispose pas de données granulaires sur les entreprises dans lesquelles ont investi les fonds d'investissement luxembourgeois et ne saurait donc fournir ces informations.

Néanmoins, il convient de rappeler que le Luxembourg a prévu, à l'article 3 de la loi 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008, qu'« il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives ».

Par ailleurs, la majorité des stratégies d'investissements durables excluent des investissements dans la production d'armes.

De manière générale, une stratégie d'investissement durable va au-delà d'une analyse conventionnelle du rendement/risque et inclut les aspects de durabilité dans l'analyse des sociétés avant l'investissement.

Dans cette logique, c'est généralement une analyse d'exclusion qui est effectuée dans un premier temps, permettant d'éliminer complètement certains secteurs d'activité.

Incidence de l'inflation sur les coûts des hôpitaux | Question **6799** (09/09/2022) de **M. Gilles Baum** | **M. André Bauler** (DP)

L'inflation actuelle de 6,8 %, notamment due à l'augmentation des prix de l'énergie, pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce cadre il convient de s'interroger sur l'incidence de l'inflation sur les coûts à supporter par les hôpitaux du pays, ceci notamment en raison de leur consommation en énergie élevée et de l'augmentation du coût des denrées alimentaires.

– Quelle est la somme estimée des coûts supplémentaires que les hôpitaux devront supporter ?

– Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peuvent-ils nous renseigner sur la capacité des hôpitaux à faire face à l'inflation sans recevoir des dotations spécifiques extraordinaires ?

– Si de telles dotations s'avéraient nécessaires, jusqu'à quel montant global maximal Madame et Monsieur les Ministres les estimeraient-ils pour l'année 2022 ?

– Les participations statutaires des patients hospitalisés pourraient-elles augmenter afin de faire face à la hausse des prix ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

En exécution de l'article 74 du Code de la sécurité sociale, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a soumis son rapport d'analyse prévisionnel de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier (EBG) pour les années 2023 et 2024 pour avis à la Caisse nationale de santé (CNS) et à la Commission permanente pour les hôpitaux.

Les projections de l'IGSS incluent, sur base des données et informations fournies pour les années 2021 et 2022, une croissance des frais d'énergie du simple au double. Cette hausse représente une augmentation des coûts d'énergie de l'ordre de 16 millions d'euros par rapport aux estimations initiales, de sorte à atteindre une dépense prévisible de l'ordre de 32 millions d'euros en 2022.

Vu les incertitudes concernant l'évolution des frais d'énergie, le montant y relatif pour l'année 2022 est doublé pour les années 2023 et 2024 et atteint ainsi une dépense prévisible de l'ordre de 64 millions d'euros en 2023, ainsi qu'en 2024.

À noter que les projections de l'IGSS établies dans le cadre de l'EBG contiennent aussi une réserve pour imprévus de l'ordre de 30 millions d'euros en 2023 et en 2024 pour tenir compte des nombreuses incertitudes pouvant s'accompagner d'impacts considérables sur les dépenses éligibles des établissements hospitaliers, telles que l'évolution de l'échelle mobile des salaires, la hausse des taux d'intérêt, les effets liés à l'épidémie Covid-19, tout comme l'évolution des prix énergétiques.

Au vu des dispositions retenues dans le cadre de la fixation de l'EBG 2023/2024 il ne nous semble pas requis que des dotations extraordinaires additionnelles soient mises à disposition.

Les frais de fonctionnement des hôpitaux opposables à la CNS sont pris en charge par l'assurance maladie moyennant l'EBG, y compris l'énergie (électrique ou fossile) nécessaire pour ces activités. L'augmentation du prix de l'énergie est donc absorbée par l'EBG et non par une participation statutaire.

Égalité entre hommes et femmes dans le domaine du sport | Question **6800** (09/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

D'Gläichstellungspolitik zu Lëtzebuerg huet sech déi lescht Joerzéngte kontinuéierlech verbessert. Dëst net zu gudder Lescht wéinst dem engagéierten Handele vun der aktueller Regierung. Leider si vill Beräicher an eiser Gesellschaft – och de Sport – nach ëmmer vu Stereotyppe gepräägt.

Meedercher a Frae sinn a ville Beräicher vum Sport – sief et als Athletinnen, Trainerinnen, Mataarbechterinnen oder a responsabele Positiounen an de Sportsveräiner, als Arbitterinnen oder als Supporter – ënnerrepresentéiert. Dat zielt och fir d'LGBTQ+ Communautéit.

Besonnesch de Sport kann awer eng wichteg Roll bei der Gläichstellung tëschent alle Persoune spillen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

– Ginn et Zuelen iwwert de Prozentsaz vu Männer, Fraen a Persounen aus der LGBTQ+ Communautéit, déi an de Lëtzebuerger Sportveräiner selwer aktiv sinn an/oder als Trainer oder Arbitter engagéiert sinn?

– Ginn et Zuelen iwwert de Prozentsaz vu Männer, Fraen a Persounen aus der LGBTQ+ Communautéit, déi an de Gremie vun de Lëtzebuerger Sportfederatiounen aktiv sinn?

– Wéi huet sech de Prozentsaz vu Fraen entwéckelt, déi an de verschiddene Kadere vum COSL geferdert gi sinn, respektiv ginn?

– Wéi huet sech de Prozentsaz vu Fraen entwéckelt, déi Lëtzebuerg op den Olympesche Spiller vertrueden hunn?

– Ginn et am Lëtzebuerger Spëtzesport nach ëmmer Ënnerscheeder bei de Remuneratioune vun de Sportler respektiv bei de Präisgelder op Lëtzebuerger Sportsmanifestatiounen?

– Wéi eng Mesurë ginn ënnerholl a wéi eng Efforte si geplangt, fir d'Gläichstellung bei der Férderung vu Lëtzebuerger Spëtzesportler ze erméiglechen?

– Wéi eng Mesurë si geplangt, fir d'Gläichstellung am Sportbenevolat ze stäerken?

– Ginn am Sënn vun der Gläichheet vun alle Persounen och Initiative geholl, fir d'LGBTQ+ Communautéit am Lëtzebuerger Sport ze integréieren an ze ënnerstëtzen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

D'Gläichstellungspolitik zwëschent Fraen a Männer ass generell eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Regierung, sou wéi de Regierungsprogramm an den Nationalen Aktiounsplang fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer et och ënnersträichen. De Sport spillt schonn haut eng Virreiderroll, well en e wichtegen Undeel um alldeeglech Liewe vu Meedercher a Jongen, vu Fraen a Männer anhëlt. Am Sport sinn d'Stereotyppen, déi mer de Geschlechter zouuerdnen, besonnesch staark ausgepräägt. Déi sozial Constructioune vu Maskulinitéit a Feminitéit spillen do eng iwwergeuerdent Roll, well mer mam Sport virun allem männlech Eegenschafte wéi Kraaft, Stäerkt, Duerchsetzungsverméigen a Virilitéit verbannen. Dëst schléit sech och leider an der Wäertschätzung vu Meedercher a Fraen am Sport néier, dëst ganz besonnesch bei hirer Representatioun an den Héichleeschtungskaderen, de Verwaltungsgremien an de jeeweilege Federatiounen a Clibb an net zulescht och bei der Remuneratioun vun hire sportleche Leeschtungen.

Virun dësem Hannergrond setzt den Nationale Gläichstellungsplang engersäits den Akzent op de Kampf géint geschlechtsspezifesch Stereotyppen an anerersäits op d'Promotioun vun der Egalitéit am Sport:

– de Gläichstellungsministère ënnerstëtzt d'Fuerschung am Beräich vun de Geschlechterstereotyppen an seng Konsequenzen op eis Gesellschaft, dëst an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg;

– de Gläichstellungsministère ass doriwwer eraus amgaangen, eng Informatiounscampagne iwwert de Sexismus auszeschaffen, déi sech op d'Campagne vum Europarot „Sexisme: Vois-le, dis-le, stoppons-le!" baséiert, an déi sech och op de Sexismus am Sport bezitt;

– den Dialog mat de Schlësselacteuren am Sport – dem Sportsministère, dem Conseil supérieur des sports, de Sportfederatiounen an hiren affiliéierte Veräiner, dem COSL an der Sportspress – ass en anere wichtege Schwéierpunkt.

De Gläichstellungsministère an de Sportsministère sinn och a Kontakt, fir mëttelfristeg e Gläichstellungsplang am Sport auszeschaffen.

Wat elo konkreet Zuelen ubelaangt, esou huet de Sportsministère den 10. Februar 2022 den agreéierte Sportsverbänn per Circulaire ee Questionnaire iwwert d'Gläichstellung zoukomme gelooss, deen eben als „point de départ" sollt gëlle fir d'Ausschaffe vun engem Gläichstellungsplang am Sport. Well nach net all Verband dëse Questionnaire eragereecht huet, wäerten dës Aarbechten nach undaueren. De Sportsministère huet a wäert allerdéngs dëse Verbänn wäermstens un d'Häerz leeën, dëst zäitno eranzereechen. D'Circulaire mam Questionnaire fënnt een um Portail vum Sportsministère (www.sports.lu). Déi lescht Zuelen a punkto Gläichstellung sinn am Aktivitéitsrapport 2021 vum Sportsministère nozeliesen, deen och um Portail publizéiert ass.

Wat elo déi verschidde Kadere vum COSL ubelaangt, esou ass ze soen, dass d'Kaderzesummestellung eng Kompetenz vun den zoustännegen Instanze vum COSL ass, an dëst no de Krittären, déi den COSL sech selwer ginn huet.

Och d'Selektioun vun de Sportler a Sportlerinnen, déi eist Land op den Olympesche Spiller vertrieden, fält an d'Zoustännegkeet vum COSL.

D'Ënnerscheeder bei de Remuneratiounen respektiv de Präisgelder sinn ee Sujet, mat deem sech souwuel de Gläichstellungsministère, ewéi och de Sportsministère befaassen. Allerdéngs fält dëse Sujet och zum Deel ënnert d'Autonomie vum Fonctionnement vun de Sportverbänn, an hänkt och zum Deel vun der Spezifizitéit vun der jeeweileger Sportaart of. Wat Subsiden an de Congé sportif ubelaangen, esou gëtt et do am Beräich vum Sportsministère eng absolutt Gläichstellung zwëschent de Geschlechter.

Wat elo d'Initiative fir d'LGBTQ+-Communautéit betrëfft, esou huet déi Lëtzebuerger Regierung 2018 den éischten nationalen Aktiounsplang ausgeschafft, fir d'Rechter vun de lesbeschen, schwulen, bisexuellen, transgender an intergeschlechtleche (LGBTI) Mënschen ze stäerken. Dëse gouf an Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatiounen ausgeschafft, an huet eng global Approche, fir d'Diskriminatioune géint LGBTI Mënschen an de verschiddene Liewensberäicher ze bekämpfen.

Marquage routier fluorescent | Question **6801** (09/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op de soziale Medie kurséiere Biller vun enger Firma, déi an Australien Stroossebunnmarkéierung mat fluoreszéierender Faarf hierstellen. De Prinzipp vun dëser Faarf kennt ee vu Kannerspillsaachen: D'Faarf hëlt d'Luucht op a stéisst dës dann an der Donkelheet of an ass am Donkele gutt erkennbar.

De Prinzipp ugewannt op d'Stroossemarkéierunge bewierkt, dass dës an der Nuecht besser siichtbar sinn. Virun allem op Landstroossen, wou keng kënschtlech Beliichtung do ass, kéint dës Technologie hëllefen, fir d'Stroosse méi sécher ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Ass et ënnert der aktueller Gesetzgebung méiglech, d'Stroossemarkéierunge mat dëser spezieller Faarf ze zeechnen? Falls nee, wéi eng gesetzlech Dispositioune verhënneren dat aktuell?

Réponse (10/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et ass ze bemierken, datt déi vum honorabelen Deputéierten opgeworfen Thematik an Technologie schonn eng Kéier an der parlamentarescher Fro Nr. 4837 traitéiert ginn ass. An dëser Fro ass och de Volet vun de gesetzlechen Dispositioune behandelt ginn.

Fir dem honorabelen Deputéierten hei awer op d'Fro ze äntweren, kann ech matdeelen, datt deen erwäänte Marquage dem Stand vun der Technik entsprécht an et och säitens dem Code de la route keng Restriktioune gëtt, fir esou ee Marquage ze benotzen.

Anerersäits gouf och deemools schonn drop higewisen, datt dëse Marquage d'Erwaardungen net erfëllt huet, an et kann haut ergänzend gesot ginn, datt op den Teststrecken zu Lëtzebuerg kuerz Zäit duerno de fluoreszente Marquage bal iwwerall ewechgefräässt gouf an duerch e Standardmarquage ersat gouf. De Standardmarquage entsprécht den Normen, ass déi ganz Nuecht visibel an ass vill méi bëlleg.

Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro ass och nach eng Kéier ze preziséieren, datt d'Liichtdauer vun esou fluoreszente Marquagen net iwwert déi komplett Nuecht unhält. Doriwwer eraus dierfen d'Plazen, wou esou e Marquage opbruecht gëtt, an der Nuecht kenger anerer Liichtquell ausgesat sinn, soss gëtt den Effekt nach weider erofgesat.

Et ass also weiderhin net verhältnisméisseg, fir esou eng deier Technologie dem Standardmarquage op de Stroossen oder Vëlospiste virzezéien.

Affichage d'informations sur les bornes de recharge | Question **6804** (09/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidde Luetstatiounen hei am Land weisen dem Client net un, wéi vill Stroum e geluede huet. Deemno kann de Client net novollzéien, wéi vill Stroum e gezaapt huet, wat eng transparent Berechnung onméiglech mécht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen an national Reegele suergen dofir – am Sënn vum Konsumenteschutz – dass de Client op enger Luetstatioun de Präis vun enger Charge op enger Luetstatioun muss duergeluecht kréien?

2. Wéi vill Luetstatiounen hei am Land weisen dem Client net, wéi vill Stroum e geluede huet?

Sinn dës Luetstatiounen am Aklang mat eise Gesetzer an Normen?

3. U wie kënne Clienten sech, am Fall wou si sech bedru fillen, an dësem Fall wenden?

4. Mussen d'Luetstatiounen an Zukunft uweisen, wéi vill Stroum geluede gëtt?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

An der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 6674 vum 18. August 2022 ass am Detail erkläert, wéi de Präis op den ëffentlech zougängleche Bornen an Europa muss affichéiert ginn a wéi eng zousätzlech Dispositiounen an dësem Kontext geplangt sinn.

An der Praxis gëtt d'Gesamtunzuel vun de geluedene Kilowattstonnen heefeg ugewisen, dëst notamment op de Schnellluederbornen. Et ginn awer kleng Wiesselstroumbornen, déi keen Display hunn an dowéinst déi geluede Quantitéit net kënnen uweisen. An den Handy-Applikatioune vun de Luetservice-Provider (op Franséisch: Fournisseurs de service de charge, „FSC") kritt een an der Reegel awer relativ direkt no all Luetvirgang déi genau Quantitéit an och de Präis heivir ugewisen. D'Direktiv 2014/94/EU iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer gesäit d'Uweisen op der Born vun de geluedene Kilowattstonnen net vir, an dowéinst ass dëst an der respektiver nationaler Transpositioun och net obligatoresch.

Eng Lëscht, wéi vill ëffentlech accessibel Luetstatiounen zu Lëtzebuerg sinn, déi keen Display hunn an dem Client net direkt déi geluede Quantitéit u Stroum uweisen, läit de Ministèren net vir.

Et ass nach wichteg ze präziséieren, datt am Kader vum „Fit for 55 Package" d'europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 ënnert anerem eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer gemaach huet, wat déi uewe genannten Direktiv ersetze soll. Nieft Mindestziler u Luetinfrastruktur, déi all Memberstaat muss virgesinn, gesäit dëst neit Reglement am Artikel 7 och eng Rei kloer Reegelen a punkto Präistransparenz an Affichage op ëffentleche Luetstatioune vir. Esou soll de Präis vum „Ad-hoc"-Luede pro Kilowattstonn oder pro Minutt an alleguerten d'Komponenten, aus deenen sech dëse Präis zesummesetzt, kloer op all Born affichéiert ginn. Dat selwecht gëllt fir alleguerten d'Handy-Applikatioune vun de FSC. Par contre ass net virgesinn, datt op de Borne muss déi geluede Quantitéit u Kilowattstonne ugewise ginn. Dëst géif nämlech mat sech bréngen, datt méi präiswäert Wiesselstroumbornen ouni Display net méi kéinten an Europa installéiert oder bedriwwe ginn.

Bei engem Sträitfall rode mir de Clienten un, fir d'éischt ze probéieren, eng Léisung mam Fournisseur ze fannen. Wann dëst awer zu näischt féiert, kënnen d'Clienten sech un d'Union luxembourgeoise des consommateurs, de Service national du Médiateur de la consommation oder, bei grenziwwerschreidende Problemer, den europäesche Verbraucherzentrum Lëtzebuerg wenden. De Ministère fir Konsumenteschutz kann de Clienten och hëllefen, andeem en hinnen Informatiounen zu méigleche weidere Schrëtt gëtt.

Taux d'occupation des lits en soins intensifs | Question **6807** (09/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Interview, deen den 23. Juni an der franséischer Zäitschrëft „Valeurs actuelles" publizéiert gouf, sot e franséischen Epidemiolog, datt d'Zuel vun de schwéiere Krankheetsverleef an den Hospitalisatiounen am Kader vum Covid-19 wäit ënnert deene vun der saisonaler Gripp louch an d'Spideeler wärend der Covidkris insgesamt souguer ënnerdurchschnëttlech ausgelaascht waren, zum Beispill well eng Rei Operatiounen ofgesot goufen an d'Leit sech deelweis guer net méi getraut hunn, bis an d'Spidol ze goen. Wéi a Frankräich huet déi potentiell Iwwerlaaschtung vun de Spidols- an Intensivbetter, souwéi dem Personal, dat wichtegst Argument fir eng ganz Rei Restriktiounen am ëffentleche Beräich wéi am Privatliewe vun de Bierger duergestallt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Gesondheetsminister eng Tabell presentéieren, déi d'Gesamtzuel vun de Spidols- an Intensivbetter zu Lëtzebuerg an de Joren 2010 bis 2021, souwéi déi duerchschnëttlech Auslaaschtung pro Mount, ausgedréckt a Prozent regruppéiert a preziséieren, wéi vill Better 2020 an 2021 jeeweils spezifesch op Covidpatienten entfall sinn?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère verweist den honorabelen Deputéierten op d'Carte sanitaire 2021, déi vum

Observatoire national de la santé ausgeschafft gouf an am Juli dëst Joer presentéiert ginn ass. Sie dokumentéiert a resüméiert d'Aktivitéiten am Spidolssecteur. Dëst Dokument, wat um Site vum Gesondheetsministère (https://sante.public.lu/fr/espace-obsante/carte-sanitaire.html) publizéiert ass an domat fir jidder Bierger fräi zougänglech ass, huet eng speziell Sektioun iwwert „Organisation et activités liées à la Covid-19" op de Säiten 111–128 vum „document principal" a misst domat op déi meescht Froe vum honorabelen Deputéierten äntweren. Lëtzebuerg huet 2.042 akut Spidolsbetter, dovun 153 als Intensivbetter. Dobäi muss awer präziséiert ginn, dass dovun 21 Better fir Pediatrie an Neonatologie sinn a 36 Better fir spezialiséiert Servicer (Cardiologie, Maladies neurovasculaires, Neurochirurgie). Et bleiwen also nach 96 Intensivbetter fir allgemeng erwuesse Patienten.

Am Joer 2020 goufen et 1.741 Hospitalisatioune fir Covid-19, dovu 14 % an de Soins intensifs. D'duerchschnëttlech Hospitalisatiounsdauer vun de Covidpatiente war 10,9 Deeg an den normalen Unitéiten an 20,6 Deeg an de Soins intensifs.

Am Joer 2021 goufen et 1.841 Hospitalisatioune fir Covid-19, dovun 20,3 % an de Soins intensifs. D'duerchschnëttlech Hospitalisatiounsdauer vun de Covidpatiente war 13 Deeg an den normalen Unitéiten, a 25 Deeg an de Soins intensifs.

Weider ass ze bemierken, dass d'Zuel vun de Covid-19-Patienten an den normalen Unitéiten, wéi an de Soins intensifs vun der Santé all Dag publizéiert gouf säit dem Ufank vun der Pandemie. Als Rappell, hei nach emol dës Donnéeën a graphescher Form.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aus dësen Zuele kann een ofleeden, dass maximal 10 % vun den normalen Akutbetter mat Covid-19-Patiente beluecht waren, a maximal 52 % vun de Soins-intensifs-Better.

Leider gëtt et keng Opspléckung vun den Donnéeë pro Mount.

Plan de délestage en cas de coupure de gaz naturel | Question **6811** (12/09/2022) de **M. Max Hahn** (DP)

Laut dem Generaldirekter vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg wier d'Aktualiséierung vum „Plan de délestage", deen definéiere soll, wéi eng Acteuren am Fall vun enger Coupure vum Gas hir Aktivitéit wéi vill an a wéi enger Reiefolleg reduzéiere mussen, nach net fäerdeg – dat obwuel den Hierscht virun der Dier steet.

Vu dass déi verschidde betraffen Acteuren, ënner anerem déi kleng a mëttelstänneg Betriber an d'Industrie, natierlech Previsibilitéit fir déi nächst Méint brauchen, ass et wichteg, d'Aarbechten un dësem Plang sou séier et geet ze finaliséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten un der Aktualiséierung vum genannte Plang drun?

2. Firwat konnten dës Aarbechte bis elo nach net ofgeschloss ginn?

3. Fir wéini wäert den aktualiséierte Plang fäerdeg gestallt kënne ginn?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. De „Plan de délestage" gëtt vun deene Gestionnairë fir de Gasreseau ausgeschafft an ass nieft dem „Plan d'intervention d'urgence" vum HCPN an dem „Plan d'urgence relatif à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg" vum Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ee vun deenen dräi operative Pläng fir d'Gestioun vun eventuelle Versuergungskrisen am Gasberäich zu Lëtzebuerg. Fir all dräi Pläng gouf am Fréijoer virun dem Hannergrond vun der aktueller Energiekris vun deene jeeweilege responsabelen Acteuren eng Mise à jour ugestouss. Den HCPN huet d'Mise à jour vu sengem Plang de 16. September adoptéiert, an déi zwee aner Pläng wäerten den 19. Oktober op enger Pressekonferenz virgestallt ginn.

ad 2. Déi verschidde Pläng hunn zum Deel substanziell missen iwwerschafft ginn, fir der neier a komplexer Gesamtsituatioun an der Gasversuergung adequat Rechnung ze droen. Dobäi war et wichteg, d'Pläng konsistent openeen ofzestëmmen, an doriwwer eraus och mat deene verschiddenen Acteuren am Secteur, souwéi mat deene relevante Ministèren am Kader vun der Taskforce Energie ze consultéieren.

ad 3. Dee „Plan de délestage", souwéi dee „Plan d'urgence relatif à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg" wäerten den 19. Oktober op enger Pressekonferenz virgestallt ginn.

Amende pour un réseau social | Question **6817** (12/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Instagram, l'un des réseaux sociaux les plus populaires parmi les jeunes a écopé d'une amende record de 405 millions d'euros pour des manquements au traitement des données des mineurs.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias quels sont les détails de cette décision prise par le régulateur irlandais agissant au nom de l'Europe.

2) Est-ce que des utilisateurs de ce réseau résidant au Luxembourg sont concernés par ces manquements au traitement de données ?

3) Quelle sera le cas échéant la réaction de nos instances chargées de la protection des données ?

Réponse (10/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) La Commission nationale pour la protection des données (« CNPD ») a indiqué que son homologue irlandaise, la Data Protection Commission (« DPC »), a diligenté un contrôle de sa propre initiative à l'encontre du réseau social en question, Instagram, détenu par la société Meta Platforms Ireland Limited (« Meta IE »). Ce contrôle concernait, en particulier, la publication par cette plateforme des adresses e-mail et/ou des numéros de téléphone des enfants détenteurs d'un compte professionnel Instagram sur leurs profils, ainsi que le paramétrage public, par défaut, des comptes personnels Instagram des enfants.

La question des bases de licéité fondant la publication des adresses e-mail et/ou des numéros de téléphone des enfants détenteurs d'un compte professionnel Instagram a notamment fait l'objet de discussions dans le cadre du mécanisme européen de contrôle de la cohérence prévu par le règlement (UE) 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »). En effet, le projet de décision initial de la DPC avait reconnu la conformité les bases de licéité invoquées par cette société. Le Comité européen de la protection des données[2] (en anglais « EDPB ») a conclu, au contraire, que ces bases de licéité n'étaient pas valides concernant ces traitements de données et a ainsi enjoint la DPC de modifier son projet de décision, en vue de constater un manquement à l'article correspondant du RGPD (art. 6, par. 1).

La DPC a dûment tenu compte de l'avis de l'EDPB dans sa décision finale, et ce manquement compte parmi les griefs qui ont amené l'autorité irlandaise à prononcer une amende de 405 millions d'euros à l'encontre de cette société[3].

ad 2) La CNPD répond affirmativement à cette question. En effet, les manquements constatés concernent des traitements relatifs aux données des enfants détenteurs d'un compte professionnel dans l'Union européenne, donc y compris au Luxembourg[4]. Cependant, la CNPD n'est pas en mesure de fournir le nombre de comptes professionnels Instagram détenus par des mineurs résidant au Luxembourg.

ad 3) La CNPD, au même titre que ses homologues européens, participe au mécanisme de contrôle de la cohérence instauré par le RGPD (art. 63). Le caractère transfrontalier de cette affaire ayant été reconnu, ce mécanisme a été enclenché par la DPC en tant qu'autorité de contrôle chef de file. La CNPD a indiqué avoir pris part aux échanges en tant qu'autorité de contrôle concernée et a fait part d'observations.

État de la N7 entre « Këppenhaff » et « Fridhaff » | Question **6819** (12/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Déi al N7 tëscht dem Këppenhaff an dem Fridhaff ass an engem äusserst bedauerlechen Zoustand an deelweis kaum nach ze befueren. Dëse Streckenofschnëtt ass also net méi gutt accessibel fir d'Proprietairë vun de Wisen a Bëscher, déi laanscht dës fréier Strooss leien.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir dëse Streckenofschnëtt ze erneieren?

2. Ass virgesinn, dëse Streckenofschnëtt an Zukunft ze notzen am Fall, wou op der N7 geschafft gëtt oder en Accident ass, dat net séier geraumt ka ginn?

3. Wéi vill aner Streckenofschnëtter laanscht d'N7 sinn de Moment an engem schlechten Zoustand a misste sanéiert ginn, fir och als Spadséierwee, als Picknickplaz oder einfach als Noutstrooss am Fall vun Aarbechten an Accidenter genotzt ze ginn?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass geplangt, dëse Streckenofschnëtt am Kader vun der Securisatioun vun der Nationalstrooss (N7) ze erneieren. Dësen Ofschnëtt gëtt uschléissend als national Vëlospist (PC7) benotzt.

ad 2. Wéi an der éischter Fro well duergeluecht ginn ass, ass et geplangt, dësen Ofschnëtt als Vëlospist ze notzen. Sollt et awer zu engem Ongléck op dëser Plaz kommen, kéint een sech awer virstellen, och den Autostrafic iwwert dësen Ofschnëtt ze deviéieren.

ad 3. Déi meescht aner Streckenofschnëtter laanscht d'N7, déi an engem änlechen Zoustand sinn, wäerte spéiderhin am Kader vun der Securisatioun vun der

[2] L'EDPB se compose de représentants de l'autorité de contrôle de chaque État membre de l'UE, dont la CNPD, et du Contrôleur européen de la protection des données (en anglais « EDPS »).

[3] La décision de la DPC peut être consultée à l'adresse suivante : https://www.dataprotection.ie/sites/default/files/uploads/2022-09/02.09.22%20Decision%20IN%2009-09-22%20Instagram.pdf

[4] Il est possible de consulter à ce sujet les paragraphes 50 à 52 de la décision susmentionnée qui reconnaissent le caractère transfrontalier de ces traitements de données.

N7 Bestanddeel vun der neier nationaler Vëlospist (PC7) ginn.

Contrôle à distance de la température par le « Smartmeter » | Question **6824** (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Creos ne peut pas prendre le contrôle de votre chauffage", deen den 9. September am „Paperjam" publizéiert gouf, gëtt d'Angscht vu ville Leit thematiséiert, datt hir Smartmeteren an der Energiekris och kéinten agesat ginn, fir hire Konsum kuerzfristeg ouni hiren Accord ze plafonéieren oder souguer ganz ofzestellen. Den Artikel ziilt drop of, fir d'Bierger ze berouegen, gläichzäiteg gëtt awer och geschriwwen, datt Stéit lo schonn tëschent 22.00 a 6.00 Auer kënnen d'Leeschtung reduzéiert kréien, wann d'Nofro d'Offer vum Fournisseur iwwerschreit. Aktuell befanne mir eis op EU-Niveau an enger Phas, wou gemeinsam fräiwëlleg Energiespuermoossname sollen decidéiert ginn, déi awer zu all Ablack mat qualifizéierter Majoritéit an Zwangsmoossname kënnen iwwerfouert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister garantéieren, datt d'Smartmeteren nimools géint d'Lëtzebuerger Stéit agesat ginn, fir energiepolitesch Zwangsmoossnamen ze iwwerwaachen an duerchzesetzen, och wann um EU-Niveau decidéiert gëtt, datt fräiwëlleg Moossnamen net duerginn, fir der Energiekris ze begéinen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

An der parlamentarescher Fro N° 6640 vum 10. August 2022 vun den éierewäerten Deputéierte Fred Keup a Fernand Kartheiser iwwer de Plan d'urgence am Gas war d'Fro opgeworf ginn „Ass am Fall vun enger verbindlecher EU-Veruerdnung ugeduecht, fir déi Smartmeteren, déi vill Leit elo doheem hunn, zum Zweck vun enger Rationéierung vum Energiekonsum oder der Kontroll vum private Konsumverhalen anzesetzen?" Ech ka mech nëmmen nach eng Kéier widderhuelen: Wat d'Asetze vun de Smartmeter, fir eng Reduktioun vu Gasfluxen ëmzesetzen, ugeet, stellt sech déi Fro net, well dëst technesch net méiglech ass. Och eng Kontroll, ob sech d'Leit un déi geplangte Mesuren halen, ass iwwert de Smartmeter technesch net ëmsetzbar.

Accusations envers la présidente du conseil d'administration de Cargolux | Question **6829** (13/09/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel vu Reporter.lu vum 12. September geet et ëm d'Madamm Wickler, déi wärend der Coronapandemie duerch d'Verbreede vu Verschwierungstheorien opgefall war an 2021 vun der Regierung an de Verwaltungsrot vu Cargolux genannt gouf, mat der Begrënnung, dass d'Madamm Wickler eng „dynamesch Geschäftsfra" wier mat enger „wirtschaftlecher Erfarung, déi extreem grouss ass". Wéi Reporter.lu bericht, steet d'Madamm opgrond vun angeeblech suspekte Geschäftspraktike viru Geriicht.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wosst de Minister Bausch zum Zäitpunkt vun der Nominatioun vun der Madamm Wickler fir de Poste bei der Cargolux vun deem Geriichtsprozess?

2. Wann net, firwat gouf keng Due Diligence virun der Nominatioun gemaach?

3. En vue vun dësen Informatiounen, hält de Minister un senger deemoleger Evaluatioun vun der Madamm Wickler fest?

Réponse (18/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4189 vum 29. Abrëll 2021 präziséiert, war d'Regierung net mat der Nominatioun vun der Präsidentin vun der Cargolux befaasst an de legalen a statutaresch virgesinnenen Decisiounsprozess vun der Gesellschaft ass suivéiert ginn.

Risque d'un retour de la poliomyélite | Question **6830** (13/09/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Dans l'État fédéré de New York, l'état d'urgence a été décrété il y a trois jours après la détection du virus causant la poliomyélite dans les eaux usées de quatre counties. Entre-temps, ce chiffre est revu à la hausse et concerne cinq counties. Un premier cas de poliomyélite symptomatique avec les symptômes typiques de paralysie a été rapporté en juillet et concerne un jeune adulte non vacciné. Il s'agit du premier cas symptomatique détecté aux États-Unis depuis 1979.

Le poliovirus est également détecté dans les eaux usées de Londres en juin 2022. Les autorités britanniques estiment que : « Ces résultats suggèrent qu'il peut y avoir une propagation localisée du poliovirus, très probablement chez des personnes qui ne sont pas à jour de leur vaccination contre la polio. » Un cas de polio a été confirmé en mars auprès d'une jeune fille de trois ans en Israël et dans l'ouest de l'Ukraine, un cluster de 20 cas, dont deux symptomatiques a été confirmé déjà fin 2021.

Aussi, l'OMS juge « important que tous les pays, en particulier ceux qui ont un volume élevé de voyages et de contacts avec les pays et zones touchés par la polio, renforcent la surveillance afin de détecter rapidement toute nouvelle importation de virus et de faciliter une réponse rapide ». Elle ajoute que « toute forme de poliovirus, où qu'elle se trouve, constitue une menace pour les enfants du monde entier ».

Au Luxembourg, le dernier rapport sur la couverture vaccinale des enfants de 2018 note : « Entre l'enquête de 2012 et l'enquête de 2018, on remarque une diminution significative de la couverture vaccinale des vaccins contre la poliomyélite (...). » Avec 89,6 % des enfants vaccinés, ce taux se situe toujours au-dessus du seuil critique d'immunité collective, mais la tendance rapide à la baisse est préoccupante, surtout dans un contexte de pandémie qui a favorisé des retards de vaccination chez les enfants, combiné à la résurgence du virus de la poliomyélite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les analyses des eaux usées Coronastep peuvent-elles être adaptées afin de détecter la présence d'autres virus, notamment du poliovirus ?

2) Dans l'affirmative, endéans quel délai les résultats pourraient-ils être disponibles ?

3) Quand est-ce que le prochain rapport sur la couverture vaccinale des enfants sera disponible ? Madame la Ministre dispose-t-elle déjà de données actualisées concernant l'évolution des taux de vaccination des enfants, notamment en ce qui concerne le poliovirus ?

4) Est-il prévu de mener une campagne d'information auprès des pédiatres et des parents sur le risque de résurgence de la poliomyélite et sur l'importance de la vaccination y relative ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Il faut d'abord préciser que la région OMS Europe est indemne de polio depuis 2002 et que toute l'Europe utilise un vaccin inactivé pour la vaccination qui ne peut donner lieu à une contamination secondaire ou même une contamination des eaux usées par du virus vaccinal. La polio circule encore dans de rares pays et plusieurs pays utilisent encore un vaccin vivant atténué qui peut être transmis et retrouvé dans les eaux usées. Le risque d'avoir des cas de polio est surtout lié à des taux de vaccination insuffisants dans la population comme dans certains pays de l'Europe de l'Est ou l'Ukraine proche où un cas importé d'un pays où la maladie circule encore pourrait déclencher une épidémie.

ad 1) Il est possible d'utiliser des échantillons d'eaux usées pour effectuer la recherche d'autres virus, comme les poliovirus. La méthode de préparation des échantillons est adaptable à un panel assez large de virus ou bactéries, même si des validations sont nécessaires au cas par cas. Les techniques sont néanmoins coûteuses et requièrent des ressources pour les analyses et interprétations.

ad 2) Les résultats peuvent être disponibles dans un délai court après réception des échantillons d'eaux usées. Néanmoins, la stratégie de mise en place d'une surveillance des eaux usées doit être globale et inclure les priorités de santé adaptées pour le Luxembourg.

ad 3) Le service Epidémiologie et statistique de la Direction de la santé est en charge de l'enquête de couverture vaccinale chez les enfants de 25 à 30 mois. La dernière enquête a eu lieu en 2018 et le rapport est disponible en suivant le lien suivant : https://sante.public.lu/fr/publications/e/enquete-couverture-vaccinale-lux-2018.html.

La prochaine collecte de données pour mesurer la couverture vaccinale chez les enfants de 25 à 30 mois aura lieu en 2023 et le rapport final devrait être publié en 2024.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) La couverture vaccinale du pays est élevée et il n'y a pas de groupes de population non vaccinés (pour des raisons religieuses par exemple comme aux Pays-Bas) dans lesquels une surveillance plus intense serait indiquée. Une surveillance polio est en place dans la mesure où toutes les personnes en provenance de pays où du virus sauvage a été détecté sont testées à la recherche d'un portage asymptomatique de virus (examens lors des demandes d'autorisation de séjour). En outre, un système de surveillance clinique est en place pour détecter tous les cas de maladies qui pourraient ressembler à la poliomyélite et qui doivent être déclarés à l'OMS. Une réflexion est en cours avec le LIST et l'Administration générale de l'eau pour mettre en place une surveillance de polio dans les eaux usées pour compléter notre dispositif. Une lettre de rappel a été adressée au corps médical par le Directeur de la santé afin d'insister sur l'importance d'un schéma de vaccination complet.

Stratégie dans le domaine des crypto-actifs | Question **6831** (13/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Récemment, le législateur européen a trouvé un accord sur deux actes législatifs visant à libérer et à renforcer encore davantage le potentiel que la finance numérique peut offrir sur le plan de l'innovation et de la concurrence, tout en limitant les risques :

– le règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE (« régime pilote »), et
– la proposition pour un règlement du Parlement européen du Conseil sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2019/1937(« MiCA »).

À travers le projet de loi 8055, le Gouvernement s'apprête à adapter la législation luxembourgeoise en vue de la mise en œuvre du « régime pilote ».

En ce qui concerne les marchés de crypto-actifs, le Luxembourg a été pionnier, la CSSF accordant assez tôt des licences à des plates-formes de négociation de crypto-actifs. Depuis lors, la France a accordé une licence à la plus grande plate-forme de négociation de crypto-actifs, Binance[5], et le Gouvernement britannique a dévoilé un plan visant à faire du Royaume-Uni un centre mondial de la technologie des crypto-actifs[6], y compris à travers une expérimentation gouvernementale directe avec des « jetons non fongibles ».

C'est dans ce contexte que je désirerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Madame la Ministre des Finances :

– Le Gouvernement est-il en train de développer une stratégie gouvernementale spécifique dans le domaine des crypto-actifs ?

– Le Gouvernement prépare-t-il déjà des projets de loi en vue d'adapter la législation luxembourgeoise au règlement « MiCA » ?

– Le Gouvernement essaiera-t-il d'attirer plus de plates-formes de négociation ainsi que d'autres acteurs de l'industrie des crypto-actifs dans le pays ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'expérimenter avec l'utilisation de « jetons se référant à des actifs » et/ou des « jetons de monnaie électronique » (tels que définis par le règlement « MiCA ») ?

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux « jetons non fongibles » et à la « finance décentralisée », deux champs d'applications de la technologie des crypto-actifs non encore couverts par « MiCA » ?

Réponse (13/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Le Gouvernement promeut l'innovation et accompagne le secteur financier dans l'adoption de technologies transformatrices, y compris la technologie des registres distribués utilisée notamment en matière de crypto-actifs.

Sur le plan national, le cadre législatif a été modifié de façon ciblée aux cours des dernières années, et ce dans l'attente de règles harmonisées à l'échelle de l'UE, afin de permettre aux acteurs de la place de profiter pleinement, et en toute sécurité juridique, des opportunités offertes par les technologies innovantes.

Le Gouvernement continuera à veiller à ce que le cadre légal au Luxembourg soit propice à l'émergence de nouvelles technologies afin de permettre au secteur financier de continuellement innover. De même, le Gouvernement continuera à travailler en étroite collaboration avec la « Luxembourg House of Financial Technologies » (LHoFT), avec « Luxembourg for Finance » (LFF), mais également avec des acteurs dans le domaine de la recherche et de l'innovation comme l'Université, les centres de recherche, et le Luxembourg Blockchain Lab afin de soutenir le développement de nouvelles solutions et de nouvelles entreprises FinTech au Luxembourg, tout en veillant à encadrer les risques y relatifs.

Sur le plan européen, le Luxembourg participe activement à la négociation des mesures législatives proposées par la Commission européenne en matière de finance numérique. Afin de renforcer la compétitivité de la place financière luxembourgeoise dans ce segment prometteur, le Gouvernement veille, ici encore, à assurer une mise en œuvre rapide des textes législatifs européens, y compris de la proposition pour un règlement sur les marchés de crypto-actifs (MiCA), après la publication des textes finaux dans le Journal officiel de l'UE. En ce qui concerne le règlement MiCA, le Luxembourg soutient la décision des colégislateurs européens de ne pas inclure des dispositions spécifiques par rapport aux jetons non fongibles (NFTs) et à la finance décentralisée (DeFi) dans le texte final et de mandater la Commission européenne pour évaluer la nécessité et la faisabilité de réglementer la DeFi ou les NFTs à l'avenir.

Enfin, le Gouvernement suivra de près l'évolution des avancées technologiques dans l'industrie financière pour évaluer l'opportunité de leur application dans le cadre des services étatiques.

Réforme du cadre budgétaire européen | Question **6832** (13/09/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Les règles budgétaires européennes d'aujourd'hui sont le fruit de réformes successives au cours des dernières années, en particulier en temps de crises. En date du 5 février 2020, la Commission européenne a lancé un débat sur le réexamen de la gouvernance économique européenne. En raison de la crise Covid, ce réexamen a perdu de l'élan. Par ailleurs, l'activation de la clause dérogatoire pour 2020 et 2021 qui fut depuis prolongée jusqu'en 2023 dans le contexte de la crise déclenchée par la guerre en Ukraine, a temporairement suspendu les règles budgétaires européennes.

Dans ce contexte exceptionnel resurgit la question de l'avenir du cadre budgétaire européen. Début août 2022, le Gouvernement allemand s'est mis d'accord sur les principes d'une réforme du cadre budgétaire. Il propose notamment de maintenir le principe d'une dette maîtrisée tout en soulignant l'importance de garder la marge de manœuvre nécessaire pour mener une politique anticyclique.

Par ailleurs, il y est proposé de réformer le cadre budgétaire européen afin de mieux favoriser les investissements publics dans le développement durable au sein de l'UE. Il est notamment proposé d'accorder une meilleure flexibilité pour ces investissements publics même en dehors des périodes de crise. En effet, une critique souvent formulée à l'égard des règles actuelles est qu'elles ont freiné au lieu de favoriser les investissements publics.

Quant à la clause dérogatoire générale, il est proposé de créer des critères plus clairs concernant son application. Finalement, le Gouvernement allemand propose aussi d'étudier la possibilité de créer un conseil fiscal européen (« European Fiscal Board ») qui aurait comme tâche la mise en œuvre conséquente des règles budgétaires européennes.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport aux propositions faites par l'Allemagne ?

2) Madame la Ministre partage-t-elle la proposition selon laquelle une plus grande flexibilité devrait être prévue pour les investissements publics dans le développement durable ? Dans l'affirmative, quelle est sa proposition concrète ?

3) Madame la Ministre soutient-elle l'idée de créer un conseil fiscal européen ?

4) Endéans quel délai Madame la Ministre envisage-t-elle le cas échéant définir la position détaillée du Luxembourg concernant la réforme du cadre budgétaire européen ?

Réponse (18/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les principes de réforme proposés par le Gouvernement allemand représentent une contribution constructive et utile aux débats actuellement en cours sur une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et de croissance, dont les règles demeurent suspendues jusqu'à la fin de 2023.

S'il est vrai que le pacte est devenu de plus en plus complexe à la suite des diverses réformes réalisées au fil des années et que son application a subi de manière négative de cette complexité croissante, il est essentiel que des règles budgétaires appropriées entrent à nouveau en vigueur pour accompagner la conduite de la politique budgétaire en Europe.

Les ratios d'endettement public ont en effet fortement augmenté dans tous les États membres de l'UE à la suite de la pandémie et ils dépassent désormais 100 % du PIB dans plusieurs États membres. La crise actuelle, provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine et menant notamment à un renchérissement inédit des prix de l'énergie, exige des efforts importants et indispensables de la part des autorités publiques et exercera à son tour une forte pression sur les finances publiques.

Dans un tel contexte, un Pacte de stabilité et de croissance réformé doit contribuer à une maîtrise, voire à terme à une réduction, crédible de la dette publique et partant à un retour durable à des positions budgétaires plus saines, surtout dans le cas des pays hautement endettés. C'est pourquoi l'idée d'accorder plus de flexibilités à ces derniers en ce qui concerne la trajectoire d'ajustement de leurs finances publiques est tout à fait défendable, puisque les exigences de l'actuel pacte pourraient s'avérer contre-productives et nuisibles pour les perspectives de croissance et pour la cohésion sociale des pays concernés.

Alors qu'il convient de tenir compte des circonstances propres à chaque pays, il est également important qu'un pacte réformé assure une application cohérente et équitable des règles dans tous les États membres.

Quant à la question de la création d'un conseil fiscal européen, il faut relever qu'un tel organe est déjà opérationnel depuis 2016. La mission principale du Comité budgétaire européen (« European Fiscal Board ») de la Commission européenne consiste à évaluer la mise en œuvre des règles budgétaires de l'UE. Un renforcement de cet organe consultatif, comme le propose le Gouvernement allemand, pourrait en effet contribuer à plus de transparence, sachant que la Commission européenne demeure la « gardienne des traités » et que son rôle clé dans la surveillance des dispositions du pacte ne peut être amoindri.

Enfin, le Luxembourg soutient le traitement différencié des investissements publics dans un Pacte de stabilité et de croissance réformé, notamment pour relever les défis de la double transition climatique et numérique. Une telle approche permettrait de donner les impulsions nécessaires pour mieux orienter les politiques budgétaires vers l'avenir, en favorisant des dépenses publiques qui contribuent à une croissance qualitative et durable. La proposition allemande à cet égard pourrait aider à trouver un compromis, puisqu'une exclusion intégrale des investissements précités du calcul

[5] https://www.cnbc.com/2022/05/04/crypto-exchange-binance-wins-regulatory-approval-in-france.html
[6] https://www.gov.uk/government/news/government-sets-out-plan-to-make-uk-a-global-cryptoassettechnology-hub

des déficits publics ne semble pas trouver le soutien nécessaire au sein du Conseil de l'Union européenne.

La Commission européenne devrait par ailleurs prochainement présenter ses pistes de réforme du Pacte de stabilité et de croissance.

Plainte contre la taxonomie verte de l'UE | Question **6833** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 7. Juli hat d'Regierung annoncéiert, fir beim Europäesche Geriichtshaff eng Plainte géint d'Integratioun vun Atomenergie an Äerdgas an d'EU-Taxonomie ze deposéieren, wärend d'Energiepräisser ëmmer weider klammen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, ob si dës Decisioun zeréckzéie wëll oder dëse Schratt eventuell schonn ënnerholl huet? Falls net, ka si elaboréieren, wéi si an der aktueller Kris, wou vill Lëtzebuerger Stéit net méi wëssen, wéi se hir Rechnunge bezuele sollen, d'Verhältnismëissegkeet vun där Moossnam beurteelt?

Réponse (12/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Taxonomieregulatioun, déi Atomenergie an Äerdgas enthält, gouf am Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) de 15. Juli 2022 publizéiert.

Éisträich huet decidéiert, géint d'Taxonomieregulatioun ze kloen. D´Lëtzebuerger Regierung huet decidéiert, dass Lëtzebuerg Éisträich an dëser Prozedur wäert ënnerstëtzen (art. 40 Protocole (3) sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne).

D'Regierung gesäit keng kausal Relatioun tëschent der aktueller Kris an der Klo géint d'Taxonomie.

Expulsions d'élèves | Question **6834** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg gëtt aktuell mat engem net gekannten Ausmooss vu Gewalt an de Schoule konfrontéiert. Sënnbildlech duerfir steet de Phenomeen vum sougenannten „Happy Slapping". Wéi an der Press ze liese war, krute verschidde vun dësen Täter och schonn e Schoulverweis, hunn awer wéinst der Schoulflicht duerno ëmmer nees an engem anere Lycée missen opgeholl ginn.

Wat déi allgemeng Zuel vun de Schoulverweiser am Schouljoer 2021/2022 ugeet, schreift den Här Minister a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 6453, datt dat Joer 286 Disziplinarréit (Conseils de discipline) an de Lëtzebuerger Lycéeën aberuff goufen; 209 Mol ass e Schüler dorophi vun der Schoul verwise ginn. Zu de Grënn, aus deenen dës Disziplinarréit aberuff goufen, gehéiert och, sou wéi et am Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) mentionéiert ass, de Besëtz vu Waffen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. A wéi ville Fäll ass am Schouljoer 2021/2022 ee Schüler wéinst Waffebesëtz vun der Schoul verwise ginn?

2. Gëtt de Ministère dovun a Kenntnis gesat, wa géint e Schüler ee Schoulverweis ausgeschwat gëtt? Verfüügt de Ministère deemno iwwert d'Donnéeë vun deem betreffende Schüler? Kann den Här Minister eis deemno matdeelen, esou wéi dat virgesinn ass bei enger parlamentarescher Fro, wéi d'Opdeelung vun den 209 Schoulverweiser sech gestallt no Geschlecht, Alter an Nationalitéit?

3. Wéi vill Schüler goufen 2021/2022 pro Lycée verwisen? A wéi eng Lycéeë si se opgeholl ginn?

4. Wéi vill vun dëse Schüler goufe fir d'zweet oder fir d'drëtt Kéier vun der Schoul verwisen? Gëlle fir dës Schüler speziell Reegelungen, wat hire Schoulverweis ugeet?

5. Wéi eng Instanze ginn iwwer de Schoulverweis vun engem Schüler informéiert (souwuel am Lycée, vun deem hie verwise gëtt, wéi am Lycée, an deen hie verwise gëtt)?

6. Wéi gi Schüler, déi eng Geschicht vu Gewalt hunn, an der Schoul, an déi si verwise ginn, encadréiert, bzw. en charge geholl?

7. Gëtt et am Kontext vum Schoulverweis vun engem gewaltbereete Schüler ee Virgespréich mat den Enseignanten, déi an der neier Schoul mat dësem Schüler direkt ze di wäerten hunn? Wéi ginn dës Enseignanten op hir Aufgab virbereet?

8. Gëtt et an deem Kontext een Informatiounsgespréich mat den Eltere souwuel vum betreffende Schüler wéi och vun deene Schüler, déi an der selwechter Klass si wéi hien?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An dësem Fall ass et wichteg ze ënnersträichen, datt de Begrëff „Waff" sech op d'Definitioun am Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 conernant l'organisation des lycées) bezitt an net op déi aus dem Strofgesetz. De Begrëff „Waff" bezeechent laut Schoulgesetz geféierlech Objeten, wéi z. B. Messeren, déi d'Schüler net däerfe bei sech féieren. An dem vergaangene Joer si siwe Schüler wéinst dem Besëtz vun esou Objete vun der Schoul verwise ginn. Dës Zuel ass iwwer déi vergaange Jore stabel bliwwen, esou datt et sech net ëm en neie Phänomeen handelt.

ad 2. D'Lycéeë kommunikéieren dem Ministère zweemol am Joer d'Donnéeën iwwert d'Schoulverweiser; fir d'Schouljoer 2021/2022 geet d'Opdeelung no Alter a Geschlecht aus de follgenden zwee Tabloen ervir.

Opdeelung no Alter:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Opdeelung no Geschlecht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Nationalitéit vun de Schüler gëtt net erfaasst.

ad 3. D'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée grad ewéi d'Nimm vun de Lycéeën, déi dës Schüler ophuelen, si Renseignementer, déi aus Dateschutzgrënn net kënne kommunikéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifizéiert ginn. A wéi engem Lycée déi concernéiert Schüler opgeholl ginn, hänkt vu verschiddene Facteuren of: Bei der Sich nom passende Lycée gëtt den envisagéierte Parcours scolaire vum Schüler consideréiert; och déi schoulesch Offer, d'Zuel vun den zwou fräie Plazen an d'Distanz zu de potentielle Schoule spillen eng Roll. D'Servicer vum Ministère ënnerstëtze souwuel de Lycée wéi och d'Elteren am Fall vu Schwieregkeeten, fir eng nei Plaz ze fannen.

ad 4. Et ginn aktuell keng Prozeduren, fir dës Donnéeën ze sammelen; allerdéngs hunn ech meng Servicer domat chargéiert, ee méi enke Suivi vun deene Schüler ze ënnerhuelen, déi e Schoulverweis kréien.

ad 5. Wann de Conseil de discipline e Renvoi spréicht, sou gëtt d'Decisioun motivéiert a schrëftlech festgehal. De groussjärege Schüler oder d'Eltere vum mannerjärege Schüler souwéi gegeebenefalls de Patron am Kontext vun enger Beruffsausbildung an déi concernéiert Beruffschambere kréien dës Decisioun mat ageschriwwenem Bréif matgedeelt.

Bei engem schoulflichtege Schüler, deen e Renvoi kritt, gesäit de legale Kader vir, datt den Direkter dofir suerge muss, datt dee Schüler an der Woch nom Renvoi an engem anere Schoulgebai ageschriwwe gëtt. Den Direkter këmmert sech ëm d'Kommunikatioun mam Lycée d'accueil.

Am Kader vun der Lutte géint den Décrochage scolaire an der Verbesserung vum Suivi vun de Schüler, déi reorientéiert ginn oder e Schoulverweis kréien, ass eng Prozedur ausgeschafft ginn, déi virgesäit, datt all Schüler, géint deen e Renvoi gesprach gëtt, fir e Gespréich un de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) verwise gëtt, ier hien d'Gebai verléisst. Dëst Gespréich bitt de Professionellen d'Geleeënheet, den emotionalen Zoustand vum Schüler, déi psychosozial Risken an d'Betreiungsbesoinen am Zesummenhang mat senge Problemer ze bewäerten. Dëst Gespréich wäert och systematesch mat all Schüler gemaach ginn, deen de Lycée fréizäiteg verléisst, an dat nach ier hien seng Fiche de désinscription kritt.

Et muss awer drop higewise ginn, datt och an der Vergaangenheet schonn d'Majoritéit vun de Lycéeë systematesch dem Schüler e Gespréich ugebueden hunn, ier hien d'Schoulgebai verlooss huet.

Am Fall, wou en net méi schoulflichtege Schüler e Renvoi kritt, gesäit d'Gesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) vir, datt den Direkter e Rendez-vous fixéiert fir de concernéierte Schüler a seng Elteren (wann et sech ëm e mannerjärege Schüler handelt) am Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS), méi konkreet dem Centre de consultation pour jeunes et familles, fir ze kucken, wou d'Schwieregkeete sinn, a fir een op seng Besoinen adaptéierte Suivi virzeschloen.

Am Fall vu Gewalt gëtt déi Problematik kloer theematiséiert an et gi Piste proposéiert fir eng adequat Begleedung, déi dono vum Lycée d'accueil iwwerholl an ëmgesat gëtt.

ad 6. Den Artikel 43 ter vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juni 2004 gesäit vir, datt bei engem Schüler, dee vun der Schoul verwise gouf, den Direkter vum Lycée d'accueil d'Konditioune vun der Aschreiwung festleet. Eng vun de Konditioune kann z. B. sinn, datt de Schüler vun enger Persoun aus dem SePAS encadréiert gëtt, déi him hëllefe kann, sech senge Ressourcë bewosst ze ginn an op déi méiglech Risikofacteuren, déi virdrun identifizéiert goufen, anzegoen.

Am Reegelfall schaffen d'SePAS-Servicer vu béide concernéierte Lycéeën zesummen, fir gënschteg Bedéngunge fir d'Integratioun an d'Begleedung vun engem Schüler, deen eng Gewaltdot begaangen huet, ze schafen.

Fir d'Prozedure vun der Gestioun vu Gewaltsituatiounen an de Schoulen transparent a verständlech ze maachen, gouf den Dispositif bientraitance vum CePAS ausgeschafft. Dëse Preventiounsdispositif erlaabt et de Schüler, op eng einfach a sécher Manéier Gewaltdoten ze mellen, vun deene si Affer gi sinn. D'Zil heivunner ass eng séier Prise en charge vun den Affer an eng adequat Reaktioun op d'Gewaltdoten.

Dësen Dispositif, deen den Ament nach an enger Pilotphas ass, gesäit eng spezifesch Prise en charge vun den Auteure vu Gewaltdote vir, mam Zil:

– de Schüler vum edukative Standpunkt hier bei disziplinaresche Problemer ze vertrieden;
– dem Schüler d'Méiglechkeet ze ginn, virun all Decisioun gehéiert ze ginn;
– eng Sanctioun ze huelen, déi dem Schüler et erlaabt, sech engersäits bewosst ze ginn, wat e gemaach huet a wat d'Konsequenze fir hie selwer an och fir déi aner sinn, mee anerersäits och ze léieren, wat hie maache kann, fir säi Verhalen ze verbesseren.

Ab dem Schouljoer 2023/2024 soll dësen Dispositif op all d'Schoulen ausgeweit ginn.

ad 7. Vill Lycéeë setze Membere vum sozioedukative Personal als Tuteure fir verschidde Klassen an, déi an enker Zesummenaarbecht mam Regent schaffen an de Schüler individuell begleeden. De Regent gëtt am Virfeld iwwer d'Situatioun vum Schüler a senger Problematik informéiert a spillt eng wichteg Roll an der Vernetzung an an der Kommunikatioun mat allen Acteuren, notamment mat allen Enseignanten.

An der Klass gi verschidde Preventiounsmethode proposéiert. Haut gehéiert z. B. d'Method „espaces de paroles régulés" zu de meeschtverbreetsten Techniken, fir an engem geschützte Kader de Jonken ze erméiglechen, hir Emotioune fräi zum Ausdrock ze bréngen. Dësen Espace hëlleft den Erwuessenen, d'Unterrechtsklima besser ze kontrolléieren, mee och op eng aktiv Manéier Gewaltsituatiounen ze verhënneren an op Gewaltsituatiounen, déi schonn agetruede sinn, ze reagéieren. Doriwwer eraus erméiglecht et den Auteure vu Gewaltdoten, sech bewosst ze ginn, wat d'Konsequenze vun hiren Aktioune fir hir Affer bedeiten, Empathie ze entwéckelen an hiert Verhalen ze änneren.

ad 8. D'psycho-sozio-edukatiivt Personal ass am Kader vun enger schoulescher an/oder psycho-sozio-edukativer Prise en charge un d'Deontologie vun der Confidentialitéit an/oder un d'Beruffsgeheimnis gebonnen. Ausserdeem ass e vertraulecht Ëmgoe mat der Situatioun vum Schüler weesentlech, fir déi néideg Vertrauensrelatioun ze schafen, fir datt dee Jonken engem Suivi zoustëmmt. Aus dësem Grond dierfen déi Informatiounen den Eltere vun deenen anere Schüler net matgedeelt ginn, och fir, vu vireran, all Form vun Diskriminéierung ze vermeiden.

Développement durable dans la coopération | Question **6835** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4777 huet d'Regierung iwwer d'Zesummespill vu klimapolitescher Entwécklungshëllef an Nohaltegkeet ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Nohaltegkeetspolitik konzentréiert sech haaptsächlech op d'Ëmsetzung vum 3. Nohaltegkeetsplang (PNDD), deen sech op 17 Ziler, déi sougenannten SDG (sustainable development goals) vun de Vereenten Natioune baséiert. Zum Aktiounsfeld vum PNDD gehéieren d'Klima, Genderpolitik, d'Energie an de Schutz vun den Ökosystemer."

Zu de potenziellen Ursaache vun zukünfteger Klimamigratioun war ënner anerem dat hei ze liesen: „ee steigende Manktem u Liewensmëttel a Drénkwaasser esouwéi en allgemenge Réckgang vun der Liewensqualitéit an de wirtschaftleche Perspektiven". Als Léisung fir dee Probleem huet d'Regierung ënner anerem dat hei virgeschloen: „Amelioratioun vun den Agrarsystemer, Ënnerstëtzung vun nohalteger Landwirtschaft".

Den asiateschen Inselstaat Sri Lanka huet rezent eng déifgräifend Regierungskris duerchlieft, nodeems Manifestanten de Presidentepalais gestiermt haten an de Staatschef d'Land huet misse verloossen. Den Ausléiser vun dëse Protester louch an där massiver Präissteigerung bei de Liewensmëttel vun 80 %, déi hirersäits duerch eng Ëmstellung op eng extensiv Landwirtschaft verursaacht goufen, déi der Regierung am Kader vum Kampf géint den anthropogeene Klimawandel och vun der UNO recommandéiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Kooperatiounsminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, wéi séchergestallt ass, datt déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik Feeler, wéi a Sri Lanka geschitt, vermeit an datt déi Ëmstellung op déi sougenannt „nohalteg Landwirtschaft" op kee Fall zu engem Effizienzverloscht féiert?

Réponse (15/09/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

An der Aleedung, déi zu der Fro vum Här Deputéierte féiert, schreift dësen, ouni en Noweis dofir ze liwweren, dass „[d]en Ausléiser vun [de] Protester [a Sri Lanka] [...] an där massiver Präissteigerung bei de Liewensmëttel vun 80 % [louch], déi hirersäits duerch eng Ëmstellung op eng extensiv Landwirtschaft verursaacht goufen, déi der Regierung am Kader vum Kampf géint den anthropogeene Klimawandel och vun der UNO recommandéiert gouf".

D'Regierung huet net wëlles, sech iwwert d'méiglech Konsequenze vun eegenen, net weider ënnermauerten, Stellungname vum Här Deputéierten ze äusseren.

Contrat-type d'agrément des médecins libéraux | Question **6836** (13/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans la première partie de sa réponse à la question parlementaire 6480 du 14 juillet, Madame la Ministre de la Santé allègue que le contrat-type de collaboration entre les médecins libéraux agréés et les établissements hospitaliers est fondé sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et constate en même temps que l'accord en question entre l'AMMD et la FHL n'a pas fait l'objet d'une publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. N'empêche que d'après nos recherches, la FHL (anciennement EHL) avait négocié un contrat-type en 2002. Le Ministère de la Santé a été informé à l'époque par courrier. Selon nos informations aucun contrat-type n'a été négocié entre l'AMMD et la FHL depuis la mise en vigueur de la loi hospitalière en 2018. En conséquence, le contrat-type auquel Madame la Ministre se réfère ne peut être que celui négocié entre ces deux parties sur base de l'article 31 de l'ancienne loi hospitalière du 28 août 1998. Dans ce contexte nous voudrons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé.

1) D'après les détails cités ci-dessus, est-ce que Madame la Ministre ne doit pas reconsidérer que le seul modèle de contrat-type applicable au sein des établissements hospitaliers se base encore sur l'accord entre l'AMMD et la FHL de 2002 ?

2) Comment Madame la Ministre peut-elle affirmer que le Ministère de Santé n'a pas été saisi du contrat-type en question, alors qu'en 2002 son prédécesseur l'a accepté ?

3) Est-ce que Madame la Ministre et son intermédiaire, le commissaire aux hôpitaux, ne devraient pas veiller au respect du contrat-type d'agrément des médecins libéraux par tous les établissements hospitaliers ?

4) Quels éléments du contrat-type négocié en 2002 sont incompatibles avec la loi hospitalière de 2018 ?

5) Est-ce qu'il existe un contact-type négocié répondant aux exigences de la loi de 2018 ?
– Si non, pourquoi la situation légale en rapport avec le contrat-type n'a pas été régularisée ?

6) Étant donné que le monopole conféré par l'État aux hôpitaux pour une grande partie de la médecine spécialisée, met les médecins libéraux dans une situation professionnelle fortement dépendante, en quoi la liberté constitutionnelle conférée en son article 11 (6) aux professions libérales, serait toujours respectée si les établissements hospitaliers ne respectent pas un contrat-type négocié ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le contrat-type de collaboration négocié en 2002 entre la FHL (anciennement EHL) et l'AMMD est fondé sur les dispositions de l'article 31 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers. Force est de constater que l'article 31 de la loi précitée prévoyait uniquement que « Les contrats de collaboration des prestataires de soins non salariés exerçant dans les hôpitaux et établissements hospitaliers spécialisés doivent correspondre à un contrat-type, dont le contenu minimal est arrêté d'un commun accord entre les différents groupements professionnels des prestataires de soins et les groupements des hôpitaux prévus à l'article 62 du code des assurances sociales. À défaut de cet accord, le Ministre de la Santé peut arrêter le contrat-type. » Dès lors, il y a lieu de noter que le contrat-type de 2002 était conforme aux dispositions légales puisque le contenu minimal a été arrêté d'un commun accord entre la FHL et l'AMMD et la loi ne prévoyait pas qu'il devrait faire l'objet d'une publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Pourtant, il y a lieu de préciser que depuis 2018, le contrat-type de collaboration est fondé sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Ces dispositions varient par rapport à celles de l'article 31 de la loi précitée de 1998 en ajoutant comme condition supplémentaire la publication du modèle de contrat-type de collaboration une fois arrêté par le ministre au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Il y a eu des échanges entre le Ministère de la Santé et les acteurs concernés en 2002 sans qu'un contrat-type finalisé n'ait été avalisé à l'époque.

ad 3) Le contrat-type n'a pas été arrêté par le ministère et il revient aux acteurs ayant conclu d'un commun accord les stipulations du contrat-type de s'assurer que les contrats conclus entre médecins libéraux et les établissements hospitaliers y répondent.

Toutefois le projet de loi[7] portant modification : 1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ; 2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 3° du Code de la sécurité sociale prévoit une adaptation des dispositions de l'article 33 (7) et le Ministère de la Santé va demander aux établissements hospitaliers de lui transmettre les exemples-type de contrats de collaboration existants.

ad 4) et 5) Le contenu du contrat-type, tel qu'arrêté en 2002, n'est pas incompatible avec les exigences légales relatives au contrat-type de collaboration. Une restructuration des dispositions du contrat-type afin d'adresser au mieux les dispositions de l'article 33 (7) de la loi

7 Projet de loi n° 8009

modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière serait toutefois utile.

ad 6) Le contrat-type a pour objet de régler la relation entre le médecin libéral et l'établissement hospitalier auquel il est agréé, et n'a pas d'emprise sur l'exercice libéral proprement dit de la profession de médecin.

Populations de poissons | Question **6837** (14/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An engem Interview, deen den 12. September am „Quotidien" publizéiert gouf, fuerdert de President vum Verband vun de Sportfëscher, fir den Hierscht a Wanter eng Bestandsopnam vun den Auswierkunge vun de waarme Summertemperaturen op d'Flora a Fauna vun eise Gewässer an domat och d'Fëschbestänn ze lancéieren an op Basis vun de Resultater eng geziilt Repopulatiounsstrategie ze entwéckelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Madamm Minister vir, fir sech déi zitéiert Fuerderung zu eegen ze maachen? Falls net, firwat net?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Een zousätzleche Monitoring fir den Hierscht/Wanter 2022 ass aus Ressourcëgrënn net virgesinn. Doriwwer eraus ass et wëssenschaftlech méi sënnvoll, e Monitoring am Fréijoer/Summer 2023 ze lancéieren, wou een dann och d'Reproduktioun vun de Salmoniden (notamment Baachfrellen) a Cypriniden mat erfaasst, fir den Impakt op d'Fëschpopulatioune besser evaluéieren ze kënnen.

Et ass awer ze präziséieren, dass e spezifesche Monitoring, fir den Impakt vun enger Drécheperiod ze evaluéieren, just Sënn mécht, wann een déi selwecht Gewässerstrecke matenee vergläicht. Deemno realiséiert d'Waasserverwaltung jo säit Joren de Monitoring op de Baachen a Flëss am Kader vun der europäescher Waasserrahmenrichtlinn (2000/60/CE), deen all Joer stattfënnt, a wou een d'Resultater vu verschiddene Jore ka matenee vergläichen.

Et ass awer och ze bemierken, dass der Waasserverwaltung an der Saison 2022 kee gréissert Fëschstierwe bekannt ass. Dat heescht awer net, dass déi laang Drécheperiod keen Impakt op d'Fëschpopulatiounen hätt. Et ass sécherlech net auszeschléissen, dass et zu lokale Stéierungen an der Fëschpopulatioun koum. Den eventuelle Verloscht ass awer ganz schwéier anzeschätzen, virun allem, wat déi verpachte Gewässer ubelaangt.

Der aktueller Situatioun vun de Fëschpopulatiounen no deem dréchene Summer gëtt, souwäit méiglech an néideg, am alljärleche Besaz vun den ëffentleche Gewässer Rechnung gedroen.

De Besaz eleng ass awer net d'Léisung, fir d'Populatiounen no enger Dréchent, wéi se dëst Joer war, opzebauen an ze stäerken. Et ass net méiglech, een aquatescht Ökosystem aleng duerch Fëschbesaz erëm opzebauen. Et kritt een nämlech net all d'Fëschaarte vun enger typescher Fëschgemeinschaft um Marché ze kafen, an dobäi kënnt och, dass d'Narungsquell vun de Fësch, notamment déi kleng Insekten an Nährdéiercher, déi indispensabel fir d'Fëschpopulatioune sinn, duerch déi extreem Dréchent zréckgaange sinn, soudass e Risiko besteet, dass d'Ëmweltbedingungen net onbedéngt optimal sinn, fir dass de Fëschbesaz kann iwwerliewen.

Et ass gewosst, dass gesond an nohalteg Fëschbestänn an hir nohalteg Notzung op intakte Liewensraim baséieren. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, Moossnamen ze ergräifen, fir d'Gewässer an en naturnoen Zoustand ze bréngen.

Effikass Moossname sinn ënner anerem, eng Beschattung vum Gewässer duerch eng natierlech Ufervegetatioun opkommen ze loossen, an des Weidere kënschtlech Stauberäicher, déi sech séier ophëtzen, ze besäitegen, andeems déi natierlech Fléissdynamik vun enger Baach rëm hiergestallt gëtt. Och ass et wichteg, méiglechst vill Struktur an d'Flëss an d'Baachen ze bréngen, fir de Fësch bei Dréchent an Hëtzt Réckzuchsméiglechkeeten ze bidden, ënner anerem duerch d'Uleeë vu méi déiwe Beräicher.

An der Perspektiv vum Klimawandel ass et deemno ëmsou méi wichteg, déi aquatesch a semi-aquatesch Liewensraim mateneen ze vernetzen an d'Gewässer an hiren naturnoen Zoustand zréckzeféieren, soudass bei enger Erwiermung vun de Gewässer Réckzuchsan Iwwerliewensméiglechkeete fir Planzen an Déieren an notamment Fësch geschaf ginn.

E strukturräicht Gewässer mat vill verschiddene Liewensraim, déi matenee vernetzt sinn, mécht e Flosssystem am Allgemenge méi widderstandsfäeg vis-à-vis vun de Klimaverännerungen, deenen d'Gewässer zukünfteg wäerten ausgesat sinn.

Mise en berne des drapeaux nationaux | Question **6838** (14/09/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans une lettre circulaire datant du 12 septembre 2022, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État informe les ministères, administrations et services de l'État qu'à la suite du décès de la Reine Elizabeth II du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les drapeaux nationaux pavoisant les édifices des ministères, administrations et services de l'État seront mis en berne le lundi 19 septembre 2022 à l'occasion des funérailles de la reine Elizabeth II.

– Comprenant qu'il s'agit d'une marque de respect et de l'expression de deuil et de compassion du Grand-Duché avec la famille royale et le peuple britannique, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre s'il existe des critères, voire une base légale concernant les occasions, événements ou incidents suite auxquels les drapeaux nationaux seront mis en berne.

– Si de tels critères ou textes légaux font défaut, Monsieur le Premier Ministre estime-t-il qu'il serait opportun de définir de tels critères et de se doter d'une base légale adaptée ?

Réponse (04/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

La loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, dont fait partie le drapeau national, qui relève des attributions du Premier Ministre, ne définit pas les conditions de la mise en en berne du drapeau national.

La mise en berne des drapeaux nationaux est décidée par le Premier Ministre au cas par cas et sur base d'un ensemble d'éléments incluant, entre autres mais non exclusivement, pour le cas d'un événement international comme le cas d'espèce :

– les relations diplomatiques et historiques avec l'État concerné par l'événement ;
– la nature de l'événement, et
– la fonction revêtue par l'individu concerné.

Ainsi, c'est en tenant compte de la profondeur des liens d'amitié et de l'excellence des relations diplomatiques et historiques entre le Royaume-Uni et le Luxembourg, et du fait qu'il s'agit du décès d'un chef d'État en exercice, mais aussi du fait que la figure et le règne de S.M. la Reine Elizabeth II sont exceptionnels à plusieurs égards, qu'il a été décidé de participer au deuil collectif du Royaume-Uni, le jour des funérailles, par la mise en berne des drapeaux nationaux.

À titre d'information complémentaire, le dernier cas de figure récent et comparable dans lequel une mise en berne des drapeaux nationaux a été décidée fut lors du décès et des funérailles du Pape Jean-Paul II, les 4 et 8 avril 2005.

Finalement, le Gouvernement estime qu'il n'est pas nécessaire de se doter d'une base légale formelle pour une pratique dont l'usage reste exceptionnel.

Réserves pétrolières nationales | Question **6839** (14/09/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 3738 vum 29. Mäerz 2018 vun der ADR huet déi deemoleg Regierung iwwert eis national Pëtrolsreserven dat hei geschriwwen: „Fir d'Versuergungssécherheet vum Land och am Fall vun enger schwéierer Kris ofzesécheren, erlaben déi bestoend national Tankkapazitéiten haut, just circa aacht Deeg Sécherheetseserven op nationalem Gebitt ze halen." Iwwer d'Verfügbarkeet vun dëse Reserven am Fall vun enger schwéierer Kris war dat hei ze liesen: „Trotz dëser Obligatioun, an obschonn an deem jeeweilege Land d'Sécherheetseserven disponibel sinn, kéint et an enger schwéierer Kris, an aus verschiddene Grënn, dozou kommen, datt déi néideg Quantitéiten net op Lëtzebuerg transportéiert kéinte ginn. Dat ka beispillsweis geschéien, wa verschidde Facteuren zäitgläich optrieden: Feele vun néidegen Transportkapazitéiten, Streik, laang an intensiv Schlechtwiederperioden, déi den Transport iwwert d'Strooss, d'Eisebunn oder d'Waasser onméiglech maachen, a sou weider."

Iwwer déi weider Evolutioun vun eise Pëtrolsreserven op nationalem Terrain gouf schliisslech deen hei Zenario skizzéiert: „Déi aktuell Geneemegunge fir déi bestoend Tanklagere vu verschiddenen Importeuren zu Bartreng, Hollerech an och um Fluchhafe lafe bis 2020 aus. Am Fall, wou déi Geneemegungen net erneiert géife ginn an tëschenzäitlech keng néi Tanklagere gebaut géife ginn, géifen d'Tanklagerkapazitéiten um nationalen Territoire staark erofgoen an et wier bei Wäitem net méi méiglech, fir déi haiteg aacht Deeg Sécherheetseserven um nationale Gebitt ze halen, wat gréisser Auswierkungen op d'Versuergungssécherheet vum Land mat Pëtrolsproduiten dierft hunn."

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5387 vum 14. Dezember 2021, huet den Här Energieminister zur Fro vum Zesummespill vun zouene Grenze fir Energieproduiten am Fall vun enger gréisserer Kris an eis national Versuergungssécherheet dunn dat heite geschriwwen: „Am Pëtrolsberäich gëtt et eng europäesch Direktiv, déi an déi national Gesetzgebung duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsproduiten transposéiert ginn ass. No den Ufuerderunge vun där Direktiv gesäit d'Gesetz vir, dass all Importateur vu Pëtrolsproduiten eng Sécherheetsreserv vun 90 Deeg par rapport zu sengem Importvolume vum Joer virdru muss halen. D'Hale vun deene Reserven ass also eng Obligatioun, déi privatrechtlech vun de betraffenen Acteuren ëmgesat muss ginn. Fir d'Käschte fir d'Uleeën an d'Hale vun dëse Sécherheetsreserve mussen déi betraffen Importateure selwer opkommen a sinn Deel vun hirem Gesteeungspräis. D'Dispositiounen aus der

europäescher Direktiv gesi vir, dass de Memberstaat, an deem een anere Memberstaat (respektiv seng Acteuren) seng strateegesch Reserven ugeluecht huet, muss dofir suergen, dass den Accès zu deene Stocken zu all Moment an ënner alle Bedéngunge geséchert ass."

Den 2. September 2022 huet den Här Energieminister op enger Pressekonferenz zesumme mam Här Staatsminister dunn drop higewisen, datt Spuenien seng Gasexporter Richtung Frankräich scho gestoppt hätt, a virun enger weiderer Fragmentéierung vum EU-Bannemaart fir Energie an entspriechenden „zouene Grenze" gewarnt.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister nach gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill a wéi eng Geneemegunge fir Tanklageren op nationalem Territoire säit 2020 erneiert goufen an iwwert wéi een Zäitraum d'Pëtrolsreserven, déi nach hei am Land gelagert sinn, op Basis vun den aktuelle Konsumgewunnechten am Fall vun engem Importstopp opgebraucht wieren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi d'Regierung sech op dës Zenarie virbereet,
– datt eis national Pëtrolsreserven, déi am Ausland stockéiert sinn, an enger akuter Krisesituatioun duerch d'Autoritéite vun eise Partnerlänner confisquéiert ginn, eng Situatioun, an där de privaten Entreprisen, déi aktuell d'Gestioun vun deene Reserve sécherstellen, naturgeméiss d'Hänn gebonne sinn,
– datt duerch Liwwerschwieregkeeten (z. B. wéinst engem Manktum un Ad Blue) keng Camione méi kéinten op Lëtzebuerg kommen?

3. Wéi steet d'Regierung aktuell zu der Méiglechkeet, nei Tanklager op Lëtzebuerger Territoire ze bauen? Gesäit si esou eng Noutwendegkeet, besonnesch am Liicht vun där aktueller Kris?

4. Wéi kontrolléiert d'Regierung, datt déi privat Importateuren effektiv déi virgeschriwwe Reserve bereethalen?

Réponse (12/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Alleguer d'Kommodosgeneemegungen, déi Tanklager betreffen an déi bis 2020 auslafe sollten, sinn an der Tëschenzäit verlängert ginn.

D'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduite gesäit vir, datt all Importateur mindestens aacht Deeg Sécherheetsstocken am Land hale muss. Zousätzlech mussen och nach mindestens 37 Deeg Sécherheetsstocken op dem regionalen Territoire gehale ginn. Dës Sécherheetsstocke sollen hëllefen, fir d'Versuergung vum lëtzebuergesche Maart am Fall vun enger lokaler Versuergungskris oprechtzeerhalen. Insgesamt hält Lëtzebuerg 93 Deeg Sécherheetsstocken. Am Prinzipp gëtt déi deeglech Versuergung vun der Populatioun awer iwwer déi kommerziell Stocken op dem nationalen a regionalen Territoire assuréiert.

Am Fall vun enger stënterlecher a kompletter Ënnerbriechung vun der Versuergung vum Land mat Pëtrolsproduiten, stéingen also esouwuel déi kommerziell Stocke wéi och d'Sécherheetsstocken zu Verfügung, fir d'Versuergung vum Land ze assuréieren. Vu datt dës Stocke permanent variéieren, ass et schwiereg, fir d'Fro vun den éierewäerten Deputéierten no engem prezisen Zäitraum ze beäntweren. Insgesamt ginn awer permanent mindestens 45 Deeg Sécherheetsstocken an der Regioun gelagert an dovun op d'mannst aacht Deeg um nationalen Territoire.

ad 2. D'Dispositioune vun der Direktiv 2009/119/CE iwwer d'Obligatioun fir d'Memberstaaten, fir minimal Stocke vu Pëtrol an/oder Pëtrolsproduiten ze halen, déi duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduiten an nationaalt Recht transposéiert gouf, verbidden, datt e Memberstaat, an deem een anere Memberstaat seng strateegesch Reserve gelagert huet, Mesuren huelen däerf, déi den Transfert, de Gebrauch oder d'„mise en circulation" vu Sécherheetsstocke behënnere kënnen. Des Weidere muss all Memberstaat permanent d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vun de Sécherheetsstocken assuréieren.

Déi lëtzebuergesch Sécherheetsstocke ginn an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch an an Holland gehalen an, ënner den aktuelle Bedéngungen, gesäit ee kee Grond, fir drun ze zweiwelen, datt ee vun dëse Memberstaaten d'Dispositioune vun der Direktiv am Fall vun enger Versuergungskris net respektéiere géif.

Betreffend d'Problematik vum Adblue gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6797 verwisen.

ad 3. D'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduite gesäit vir, datt all Importateur mindestens aacht Deeg Sécherheetsstocken um nationalen, a 37 Deeg Sécherheetsstocken um regionalen Territoire hale muss. Dat sinn insgesamt 45 Deeg Sécherheetsstocken, déi am Noutfall der Versuergung vum nationalen Territoire zu Verfügung stinn. Op Basis vun den aktuellen Erfarungswäerter an der Noutwendegkeet, datt d'Consommatioun vu Pëtrolsproduiten an den nächste Joren erof wäert goen, schéngen déi aktuell Stockagekapazitéiten um nationalen Territoire appropriéiert ze sinn, fir d'Versuergung vum Land och an der Zukunft ofzesécheren.

Och wa momentan d'Situatioun op den internationale Mäert ganz schwiereg ass, gëtt et momentan keng akut Versuergungsenkpäss bei de Pëtrolsproduiten. Insgesamt ass awer ze soen, datt déi aktuell Kris prinzipiell eng international Kris ass a keng lokal. Am Fall vu Versuergungsenkpäss wier domadder sécherlech eng international/europäesch Aktioun méi approprijéiert wéi eng Aktioun, déi sech just op de lokale Marché fokusséiert. Deementspriechend ass et, a priori, schwiereg, fir aus der aktueller Kris och direkt Konklusiounen op d'Besoine vun Tankkapazitéiten um nationalen Territoire ze zéien.

ad 4. All Importateur muss déi virgeschriwwe Sécherheetsstocke permanent halen an dem Energieminister am Viraus all Ännerung deklaréieren. Op dëser Basis gëtt da kontrolléiert, ob den Importateur seng Obligatiounen erfëllt. Alleguer d'Sécherheetsstocken, déi am Ausland gehale ginn, mussen och am Virfeld vun dem jeeweilege Land autoriséiert ginn.

Zousätzlech zu dëse Kontrollen um Pabeier ginn d'Sécherheetsstocken um nationalen a regionalen Territoire och reegelméisseg vun engem onofhängegen Expert kontrolléiert, dee sech perséinlech an déi betraffen Tanklager deplacéiert. Déi leschte Kéier sinn d'Sécherheetsstocken am véierte Quartal 2021 kontrolléiert ginn. Den Expert huet keng signifikativ Anomalie fonnt an huet confirméiert, datt déi deklaréiert Stocken effektiv permanent an de respektive Lagere wärend der betraffener Period gehale gi sinn.

Changement d'horaires des trains de la ligne 10 | Question **6840** (14/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Laut offiziellem Horaire vun der CFL, dee bis Dezember 2022 gülteg ass, soll op der Linn 10 zu all voller Stonn en Zuch vu Kautebaach an d'Stad fueren. Et ass mir allerdéngs zu Ouere komm, dass dësen Zuch aktuell net fiert, wat fir vill Leit aus der Géigend, déi op Ettelbréck, Dikrech oder an d'Stad an d'Schoul oder op d'Schaff fueren, onnéideg Ëmstänn mat sech bréngt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Aus wéi engem Grond fiert den Zuch zur voller Stonn net méi?

– Wat ass geplangt fir ze garantéieren, dass d'Leit aus der Géigend vun enger gudder Verbindung mam ëffentlechen Transport an d'Nordstad an an d'Stad Lëtzebuerg kënne profitéieren?

Réponse (26/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Sämtlech IC-Zich op der Linn 10 aus an a Richtung Léck fueren zënter dem 5. September 2022 effektiv net méi um Tronçon Kautebaach–Lëtzebuerg. Dës Zich ginn duerch Material vun der SNCB assuréiert am Kader vun der stëndlecher Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg.

Bedéngt duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg de 27. August 2022 ass de Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach bis op Weideres gespaart, soudatt dës Zich hiren Terminus zu Klierf hunn.

Well sämtlecht Material schonn an den Traficker agesat ass, war et den CFL och net méiglech, fir dës Zich an der Tëschenzäit duerch CFL-Material ze assuréieren. CFL hunn awer zesumme mat der SNCB no Léisunge gesicht, soudatt d'Faarte vun dësen Zich rëm kënnen, no enger Upassung vum Ëmlafplang vum Material vun der SNCB, ab dem 19. September 2022 garantéiert ginn.

Wéinst der Spärung vum Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach fueren dës Zich awer, bis zum Ofschloss vun de Reparatiounsaarbechten am Tunnel Schieburg, just tëschent Ettelbréck an der Stad an zeréck.

Duerch operationell, ewéi och infrastrukturell Contrainten ass et leider net méiglech, fir dës Zich ab a bis Kautebaach fueren ze loossen.

D'Organisatioun vun engem Schinnenersatzdéngscht per Bus tëschent Kautebaach an Ettelbréck, deen nieft der bestoender stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck géif fueren, ass mangels den néidege Personalressourcen och net méiglech.

Dobäi kënnt, datt d'Fuerzäit vu minimum 40 Minutten, fir d'Streck tëschent Kautebaach an Ettelbréck per Bus ze bewältegen, keng interessant Alternativléisung fir d'Clienten, par rapport zu der Fuerzäit vun 13 Minutte vun der stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck, duerstellt.

Déi eenzeg Alternativ, déi de Reesenden ab Kautebaach a Richtung Ettelbréck an der Stad kann de Moment ugebuede ginn, bleift deemno just déi stëndlech RE-Zuchverbindung.

Réglementation des engrais | Question **6841** (14/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An engem Interview mam „Luxemburger Wort" huet d'Madamm Ëmweltministesch erklärt, datt hiert Haus amgaangen ass, d'Düngerveruerdnung aus dem Joer 2000 unzepassen. Konkreet geet et ëm d'Stéckstoffdüngung am Zesummenhang mat der Waasserqualitéit.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

– Wat sinn d'Eckpunkte vun den neien Düngerbestëmmungen?

– Bezéien se sech just op de Stéckstoff oder och nach op aner Zorte vun Dünger?

– Wéini wäerten déi nei Reegelen a Kraaft trieden?

– Sinn d'Vertrieder vum Beruff aktiv an d'Virbereedungsaarbechten agebonne ginn a fléissen hir Proposen an Doleancen an den Text an?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi déi honorabel Deputéiert richteg an der Press gelies huet, sinn d'Viraarbechten zur Ofännerung vum Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture amgaangen. Dëst Reglement transposéiert déi sougenannt EU-Nitratdirektiv 91/676/CEE a concernéiert all Form vun organeschen a stéckstoffhaltegen Düngeren, déi an der Landwirtschaft benotzt ginn an déi zu enger diffuser Verschmotzung vun der Ëmwelt bäidroe kënnen.

Et ass momentan virgesinn, ee fachlechen Austausch mat de Vertrieder vun de berufflech Landwirtschaftsorganisatiounen an och mat de Vertrieder vun Associatiounen aus dem Ëmweltberäich nach dësen Hierscht duerchzeféieren, an zwar op Basis vun engem éischten, provisoreschen Avant-projet de règlement grand-ducal.

Résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation | Question **6842** (14/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La loi modifiée de 1983 sur l'exercice de la médecine précise dans l'article 20 : « Est nulle toute convention conclue par les membres des professions de médecin et de médecin-dentiste entre eux ou avec un établissement hospitalier, stipulant des partages sur les honoraires ou des remises sur les médicaments prescrits, sans préjudice des dispositions concernant la rémunération des médecins prévues par les lois organiques relatives à certains établissements hospitaliers. » Selon l'article 32 du Code de déontologie « Toute connivence d'intérêts des médecins entre eux, et des médecins avec d'autres professions médicales (pharmaciens, infirmières etc.) est une dichotomie. Toute forme de dichotomie est interdite, notamment : Tout partage d'honoraires entre médecins et non-médecins. »

Dans ce contexte j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé dans le contexte de la résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

– Par quelle justification, le Ministère de la Santé suggère-t-il, en général, la légalité d'une rétribution financière, à l'exception des médecins salariés du CHL ?

– Sur quelle base légale s'appuie le Ministère de la Santé pour classifier la rétribution financière de mesure de simplification administrative ?

– Est-ce que, dans la réponse à la question parlementaire 6480 du 14 juillet, il n'y a pas eu de confusion entre « rétribution financière » et une éventuelle location d'un bureau de consultation ou une participation transparente aux frais de secrétariat ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

À titre préliminaire, il importe de préciser que le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation n'était pas lié contractuellement à un médecin-psychiatre et donc a fortiori, il ne put y avoir de résiliation de contrat.

Dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 6480, il a été précisé que la rétribution en cause est une contrepartie financière versée par le médecin pour couvrir les frais directs et indirects pour l'utilisation des ressources des établissements hospitaliers tels que les bureaux de consultations, les prestations administratives etc. Une telle obligation conventionnelle ne contrevient pas aux dispositions légales en vigueur.

Le contrat-type a pour objet de régler la relation entre le médecin libéral et l'établissement hospitalier auquel il est agréé, et n'a pas d'emprise sur l'exercice libéral proprement dit de la profession de médecin.

Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question **6843** (14/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Aserbaidjan an Armenien hunn zënter laange Joren ee Konflikt, deen ëmmer emol nees bluddeg gëtt. Ganz rezent sinn nei Artillerie-Ugrëff vum Aserbaidjan op armeenescht Gebitt. D'Ziler leien ausnamsweis net am Biergkarabach, mee baussent där Regioun, déi Aserbaidjan fir sech an Usproch hëlt, trotz der majoritär armeenescher Bevëlkerung. Dat ass eng Verschäerfung vun der Krichssituatioun, där och vill Mënschen zum Affer gefall sinn. Dozou wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Den Aggressor Aserbaidjan kritt weeder vun Europa nach vu Lëtzebuerg mat Sanktioune gedrot, wann hien Armenien ugräift. Ass dat net eng duebel Moral vun der europäescher a lëtzebuergescher Baussepolitik, wann ee mat der ukrainesch-russescher Situatioun vergläicht?

2. Zënter Juli gëtt et europäeschersäits no de Wierder vun der Kommissiounspresidentin Madamm von der Leyen „ein neues Kapitel in der Energie-Zusammenarbeit" mam Aserbaidjan, dee seng Gasliwwerungen un Europa verduebelt. Gëtt et keng moralesch Bedenken, fir mat engem erwisenen Diktator an Aggressor vun engem Nopeschland an Energiefroen zesummenzeschaffen?

3. De Lëtzebuerger Bausseminister huet an der Vergaangenheet scho méi schaarf formuléiert Kritik um aserbaidjanesche Krich geüübt. Ass dee rücksichtsvollen Ëmgang haut op wirtschaftlech Interessen zeréckzeféieren?

Réponse (17/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Europäesch Unioun verurteelt d'grenziwwerschreidend Gewalt géint Armenien. Als Konsequenz huet d'EU, déi offiziell als Mediateur fungéiert, eng „mission civile" an den Haut-Karabakh geschéckt.

ad 2. Den Aserbaidjan huet enger EU-Zivillmissioun zougestëmmt an et gëtt kontinuéierlech un enger pazifistescher Léisung fir d'Situatioun am Haut-Karabakh geschafft. Den Aserbaidjan ass, wéi och Armenien, Member vum Partenariat oriental. De Partenariat oriental ass eng Initiativ vun der Europäescher Unioun, fir d'Zesummenaarbecht a verschiddene Beräicher ze ferderen, fir sou Stabilitéit a Fridden an der Regioun ze schafen.

ad 3. Den 13. September 2022 huet den Ausseminister op Twitter d'Ugrëff vun Aserbaidjan op Armenien kloer verurteelt:

"Luxembourg is deeply concerned at reports about military operations by Azerbaijan directed against Armenia that have caused many casualties. Hostilities must stop. FM #Asselborn calls on both parties to refrain from further escalation."

Plateforme d'échange de données nationale | Question **6844** (14/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Press gëtt de 24. Abrëll de PNED (Plateforme d'échange de données nationale) annoncéiert, an zwar als wirtschaftlechen Interesseverband. Dës Plattform offréiert Servicer zu Lëtzebuerg an iwwer Lëtzebuerg eraus mat Daten, déi zu Lëtzebuerg an iwwer Lëtzebuerg eraus gesammelt goufen. Besonnesch de Wirtschaftsministère schéngt ze hoffen, datt sech Clienten an de Beräicher Mobilitéit, Logistik, Weltraum a Landwirtschaft fannen. De Projet, deen elo op d'Bee gesat gouf an deen och Date vum Health Data Hub soll integréieren, werft eng Rëtsch Froen op:

1. D'PNED-Plattform selwer soll, laut Press („Paperjam" vum 24. August), op legal Zwäng oppassen. Allerdéngs sinn d'Technologien, déi aus der Verknäppung vu villen ënnerschiddlechen Datebanken an Datamining-Software entstane sinn, esou performant, datt Anonymitéit nëmmen nach e vage Begrëff ass an aus manner sensibelen Donnéeën, déi online ze fanne sinn, haut schonn individualiséiert Bréiwer kënne gezu ginn. Wéi gesäit d'Regierung hei d'Gefor vum gliesene Bierger opgrond vun a priori vertrauleche Regierungsinformatiounen?

2. Ass bei der Komplexitéit vun der Technologie an de quasi onendleche Recherche- an Datamining-Méiglechkeeten iwwerhaapt eng juristesch Garantie méiglech, datt dem Bierger seng Privatsphär onverletzt bleift?

3. Ass beim Zougrëff op ënnerschiddlech Regierungsdatebanken iwwerhaapt drun ze denken, datt dës Donnéeë kéinten anonym bleiwen, wa wierklech intensiv gekuckt gëtt?

4. Wär et an deem Moment net opportun, all Lëtzebuerger Resident verschidden Optiounen ze offréieren, an zwar
– en totalen Optout aus deem ganze Projet,
– e partiellen Optout aus eenzelen Datebanken (oder eng geziilt Erlabnis, wat fir Donnéeën de PNED däerf notzen),
– d'Méiglechkeet, zu all Moment einfach an transparent ze verlaangen, datt Donnéeën, déi sech op déi eege Persoun bezéien an am PNED genotzt goufen, musse geläscht ginn?

5. Vu datt déi mannste Leit sech eng Virstellung dervu kënne maachen, wat fir aussergewéinlech Recherchefäegkeete modern Computertechnologie duerch d'Verknäppung vun Datebanken huet, ass dru geduecht ginn, de Bierger esouwuel ëffentlech wéi individuell iwwert de Projet do ze informéieren?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. Et ass wichteg unzemierken, dass keng Datebanken direkt matenee verknäppt ginn. D'Datebanke bleiwe getrennt an dezentral, sou wéi si et elo och sinn. D'PNED wäert just Servicer fir d'Fuerschung zur Verfügung stellen, fir Donnéeën aus verschiddenen Datebanke matenee verknäppen ze kënnen, wann et dofir eng legal Basis gëtt, déi dem urspréngleche Detenteur vun den Daten erlaabt, dëst ze maachen. D'PNED entwéckelt keng Servicer fir ee generellen Datamining op den Donnéeë vu Bierger, well Ufroe fir Donnéeën an all eenzelem Fall vun dem respektiven

Detenteur vun den Donnéeë gepréift ginn. Ausserdeem muss bei sou enger rechtlech ofgesécherter Verknäppung duerch entspriechend technesch Moyene séchergestallt ginn, dass keng onzoulässeg Identifikatioun vu Privatpersoune ka geschéien.

ad 2. Et ass wichteg, tëscht juristesche Garantien an technesche Garantien ze ënnerscheeden. Déi generell Dateschutzbestëmmunge vun der EU (Règlement général sur la protection des données – RGPD) stellen den allgemenge legale Kader duer. D'Haaptzil vun dësem Reglement ass et, fir déi fundamental Rechter a Fräiheete vu Privatpersounen, a besonnesch hiert Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën ze assuréieren.

Donieft wäerten technesch Garantië geschaf ginn, déi eng zousätzlech Sécherheet bidden. Dës technesch Mesurë solle verhënneren, dass Bierger kënnen identifizéiert ginn, a si erlaben et festzestellen, wann ee probéiert, Sécherheetsvirkéierungen ze ëmgoen oder Donnéeë fir onerlaabten Zwecker ze benotzen. Esou Servicer sollen notamment och an der PNED entwéckelt ginn, fir dass déi juristesch Garantien och mat deene beschtméiglechen technesche Servicer ënnermauert ginn.

D'PNED wäert sech och un europäeschen an internationalen Aarbechtsgruppen an Initiative bedeelegen, fir um neiste Stand vun der Entwécklung ze sinn, wat technesch an organisatoresch Mesuren ugeet, fir d'Privatsphär ze schützen.

ad 3. Utilisateuren, déi Zougang zu Donnéeën autoriséiert kréien, wäerten net direkt op Regierungsdatebanken zougräife kënnen. Nëmmen déi Donnéeën, déi si wierklech fir hir Fuerschung brauchen, wäerten hinnen an engem separaten informateschen Ëmfeld zur Verfügung gestallt ginn.

D'Donnéeë ginn, entweeder an anonymiséierter Form oder a pseudonymiséierter Form, analyséiert. Am éischte Fall sinn déi betraffe Persounen net méi erkennbar. Am zweete Fall kënnen d'perséinlech Donnéeën net méi direkt enger Persoun zougeschriwwe ginn a Moossname gi geholl, fir all ongewollte Reattributioun ze verhënneren.

Doriwwer eraus kréie potentiell Notzer Zougang zu Donnéeën nëmme fir e kloer definéierten a justifiéierten Zweck. Dëst beinhalt och, dass si d'Zort vun Analys, déi se wëlle maachen, kloer beschreiwen. D'Operatiounen, déi op den Donnéeën duerchgefouert ginn, ginn dann och iwwerwaacht an, wann néideg am Fall vu Mëssbrauch, sanktionéiert.

ad 4. D'PNED ass eng Plattform vu Servicer, déi dobäi hëllefe soll, dass d'Donnéeën am Aklang mam Dateschutz fir ee kloer identifizéierte Fuerschungs- an Innovatiounszweck kënne genotzt ginn. All d'Originaldonnéeë bleiwen an de jeeweilegen Datebanken. Am Kader vun der PNED kann nëmmen dann op Donnéeën zeréckgegraff ginn, wann de legale Kader dëst och erlaabt an d'Rechter, déi d'Bierger par rapport zu hiren Daten hunn, bleiwe bestoen. Falls d'Ausübung vun dëse Rechter iwwer technesch Servicer kann ënnerstëtzt ginn, kéint d'PNED den Developpement vun esou Servicer iwwerhuelen.

ad 5. Niewent de legalen an technesche Servicer, déi d'PNED soll ausschaffen, huet si an hire Missiounen och den Optrag, fir Formatiounen an Informatiounsmaterial zum Theema Datennotzung auszeschaffen. Fir Vertrauen ze schafen, ass Transparenz essenziell, an dofir sollen am Kader vun dësem Optrag souwuel déi legal wéi och déi technesch Aspekter vum Gebrauch vun Donnéeën erkläert ginn. Et wäert och doru geschafft ginn, dem Bierger e besseren Abléck ze ginn, a wéi fern Donnéeë kënne fir d'Fuerschung, d'Innovatioun oder fir aner Zwecker vun allgemengem Interessi genotzt ginn.

Ligne scolaire A05 entre Niederwampach et Clervaux | Question **6845** (15/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Betreffend d'Schoullinn A05 vun Nidderwampech bei de Clierfer Lycée ass ville Leit opgefall, datt dës Linn an der Uertschaft Selscheid zwou Haltestellen huet an zu Wäicherdang souguer dräi. D'Uertschaft Knapphouschent awer huet keng eenzeg Haltestell, obwuel dës Buslinn duerch Knapphouschent fiert.

1. Aus wat fir engem Grond ass an der Uertschaft Knapphouschent keng Haltestell virgesinn?

2. Wär et net méiglech, hei eng Haltestell anzeplangen, well vun hei aus ginn och Schüler an de Clierfer Lycée?

Réponse (27/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zum Zäitpunkt vun der Rentrée an der Fro vum Deputéierte war dës Fro scho geléist. An der Tëschenzäit sinn an der Uertschaft Knapphouschent dräi Arrête virgesinn (Kleinhoscheid, Dahl, Schenten). Den RGTR Schülertransport fiert elo mat der Schülerlinn A05 via Knapphouschent de Clierfer Lycée un.

Chauffeurs d'autobus | Question **6846** (15/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Duerch d'Erneierung respektiv den Ausbau vun den RGTR-Linne ginn eng Rei vun zousätzleche Buschauffere gebraucht. Och eenzel Schoullinne sinn dobäikomm, déi vun den RGTR-Linne getrennt gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Aarbechtsminister riichten:

1. Wéi vill Buschauffere waren agestallt an de Joren 2019, 2020 respektiv 2021?

2. Wéi vill Buschauffere ginn effektiv gebraucht, fir déi ganz RGTR-Linnen ze fueren, déi programméiert sinn?

3. Wéi vill Buschauffere gi gebraucht, fir déi eenzel Schoullinnen ze fueren?

4. Gëtt et bei de Buschaufferen eng Reserv, fir eenzel Linnen ze fueren, wann den Zuch ausfält?

Réponse (26/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut den Informatioune vun der Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autocars et d'autobus (FLEAA) ass déi gesamt Unzuel vun de Chauffere bei Lëtzebuerger Busfirme mat engem D-, D1- respektiv B-Führerschäin, inklusiv Voll- an Deelzäit, follgend:

2019: 3.069
2020: 3.113
2021: 3.479

ad 2. Eng genee Zuel ass schwéier ze identifizéieren. Laut den Informatiounen aus den Offere an der Soumissiounsprozedur kann een dovunner ausgoen, dass mindestens 1.600 Buschauffere fir den RGTR-Reseau fueren.

Ech weisen drop hin, dass et aktuell ronn 200 RGTR-Linne gëtt, an dass d'Buschaufferen am Laf vun hirem Schaffdag kënne verschidden Zorte vu Servicer assuréieren, zum Beispill mueres eng Schoulfaart, duerno eng regulär RGTR-Linn, an nomëttes en Ausfluch.

ad 3. Och fir d'Exploitatioun vun de Schoullinnen ass et ganz schwiereg, eng genee Zuel unzeginn.

De Moment gëtt et 268 Schoullinnen, déi vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport nieft dem RGTR organiséiert ginn. Well moies an der Spëtzestonn, Richtung Schoul, ëmmer mindestens eng Faart gefuer gëtt, kann een domat rechnen, dass moies och 268 Buschaufferen am Asaz sinn. D'Retouren nomëttes dogéint si méi verdeelt.

ad 4. Bei de Betriber gëtt et selbstverständlech eng Reserv u Buschaufferen, fir den Déngscht ze assuréieren, zum Beispill bei Krankheetsausfäll. Aus mengen Äntwerte geet jo och ervir, datt d'Betriber och nach Chaufferen hunn, fir aner Servicer ze assuréiere wéi just den RGTR an de Schoultransport. Detailer sti mir awer net zur Verfügung.

Information des communes des changements d'horaires des transports publics | Question **6847** (15/09/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Laut engem Schreiwes vum Mobilitéitsministère sollen d'Gemengen net méi iwwer Ännerungen um Fuerplang vum RGTR-Busreseau informéiert ginn. D'Gemenge kréie geroden, sech um Site „mobiliteit.lu" iwwer Changementer ze renseignéieren an do déi entspriechend „fiches horaires" erofzelueden.

D'Gemenge sinn awer weiderhi gehalen, d'Fuerpläng op den Arrête bei Upassungen ze aktualiséieren. Opgrond vun der neier Reegelung ouni systematesch Informatioun duerch de Ministère kéint et an Zukunft zu Problemer kommen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wier et aus Transparenzgrënn net méi einfach, datt bei enger Upassung vun den Horairen awer eng Informatioun un déi jeeweileg Gemeng géif goen?

– Kéint de Verkéiersverbond net iwwer eng Alerte (push mail) déi concernéiert Gemeng e puer Deeg am Viraus iwwer d'Upassung vun der spezifescher Linn informéieren, soudatt de Fuerplang an de Bushaltestellen ugepasst ka ginn?

– Misst de Mobilitéitsministère net dofir suergen, datt den ëffentlechen Transport geférdert gëtt an domat och den Informatiounsfloss?

Réponse (10/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An senger parlamentarescher Ufro vum 15. September 2022 freet den éierewäerten Deputéierten no der Informatiounsstrategie fir d'Gemenge beim RGTR-Fuerplangwiessel.

D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP), déi säit dem 1. Mäerz 2021 duerch d'Fusioun vun der Direktioun vum ëffentlechen Transport (MMTP) an dem fréiere Verkéiersverbond entstanen ass, huet fir de Fuerplangwiessel vun dëser Rentrée effektiv net méi déi gewinnte Kommunikatioun un d'Gemenge gemaach. Den Haaptgrond dofir war, datt d'Informatioun, déi gewéinlech u Gemenge verschéckt gouf, genee déi selwecht war, wéi se un d'Busbetriber gaangen ass. Dëst war bis elo en Avis, deen alles regruppéiert huet, wat op all de Linnen am ganze Land geännert gouf. Et war een eenzegt laangt Dokument, mat sëllegen Detailer technescher Natur, déi fir den Usager awer net relevant sinn. D'ATP huet dowéinst d'Entscheedung geholl, d'Informatioun fir d'Gemenge vun der Kommunikatioun fir d'Exploitanten ze trennen, och ënner anerem nach wéinst dem Akraafttriede vun den neien Exploitatiounskontrakter mat de Busbetriber.

Wat elo konkreet dëse Fuerplangwiessel betrëfft, sou gouf Ufank September 2022 e Bréif un all d'Gemenge verschéckt, mat der Informatioun, dass den 11.

September 2022 e Fuerplangwiessel stattfanne géif. Heiranner gouf matgedeelt, datt d'Fuerpläng souwéi d'Informatioune zu den RGTR-Buslinnen um Internetsite mobiliteit.lu disponibel wieren, ënnert der Rubrik vun de Fiche-horairen. De Site enthält déi selwecht Informatiounen, wéi se virdrun am Avis ze fanne waren, awer ouni déi technesch Instruktiounen, déi just fir den Exploitant relevant sinn. D'Linnen, wou eng Ännerung war, goufe mat engem Ausrufezeechen extra ervirgehuewen, déi op d'Ännerung higewisen hunn. Och gouf op d'Méiglechkeet vun de Filteren higewisen, déi d'Recherche vereinfachen. All Fiche horaire ka vum Site erofgeluede ginn.

D'ATP huet deemno d'Informatioun zentraliséiert; virdrun haten d'Gemengen op engem dediéierte Site Zougang zu den neien RGTR-Fuerpläng, wat duplikativ war.

Et ass nach ervirzehiewen, datt d'Verschécke vun de Busarrêt-Fuerpläng un all Gemeng nach ëmmer gemaach gëtt.

D'ATP wäert awer, opgrond vu verschiddene Retoure vu Gemengen, fir den nächste Fuerplangwiessel nach eng méi geziilte Kommunikatioun fir d'Gemengen ustriewen.

Pannes d'électricité | Question **6849** (15/09/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An de leschten Deeg a Woche koum et e puermol zu gréissere Stroumpannen op verschiddene Plazen am Land, dorënner Diddeleng, Käl, Ell, Réiden a Rammerech, fir e puer Beispiller ze nennen. Plazeweis hate ganz Uertschafte keen Elektresch.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie a Landesplanung stellen:

1. Kann den Här Minister mech iwwer d'Grënn vun dëse Stroumpannen opklären?

2. Gëtt et e Problem mam Stroumnetz?
– Wa jo, duerch wat sinn dës Problemer bedéngt?
– A wat gëtt aktuell ënnerholl, fir d'Stroumnetz beschtméiglech ze stabiliséieren?

3. Wéi vill Stroumpanne goufen dëst Joer bis elo landeswäit verzeechent?

4. Wéi laang huet et an der Moyenne gedauert, bis se behuewe waren?

5. Wéi läit d'Unzuel vu Stroumpannen dëst Joer am Verglach mam selwechten Zäitraum vum leschte Joer?

Réponse (17/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Op Ufro hin huet Creos follgend Informatioune matgedeelt:

Zu der Pann vum 10. September 2022 zu Keel/Diddeleng:

An der Nuecht vum 10. September géint 3.53 Auer war zäitgläich op zwou Plazen am Creos-Netz en Defekt op engem an deem selwechte Mëttelspannungsstrang, dee vum Héichspannungsposte Keel alimentéiert gëtt, an zwar eemol tëscht de Poste Kayl–Spellini an Dudelange–Place Gymnich, souwéi tëscht de Posten Dudelange–École (Rue Gaffelt) an Dudelange–Weirich. Betraff vun dëser Kabelpann waren insgesamt 14 Mëttelspannungsposte mat 1.023 Uschlëss, déi ausgefall sinn. De betraffene Kabel ass aus den 1980er Joren an um Programm, fir am Joer 2023 gewiesselt ze ginn.

Zesumme mam Dispatching hunn d'Creos-Leit vun der Permanence op der Plaz de Feeler isoléiert a fräigeschalt, fir uschléissend d'Posten an d'Clienten nees etappeweis un d'Netz ze huelen. Insgesamt huet d'Stroumpann 244 Minutte gedauert, woubäi no 60 Minutten déi éischt 110 Uschlëss nees Stroum haten.

Zu der Pann vum 12. September 2022 zu Diddeleng:

Den 12. September 2022 ass op dem nämmlechte Mëttelspannungsstrang en drëtte Stroumausfall géint 10.09 Auer enregistréiert ginn. Hei huet et sech nees ëm eng Kabelpann gehandelt tëscht de Statiounen Dudelange–Route de Kayl an Dudelange–Rue Aloyse Kayser, déi op en Neits de ganzen Tronçon mat de 14 Statiounen an 1.023 Uschlëss vum Netz getrennt huet. Den Ausfall huet insgesamt 68 Minutte gedauert mat follgende Bäischaltphasen:

– 209 Uschlëss no 24 Minutten
– 169 Uschlëss no 48 Minutten
– 242 Uschlëss no 56 Minutten
– 403 Uschlëss no 68 Minutten

No deenen dräi Feeler innerhalb vun nëmmen e puer Deeg op dem selwechte Kabel, huet Creos decidéiert, de Remplacement virzezéien. D'Creos Projektteam ass zur Zäit amgaangen, déi néideg Autorisatiounen eranzehuelen, fir an den nächste Wochen de Kabel op enger Längt vu ronn 600 m ze ersetzen.

Zu der Pann vum 10. September 2022 zu Réiden:

Den 10. September 2022 huet en Aascht an enger Fräileitung tëscht Holz a Pärel (Gemeng Rammerech) fir en Declenchement am Héichspannungsposten zu Réide gesuergt. Heibäi haten d'Lokalitéite Réiden, Ell, Nidderkolpech a Kleng Elchert wärend 37 Minutte kee Stroum (insgesamt 387 Uschlëss), wärend Holz a Pärel (451 Uschlëss) insgesamt 54 Minutte vum Netz getrennt waren. Et koum zu kengem Materialschued an de Stroumreseau war no 54 Minutten an enger Rei manueller Schaltmanöver um Terrain nees operationell.

ad 2. Ee Stroumnetz ass eng technesch Installatioun, an där et duerch verschiddenst Ursaachen ëmmer mol rëm zu Tëschefäll ka kommen. Fir déi ze miniméieren, ginn et Ufuerderungen un d'Exploitatioun, d'Maintenance an d'Erneierung vun sou Infrastrukturen.

D'ofgeännert Gesetz vum 7. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché gesäit a sengem Artikel 11 (3) vir, dass de Regierungskommissär fir Energie all zwee Joer ee Rapport iwwer all Aspekter vun der Sécherheet an der Qualitéit vun der Versuergung mécht. Dee Rapport („Bericht über die Versorgungssicherheit im Strombereich in Luxemburg – 28. Juli 2022") beliicht verschiddenst Aspekter am Zesummenhang mat de Stroumreseauen an ass um Internetsite vum Energieministère veröffentlecht[8]. De Rapport identifizéiert souwuel am Beräich Transportnetz wéi och am Beräich Verdeelnetzer verschidde Punkten, déi am A ze behale sinn, mä werft awer keng relevant Punkten op, déi d'Versuergungssécherheet géifen a Fro stellen.

ad 3. bis 5. D'Creos weist drop hin, dass d'Stroumpannen an hirem Netz am Joer 2022 liicht méi niddreg si wéi am Vergläichszäitraum 2021. Ware bis September 2021 insgesamt 446 Panne mat enger Duerchschnëttsausfallzäit vun 167,3 Minutten, sou sinn dës Wäerter fir 2022 op insgesamt 416 Pannen an 153,7 Minutten erofgaangen. Haaptursaache fir d'Ausfäll sinn un éischter Stell Beschiedegung duerch Drëtter an intern Ursaache wéi z. B. Materialschwächten oder lokal Iwwerlaaschtungen am Netz. Den Detail dovun ass an de follgenden Tableauen ersiichtlech.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

[8] https://mea.gouvernement.lu/dam-assets/energie/electricite/mea-vsberichtstrom2022.pdf

Changement d'horaires des trains de la ligne 10 | Question **6850** (15/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Bei der Rentrée hunn sech vill Leit beschwéiert, datt moies um 7.00 Auer op der Linn 10 keen Zuch méi vu Kautebaach op Ettelbréck respektiv an d'Stad fiert. Eisen Informatiounen no ginn och keng Bussen agesat, fir d'Verbindung bis op Ettelbréck ze garantéieren. D'Zuchverbindung vu moies 7.00 Auer ass besonnesch wichteg fir Schüler a Studenten, fir datt si pünktlech an der Schoul sinn. De selwechte Problem existéiert och mëttes an déi aner Richtung um Trajet Stad–Kautebaach. An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfroen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

– Kënnt Dir d'Informatioun, datt den Zuch vu 7.00 Auer net méi vu Kautebaach bis op Ettelbréck fiert, confirméieren?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Ännerung am Fuerplang?

– Kënnt Dir Alternativen nennen, wéi d'Schüler aus dem Norde moies solle bis op Ettelbréck kommen, ouni datt si ze laang ënnerwee si fir an d'Schoul?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech ze verbesseren?

Réponse (27/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Sämtlech IC-Zich op der Linn 10 aus an a Richtung Léck fueren zënter dem 5. September 2022 effektiv net méi um Tronçon Kautebaach–Lëtzebuerg. Dës Zich ginn duerch Material vun der SNCB assuréiert am Kader vun der stëndlecher Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg.

Bedéngt duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg de 27. August 2022 ass de Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach bis op Weideres gespaart, soudatt dës Zich hiren Terminus zu Klierf hunn.

Well sämtlecht Material schonn an den Traficker agesat ass, war et den CFL och net méiglech, fir dës Zich an der Tëschenzäit duerch CFL-Material ze assuréieren. CFL hunn awer zesumme mat der SNCB no Léisunge gesicht, soudatt d'Faarte vun dësen Zich rëm kënnen, no enger Upassung vum Ëmlafplang vum Material vun der SNCB, ab dem 19. September 2022 garantéiert ginn.

Wéinst der Spärung vum Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach fueren dës Zich awer, bis zum Ofschloss vun de Reparatiounsaarbechten am Tunnel Schieburg, just tëschent Ettelbréck an der Stad an zeréck.

Duerch operationell, ewéi och infrastrukturell Contrainten ass et leider net méiglech, fir dës Zich ab a bis Kautebaach fueren ze loossen.

D'Organisatioun vun engem Schinnenersatzdéngscht per Bus tëschent Kautebaach an Ettelbréck, deen nieft der bestoender stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck géif fueren, ass mangels den néidege Personalressourcen och net méiglech.

Dobäi kënnt, datt d'Fuerzäit vu minimum 40 Minutten, fir d'Streck tëschent Kautebaach an Ettelbréck per Bus ze bewältegen, keng interessant Alternativléisung fir d'Clienten, par rapport zu der Fuerzäit vun 13 Minutte vun der stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck, duerstellt.

Déi eenzeg Alternativ, déi de Reesenden ab Kautebaach a Richtung Ettelbréck an der Stad kann de Moment ugebuede ginn, bleift deemno just déi stëndlech RE-Zuchverbindung.

Santé mentale | Question **6851** (16/09/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Laut enger Studie, déi 2019 am Deutschen Ärzteblatt publizéiert gouf, läit d'Stierflechkeet bei Patiente mat enger schwéierer mentaler Krankheet (Severe Mental Illness, SMI) wéi beispillsweis bei enger Borderline-Perséinlechkeetsstéierung oder psychoteschen a bipolare Stéierungen däitlech méi héich wéi beim Rescht vun der Bevëlkerung. Laut dëser Publikatioun kéint sech d'Liewenserwaardung vun de Patiente mat enger SMI bis zu 10 Joer verkierzen. Den Traitement vun dëse Krankheete gëtt zu Lëtzebuerg net integral vun der CNS rembourséiert, obwuel se als Krankheeten unerkannt sinn. Zudeem ass bewisen, datt eng Kombinatioun vun enger medikamentéiser an enger psychotherapeutescher Behandlung déi beschte Resultater bréngt. An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister vun der Sécurité sociale stellen:

1. Wann d'Verhandlunge bis erfollegräich ofgeschloss sinn an d'Psychotherapie vun der CNS rembourséiert gëtt, wäert déi nei Reegelung dann och fir SMI-Patiente gëllen, déi sech schonn an enger psychiatrescher Behandlung befannen?
– Wann nee, firwat net?

2. Wat plangt d'Regierung ganz generell, fir den SMI-Patienten eng besser Prise en charge ze assuréieren?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) definéiert als véiert Zil am Europäeschen Aktiounsplang fir mental Gesondheet, datt all Mënsch d'Recht op eng respektvoll, sécher an effikass Behandlung soll hunn. D'Gesondheetsdirektioun schafft den Ament en nationale Plang fir d'mental Gesondheet aus. D'Ausschaffe vun dësem Plang baséiert op Ziler, déi d'WHO fir d'Memberlänner spezifiéiert huet.

Onofhängeg vun der Gravitéit vun der Krankheet an och egal, ob e Patient schonn an enger psychiatrescher Behandlung ass, ass de Patient fräi, souwuel säin Dokter wéi och seng Therapie ze wielen; dëst steet am Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Juli 2014[9]: « [...] Chaque patient a le droit de choisir librement le prestataire de soins de santé par lequel il désire être pris en charge en vue de la prestation de soins de santé. Ce choix peut être modifié à tout moment. »

D'Therapie an d'Behandlung vu geeschtege Krankheeten hänkt ëmmer vun der jeeweileger Krankheet, dem individuellen Zoustand vun de Symptomer an vun deenen domat verbonnenen Aschränkunge vun der betraffener Persoun of. Ausserdeem an onofhängeg vun der Gravitéit vun der psychiatrescher Krankheet, kann eng psychiatresch Behandlung aus verschiddene Grënn ofgeschloss ginn. Wann een déi uewe genannten Aspekter berécksiichtegt, däerf d'Tatsaach, datt eng Persoun, déi wéinst enger schlëmmer mentaler Krankheet a Behandlung ass, keen Hindernis sinn, fir Zougang zu enger Psychotherapie ze hunn.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6781 iwwert de Remboursement vun der Psychotherapie präziséiert gouf, ass d'Nomenklaturskommissioun de 5. Oktober 2022 eng éischte Kéier zesummekomm, fir d'Akte mat hire Koeffizienten ze fixéieren am Beräich vun der Psychotherapie.

Et muss een d'Aarbechte vun der Nomenklaturskommissioun ofwaarden, ier een sech kann zu bestëmmte Behandlungen äusseren.

D'Ufro fir eng besser Prise en charge vun den SMI-Patiente gëtt awer un déi zoustänneg Servicer weidergeleet, déi och an der Nomenklaturskommissioun vertruede sinn, fir kënnen an den Aarbechte berécksiichtegt ze ginn. Et ass awer ze präziséieren, datt eng SMI de renge Beräich vun der Psychotherapie depasséiert, well et an de psychiatresche Beräich erageet. Hei kënnen dann och Psychiateren eventuell Medikamenter verschreiwen, wann dës fir den Traitement néideg sinn. D'Akten am psychiatreschen an am psychotherapeutesche Beräich mussen sech also och hei ergänzen, fir kënnen de betraffene Persounen déi beschtméiglech Ënnerstëtzung ze ginn.

ad 2. Den zukünftegen nationale Plang fir d'mental Gesondheet definéiert ënner anerem d'Moossnamen an d'Campagnen op verschiddenen Niveauen, sief dat op Niveau vun der Gesondheetsversuergung, der Präventioun, der Behandlung oder der Betreiung. D'Betreiung vu Patiente mat schwéiere psychesche Krankheete gëtt an dësem Kontext berécksiichtegt. D'Elaboratioun vum Plang fënnt zesumme mat verschiddenen Acteuren aus dem psychiatresche Milieu statt an integréiert domat déi verschidden Aspekter, déi am bestoende Fleegesystem besonnesch wichteg sinn an an deem Sënn eng Verbesserung vun der Betreiung mat sech brénge soll.

Initiation des chauffeurs du service Adapto | Question **6852** (16/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Adapto-Service kënnt et laut Aussoe vu Leit mat ageschränkter Mobilitéit – déi an hirem Alldag op dës spezifesch Transportoffer op Demande ugewise sinn – ëmmer nees zu Mëssverständnesser, Schwieregkeeten an Tëschefäll. Sou gouf et mengen Informatiounen no rezent e Fall, bei deem e Chauffeur op sengem éischte Schaffdag direkt eleng op d'Streck geschéckt ginn ass – mam Resultat, dass hie mat sengem Gefier net op der ofgemaachener Plaz op säi Client gewaart huet an déi concernéiert Persoun gemengt huet, den Adapto-Bus kéim net. Doriwwer eraus geet och vu Fäll rieds, bei deenen de Firmen-Handy, iwwer deen de Adapto-Chauffeur ka kontaktéiert ginn, net fonctionéiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann den Här Minister mech am Detail iwwer d'Aweisungsprozedur vun neien Adapto-Chauffeuren informéieren?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, bei deenen dës Aweisungsprozedur net duerchgefouert gouf?
– Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?
– Wéi soll an Zukunft assuréiert ginn, dass kee Chauffeur méi ouni Initiatioun op d'Streck geschéckt gëtt?

3. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, wou de Chauffeur am Déngscht wéinst techneschen Defaillancen net iwwer den Handy vum Bus-Prestataire ze erreeche war?

4. Wéi ass d'Prozedur fir ze assuréieren, dass den Adapto-Chauffeur zu all Moment via d'Adapto-App erreechbar ass an dass hien och vun der Mobilitéitszentral telefonesch ka kontaktéiert ginn?

5. Gëtt et an deem Kontext e Kontrollsystem fir d'Bedreiwer vun den Adapto-Busse fir sécherzestellen, dass all spezifesch technesch Equipementer fonctionéieren?
– Wa jo, wéi gesäit dee Kontrollsystem an der Praxis aus an a wéi enger Frequenz ginn d'Prestatairen op hir Effikassitéit hin iwwerpréift?
– Wann net, ass den Här Minister net der Meenung, dass sou e System misst agefouert ginn, dëst am Interessi vun deene Leit, déi an hirem Alldag op d'Adapto-Servicer ugewise sinn?

Réponse (26/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Madame Deputéiert huet Froen iwwer den Adapto-Transport, déi follgendermoosse beäntwert kënne ginn.

ad 1. Am Kontrakt vun de Betriber, fir den Adapto ze assuréieren, ass festgehalen: « L'exploitant s'engage à ne mettre en service sur le matériel roulant que du personnel ayant suivi les cours de formation arrêtés par le ministre. »

D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert ronn 48 Formatioune pro Joer, un deene jeeweils sechs potenziell Adapto/Mobibus (anc. CAPABS) deelhuelen. Et kënnen, falls néideg a jee no Budget, weider Formatiounen organiséiert ginn. D'Formatioune ginn duerchgefouert vum Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Suessem an dauere jeeweils en hallwen Dag. Se bestinn aus engem theoreeteschem a engem prakteschem Deel a sinn ausgeriicht op d'spezifiesch Bedürfnisser vun der Adapto/Mobibus-Zilgrupp.

Hei en Aperçu vum Programm:

30 minutes : Accueil
– Présentation des règles et différences entre « Adapto et Mobibus »
105 minutes : Théorie sur la complexité du métier pour le chauffeur Adapto/Mobibus
– Sensibilisation sur les demandes et problématiques du client
– Législation et outils d'arrimage pour fixation des chaises roulantes
– Déficience visuelle – communication et techniques de guidage des personnes malvoyantes
90 minutes : Exercices pratiques
– Arrimage des chaises roulantes avec leur propre matériel et dans leurs véhicules des sociétés amenés par les participants
– Exercice de guidage des personnes malvoyantes
– Démonstration pratique sur le circuit fermé

ad 2. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet 50.000 Euro (Budgetsartikel 20.7.41.000) fir d'Joer 2022 zur Verfügung; de Kreditt gouf 2022 an d'Luucht gesat no 2021, wou et nach 37.600 Euro waren.

Wärend der Pandemie an de Joren 2020 an 2021 konnten aus sanitäre Grënn net vill Formatiounen duerchgefouert ginn, weeder an dësem nach an anere Beräicher, déi de CFC assuréiert; wéi dës Aktivitéiten erëm konnten opgeholl ginn, huet et u Ressourcë gefeelt, fir all déi gefrote Formatiounen nozehuelen. Sou koum et, dass net all neie Chauffer direkt forméiert konnt ginn. An der Pandemie krut de Chauffer dofir eng Aweisung vum Betrib selwer.

Mir ass awer de Moment net bekannt, dass Chauffere fueren, déi keng Formatioun hätten.

Ech rappeléieren awer och, datt et eng immens grouss Fluctuatioun vum Fuerpersonal gëtt a mer un der Limitt sinn, fir Chaufferen ze fannen, sief et am ëffentlechen nach am spezifeschen Transport.

ad 3. Neen. Mee wann esou Defaillancë wieren, an de Chauffer hätt weeder Zougrëff op seng Adapto-App

[9] Loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant : la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; le Code civil.

nach op en Telefon, misst analyséiert ginn, wat d'Ursaach an och d'Durée war.

ad 4. Soulaang den Adapto-Chauffer säin technesche Support gelueden huet an och eng Netzverbindung huet, ass en erreechbar a ka vum Callcenter mobiliteit.lu, sengem Betrib oder dem Adapto-Notzer kontaktéiert ginn. D'Betriber krute recommandéiert, datt den Telefon/Tablet ëmmer soll un enger Fixatioun an um Akku fixéiert sinn. D'Erreechbarkeet vum Chauffer ass ausserdeem och begrenzt, wann hie grad beschäftegt ass mat engem Client, deen Hëllef brauch beim Eran- oder Erausklammen, wou zum Beispill d'Ramp muss erop- oder erofgelooss ginn, oder e Rollstull an e Client muss fixéiert ginn, oder e blanne Client dobaussen op den Trottoir begleet.

ad 5. De Busbetrib souwéi d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport kënnen à distance mëttels dem Adapto-Logiciel iwwerwaachen a sécherstellen, ob den technesche Support aktiv ass, wéi héich oder niddereg den Akkustand ass a wou de Bus grad drun ass.

e-Bichelchen | Question **6853** (16/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mat der Schoulrentrée 2022/2023 soll, am Kader vum neien Hausaufgabendispositif, den digitalen Tool „e-Hausaufgabebichelchen" agefouert ginn. Mat dësem Tool solle souwuel Betreiungsstrukture wéi och d'Eltere kënnen de Suivi vun de Kanner hiren Hausaufgaben assuréieren. Den Enseignant op där anerer Säit notéiert hei sämtlech Hausaufgaben a kann och d'Bemierkunge vun dem Betreiungspersonal souwéi den Elteren an der App liesen, falls Schüler nach Schwieregkeeten oder soss Problemer mat den Aufgaben haten.

An deem Kontext géife ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Ass den Tool respektiv d'App „e-Bichelchen.lu", dee vum CGIE entwéckelt gouf, obligatoresch ab dem Schouljoer 2022/2023 fir all d'Schoulpartner (Enseignants, Educateurs, Elteren) oder duerfen och aner Tools benotzt ginn, déi haut schonn um Marché verfügbar sinn (Dimmi, Schoolfox, ...)?

2. Ass geplangt, den Tool „e-Bichelchen.lu" an Zukunft och nach auszebauen, sou dass en net just exklusiv Hausaufgabe ka verwalten, mä och aner Funktionalitéite kritt, wéi zum Beispill allgemeng Kommunikatioun mat den Elteren etc.?

Vill Schoulen notze schonns aner digital Tools, déi deelweis déi selwecht oder méi Funktionalitéite besëtze wéi d'„e-Bichelchen.lu".

3. Ass et am Kader vun der Simplification administrative sënnvoll, dass d'Elteren herno méi Appen ze verwalten hunn?

4. Besteet net d'Gefor, dass herno ee groussen Duerjerneen entsteet respektiv d'Elteren iwwerfuerdert sinn?

Réponse (13/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educatiounsministère huet d'Applikatioun e-Bichelche vum CGIE entwéckele gelooss en vue vun enger eenheetlecher Organisatioun vun der Hausaufgabenhëllef, an dat fir all Enseignanten, Erzéier, Elteren a Kanner. Dës Applikatioun, déi deemnächst och als App fir iOS an Android disponibel gëtt, ass gratis a soll de Suivi vun den Hausaufgabe vun de Kanner vereinfachen an dat doheem, an der Maison relais oder a soss enger Betreiungsstruktur.

D'Schouljoer 2022/23 ass geduecht als Pilotphas, wou Enseignanten, Erzéier, Elteren a Schüler sech solle mat der App familiariséieren. Vun der Rentrée 2023/24 un ass gewënscht, datt dësen Outil dann all Dag an iwwerall an den Asaz kënnt.

Mir si bewosst op de Wee gaangen, fir en eegenen Outil ze entwéckelen, well mir domat op intern Datebanke kënnen zeréckgräifen, wat bei scho besteeënden Applikatiounen aus dateschutztechnesche Grënn net méiglech ass. D'Zeréckgräifen op intern Datebanke bitt och d'Potenzial fir weider zukënfteg Entwécklunge vun dëser neier Applikatioun. Et sief nach drop higewisen, datt sämtlech perséinlech Donnéeën an den Datenzentre vum CGIE zu Lëtzebuerg gespäichert an traitéiert ginn, dëst am Aklang mat de Finalitéiten, wéi se am Gesetz vun 2013 iwwer d'Schülerdatebank festgehale goufen.

ad 2. D'e-Bichelche wäert an deenen nächste Schouljore permanent ausgebaut ginn, fir nei Funktionalitéiten dobäizesetzen, wéi zum Beispill e Kommunikatiounsmodüll fir Enseignanten an Elteren, en digitaalt Klassebuch, eng Gestioun vun den Absencen asw. Och wann et vergläichbar Outilen um Marché gëtt, esou gëtt et keng kommerziell Applikatioun, déi mat de besteeënden informatesche Systemer vum CGIE interoperéiert.

ad 3. a 4. Nee, déi Gefor vun engem Duerjerneen duerch d'Benotze vu verschiddenen Applikatioune besteet net, eebe grad well eng eenzeg Applikatioun fir d'Kommunikatioun tëscht Enseignanten, Erzéier, Elteren a Schüler ronderëm d'Hausaufgabenhëllef an noer Zukunft benotzt gëtt.

Exclusion de Taiwan de l'« International Civil Aviation Organization » | Question **6854** (16/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Eng vun den Destinatiounen, déi reegelméisseg vun der Cargolux ugeflu ginn, ass Taiwan Taoyuan zu Taipei. Allerdéngs ass Taiwan zënter 1971 vun de Reunioune vun der ICAO (International Civil Aviation Organization) ausgeschloss. Dës UN-Organisatioun wëll op hirer 41. Versammlung, vum 27. September bis de 7. Oktober zu Montreal, iwwert d'Relance vun der ziviller Loftfaart no Corona diskutéieren, woubäi et haaptsächlech ëm d'Fluchsécherheet geet. An deem ganz aktive Loftsecteur Ostasien ass Taiwan fir Fluchinformatiounen zoustänneg.

Duerfir wéilt ech an dësem Zesummenhank der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de Sécherheetsrisiko, deen duerch en Ausschloss vun Taiwan vun dësem Treffen entsteet, eventuell och fir Lëtzebuerger Fliger? Wéi héich schätzt den Här Transportminister d'Wichtegkeet vun taiwaneschen Informatioune fir e gereegelten Oflaf vum Loftverkéier iwwer Ostasien an?

2. Et gëtt Ausnamen zur Exklusioun vun Taiwan an der ICAO, well Taiwan war als besonnesche Gaascht vun der ICAO op der 38. Versammlung 2013 duerch seng national Agence Taiwan ACA (Civil Aeronautics Administration) vertrueden. Firwat ass 2022, wou et ëm d'Fluchsécherheet geet, bis elo nach keng analog Ausnam gemaach ginn?

3. Wéi ass an dësem Fall d'Positioun vun den USA a vun der EU? Ass d'Regierung sech bewosst, datt z. B. d'Europaparlament fir eng méi grouss Bedeelegung vu Taiwan un internationalen Organisatiounen antrëtt? Ass déi Lëtzebuerger Regierung wëlles, op europäeschem an internationalem Niveau dofir anzetrieden, datt Taiwan op déi 41. Sëtzung vun der ICAO invitéiert gëtt?

Réponse (07/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Taiwan applizéiert op fräiwëlleger Basis d'Standarden a recommandéiert Praktike vun der International Civil Aviation Organization (ICAO), en Organ vun de Vereenten Natiounen (UNO), an dat, obwuel d'Land weeder de Statut vun engem Memberstaat vun der UNO huet, nach dee vun engem Memberstaat vun der ICAO.

Déi rigouréis Uwennung duerch Taiwan vun dëse standardiséierten internationalen Normen hëlleft, d'Sécherheetsrisike vun der ziviller Loftfaart an der Fluchinformatiounsregioun Taipei (FIR) ze minimiséieren. D'Sécherheetsstatistiken aus der Regioun sinn och gutt a weisen absolutt net, datt festgeleeuchte Sécherheetsmesuren net géifen ugewannt ginn.

Sou ass bis elo nach kee Sécherheetsrisiko identifizéiert ginn, dee mat der Tatsaach verbonne wier, datt Taiwan kee Member vun der ICAO ass.

Weeder vusäite vun den Autoritéiten, nach vun den Operateure selwer, besteet e Grond, fir Bedenken iwwert d'Fluchsécherheet an Taiwan ze hunn.

ad 2. D'Joer 2013 ass dat eenzegt, an deem eng Delegatioun vun der taiwanesescher ziviller Loftfaart-Autoritéit invitéiert gouf, fir un der ICAO- Generalversammlung deelzehuelen, an zwar ënner dem Numm „Chineesesch Taipei" an ënner dem Status vu „Gaascht" (Guest), dee keng speziell Bedeitung huet.

Dës Delegatioun gouf vum President Roberto Kobeh González invitéiert, mat der Zoustëmmung vun den Autoritéite vun der Volleksrepublik China. An de Joren 2016, 2019 an 2022 waren d'chineesesch Autoritéiten awer géint eng Invitatioun vun enger Delegatioun aus Taiwan.

ad 3. D'Positioun vun der Europäescher Kommissioun an och vun der Lëtzebuerger Regierung ass déi, praktesch Léisungen ze encouragéieren, wat eng Bedeelegung vun Taiwan an internationale Kaderen ugeet, do wou et konsistent ass, mat der „One China Policy" an do wou Taiwan ka mat senger technescher Kompetenz eng „valeur ajoutée" bréngen.

Moyens des offices sociaux | Question **6855** (16/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Laut engem Bericht vu Reporter.lu sinn d'Offices sociaux net gutt genuch opgestallt, fir de Stéit, déi wéinst den héijen Energiekäschte finanziell Problemer hunn oder kréien, effikass a séier ze hëllefen. D'Presidentin vun der Entente des offices sociaux, Ginette Jones fuerdert, datt de Stat misst méi staark agräifen, well Sozialämter eleng dat Ganzt net kéinte stemmen. Eng Etude vun der Uni Lëtzebuerg hat ewell 2019 op Problemer bei den Offices sociaux higewisen. An deem Zesummenhang géif ech gären eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Familljeministesch stellen.

1. Plangt d'Regierung wéinst der Energiekris, d'Sozialämter finanziell a personell opzestocken, fir datt se deem erwaarten Ustuerm un Demandë besser kënne gerecht ginn?
– Wa jo, wéi wäert dës Opstockung ausgesinn?

2. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Koordinatioun tëschent den Offices sociaux an de verschiddene Ministèren ze verbesseren?

3. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir besser Statistiken zu den eenzelen Aiden ze kréien, déi vun den Offices sociaux ausbezuelt ginn?

4. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Leit, déi op Hëllef ugewise sinn, besser iwwer méiglech Aidë vun de Sozialämter ze informéieren?

Réponse (12/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Office social ass oft déi éischt Ulafstell fir Leit an enger prekärer Situatioun. Den Office social informéiert a beréit d'Leit, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accès zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

Aktuell gesäit d'Gesetz iwwert d'Aide sociale vir, datt de Personalschlëssel bei engem Poste fir de sozialen Encadrement an 0,5 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner läit.

Verschidden aktuell Phenomeener, ewéi de sozio-ekonomeschen Impakt vun der Pandemie, déi héich Energiepräisser an awer och d'Wunnengspräisser, betreffe besonnesch Leit mat geréngem Akommes oder a prekäre Liewenssituatiounen. Duerch dës Defie wiisst natierlech och den Drock op d'Offices sociaux. Dobäi kënnt, datt d'Demanden, fir Hëllef an Usproch ze huelen, zouhuelen an d'Tâche vum Assistant social méi komplex gëtt, respektiv d'Betreiung vun engem Client méi Zäit an Usproch hëlt.

Een intensive Suivi ass d'Grondlag, fir d'Leit aus enger Schiflag erauszekréien a si sozial a finanziell ze stabiliséieren. Dowéinst ass et essenziell, déi Organismen ze ënnerstëtzen, déi sécherstellen, datt d'Leit déi néideg Moyenen hunn, fir kënnen dignement ze liewen.

Aus deem Grond huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun sech dofir agesat, datt de Personalschlëssel an den Offices sociaux ëm 50 % eropgesat gëtt, fir datt d'Offices sociaux gutt opgestallt sinn an den aktuellen Ufuerderungen, déi u si gestallt ginn, gerecht kënne ginn.

An deem Kontext wäert d'Regierung am Gesetzesprojet iwwert de Budget 2023 eng Ännerung vum Personalschlëssel am Artikel 23 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale virschloen. De Personalschlëssel géif domadder bei 1,5 Poste fir de sozialen Encadrement an 0,75 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner léien.

ad 2. De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun huet reegelméisseg Kontakt mat den Offices sociaux, sief et per Telefon, per E-Mail oder am Kader vu Plattformen. D'Officë concertéieren sech och reegelméisseg mam Ministère, wann si bei verschiddene Situatiounen eng Fro hunn oder eng Hëllefstellung brauchen. Zousätzlech huet de Ministère och ee reegelméissegen Austausch mat Vertrieder vun der Entente des offices sociaux.

D'Offices sociaux kënnen sech och ënnerteneen austauschen, wann de Besoin besteet.

ad 3. De Ministère ass aktuell derbäi, zesumme mam Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) an den Offices sociaux, den informatesche Programm vun den Offices sociaux ze iwwerschaffen an nei ze strukturéieren. Eent vun den Ziler ass, de Programm esou ze gestalten, datt bessert statistescht Material ka generéiert ginn.

ad 4. De Ministère ass sech bewosst, datt um Bild vun den Offices sociaux nach muss geschafft ginn, fir hir Aktivitéiten dem Bierger méi nozebréngen.

D'Iddi ass, fir op der enger Säit eng Internetsäit ze developpéieren, wou de Bierger, a verschiddene Sproochen, generell Informatiounen zu soziale Froe fënnt an doriwwer eraus och eng méi eng detailléiert Beschreiwung vun den Offices sociaux an hire Missiounen.

Zousätzlech soll och gekuckt ginn, ewéi een déi nei Medie ka mat abannen, fir d'Leit beschtméiglechst iwwert déi verschidden Hëllefsméiglechkeeten an den Offices sociaux ze informéieren.

Aides financières pour l'Ukraine | Question **6857** (19/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'europäesch Hëllef fir d'Ukrain ass net nëmme militäresch, mee och finanziell. Heiriwwer wéilt ech d'Regierung ëm Prezisioune bieden:

1. Wéi vill Milliarden u finanzieller Hëllef si bis ewell vun der EU un d'Ukrain zougeséchert ginn, wéi vill sinn der scho gefloss?

2. Wat ass de Verwendungszweck vun dëse Suen? Ginn domat militäresch an technologesch Gidder kaf, fëlle si d'ukrainesch Staatskeess mat Liquiditéiten, fir lafend Ausgaben ze bezuelen oder gi si nach fir aner Zwecker agesat?

3. Wéi grouss war bis elo déi lëtzebuergesch Hëllef fir respektiv zivill a militäresch Zwecker?

4. Iwwer wéi e Wee ginn déi europäesch respektiv lëtzebuergesch Transaktiounen ofgewéckelt an zu wéi engem Deel ass d'Europäesch Investitiounsbank domat beoptraagt?

5. Entsprécht et de Missioune vun der EIB, direkt oder indirekt e Krich ze finanzéieren oder ass si net éischter statutaresch drop festgeluecht, grouss an nohalteg Infrastrukturprojeten an EU-Länner ze begleeden? Op hirer eegener Websäit beschreift d'Bank hir Missioun esou: "The mission of the European Investment Bank is to foster sustainable growth within the EU and abroad. We are firmly committed to sustainable development, which is anchored in our strategy and remains the foundation of our business model."

Réponse (24/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Säit der russescher Invasioun vun der Ukrain sinn op europäeschem Niveau eng Rei Mesurë geholl ginn, fir d'Ukrain um wirtschaftlechen, sozialen a finanzielle Plang ze stäerken.

Aktuell beleeft sech d'Ënnerstëtzung, déi d'EU zougesot huet, op knapp 12 Milliarden Euro. Dës finanziell Hëllefe sinn virun allem, fir de Staatsapparat an essenziell Servicer vum Land wärend dem Krich ze erhalen.

De Finanzement gëtt gréisstendeels iwwert den EU-Budget mobiliséiert a kann a follgend Kategorien agedeelt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zousätzlech zu den Hëllefen, déi am Tableau opgelëscht sinn, ënnerstëtzt d'EU d'ukrainesch Arméi via hir Facilité européenne pour la paix mat 3,1 Milliarden Euro. Doriwwer eraus goufen iwwert den EU Civil Protection Mechanism Sachleeschtungen am Wäert vu 400 Milliounen Euro bereetgestallt.

Iwwerdeems huet d'BEI am Mäerz 2022 668 Milliounen Euro un Direkthëllefe fir d'Ukrain ausbezuelt. Eng weider Tranche vun 1,59 Milliarden Euro ass am Juli 2022 decidéiert ginn, wouvunner bis elo 1,05 Milliarden Euro ausbezuelt gi sinn.

Lëtzebuerg huet bis ewell 99,7 Milliounen Euro fir zivill a militäresch Zwecker mobiliséiert, wouvunner 73,5 Milliounen Euro Militärhëllef duerstellen. Donieft bedeelegt de Grand-Duché sech un europäeschen an internationalen Initiativen, zum Beispill indirekt iwwert seng Kontributioun an den EU-Budget oder direkt duerch d'Kontributioun an d'Facilité européenne pour la paix.

Andeems déi finanziell Ënnerstëtzung dem Land erméiglecht, seng Infrastrukturen, essenziell Servicer an domat säi Staatsapparat wärend dëse schwéieren Zäiten um Liewen ze halen, gëtt d'Basis geluecht fir eng zukünfteg, nohalteg Entwécklung vun der Ukrain. Dës Hëllefen si soumat en ligne mat de Missioune vun der BEI an d'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt all entspriechend Initiativ vun dëser Institutioun.

Prise de rendez-vous pour un test tuberculine auprès de la Ligue médico-sociale | Question **6858** (19/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Un ressortissant d'un pays tiers doit, en vue de l'octroi d'un titre de séjour, se soumettre à un contrôle médical composé d'un examen médical et d'un dépistage de la tuberculose auprès de la Ligue médico-sociale (ci-après: « LMS »). Ces conditions s'appliquent également aux enfants souhaitant rejoindre le système scolaire national.

En raison de l'afflux de réfugiés en début de la guerre en Ukraine, le délai d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous auprès de la LMS s'est allongé considérablement. Dans sa réponse à la question parlementaire 6313 en juin 2022, Monsieur le Ministre avait confirmé que les effectifs auraient été adaptés et que les examens pourraient dès lors être réalisés plus rapidement.

Or, il me revient que la prise de rendez-vous s'avère toujours lente et que la liste d'attente s'allonge encore davantage. En effet, beaucoup de ressortissants de pays tiers, adultes et mineurs, seraient en attente d'un examen à la tuberculine afin d'obtenir leur titre de séjour, d'entamer une recherche de travail ou de fréquenter l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer les faits relatés ci-dessus ?

– Quelles en sont les conséquences pour les demandeurs d'emploi et les élèves venant des pays tiers ?

– Les ministres peuvent-ils confirmer que les personnes mineures ne peuvent pas fréquenter l'école si aucun test à la tuberculine n'a été réalisé ? Considérant l'obligation scolaire au Luxembourg, les ministres jugent-ils cette situation admissible ?

– Combien de personnes mineures et majeures sont actuellement en attente d'un examen auprès de la LMS ?

– Quels sont les délais d'attente actuels à partir de la demande initiale jusqu'à la réalisation de l'examen auprès de la LMS ?

– Quels sont les délais actuels pour la délivrance de leurs résultats ?

– Dans quels délais les conclusions finales sont-elles transmises à la Direction de la santé ?

– Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun de limiter l'obligation du dépistage aux ressortissants de pays à risque afin de réduire les délais d'attente ? Par quels autres moyens envisagent-ils accélérer le dépistage et ainsi la délivrance d'un titre de séjour ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Au vu du nombre croissant d'étrangers soumis au contrôle médical d'entrée sollicitant un titre de séjour

au Luxembourg, les délais pour obtenir un rendez-vous pour effectuer un test de tuberculine ont effectivement considérablement augmenté ces derniers mois, retardant pour les personnes concernées l'obtention de leur titre de séjour.

Ainsi, le Conseil de Gouvernement a décidé en sa séance du 5 octobre dernier de procéder à une modification en urgence du règlement grand-ducal modifié du 3 février 2009 relatif au contrôle médical des étrangers et plus précisément de son article 2 concernant les maladies sur lesquelles porte l'examen et les modalités de cet examen. Le règlement grand-ducal modifié est entré en vigueur le 13 octobre dernier.

Grâce à cette modification, la compétence de réaliser des tests de dépistage de la tuberculose latente a été élargie à des laboratoires d'analyses médicales afin d'accroître le nombre de professionnels ayant la possibilité d'effectuer ces contrôles médicaux. L'examen pulmonaire et le test à la tuberculine ne sont dès lors plus effectués exclusivement dans un centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'actions médico-sociales, mais peuvent également être réalisés dans des laboratoires d'analyses médicales. Ceci devrait considérablement réduire les délais d'attente dans les semaines à venir.

En ce qui concerne les tests relatifs au contrôle médical, ils sont obligatoires et permettent de prévenir tout risque de santé publique lié à une maladie contagieuse qui ne serait pas isolée si nécessaire ou traitée.

Notons que les retards n'ont toutefois pas eu d'impact sur l'exercice de l'activité professionnelle des concernés. D'ailleurs, le règlement en question ne limite pas l'accès à l'éducation.

Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question **6859** (19/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Zanter dem 13. September ginn et nees militäresch Gefechter tëschent Aserbaidjan an Armenien. De Berichter an de Medien no, hätt Aserbaidjan Stellunge ronderëm d'Stied Goris, Sotk an Dschermuk op armeeneschem Gebitt ugegraff. Verschidden international Organisatioune ginn esouguer dovunner aus, datt et zu Krichsverbrieche kéint komm sinn. Net méi spéit wéi den 18. Juli hat d'Europäesch Unioun, als Reaktioun op déi ugespaante Situatioun bei der Energieversuergung als Folleg vum Krich an der Ukrain, mat Aserbaidjan eng Absichtserklärung fir zousätzlech Gasliwwerungen an den nächste fënnef Joer ënnerschriwwen. An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Ausseminister stellen:

1. Ginn et verlässlech nei Informatiounen zu de militäreschen Ausernanersetzungen tëschent Aserbaidjan an Armenien?

2. Huet Aserbaidjan Armenien ugegraff?
– Wa jo, befanne mer eis dann net an enger änlecher Situatioun wéi beim Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain?
– Wann deem esou ass, soll d'EU dann um Gasofkommes mat Aserbaidjan festhalen?

Réponse (20/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Et koum den 28. September zu neie Schëss tëschent Aserbaidjan an Armenien, bei deenen dräi armeenesch Zaldoten ëm d'Liewe komm sinn. Säit dësem Virfall koum et awer zu konstruktive Gespréicher tëschent béide Parteien, notamment tëschent den zwee Ausseministeren den 2. Oktober zu Genf, an och zu Prag, de 6. Oktober, am Kader vum Sommet vun der Europäescher Politescher Gemeinschaft, wou sech d'Präsidenten Emmanuel Macron, Charles Michel, Ilham Aliyev an de Premier Nikol Pachinian gesinn hunn, an eng gemeinsam Deklaratioun ugeholl hunn. D'EUMM Georgien soll wärend zwee Méint d'Situatioun op der Grenz tëschent den zwee Länner observéieren.

ad 2. Béid Parteie beschëllege sech géigesäiteg, mat den Ausenanersetzungen ugefaangen ze hunn. Fakt ass, datt dës Kéier armeenesch Positiounen ënnerhalb vun Armenien ugegraff goufen. D'Situatioun ass awer net mat där vum Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain ze vergläichen, an deementspriechend stellt d'Fro vum Gasofkommes mat Aserbaidjan sech fir de Moment net.

Étiquette d'oreille pour bétail | Question **6860** (19/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Et ass gesetzlech virgeschriwwen, datt d'Notzdéiere mussen zwou Ouermarken hunn. Am Géigesaz zu eenzelen Nopeschlänner gëtt et zu Lëtzebuerg anscheinend just eng Gréisst vun Ouermarken. Bei méi klengen Déieren, wéi beispillsweis bei gewësse méi klenge Geessen- a Schofsrassen, kann dat zu Problemer féieren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Kënnt Dir bestätegen, dat et just eng Gréisst vun Ouermark zu Lëtzebuerg gëtt?
– Wa jo, firwat gëtt et net och méi kleng Ouermarken?

2. Ass d'Regierung bereet, fir de Baueren an den Ziichter an Zukunft Ouermarken a verschiddene Gréissten zur Verfügung ze stellen?

Réponse (13/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Et gëtt nëmmen eng Gréisst vun Ouermarke fir Schof a Geessen, déi op generaliséiert Manéier un d'Halteren, déi an der zentraler Datebank opgefouert sinn, verdeelt gëtt. D'generaliséiert Notzung vun enger anerer Gréisst ass net virgesinn, vu datt déi aktuell genotzte Gréisst de physiologesche Bedierfnisser vun alle Schof- a Geesserasse gerecht gëtt. Och erfëllt dës Gréisst ideal d'Traçabilitéitscritèren, déi vun der europäescher an nationaler Gesetzgeebung virgeschriwwe sinn.

ad 2. Hei ass d'Äntwert op d'Fro Nummer 1 ze berécksiichtegen. D'Demande fir eng méi kleng Gréisst vun Ouermarken ass prinzipiell op ästheetesch Wënsch zeréckzeféieren. Dëst ass awer weeder vun der europäescher nach vun der nationaler Gesetzgeebung gefrot. Dofir ass déi generaliséiert Notzung vun enger zweeter Gréisst vun Ouermarke fir Schof a Geessen nieft der aktueller net virgesinn.

Directeur général de lux-Airport | Question **6861** (19/09/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Serge Wilmes** (CSV)

Laut engem Artikel haut op wort.lu soll den aktuelle Generaldirekter vun der Luxair säi Posten an de kommenden Deeg ofginn, fir uschléissend CEO vu lux-Airport ze ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatiounen aus der Press confirméieren?

– Wa jo, wéi begrënnt den Här Minister d'Decisioun, fir déi betreffend Persoun mat der Leedung vu lux-Airport ze chargéieren?

– No wéi enge Krittären ass dee Choix getraff ginn?

– Gouf et am Virfeld en „appel à candidature public"?

Réponse (20/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dës Informatioun ass komplett aus der Loft gegraff a falsch. Domadder eriwweregen sech déi dräi aner gestallte Froen.

Droit à l'accompagnement du patient | Question **6862** (19/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le droit de se faire accompagner lors des démarches de santé lorsque l'on est malade est un droit crucial. En général, un.e patient.e se trouve dans une position de vulnérabilité et la solitude peut renforcer cette vulnérabilité.

Ainsi, l'article 7 (Droit à l'assistance) de la loi modifiée du 24 juillet 2014 dispose que :

« (1) Le patient est en droit de se faire assister dans ses démarches et décisions de santé par une tierce personne, professionnel de santé ou non, qu'il choisit librement. La personne ainsi choisie par le patient pour le soutenir et l'aider est appelée "accompagnateur du patient". »

Selon des informations qui nous sont parvenues, ce droit ne serait pas appliqué auprès du médecin du contrôle médical. En effet, des patient.e.s qui s' y rendent pour des visites se voient régulièrement refuser un.e accompagnateur.accompagnatrice.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) À votre avis et lecture, est-ce que les visites chez le médecin de contrôle médical font partie des « démarches de santé » ?

2) Dans le même esprit, est-ce que le droit de se faire accompagner par une personne chez le médecin vaut également pour les visites auprès du médecin du contrôle médical ?

3) Si la réponse à la question 2 est non, ne pensez-vous pas que tout.e patient.e devrait pouvoir, conformément au texte ci-dessus, se faire accompagner tout au long de ses « démarches de santé » ?

4) Êtes-vous au courant d'une telle pratique de refus de l'accompagnateur.accompagnatrice du.de la patient.e auprès des médecins du contrôle médical ? Êtes-vous d'accord avec cette pratique ?

Réponse (20/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Contrairement aux consultations chez les autres prestataires de soins, les assurés ne font pas de « visites chez le médecin de contrôle médical » mais sont convoqués de manière officielle auprès d'un médecin-conseil pour se faire contrôler et non pas pour se faire diagnostiquer voire même traiter. Par ailleurs, le Code de la sécurité sociale prévoit des sanctions dans le cas où l'assuré ne se présente pas à son rendez-vous de convocation. Évidemment, les absences dûment justifiées (par exemple pour assurer un traitement ou en cas d'hospitalisation) ne donnent pas lieu à une sanction.

Aussi, les examens de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne font pas partie des « démarches de santé ».

L'examen de contrôle auprès du CMSS se fait normalement en colloque singulier. Il arrive cependant que les

circonstances sont telles qu'une tierce personne est appelée à assister à l'examen de contrôle, ceci d'un commun accord entre la personne à examiner et le médecin-conseil. Tel est par exemple le cas lorsque la barrière de langue s'avère insurmontable pour que le médecin-conseil puisse satisfaire à sa mission légale selon les règles de l'art.

Distribution de l'huile de cannabis | Question **6864** (19/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 6171 huet d'Ministesch erkläert, dass de Cannabisueleg mat net un d'Patiente verdeelt gouf. Laut Ministesch sollte fir d'éischt Analyse gemaach ginn an dës sollte viraussiichtlech am August ofgeschloss ginn. Wéi eis vum CHL confirméiert ginn ass, gëtt den Ueleg awer weiderhin net distribuéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn d'Analysen, vun deenen d'Ministesch geschwat hat, mëttlerweil ofgeschloss? Wann nee, wéini sollen dës ofgeschloss ginn an wéi ass hei de Retard ze erklären?

2. Fir wéini sinn déi nächst Liwwerungen u Cannabisbléien a Cannabisueleg virgesinn a wéi eng Quantitéite sinn hei ze erwaarden?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Jo, dës Analyse sinn ofgeschloss an d'Ueleger sinn aktuell just disponibel fir hospitaliséiert Patienten. Parallell wäerten d'Ueleger an den nächste Wochen awer och vun den Dokteren un net hospitaliséiert Patiente kënne verschriwwe ginn.

ad 2. Déi nächst Liwwerungen u Cannabisprodukter si fir Enn November 2022 virgesinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Vu datt d'Cannabisueleger réischt säit dem 1. September un d'Patiente verdeelt ginn, waart d'Gesondheetsdirektioun aktuell nach op d'Consommatiounszuele fir de Mount September, fir déi nächst Bestellung quantifizéieren ze kënnen.

Prime énergie pour l'année 2022 | Question **6865** (19/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Gouvernement en conseil a décidé en date du 16 septembre 2022 de prolonger la date limite d'introduction de la demande de l'allocation de vie chère et de la prime énergie jusqu'au 31 octobre 2022.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Combien de demandes pour l'obtention de la prime énergie ont entre-temps été introduites auprès du Fonds national de solidarité (FNS) ?

2) Quel est actuellement le taux d'éligibilité pour la prime énergie parmi les ménages ayant introduit une demande ?

3) Quelle est la part des ménages bénéficiant d'une prime énergie tout en ne remplissant pas les critères de revenu pour l'allocation de vie chère parmi la totalité des bénéficiaires de la prime énergie ?

4) Quelle est la durée d'attente moyenne pour le versement de la prime énergie à partir de la date d'introduction de la demande ?

5) Vos services prévoient-ils des mesures d'information et de sensibilisation supplémentaires auprès de la population éligible pour la prime énergie afin de toucher un maximum de ménages ? Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre prévoit-elle ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Fonds national de solidarité (FNS) a enregistré, à la date du 22 septembre 2022, un nombre de 33.058 demandes en obtention de l'allocation de vie chère (AVC) et de la prime énergie. À noter que la demande de ces prestations se fait par un formulaire unique.

ad 2) et 3) 22.393 ménages se sont vu attribuer la prime énergie de sorte que le taux d'accord s'élève à 84,60 %. Sur ces 22.393 ménages, 2.773 ménages ont uniquement touché la prime énergie, donc sans la partie AVC.

ad 4) Le règlement du Gouvernement en conseil introduisant une prime énergie a été adopté le 18 mars 2022 ; au 1er mai 2022, le FNS a liquidé 8.042 primes énergie en faveur des ménages ayant déjà bénéficié d'une AVC. Les liquidations de l'AVC majorée de la prime énergie ou de la prime énergie seule sont mensuelles.

Comme le FNS est saisi d'un nombre important de demandes en début d'année, la liquidation en début de la prestation peut prendre entre 1 et 6 mois alors qu'en ce moment de l'année ce délai se situe entre 1 et 2 mois.

ad 5) Le délai d'introduction des demandes a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2022. Dans ce contexte, une campagne supplémentaire d'information a été lancée sur les réseaux sociaux entre le 21 et le 30 septembre 2022. Une vidéo en cinq langues (luxembourgeois, français, allemand, anglais et portugais) expliquant la procédure de demande de la prime énergie sera disponible dans les prochains jours sur les réseaux sociaux du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et sur les sites Internet du Ministère et du Fonds national de solidarité.

Allocation de vie chère et prime énergie | Question **6866** (20/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch den Energiedësch gouf d'Allocatioun de vie chère erhéicht an et koum eng Energieprimm dobäi. Bis den 31. Oktober kann een dës Primm nach ufroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn d'Energieprimm ugefrot?

2. Wéi vill Demandë goufen zougelooss?

3. Wéi vill Persoune kruten d'Primm mëttlerweil ausbezuelt?

4. Wéi vill Persoune waarden nach op d'Primm?

5. Wat ass d'Duerchschnëttswaardezäit bei den Dossieren?

6. Wéi vill Leit wiere Schätzungen no fir d'Energieprimm eligibel gewiescht?

7. Wéi vill Leit hunn d'Allocation de vie chère fir dëst Joer ugefrot?

8. Wéi vill Leit wiere Schätzungen no fir d'AVC eligibel gewiescht?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. De Fonds national de solidarité (FNS) huet bis den 22. September 2022 33.058 Demandë fir d'Allocation de vie chère (AVC) an d'Prime énergie enregistréiert.

ad 2. an 3. 22.393 Demandë goufen acceptéiert. Dovunner kruten 2.773 Stéit eng Prime énergie eleng an 19.620 Stéit kruten d'AVC an d'Prime énergie. 22.393 Stéit kruten also eng Prime énergie ausbezuelt.

ad 4. Op den 22. September 2022 sinn nach 6.589 Demanden ze traitéieren.

ad 5. Am Ufank vum Joer ass d'Waardezäit méi laang, well dann déi meeschten Demanden erakommen; do kann et tëschent 1 a 6 Méint daueren. Am Moment geet dës Waardezäit op tëschent 1 an 2 Méint erof.

ad 6. Et ass net méiglech, fiabel Previsiounen ze maachen, well een dofir déi genau Kompositioun vum Stot a sämtlech Revenue misst kennen.

De Plaffong fir d'Prime énergie ass 25 % méi héich, wéi dee vun der AVC fir eng Eenzelpersoun. De Plaffong vun der AVC ass esou festgeluecht, datt eng Eenzelpersoun mam Mindestloun an de Genoss vun der Prestatioun ka kommen.

ad 7. Vu datt déi zwou Prestatiounen iwwert ee gemeinsame Formulaire ugefrot ginn, hunn 33.058 Stéit eng Demande souwuel fir d'Allocation de vie chère wéi fir d'Prime énergie gemaach.

ad 8. Fir dës Fro verweise mir op d'Äntwert op d'Fro 6.

Mise à disposition de voitures de leasing | Question **6867** (20/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

La question porte sur l'article 7 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu tel que modifié par le règlement grand-ducal du 12 mai 2022. L'article 1er de ce règlement indique que « dans certaines situations, il arrive qu'à défaut de biens ou de services réellement comparables à ceux alloués par l'employeur au salarié ou de données suffisantes en vue d'une évaluation précise de ces biens ou services, l'application rigoureuse des règles d'évaluation de l'article 104, alinéa 2 de la loi pose des problèmes sur le plan de l'exécution pratique des dispositions en question. Pour pallier ces difficultés et garantir l'équité fiscale, le présent règlement établit, pour certains avantages en nature, des règles d'évaluation forfaitaire. »

L'article 3 de ce même règlement prévoit un système d'évaluation forfaitaire pour l'automobile prise en leasing par l'employeur et mise à disposition du salarié. Ce système forfaitaire permet de déterminer la valeur de l'avantage résultant de la mise à la disposition d'une voiture sur base du prix global d'acquisition du véhicule à l'état neuf multiplié par un taux prévu par l'article 3bis. Les taux de l'article 3bis varient en fonction de la motorisation et de la quantité de CO_2 rejetée par le véhicule mis à disposition. Fort logiquement, plus la quantité de CO_2 d'un véhicule est importante et plus le montant de l'avantage en nature (et donc le montant imposable) est important, afin de rendre plus attractif financièrement les véhicules hybrides ou électriques moins polluants.

L'article 7 du même règlement grand-ducal précise que la méthode de l'évaluation forfaitaire n'est pas applicable en cas d'attribution d'un avantage en nature en contrepartie d'une diminution de la rémunération en espèces. C'est donc la valeur effective de la réduction qui doit être considérée comme montant de l'avantage en nature.

Ainsi, un employeur souhaitant mettre en place un leasing automobile pour ses employés ayant déjà un contrat de travail, devrait donc, sur base de la

diminution en espèce convenue entre l'employeur et l'employé destinée à financer le coût du leasing, utiliser la valeur effective du leasing pour déterminer le montant de l'avantage en nature. En interprétant strictement le règlement grand-ducal, ce même employeur pourrait distinguer dans le contrat de travail d'un nouvel employé une partie de la rémunération en espèce et une partie allouée au financement du leasing. Dans ce 2e cas, en l'absence de diminution du salaire en espèce, la méthode forfaitaire pourrait donc être appliquée.

Étant donné que le Gouvernement semble déployer de nombreux efforts pour pousser les employeurs et les salariés vers les véhicules moins polluants (projet de loi 7925 déposé le 6 décembre 2021 relatif au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques), je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre confirme que l'évaluation forfaitaire n'est pas applicable en cas d'attribution d'un avantage en nature en contrepartie d'une diminution de la rémunération en espèces ?

– En cas de réponse affirmative à la première question, est-ce que Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que ceci soit contraire aux efforts gouvernementaux précités ?

– Est-ce que Madame la Ministre modifiera le règlement précité dans le sens que l'évaluation forfaitaire soit applicable en cas de diminution de la rémunération en espèces en contrepartie de l'attribution d'un avantage en nature en relation avec une voiture de leasing ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'application des différentes méthodes d'évaluation forfaitaire prévues par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu tel que modifié par le règlement grand-ducal du 12 mai 2022.

La disposition évoquée par l'honorable Député, écartant une évaluation forfaitaire lorsque l'avantage d'une mise à disposition d'une voiture de service est alloué au salarié en contrepartie d'une réduction du salaire, est effectivement ancrée dans l'article 7 règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Le Gouvernement n'envisage pas de modifier le règlement précité dans le sens que l'évaluation forfaitaire soit applicable en cas de diminution de la rémunération en espèces en contrepartie de l'attribution d'un avantage en nature en relation avec une voiture de leasing. Il s'agit d'une disposition importante et qui permet d'éviter de potentielles constructions fiscales. Le Gouvernement ne considère pas non plus que le traitement fiscal dans cette situation très particulière est contraire aux efforts gouvernementaux cités par l'honorable Député.

Prêts immobiliers contractés par des acquéreurs de logements réalisés par les promoteurs publics | Question **6868** (20/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans un reportage télévisé en date du 12 septembre 2022 au sujet du projet immobilier Rothweit II du promoteur public SNHBM, il a été question de problèmes en matière de remboursement des prêts immobiliers accordés aux ménages acquéreurs auprès de la SNHBM. Ainsi on pourrait constater une augmentation du nombre d'acquéreurs contraints de renoncer à leur logement à cause de difficultés de remboursement de leur prêt immobilier suite à la hausse récente des taux d'intérêt des prêts immobiliers. Ce problème pourrait encore s'accentuer dans les mois à venir dans un contexte d'une augmentation plus prononcée des taux d'intérêt.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner plus de détails sur l'envergure de ce problème ? Combien d'acquéreurs de logements de la SNHBM et du Fonds du logement ont dû renoncer à leur logement depuis le début de l'année suite à l'augmentation des taux des crédits immobiliers tout en sachant que les logements en question sont en principe repris par le promoteur public en question ?

2) Comment la situation actuelle diffère-t-elle par rapport aux années précédentes en matière de défauts de remboursement de la dette immobilière pour l'acquisition de logements réalisés par les promoteurs publics ?

3) Monsieur le Ministre s'attend-il à une aggravation de la situation dans les mois à venir ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des mesures pour éviter la cessation de paiement du service de la dette d'un nombre croissant de ménages ayant acquis un logement auprès d'un promoteur public ? Si oui, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il ?

Réponse (14/10/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Ni le Fonds du logement ni la SNHBM n'ont jusqu'ici eu connaissance d'acquéreurs ayant dû renoncer à leur logement suite à l'augmentation des taux de crédits immobiliers ou ayant proposé pour ces motifs un rachat de leur logement au promoteur public.

Il est à noter dans ce contexte que le Fonds du logement vend ses logements achevés et non en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). La SNHBM vend ses logements certes en VEFA, mais n'applique pas de clause d'indexation du prix de vente dans les actes.

Dans les deux cas, le prix de vente de l'immeuble ne change dès lors plus à partir du moment de la signature des actes notariés.

Dans le cadre de la procédure de sélection des acquéreurs auprès des deux promoteurs, les candidats déposent un dossier qui doit obligatoirement comprendre un accord bancaire pour un prêt hypothécaire. Au regard de l'évolution générale des prix et des taux d'intérêts, il devient certainement plus difficile pour un candidat de pouvoir contracter un crédit.

Par ailleurs, le Fonds du logement ou la SNHBM n'ont connaissance ni de la situation financière des acquéreurs, ni des conditions contractuelles liées au crédit.

À partir de la sélection du candidat-acquéreur jusqu'à la signature de l'acte notarié, le délai peut atteindre plusieurs mois. Pendant cette période, les banques peuvent procéder à des augmentations de taux d'intérêts, mettant le cas échéant en péril l'accord du crédit.

Dans le cadre des ventes de gré à gré auprès du Fonds du logement, procédure dans laquelle le compromis de vente est signé sans accord bancaire préalable, quelques refus bancaires ont été constatés depuis le début de l'année, mais ceci reste dans la norme des années précédentes.

En ce qui concerne les demandes de rachats avec droit de préemption, la plupart étaient liées à des changements de situation familiale (divorce, enfants supplémentaires) et/ou à une volonté d'acheter un autre bien immobilier. Cependant, les promoteurs publics ne demandent pas que les acquéreurs motivent leur intention de vente de leur logement.

Pour ce qui est des mesures envisagées, la réforme des aides individuelles, dont le projet de loi 7937 a été déposé par le Ministre du Logement en date du 24 décembre 2021, prévoit une large panoplie d'aides et d'améliorations en faveur des futurs acquéreurs de logements abordables, dont notamment :

– la bonification et la subvention d'intérêts seront fusionnées pour plus d'équité, de transparence et de compréhension auprès du citoyen ;
– le montant éligible pour la subvention passera de 175.000 € à maximum 240.000 € pour une famille avec quatre enfants ou plus ;
– le seuil d'éligibilité pour la subvention d'intérêt sera augmenté, afin que plus de ménages puissent en profiter ;
– la condition de remboursement des aides si le logement n'est pas habité par l'acquéreur même sera réduite de dix ans à deux ans ;
– la subvention d'intérêt sera répartie sur 300 versements, permettant ainsi le payement de l'aide sur une durée d'un emprunt de 25 ans, et ce aussi sur plusieurs crédits différents, dans l'éventualité où une famille déciderait de déménager pour passer d'un studio à un appartement plus grand.

Au-delà, la prime d'épargne sera substantiellement augmentée afin de motiver les gens à épargner et ainsi établir leur capital de départ, avant l'achat d'un logement.

Pour tous détails supplémentaires, nous vous renvoyons à la documentation parlementaire relative au projet de loi 7937.

Lutte contre le travail forcé | Question **6869** (20/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'EU wëll Produkter aus der Zwangsaarbecht verbidden a beräfft sech op eng Definitioun vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun (ILO). Dësen Text soll scho gräifen, wann nëmmen e Risiko vun Zwangsaarbecht besteet, déi net fir e Produkt muss explizitt nogewise ginn. Dozou hunn ech dës Fro:

– D'International Labour Organization (ILO) ass ganz aktiv am Kampf géint d'Kanneraarbecht an den afrikanesche Kobaltminnen. Wéi eng Konsequenzen hunn dës Entwécklungen op d'Elektromobilitéit? Ass d'Regierung weider der Meenung, d'Elektromobilitéit wëllen ze subventionéieren?

Réponse (20/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0243 vum 22. Januar 2019 am Detail beschriwwe gouf, ass d'Zil, d'Produktioun vu Batterië méi nohalteg a sécher ze gestalten. Bei de Produktiounsprozesser gëtt ëmmer méi Wäert op Nohaltegkeet an och op de Respekt vun de Mënscherechter geluecht. Et si Verbesserungen an deem Beräich visibel; de problematesche Klengbiergbau huet deemools nëmmen nach ronn 20 % vun der weltwäiter

Gesamtproduktioun entsprach, mat enger Tendenz no ënnen (am Verglach 2002: 90 %). Et muss een och ënnerstraichen, datt eng ganz Rei vu Ressourcen, déi fir d'Batterieproduktioun gebraucht ginn, och op eisem Kontinent fonnt kënne ginn a sou eng Produktioun mat kuerzen Transportweeër erméiglecht ka ginn, wéi z. B. Kobalt aus Finnland, Frankräich, Schweden, Portugal oder der Slowakei.

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6610 vum 4. August 2022 präziséiert, gëtt et zënter 2017 och eng europäesch Initiativ, „European Battery Alliance", déi sech och genee mat den Ëmwelt- a Sozialstandarden ausernanersetzt, well d'Batterien e feste Bestanddeel vun der Energietransitioun sinn. D'Zil ass et, d'Produktioun vu Batterië méi nohalteg a sécher ze gestalten, an op eng Entwécklung vun alternative Batterien ouni Kobalt hinzewierken. Eng Rei Batteriehiersteller hunn an der Press Annoncë gemaach, Batterien ouni oder mat geréngem Kobaltgehalt ze entwéckelen.

An dësem Kontext schafft d'EU dofir mat der Revisioun vun der Direktiv vun 2006 iwwert Batterien an Offallbatterien op engem Batteriereglement, fir de ganze Liewenszyklus vun de Batterien ze encadréieren, et gëtt erwaart, dass déi Diskussioune bis Enn 2022/Ufank 2023 ofgeschloss sinn. Fir Lëtzebuerg verhandelt den Ëmweltministère d'Verschäerfung vun dëser Gesetzgebung.

Impact de la baisse du taux de la TVA pour les entreprises | Question **6870** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Tripartite koum zu engem prinzipiellen Accord. D'TVA soll ëm ee Prozent erofgesat ginn, fir d'Inflatioun ze bremsen an d'Betriber ze entlaaschten. Eng kuerzfristeg Ännerung vun de Präisser bréngt fir d'Betriber awer nees weider Erausfuerderungen a Käschte mat sech. D'Comptabilitéit muss groussflächeg ugepasst ginn, d'Etikette mussen ausgetosch ginn asw. Um Enn entsti fir d'Betriber also just Zousazkäschten, wärend och d'Clienten den Effekt opgrond vun der allgemenger Präisdeierecht kaum spieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës dréngend Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi Decisioun begrënnt ass, fir an der aktueller Noutsituatioun keng méi substanziell Reduzéierung vun der TVA virzehuelen, déi et de Betriber erlaabt hätt, souwuel d'Ëmsetzungskäschte vun esou enger Moossnam ze droen, wéi och eng reell Entlaaschtung un d'Cliente weiderzeginn?

Réponse (06/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

De prinzipiellen Accord an der Tripartite, an deem d'Reduktioun vun der TVA ëm 1 % een Element vu villen ass, muss als Ganzt gekuckt ginn an ass d'Resultat vu Kompromësser, op déi déi dräi Verhandlungspartner sech zesumme gëeenegt hunn.

Investissements dans les « start-up » | Question **6871** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

Am Artikel „Krise als Chance nutzen", deen den 20. September am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt déi Lëtzebuerger Startupbranche notamment bedauert, datt et zu Lëtzebuerg un attraktive Méiglechkeete feelt, fir Investitiounen an nei gegrënnten Entreprisë kënnen ofzesetzen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng natierlech a juristesch Persoune wéi eng Montanten ënnert wéi enge Konditiounen déi éischt fënnef Joer no der Investitioun an e Startup kënnen ofsetzen, wann een en Deel oder souguer de ganzen Asaz verléiert oder den Asaz zwar nominell (ouni Berécksiichtegung vum Wäertverloscht duerch Inflatioun) erëmkritt, awer kee Benefice realiséiert. Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wou si Spillraum fir weider steierlech Ureizer gesäit, fir d'Startupkultur zu Lëtzebuerg ze stäerken?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi Revenuen aus Kapital, dat an e Startup investéiert gouf, wärend den éischte fënnef Joer besteiert gëtt? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wou si Spillraum fir weider steierlech Ureizer gesäit, fir d'Startupkultur zu Lëtzebuerg ze stäerken?

Réponse (24/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Steiergesetzgebung gesäit hautzudaags keng spezifesch Dispositioune vir, fir Investitiounen an nei gegrënnten Entreprisë kënnen ofzesetzen. Nom ofgeännerten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 applizéieren sech an deem Kontext déi allgemenggülteg steierlech Reegelen. Als Beispill kann een erwänen, datt méiglech Dividenden, déi vu sou gegrënnte Gesellschaften ausgeschott ginn, ënner verschiddene Konditiounen zu 50 % befreit kënne sinn, a vun engem steierfräie Betrag an Héicht vu 1.500 Euro profitéieren. Eng méiglech Plus-value bei der Veräusserung vun der Bedeelegung kann ënner verschiddene Konditiounen och steierlech befreit sinn, besonnesch wann d'Bedeelegung méi wéi sechs Méint gehale ginn ass. Eng Perte ass am Prinzipp ofsetzbar, wann d'Bedeelegung manner wéi sechs Méint gehale ginn ass.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass « [...] le Gouvernement analysera l'introduction de mesures fiscales pour favoriser les investissements des personnes physiques dans les entreprises innovantes ».

An deem Sënn schafft de Finanzministère un engem Avant-projet de loi, fir Investitiounen an innovativ Entreprisë steierlech ze promouvéieren, wat och zur Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroe géif.

Mat Bléck op d'Covid-19-Pandemie an de Krich vu Russland géint d'Ukrain, mat de bekannten Auswierkungen op d'Energiepräisser an den Impakt op de Staatsbudget, hunn d'Prioritéite mussen ugepasst ginn, soudass d'Aarbechten un dësem Dossier aktuell nach net ofgeschloss sinn.

Attractivité de la place financière | Question **6872** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'„Luxembourg Times" schreift, datt déi brittesch Regierung diskutéiert, fir de Plafonnement vun de Bonusprimme vu Mataarbechter aus dem Bankeberäich, deen d'Vereenegt Kinnekräich nach als Member vun der EU akzeptéiert huet, opzehiewen, fir op déi Manéier fir international Investoren a qualifizéiert Personal nees méi attraktiv ze ginn. Sou eng Decisioun géif London natierlech och op den Hibléck mat der Konkurrenz zur Finanzplaz Lëtzebuerg huelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Finanzminister gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Madamm Finanzminister de Virstouss aus London als Geleeënheet, fir op nationalem an EU-Niveau den nämmlechte Schratt ze ënnerhuelen? Falls net, wéi gedenkt d'Madamm Minister, dëse kloren Nodeel an der Kompetitivitéit, deen eiser Finanzplaz géif entstoen, op aner Manéier ze kompenséieren?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

De Plafonnement vu Bonussen am Bankesecteur huet säin Ursprong an den 3. a 4. Eegekapital-Direktiven – Direktiven 2010/76/EU an 2013/36/UE.

Als EU-Memberstaat huet Lëtzebuerg sech un déi Reegelen ze halen an huet, contrairement zu Grossbritannien, keng Méiglechkeet, dës Reegelen national ofzeschafen. Et ass och drun ze erënneren, dass dës Reegelen aus guddem Gronn agefouert gi sinn no der Finanzkris, fir ze ënnerbannen, dass d'Politique de rémunération vu Banken iwwerméisseg Risikobereetschaft encouragéiert.

Generell setzt Lëtzebuerg sech op EU-Niveau a fir eng Reglementatioun, déi och iwwert d'EU-Grenzen eraus kuckt an d'Kompetitivitéit vum EU-Finanzsecteur am A behält.

D'Regierung gesäit den Developpement, d'Attraktioun an d'Retentioun vun Talenter als eng Prioritéit, net nëmme fir d'Finanzplaz. An deem Sënn sinn am Budgetsgesetz fir d'Joer 2023 och Upassunge virgesinn, fir esouwuel de Régime d'impatriés wéi och de Regime vun de Primes participatives méi attraktiv ze gestalten.

Vaccins périmés | Question **6873** (21/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 22. November 2021 hat ech eng dréngend parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheetsminister gestallt (N° 5271), fir gewuer ze ginn, wéi vill Covid-19-Impfstoff, deen no um Oflafdatum ass, zu Lëtzebuerg nach am Stock ass. Trauregerweis hunn dunn iwwer 13.000 Dosen Enn November missen zerstéiert ginn. Weider Dosen sinn nokomm.

Aus der Äntwert op d'Fro Nummer 5704 kann een erausliesen, dass vill weider Vaccine mëttlerweil hiren Oflafdatum erreecht kéinten hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

2. Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen zerstéieren? Kann d'Regierung opläschten, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

3. Wéi héich war de Käschtepunkt vun deenen zerstéierte Flaconen?

4. Huet d'Ministesch Informatiounen iwwert déi EU-wäit Zerstéierung vu Covid-19-Vaccinen?

Réponse (19/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi héich Zuel u Vaccinen an dem Stock zu Lëtzebuerg – ewéi och an deenen aneren europäesche Länner – erklärt sech duerch d'Aart a Weis, ewéi d'Hiersteller vum Vaccin d'Kontrakter mat der Europäescher Kommissioun verhandelen.

D'Länner mussen sech gréisstendeels 12–15 Méint virun der effektiver Liwwerung vun de Vaccinen iwwert d'Quantitéit prononcéieren.

Zu deem Moment gëtt et nach keng Gewëssheet, wéi ee Vaccin vu wéi engem Hiersteller effektiv eng Zouloossung fir de Marché kritt.

Och ginn et zu deem Moment nach keng Studien iwwert d'Effektivitéit vum jeeweilege Vaccin par rapport zu der Virusvariant, déi de Moment vun der Liwwerung zirkuléiert. Dat erkläert, datt d'Länner am Prinzipp net nëmme Vaccin vun engem Hiersteller, mä Vaccin vu méi Hiersteller bestelle mussen.

Doriwwer raus wëssen d'Länner am Moment vun der Bestellung nach net, ewéi d'Impfcampagne 12–15 Méint méi spéit ausgesäit, dat souwuel wat d'Intervallen tëschent de Boosterdosissen ewéi d'Impfbereetschaft vun de Leit ugeet.

Och ass zum Moment vun der Commande nach net gewosst, wéi eng weider Vaccinen d'Hiersteller tëschent dem Dag vun der Commande an dem Dag vun der effektiver Liwwerung par rapport zu eventuellen neie Varianten entwéckelen. Esou konnt een z. B. déi nei bivalent Vaccinen, déi zanter dem Mount September vu Pfizer a Moderna geliwwert ginn, réischt relativ rezent bestellen.

Schlussendlech bleift ze bemierken, datt d'Hiersteller vun de Vaccinen der Europäescher Kommissioun oft eng Mindestunzuel u Vaccinen imposéieren. Souguer wann d'Länner da scho genuch Vaccine bei engem Produzent bestallt hunn, sinn se de facto obligéiert, duerch déi virgenannten Inconnuen (Impfstrategie, Impfbereetschaft, reell Effektivitéit vum Vaccin, Virusmutatiounen ...) trotzdeem nach weider Vaccinen ze bestellen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Den Akafspräis vun de Vaccinen, am Punkt 2, läit ëm déi 1,4 Milliounen Euro.

ad 4. Et gi keng EU-Chifferen, wéi vill déi aner Länner zerstéieren. Moderna a Pfizer sinn awer offiziell gefrot ginn, fir een Service unzebidden, fir hir Dose kënnen zeréckzehuelen an se duerno ze zerstéieren, well all Land sech iwwer Stockagecapacitéite beschwéiert.

Jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant la conservation des données | Question **6874** (21/09/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem Urteel vum 20. September 2022 erkläert den Europäesche Geriichtshaff (EuGH), dass déi däitsch Vorratsdatenspeicherung géint EU-Recht verstéisst. Telekom Deutschland a SpaceNet hate virun den däitsche Geriichter géint hiert Telekommunikatiounsgesetz (TKG) an déi dora virgeschriwwe Flicht, ab dem 17. Juni Verkéiers- a Standortdate vun hire Cliente mussen ze spächeren, geklot. Dëst ass net dat éischt Urteel vum EuGH an dëser Form a betrëfft och Lëtzebuerg, vu dass eist aktuellt Gesetz och esou eng generell Vorratsdatenspeicherung virgesäit.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister an un den Här Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

1. Wéi ee politeschen, juristeschen a prakteschen Impakt huet d'Urteel vum EuGH fir Lëtzebuerg, wëssend, dass et sech net ëm déi éischt Jurisprudenz an deem Kader handelt?

2. Verstéisst eist aktuellt Telekommunikatiounsgesetz zu Lëtzebuerg an den Ae vun der Regierung konkreet géint EU-Recht?

3. Firwat gëtt esoulaang gewaart mam Virleeë vum ugekënnegte Projet de loi zum generelle Späichere vun Donnéeën, obwuel de Probleem scho säit Jore besteet? Wéini ass mam Projet ze rechnen?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. D'Urteel „SpaceNet" an den Affairë C-793/19 a C-794/19, vum 20. September 2022, confirméiert dem EuGH seng rezent Jurisprudenz am Kader vun der Vorratsdatenspäicherung.

De Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun huet nach eng Kéier bestätegt, datt eng allgemeng an ondifferenzéiert Retentioun vu Verkéiers- a Standortdaten ausgeschloss ass, ausser et gëtt eng seriö Gefor fir d'national Sécherheet. Fir eescht Kriminalitéit ze bekämpfen, kënnen d'Memberstaaten awer, am strikte Respekt vum Proportionalitéitsprinzipp, geziilt Retentioun vun esou Donnéeë virgesinn, souwéi allgemeng an ondiskriminéiert Späichere vun IP-Adressen.

ad 2. Bis haut gouf d'Validitéit vum geännerte Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwer de Schutz vun der Privatsphär am elektronesche Kommunikatiounssecteur net virun de Lëtzebuerger Geriichter a Fro gestallt.

ad 3. Fir ze verhënneren, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënnt, huet Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstate fir eng europäesch Léisung plaidéiert, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJUE.

An Erwaardung vun enger europäescher Léisung, huet de Justizministère effektiv ugefaangen, un engem Gesetzprojet ze schaffen, deen den Evolutioune vun der europäescher Jurisprudenz Rechnung droe soll. Dës Jurisprudenz, déi de Prinzipp präziséiert a spezifesch Critèrë festleet, un deene sech eng national Legislatioun riichte soll, gouf eréischt duerch d'Urteel „Quadrature du Net et FDN" a „Privacy International" vum 6. Oktober 2020 an d'Urteel „Commissioner of the Garda Síochána e. a" vum 5. Abrëll 2022 gesprach.

De Gesetzprojet wäert an den nächste Wochen am Regierungsrot presentéiert ginn.

Parking du Lycée technique agricole Gilsdorf | Question **6876** (21/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Lycée technique agricole (LTA) zu Gilsdref gëtt et e Parking mat 100 Plaze fir d'Enseignanten, dat techenscht an dat administratiivt Personal, d'Visiteuren an d'Fournisseure vun der Schoul. Weeder fir d'Schüler, nach fir d'Leit, déi un de Weiderbildungscoursen deelhuelen, si Parkplaze virgesinn. A bei der Ubannung vun der Akerbauschoul un den ëffentlechen Transport wier och nach villes ze verbesseren.

A wéi aus der Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 5256 ervirgeet, ass den Här Minister och an Zukunft net gewëllt, eng adequat Léisung fir déi spezifesch Situatioun vum Lycée technique agricole a senge Schüler, déi aus dem ganze Land op Gilsdref kommen, ze proposéieren: Et „gi fir den LTA déi selwecht Kritären ugewant wéi bei anere Schoulgebaier am Land an et gi keng Parkplaze fir Schüler virgesinn".

D'Resultat dovun ass, dass weiderhi vill Schüler an och Leit aus de Weiderbildungscourse mam Auto op Gilsdref (musse) kommen a mangels engem Parking um Terrain vum Lycée ausserhalb no enger Ofstellméiglechkeet fir hiert Gefier musse sichen. Laut mengen Informatioune parken doduerch nach ëmmer vill Autoe laanscht d'Haaptstrooss, wou ausserdeem keen Trottoir ass, deen d'Foussgänger kéinte benotzen. An der Praxis bedeit dat, dass dës Leit iwwer d'Strooss mussen trëppelen a se sech doduerch engem zousätzleche Risiko aussetzen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Ass den Här Minister sech de Gefore bewosst, déi sech duerch de feelende Parking fir d'Schüler vum LTA erginn?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dëse Risiko ze evitéieren an d'Sécherheet vun de Schüler an de Leit aus de Weiderbildungscoursen, déi mam Auto kommen, ze verbesseren?

3. Mat Bléck op dës Geforen a Risiken, deenen déi betraffe Leit ausgesat sinn, ass den Här Minister net awer gewëllt, Parkraum fir si um Site vum LTA ze schafen?
– Wa jo, wéi vill Parkplaze si geplangt a bis wéini sollen déi gebaut sinn?
– Wann net, wéi argumentéiert den Här Minister seng Retizenz?

Réponse (31/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Laangfristeg ass virgesinn, wéi am nationale Mobilitéitskonzept 2035 fir d'Nordstad ugedeit, e Parkhaus als Opfangparking fir Dikrech an der Géigend vun der Schwämm ze bauen.

Zousätzlech gëtt vun der Stroossebauverwaltung ee Projet fir de Foussgänger an de Vëlo ausgeschafft, deen eng nei Vëlospist laanscht d'Nationalstrooss N14 virgesäit, déi d'Rue Joseph Merten mam Site vum LTA verbënnt.

Ënnert der Konditioun, datt all déi néideg Autorisatioune virleien an datt all déi verbleiwend Terraine kënne kaf ginn, kéinten d'Aarbechten 2024 ufänken.

ad 3. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt dat „wëllt" Parke laanscht eng Staatsstrooss ausserhalb vun der Uertschaft, laut dem Artikel 166 vum Code de la route, net erlaabt ass.

Ausserhalb vun der Uertschaft ass de Foussgänger och laut dem Artikel 162 vum Code de la route gebieden, am Fall wou keen Trottoir do ass, iwwert den Accotement vun der Strooss ze goen.

Am Fall wou dëst awer net sollt méiglech sinn, dierf dësen och déi lenks Säit vun der Strooss benotzen. Dëst jeeweils a Bezuch op d'Richtung, an déi sech de Foussgänger beweegt.

Sou wéi bei anere Schoulgebaier steet de Parking vum LTA dem Léier- an technesche Personal, der Direktioun souwéi och de Visiteuren zur Verfügung. Och d'Leit aus de Weiderbildungscourse kënnen déi Plazen notzen, oder iwwer den neie Foussgängerwee vun Dikrech aus de Site erreechen. Op Basis vun den Informatioune vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Direktioun vum LTA, ass de Parking mat 100 Plazen 2008 an de Bauprogramm opgeholl ginn a fir déi Notzer geplangt ginn.

De Site bitt keng fräi Fläche méi, fir ee weidere Parking ze bauen, well déi komplett Aussefläche vun der Schoul genotzt ginn, respektiv well duerch d'Topographie vum Terrain ee Parking schwéier ze integréieren ass. Déi restlech Fläch am PAG ass fir dat neit Gebai vun der ASTA reservéiert. Dëse Projet ass an der Phas vum detailléierte Virprojet.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required

Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Licenciements chez Husky Technologies | Question urgente **7847** (30/03/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

C'est avec consternation que nous avons appris par la presse l'intention de Husky Technologies de supprimer 155 emplois à Dudelange, une ville marquée par son histoire industrielle. Cette suppression annoncée de postes serait non seulement un coup dur pour Dudelange et sa diversité économique, mais aussi pour le personnel visé. La nouvelle est d'autant plus accablante qu'il s'agit de la deuxième annonce récente de licenciements dans l'industrie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les raisons qui sont à la base de l'abandon des activités concernées et partant des licenciements annoncés ?

– Compte tenu de l'importance de l'industrie à Dudelange et du maintien d'emplois, la mise en place d'un plan de maintien dans l'emploi (PME) est-elle envisagée ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les moyens à leur disposition et ce qu'ils comptent faire pour assurer les emplois concernés ?

– Messieurs les Ministres entendent-ils soutenir la revendication des syndicats visant à mettre en place une cellule de reclassement ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Suite à l'annonce de la suppression de 155 postes chez Husky Technologies, la direction de l'entreprise s'est réunie en date du 5 avril 2023 avec les représentants des syndicats LCGB et OGB-L et de la délégation du personnel, en présence de représentants du Ministère de l'Économie et du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Lors de cette réunion, les représentants des deux ministères ont encouragé les partenaires sociaux à entamer, dans le cadre du dialogue social, les discussions en vue de la conclusion éventuelle d'un plan de maintien dans l'emploi.

Les ministres Franz Fayot et Georges Engel préconisent cette option et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et ses salariés concernés puissent bénéficier des avantages liés à l'existence d'un plan de maintien dans l'emploi, permettant la mise en œuvre de différents instruments pour éviter des licenciements. Parmi ces instruments peuvent figurer l'application de la préretraite-ajustement, du chômage partiel ainsi que l'application du prêt temporaire de main-d'œuvre, l'organisation de formations pour les salariés concernés ou bien leur accompagnement pour la recherche d'un nouveau poste de travail. Actuellement, la mise en place d'une cellule de reclassement n'est pas à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, le groupe Husky occupe au total plus de 1.000 personnes au Luxembourg. La suppression envisagée de 155 postes à Dudelange fait suite à la décision du groupe d'arrêter de servir le marché des « specialty closures ». Cette décision avait entraîné la fermeture d'une usine en République tchèque et un surplus de postes a été créé au Luxembourg dans la foulée, en raison du transfert de ces mêmes activités, il y a quelques années, de l'Autriche vers le Luxembourg. Par ailleurs, le groupe Husky vient de décider de se rapprocher géographiquement de ses clients issus de pays émergents (Afrique, Inde, Moyen-Orient). Ces régions sont actuellement desservies par le Canada et l'Europe.

Convocation d'une réunion tripartite

Les ministres Franz Fayot et Georges Engel ont invité les syndicats OGB-L et LCGB ainsi que la FEDIL à une réunion tripartite qui aura lieu prochainement.

Lors de cette réunion, les partenaires sociaux et le Gouvernement discuteront de la situation économique actuelle et des défis à relever dans le futur pour consolider et développer le secteur de l'industrie luxembourgeoise.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: __________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799